

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 164-165

Novembre-Décembre 1998

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01-48 24 64 64 - Fax : 01-47 70 99 04

SOMMAIRE

- **L'ARRIVÉE À ROME D'ABDULLAH OCALAN PROVOQUE UNE CRISE DIPLOMATIQUE ENTRE LA TURQUIE ET L'ITALIE**
- **CHUTE DU CABINET YILMAZ SUR FOND "D'ABUS DE POUVOIR ET LIENS AVEC LA MAFIA"**
- **APPEL DES PRIX NOBEL ET DU PARLEMENT EUROPEEN POUR UNE SOLUTION POLITIQUE AU PROBLÈME KURDE EN TURQUIE**
- **ANKARA : APPEL DE 75 PERSONNALITÉS KURDES DE TURQUIE POUR UNE SOLUTION POLITIQUE À LA QUESTION KURDE**
- **MASSIMO D'ALLEMA S'ADRESSE AU PUBLIC TURC**
- **LA TURQUIE, LA GRANDE-BRETAGNE ET LES ETATS-UNIS RÉAFFIRMENT LEUR ATTACHEMENT À L'INTÉGRITÉ TERRITORIALE DE L'IRAK**
- **NEW YORK: LE RAPPORT DE HUMAN RIGHTS WATCH SUR LA TURQUIE**
- **LU DANS LA PRESSE TURQUE: "LA BOUFFONNERIE DE LA PRUSSE" ET "TRISTE FÊTE DE LA PAIX À DIYARBAKIR"**
- **AINSI QUE...**
- **EN BREF LA REVUE DE PRESSE**

L'ARRIVÉE À ROME D'ABDULLAH OCALAN PROVOQUE UNE CRISE DIPLOMATIQUE ENTRE LA TURQUIE ET L'ITALIE

DEVANT le refus du gouvernement russe de lui accorder l'asile politique, le chef du PKK a dû se réfugier en Italie le 12 novembre. Dès son arrivée à l'aéroport de Rome à bord d'un avion d'Aeroflot en provenance de Moscou, il a été arrêté par la police italienne pour usage de faux passeport et placé en détention dans un hôpital militaire. En

fait les services russes avaient informé leurs homologues turcs et italiens à la fois de l'heure d'arrivée du vol emprunté par Ocalan et de la fausse identité sous laquelle il voyageait. Le Premier ministre russe avait, de son côté, prévenu son collègue turc de l'expulsion d'Ocalan pour souligner l'attachement de la Russie à entretenir des relations de bon voisinage avec la

Turquie. Ankara avait menacé Moscou de représailles économiques sérieuses (remboursement immédiat de ses créances, retrait de sociétés turques travaillant en Russie), s'il offrait l'asile au chef kurde.

L'arrestation d'Ocalan a été saluée comme "une grande victoire nationale" en Turquie. Le Premier ministre dont la coalition était au bord de l'implosion a profité de cette occasion pour lancer une campagne nationale et internationale pour l'extradition du

chef du PKK. Les ministres turcs de la défense et des Affaires étrangères arrivés à Rome le 15 novembre pour une réunion de l'Union de défense occidentale ont longuement rencontré leurs homologues italiens pour demander l'extradition d'Ocalan vers la Turquie. *"Sinon il y aura des conséquences graves et durables dans les relations entre nos deux pays"* a menacé le ministre turc des Affaires étrangères dans une interview au quotidien italien *la Repubblica* du 16 novembre où il qualifie Ocalan de *"criminel"*. Les quotidiens turcs ont publié un texte en italien avec les numéros de fax des principaux ministres italiens et appelé leurs lecteurs à recopier et à faxer ce texte demandant l'extradition d'Ocalan.

De son côté, le PKK a mobilisé ses militants et ses réseaux pour que l'Italie accorde l'asile politique à son chef. La presse du PKK affirme d'ailleurs que *"le leader national est arrivé en Italie avec l'accord du gouvernement de Rome"* et ne fait pas état de son arrestation. Une manifestation de soutien rassemblant environ 10.000 personnes a eu lieu le 15 novembre à Rome.

Une campagne de boycottage des produits italiens a commencé en Turquie. La très puissante Union des chambres de commerce et d'industrie a fait un appel en ce sens et on a assisté à l'annulation de contrats ou au refus de crédits aux entreprises italiennes. La firme turque Ucem Insaat (BTP) a annulé ses contrats d'achat de matériel électroménager d'un montant de 8 millions de dollars avec ses partenaires italiens. Le partenaire turc de Benetton a *"assombri ses vitrines"*. Le secteur d'État a participé également à cette campagne, bien que le gouvernement n'ait officiellement annoncé aucune mesure de rétorsion. Ziraat Bankasi, la plus importante banque d'État, a stoppé l'octroi de crédits pour financer l'achat d'appareils agricoles de fabrication italienne et a écarté la société italienne Olivetti d'un appel d'offres pour l'achat de photocopieuses.

De plus, la municipalité d'Izmir, a écarté Pirelli d'un appel d'offres pour la rénovation des pneus de bus de transport public. Même les agences de voyage ont annulé leurs circuits en Italie.

Les autorités turques usent de tous les moyens pour faire fléchir l'Italie. Le Premier ministre turc, Mesut Yilmaz a déclaré, le 21 novembre, que *"la Turquie ne laissera pas cela sans réponse"*. Ismet Sezgin, le ministre turc de la Défense, a déclaré qu'*"il est clair que nous allons revoir nos relations économiques et commerciales et que l'Italie sera exclue des marchés turcs de défense"*.

Dans le même temps le gouvernement et les médias turcs développent un climat d'hystérie nationalistes turque. En Turquie, des foules chauffées à blanc par les télévisions et noyauté par l'extrême droite s'en sont pris aux bâtiments officiels italiens, brûlé des drapeaux de ce pays. La chaîne Euronews a diffusé des images des foules excitées applaudissant au spectacle des chiens dressés déchiquetant un mannequin habillé de couleurs italiennes avec ce commentaire: *"voici le genre de sports dont les Turcs semblent friands"*. Les foules nationalistes ont également mis à sac les locaux du parti prokurde dans plusieurs villes turques où on a assisté à de véritables scènes de pogromes anti-kurdes dont les images diffusées par les télévisions ont choqué les observateurs.

En Europe, à l'appel des consulats turcs, des immigrés turcs proches de la Fédération turque des Loups Gris ont manifesté dans plusieurs villes allemandes. À Bruxelles, les manifestants turcs d'extrême droite ont, mardi 17 novembre, mis le feu à des bâtiments abritant les associations kurdes; le siège de l'Institut kurde a été incendié.

Dans ce climat d'hystérie anti-italienne, et anti-kurde, le 21 novembre, les 14 partenaires de l'Italie au sein de l'Union européenne ont solennellement

apporté leur soutien à Rome dans cette affaire. Le président de la Commission européenne Jacques Santer a assuré, le 24 novembre, Massimo D'Alema que la Turquie encourt des mesures de rétorsion de la part des 15 si elle décide un boycottage officiel des produits italiens. Il est vrai que l'Italie est l'un des principaux partenaires commerciaux de la Turquie. Les exportations italiennes vers la Turquie ont représenté 3,14 milliards de dollars pour les neuf premiers mois de 1998 et en 1997 ont atteint 4,5 milliards de dollars.

De son côté, le président français Jacques Chirac, à l'issue d'un entretien d'une heure avec le Premier ministre italien a déclaré le 24 novembre: *"la France, comme l'ensemble de l'Union européenne, est totalement solidaire de la position italienne que nous comprenons et que nous soutenons"*. Avant cette rencontre M. D'Allema avait tenu à recevoir Mme Mitterrand, pour s'informer de la question kurde.

Par ailleurs, l'Internationale socialiste, à l'issue de sa réunion de Genève, en présence du Premier ministre italien, a publié un communiqué daté du 24 novembre 1998, assurant de *"tout son soutien"* le gouvernement italien et considérant comme *"inacceptable"* la position des autorités turques contre la procédure constitutionnelle et démocratique engagée par l'Italie dans l'affaire Ocalan ainsi que les appels turcs à boycotter les produits italiens et les invitations à l'organisations des manifestation anti-italiennes. Toute agression visant l'Italie sera considérée comme une agression contre l'Union européenne souligné ce communiqué qui ajoute également que *"toutes les personnes impliquées dans la terreur doivent répondre de leurs actes devant la justice"*.

La décision allemande annoncée le 28 novembre à Bonn par le chancelier Schröder de ne pas demander l'extradition du chef du PKK *"pour des raisons de paix civile en Allemagne"* a mis les autorités italiennes dans l'embarras car elles avaient arrêté

Öcalan en exécution d'un mandat d'arrêt émis par la justice allemande. Rome ne sait plus quoi faire de cet "hôte encombrant". Sous la pression américaine, l'Italie n'est pas disposée à lui accorder l'asile politique car "il est accusé de dizaines de crimes de droit commun". Elle ne peut pas non plus l'extrader en Turquie. Quand à l'expulsion vers un pays tiers, lors de sa visite à Moscou, le ministre italien des Affaires étrangères a exploré avec les Russes les possibilités d'un retour d'Öcalan en Russie, mais les Russes ne veulent pas en entendre parler.

L'Italie évoque la possibilité de créer un Tribunal International pour juger Öcalan. Cependant cette "solution" judiciaire soutenue par l'Allemagne semble très problématique car seul le Conseil de sécurité des Nations-Unies peut décider de la création d'un tribunal international. La Turquie n'en veut pas non plus car cela va internationaliser la question kurde et se transformer en procès de la politique kurde d'Ankara. De plus, les plus hauts dirigeants turcs civils et militaires impliqués dans les déportations des populations civiles, la destruction des villages et les meurtres d'opposants risquent d'être appelés à la barre et jugés.

Au cours d'une longue interview télévisée à la chaîne publique turque TRT, le 29 novembre, le président turc a commenté les événements consécutifs à l'arrivée en Italie du chef du PKK A. Öcalan. Pour lui "le chef des bandits séparatistes est responsable de la mort de 30 000 personnes, 5000 civils innocents, 5000 membres de forces de sécurité et 20 000 jeunes trompés de l'organisation terroriste". Il s'agit, a-t-il ajouté, des actes de terreur et de banditisme et le monde entier doit condamner la terreur et juger ses auteurs conformément aux conventions internationales.

Évoquant les discussions qu'il venait d'avoir à Vienne avec les autorités autrichiennes qui ont demandé si la situation d'oppression vécue par les

Kurdes n'alimentait pas ce terrorisme et si le moment n'était pas venu de reconnaître les droits de la minorité kurde, le président turc a déclaré avec véhémence: "il n'y a ni minorité ni problème kurdes en Turquie. Quelles que soient leurs origines, tous nos citoyens sont de première classe et appartiennent à la nation turque. Certains milieux en Europe cherchent à ressusciter l'esprit de Sèvres [NDLR: traité signé en 1920 prévoyant la création d'un Kurdistan] et diviser la République sous prétexte des droits de l'homme et des droits de minorités. La Turquie est un pays puissant; elle est en mesure de faire échouer ces plans".

Le journaliste lui faisant remarquer que la question kurde était soulevée par désormais tous les partenaires et alliés de la Turquie et que celle-ci ne pouvait "déclarer la guerre à 7 États" [N.D.T.: expression turque signifiant

faire la guerre à tout le monde], M. Demirel a répondu: "Non. Nous ne ferons pas la guerre mais nous devons les persuader que la Turquie est victime de désinformation, que nous sommes dans notre bon droit, que l'Occident ne peut se passer de nous. Cela demande beaucoup de temps et de patience".

Le président turc n'a pas expliqué comment la Turquie allait réussir cette mission impossible qu'elle n'a pu mener à bien 75 ans. Le journaliste ne lui a pas rappelé non plus sa fameuse déclaration de meeting en 1991 à Diyarbakir: "la Turquie reconnaît désormais la réalité kurde".

En attendant que la justice italienne statue sur sa demande d'asile A. Öcalan a passé les fêtes de fin d'année à Rome dans sa résidence de via del Male sous haute surveillance policière.

CHUTE DU CABINET YILMAZ SUR FOND "D'ABUS DE POUVOIR ET LIENS AVEC LA MAFIA".

L'ARRESTATION à Nice et la condamnation à six mois de prison d'Alaattin Çakici, un des plus gros parrains du milieu turc et objet de plusieurs mandats d'arrêt internationaux, a provoqué une tempête au sein de la classe politique turque. A. Çakici avait reconnu lors de son interrogatoire l'existence de liens entre lui et les services de renseignement turcs (MIT) au moment de son arrestation, il était d'ailleurs porteur d'un passeport diplomatique turc. La diffusion de certaines cassettes contenant ses conversations téléphoniques avec des hauts responsables turcs a, pendant des semaines, alimenté le débat politique turc.

Le Premier ministre Mesut Yilmaz s'est retrouvé sur la sellette depuis les révélations d'un homme d'affaires, Korkmaz Yigit, devenu un magnat de

la presse en quelques mois. Dans un premier temps, des enregistrements téléphoniques publiés par la presse turque ont révélé que M. Yigit entretenait une relation suivie avec Alaattin Çakici qui lui aurait proposé d'"écarter" les autres candidats au rachat de la banque Turkbank. Puis le magnat a accusé, le 10 novembre 1998, M. Yilmaz d'avoir fermé les yeux sur ses liens avec Çakici au moment où il achetait Turk Ticaret Bankasi (TTB), une banque d'État appelée à être privatisée. Arrêté, M. Yigit a expliqué, dans une cassette vidéo pré-enregistrée et diffusée sur deux chaînes de télévision lui appartenant, ses liens avec ce chef mafieux tout en affirmant que ceux-ci étaient connus de M. Yilmaz et de son ministre chargé de l'Économie, Gunes Taner, qui avait été jusqu'à lui promettre un crédit pour faciliter le paiement de 600 millions de dollars dans le cadre de l'achat du TTB

en juillet 98. M. Yigit a aussi affirmé avoir été encouragé par M. Yilmaz pour l'achat du quotidien turc *Milliyet*, pour 310 millions de dollars.

Après la révélation de ces liens, la privatisation de la TTB a été gelée à la mi-octobre 1998 et le rachat du journal *Milliyet* stoppé. Le ministre d'État, Eyup Asik, bras droit de Mesut Yilmaz, a été forcé de démissionner car une autre cassette contenant une conversation privée très intime avec A. Çakici a été divulguée par une télévision.

Deniz Baykal, chef du parti assurant au gouvernement de coalition de Mesut Yilmaz une fragile majorité au parlement a annoncé le 12 novembre 1998 qu'il lui retirait son soutien et allait déposer une motion de censure "contre le Premier ministre pour abus de pouvoir et liens avec la mafia". M. Baykal avait critiqué, le 7 novembre, les relations d'Eyup Asik avec le mafieux A. Çakici en déclarant "le bras droit du Premier ministre, son plus proche collaborateur, son confident, discute avec Çakici. Si cela se passait dans un pays européen, le ministre et le chef du gouvernement auraient immédiatement démissionné. Au Japon, le Premier ministre aurait pris un revolver, posé sur sa tempe et se serait suicidé de suite".

L'opposition a dans la foulée demandé la démission du gouvernement en déposant au parlement des motions de censure sur la base "d'abus de pouvoir et liens occultes avec les milieux mafieux". M. Yilmaz a d'abord exclu toute démission en qualifiant les révélations de M. Yigit de "complot destiné à empêcher la lutte du gouvernement contre la mafia et les organisations criminelles" en Turquie. Il a également accusé les partis politiques d'opposition "d'avoir agi trop vite". "Ils auront honte parce que notre lutte contre la mafia est soutenue par l'opinion publique. Ce qui nous

incombe maintenant, c'est de nous sauver de ce piège" a-t-il ajouté.

Finalement le gouvernement de Mesut Yilmaz a été renversé, le 25 novembre 1998, à l'occasion de trois motions de censure au Parlement. La censure a été votée par 314 voix contre 214 sur les 550 élus que compte le Parlement turc. L'instabilité gouvernementale devient chronique puisque depuis 1995, c'est le quatrième gouvernement qui chute en Turquie. Arrivé au pouvoir à la suite de la destitution par l'armée d'une coalition dirigée par le parti islamiste de la Vertu, le cabinet Yilmaz n'a duré que 17 mois.

Le président turc Süleyman Demirel a, le 2 décembre 1998, confié à M. Bülent Ecevit la tâche de former un nouveau gouvernement de coalition. Celle-ci devait comprendre, outre le parti de la Gauche démocratique (DSP) du couple Ecevit, 61 sièges, les deux partis de droite, le DYP de Tansu Çiller et l'ANAP de Mesut Yilmaz. Cette formule a été "recommandée" par l'armée alors que la tradition parlementaire aurait voulu que le président charge d'abord le chef du parti politique ayant le plus grand nombre de sièges au Parlement, en l'occurrence le parti islamiste de la Vertu, de la mission de former le gouvernement.

Selon le correspondant en Turquie de *New York Times*, "les commandants militaires, qui détiennent le pouvoir ultime en Turquie" ont calmement dit aux dirigeants politiques, y compris le président Demirel, qu'ils ne veulent pas d'élections anticipées. Ils craignent qu'elles ne produisent un parlement aussi divisé que l'actuel, avec peut-être le parti de la Vertu, d'orientation islamiste comme la plus grande formation. Les commandants espèrent aussi exclure deux des leaders politiques du pays - Mesut Yilmaz, le Premier ministre sortant, et Tansu Çiller, ancien Premier ministre - en qui ils n'ont pas de confiance, des porte-

feuilles ministériels. Selon le même journal "le conseil national de sécurité, dominé par les militaires, qui est l'organe de décision politique supérieur du pays, dans une réunion tenue cette semaine, a fixé trois priorités au futur gouvernement: combattre le fondamentalisme religieux, le nationalisme kurde et les gangs criminels qui ont infiltré l'appareil d'Etat".

Cependant le plan des militaires a été entravé. Leur candidat, B. Ecevit, ultra minoritaire au parlement a dû, le 21 décembre, renoncer officiellement à la formation d'un gouvernement, ses démarches auprès des partis politiques afin de constituer un nouveau cabinet, ayant échoué. "J'ai abandonné la mission de former un gouvernement que le Président de la République m'avait confiée" a dit M. Ecevit. Cet échec tient au refus de Mme Çiller de s'associer à une formule dictée par l'armée. De son côté, Deniz Baykal, chef du parti Républicain du peuple et rival de longue date de M. Ecevit a refusé tout soutien à un cabinet dirigé par M. Ecevit qui selon lui n'a aucune légitimité démocratique car il ne dirige que la quatrième formation politique du pays.

Deux choix s'offrent à M. Demirel: désigner un député pour former un gouvernement de transition où constituer lui-même un gouvernement d'union nationale où tous les partis, y compris le Fazilet, seraient représentés proportionnellement au nombre de sièges dont ils disposent au parlement. Un tel gouvernement n'aurait pas besoin de la confiance du parlement et dirigerait le pays jusqu'aux prochaines élections législatives du 18 avril 1999. A moins que soumis à des pressions de l'armée et craignant d'être jugés pour corruption M. Yilmaz et Mme Çiller ne se ravissent pour soutenir, même par abstention; un cabinet minoritaire dirigé par M. Ecevit.

PARIS
APPEL DES PRIX NOBEL ET DU PARLEMENT
EUROPÉEN POUR UNE SOLUTION POLITIQUE AU
PROBLÈME KURDE EN TURQUIE

Au moment où la communauté internationale célèbre avec fastes le cinquantième anniversaire de la Déclaration Universelle des droits de l'homme, l'un des plus anciens peuples du monde, le peuple kurde, reste, en Turquie privé des droits aussi élémentaires que le droit d'enseigner sa langue à ses enfants, de conserver sa culture, sa mémoire collective et transmettre aux générations futures son patrimoine historique et culturel.

Cette injustice intolérable qui dure depuis des décennies et qui a alimenté l'engrenage dévastateur de répression-révolte-répression plongeant la population kurde dans une série de terribles drames, doit cesser. Comme toutes les communautés humaines, le peuple kurde a aussi droit à la vie, à la libre expression de son identité et de sa culture, à la maîtrise de son destin collectif sur ses terres ancestrales.

Une responsabilité particulière échoit aux gouvernements occidentaux alliés de la Turquie au sein de l'OTAN qui, à ce titre, lui apportent un soutien multiforme, notamment militaire.

Leur silence face à une tragédie humaine qui a fait des dizaines de milliers de morts, des millions de déplacés et plusieurs milliers de villages kurdes détruits, reste inacceptable pour nous, et sans doute aussi pour un large secteur de l'opinion. Nous constatons avec amertume que les résolutions des institutions démocratiques et représentatives comme le Parlement européen, le Conseil de l'Europe, l'Internationale socialiste en faveur d'une solution politique du problème kurde en Turquie dans le respect de la

démocratie, des frontières existantes et du respect de l'identité, de la culture et de la dignité des peuples kurde et turc n'ont pas encore été suivies d'effet faute d'appui des États.

Combien de temps encore les chancelleries occidentales vont-ils rester sourdes aux cris et aux souffrances d'une population sinistrée?

Très sensibles au destin tragique du peuple kurde tout au long de ce siècle, et mus par des sentiments de justice, nous appelons instamment les chefs d'État et de gouvernement des États-Unis et de l'Union européenne, qui disposent d'importants moyens de pression sur leurs alliés turcs, de prendre d'urgence une initiative commune en vue de persuader la Turquie de faire droit aux aspirations légitimes de ses 15 millions de citoyens kurdes en leur accordant un statut d'autonomie et des droits culturels et linguistiques garantis, en permettant la reconstruction de leur pays dévasté, le retour des millions de déplacés, réfugiés et exilés et en décrétant une amnistie générale afin de tourner définitivement la page de la guerre et des violences et de jeter les bases d'une réconciliation durable entre les peuples turc et kurde.

Nous prions également Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de bien vouloir porter devant le Conseil de sécurité cette question qui compromet gravement la paix dans une importante région du monde et qui ne cesse de générer des vagues successives de réfugiés vers plusieurs pays européens.

Cet appel a, dans un premier temps, été signé par Mme Rigoberta Menchu, Sa

Sainteté le Dalaï Lama, l'archevêque Bello, Adolfo Peres Esquivel et José Ramos Horta

Par ailleurs, à Strasbourg dans une résolution datée du 3 décembre 1998, le Parlement européen, en réitérant sa demande pour la "libération de Leyla Zana, lauréate du prix Sakharov, et de tous les prisonniers politiques", a appelé à la solution pacifique du problème kurde et à un "dialogue entre les forces sociales pertinentes, dont les représentants de population kurde". L'instance européenne a demandé à ce que les "droits culturels garantis constitutionnellement, y compris la liberté d'expression et la publication en langue kurde, ainsi que le droit à une éducation dans la langue maternelle dans toutes les régions de la Turquie" soient mis en place. D'autre part, il a appelé à la "mise en œuvre de réformes démocratiques" permettant "la participation et une représentation équitable de tous les intérêts" à l'Assemblée nationale turque, mais également "à la réforme de la loi sur les partis politiques, la loi électorale et, en particulier, l'abaissement du seuil des 10% pour la représentation politique, ainsi que l'abrogation de la législation "antiterroriste", et plus spécialement de l'odieux article 8 en vertu duquel des intellectuels, des écrivains et des personnalités politiques restent détenus".

De plus, la résolution demande "l'abandon de l'actuel rôle constitutionnel des militaires dans le système politique" et donc d'aller vers "la démilitarisation de la société turque", mais aussi "la levée de l'état d'urgence dans les provinces de l'est et du Sud-est et le démantèlement du système de gardes dans les villages de ces régions". Le Parlement européen met l'accent sur "le développement social et économique au profit de la population située dans les régions dévastées par le violent conflit et qui a souffert des effets à long terme du manque d'investissements et de la destruction des infrastructures".

ANKARA : APPEL DE 75 PERSONNALITÉS KURDES DE TURQUIE POUR UNE SOLUTION POLITIQUE À LA QUESTION KURDE

SOIXANTE-QUINZE personnalités représentant les divers secteurs de la mouvance non violente du mouvement kurde en Turquie ont tenu, le 28 novembre, une réunion dans un grand hôtel d'Ankara pour lancer un appel commun en faveur d'une solution politique de la question kurde en Turquie.

Parmi les signataires de cet important texte figurent Serafettin Elçi, ancien ministre des travaux publics, Abdulmelik Firat, député pendant plusieurs législatures au sein des partis de la Justice et de la Juste Voie de S. Demirel, Ahmet Turk, ex-député, ex-président du parti HEP, Adnan Ekmen, ex-dirigeant du SHP d'Erdal İnönü, Mehmet Vural, ex-dirigeant du mouvement de la nouvelle démocratie de Cem Boyner. M. Emin Sever, ex-député social-démocrate. Voici les principaux extraits de cet appel:

« Les derniers développements en Turquie font l'objet, de manière de plus en plus ample, de discussions à la fois en Turquie et dans le monde. Conscients de notre devoir éthique et politique d'informer l'opinion publique du pays et du monde entier et la presse, nous, soussignés, faisons part de notre évaluation de la situation et de notre sensibilité à ce sujet. Si (comme le prétendent les dirigeants turcs) la question kurde n'existait pas, elle n'occuperait pas depuis 70 ans l'agenda de la Turquie, ne deviendrait pas d'année en année plus brûlante pour se transformer aujourd'hui en problème fondamental de la Turquie s'étendant avec ses flambées récentes au monde extérieur. En raison des positions basées sur la violence et la négation des dirigeants de la Turquie, qui n'ont pas leur place dans nos sociétés d'aujourd'hui, sur les problèmes fondamentaux du pays, y compris la question kurde, l'idéologie

dominante a conduit le pays vers le chaos et la ruine. Suivant cette politique, des milliers de villages kurdes ont été détruits et brûlés. Des millions de Kurdes ont fui la torture et l'oppression et se sont réfugiés dans les villes turques ou en Europe.

Comme l'affaire Susurluk l'a mis en lumière, des bandes composées de tueurs à gages et de trafiquants de drogue, ont assassiné des milliers de personnes et en ont kidnappé et fait disparaître autant. Devenues incontrôlables, ces bandes ont commencé à s'accaparer des postes clés du pouvoir dans les domaines politique et économique et ont ainsi transformé la Turquie en un paradis de criminels. Dans ce tableau tragique, il y a une question dont la solution exige une urgence absolue: la question kurde. Il faut l'appeler par son nom et trouver une solution avec bon sens.

On comprend maintenant que cette question ne peut être ni réglée et ni étouffée par la violence. Elle a un aspect politique et dépend directement de la démocratisation de la Turquie. Profitant de la crise résultant de l'affaire Öcalan qui a commencé avec la Syrie et qui continue à présent avec l'Italie, les forces dominantes ont commencé à utiliser les forces fascistes sous prétexte de protester contre l'Italie et ont montré du doigt le peuple kurde en provoquant les sentiments chauvins des foules. Elles s'en sont violemment prises aux partis et organisations légaux qui sont sensibles à la question kurde. Certains hauts dirigeants de l'État, en collaboration avec les médias et certaines institutions, se sont mis à provoquer une confrontation entre Kurdes et Turcs. Cette vague chauvine a déjà coûté la vie à certains de nos citoyens et pourrait conduire la Turquie vers un chaos et une situation catastrophique, si la société n'agit pas. Une telle chose

ne profiterait à personne en Turquie. Tout autant que les autres ethnies, depuis des millénaires les Kurdes ont également contribué à donner la vie à cette région, à établir une civilisation et à vivre avec humanisme et fraternité avec les Turcs. En Anatolie et en Mésopotamie, les Kurdes et les Turcs ont vécu côte à côte, en toute communion. On ne doit pas laisser une poignée de chauvins briser les liens existants entre des peuples qui vivent de concert depuis des siècles. On doit faire échec à ce genre d'ambition dès le début. Les Kurdes tout autant que les Turcs ont besoin de la paix, de la démocratie, du pain et de la liberté. Le problème ne se pose pas entre eux mais avec les personnes qui les ont amenés jusqu'à cet imbroglio. La Turquie se doit de se débarrasser de cette conception primitive. La Turquie a soi-disant adopté le système démocratique, signé la plupart des conventions internationales et s'est tournée vers l'Union européenne fondée sur le principe universel des droits de l'homme et des libertés individuelles. Or ce qui se passe à l'intérieur du pays va à l'encontre de tout cela.

La société de Turquie doit désormais prendre sa décision. Soit elle acceptera d'adopter les normes démocratiques universelles pour son système afin de faire partie des pays démocratiques et civilisés, soit elle jouera dans la ligue des régimes dictatoriaux et primitifs du Moyen-Orient. Nous sommes en faveur de la première option. La Turquie doit dès maintenant briser cette vague chauvine, renoncer à la violence dans la solution des problèmes. Il faut qu'elle crée un contexte démocratique et pacifique pour le règlement de ses problèmes, à commencer par la question kurde. L'avenir de la Turquie passe par la paix et la démocratie. Il faut pour cela: un système égalitaire basé sur les principes du droit, doté d'une culture démocratique comme œuvre de l'humanité et sur la tolérance que ces terres ont toujours cultivée.

Comme on peut le constater avec les derniers développements, nous

assistons à des scènes de provocation dans une ambiance de délire, ce qui produit les sentiments ultra-nationalistes et une hostilité en Turquie. De tels comportements ne sont pas dans l'intérêt de la Turquie ne peuvent pas résoudre nos problèmes. Au contraire, il rendrait difficile la résolution des problèmes et provoquerait de plus graves problèmes. De telles réactions pouvant conduire la

Turquie vers une guerre civile (NDT. intercommunautaire) ne devraient pas être considérées comme l'amour pour la Turquie et le patriotisme. Il faut renoncer à ce genre de folie sociale et de débordements démesurés. Les Kurdes aussi devraient éviter toute sorte de provocation pouvant servir à alimenter un contexte de guerre que certains tentent de créer de toutes leurs forces".

commission chargée de l'affaire de considérer ces déclarations. Pour nous, l'abandon du terrorisme est une condition préliminaire à sa demande d'asile (...)"

"La question kurde est vaste. Cela ne concerne pas que la Turquie (...) Notre principe est de soutenir en priorité une solution pacifique sans violence et terreur. Nous croyons non pas à l'indépendance mais à la nécessité de reconnaissance de certains droits culturels et traditionnels. Par exemple, Tony Blair a trouvé une solution dans la négociation au problème irlandais. IRA était une organisation terroriste et l'Angleterre a quand même choisi une solution pacifique. De même on ne peut pas nier que l'ETA est une organisation terroriste (...) La question basque est aussi une question nationale. Ne serait-il pas plus sensé pour la Turquie de chercher aussi une solution pacifique?"

MASSIMO D'ALLEMA S'ADRESSE AU PUBLIC TURC

LE président du Conseil italien, Massimo D'Allema, a répondu, le 21 novembre, aux questions du quotidien turc Sabah pour expliquer la politique italienne dans l'affaire Ocalan. Extraits:

"Avant tout je voudrais préciser cela. Abdullah Ocalan vivait jusqu'ici en toute liberté dans divers pays. La Turquie n'a pas critiqué sa liberté dans ces pays (...) Dans ces pays il vivait caché mais libre et pourtant dès qu'il est arrivé en Italie il a été arrêté. En fait le premier pays au monde où Abdullah Ocalan a été placé en détention est l'Italie. Il y avait un mandat d'arrêt international à l'encontre d'Ocalan. Il m'est impossible de justifier les drapeaux italiens brûlés en Turquie puisque l'Italie est le seul pays qui a arrêté Ocalan. Au lieu de brûler les drapeaux des pays qui ont accueilli Ocalan, ils brûlent les nôtres. C'est triste et douloureux.

Nous ne lui avons pas donné l'asile politique. Nous avons une commission chargée de cela et la requête d'Ocalan est soumise à cette commission en même temps qu'aux instances judiciaires italiennes (...) Nous n'avons pas encore reçu les documents nécessaires à la constitution d'un dossier d'extradition (...)

En fait nous accueillons des centaines de personnes originaires des pays où

habitent les Kurdes. Les réfugiés kurdes arrivent par des moyens illégaux en bateaux ou embarcations. Ils sont envoyés des ports turcs. Et c'est nous qui souffrons de la situation. Ocalan est arrivé dans ce pays de la Russie. Comme lui, il y a des milliers de Kurdes qui nous arrivent. Et il faut comprendre que ce n'est pas l'Italie qui est responsable de cela. Nous voulons résoudre le problème d'Ocalan selon la stricte application de nos lois. Celles-ci ne permettent pas l'extradition d'une personne vers un pays où la peine de mort est en application. Non plus vers un pays où les droits de l'homme ne sont pas réellement garantis". M. D'Allema donne à ce titre l'exemple d'une personne accusée d'avoir tué un policier américain qui n'a pas été extradé aux États-Unis, malgré une demande en ce sens de Washington.

Le président du Conseil italien poursuit en soulignant que "selon les rapports de la Commission européenne et d'Amnesty International le PKK s'est livré à des activités terroristes. Que la Turquie soit assurée que nous sommes profondément contre le terrorisme. Tant qu'Ocalan sera dans notre pays, il restera sous le contrôle de nos services de sécurité et il est impossible qu'il puisse s'y livrer à une activité terroriste. Vous savez qu'avant de demander l'asile politique, Ocalan a déclaré avoir renoncé à la violence et à la terreur. Il appartient à la

"En vérité nous avons en Italie aussi une minorité de langue allemande. Cependant nous n'avons aucun problème car tous nos gouvernements ont autorisé leur langue et la pratique de leur culture. La situation est différente chez vous. La voix des Kurdes est étouffée, il leur est interdit de parler leur langue et pratiquer leur culture chez vous, le désespoir atteint de tels points que l'autre jour une personne s'est immolée en pleine rue. Il ne faut pas oublier que parmi les Kurdes réfugiés à Rome on retrouve des personnes qui ont perdu leur père ou leur fils... Si une personne arrive jusqu'au point de s'immoler, il faut comprendre qu'il a un drame en lui."

"Notre but est de servir de pont entre la Turquie et l'Europe (...) Les réactions turques contre l'Italie n'éloignent pas la Turquie que de notre pays mais également de l'Europe (...) Nous souhaitons la paix dans toute la Méditerranée. Si une solution n'est pas trouvée à la question kurde, l'Italie devra affronter inlassablement l'arrivée illégale des réfugiés."

LA TURQUIE, LA GRANDE-BRETAGNE ET LES ETATS-UNIS RÉAFFIRMENT LEUR ATTACHEMENT À L'INTÉGRITÉ TERRITORIALE DE L'IRAK

LA Turquie, la Grande-Bretagne et les États-Unis ont réaffirmé, le 10 novembre 1998, leur attachement à l'intégrité territoriale de l'Irak dans une déclaration commune publiée à la suite des rencontres des deux principaux chefs kurdes d'Irak, Massoud Barzani du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) et son rival Jalal Talabani de l'Union Patriotique du Kurdistan (UDK) à Ankara. Cette déclaration vise avant tout à apaiser les inquiétudes de la Turquie au sujet de l'accord de paix signé sous l'égide des États-Unis, le 17 septembre 1998, à Washington entre les deux leaders kurdes qui avaient accepté de résoudre leurs désaccords pendant une "période de transition" devant déboucher sur des élections, en principe en juillet 1999, pour la formation d'une "assemblée régionale".

L'accord de Washington, conclu sans la participation d'Ankara avait été dénoncé par la Turquie, qui craint tout accord inter-Kurdes menaçant de servir d'exemple pour les 18 millions de Kurdes vivant sur son sol. M. Talabani qui, à son tour, a été reçu par le Premier ministre turc Mesut Yilmaz, a d'autre part déclaré que son parti œuvrerait contre toute organisation ayant pour objectif des attaques contre la Turquie, affirmant que le Kurdistan irakien ne sera pas un sanctuaire pour le PKK.

Au terme de sa visite à Ankara, le leader de l'UPK, s'est rendu à Damas pour y rencontrer les dirigeants syriens et obtenir sinon leur soutien, du moins leur neutralité pour le processus de réconciliation engagé au Kurdistan irakien. M. Barzani est retourné au Kurdistan.

Par ailleurs, dans un discours du 16 novembre sur la crise irakienne, le président américain Bill Clinton a publiquement appelé au soutien de

l'opposition irakienne et a cité l'exemple de "la réconciliation des deux principales factions kurdes à Washington" comme un pas important de son administration pour la préparation d'une alternative au régime de Saddam Hussein.

Pendant ce temps, et selon la presse turque, quelques 20.000 hommes, appuyés par des avions et des hélicoptères de combat, ont participé à une nouvelle incursion turque au Kurdistan irakien. M. Yilmaz a indiqué que cette opération a été lancée contre des "centaines de membres de l'organisation séparatiste (PKK) qui ont été chassés par les autorités de Damas du territoire syrien" tout en soulignant

que l'offensive "est une opération limitée". Les troupes turques auraient pénétré de 20 à 30 kms à l'intérieur de l'Irak.

Dans un message adressé, le 10 novembre, au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, le chef de la diplomatie irakienne, Mohamed Saïd Al-Sahhaf, l'a prié d'intervenir pour obtenir le retrait des troupes turques. De son côté, la Ligue Arabe s'est dite indignée et a appelé le même jour Ankara à "cesser ses incursions en territoire irakien".

Une semaine après l'offensive lancée par Ankara, le premier bilan officiel publié le 12 novembre, fait état de "85 rebelles du PKK tués dans le nord de l'Irak". L'armée turque lance chaque année à cette période des opérations d'envergure contre les guérilleros kurdes en vue de détruire leurs préparatifs logistiques pour l'hiver.

NEW YORK: LE RAPPORT DE HUMAN RIGHTS WATCH SUR LA TURQUIE

Selon le rapport de l'organisation Human Rights Watch, rendu public le 3 décembre 1998, les scandales en série concernant les bandes illégales au sein de forces de sécurité de l'État, la montée de l'islam politique et le conflit armé dans le Sud-Est (kurde) ont marqué le bilan des droits de l'homme et l'agenda politique de la Turquie en 1998. Malgré des débats vigoureux entre dirigeants politiques et représentants de la société civile à propos de la nécessité d'"un État de droit", des lois restreignant les libertés d'expression et de réunion ont continué à être appliquées de manière arbitraire. Les militaires ont continué, à travers les privilèges qu'ils se sont attribués dans la Constitution de 1982, à exercer une influence sur la vie politique de manière tout à fait incompatible avec les standards des États démocratiques. Les partis politiques pro-islamiste, pro-kurde ou de tendance gauchiste ont

fait l'objet de harcèlements et certains de leurs locaux ont été fermés. Il y eu des attaques violentes contre des défenseurs des droits de l'homme et des bureaux de groupes de défense des droits de l'homme ont été fermés occasionnellement. La liberté d'expression a été restreinte par les actions arbitraires et abusives de la police. En raison de poursuites légales en vigueur, nombre de manifestants non-violents, d'écrivains et de journalistes ont été arrêtés et plusieurs publications interdites durant toute l'année. Bien que des dirigeants de haut rang aient condamné l'usage de torture et promis de faire des réformes, la torture a continué à rester très largement pratiquée en détention et ceux qui en étaient accusés ont reçu plutôt de la clémence ou n'ont pas été du tout condamnés dans certains cas bien connus (...)

(...) Les scandales en série à propos de militants d'extrême droite et de membres d'organisations de crime organisé - appelés soi-disant "bandes ou gangs illégaux" - que les forces de sécurité de l'État ont mis à leur solde pour commettre des abus de droits de l'homme, ont occupé le premier plan du débat politique en Turquie. Les investigations du Parlement et du gouvernement relatives à l'accident de route à Susurluk qui a révélé en 1996 l'évidence de liens entre les forces de sécurité de l'État et ultra-nationalistes fuyitifs, ont donné lieu à certaines poursuites très minimes. En 1998, plusieurs procès entamés contre des membres présumés de ces soi-disant "gangs illégaux" étaient en cours, mais les investigations qui pourraient donner lieu à l'implication de certains bureaucrates bien placés, poursuivent leur chemin très lentement (...)

(...) Bien que le conflit armé dans le Sud-Est ait perdu de son intensité, à la fois les forces gouvernementales et celles du PKK ont commis des sérieuses violations de droits de l'homme. Des protecteurs de villages - d'origine kurde, ils fonctionnent comme gardes civils désignés par l'État dans le Sud-Est - et les civils sont restés vulnérables dans la région. Durant une mission parlementaire sur les droits de l'homme, le gouverneur de Batman affirme que des méthodes qui sont loin d'être qualifiées de normes acceptables sont utilisées pour convaincre les villageois de ne pas soutenir le PKK. Les villageois précisent ces méthodes : marcher sur les champs de mines, torture des membres de famille ou de voisins (...)

(...) Cependant, en 1998, même des journalistes et écrivains éminents ont été poursuivis en vertu de la loi anti-terreur. Parmi eux, on peut énumérer l'emprisonnement du professeur d'université Haluk Gerger (relâché neuf mois plus tard), du journaliste Ragip Duran (condamné à dix mois de prison) et de l'avocat et activiste humanitaire Esber Yagmurdereli (condamné à vingt ans de prison), tous pour des raisons liées à la liberté

d'expression. Le 21 mars, un communiqué de l'état-major des armées excluait deux principaux éditorialistes libéraux Mehmet Ali Birand (*Sabah-Show TV*) et Yalçın Dogan (*Milliyet, NTV*) de toute sorte de reportages sur les militaires, sur des sites militaires ou de réaliser des reportages avec le personnel militaire (...)

(...) Le gouvernement a souvent évoqué la loi anti-terreur pour punir les propos tenus relatifs à l'expression de l'identité kurde. Le journal *Ülkede Gündem*, défenseur de la reconnaissance de l'identité kurde, a

été condamné à une amende de 40 milliards de livres turques (120.000\$) durant l'année 1998 et fermé par un arrêt judiciaire pour une durée de 312 jours. L'hebdomadaire *Hêvi* (Espoir), connu pour sa prise de position non-violente, a été confisqué quarante-trois fois pour les neuf premiers mois de l'année. Sefik Beyaz, ex-président de l'Institut kurde d'Istanbul a, quant à lui, a été condamné à un an de prison et à une amende de 100 \$ "pour avoir fait de la propagande séparatiste en jouant de la musique kurde" durant sa campagne électorale en 1995.

LU DANS LA PRESSE TURQUE: "LA BOUFFONNERIE DE LA PRUSSE" ET "TRISTE FÊTE DE LA PAIX À DIYARBAKIR"

Les médias turcs continuent d'alimenter le climat d'hystérie nationaliste et xénophobe sur le thème traditionnel "les Turcs n'ont d'autre amis que les Turcs" et "le complot européen" pour provoquer la partition de la Turquie. Dans le climat même les éditorialistes généralement assez modérés et libéraux "pètent les plombs". Voici à titre d'exemple de larges extraits de l'éditorial d'Ertugrul Özkök, directeur du premier quotidien turc *Hürriyet*, publié le 30 novembre sous le titre "la bouffonnerie de la Prusse".

"En fin de semaine, j'ai rafraîchi ma mémoire en retournant à il y a six-sept ans. J'ai essayé de me souvenir des premiers pas de la politique allemande en Yougoslavie. Puis j'ai regardé comment on agit aujourd'hui envers la Turquie. À cette époque ils n'avaient pas dynamité le Droit comme aujourd'hui. Ils n'avaient pas exhibé au même degré qu'aujourd'hui les dents sordides de (leur politique) de deux poids deux mesures. Regardez-moi ce scandale. Ils iraient juger le chef de bande [NDLR: A. Öcalan] devant un tribunal international. Que vont-ils faire? Vont-ils le juger comme les bouchers serbes qu'ils ont transformés

en Franksteins? Ou bien comme un combattant de la liberté qu'ils ont d'ores et déjà innocenté? Serait-ce un tribunal ou bien une chaire où le titre de docteur honoris causa en Droit international sera décerné à un assassin?

Regardez l'état pitoyable de cette Europe qui parle de Droit. Elle essaie de juger devant un tribunal international un assassin recherché par la police et la justice de son pays pour avoir commandité des dizaines, des centaines de meurtres. L'Europe qui n'arrive pas à dissimuler sa honte en Bosnie, et les cicatrices d'un génocide qu'elle a provoqué cherche maintenant à semer des troubles en Turquie (...)

Cette soi-disant civilisation qui rejette hors de ses frontières tout un peuple parce qu'il est musulman se pose maintenant en défenseur des droits des Kurdes. Ne le faites plus, s'il vous plaît. Au siècle dernier, au cours de ce siècle, chaque fois que vous vous êtes mis à défendre les droits d'une communauté [N.D.T.: arménienne? grecque?] vous avez laissé derrière vous les traces de sang, de haine, d'hostilité, de guerre et de désastre.

Puis vous vous êtes assis devant vos postes de télévision pour regarder ces désastres comme des spectacles.

Allons-y donc pour appeler les choses par leur nom: vous voulez transformer la Turquie aussi en Yougoslavie. Mais il n'en sera pas ainsi. Cela ne sera pas quel qu'en soit le prix. Ce que vous n'avez pas pu faire en Irak au moment où il était le plus faible, vous ne pourrez le réussir dans une Turquie puissante (...) Ce que Apo [N.D.T.: le surnom d'Öcalan] n'a pu faire par les armes et par la terreur, vous essayez de le faire par votre conception sordide du Droit. Vous voulez foutre la merde dans la paix civile d'un pays. Et vous tentez d'appeler cela humanisme, Droit international, ceci ou cela. Vous ne pourrez y arriver. La Turquie doit à présent mettre un terme à la bouffonnerie de Rome et de la Prusse. Si elle a un problème concernant ses citoyens, elle doit le résoudre chez elle par un débat libre. Il faut empêcher que l'Europe ne transforme les assassins à l'esprit simple et démodé du Moyen-Orient en détergent de sa conscience.

Il est vrai que depuis cinq-six ans la Turquie a perdu le réflexe de débattre librement de ses problèmes. L'expulsion du Parlement des députés du DEP [NDLR: Parti de la Démocratie, pro-kurde] d'une manière politiquement grossière a baillonné le libre débat démocratique. Et cela a fait un croche-pied aux pas que la Turquie aurait pu faire très aisément.

Convenons-en donc. Il y a six ans la Turquie pouvait débattre beaucoup plus librement de ses problèmes. Aujourd'hui nous ne pouvons pas débattre. En agissant ainsi nous laissons le champ libre aux prestidigitateurs du Moyen-Orient se grattant le ventre avec ignominie tels des poux. Dites-moi, de grâce, cette grande République de Turquie, au cours de 75 ans d'existence, n'a pu produire comme leader kurde qu'un individu sans envergure comme

Abdullah Öcalan? (...) Voilà la vérité sur laquelle la République turque et ses citoyens kurdes doivent réfléchir.

Demandons-nous donc, pourquoi Leyla Zana est-elle encore emprisonnée? Pourquoi avons-nous tellement peur d'autoriser une télévision kurde alors que nous avons des média tellement puissants? (...) Pourquoi, pourquoi?

Tout en combattant à mort les bouffons de Prusse, il nous faut apporter chez nous des réponses à ces questions. C'est la plus belle façon de leur dire qu'il n'est pas si simple et facile de nettoyer sa conscience."

De son côté, Celal Baslangiç, journaliste au quotidien Hurriyet, a décrit la situation de Diyarbakir, capitale politico-culturelle du Kurdistan de Turquie dans son éditorial du 18 décembre 1998. Voici des extraits de son article intitulé "Triste fête de la paix à Diyarbakir".

"À Diyarbakir, lorsque les enfants se lancent dans la rue pour assister à la moindre festivité, c'est l'occasion pour que les trottoirs soient envahis par la pauvreté. La plupart n'ont même pas de chaussures aux pieds. Malgré le froid, ils portent seulement des chaussons sans chaussettes. Ils sont couverts de quelques pulls superposés, hérités du troisième ou encore du quatrième frère (...)

Le prétexte de la fête d'aujourd'hui est le Parti de la Paix (BP) et la réunion organisée à l'occasion du discours de son président fondateur Ali Haydar Veziroglu sur "le projet de la paix sociale". Toutefois cette réunion constitue à Diyarbakir la première manifestation autorisée depuis les élections législatives de 1995. Nous savons tous les célébrations du Newroz, et de la journée mondiale pour la paix. Et puis, c'est dans cette ville que le HADEP subit le plus de pressions.

D'ailleurs, il y a quelques mois les vice-présidents de ce même parti ont été

interdits de sortie de l'aéroport et embarqué dans l'avion qui les avaient emmenés (...)

Si on prenait en considération le fait qu'un jeune de 20 ans de Diyarbakir n'a pas vécu un seul jour sous un régime ordinaire- de 1978 à 1987 sous état de siège, à partir de 1987 sous état d'urgence- on comprend alors plus aisément pourquoi un convoi d'un kilomètre, arboré de drapeaux, accompagné de la musique se transforme en une véritable fête (...)

Paradoxalement, l'oppression s'intensifie à partir du moment où les déclarations telles que "j'ai brisé la colonne vertébrale de l'organisation terroriste" affluent. Le Parti de la Paix n'a pas été autorisé à afficher et ni à distribuer des tracts (...) Veziroglu et son convoi ont même été interdits de faire un tour en ville avant la réunion. Les cars venus des villes voisines pour assister à la réunion n'ont également pas été autorisés à entrer à Diyarbakir. Mais il s'agit pour les habitants de cette ville une occasion rare, voire un luxe, que de pouvoir être témoin de cette "fête" (...) Malgré de nombreuses difficultés [Veziroglu] organise une réunion à Diyarbakir qui est sous un régime extraordinaire, et clame que "le premier problème est la question kurde. Personne ne peut se permettre de nier l'identité kurde, la question réelle est la citoyenneté, le patriotisme et le nationalisme en Turquie". Vous pouvez adhérer ou non à ces idées mais vous ne pouvez ne pas voir les efforts de paix (...) Les habitants de cette région, en faisant abstraction de leur faim, de leur pauvreté, de leur chômage, de leur manque dans le domaine de l'éducation et de la santé et de leur désespoir, demandent à cor et à cri "la paix" (...) Cependant la conception de la souveraineté, les applications légales, le volume de la propagande chauvine dans les média, montrent qu'il est très difficile de promouvoir la paix en Turquie."

AINSI QUE

• ROME : LE PAPE A EXPRIMÉ SA SYMPATHIE AU PEUPLE KURDE DANS SON MESSAGE DE NOËL

À l'occasion de son message de Noël, le 25 décembre 1998, le Pape Jean Paul II a consacré une place particulière aux problèmes du Proche et Moyen-Orient en apportant son encouragement à "ceux qui s'emploient à apporter un apaisement à la douloureuse situation au Moyen-Orient, dans le respect des engagements internationaux (...)" puis a ponctué en saluant "cordialement tous les peuples, spécialement le peuple kurde".

• **ARRESTATION DE 3064 MEMBRES DU HADEP.** La Cour de Sûreté de l'État d'Ankara a condamné, le 17 novembre 1998, les membres du Conseil d'administration du parti de la Démocratie (DEP-dissous) pour "atteinte à l'intégrité territoriale de la République turque" à 1 an de prison et 100 millions de livres turques d'amende. La Cour reprochait aux anciens membres du DEP, dont Ibrahim Aksoy et Murat Bozlak, un tract intitulé "la paix immédiatement" distribué en janvier 94.

Par ailleurs, le parti pro-kurde HADEP a déclaré, le 23 novembre 1998, que des milliers de ses membres et sympathisants avaient été arrêtés au cours de vastes raids policiers suite à l'arrestation de Abdullah Ocalan. "Au total, 3 064 de nos membres ont été arrêtés au cours des raids dans tous nos centres régionaux ces 10 derniers jours" a déclaré Zeynettin Onay, un des responsables du parti HADEP. Quelques 6000 soldats et protecteurs du village, appuyés par des hélicoptères ont commencé, ce lundi 23, une nouvelle opération anti-PKK dans la province de Sirnak alors qu'à la Cour de Sûreté de l'État d'Ankara, 11 membres de HADEP étaient placés en garde à vue. L'éminent professeur turc de droit constitutionnel, Bakir Çağlar souligne à ce titre qu'il y a une

"atmosphère de lynchage" actuellement en Turquie. Il souligne également que l'extradition de A. Ocalan pourrait créer une guerre civile et se demande, comme quelques autres observateurs, si les autorités turques espèrent vraiment l'extradition du chef de PKK.

• **BILAN DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME ENTRE 1994-1997 EN TURQUIE.** A l'occasion du 50ème anniversaire de la déclaration des droits de l'homme, l'association turque des droits de l'homme (IHD) a rendu public son bilan des violations des droits fondamentaux entre 1994 et 1997 en Turquie. Le bilan se présente comme suit:

- Meurtres non élucidés: 1578 morts, 182 blessés
- Exécutions extra-judiciaires et de morts à la suite de gardes à vue: 724
- Morts au combat: 14 267
- Nombre de personnes disparues à la suite d'une garde à vue: 808
- Nombre de personnes torturées: 3124
- Nombre d'arrestations: 6654
- Nombre de villages et hameaux évacués: 1834
- Nombre d'associations, de syndicats, d'organes de presse interdits: 508
- Nombre de journalistes placés en garde à vue: 1180
- Nombre de prisonniers politiques: 466

• **ISMAIL BESIKCI: PLUS DE 100 ANS DE PRISON ET ENCORE 105 CHEFS D'ACCUSATION POUR DÉLIT D'OPINION.** Voilà 5 ans qu'Ismail Besikçi, écrivain et sociologue turc, est emprisonné à la prison de Bursa. Le 13 novembre 1993, c'était la huitième fois que Besikçi entrait en prison et cela fait 16 ans passés derrière les barreaux, pour ses écrits et opinions. Condamné d'ores et déjà à plus de 100 ans de prison, nul ne sait quand il pourra sortir. Chaque jour une nouvelle condamnation relative aux 105 chefs d'accusations portés à son encontre peut être prononcée.

• **AKIN BIRDAL DEVRA BIENTOT ÊTRE INCARCÉRÉ ET DÉCHU DE SES DROITS CIVILS.** La Cour d'Appel turque a confirmé la condamnation à un an de prison du président de l'Association turque des droits de l'homme Akin Birdal. Cette condamnation avait été prononcée le 28 juillet 1998 par la Cour de Sûreté de l'État à la suite d'un discours prononcé par M. Birdal en faveur d'une solution pacifique au conflit turco-kurde.

Le défenseur des droits de l'homme devra bientôt être incarcéré. De plus, conformément à la loi turque qui prive à vie les citoyens turcs condamnés à une peine de prison supérieure à 10 mois pour infractions commises contre l'État, sa sécurité intérieure ou extérieure et son indivisibilité. Akin Birdal sera déchu de ses droits civils. Il ne pourra plus présider aucune association ni être élu à un poste ou mandat publics. Cette loi inique conçue pour éliminer de la scène publique les opposants indésirables continue de fonctionner comme une véritable guillotine politique. Plusieurs centaines de personnalités kurdes ainsi que des opposants turcs ayant été épargnés par la vague des "meurtres politiques à auteurs non identifiés" (failli meçhul) ont été politiquement mis à l'écart par le procédé légal. Une à une les principales voix de la société civile ont ainsi été étouffées.

• **LES MAIRES ISLAMISTES D'ISTANBUL ET D'ANKARA FACE À LA JUSTICE TURQUE.** Recep Tayyip Erdogan, maire islamiste d'Istanbul, a été déchu de ses fonctions le 5 novembre 1998 par le Conseil d'État, en raison de sa condamnation à dix mois de prison pour propos "visant à la provocation raciale et religieuse". La Cour de Sûreté de l'État de Diyarbakir avait condamné le 21 avril 1998 M. Erdogan, considéré comme un grand espoir du mouvement islamiste turc. Le verdict avait été confirmé le 23 septembre dernier et le 26 octobre il avait démissionné du parti islamiste de la Vertu (Fazilet). La justice turque

reproche à M. Erdogan un discours prononcé en décembre 1997 dans la province de Siirt. *"Les mosquées sont nos casernes, les minarets nos baïonnettes, les coupoles nos casernes et les croyants nos soldats"*, vers cité d'un poème de Mehmet Akif Ersoy, auteur de l'hymne national turc!

Conformément à la loi turque, par cette condamnation M. Erdogan perd tous ses droits civils à vie. Le conseil municipal d'Istanbul dominé par le parti de la Vertu, a élu avec 111 voix un autre maire islamiste, Ali Mufit Gurtana, jusqu'aux élections municipales prévues en avril 99.

Par ailleurs, le maire islamiste d'Ankara, Melih Gökçek, a été arrêté le 12 novembre 1998 à la demande de la Cour de sûreté de l'État pour corruption. Un rapport du ministère de l'intérieur avait souligné de nombreuses irrégularités dans le cadre des attributions des marchés publics accusant M. Gökçek d'avoir favorisé des entreprises pro-islamistes. Cependant le Parlement turc a repoussé à la fin de la législature la demande de levée d'immunité parlementaire de Mehmet Agar, ex-ministre de l'Intérieur de Mme Çiller, accusé d'avoir organisé des escadrons de la mort responsables de l'assassinat de plusieurs milliers d'opposants kurdes.

• **SELON UN BILAN OFFICIEL TURC EN 1998 PLUS DE 1840 GUÉRILLEROS DU PKK TUÉS PAR L'ARMÉE TURQUE.** Selon les chiffres annoncés par les autorités turques, 1843 rebelles du PKK et 311 membres des forces de sécurité turques, ont été tués lors des opérations menées en 1998. En septembre 1998, le PKK a annoncé une trêve unilatérale et inconditionnelle que les autorités turques ont catégoriquement rejetée. À deux reprises, en mars 1993 et décembre 1995, le cessez-le-feu unilatéral n'avait duré que quelques mois. La guerre menée dans la région a fait près de 37000 depuis 1984. Par ailleurs, l'état-major des armées a qualifié d'affabulations sans fondement

les déclarations récentes des dirigeants du PKK selon lesquelles il y aurait eu *"des discussions entre des émissaires turcs et des représentants du PKK, notamment au Pays-Bas en août et septembre 1998"*.

• **REGLEMENT À L'AMIABLE: UN MILLION DE FRANCS PAYÉS PAR ANKARA À DEUX FAMILLES KURDES.** Embarrassée fortement par les multiples condamnations de la Cour européenne de droits de l'homme, la Turquie essaie par tous moyens d'être le moins possible à l'ordre du jour des instances juridiques européennes. C'est ainsi que le Conseil de l'Europe a déclaré que le gouvernement turc a accepté de verser plus d'un million de francs aux parents de deux hommes *"prétendument tués par les forces de l'ordre après avoir été torturés"* en 1992.

Les deux victimes et trois de leur amis avaient été arrêtées par des gendarmes au Kurdistan et les corps torturés avaient été retrouvés par la suite près du lieu de l'arrestation. Le procureur de la République avait lui même estimé qu'ils avaient été exécutés bien que dans un premier temps le gouvernement turc ait avancé que les victimes avaient été tuées lors d'un affrontement entre les forces de l'ordre et un autre groupe composé de *"terroristes"*.

• **HUMAN RIGHTS WATCH DEMANDE À CE QUE ABDULLAH ÖCALAN SOIT JUGÉ MAIS NON EXTRADÉ EN TURQUIE.** L'organisation des droits de l'homme américaine, Human Rights Watch, a adressé, le 21 novembre 1998, une lettre ouverte au président du Conseil italien, Massimo D'Alema à propos de l'arrestation du chef du parti des Travailleurs du Kurdistan, Abdullah Öcalan. L'organisation a déclaré qu'*"Öcalan ne devrait pas obtenir l'asile politique régi par la Convention de 1951 relative aux statuts des réfugiés, et qu'il devrait rendre des comptes pour les atrocités commises sous sa direction dans le conflit en Turquie"*. HRW reconnaît en même temps que *"la*

décision de refus d'extradition en Turquie est appropriée". Cependant ajoute qu'une autre étape devrait être franchie: *"poursuivre Öcalan en Italie, ou bien l'extrader vers un pays, autre que la Turquie (...)"* pour assurer *"un procès juste et libre conformément aux lois internationales"*. L'organisation souligne également qu'*"aucune promesse d'abandon du terrorisme ne peut excuser [les] abus"* commis, mais approuve la décision italienne de non extradition *"au vu des pratiques répandues de la torture"* et de *"l'existence de la peine de mort"*. L'organisation américaine chiffre à *"au moins 768 les exécutions extrajudiciaires"* perpétrées par le PKK entre 1992 et 1995.

La presse turque a, pour une fois, accordée une très large place au communiqué du HRW tandis que les milieux kurdes reprochent à l'organisation de ne pas avoir fait preuve de la même combativité lors des visites des premiers ministres ou des généraux turcs pour demander leur jugement pour crimes contre l'humanité pour avoir ordonné la destruction de 3428 villages et la mort de plusieurs milliers de civils kurdes.

• **UN GRAND PATRON TURC DEMANDE UNE SOLUTION PACIFIQUE AU PROBLÈME KURDE ET PLAIDE POUR UNE SOCIAL-DÉMOCRATIE MODERNE EN TURQUIE.** Dans une interview accordée, le 20 novembre 1998, au quotidien turc *Hurriyet*, le très influent homme d'affaires Ishak Alaton, représentant de l'aile moderniste du patronat turc, déplore l'image ternie de la Turquie à la suite de nombreux scandales politico-mafieux. Selon M. Alaton, ce climat de désordre politique n'est que le résultat de l'absence d'une gauche solide en Turquie. Extraits:

"Nous subissons les conséquences d'être une nation repliée sur elle-même. Je crois que la transparence est nécessaire. En Turquie les responsabilités ne sont pas réparties normalement. N'importe quelle

institution s'imisce dans la mission de n'importe quelle autre. Les rouages qui ne fonctionnent pas ou mal sont occupés par des mécanismes illégaux de type mafieux (...) Je ne suis pas tranquille lorsque je pars à l'étranger. Surtout lors des contrôles de passeport. Les activités mafieuses discréditent profondément la Turquie. Nous avons souffert dans le passé des rapports incriminant le rôle de la Turquie dans le trafic de drogue, souffert des activités de blanchiment d'argent (...) La Turquie a besoin d'un nettoyage, y compris dans le monde des affaires".

"Le rempart face aux activités mafieuses pouvait être les partis social-démocrates. Cependant je ne vois pas pour le moment une telle évolution. Il faut attendre l'établissement d'une gauche moderne (...) À mon avis, la conception pouvant empêcher la formation mafieuse est la conception social-démocrate (...) Là où il n'y a pas de gauche solide, il y a un terrain propice à la corruption. L'ordre établi devient insolent, sans avenir (...) Aujourd'hui en Turquie on parle de deux partis social-démocrates [NDLR: le DSP de B. Ecevit et le CHP de D. Baykal]. À mon avis il n'y a pas de parti social-démocrate moderne en Turquie (...) Et puis, ils ne développent pas les initiatives au service de la paix. La conception nationaliste des partis turcs dits social-démocrates ne montre guère de différence avec les autres partis de droite. En Turquie, les partis politiques n'arrivent pas à mettre en œuvre un programme de paix civile (...) Je parle quant à moi d'une Turquie où les interdictions seraient abolies. Il y a d'ailleurs une réaction contre les interdits. La colère se manifeste. Par exemple lors de l'affaire du voile islamique. Laissez les gens porter le voile s'ils le désirent. Lorsqu'il y a pression, les partisans naissent toujours. Certains utilisent cela comme élément politique. Autre exemple, la question dite du Sud-Est [NDLR: le Kurdistan]. Les partis se doivent d'avoir une approche pacifique. Cela ne tient pas qu'aux partis politiques mais également à toutes personnes représentant une autorité. Il faut briser

les tabous, créer une Turquie qui parle".

• **LA POLICE TURQUE MISE SUR LA SELLETTE DANS UNE AFFAIRE DE CORRUPTION.** Une nouvelle affaire est venue confirmer les liens entre la mafia et la police turque. Dans une déclaration datée du 15 décembre 1998, Ferruh Tankus, ancien chef du département narcotique de la Direction de Sûreté d'Istanbul, a accusé ses supérieurs hiérarchiques de l'avoir "vendu" pour un montant de 4 millions de dollars aux trafiquants de drogue. "Mon départ à un autre poste a été rendu possible par un pot-de-vin payé par des chefs mafieux à des dirigeants policiers parce que je menais des opérations sans merci et couronnées de succès contre ces mafieux" a déclaré F. Tankus.

Selon ses allégations, il aurait été muté à la Direction de Sûreté de Beyoglu suite aux pressions des narco-trafiquants. F. Tankus a apporté de fortes accusations à l'encontre de la Direction de la police, notamment contre Hasan Ozdemir, directeur de la direction de sûreté d'Istanbul, et au plus haut niveau Necati Bilican, qui n'est autre que le directeur général de la police nationale. Le premier a été mis en cause dans une affaire de corruption- une villa luxueuse acquise pour le compte de son fils. Il faut également rappeler que M. Ozdemir avait été jugé par la Chambre Criminelle de Bursa avec 6 autres policiers et mis en liberté, pour tortures lors d'une garde à vue, à l'encontre de deux personnes soupçonnées d'avoir tué Ahmet Ozturk, hôtelier à Bursa. Quant au second, il a tout de même décerné une plaquette d'honneur lors d'une cérémonie en faveur des familles de martyrs, à Yilmaz Katmerci- qui n'est autre que le frère de Mehmet Hayri Katmerci recherché depuis des années pour trafic de drogue- qui fait l'objet d'une instruction du Trésor Public pour une affaire d'argent sale. Ces faits ont à nouveau mis en relief les liens étroits entre la police turque et la mafia.

Par ailleurs Necati Bilican a reproché à F. Tankus "d'avoir dissimulé jusqu'ici ce qu'il savait, si ses accusations s'avèrent vraies". Le gouverneur d'Istanbul, Erol Cakir, a pour sa part accusé F. Tankus d'avoir "des liens avec les organisations criminelles". Le Ministère de l'Intérieur a ouvert une enquête sur les déclarations de F. Tankus qui a été limogé du poste pour lequel il venait d'être nommé.

• **TURQUERIES: MME ÇILLER SE REND SUR LA TOMBE D'ATATURK POUR SE PLAINDRE DU PRÉSIDENT DEMIREL.** La Turquie est officiellement un Etat laïc mais dans les faits c'est une théocratie dont la divinité tutélaire se nomme Ataturk, le Temple son mausolée d'architecture musolinienne à Ankara, et la religion "les principes éternels d'Ataturk" inscrits dans le préambule de la Constitution et enseignés dans toutes les écoles et casernes. Les gardiens du Temple sont les fameuses "institutions de l'État" c'est-à-dire l'armée, la police politique (MIT), les cours de sûreté de l'État et leurs prolongements dans les médias, l'Université et les partis de l'État. Le culte officiel et obligatoire d'Ataturk exige qu'à chacune des dates significatives de la vie du "père des Turcs" (les anniversaires de naissance et de mort, et de sa geste les 23 avril, 19 mai, 30 août, 31 octobre, etc.), à chaque changement de dirigeants civils ou militaires, tout ce monde se rende en grande pompe au mausolée d'Ataturk pour lui exprimer respects et fidélité. Les hommes d'État étrangers en visite et les ambassadeurs en poste à Ankara doivent également se prêter à cet exercice obligé. Cependant, Mme Çiller est en train de donner une nouvelle dimension à ce culte, en transformant le mausolée d'Ataturk en un mur de lamentation. En effet, le 27 décembre, accompagnée par une forte délégation de députés de son parti (DYP) elle s'est rendue sur la tombe d'Ataturk pour se plaindre des écarts de conduite du président Demirel. Selon elle, en nommant comme Premier ministre d'abord B. Ecevit, chef du quatrième parti politique du pays, ensuite un simple député, Y.

Erez, transfuge du DYP, "le président Demirel s'écarte de la voie du Grand Atatürk". Elle s'est plainte amèrement à celui-ci, suppliant son aide.

Face à cet événement national médiatisé le président Demirel a dû

répliquer publiquement (*Hurriyet* du 25-12-1998): "Il ne suffit pas de se rendre auprès d'Atatürk pour prétendre être de vrais atatürkistes. Elle (Mme Çiller) devrait y renouveler sa foi et se purifier!".

BARZANI DIT A TALABANI QUE ANKARA VEUT DES ACTIONS CONTRE LE PKK PLUTOT QUE DES MOTS. (*Turkish Daily News*, 9 novembre 1998), p.13.

LA TURQUIE VEUT L'OLÉODUC DE LA MER CASPIENNE. LES ENJEUX MONTENT ALORS QUE DES NOUVELLES ROUTES EMERGENT. (*The Wall Street Journal Europe*, 9 novembre 1998), p.15.

QU'ESSAIE DE FAIRE LE PKK? (*Turkish Daily News*, 9 novembre 1998), p.16.

INCURSION DE 25.000 MILITAIRES TURCS EN IRAK, SELON LA PRESSE. (A.F.P., 8 novembre 1998), p.17.

ANDREA WOLF A ETE EXECUTÉE DE SANG FROID PAR L'ARMÉE TURQUE, SELON LA PRESSE. (A.F.P., 2 novembre 1998), p.18.

LES RIVIERES BARREES DE TURQUIE DESSINENT UNE NOUVELLE VOIE POUR LA GUERRE. (*THE Guardian*, 9 novembre 1998), p.19.

BAGDAD COOPÈRE AVEC LE PKK, SELON UN RESPONSABLE AMÉRICAIN. (A.F.P., 10 novembre 1998), p.20.

SOUTIEN DES KURDES D'ARMÉNIE AU CHEF DE LA REBELLION KURDE EN TURQUIE. (A.F.P., 10 novembre 1998), p.20.

QUE FAIRE AVEC L'IRAK? (*Le Monde*, 10 novembre 1998), p.21.

L'ARMÉE AMÉRICAINE SE DIT PRÊTE A ATTAQUER L'IRAK A L'AIDE DE FORCES ARMÉES DÉJÀ SUR PLACE. (*International Herald Tribune*, 10 novembre 1998), p.21.

L'ENTRETIEN DE KENDAL NEZAN AVEC UN MAGAZINE CATALAN (*Europa de les Nations*, été 1998), p.22-27.

LES PERSONNES SUSPECTÉES D'ESPIONNAGE EN CHYPRE ONT MIS LES RELATIONS TURCO-ISRAËLIENNES SOUS LA LOUPE. (*International Herald Tribune*, 10 novembre 1998), p.28.

LA NORVEGE RÉPRIMANDE LA TURQUIE POUR AVOIR REFUSÉ D'ACCORDER UN VISA À UN ACTIVISTE DES DROITS DE L'HOMME. (A.F.P., 10 novembre 1998), p.28.

LA TURQUIE ACCUSE L'IRAK D'AIDER

EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

LES ETATS UNIS EXAMINENT UNE REPONSE SUR LES INSPECTIONS EN IRAK. (*International Herald Tribune*, 4 novembre 1998), p.1.

LE LEADER IRANIEN EXCLUT TOUT DEGEL DANS SES RELATIONS AVEC LES ETATS-UNIS (*International Herald Tribune*, 4 novembre 1998), p.1.

LES INSPECTEURS PENSENT QUE L'IRAK CACHE UN ARSENAL D'ARMES EXTREMEMENT DANGEREUX. (*International Herald Tribune*, 4 novembre 1998), p.2.

KHATAMI PROJETTE DE SE RENDRE A PARIS (*International Herald Tribune*, 4 novembre 1998), p.2.

TURQUIE : DEUX ATTAQUES ISLAMISTES ONT ETE DEJOUÉES (*International Herald Tribune*, 4 novembre 1998), p.2.

COMPETENCES RENFORCÉES POUR LA COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME, la juridiction réformée se veut plus efficace. (*Le Monde*, 3 Novembre 1998), p.2.

L'ANNULATION DU SOMMET D'ANKARA DES LEADERS KURDES D'IRAK. (*Turkish Daily News*, 2 novembre 1998), p.3.

SI TOUT LE MONDE POUVAIT PARTIR, IL N'Y AURAIT PLUS PERSONNE ICI DEPUIS LONGTEMPS. REPORTAGE. (*Le Monde*, 3 novembre 1998), p.4.

ANKARA ATTEND DE MOSCOU LE RESPECT DE SES ENGAGEMENTS SUR OCALAN. (A.F.P., 4 novembre 1998), p.5.

LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT TURCS PLUS RICHE QUE 2 MINISTÈRES REUNIS. LA MIT AURA UN BUDGET DE \$280 MILLIONS EN 1998. (A.F.P., 3 novembre 1998), p.6.

PLUS DE 1.680 REBELLES DU PKK TUES PAR L'ARMÉE DEPUIS JANVIER, SELON ANKARA. (A.F.P., 3 novembre 1998), p.6.

L'ARMÉNIE N'ACCORDERA PAS REFUGE AU CHEF KURDE ABDULLAH ÖCALAN. (A.F.P., 3 novembre 1998), p.7.

MASSOUD BARZANI TENTE DE RASSURER ANKARA APRES L'ACCORD AVEC SON RIVAL. (A.F.P., 4 novembre 1998), p.7.

WASHINGTON DEMANDE A MOSCOU D'EXTRADER LE LEADER DU PKK. (A.F.P., 5 novembre 1998), p.8.

LE VOTE A LA DOUMA COMPROMET LES CONTRATS D'ARMES DES FIRMES RUSSES. (A.F.P., 5 novembre 1998), p.8.

L'OBJECTIF EN IRAK DEVRAIT CONSISTER A EVINCER SADDAM. (*International Herald Tribune*, 5 novembre 1998), p.9.

QUELLES MESURES POLITIQUES UTILISONS-NOUS POUR RIPOSTER CONTRE LE PKK? (*Turkish Daily News*, 5 novembre 1998), p.10.

FRANCE/PRISON REQUISE CONTRE QUINZE KURDES DE TURQUIE. (*Reuters*, 5 novembre 1998), p.11.

LE LEADER KURDE BARZANI APPELLE À UNE SOLUTION PACIFIQUE POUR LA CRISE IRAKIENNE. (*Reuters*, 7 novembre 1998), p.11.

LA TURQUIE DECLARE MENER DES REPRESAILLES CONTRE LES REBELLES AU NORD DE L'IRAK. (*Reuters*, 8 novembre 1998), p.12.

LES ARABES MONTRENT PEU DE SOLUTION AUX FRAPPES CONTRE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 7-8 novembre 1998), p.13.

LES REBELLES. (A.F.P., 10 novembre 1998), p.29.

ANKARA, LONDRES ET WASHINGTON ATTACHÉS À L'INTEGRITÉ DE L'IRAK. (A.F.P., 10 novembre 1998), p.29.

ANKARA A DONC OBTENU DES GARANTIES AU NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 12 novembre 1998), p.30.

L'IRAN CHERCHE À OBTENIR DES PRÊTS AFIN D'ÉVITER LA BANQUEROUTE. (*The Wall Street Journal Europe*, 2 novembre 1998), p.31.

BILL CLINTON DEPECHE UN SECOND PORTE-AVIONS AMERICAIN DANS LE GOLFE. LA FOLLE BRAVADE DE SADDAM HUSSEIN. (*Le Figaro*, 12 novembre 1998), p.32.

LE CONTE DE LA MAFIA DU BATIMENT SECOUE LES MARCHÉS EN TURQUIE. (*The Wall Street Journal Europe*, 12 novembre 1998), p.33.

SADDAM REÇOIT LE DERNIER AVERTISSEMENT ALORS QUE CLINTON ET BLAIR OUVERENT LA VOIE POUR DES ATTAQUES AERIENNES. COMPTE A REBOURS ENCLENCHÉ POUR ATTAQUER L'IRAK. (*The Guardian*, 12 novembre 1998), p.33.

TURQUIE : L'OPPOSITION RECLAME LE DEPART DU GOUVERNEMENT EN RAISON DE LIENS MAFIEUX. (A.F.P., 11 novembre 1998), p.34.

LES ETATS-UNIS PRETS A BOMBARDER L'IRAK. PLUS PERSONNE NE VEUT NEGOCIER AVEC BAGDAD. L'ONU, les Européens et huit pays arabes rejettent la responsabilité de la nouvelle crise sur Saddam Hussein. (*Libération*, 13 novembre 1998), p.35.

LA MULTIPLICATION DES SCANDALES POLITICO-MAFIEUX MENACE LE PREMIER MINISTRE TURC. (*Le Monde*, 12 novembre 1998), p.36.

TURQUIE : UN SCANDALE AFFAIBLI ET PUIS FAIT TOMBER LE DERNIER GOUVERNEMENT (*The Wall Street Journal Europe*, 13-14 novembre 1998), p.36.

LE SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS-UNIES MIS SUR LA TOUCHE DANS LA NOUVELLE IMPASSE AVEC L'IRAK (*The Independent*, 13 novembre 1998), p.37

TURQUIE : LA MAFIA AU COEUR DU SERAIL, LE PREMIER MINISTRE ACCUSÉ DE COLLUSION AVEC LE CRIME ORGANISÉ, Ankara vient de fêter le soixante-quinzième anniversaire de la mort d'Ataturk. Mais l'héritage est aujourd'hui menacé. (*Le Figaro*, 13 novembre 1998), p.38.

UN ARSENAL IRAKIEN DIMINUE FACE AU MATRAQUAGE AMÉRICAIN. (*Le Monde*, 14 novembre 1998), p.41.

L'ARRESTATION DU CHEF DE LA REBELLION KURDE, UNE VICTOIRE POUR ANKARA. (A.F.P., 13 novembre 1998), p.42.

OCALAN : LE LEADER KURDE DEPOSE UNE DEMANDE D'ASILE POLITIQUE EN ITALIE. (A.F.P., 14 novembre 1998), p.43.

TALABANI : POUR LA PREMIERE FOIS DEPUIS 2 ANS LE LEADER KURDE IRAKIEN MENE DES POURPARLERS A DAMAS. (A.F.P., 15 novembre 1998), p.43.

LA PRESSE TURQUE SE REJOINT DE L'ARRESTATION A ROME DU CHEF DU PKK. (A.F.P., 14 novembre 1998), p.44.

LA REBELLION DU PKK A COUTÉ 100MILLIARDS DE DOLLARS A LA TURQUIE, SELON ANKARA. (A.F.P., 14 novembre 1998), p.44.

DES CENTAINES DE KURDES RASSEMBLÉS A ROME POUR SOUTENIR M. OCALAN (A.F.P., 15 novembre 1998), p.44.

MANIFESTATIONS KURDES EN EUROPE POUR SOUTENIR LE LEADER DU PKK. (A.F.P., 15 novembre 1998), p.45.

OCALAN, UN COMLOT INTERNATIONAL (*La Repubblica*, 15 novembre 1998), p.46

DES MILLIERS DE SYMPATISANTS DU PKK ARRIVENT DE TOUTE L'EUROPE. LE LEADER DE LA GUÉRILLA " JE SUIS INNOCENT ". (*Corriera della Serra*, 15 novembre 1998), p.47

L'ARRESTATION DU CHEF DU PKK MET FIN A UNE TRAQUE DE QUINZE ANS. (*Le Monde*, 15-16 novembre 1998), p.49.

LE SOUVENIR D'ATATÜRK SUSCITE TOUJOURS LA MÊME FERVEUR, SON HÉRITAGE EST D'AVANTAGE DISCUTÉ. (*Le Monde*, 15-16 novembre 1998), p.49.

OCALAN : LE PRINCE KURDE DE LA

TERREUR ABANDONNE LES ARMES. (*The Observer*, 15 novembre 1998), p.50.

APRES LA VOLTE-FACE DE SADDAM HUSSEIN, CLINTON ACCORDE UN SURSIS A BAGDAD. (*Le Figaro*, 16 novembre 1998), p.51.

FACE AUX MANIFESTATIONS KURDES EN FAVEUR DE LEUR CHEF A ROME, LA TURQUIE RENFORCE SES MESURES DE SECURITE. (A.F.P., 15 novembre 1998), p.52.

2.500 KURDES TRAVERSENT LA FRONTIERE ITALO-SUISSE POUR SOUTENIR OCALAN. (A.F.P., 16 novembre 1998), p.53.

CONCESSIONS DE DAMAS DANS LE CADRE DE L'ACCORD SYRO-TURC D'OCTOBRE. (A.F.P., 16 novembre 1998), p.53.

LES GAINS DES KURDES D'IRAK VONT-IL DURER APRÈS LA CRISE. (*The Wall Street Journal Europe*, 16 novembre 1998), p.54.

" ON N'A PLUS RIEN A CRAINDRE, ON VIT A GENOUX ", BAGDAD CRAINT PLUS L'EMBARGO QUE LA MENACE DE FRAPPES AERIENNES. (*Libération*, 16 novembre 1998), p.54.

AINSI SADDAM RECULE, CE QUI EST BIEN. (*International Herald Tribune*, 16 novembre 1998), p.55.

NOMBREUSES VOIX EN ITALIE POUR L'OCTROI DE L'ASILE POLITIQUE A OCALAN. (A.F.P., 15 novembre 1998), p.58.

DES DRAPEAUX ITALIENS BRULES DEVANT LE CONSULAT D'ITALIE À ISTANBUL. (A.F.P., 16 novembre 1998), p.58.

WASHINGTON SOUHAITE QU'OCALAN SOIT EXTRADÉ MAIS NE FERA PAS PRESSION. (A.F.P., 16 novembre 1998), p.58.

LE PKK MENACE LES PAYS SOUTENANT LA DEMANDE D'EXTRADITION DE LA TURQUIE. (A.F.P., 16 novembre 1998), p.59.

PLUS DE 600 DETENUS KURDES ENTAMENT UNE GRÈVE DE LA FAIM EN TURQUIE. (A.F.P., 16 novembre 1998), p.59.

CAS OCALAN : L'ITALIE " N'ENTEND PAS

SUBIR DE PRESSIONS ", SELON M. D'ALEMA. (A.F.P., 16 novembre 1998), p.59.

ABDULLAH OCALAN S'AFFIRME " PRÊT À CONTRIBUER A STOPPER LE TERRORISME ". (A.F.P., 16 novembre 1998), p.60.

LIBERATION D'UN PRISONNIER ITALIEN RETENU EN OTAGE. (A.F.P., 16 novembre 1998), p.60.

LE PREMIER MINISTRE TURC AVERTIT L'ITALIE POUR L'EXTRADITION DU LEADER KURDE. (Reuters, 16 novembre 1998), p.61.

LE LEADER KURDE DIT VOULOIR AIDER A ARRÊTER LE TERROSISME. (A.F.P., 16 novembre 1998), p.61.

QUE SE PASSERA-T-IL SI NOUS NE RECUPERONS PAS OCALAN? (Turkish Daily News, 16 novembre 1998), p.62.

SELON LE MINISTRE ALLEMAND DES AFFAIRES ETRANGERES, L'ARRESTATION D'OCALAN POURRAIT ÊTRE LE CATALYSEUR D'UNE SOLUTION POLITIQUE. (A.F.P., 16 novembre 1998), p.63.

LE DETENU KURDE CHERCHE A OBTENIR L'ASILE POLITIQUE EN ITALIE. (International Herald Tribune, 16 novembre 1998), p.64.

LES KURDES CONVERGENT A ROME POUR DEMANDER LA LIBERTÉ POUR LE CHEF DU PKK. (The Independent, 16 novembre 1998), p.64.

BAGDAD JUBILE POUR LA "VICTOIRE DE SADDAM". (The Independent, 16 novembre 1998), p.65.

L'ASSAUT AFFECTUEUX DES KURDES CONTRE AL CELIO, DES MILLIERS DEVANT L'HÔPITAL, MAIS LE CHEF DU PKK N'EST PAS LÀ. (La Stampa, 26 novembre 1998), p.68

SADDAM, DUR À RENVERSER MALGRÉ LE SOUTIEN DES ETATS-UNIS, AUCUN ADVERSAIRE NE VA LOIN. (International Herald Tribune, 16 novembre 1998), p.69.

LE CHEF DU PKK A TROUVÉ REFUGE EN RUSSIE PENDANT UN MOIS, SELON LE PKK. (A.F.P., 17 novembre 1998), p.74.

LA TURQUIE ATTEND D'ÊTRE

RECONNUE COMME CANDIDAT A L'U.E. (A.F.P., 17 novembre 1998), p.74.

TURQUIE : SIX DÉTENUS KURDES TENTENT DE SIMMOLER PAR LE FEU EN SOUTIEN A OCALAN. (A.F.P., 17 novembre 1998), p.75.

LES INDUSTRIELS ITALIENS INQUIETS DES RETOMBÉES DE L'AFFAIRE OCALAN. (A.F.P., 17 novembre 1998), p.75.

IRAK : LA RÉBELLION AU SUD A ÉTÉ ÉCRASÉE. (The Guardian, 17 novembre 1998), p.76.

IRAK: IL FAUDRA MENACER ET SUSPENDRE LES ATTAQUES AÉRIENNES LA PROCHAINE FOIS AUSSI. (International Herald Tribune, 18 novembre 1998), p.76.

DAVANTAGE D'AIDE AMÉRICAINE AUX ENNEMIS DE SADDAM. (The Independent, 17 novembre 1998), p.77.

LA POPULATION DE BAGDAD N'A PAS CRU À LA GUERRE POUR CETTE FOIS. (Le Monde, 17 novembre 1998), p.78.

LE REBELLE KURDE EN ITALIE : UN CASSE-TÊTE POUR D'ALEMA. LE PREMIER TEST DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE POUR LE PREMIER MINISTRE (International Herald Tribune, 18 novembre 1998), p.78.

TREMBLER DE PEUR DEVANT APO. (The Wall Street Journal Europe, 18 novembre 1998), p.79.

L'ACCORD POURRAIT LAISSER LE TEMPS DU CÔTÉ DE L'IRAK. (The Wall Street Journal Europe, 18 novembre 1998), p.80.

LA COOPÉRATION DE L'IRAK AVEC LES EXPERTS DE L'ONU SERA RAPIDEMENT MISE À L'ÉPREUVE. (Le Monde, 18 novembre 1998), p.80.

LA TURQUIE VEUT FORCER L'ITALIE À EXTRADER LE CHEF DU PKK. (Le Monde, 18 novembre 1998), p.81.

TURQUIE : UNE DATE A ÉTÉ FIXÉE POUR LE VOTE DE CENSURE DU PREMIER MINISTRE. (Financial Times, 18 novembre 1998), p.81.

INTERVIEW D'OCALAN AU QUOTIDIEN ITALIEN LA REPUBBLICA. (La Repubblica, 18 novembre 1998), p.82-83.

D'ALEMA CHERCHE UNE SOLUTION POSITIVE AU DILEMME POSÉ PAR OCALAN. (Financial Times, 18 novembre 1998), p.84.

LA LUTTE S'INTENSIFIE POUR LE SORT D'OCALAN. (The Guardian, 18 novembre 1998), p.85.

UNE ÉPINE KURDE ENTRE ROME ET ANKARA. L'ITALIE REFUSE D'EXTRADER LE LEADER DU PKK QUI RISQUE LA MORT. LA TURQUIE EN ÉBULLITION. (Libération, 18 novembre 1998), p.86.

IRAK : POURQUOI SADDAM VEUT LA POURSUITE DE L'EMBARGO. L'ONCLE SAM AIME LE PÉTROL IRAKIEN ! (Courrier International, 19-25 novembre 1998), p.88.

LE " JÉSUS-CHRIST " D'UN PEUPLE EN ERRANCE N'EST PAS UN SAINT. AU KURDISTAN, LA GUERRE OUBLIÉE. (Le Monde, 19 novembre 1998), p.88.

L' " AFFAIRE OCALAN " PROPULSE LA QUESTION NATIONALE KURDE AU COEUR DE L'EUROPE. (Le Monde, 19 novembre 1998), p.89.

LES DROITS DES KURDES (EDITORIAL). (Le Monde, 18 novembre 1998), p.90.

LE POUVOIR TURC GANGRENÉ PAR LA MAFIA. LA RÉVÉLATIONS D'UN FARRAIN TURC INCARCÉRÉ EN FRANCE MENACENT LE PREMIER MINISTRE. (Libération, 19 novembre 1998), p.91.

WASHINGTON REFUSE DE COMPARER PINOCHET ET OCALAN. (A.F.P., 19 novembre 1998), p.92.

LE PKK UNE " ORGANISATION TERRORISTE ", SELON LES PAYS OCCIDENTAUX. (A.F.P., 19 novembre 1998), p.92.

DES PARLEMENTAIRES ITALIENS DEMANDENT " L'EXPULSION IMMÉDIATE " D'OCALAN. (A.F.P., 19 novembre 1998), p.93.

L'ITALIE APPELLE L'EUROPE AU SECOURS. (A.F.P., 19 novembre 1998), p.94.

LES PARTISANS D'OCALAN ESPÈRENT QU'IL RECEVRA L'ASILE POLITIQUE EN ITALIE. (A.F.P., 19 novembre 1998), p.94.

LES TURCS MANIFESTENT LEUR COLÈRE

À L'ÉGARD DE L'ITALIE ET DES KURDES. (A.F.P., 19 novembre 1998), p.95.

LE PKK, ENTRE STALINISME ET PRAGMATISME. (A.F.P., 19 novembre 1998), p.96.

BONN DÉCIDE DE NE PAS DEMANDER L'EXTRADITION D'ABDULLAH OCALAN. (A.F.P., 20 novembre 1998), p.97.

UNE OVERTURE KURDE ? (*International Herald Tribune*, 20 novembre 1998), p.97.

ANKARA REPOUSSE ROME À PROPOS D'UNE RENCONTRE AVEC AVEC (LE CHEF) KURDE. (*International Herald Tribune*, 20 novembre 1998), p.97.

IRAQ : L'OPPOSITION TROP DIVISÉE. LES AMÉRICAINS TENTENT DE LA STRUCTURER. (*Libération*, 20 novembre 1998), p.98.

WASHINGTON DÉTERMINÉ À RENVERSER SADDAM HUSSEIN, SELON JALAL TALABANI. (A.F.P., 20 novembre 1998), p.98.

TROIS FRANÇAIS INTERPELLÉS À DIYARBAKIR AU SIÈGE D'UN PARTI PRO-KURDE. (A.F.P., 20 novembre 1998), p.99.

HUMAN RIGHTS WATCH : L'ITALIE NE DOIT PAS ACCORDER LE DROIT D'ASILE À OCALAN. (A.F.P., 21 novembre 1998), p.99.

MADELEINE ALBRIGHT SOUHAITE L'EXTRADITION D'OCALAN VERS LA TURQUIE. (A.F.P., 20 novembre 1998), p.100.

OCALAN : L'ABANDON DU TERRORISME CONDITION PRÉALABLE POUR UN ASILE (D'ALEMA). (A.F.P., 21 novembre 1998), p.100.

INTERVIEW DE KENDAL NEZAN : LE PKK FAVORISÉ PAR L'INTRANSIGEANCE D'ANKARA. (*Avenir*, 21 novembre 1998), p.101.

LES JUGES ANNULENT LE MANDAT D'ARRÊT TURC (*La Repubblica*, 21 novembre 1998), p.101.

LA SUÈDE SOUHAITE ENTENDRE LE CHEF DU PKK SUR LE MEURTRE D'OLOF PALME. (*Le Monde*, 21 novembre 1998), p.103.

LE GOUVERNEMENT TURC EST SUR LE POINT DE TOMBER, LE PARLEMENT VA DEBATTRE D'UN MOTION DE NON CONFIANCE. (*The Wall Street Journal Europe*, 20-21 novembre 1998), p.103.

L'OPPOSITION IRAKIENNE RÉPAND LES SECTETS DE SADDAM À L'OUEST. (*The Guardian*, 19 novembre 1998), p.104.

DES REPRÉSENTANTS DE LA CHAÎNE DE TÉLÉVISION KURDE MED TV SE SONT RENDUS AUX ETATS-UNIS. (*Turkish Daily News*, 21 novembre 1998), p.104.

ROME S'ENGLUE DANS LE PIÈGE TURCO-KURDE. LE LEADER DU PKK, OCALAN PLACÉ EN RÉSIDENCE SURVEILLÉE. (*Libération*, 21 novembre 1998), p.105.

FIÈVRE ANTI-ITALIENNE À ISTANBUL. FURIEUX DU REFUS DE ROME D'EXTRADER OCALAN, LES NATIONALISTES BOYCOTTENT LES PRODUITS DE LA PÉNINSULE. (*Libération*, 21 novembre 1998), p.106.

UNE TRIBUNE OPPORTUNE POUR LE PKK. L'AFFAIRE OCALAN PERMET D'INTERNATIONALISER LA QUESTION KURDE. (*Libération*, 21 novembre 1998), p.106.

LA COUR ITALIENNE REFUSE LA DEMANDE D'EXTRADITION DU CHEF KURDE. (*International Herald Tribune*, 21 novembre 1998), p.107.

LES EXPERTS EXPOSENT AVEC DÉTAIL LE RÉSEAU D'APPROVISIONNEMENT ET D'ÉVASION DE SADDAM HUSSEIN. (*International Herald Tribune*, 21 novembre 1998), p.108.

LE CHEF DU PKK NE SERA PAS EXTRADÉ VERS LA TURQUIE. LA DÉCISION DE L'ITALIE D'ASSIGNER À RÉSIDENCE ABDULLAH OCALAN PROVOQUE LA COLÈRE DU GOUVERNEMENT TURC. (*Le Monde*, 22 novembre 1998), p.108.

D'ALEMA: LA TURQUIE AGIT ILLÉGALEMENT. " LE BOYCOTT EST INTERDIT PAR LA LOI INTERNATIONALE ". (*La Stampa*, 21 novembre 1998), p.109.

DIVISÉ, LE PEUPLE KURDE SE RAPPELE À L'EUROPE. LES KURDES - UNE POPULATION DE 25 À 30 MILLIONS DE PERSONNES RÉPARTIES SUR

PLUSIEURS PAYS RESTENT LE DERNIER GRAND PEUPLE À QUI L'AUTO-DÉTERMINATION CONTINUE D'ÊTRE REFUSÉ. (*La Croix*, 22-23 novembre 1998), p.110.

LE PKK RESTE LE PROBLÈME NUMÉRO UN DE LA TURQUIE. (*La Croix*, 22-23 novembre 1998), p.111.

LA TURQUIE S'ENGAGE VERS UN BOYCOTTAGE DES PRODUITS ITALIENS. L'AFFAIRE OCALAN PROVOQUE L'INDIGNATION. (*Le Monde*, 24 novembre 1998), p.112.

L'UN DES PRINCIPAUX OPPOSANTS IRANIENS ASSASSINÉ À SON DOMICILE À TÉHÉRAN. (*Le Monde*, 24 novembre 1998), p.12.

VU DE BAGDAD. (*Newsweek*, 23 novembre 1998), p.113.

EN CAVALE POUR LEUR VIE. (*Newsweek*, 23 novembre 1998), p.115.

ASSIÉGÉE DE TOUTES PARTS, LA COALITION TURQUE EST SUR LE POINT DE TOMBER. (*The Guardian*, 23 novembre 1998), p.119.

SADDAM POURRAIT SE RETROUVER DEVANT LE TRIBUNAL DE CRIMES DE GUERRE. (*The Independent*, 24 novembre 1998), p.120.

UNE ATTAQUE À LA GRENADE A LAISSÉ LE VICE-PRÉSIDENT IRANIEN INDEMNÉ. (*The Independent*, 24 novembre 1998), p.120.

LES ETATS-UNIS ATTAQUENT LE CHEF KURDE OCALAN. (*The Independent*, 24 novembre 1998), p.121.

TURQUIE : DANS TOUT LE PAYS DES MANIFESTATIONS ANTI-ITALIENNES CONTINUENT MAIS LE GOUVERNEMENT DÉCLARE QU'IL S'AGIT DE PHÉNOMÈNES SPONTANÉS. (*La Repubblica*, 24 novembre 1998), p.121.

LE LEADER ITALIEN REPRIMANDE LA TURQUIE POUR SA POLITIQUE ENVERS LES KURDES. (*International Herald Tribune*, 24 novembre 1998), p.122.

UN GROUPE ISLAMISTE D'IRAN DIT AVOIR DÉTRUIT UN BUS TRANSPORTANT DES AMÉRICAINS. (*International Herald Tribune*, 25 novembre 1998), p.123.

L'UNION EUROPÉENNE SOUTIENT L'ITALIE DANS SON COMBAT CONTRE LA TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 25 novembre 1998), p.123.

LA TURQUIE ET L'ITALIE : COMME UNE PATATE CHAUDE. (*The Economist*, 21-27 novembre 1998), p.123.

L'UE MET EN GARDE ANKARA CONTRE TOUTE SANCTION COMMERCIALE CONTRE L'ITALIE. (*Associated Press*, 24 novembre 1998), p.124.

LES COMMUNISTES ITALIENS ONT AIDÉ OCALAN À VENIR EN ITALIE. (*Associated Press*, 25 novembre 1998), p.124.

IL SE PEUT QUE BONN JUGE LE CHEF KURDE. (*The Independent*, 25 novembre 1998), p.125.

CHRONOLOGIE DE LA CHUTE DU GOUVERNEMENT TURC. (*Reuters*, 25 novembre 1998), p.125.

APRÈS LA RÉVÉLATION D'UN DÉPUTÉ GREC, LE REPOUSABLE À LA CHAMBRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA REFONDATION COMMUNISTE AVOUÉ " J'AI AMENÉ OCALAN EN ITALIE ". (*Courriere della Sera*, 26 novembre 1998), p.126

ACCUSÉ DE COLLUSION AVEC LA MAFIA, LE GOUVERNEMENT TURC DESTITUÉ. La Constitution d'une nouvelle coalition relève déjà de la gageure. (*Le Figaro*, 27 novembre 1998), p.127.

L'HOMME LE PLUS RECHERCHÉ DU MONDE. GUERRE DIPLOMATIQUE TURCO-ITALIENNE AU SUJET DE L'EXTRADITION DU LEADER DE LA GUERRILLA KURDE A. OCALAN. WASHINGTON ET LONDRES ONT DÉCIDÉ QU'IL Y A DEUX CATÉGORIES DE KURDES : LES BONS KURDES ET LES MAUVAIS KURDES. (*The Guardian*, 25 novembre 1998), p.130-131.

DES MILLIERS DE PERSONNES SONT VENUES ASSISTER AUX FUNÉRAILLES D'UN DISSIDENT IRANIEN. (*International Herald Tribune*, 27 novembre 1998), p.131:

OCALAN UN CASSE-TÊTE POUR LE GOUVERNEMENT ALLEMAND. Redoutant des troubles du PKK, Bonn hésite à réclamer l'extradition du chef kurde. (*Libération*, 26 novembre 1998), p.132.

ANKARA N'ESPÈRE PLUS L'EXTRADITION VERS LA TURQUIE D'ABDULLAH OCALAN. (*Le Monde*, 26 novembre 1998), p.132.

LE GOUVERNEMENT TURC EST TOMBÉ APRÈS AVOIR PERDU LE VÔTE. (*International Herald Tribune*, 21 novembre 1998), p.132.

L'ANATOMIE D'UN BOYCOTT CONTRE L'ITALIE. (*Turkish Daily News*, 26 novembre 1998), p.133.

LA RIVALITÉ POUR OBTENIR LA DIRECTION DU PARTI S'ENFLAMME AU SEIN DU PKK. (*Turkish Daily News*, 26 novembre 1998), p.134.

L'IRAK S'OPPOSE A CLINTON AU SUJET DES DOCUMENTS SUR DES ARMES TOXIQUES. (*International Herald Tribune*, 28-29 novembre 1998), p.134.

" CE MONSIEUR OCALAN N'EST PAS NELSON MANDELA ", LE GOUVERNEMENT ITALIEN DIVISÉ SUR L'OCTROI D'ASILE AU CHEF KURDE. (*Libération*, 27 novembre 1998), p.135.

ALLEMAND P 135 - 136 - 137 - 138

ITALIEN 139

VOYAGE AU BOUT DU PAYS KURDE. (*Courrier International*, 26 novembre 1998), p.140.

LA CARTE KURDE DANS LE JEU PÉTROLIER DU CAUCASE. (*Courrier International*, 26 novembre 1998), p.142.

LE JEU AMÉRICAIN ET LES AMBIGUITÉS ALLEMANDS. (*Courrier International*, 26 novembre 1998), p.143.

L'EUROPE À GENOUX DEVANT UN " TERRORISTE ". (*Courrier International*, 26 novembre 1998), p.143.

MOURIR À 30 ANS POUR APO. (*Courrier International*, 26 novembre 1998), p.144.

LE PKK : VINGT ANS DE LUTTE ET RÉPRESSION. (*Courrier International*, 26 novembre 1998), p.145.

OCALAN OU COMMENT S'EN DÉBARRASSER. (*Courrier International*, 26 novembre 1998), p.146.

LA RÉACTION KURDE : " NE PAS RÉPONDRE AUX PROVOCATIONS

D'ANKARA ". (*Courrier International*, 26 novembre 1998), p.147.

APO, SA PENSÉE, SES TECHNIQUES. (*Courrier International*, 26 novembre 1998), p.147.

ON CROYAIT LE PKK ANNIHILÉ. (*Courrier International*, 26 novembre 1998), p.147.

TURQUIE CONTRE L'EUROPE : LE COMBAT POUR L'ASILE POLITIQUE CONFIRME LES CRAINTES D'ANKARA QUE ÇA NE MARCHERA JAMAIS. (*Courrier International*, 26 novembre 1998), p.148.

LE FLOTTEMENT AU SUJET DU KURDE (OCALAN) SOULIGNE LE FOSSÉ ENTRE LA TURQUIE ET L'EUROPE. (*International Herald Tribune*, 30 novembre 1998), p.151.

L'ALLEMAGNE ET L'ITALIE PROPOSENT DE TRADUIRE ABDULLAH OCALAN DEVANT UNE COUR INTERNATIONALE. L'ALLEMAGNE RENONCE À DEMANDER L'EXTRADITION DU DIRIGEANT KURDE. (*Le Monde*, 29 novembre 1998), p.140.

LE GROUPE ARMÉ D'OCALAN DÉCLARE AVOIR ABATTU UN HÉLICOPTÈRE TURC. (*Reuters*, 30 novembre 1998), p.153.

UN JUGE FRANÇAIS VEUT ENTENDRE LE LEADER DU PKK OCALAN. (*Reuters*, 1er décembre, 1998), p.153.

D'ALEMA VEUT UN PROCÈS ÉQUITABLE POUR LE " TERRORISTE " OCALAN. (*Reuters*, 1 décembre 1998), p.154.

LES FORCES ARMÉES LAÏQUES DE LA TURQUIE METTENT EN GARDE LES POLITICIENS. (*International Herald Tribune*, 1 décembre 1998), p.155.

POUR APO LA RÉSIDENCE SURVEILLÉE AURAIT ÉTÉ MIEUX. (*Courrier International*, 1er décembre 1998), p.155.

LA RUSSIE NE VEUT PAS REPREDRE OCALAN. (*La Stampa*, 1er décembre 1998), p.156.

LA TURQUIE SOUHAITE QUE LE LEADER KURDE LUI SOIT RENDU. (*Associated Presse*, 2 décembre 1998), p.156.

PONT SUR LES EAUX TROUBLES. (*The Guardian*, 2 décembre 1998), p.157.

LE FRÈRE DU LEADER D'UN PARTI

D'OPPOSITION IRAKIEN A ÉTÉ RETROUVÉ MORT. (*The Guardian*, 2 décembre 1998), p.158.

REFUSER LE CHANTAGE TURC. FACE À LA PRESSION D'ANKARA, IL EST GRAND TEMPS QUE L'EUROPE EXIGE UN STATUT ACCEPTABLE POUR LES KURDES. (*Libération*, 2 décembre 1998), p.159.

LE PKK PREND MODÈLE SUR LES IRLANDAIS ET LES BASQUES. L'EXTRADITION D'ABDULLAH ÖCALAN VERS LA TURQUIE SEMBLE DE PLUS EN PLUS IMPROBABLE. (*La lettre de UGAB*, 2 décembre 1998), p.159.

SELON LES ETATS-UNIS : ÖCALAN EST UN TERRORISTE ET DEVRAIT ÊTRE TRADUIT EN JUSTICE. (*Turkish Daily News*, 3 décembre 1998), p.160.

LE GOUVERNEMENT GREC DÉNONCE LA " SOLIDARITÉ " DE LA FRANCE AVEC LA TURQUIE. THÉODORE PANGALOS A RENCONTRÉ HUBERT VÉDRINE. (*Le Monde*, 3 décembre 1998), p.161.

RÈGLEMENT À L'AMIABLE : ANKARA PAYE 1 MILLION DE FRANCS À DEUX PLAIGNANTS. (*A.F.P.*, 4 décembre 1998), p.161.

POUR MOI, IL RESSEMBLE À ARAFAT, INTERVIEW AVEC JONATHAN C. RANDAL. (*L'Espresso*, 3 décembre 1998), p.162.

L'EUROPE LAISSE L'ITALIE EMPÊTRÉE DANS L'AFFAIRE ÖCALAN. (*Le Monde*, 4 décembre 1998), p.163.

AUTOUR DES 22 JOUEURS DE GALATASARAY-JUVENTUS, 35.000 SPECTATEURS ET 22.000 POLICIERS. (*Le Monde*, 4 décembre 1998), p.163.

L'IMPLACABLE ASCENSION DU PARTI DES TRAVAILLEURS DU KURDISTAN. L'ORGANISATION ARMÉE NE RASSEMBLAIT, IL Y A VINGT ANS, QU'UNE QUINZAINE D'ÉTUDIANTS ACTIVISTES. (*Le Monde*, 4 décembre 1998), p.163.

L'AMBASSADEUR TURC EN FRANCE EST ACCUSÉ. (*International Herald Tribune*, 5-6 décembre 1998), p.164.

DINI: " NOUS FERONS LE PROCES D'ÖCALAN " MAIS LA VEUVE MITTERRAND INSISTE: " DONNEZ-LUI

L'ASILE POLITIQUE ". (*La Republica*, 4 décembre 1998), p.165.

ÖCALAN OFFRE SON TÉMOIGNAGE POUR L'ASSASSINAT DU PAPE (*BBC News*, 7 décembre 1998) p.166.

ÖCALAN: " FAITES MON PROCÈS, MAIS AIDEZ LE PEUPLE KURDE. (*La Republica*, 7 décembre 1998), p.166.

LA TURQUIE REJETTE L'INITIATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE CONCERNANT APO. (*Turkish Daily News*, 9 décembre 1998), p.167.

L'UE, SOUTIEN LE PROJET DE TRADUIRE ÖCALAN DEVANT UN TRIBUNAL EUROPÉEN. (*A.F.P.*, 7 décembre 1998), p.169.

LE CHEF DU PARTI PRO-KURDE ENTAME UNE GREVE DE LA FAIM. (*A.F.P.*, 7 décembre 1998), p.170.

LES TURCS SONT HANTÉS PAR LE FONTÔME DU TRAITÉ DE SÈVRES. (*International Herald Tribune*, 8 décembre 1998), p.171.

LES KURDES, AU PASSIF DE L'HÉRITAGE D'ATATÜRK. (*Le Monde*, 8 décembre 1998), p.172.

LES " DISPARITIONS " D'INTELLECTUELS SE MULTIPLIENT EN IRAN. MODERNISTES ET LIBÉRAUX SONT VISÉS. (*Le Monde*, 9 décembre 1998), p.173.

LE PRÉSIDENT DÉMIREL ACCUSE L'EUROPE DE CHERCHER À DIVISER LA TURQUIE SOUS PRETEXTE DES DROITS DE L'HOMME. (*Gamk*, 9 décembre 1998), p.173.

LA TURQUIE COLLABORE AVEC L'ITALIE POUR BAISSER LA TENSION. (*International Herald Tribune*, 9 décembre 1998), p.174.

" LES KURDES FONT PARTIE DU PEUPLE IRAKIEN ", DÉCLARE TAREQ AZIZ. (*Itar-Tass*, 8 décembre 1998), p.174.

ITALIE-TURQUIE (FOOTBALL): UN BUT PAR TOUT POUR OUBLIER L'AFFAIRE ÖCALAN. (*La Republica (Courrier International)*, 10-16 décembre 1998), p.174.

LES IRAKIENS REFUSENT L'INSPECTION " SURPRISE " DES NATIONS UNIES.

(*International Herald Tribune*, 10 décembre 1998), p.175.

LES ETATS UNIS VONT FAIRE PRESSION POUR RENVERSER SADDAM. (*International Herald Tribune*, 10 décembre 1998), p.175.

LA JOURNÉE DES DROITS DE L'HOMME: DES DROITS POUR NOTRE PEUPLE. (*Turkish Daily News*, 10 décembre 1998), p.176.

IRAK: TROIS SCÉNARIOS POUR RENVERSER SADDAM HUSSEIN. (*Courrier International*, 10-16 décembre 1998), p.177.

LE CHEF KURDE ÖCALAN TEMPÈRE SES PROPOS SUR SA DÉMISSION. (*CNN In Interactive*, 12 décembre 1998), p.179.

L'ALERTE MONTE LORSQU'UN 3ème ÉCRIVAIN IRANIEN A ÉTÉ TROUVÉ MORT. (*International Herald Tribune*, 14 décembre 1998), p.179.

L'IRAN DÉCLARE QUE SON INDUSTRIE DE MISSILES N'A PLUS BESOIN DE L'AIDE EXTÉRIEURE. (*International Herald Tribune*, 12-13 décembre 1998), p.180.

L'IRAN RÉFUTE LES PROPOS D'ÖCALAN SUR DES BASES DU PKK SUR SON TERRITOIRE. (*A.F.P.*, 14 décembre 1998), p.180.

DANSE AVEC LA CRISE. (*Turkish Daily News*, 14 décembre 1998), p.181.

ÖCALAN ACCUSE SES COMPAGNONS D'ARMES DES ATROCITÉS COMMISES PAR LE PKK. (*A.F.P.*, 13 décembre 1998), p.183.

ABDULLAH ÖCALAN: " L'EUROPE DOIT FAIRE PRESSION SUR ANKARA ". (*Le Figaro*, 14 décembre 1998), p.184.

UNE VAGUE D'ASSASSINATS TERRORISE LES INTELLECTUELS IRANIENS. (*Le Monde*, 15 décembre 1998), p.185.

WASHINGTON " SCEPTIQUE " SUR LE REVIREMENT D'ABDULLAH ÖCALAN. (*A.F.P.*, 14 décembre 1998), p.185.

LE LEADER DES REBELLES KURDES ÉPROUVE LE BESOIN DE SE RENDRE. (*AP*, 15 décembre 1998), p.186.

ÖCALAN SE DISSOCIE DES ATROCITÉS

DU PKK POUR SE POSER EN LEADER POLITIQUE. (A.F.P., 14 décembre 1998), p.186.

ABDULLAH ÖCALAN QUITTERA L'ITALIE SI AUCUNE SOLUTION N'EST TROUVÉE. (A.F.P., 15 décembre 1998), p.188.

" L'ADIEU AUX ARMES " D'ABDULLAH ÖCALAN, LE CHEF KURDE ACCABLE SES COMMANDANTS. (Libération, 15 décembre 1998), p.189.

L'ITALIE RELÂCHE ÖCALAN: LE LEADER KURDE POURRAIT ÊTRE JUGÉ DANS LA PÉNINSULE OU EXPULSÉ. (Libération, 17 décembre 1998), p.190.

IRAK: LES LIENS COMPLEXES ENTRE L'OPPOSITION ET WASHINGTON. (Le Monde, 15 décembre 1998), p.190.

OCALAN LIBRE, EXPULSION PLUS PROCHE. L'ALLEMAGNE RENONCE À L'EXTRADITION. (La Stampa, 17 décembre 1998), p.155. 191

D. MITTERRRAND C'EST UNE OCCASION HISTORIQUE POUR L'EUROPE D'AGIR. (La Stampa, 17 décembre 1998), p.192.

DES BOMBARDEMENTS MASSIFS POUR METTRE À GENOUX SADDAM HUSSEIN. (Le Monde, 18 décembre 1998), p.193.

EDITORIAL: UNE TRÈS MAUVAISE DÉCISION (BOMBARDEMENT DE L'IRAK). (Le Monde, 18 décembre 1998), p.194.

BILL CLINTON: " DANS QUATRE DOMAINES SUR CINQ, L'IRAK N'A PAS COOPÉRÉ ". (Le Monde, 18 décembre 1998), p.194.

SADDAM HUSSEIN APPELLE LA POPULATION À " RÉSISTER ". (Le Monde, 18 décembre 1998), p.194.

LA GUERRE À DISTANCE, STRATÉGIE PRIVILÉGIÉE. (Le Monde, 18 décembre 1998), p.194.

LA FRANCE S'OPPOSE À MOTS COUVERTS. EN PRIVÉE, LES DIPLOMATES POINTENT LES DANGERS DE L'ATTAQUE AMÉRICAINE. LONDRES SUIT WASHINGTON, COMME D'HABITUDE. (Libération, 18 décembre 1998), p.195.

SADDAM OU LA STRATÉGIE DE LA FORTERESSE ASSIÉGÉE. (Le Monde, 18 décembre 1998), p.196.

UN ROMANCIER TURC REJETTE AVEC MÉPRIS LES HONNEURS DE L'ÉTAT.

(International Herald Tribune, 17 décembre 1998), p.197.

NOUVEAU DÉFI AUX INSPECTEURS DES NATIONS UNIES. (International Herald Tribune, 17 décembre 1998), p.198.

LA COUR LIBÈRE LE LEADER KURDE. LA TURQUIE MENACE DE MENER DES REPRÉSAILLES CONTRE LE VERDICT ITALIEN. (International Herald Tribune, 17 décembre 1998), p.198.

DOMMAGES " SÉVÈRES " ALORS QUE LES ALLIÉS FRAPPENT ENCORE BAGDAD. (International Herald Tribune, 17 décembre 1998), p.199.

LA VIE CONTINUE AVEC LES ÉCOLES ET LES MARIAGES À BAGDAD. (International Herald Tribune, 18 décembre 1998), p.200.

UN MISSILE DESTINÉ À L'IRAK TOUCHE LA VILLE FRONTALIÈRE IRANIENNE. (International Herald Tribune, 18 décembre 1998), p.201.

CRITIQUE VOILÉE DES ARABES CONCERNANT LES RAIDS AMÉRICAINS. (International Herald Tribune, 18 décembre 1998), p.201.

COLÈRE TURQUE ALORS QUE LA COUR LIBÈRE LE LEADER KURDE. (Financial Times, 17 décembre 1998), p.202.

LES ZARAKOLU, VIGIES DE LA CONSCIENCE TURQUE. (Le Monde, 18 décembre 1998), p.203.

MOSCOU MULTIPLIE PROTESTATIONS ET AVERTISSEMENTS. EN IRAK, UNE SITUATION ALIMENTAIRE DE SURVIE. QUE VISENT LES ETATS-UNIS DANS LEUR NOUVELLE OFFENSIVE EN IRAK? (Le Monde, 19 décembre 1998), p.205.

RAIDS AMÉRICAINS : PARIS CHERCHE À DÉGAGER AVEC SES PARTENAIRES DES SOLUTIONS DURABLES À LA CRISE. LE MONDE ARABE " INDIGNÉ ", LES EUROPÉENS DIVISÉS. (Le Monde, 19 décembre 1998), p.206.

LA RUSSIE RAPPELE SES MINISTRES SE TROUVANT AUX ÉTATS UNIS ET EN GRANDE BRETAGNE. (International Herald Tribune, 19-20 décembre 1998), p.207.

LA 3ème ATTAQUE CIBLE LES SITES

MILITAIRES IRAKIENS. (International Herald Tribune, 19-20 décembre 1998), p.208.

LES IRAKIENS JOUENT LES BRAVES MAIS DONNENT PEU DE DÉTAILS SUR LES DOMMAGES CAUSÉS PAR LES RAIDS AÉRIENS. (International Herald Tribune, 19-20 décembre 1998), p.209.

LES LEADERS FRANÇAIS COMBATTENT AU MILIEU D'UN ÉTAT D'ESPRIT ANTI-AMÉRICAIN. (International Herald Tribune, 19-20 décembre 1998), p.210.

LES INSPECTEURS DES NATIONS NIENT SERVIR LES OBJECTIFS DE GUERRE DES ETATS UNIS. (International Herald Tribune, 19-20 décembre 1998), p.211.

LA CRISE DE DESTITUTION N'EMPÊCHE PAS DE BOMBARDER L'IRAK. (International Herald Tribune, 19-20 décembre 1998), p.211.

LE SANCTUAIRE DU KURDISTAN IRAKIEN. (Le Monde, 19 décembre 1998), p.212.

ÖCALAN, " PROCESSUS AUX 007 ". LE GOUVERNEMENT: LE CAS VA SE CONCLURE, LE CHEF KURDE SUR LE DÉPART. (Corriere della Sera, 21 décembre 1998), p.214.

APRÈS TROIS NUITS DE TERREUR, BAGDAD EST ENTRÉE EN RAMADAN. " IL VOULAIT NOUS HUMILIER UN PEU PLUS ". (Libération, 21 décembre 1998), p.215.

IRAK : FRAPPES MASSIVES, EFFICACITÉ LIMITÉE. (Libération, 21 décembre 1998), p.216.

RENARD DE DÉSERT, C'EST FINI. (Libération, 21 décembre 1998), p.216.

ABDULLAH ÖCALAN AURAIT RÉCEMMENT NÉGOCIÉ " UNE SOLUTION POLITIQUE " AVEC DES GÉNÉRAUX TURCS. LE DIRIGEANT SÉPARATISTE KURDE DE TURQUIE S'ATTEND À ÊTRE EXPULSÉ D'ITALIE. (Le Monde, 20-21 décembre 1998), p.217.

WASHINGTON ET LONDRES MAINTIENNENT UNE LOGIQUE DE GUERRE CONTRE L'IRAK. (Le Monde, 22 décembre 1998), p.218.

IRAK: QUELQU'UN AURAIT-IL UNE RECETTE POST SADDAM? (International Herald Tribune, 22 décembre 1998), p.219.

LES ETATS-UNIS, LA GRANDE BRETAGNE ET L'IRAK FONT L'ÉTAT DES DÉGÂTS. (*International Herald Tribune*, 22 décembre 1998), p.219.

LA FRANCE PROPOSE UN NOUVEAU SYSTÈME POUR CONTRÔLER L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 24-25 décembre 1998), p.220.

SELON LES RESPONSABLES AMÉRICAINS SADDAM REPRÉSENTE UNE RÉELLE MENACE POUR LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 23 décembre 1998), p.221.

L'INTERVIEW D'ÖCALAN À LA "VOIX D'AMÉRIQUE" A ÉTÉ INTERDITE SUR LES ONDES. (*Turkish Daily News*, 25 décembre 1998), p.222.

L'ITALIE À LA RECHERCHE D'UN PAYS D'ACCUEIL POUR ÖCALAN. (*A.F.P.*, 24 décembre 1998), p.223.

LES DEUX RIVAUX KURDES D'IRAK, DOIVENT SE RENCONTRER POUR PROMOUVOIR UN ACCORD DE PAIX. (*A.P.*, 26 décembre 1998), p.224.

KURDES : EN TAULE POUR UN POSTER. (*Charlie Hebdo*, 23 décembre 1998), p.224.

ÊTRE POLITIQUEMENT INDEPENDANT EN TURQUIE POUR FORMER UN GOUVERNEMENT. (*International Herald Tribune*, 24 décembre 1998), p.224.

" RENARD DU DÉSERT " AFFAIBLIT L'OPPOSITION IRAKIENNE. DÉJÀ DÉCONSIDÉRÉE, ELLE PASSE POUR LE " PARTI DE L'ÉTRANGER ". (*Libération*, 24 décembre 1998), p.225.

L'IRAK DÉFIE LE DISPOSITIF AMÉRICANO-BRITANNIQUE DES ZONES D'EXCLUSION AÉRIENNE. (*Le Monde*, 30 décembre 1998), p.226.

ÖCALAN, L'HÔTE GÊNANT DE L'EUROPE. DES ALLEMANDS FRILEUX. (*France-Arménie*, décembre 1998), p.227.

TURQUIE : LE PARTI POPULAIRE DÉMOCRATIQUE KURDE RASSEMBLE 20.000 DE SES SYMPATHISANTS DANS LE CENTRE D'ANKARA. (*Al Hayat*, 2 novembre 1998), p.228.

PRESSE TURQUE : DEUX NOUVEAUX CAMPS D'ENTRAÎNEMENT POUR LE PKK EN IRAK. (*Al Hayat*, 2 novembre 1998), p.228.

1684 MILITANTS DU PKK TUÉS DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE. (*Al Hayat*, 5 novembre 1998), p.228.

BARZANI FAIT SAVOIR À ANKARA SON ACCORD AVEC TALABANI ET RENCONTRE ECEVIT ET DES HAUTS RESPONSABLES DE L'ARMÉE ET DU SERVICE DES RENSEIGNEMENTS. (*Al Hayat*, 5 novembre 1998), p.228.

LE PARTI DÉMOCRATIQUE DU KURDISTAN " LA TURQUIE EST PLUS RECEPTIVE À L'IDÉE DU FÉDÉRALISME POUR RÉSOUDRE LA QUESTION KURDE EN IRAK ". (*Al Hayat*, 8 novembre 1998), p.229.

BARZANI ET TALABANI DISCUTENT À ANKARA LES MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ACCORD DE WASHINGTON. DES TROUPES TURQUES APPUYÉES PAR LES AVIONS PÉNÈTRENT DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Al Hayat*, 9 novembre 1998), p.229.

TÉHÉRAN CRITIQUE LES AFFIRMATIONS D'ANKARA AU SUJET DE L'UTILISATION PAR LE PKK DE SON TERRITOIRE. (*Al Hayat*, 10 novembre 1998), p.230.

FIN DE LA VISITE DE TALABANI À ANKARA. APRÈS AVOIR NORMALISÉ LEURS RELATIONS. TALABANI SOUHAITE UN RÈGLEMENT PACIFIQUE DU PROBLÈME ENTRE BAGDAD ET WASHINGTON. (*Al Hayat*, 12 novembre 1998), p.230.

UN RESPONSABLE SYRIEN DÉCLARE À AL HAYAT : NOUS NE LIVRERONS PAS DES PRISONNIERS DU PKK À LA TURQUIE. (*Al Hayat*, 13 novembre 1998), p.230.

TURQUIE ET SYRIE : UN CONFLIT QUI N'A PAS DE SENS. (*Al Hayat*, 15 novembre 1998), p.231.

ITALIE : GRAVES DIVERGENCES AU SEIN DE LA COALITION GOUVERNEMENTALE AU SUJET D'ÖCALAN. (*Al Hayat*, 15 novembre 1998), p.231.

SUICIDES ET GRÈVES DE LA FAIM DES PARTOUT DANS LE MONDE. ROME : DALEMA REFUSE " LE CHANTAGE ". (*Al Hayat*, 18 novembre 1998), p.232.

LA QUATRIÈME RENCONTRE ENTRE TALABANI ET KHADDAM PORTE SUR

LES VISIONS AMÉRICAINES SUR L'AVENIR DE L'IRAK. (*Al Hayat*, 18 novembre 1998), p.232.

YILMAZ REFUSE DE RENCONTRER DALEMA À ISTANBUL: " QU'IL VIENNE À ANKARA ". LA TURQUIE ARRÊTE 700 SYMPATHISANTS D'ÖCALAN. GRAND RASSEMBLEMENT DES KURDES À ROME. (*Al Hayat*, 20 novembre 1998), p.232.

LA MÉMOIRE DU VINGTIÈME SIÈCLE : 20 NOVEMBRE 1945. LES KURDES SONT INDÉPENDANTS ET LIBRES DANS LA RÉPUBLIQUE DE MAHABAD. (*Al Hayat*, 20 novembre 1998), p.233.

DANS UNE INTERVIEW À " AL HAYAT " : TALABANI : " NOUS NOUS SOMMES ENGAGÉS ENVERS LA TURQUIE QUE NOUS DÉFENDRONS NOS FRONTIÈRES FACE AU PARTI D'ÖCALAN. WASHINGTON N'A PAS DE PLAN POUR CHANGER LE RÉGIME IRAKIEN. (*Al Hayat*, 20 novembre 1998), p.234.

WASHINGTON CONSEILLE À ROME DE COLLABORER AVEC ANKARA. ÖCALAN REVÈLE LES PERIPÉTIES DE SON VOYAGE A MOSCOU. (*Al Hayat*, 25 novembre 1998), p.35.

LE MINISTRE ITALIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES S'OPPOSE À L'OCTROI DE L'ASILE POLITIQUE À ÖCALAN. SCHRÖDER SOUTIENT L'ITALIE FACE AU BRAS DE FER TURC. (*Al Hayat*, 2 novembre 1998), p.235.

AFFAIRE ÖCALAN : LA GAUCHE ITALIENNE FAIT MARCHÉ ARRIÈRE SUR L'OCTROI DE L'ASILE POLITIQUE ET ENVISAGE DE LE RENVOYER À MOSCOU. BERLUSCONI À " AL HAYAT " : ÖCALAN EST UN DANGER POUR L'ITALIE ET L'EUROPE; (*Al Hayat*, 30 novembre 1998), p.236.

TALABANI À " AL HAYAT " : LE CONGRÈS NATIONAL N'EST PLUS VALABLE ET L'OPPOSITION CHERCHE UNE NOUVELLE FORMULE. (*Al Hayat*, 30 novembre 1998), p.236.

ROME CHERCHE UN TRIBUNAL POUR LUI PRÉSENTER ÖCALAN. MOSCOU REFUSE DE RÉCUPÉRER ÖCALAN. (*Al Hayat*, 1 décembre 1998), p.237.

DINI : ÖCALAN S'ÉTAIT RENDU À MOSCOU SUR UNE INVITATION DE

JIRINOVSKI. (*Al Hayat*, 11 décembre 1998), p.237.

HAYAT " : MON PEUPLE ET MOI SOMMES INNOCENTS ET NOUS ATTENDONS LE " DE GAULLE " TURC. (*Al Hayat*, 14 décembre 1998), p.238.

TEHERAN A REFUSÉ UNE PROPOSITION DE WASHINGTON DE COLLABORER AFIN DE RENVERSER SADDAM. (*Al Hayat*, 21 décembre 1998), p.239.

ÖCALAN : DANS UNE INTERVIEW À " AL

U.S. Weighs Response To Iraq on Inspections

By ROBERT S. GREENBERGER
And THOMAS E. RICKS
Staff Reporters

WASHINGTON — Saddam Hussein's weekend decision to shut down United Nations weapons monitoring operations poses a big test of the Clinton administration's policy of trying to contain the Iraqi dictator without a major military confrontation.

Mr. Clinton's top national security advisers met over the weekend to discuss the latest crisis, including possible military actions, as the U.N. Security Council issued a strongly worded statement condemning what it called Iraq's "flagrant violation" of U.N. resolutions. U.N. Secretary General Kofi Annan's special envoy to Iraq, Prakash Shah, who had been in Baghdad late last week, was expected to return there to seek an explanation of Iraq's latest moves, an official at the U.N. said.

On Sunday, a defiant Baghdad dismissed the U.N. condemnation, saying it wouldn't reverse its decision until U.N. economic sanctions are lifted.

On Saturday, Iraq said it would end all cooperation with the U.N.'s weapons inspectors, although it didn't threaten to expel monitors as it had almost exactly a year ago. Iraq said it would permit inspectors from the International Atomic Energy Agency to remain.

Earlier this year, the U.S. threatened to go to war to protect the rights of the international inspectors. But that policy was abandoned when Washington realized it had neither sufficient domestic nor international support for military strikes. Now, the top U.S. priority is ensuring that U.N. sanctions remain in place — and punishing Saddam Hussein with measured U.S. force when he steps out of line.

Given elections in the U.S. Tuesday, the timing is somewhat awkward for the Clinton administration. With Mr. Clinton weakened by political scandal and facing impeachment hearings, the White House doesn't want to look like it's rattling the saber to distract attention. At the same time, while last week's White House Mideast peace signing ceremony showcased Mr. Clinton as statesman, Iraq is more a story of U.S. indecisiveness. A crisis earlier this year was resolved only after Mr. Annan went to Baghdad to negotiate. And two years ago, Washington did nothing to protect U.S.-backed opposition forces in northern Iraq when Saddam Hussein's troops rolled over them.

Several military options were being considered in meetings of U.S. officials, but the Pentagon's preference is that the U.S., having received some sort of backing

from the U.N., tells Iraq to permit inspection of a given facility, and then, after Iraq refuses, destroys the facility. "We can ask very politely to inspect a site," said one U.S. defense official involved in Iraq policy. "And if they say no, it can disappear 20 minutes later."

In any event, the Pentagon wants to avoid a repeat of the recent confrontation with Serb leader Slobodan Milosevic in which he was given several deadlines, only to have them postponed. With Iraq, the U.S. most likely will seek to get as much UN support as possible, then issue one warning, and then act. "We won't give countless deadlines," a Pentagon official said.



Bill Clinton

For diplomatic and domestic political reasons, it would be easier to use unmanned cruise missiles. However, each of those missiles only carries a 450-kilogram warhead. A bomber such as the B-2, by contrast, can carry a dozen 900-kilogram bombs. Also, the Air Force, which has been quietly alarmed at seeing the cruise missile become the weapon of choice in the gunboat diplomacy military actions of the 1990s, is expected to lobby for the use of manned aircraft.

Meanwhile, winning U.N. support for a U.S. military strike won't be easy. Beneath its public condemnation, the U.N. Security Council remains divided over how to deal with Iraq. During debates last week, France, Russia and China, three permanent members of the council who are somewhat supportive of Baghdad, said that the sanctions could be removed once weapons inspectors determine that Iraq's weapons of mass destruction have been discovered and destroyed.

The U.S. and Britain, the other two permanent members, say that Iraq must meet additional tests, including an accounting of all prisoners of war from Iraq's 1990 invasion of Kuwait and restitution for the war's destruction.

Imperial Chemical Industries

Imperial Chemical Industries PLC completed a joint venture agreement with South Korea's Dongsung Chemical Co., a supplier of adhesives and polyurethanes to the global footwear industry. Under terms of the deal, first unveiled Aug. 27, ICI's National Starch & Chemical Co. subsidiary will buy a 70% interest in Dongsung's footwear adhesive business for \$57.8 million. In addition, ICI Polyurethanes has entered an alliance with Dongsung's shoe system division. Dongsung has annual footwear adhesive sales of about \$85 million. (Dow Jones)

Iran Leader Bars Thaw In U.S. Ties

Agence France-Presse

TEHRAN — Iran's supreme leader, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, on Tuesday ruled out any possibility of a normalization of relations with the United States.

The government also announced that it was recalling its ambassador from the Czech Republic over the launch of broadcasts in Persian by the Prague-based Radio Free Europe/Radio Liberty.

Tehran has decided "to downgrade its political and economic relations with the Czech Republic to protest against the launch" Friday of the U.S.-funded broadcasts, the Foreign Ministry spokesman, Mahmud Mohammadi, told Iranian radio and television.

"Iran has recalled its ambassador from Prague and no new economic contract will be signed with the Czech Republic," Mr. Mohammadi said.

"The severing of relations between Iran and the United States has been to the 100 percent benefit of the Iranian people," Ayatollah Khamenei said in a speech marking the 19th anniversary of the hostage-taking at the U.S. Embassy here.

Washington only "wants to recover the position they had in Iran before the revolution," he told thousands of students gathered on the eve of the Nov. 4 anniversary.

"Our importance around the world and in the eyes of other peoples is based on our standing up to the United States," Ayatollah Khamenei said.

He criticized "foreign media and certain circles" within Iran who "seek to insinuate that a resumption of relations with Washington can solve the economic problems Iran is facing."

"Iran does not need the United States to overcome its economic crisis," the Iranian leader said.

The "rehabilitation and reform" necessary to tackle Iran's economic problems "requires the will and determination of the Iranian people and not relations with the United States."

Alongside the Persian-language service, a U.S.-funded Radio Free Iraq also started broadcasting on Friday. Baghdad, too, warned Prague that the broadcasts could damage relations.



Saddam Hussein

THE WALL STREET JOURNAL EUROPE MONDAY, NOVEMBER 2, 1998

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, NOVEMBER 4, 1998

Defector Says Iraq Hides an Arsenal Of Terror Weapons

Reuters

LONDON — President Saddam Hussein of Iraq has an arsenal of chemical and biological weapons so well hidden that even his foreign minister is unaware of them, an Iraqi defector was quoted Tuesday as having said.

Abbas Janabi, who was identified as the private secretary to Mr. Saddam's son Uday for 15 years, in an interview with The Guardian newspaper in London mocked Tariq Aziz, the deputy prime minister and a frequent international spokesman for the Iraqi government.

"Even Tariq Aziz doesn't know where the weapons are," Mr. Janabi was quoted as saying. "He thinks they are finished. He is important outside Iraq, but he is nothing in his own country."

The Guardian said diplomats regarded Mr. Janabi, who fled Iraq in February and who is now living in an undisclosed place, as one of the

best-informed Iraqis to have defected to the West in recent years.

Mr. Janabi, 50, minimized the United Nations sanctions imposed on Iraq to punish it for its invasion of Kuwait in 1990.

"The regime can import anything it wants — luxury goods and cars — but the people are suffering," he said. "The regime distributes food and medicine to people who are loyal, and even if they hand out some of it more widely, that is only for propaganda reasons."

Mr. Janabi described Mr. Saddam, whom he said he last saw in January, as tired and isolated.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, NOVEMBER 4, 1998

Khatami to Visit Paris

PARIS — President Mohammad Khatami of Iran plans to visit France in February in his first visit to a European country since he was elected in 1997, the newspaper Le Monde reported Monday.

The paper said it was told of Mr. Khatami's plans by Iran's new ambassador to France, Ali Reza Moayeri.

Le Monde said Mr. Khatami had been invited to several European countries but wanted to visit France first because of its position in the European Union. France has called for bridges to be opened to Tehran to reinforce the relatively reformist Mr. Khatami's position. (Reuters)

2 Islamist Attacks Foiled, Turkey Says

ISTANBUL — Turkey said Monday it had detained 23 militant Islamists who planned to crash an aircraft packed with explosives onto the mausoleum of Mustafa Kemal Ataturk, founder of the secular state, during national celebrations.

The Istanbul governor, Erol Cakir, said the suicide attack in Ankara had been planned to co-

incide with festivities last Thursday marking the 75th anniversary of the republic. A second operation, to seize a major Istanbul mosque and "fight to the death," had been planned for the next day.

Police displayed sticks of dynamite, rifles, revolvers, ammunition and Islamic green flags at Mr. Cakir's news conference. (Reuters)

Compétences renforcées pour la Cour européenne des droits de l'homme

La juridiction réformée se veut plus efficace

STRASBOURG
(Conseil de l'Europe)

de notre correspondant

Après quarante ans d'existence, la Cour européenne des droits de l'homme change son mode de fonctionnement. Décidée par les chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil de l'Europe, en octobre 1993 à Vienne, la réforme entre en vigueur mardi 3 novembre.

Tout ressortissant d'un des quarante pays membres du Conseil de l'Europe peut saisir la juridiction de Strasbourg de ce qu'il estime être une violation de la Convention européenne des droits de l'homme, une fois les procédures épuisées dans son pays. Jusqu'à présent, les dossiers déclarés recevables faisaient ensuite l'objet soit d'un arrangement à l'amiable, soit d'un arrêt de la Cour, qui se réu-

nissait en sessions régulières. Il existait néanmoins une anomalie de taille : le comité des ministres du Conseil de l'Europe pouvait lui aussi prendre une décision, en fonction de la sensibilité du dossier.

Désormais, la nouvelle Cour est unique et permanente et prend à sa charge toutes les compétences de la défunte commission, les gouvernements membres étant seulement tenus, pour leur part, de veiller à l'exécution des arrêts. Quatre chambres, de sept juges chacune, traiteront les dossiers pour rendre des arrêts qui ne seront définitifs qu'au terme de trois mois. Entre-temps, une des parties peut demander que l'affaire soit déferée devant la « Grande Chambre » (dix-sept juges) pour être rejugée. Le recours n'est pas

automatiquement accepté mais il est significatif de la volonté des Etats membres de se ménager une porte de sortie.

Hans-Christian Krüger, secrétaire général adjoint du Conseil de l'Europe, nourrit l'espoir que cette possibilité d'appel ne soit utilisée, qu'« à titre exceptionnel ». Le professeur de droit suisse Luzius Wildhaber, président de la nouvelle Cour, renchérit : « Si beaucoup d'affaires devaient arriver à la Grande Chambre, ce serait grave pour tout le système. » D'autant que l'un des principaux objectifs de la réforme est de raccourcir les délais de procédure ; 5 000 requêtes sont actuellement en attente, et il faut attendre environ six ans pour obtenir un verdict. La réforme, qui simplifie les mécanismes et rétribue désormais les quarante juges à plein temps, devrait permettre, assure M. Wildhaber « de ramener à deux ans, deux ans et demi, le temps nécessaire au traitement d'une requête ».

LONGUEUR DES PROCÉDURES

La longueur des procédures n'est pas le seul facteur affectant la crédibilité de la juridiction strasbourgeoise. Ses arrêts donnent parfois lieu à de sérieuses interrogations. Certains ont entraîné des modifications des législations nationales. Par exemple, après avoir

été plusieurs fois mise en cause par la Cour, la France a dû modifier sa législation sur les écoutes téléphoniques. Trente-sept règlements amiables ont également pu être obtenus dans des affaires concernant des hémophiles transfusés avec du sang contaminé par le virus VIH. L'action de la Cour a permis aussi de mettre fin à la législation qui, en Irlande du Nord, assimilait à des crimes les actes homosexuels entre adultes consentants. Toujours en Ulster, elle a servi à interdire un certain nombre de techniques d'interrogatoire.

Le critère essentiel de la crédibilité de la Cour est aussi que ses arrêts soient effectivement appliqués. Notamment dans l'affaire en cours d'une Chypriote grecque, Titianna Loizidou, qui a obtenu, il y a trois mois, l'obligation pour la Turquie de verser 5,2 millions de francs parce que l'occupation du nord de l'île par les forces d'Ankara l'empêchait de jouir de sa propriété de Kyrenia, sise du côté occupé par l'armée turque. On voit mal comment l'Etat turc pourrait y consentir sans s'exposer à une avalanche de requêtes comparables (les estimations de Strasbourg portent sur 20 000 cas).

Marcel Scotto

Ankara summit of Iraqi Kurdish leaders called off

- To arrive in Ankara on Tuesday to have bilateral talks with Turkish officials, KDP leader Barzani will not compromise on terms such as 'Kurdistan,' 'federalism' and 'Iraqi Kurdistan,' KDP official says

Ankara - Turkish Daily News

SAADETORUC

2 November, 1998, Copyright ©

The summit between the rival Iraqi Kurdish factions Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP) that was planned in September as part of the Washington accords seems to have been called off as a result of Turkey's reservations.

Massoud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), who has been waiting weeks to receive a signal to come to the Turkish capital, will be welcomed in Ankara on Tuesday. However, no schedule was made for the arrival of PUK leader Jalal Talabani.

"A meeting between Barzani and Talabani was planned for early November. Barzani had some engagements in Europe. He decided to prolong his visit. What we understand from Turkish officials is that the talks in Ankara cannot be held due to logistical reasons. Our leader cannot wait any longer in Europe. Barzani will come to Ankara on Tuesday evening and will leave for Kurdistan on the weekend," a KDP official told the Turkish Daily News on Sunday.

PUK sources say that Jalal Talabani is expected to come to Ankara, but a specific time has yet to be scheduled. Talabani and Barzani have met before in Washington and London.

The Washington Agreement signed between the two Iraqi Kurdish groups under the auspices of the United States at the level of the Secretary of State was defined as "a diplomatic gaffe" by Prime Minister Mesut Yilmaz in a TV interview with ATV's anchorman Ali Kirca.

Terminology

"Turkey has sensitivities on terminology. We will not compromise on terms like 'Kurdistan,' 'Iraqi Kurdistan,' 'autonomy' and 'federalism.' We have been struggling for this for 52 years, and these terms are present in the Iraqi constitution," said a well-informed KDP official in remarks to the TDN on Sunday.

Barzani will be received by Deputy Prime Minister Bulent Ecevit, Foreign Minister Ismail Cem and military officials in Ankara, he added.

"We can describe our policies. But we have a party program, and we cannot compromise on our rights," said the official.

"We can discuss this with the government in Baghdad, but not with Ankara. The rights of Iraqi Kurds should be decided by the people of Iraq and Iraqi Kurdistan," he continued.

He listed the KDP position, which gained strength following Barzani's contacts in the United States and Europe, as follows:

- The future of the Iraqi Kurds should be determined by the Iraqi people and the Iraqi Kurds;
- The idea of federation within Iraq is the best solution for us;

- The idea of democratization should be encouraged by our neighbors;
- The rights to be given to Iraqi Kurds is a matter of discussion between the Iraqi Kurds and the government in Iraq, but not with Ankara.

"Our policy is very clear. We don't have a hidden agenda. It is in front of the public. We have supporters in our region," he said.

PKK

When asked about Turkey's concerns on the presence of the PKK in Northern Iraq and about the reports of PKK camps in Iraq, the official said that the PKK has been a matter addressed at every point.

"We paid the price for this; 400 of our villages were affected by this. We will not tolerate the threat of the PKK. They should leave the region; we will not have a quarrel with them then," he said, adding that security cooperation with Turkey will continue as long as the PKK stays in Northern Iraq.

"But, the PKK is marginalized now. They are in the region in the form of small groups of five or 10 members. If there is no PKK threat, there will not be a need for security cooperation with Turkey," he said.

The official continued that he had no information on the presence of new PKK camps in Iraq. Now, it is becoming obvious that the security cooperation between the KDP and Turkey and Turkey's operations in Northern Iraq against the PKK will face with an Iraqi Kurdish objection.

Turkey, Iraqi Kurds at crossroads

The clear message given by the Iraqi Kurdish official shows that Turkey and the Iraqi Kurds are at a crossroad.

It is for the first time that Iraqi Kurds, with the support of the United States and Europe, are using such specific rhetoric to counter Turkish arguments on the region.

Meanwhile, Western diplomats in Ankara criticized Turkish officials on their stance against the new deal signed in Washington.

"Turkey is irked by its exclusion from the Washington talks. We were also excluded. This was the right thing. The decision on the region should be made by the people of the Iraq," they say.

« Si tout le monde pouvait partir, il n'y aurait plus personne ici depuis longtemps »

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Soir de remise des diplômes au stade El Kashafa de Bagdad. Les étudiants méritants y défilent sur

REPORTAGE

A Bagdad, les crises ne font que confirmer une intuition : pas d'avenir en Irak

un air martial. On y conspue les Etats-Unis. On y célèbre le pré-

sident Saddam Hussein, dont le portrait en pied surgit brusquement de derrière l'estrade occupée par les professeurs : il est hissé par une grue, au plus fort de la soirée ! L'Irak de demain est là, mais il a la tête ailleurs.

« Si tout le monde pouvait partir, il n'y aurait plus personne ici depuis longtemps », soupire un habitant du quartier de Karada, en plein centre-ville. A Bagdad, les crises et les bras de fer engagés avec la commission spéciale des Nations unies chargée du désarmement (Unscm) ne font que confirmer

une intuition : pas d'avenir en Irak. En dépit du prix élevé de la taxe de sortie (400 000 dinars, cent fois un salaire mensuel de petit fonctionnaire) et des incertitudes d'une vie à l'étranger, les candidats au départ sont toujours plus nombreux.

A partir de 1991, ce furent tout d'abord les plus aisés, ceux qui avaient l'habitude d'envoyer leurs enfants à l'étranger pour leurs études. Puis sont partis les meilleurs cadres, jusqu'alors rétribués généreusement par le pouvoir, dans un pays où il fallait 3 dollars pour obtenir un dinar, alors que le

plus petit billet vert coûte aujourd'hui, selon les cours, entre 1 500 et 1 800 dinars. Depuis quelques mois, les autorités semblent même accompagner un mouvement qui procure à la fois des recettes fiscales non négligeables et la promesse d'envoi de devises pour les membres de la famille restés au pays. « Au début, lorsque mes frères m'ont fait parvenir de l'argent, cela a été une bonne surprise, mais maintenant je ne pourrais plus du tout faire sans, et pourtant, je sais qu'ils ne roulent pas sur l'or », avoue Farman Hirmiz.

« Cela dure, cela dure, tempête soeur Marie-Antonia, une dominicaine irakienne, et rien ne se passe. Quand le secrétaire général de l'ONU est venu, en février, cela devait devenir parfait, mais c'est toujours le dollar qui dicte sa loi. » « J'ai beau chercher, je ne vois pas ce qui ferait que le Conseil de sécurité, c'est-à-dire les Etats-Unis, changerait d'avis. Ils veulent que l'Irak reste comme il est aujourd'hui, alors pourquoi cela changerait ? », interroge Khalil Brahim Ali, qui enseigne à l'université de Bagdad.

INFRASTRUCTURES EN MIETTES

« Un jour, une femme est venue nous donner des vêtements, raconte une autre religieuse. Elle était accompagnée de sa fille. Je lui ai demandé si elles s'apprêtaient à quitter l'Irak, mais elle n'a pas voulu me répondre. Dire que l'on part, c'est admettre que l'on a de l'argent en li-

quide sur soi : tout ce que l'on a pu vendre avant le départ. C'est donc prendre le risque du vol, dans le meilleur des cas. » L'espoir en Irak est parcimonieux. Depuis la lente mise en route de la résolution « pétrole contre nourriture », adoptée en 1995 et acceptée par Bagdad un an plus tard, la progression de la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans semble pourtant avoir été enrayée. La petite dizaine de milliards de dollars de pétrole irakien autorisé à la vente sous contrôle, au cours des deux dernières années, a permis de rétablir certaines situations parmi les plus dramatiques. Pourtant, « l'Irak présente aujourd'hui la plupart des caractéristiques d'un pays de l'Afrique sub-saharienne », juge-t-on à l'Unicef.

En matière de rations alimentaires et de médicaments, au moins pour ce qui relève des mala-

dies les plus élémentaires, le très léger « mieux » est confirmé par différents observateurs, « mais attention, on reste tout de même dans le domaine de la survie ! », modère un diplomate. En revanche, l'infrastructure du pays continue de partir en miettes. L'électricité, l'eau, le téléphone, plus rien ne marche vraiment à Bagdad. L'été, torride, a tué parmi les plus faibles, enfants et vieillards, et à quoi bon la ration alimentaire et les médicaments, quand les égouts polluent le système d'adduction en eau potable...

Le rafistolage de réseaux déjà ratapés, vaille que vaille, après les bombardements massifs de 1991, se heurte souvent aux avis du comité des sanctions chargé d'évaluer, ou non, les contrats envisagés par l'Irak. « Maintenant, on voit de plus en plus clairement quand ça coïncide », assure un observateur,

convaincu d'un changement de stratégie de la part des Etats-Unis, soutenus par la Grande-Bretagne : « Au lieu d'envoyer des porte-avions dans le Golfe, on se contente plus discrètement de bloquer au niveau du comité. »

Jour de marché à Bab Charqi, au cœur de Bagdad. On y vend en pièces détachées l'Irak d'hier, celui d'avant l'embargo. Vêtements, livres, meubles, tout est bon qui procure un peu d'argent. « Pendant les belles années, on ne regardait pas à la dépense, confiait un fonctionnaire, Oudaï, on avait tous chez soi plusieurs postes de télévision, plusieurs réfrigérateurs, plusieurs voitures. Alors, lorsque l'embargo est venu, on a pu tenir en vendant tout cela petit à petit ». Tenir hier, peut-être partir aujourd'hui.

Gilles Paris

Ankara attend de Moscou le respect de ses engagements sur Ocalan

Mer 04 Nov 98 - 16h10 GMT

ANKARA, 4 nov (AFP) - Le Premier ministre turc Mesut Yilmaz s'est déclaré confiant mercredi que le gouvernement russe remplirait son engagement de ne pas accorder refuge au chef rebelle kurde de Turquie Abdullah Ocalan, après un vote de la Douma réclamant pour lui l'asile politique.

"Je suis confiant que le gouvernement russe remplira son engagement", a dit M. Yilmaz. "Notre interlocuteur est le gouvernement russe. Il nous a donné des assurances écrites" selon lesquelles il n'accordera pas refuge au chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), a-t-il ajouté.

La chambre basse du parlement russe a adopté mercredi une résolution demandant au président Boris Eltsine d'accepter la demande d'asile politique d'Abdullah Ocalan, alias "Apo", formulée dans une lettre adressée à la Douma.

"Je demande officiellement l'asile politique à la Fédération de Russie. J'ai toujours voulu et je veux toujours venir à Moscou", écrit Ocalan dans cette lettre datée du 30 octobre, qui ne mentionne pas son lieu de résidence.

Le président Suleyman Demirel a pour sa part réagi en appelant la Russie à ne pas "protéger" le chef du PKK. "La Russie a plus à perdre qu'à gagner en protégeant cet individu", a dit M. Demirel.

Ankara a demandé le 27 octobre à Moscou l'extradition d'Apo, affirmant qu'il se trouvait en Russie après avoir été chassé par les autorités syriennes en octobre. Damas avait ainsi cédé à la pression d'Ankara qui avait menacé la Syrie d'actions militaires si elle continuait à abriter Ocalan.

Moscou avait affirmé n'avoir aucune information sur la présence d'Ocalan en Russie, tout en indiquant "vérifier soigneusement l'information".

Les services de renseignement plus riches que 2 ministères réunis

ANKARA, 3 nov (AFP) - Les services de renseignement turcs (MIT) ont droit dans le projet de budget 1999 à une part supérieure à celle des ministères de l'Energie et de l'Industrie et du commerce réunis, a indiqué mardi le journal Milliyet.

Le MIT sera doté de près de 280 millions de dollars, soit une hausse de 61% par rapport au budget 1998, où il avait reçu 171 millions de dollars, selon Milliyet. Cette somme est également supérieure à celles allouées au ministère des Transports, ou à celui des Forêts.

Le ministre des Finances Zekeriya Temizel avait annoncé le 18 octobre que le budget total de la Turquie pour 1999 s'élèverait à 23,57 mille milliards de livres turques (84,18 milliards de dollars).

La part du lion dans ce budget revient au ministère de la Défense qui dépasse, pour la première fois depuis plusieurs années, la barre des 10% avec 10,6% du total, soit 8,95 milliards de dollars. L'éducation arrive en deuxième position avec 7,55 milliards de dollars.

Le projet de budget doit être voté au parlement dans les prochaines semaines.

Le MIT a été récemment au centre d'une polémique après l'arrestation le 17 août à Nice (sud de la France) par la police française d'Alaattin Cakici, le chef mafieux le plus recherché de Turquie, dont Ankara a demandé l'extradition.

Ancien militant ultra-nationaliste en cavale pendant douze ans, Cakici a affirmé être en relation avec le MIT et bénéficiaire de hautes protections politiques. Les services de renseignements turcs avaient immédiatement démenti avoir eu des liens avec lui.

Plus de 1.680 rebelles du PKK tués par l'armée depuis janvier, selon Ankara

ANKARA, 3 nov (AFP) - L'armée turque a tué 1.684 rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) lors d'opérations menées depuis le début de l'année dans l'Est et le Sud-Est anatoliens, selon un bilan donné mardi par l'agence Anatolie.

Deux cent quatre-vingts membres des forces de sécurité ont été tués dans les combats, précise l'agence.

Vingt-sept maquisards ont été blessés lors d'accrochages avec les forces de l'ordre et 111 autres rebelles se sont rendus, selon ce bilan.

Le PKK a déclenché en 1984 une rébellion armée pour créer un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est anatolien. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts.

L'armée turque mène depuis dimanche une opération d'envergure dans la province de Tunceli (est), soutenue par des hélicoptères, et dix rebelles du PKK ont été tués, selon un bilan communiqué lundi.

L'opération a été déclenchée après qu'un véhicule blindée de l'armée eut sauté à Tunceli sur une mine, vraisemblablement posée par le PKK, faisant quatre blessés dont un officier.

Le PKK a annoncé une trêve unilatérale et inconditionnelle à compter du 1er septembre, immédiatement rejetée par les autorités turques.

Le PKK avait décrété à deux reprises par le passé un cessez-le-feu unilatéral qui a duré quelques mois, en mars 1993 et décembre 1995. Ils n'avaient pas non plus été reconnus par les forces de l'ordre turques.

L'Arménie n'accordera pas refuge au chef kurde Abdullah Ocalan

EREVAN, 3 nov (AFP) - L'Arménie n'accordera pas refuge au chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) Abdullah Ocalan, a assuré mardi le porte-parole du président arménien, Vagué Gabrielian.

"Le leader des kurdes Abdullah Ocalan ne se trouve pas sur le territoire de l'Arménie et il ne s'y est jamais trouvé. L'Arménie n'a pas l'intention de lui accorder refuge", a indiqué M. Gabrielian lors d'une conférence de presse.

Ankara avait récemment demandé au chef de la diplomatie russe Igor Ivanov d'expliquer aux autorités arméniennes que toute tentative de Erevan de donner refuge à Ocalan aurait de "très graves conséquences", selon la presse turque.

"L'Arménie n'a reçu aucune menace de personne", a cependant assuré le porte-parole du président arménien.

L'Arménie est la seule ex-république soviétique avec laquelle la Turquie n'entretient pas de relations diplomatiques directes, bien que les deux pays soient voisins.

Massoud Barzani tente de rassurer Ankara après l'accord avec son rival

ANKARA, 4 nov (AFP) - Le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Massoud Barzani, a tenté mercredi à Ankara de rassurer la Turquie après la signature d'un accord avec son rival kurde dans le nord de l'Irak, Jalal Talabani, en septembre à Washington.

"L'accord de Washington est la poursuite du processus d'Ankara. J'ai tenté de dissiper les inquiétudes des dirigeants turcs sur cet accord", a dit M. Barzani après avoir rencontré le Premier ministre, Mesut Yilmaz.

Le processus d'Ankara avait été lancé en 1996 par la Turquie, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne pour rétablir la paix entre le PDK et l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Talabani.

M. Yilmaz a qualifié de "gaffe diplomatique" l'exclusion de la Turquie de l'accord de Washington. "La Turquie est le pays le plus sensible aux développements de la situation dans le nord de l'Irak. Elle s'opposera à toute tentative de changer unilatéralement la situation" dans cette région, a-t-il dit.

MM. Barzani et Talabani avaient accepté le 17 septembre à Washington, sous l'égide des Etats-Unis, de résoudre leurs désaccords pendant une "période de transition" devant déboucher sur des élections, en principe en juin 1999, pour la formation d'une "assemblée régionale".

Ankara a dénoncé cet accord, estimant qu'il accentue la division de l'Irak. La Turquie craint qu'il ne prépare le terrain à la création dans le nord de l'Irak d'un Etat kurde indépendant pouvant constituer un exemple pour les 8 à 12 millions de Kurdes vivant sur son sol, alors qu'elle fait face, dans le sud-est de son territoire frontalier de l'Irak, à la

rébellion armée du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes).

M. Barzani a également rencontré le vice-premier ministre Bulent Ecevit, auquel il a réaffirmé son attachement au processus d'Ankara.

"M. Barzani nous a indiqué que sa formation ne cherchait pas à remplacer la processus d'Ankara et qu'elle n'envisageait aucune solution en dehors de l'intégrité territoriale de l'Irak", a déclaré le ministre d'Etat Sukru Sina Gurel, qui a participé à l'entretien.

Le PDK est l'allié de la Turquie depuis mai 1997 dans le nord de l'Irak contre le PKK, qui utilise cette région comme base arrière. L'armée turque et les forces de M. Barzani y ont lancé plusieurs attaques conjointes contre les positions du PKK.

M. Talabani est attendu samedi à Ankara et pourrait rencontrer M. Barzani, selon le ministère des Affaires étrangères.

Washington demande à Moscou d'extrader le leader du PKK

WASHINGTON, 5 nov (AFP) - Les Etats-Unis ont demandé au gouvernement russe d'expulser ou d'extrader vers la Turquie le leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan, s'il se trouve déjà en Russie, a indiqué jeudi le département d'Etat.

"Nous avons demandé au gouvernement russe d'enquêter pour savoir si le leader du PKK, Ocalan, était ou non en Russie et pour qu'il prenne immédiatement les mesures nécessaires pour son expulsion, sa déportation ou son extradition", a déclaré le porte-parole du département d'Etat, James Rubin.

"Aucun pays ne doit cautionner les terroristes", a-t-il ajouté.

M. Ocalan a demandé à la Russie de lui accorder "l'asile politique" dans une lettre adressée à la Douma, ont indiqué mercredi les députés qui ont voté en faveur de cette requête.

Ankara prétend qu'il se cache quelque part en Russie, après avoir fui Damas en raison des pressions turques sur le régime syrien.

Le département d'Etat a placé le PKK sur sa liste des organisations terroristes dans le monde.

Le PKK lutte depuis 1984 contre le régime turc pour l'avènement d'un Etat kurde indépendant, le Kurdistan.

Le vote à la Douma compromet les contrats d'armes des firmes russes

ANKARA, 5 nov (AFP) - Le vote de la Douma en faveur de l'asile politique au chef de la rébellion kurde de Turquie compromet les chances des firmes russes de remporter des contrats de défense, en particulier sur les hélicoptères, a-t-on souligné jeudi de source proche du gouvernement turc.

La firme russe Kamov est sur les rangs pour obtenir notamment un important contrat avec l'armée turque concernant la production en commun avec des partenaires étrangers de 145 hélicoptères d'assaut, pour plus de 4 milliards de dollars.

Cinq compagnies sont en lice pour ce projet: Kamov (Russie), Agusta (Italie), Eurocopter (franco-allemand), Bell et Boeing (Etats-Unis). Le gouvernement turc fixera son choix dans le courant de l'année prochaine.

La chambre basse du parlement russe (Douma) a adopté mercredi une résolution demandant au président Boris Eltsine d'accepter la demande d'asile politique du chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), Abdullah Ocalan.

Ankara a demandé le 27 octobre à Moscou l'extradition d'Ocalan, qui selon la Turquie, se trouve en Russie, après avoir été chassé par la Syrie, aux termes d'un accord signé le 20 octobre, dans lequel Damas s'est engagé à cesser son soutien au PKK et à ne pas donner refuge à son chef.

The Purpose in Iraq Should Be Ousting Saddam

By Jim Hoagland

WASHINGTON — The Thirty Years' War that Saddam Hussein and his Takriti clan have waged with cunning and cruelty against all comers is at its core a struggle to control Iraq and its oil. This is the clue to defeating Saddam that is hidden in plain sight.

The long-term American failure to examine and understand Saddam's history and mentality so as to forge an effective strategy against him is once more on display: The Clinton administration moves reluctantly back toward war footing on an issue of the Iraqi dictator's choosing, at a time of his choosing, for purposes that Washington does not even see.

The issue, access by United Nations weapons inspectors, is one that Saddam manipulates with ease against a befuddled administration. He has ultimate physical control of the inspections. Convulsing the Security Council in divisive debate over UN access concentrates his struggle with Washington in the international arena, where Saddam has important allies, and helps fence off his domestic struggle from greater American intervention.

These periodic confrontations also focus international attention on economic sanctions and the pain they have inflicted on Iraq's civilian population

for seven gruesome years. That, too, is a net gain for Saddam. He again breaks through a status quo in which Iraq's agony gets little attention from the world media or the Security Council.

Like his other foreign adversaries, the weapons inspectors are pawns in Saddam's chess game of survival and domination at home. Having used assassination and civil strife to gain power in Baghdad, he uses these instruments to keep control over an ethnically and religiously fragmented country that is held together today only by terror.

Saddam and his brutal lieutenants wage war abroad to wage war better at home. Since his wing of the Ba'ath Party seized power in July 1968, Sad-

dam has repeatedly used force abroad to get funds and matériel to carry out campaigns of extinction against Iraq's Kurds, Shiites and dissident Sunnis, and to prevent other nations from aiding his domestic foes.

No bigger ideology was involved in his wars against Iran, Kuwait, Israel and the United States. The most bloodthirsty opportunism that the modern Middle East has known — a breathtaking standard — has led Saddam from radical Arab nationalism to professions of Islamic fundamentalism as need arises. He has channeled Iraq's oil wealth not into economic development but into a network of facilities to produce chemical, biological and nuclear weapons that he now seeks to protect at all costs.

Saddam is delighted to be able to plunge Washington periodically into diplomatic bickering with France and Russia over inspections and demands for light at the end of the sanctions tunnel. The halts in weapons inspections distract the Clinton administration from what should be more serious attempts to deal with Saddam as the international war criminal and self-avowed enemy of the United States that he is.

Poorly served by State Department, CIA and other advisers more intent on protecting vested interests in the Arab world than on taking the risks needed to bring a more democratic and friendly regime to power in Baghdad, Bill Clinton has permitted the pillars of local opposition to Saddam to be completely eroded in the past five years.

The administration compounds the problem by surveying the damage that its inaction and inconsistency have wrought in northern Iraq and elsewhere and blaming the victims. Clinton officials and spokesmen have repeatedly

cast doubt in recent weeks on the effectiveness of an Iraqi opposition that they have refused to support seriously.

The Iraq Liberation Act, conceived and steered through Congress by concerned Republican Senate and House staffers and signed into law by President Clinton on Oct. 31, can help repair that damage if President Clinton makes wise use of it. It authorizes, but does not mandate, U.S. weapons supplies to help Iraqis resist Saddam's constant war on them.

The immediate military impact of weapons supplies to the opposition will be very limited in the best of circumstances. The importance of the act lies in the political signal that using it will send. That will tell the world that the United States actively supports the right of the Iraqi people to organize and defend themselves against the world's most ostracized regime. It will put the United States on the side of those who would end Saddam's international wars by ending the permanent war he has declared at home.

That has to be the American purpose in Iraq, not the open-ended maintenance of international sanctions and arms control regimes that Saddam can bend to his unholy purposes.

The Washington Post.

Herald INTERNATIONAL **Tribune**
PRINTED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

THURSDAY, NOVEMBER 5, 1998

How do we counter the PKK politically ?

Editorial by Ilnur Cevik / Turkish Daily News /

November 5, 1998

Turkey has named the PKK its enemy number one and eradicating this terrorist organization has therefore become our major policy objective. Those who have fought with us against the PKK, and we are sorry to say they are too few to mention, have been regarded as our friends while those who have failed to do this or who have given shelter to the separatists have been regarded as our adversaries...

So Mesoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democracy Party (KDP), falls into the category of friends who has gone out of his way to combat the PKK. Why? Because the PKK is as great a threat to the Kurdish people of northern Iraq, which is officially called "Iraqi Kurdistan," as they are to Turkey and even our citizens of Kurdish origin.

Barzani and his forces have struggled against many adverse political conditions arising from general Middle Eastern concerns and have shown

their unyielding backing for Turkey in the fight against the PKK. Their actions have been much appreciated by the Turkish military, yet at times we see some Turkish officials have not realized the depth of the cooperation they have secured from the KDP...

We should thank Barzani for this support and realize that we have an ally in northern Iraq whose friendship has been tested too many times in the past few years. So no one should raise questions about Barzani and the future intentions of the KDP feeling that these will be detrimental to Turkey. He is simply our neighbor and his destiny is tied to ours.

Before going to Washington, Barzani told Ankara he would not sign any deal in Washington that would allow Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) to help the PKK or allow the separatists to remain in northern Iraq. He also promised he would not sign any deal that would leave Turkey out of the scene and end the Ankara peace process. Barzani kept all these promises.

But all these are rather trivial in view of the looming danger. The PKK is moving for political recognition in the West and in some places it is making considerable headway...

In Sweden, the labor minister marches at a PKK rally. In Rome there seems to be more PKK supporters in the Parliament than there are those who sympathize with Turkey. In many European parliaments the PKK finds people who will listen to it and actually display friendship... It is no surprise that Russia's parliament asked President Boris Yeltsin to offer political asylum to Kurdish terrorist leader Abdullah Ocalan.

In a world where the IRA wins recognition, in a world where the Spanish government starts talking directly to ETA, it is only normal that people start thinking "why don't the Turks talk to the PKK?" and when we refuse they start talking to the PKK themselves.

Even if we say "the friendly PKK face you see in Europe talking about persecution and injustices is misleading. The true face of the PKK is the massacres of women and children," people in the West think we are telling them fairy tales.

This is the real threat and danger for Turkey. This is what the Turkish leaders have to face up to instead of running around in circles. This is what we should be discussing with Barzani: How do we actively combat the PKK through political means?

France/Prison requise contre quinze Kurdes de Turquie

PARIS, 5 novembre (Reuters) - Des peines allant de 18 mois de prison avec sursis à sept ans de prison ont été requises jeudi contre quinze Turcs d'origine kurde soupçonnés d'appartenir au mouvement séparatiste PKK (parti des travailleurs du Kurdistan).

Arrêtés en 1995 et 1996, les prévenus sont soupçonnés d'avoir créé en France un réseau du PKK sous couvert dissimulé de sociétés commerciales n'ayant aucune activité réelle.

Cette filière serait spécialisée dans la propagande, le recrutement de combattants pour la Turquie, et le racket d'immigrés turcs.

La défense, qui estime qu'aucun fait précis n'est imputé aux prévenus, demande leur relaxe avec le soutien de plusieurs associations comme le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples ou la Fondation France-libertés.

Le substitut Anne Vosgien a estimé dans son réquisitoire que "le PKK n'est pas la cause kurde, mais une organisation terroriste". "Même si la cause est légitime, elle ne constitue pas une justification", a-t-elle dit en énumérant les attentats contre des civils en Turquie imputés au PKK.

Les prévenus comparaissent pour "association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste", un délit passible de dix ans de prison au maximum.

Contre Lokman Tas, 22 ans, et Idris Durmus, 24 ans, arrêtés le 7 août 1995 dans le train Paris-Strasbourg et considérés comme les responsables du réseau, elle a réclamé les peines les plus fortes, respectivement sept ans et cinq ans fermes. Ces deux suspects sont les seuls à être toujours écroués.

Contre les autres prévenus, elle a réclamé une autre peine de cinq ans ferme, deux peines de quatre ans ferme et des condamnations couvrant les périodes de détention provisoire déjà purgées durant l'enquête (allant jusqu'à 19 mois), assorties parfois d'interdictions du territoire.

Ces suspects appartenaient à des associations kurdes comme le Centre d'information du Kurdistan ou la Fédération des associations de travailleurs du Kurdistan où travaillaient pour des entreprises dans le 11^e arrondissement de Paris. Toutes constituaient selon l'accusation des "couvertures" du PKK.

Les avocats de la défense ont contesté les méthodes du juge antiterroriste Jean-François Ricard qui a instruit l'affaire et notamment les longues périodes de détention provisoire.

L'un des hommes mis en examen, Ramazan Alpaslan, s'était suicidé en prison le 24 octobre 1997 après une grève de la faim et près d'un an de détention sans être interrogé.

Kurdish leader urges peaceful end to Iraq crisis

ANKARA, Nov 7 (Reuters) - An Iraqi Kurdish leader opposed to Baghdad called on Saturday for a peaceful end to the confrontation between Washington and Iraq over U.N. weapons inspections.

"We are for a peaceful solution. We don't support any military confrontation," Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Massoud Barzani told a news conference in the Turkish capital.

Barzani's group and a rival faction have ruled northern Iraq since Baghdad withdrew its forces from the mountainous region after the Gulf War in 1991. A U.S.-led air force based in Turkey monitors a flight ban against Iraqi planes in the north.

The KDP briefly fought alongside Iraqi government troops against the rival Patriotic Union of Kurdistan in 1996 but has since moved closer to the United States and NATO ally Turkey.

British Defence Secretary George Robertson said on Saturday that military action against Iraq remained an option because President Saddam Hussein had reneged on a February agreement to cooperate with the United Nations over weapons' inspections.

"It is not the preferred option, it is not the best option, but it has to be an

option because in many ways that is the only thing Saddam recognises," Robertson told BBC radio.

Barzani said Turkish officials had been satisfied by his assurances that a U.S.-brokered peace deal between the two Kurdish factions did not envisage the establishment of an independent state in northern Iraq.

"My explanations went down very well," he said. "Neither have we declared the intention to create an independent Kurdish state nor have the Americans encouraged us to do so."

Turkey fears Kurdish unity in northern Iraq could encourage Kurdish separatism in southeast Turkey. Barzani said he would meet Iraqi Kurdish rival Jalal Talabani in Turkey on Sunday.

.....

Turkey says fighting rebels in north Iraq

By Steve Bryant

ANKARA, Nov 8 (Reuters) - Turkey said on Sunday it had sent troops deep into the Kurdish-held enclave of northern Iraq in pursuit of rebels of the Kurdistan Workers Party (PKK).

"The aim of the operation in northern Iraq is to destroy members of the separatist organisation who escaped there from Syria," state-run Anatolian news agency quoted Defence Minister Ismet Sezgin as saying during a visit to Bulgaria.

Neighbouring Syria last month apparently bowed to Turkish pressure and agreed not to allow the PKK to use Syria as a base for its armed campaign for self rule in Turkey's mainly-Kurdish southeast.

Turkey had threatened military action unless Syria cease backing the rebels, a charge Damascus denied.

Turkish troops have become a semi-permanent presence in northern Iraq where, allied with a local Kurdish militia, they often fight PKK guerrillas in the region's rugged mountains. Northern Iraq has borders with both Syria and Turkey.

It has been outside Baghdad's control since the end of the 1991 Gulf War. Turkey complains the lack of a central authority in the region, ruled by two Kurdish factions, allows the PKK to set up bases there.

"I imagine that the terrorists succeeded in escaping to the authority vacuum of northern Iraq," Sezgin said. "We have intelligence that there are between 400 and 500 people there."

The two northern Iraqi factions last month reached a U.S.-brokered peace deal which ends years of intermittent fighting and obliges both sides to prevent PKK activity in northern Iraq.

Turkey says it has all but defeated the rebels within its own borders and believes it can finish the job by eliminating the guerrillas' bases and support in neighbouring countries.

Ankara is close to Iraqi Kurdish leader Massoud Barzani, whose the Kurdistan Democratic Party "peshmerga" fighters frequently aid Turkish

troops against the PKK in northern Iraq.

Turkey accuses Barzani's rival, Jalal Talabani, of cooperating with the guerrillas and relations are frostier.

The two Kurdish faction leaders were both in Ankara on Sunday and met each other for talks on progress under the peace deal, which also forsee the resurrection of a regional parliament that collapsed amid infighting in 1994.

Elections are pencilled in for mid-1999.

Sezgin refused to say how many troops were involved in the latest anti-rebel push but denied press reports that 25,000 soldiers had moved over the border.

The Hurriyet newspaper had said troops had been airlifted into northern Iraq by helicopter and were being supported by F-5s and F-16 jets on bombing runs.

More than 29,000 people have died in 14 years of fighting between Turkish security forces and the PKK.

REUTERS

Arabs Show Little Support For Strikes Against Iraq

By Steven Lee Myers
New York Times Service

WASHINGTON — A day after the United Nations Security Council unanimously condemned Iraq's decision to end cooperation with international weapons inspectors, the U.S. secretary of defense, William Cohen, on Friday wrapped up a whirlwind tour of Arab states having won little public support for military action.

In Ankara, Mr. Cohen met with President Suleyman Demirel of Turkey and his minister of defense, Ismet Sezgin. Afterward, he called on President Saddam Hussein to reverse his decision, a demand Mr. Demirel's office reiterated.

"We're hoping that Saddam will take action to reconsider his flagrant violation of the Security Council resolutions and his agreement with Secretary-General Kofi Annan," Mr. Cohen said as he concluded a diplomatic tour that took him to nine Arab states in four days.

The White House announced that the president's national security adviser, Sandy Berger, would meet with his counterparts from Britain and France, John Holmes and Jean David Levitte, during a trip to Paris on Saturday.

The Security Council's resolution, passed Thursday evening, declared Iraq in "flagrant violation" of previous resolutions but stopped short of explicitly threatening military force if Mr. Saddam did not resume cooperation with the special commission that oversees the destruction of its weapons program.

As the Security Council declared Mr.

Saddam in "flagrant violation" of United Nations resolutions, the Clinton administration moved ahead with preparations for air strikes against Iraq, U.S. and other Western officials said.

On Thursday night, President Bill Clinton called Iraq's decision to end cooperation with United Nations weapons inspectors "totally unacceptable" and suggested that the United States was prepared to act soon if Mr. Saddam did not reverse the decision.

"The burden is on Iraq to get back in compliance and meet its obligations — immediately," Mr. Clinton said.

The United States has not yet set a deadline but officials made it clear that the United States did not support a new 11th-hour mission by the UN secretary-general, Kofi Annan, or other diplomats, suggesting that a military response could come swiftly.

"He knows what he needs to do," an administration official said of Mr. Saddam. "He doesn't need any more messages."

The administration and the Pentagon have refused to disclose details of exactly what support Mr. Cohen and his entourage are seeking.

But American and European officials said that Saudi Arabia had, for instance, agreed to let the United States use aircraft based at Prince Sultan Air Base outside Riyadh to support a strike. The officials also said Kuwait and the United Arab Emirates had agreed to allow American planes based in those countries to be used if necessary.

The United States has sharply reduced the size of its forces in the area, from a high of more than 400 aircraft to about 170 aircraft now.

It has also reduced its fleet in the Gulf to 13 warships, led by the aircraft carrier Dwight Eisenhower, though it has doubled the number of cruise missiles those ships are carrying.

For a time earlier this year, the United States had two carriers and more than 30 other warships in the region.

But officials at the Pentagon said the forces there could conduct a potent strike against Iraq on a moment's notice.

The United States and Britain have

said they would not need additional authorization to use force since previous UN resolutions had already given that. Russia has disagreed, however, and on Friday reiterated its opposition to the use of force.

"We are firmly convinced that any attempts to resolve the problem by force are pointless, because they will only undermine UN efforts to establish effective control over banned military activity in Iraq," the Foreign Ministry said.

■ Iraq Vows Defiance to UN

Iraq stood firm Friday in the face of the verbal broadside from Mr. Clinton and the unanimous UN Security Council resolution condemning Baghdad's decision to halt cooperation with arms inspectors, Reuters reported from Baghdad.

"America and Britain have imposed a new resolution in order to inflict more harm against the Iraqi people and to prolong the unjust embargo," Abdul-Ghani Abdul-Ghafur, a senior member of the regional command of the ruling Baath party, said Friday.

Mr. Abdul-Ghafur said Iraq would not retreat from its decision unless there was a clear response from the Security Council "to Iraq's legitimate demand to lift the unjust embargo."

The UN resolution made formal the outrage expressed by council members Saturday after Iraq shut down the arms monitoring system.

Several council members, however, warned against the use of force against Iraq. Russia's envoy to the UN, Sergei Lavrov, who said that his government had been lobbying Iraq to change its policy, added that the only way out of the impasse was through diplomatic and political means.

Nothing in the resolution Thursday "could be interpreted arbitrarily as a kind of permission to use force," he said.

Herald INTERNATIONAL **Tribune**
NOVEMBER 7-8, 1998

Barzani tells Talabani that Ankara wants actions rather than words against the PKK

ILNUR CEVIK & SAADET ORUC
Ankara - Turkish Daily News
November 9, 1998

The Iraqi Kurdish leaders held a long-awaited summit in Ankara on Sunday, discussing Massoud Barzani's meetings with Turkish officials last week and Jalal Talabani's contacts with authorities in Ankara in the upcoming days. Leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP) Barzani briefed leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) Talabani about his meetings with Turkish government officials and the military and about Turkish expectations from the latter.

Talabani, accompanied by Barham Saleh, the PUK Washington representative and Mohammad Tofiq, a member of the PUK political bureau, will be received by senior Foreign Ministry officials on Monday and Deputy Prime Minister Bulent Ecevit on Tuesday. He will leave Ankara on Thursday for Tehran and Damascus.

Barzani reportedly told Talabani that Ankara wants assurances that Talabani will keep his word to remove the PKK from Northern Iraq as was stipulated in the Washington agreement. Talabani told Barzani he would obey the Washington accord and do whatever is necessary against the PKK. According to reliable sources, KDP leader Barzani told Talabani that Ankara wants actions against the PKK rather than words.

Sources said that Turkey will closely monitor the Iraqi Kurdish areas controlled by Talabani, where the PKK is operating freely through its offices and even printing a newspaper. Barzani explained to Talabani at length what Turkish officials and especially the Turkish military want to hear from him. Ankara does not only want the PUK to end its relationship with the PKK, but also wants a more positive attitude by Talabani and his people towards

Turkey. The TDN was told that it will be the last summit between the two leaders in Ankara. There will be no such other meeting later in November as some circles have speculated and the KDP will be represented by Nechirvan Barzani in the upcoming meetings in London. Barzani and Talabani also discussed speeding up the implementation of the Washington agreement.

Barzani also gave Talabani his suggestions on how to ease Turkish concerns over the Washington agreement. He told him that Turks are particularly sensitive with respect to the PKK as well as the mention of a federal arrangement for Northern Iraq.

Trilateral statement

In addition, the trilateral statement, requested earlier by Ankara, will be released soon, probably Monday, Western diplomatic sources said on Sunday. The statement, to be jointly released, will reportedly include commitments regarding the territorial integrity of Iraq and the continuation of the Kurdish reconciliation in Northern Iraq. Turkey previously presented a draft to Washington and London and demanded their answer last week.

PUK: Federalism to keep integrity of Iraq

PUK Washington representative Saleh told reporters following the Talabani-Barzani summit that they want good relations with Turkey. "It is in our interest to maintain good relations with Ankara," Saleh said.

The Washington accord's primary objective is to restore peace and stability in the region, the PUK official continued. "What needs to be done is to secure the international borders of our region with Iran and Turkey. And also the 'specified arrangements' in Iraqi territories," he said.

Barzani and Talabani will explain the implications of Washington accord, Saleh said. "We should not have a difficult task of convincing our neighbors here in Turkey. This agreement is in the interest of all parties," he furthered.

According to Saleh, a federal status for Iraqi Kurdistan will be good for Iraq and for preserving the territorial integrity of Iraq. He reminded journalists that there are more than 50 federal states around the world. Meanwhile, Barzani explained at Saturday's press conference that they are for a federal administration after a democratic and free administration is reached in Iraq.

In addition, when asked whether Talabani will inform Iran on the Washington talks, Saleh questioned: "Why not? Iran is an important neighbor who has political and economic interests in our region. And so does Turkey..."

THE WALL STREET JOURNAL EUROPE MONDAY, NOVEMBER 9, 1998

Turkey Wants Caspian Oil Pipeline

Stakes Raised as Rival Routes Emerge

By BHUSHAN BAHREE
Staff Reporter

GENEVA — Turkey is turning tough in its bid to make its Mediterranean port of Ceyhan the main outlet for Caspian oil from Azerbaijan.

The drumbeats for a pipeline linking Baku, Azerbaijan, to Ceyhan, Turkey, have reached a crescendo in recent days. The immediate reason is an impending decision — possibly this week — by Azerbaijan to choose one of three routes for its main export pipeline. But Turkey may also have reason to fear the emergence of other routes to take Caspian oil to world markets, including one through Greece.

On Friday, Turkey's minister for maritime affairs, Burhan Kara, announced stricter navigation rules for ships and tankers using the Bosphorus, which links the Black Sea to the Mediterranean. And he warned oil producers in the Caspian that Turkey was ready to raise transit fees fivefold.

"Then they will see what happens to their dreams of cheap oil," Mr. Kara told a news conference.

Facing Up to Reality

Those dreams are in any case undergoing serious revision as companies face up to reality. The price of crude oil this year has fallen by about one third, pressuring the profitability of Caspian projects signed years ago and raising questions about the pace of investment. No significant amounts of new oil have been found in the region in this decade, though hopes for large finds remain. And the volatile politics of the region now threaten to saddle many companies operating in the region with the commitment to build an expensive pipeline through Turkey.

It's a pipeline they don't need, at least not for now and not unless some of them actually find some oil and start developing the fields.

"You need an awful lot of oil to make it (a big pipeline) worthwhile," says Sarah Emerson, a director at Boston-based Energy Security Analysis Inc. "I wouldn't be talking to Turkey right now." Oil company officials concur.

Two of the three currently proposed pipeline routes would enlarge capacity along lines either in existence, or nearing completion, delivering oil to Black Sea ports in Russia and Georgia for shipment through the Bosphorus. At around half the distance, these two lines would obviously be cheaper to build than one through Turkey, which is estimated to cost between \$2.5 billion and \$4 billion, depending on who is doing the talking.

Not Enough Output

The only company producing oil in Azerbaijan is the Azerbaijan International Operating Co., and it is unlikely ever to have enough to fill a huge pipeline from its own production.



AIOC is a 12-member consortium led by British Petroleum PLC and including such companies as Amoco Corp., Exxon Corp., Unocal Corp., Russia's AO Lukoil and Turkish Petroleum Corp., and State Oil Co. of Azerbaijan, known as Söçak. The consortium produces some 70,000 barrels a

day of oil and expects peak output from its current fields to be between 700,000 barrels a day and 800,000 barrels a day in about 10 years time.

The Paris-based International Energy Agency estimates AIOC will be able to export as much as 500,000 barrels a day of oil out of the region.

John Browne, BP's chief executive, last week said the company wasn't interested in making a decision on the pipeline before it had to. And that wasn't now, because it has enough transport capacity for a while.

AIOC already is exporting oil through a renovated pipeline linking Baku to the Russian port of Novorossiisk. A second small line to the Georgian port of Supsa is due for completion next spring. Together, these pipelines can carry 200,000 barrels a day or more, and upgrading them to handle double that amount would be a relatively simple matter, oil company officials say. That doesn't leave much for a huge pipeline to Turkey, whose economics would require pumping some two million barrels a day to Ceyhan.

Why the Rush?

So why the rush to decide on an export route now?

While Turkey's interest in an early commitment is easy to understand, that of Azerbaijan may only be explained by its desire to minimize friction with two powerful regional neighbors — Russia and Turkey. That's because Azerbaijan, like international oil companies operating there, would be best served economically by the cheapest transport option, oil officials say. Azerbaijan's revenue and profit-sharing agreement with AIOC would adjust the cost of any pipeline before the

shareout. And the country may already be feeling the pinch caused by lower oil prices.

Turkey's interest in having the pipeline traverse its territory is more easily understood by oil companies — protecting its eastern flank and tying the North Atlantic Treaty Organization, of which it is a member, even more closely to ensure security in the region. For such geopolitical reasons, the U.S. administration has been an aggressive ally of Turkey in its bid for the Baku-Ceyhan pipeline.

The European Union also is keen to

have multiple export outlets to enhance energy security, but it's not favoring the Turkish as the U.S. is. Politically and strategically, "it is much better to have more than one route and not to exclude Russia," according to EU Energy Commissioner Christos Papoutsis.

Turkey can see that it needs to move fast because other choices are emerging. Turkey's ace is its chokehold on the Bosphorus, though for Turkey to use it would mean risking the ire of Russia and of the EU. It may have seemed fair to Turkey to share the transit tariffs with Russia — with the main flow of oil from Kazakhstan, where Chevron Corp. operates the huge Tengiz field, going through Russia, and Azerbaijani oil through Turkey.

The Caspian Pipeline consortium, including such members as Chevron and Mobil, is awaiting final approval to build a pipeline linking Tengiz with the Russian port of Novorossiisk.

Under Pressure

But for exports from Azerbaijan, oil companies already are talking of the possibility of shipping oil across the Black Sea, say to Romania for onward transport West. Or to Bulgaria for transit through a new pipeline through Greece, if Turkey makes navigation through the Bosphorus both more difficult and expensive.

A feasibility study for a pipeline tran-

siting Greece has already been commissioned by that country. And over time, a pipeline through Iran to the Persian Gulf may be on the cards, if the U.S. lifts sanctions on that country. Typically, they all promise lower costs than the route through Turkey.

Cutting costs is the focus of an oil industry under pressure from low prices. At today's oil prices, says an official for one oil company member of AIOC, "I'd say we are barely breaking even" in Azerbaijan.

That takes the steam out of grand investment projects. "In 1998, the oil price has become as important a factor as poli-

tics," Richard Matzke, president of Chevron Overseas Petroleum, said last week. "Politics won't ultimately dominate the way oil moves - economics will."

Thus Turkey's talk first of economic incentives and more recently of economic penalties to promote the Ceyhan pipeline.

What is the PKK trying to accomplish?

MUSTAFA ERDOGAN

Ankara - Turkish Daily News

November 9, 1998

The Kurdistan Worker's Party (PKK), which is known to have been searching for a political environment for expansion for a long time and has often made statements about developing into an organization similar to the Palestine Liberation Organization (PLO), has recently started to use a new phrase to analyze the last Syrian crisis. "Since being founded in 1978, the PKK has become a party by getting out of Ankara, has become an army by opening up to the Middle East and will now become a state by opening up to the world." The concept of "becoming a state" is another phase of the issue; however, it is very obvious that the problem will develop into an international political event in the near future. This is the reality lying beneath the surface of PKK initiatives to establish the organization in Russia.

The most significant part of the PKK's efforts to establish "a state" is to become politicized so that it can assume the status of "an organization fighting for independence." The PKK, which has been considered a terrorist organization primarily by the United States, has recently started to adopt policies to approach northern and eastern states. Russia, which has problems with Turkey due to oil pipelines, and the Scandinavian countries, which have always been quite sympathetic about the Kurdish problem, are considered to be two exit doors for the PKK organization.

While Russia's response to PKK leader Abdullah Ocalan's application for asylum provokes intense scrutiny, many Swedish authorities, including the Swedish minister of commerce, have participated in the anti-Turkish demonstrations arranged by the Kurds in Sweden. The Swedish government, who maintains cooperation with PKK representatives, now is allowing the

PKK to gradually move north from their bases in continental Europe. The PKK, having established its organizational structure in Germany, is now trying to expand into Scandinavian countries, who are more tolerant to the organization.

Sweden-PKK relations, which were not at their best during the 1980s and the early 1990s and went into further decline with speculations voiced following the assassination of Olaf Palme, have started to show improvement. This is primarily due to the growing popularity of the PKK among Kurds from other organizations who took refuge in Scandinavian countries after the Sept. 12 coup and their efforts to persuade these countries to open their doors to Kurdish refugees.

During the 1990s, the PKK first started to establish their headquarters in Germany. During those years, the PKK administration directed criticism towards Kurds belonging to other organizations established in Scandinavian countries, accusing them of pacifism. According to these mostly reformist organizations, including the Kurdistan Socialist Party (PSK) founded by Kemal Burkay, the PKK was an "adventurist organization having Kurdish youth killed on the mountains." The PKK, on the other hand, defined those Kurdish organizations as "deserters of the struggle" and the "reformist Swedish school." The PKK further criticized these organizations for not adequately contributing to the Kurdish movement and for being passive by wasting time with literary and cultural activities.

Syrian crisis brought Kurds closer

Time cured the wound and brought Kurds closer together. Ever increasing clashes in southeastern Turkey, thousands of people losing their lives and the multiplying number of PKK sympathizers exhausted the necessary environment for these reformist Kurdish organizations to maintain diplomacy. A high level PSK representative recently indicated: "No politics can be conducted in an environment of violence. If the other Kurdish organizations started criticizing the PKK, they would be defined as sharing the opinions of the government, which in turn would be identified as treason by the Kurds. Different political approaches, therefore, can only be initiated after the war with the government has ended."

To avoid being declared traitors by the PKK, these organizations have had to provide distant support to the organization. Following the Syrian crisis, however, particularly after the rumors of an assassination attempt against Ocalan, the amount of support was augmented. All of these reformist Kurdish organizations started to participate in the rallies that took place in numerous European countries protesting the assault against the PKK leader, who was considered to have been subjected to unjust treatment.

All these developments created the necessary environment for the PKK to advance into northern Europe. Finally, on Oct. 29, while the 75th anniversary of the Turkish Republic was being celebrated in Turkey, Swedish Economic Minister Mona Sahlin participated in an anti-Turkish Republic meeting organized by a Kurdish group and made a speech to the crowd, who had assembled under the slogan, "Turkey is being protested at the 75th anniversary of the exploitation."

During her speech, the Swedish minister stated: "The denial of the Kurds started with the establishment of the Turkish Republic. For many years, 'Turkification policies' were forced upon the Kurdish people. Despite all the pressures, Kurds were able to remain standing. For the last 80 years, Turkey has tried to prevent the Kurdish movement with oppression and torture. But Kurds, in their pursuit of a political solution, are still trying to maintain peace.

We provide support to the Kurds for their justified struggle and their sustained plea for peace."

During the same meeting, Marianna Andersson, a deputy from the Swedish Sent Senter Party said, "Any country has a right to celebrate their republic's 75th anniversary, however, Turkey, which has been exercising oppression and exploitation for 75 years, has no right to that." Following Andersson's speech, several other deputies from the Swedish left-wing party made similar comments.

In one of the Turkish Daily News' previous commentaries on the PKK's pursuit of a new environment, Scandinavia, along with Russia and Ukraine, was mentioned as the PKK's long-term target for political initiatives. These commentaries received wide publicity in both Sweden and Norway. Some nationwide TV stations included TDN's commentaries in their news, which indicates that the recent developments have attracted the interest of the Swedish media. The support provided to the PKK in both official or semiofficial circles gives a clue to the long-term path that the problem will take.

Incursion de 25.000 militaires turcs en Irak, selon la presse

DIYARBAKIR (Turquie), 8 nov (AFP) - Les troupes turques ont lancé une offensive massive en territoire irakien contre un groupe de 400 rebelles kurdes, ont annoncé dimanche deux journaux turcs, une information aussitôt démentie par les autorités turques.

"25.000 soldats ont pénétré à 20-30 km en Irak du nord", écrit Hurriyet, selon lequel des avions de combat et des hélicoptères bombardent les positions du Parti des Travailleurs

du Kurdistan (PKK). Son confrère Milliyet donne des informations similaires. Ce groupe de 400 Kurdes aurait fui de Syrie le mois dernier pour se réfugier en Irak. Les informations sur l'incursion des troupes turques ont été démenties par les autorités du sud-est de la Turquie où les séparatistes kurdes sont particulièrement actifs. "Il n'y a pas d'opération", a ainsi affirmé un porte-parole local.

L'armée turque a tué 1.684 rebelles du PKK lors d'opérations menées depuis le début de l'année dans l'Est et le Sud-Est anatoliens, selon un bilan donné mardi par l'agence Anatolie. Deux cent quatre-vingts membres des forces de sécurité ont été tués dans les combats, avait précisé l'agence.

Le PKK a déclenché en 1984 une rébellion armée pour créer un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est anatolien. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts.

Andrea Wolf a été exécutée de sang froid par l'armée turque, selon la presse

BONN, 7 nov (AFP) - L'Allemande Andrea Wolf, engagée dans la lutte armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a été exécutée de sang-froid par des unités spéciales turques, selon des témoins et les renseignements intérieurs allemands cités par les hebdomadaires Spiegel et Focus.

Cette ancienne terroriste présumée de la Fraction armée rouge (RAF) a été "liquidée" à 33 ans le 24 ou le 25 octobre près de Van, dans le sud-est de la Turquie, rapportent les deux hebdomadaires dans leur édition à paraître vendredi.

Selon Focus, qui dit tenir ses informations des renseignements intérieurs, elle a même été entendue préalablement par les Turcs, mais a refusé de parler. Elle a été abattue pour s'épargner un procès à sensation en Turquie contre une activiste allemande, écrit la revue.

Le Spiegel reprend quant à lui la description des faits par la police criminelle allemande (BKA) : "Arrestation et exécution".

Coincée avec d'autres combattants, Ronahi (son surnom) était pourtant sortie indemne de la fusillade, relate le Spiegel.

D'après le magazine, Andrea Wolf, visée par un mandat d'arrêt de la police allemande depuis 1993 pour sa participation présumée à la dernière action d'envergure de la RAF en Allemagne, était entrée dans la clandestinité en 1995. La RAF avait attaqué à l'explosif en 1993 une prison en cours de construction à Weiterstadt (centre).

Les renseignements intérieurs allemands soupçonnent Andrea Wolf d'être devenue au Proche-Orient la tête d'une nouvelle génération terroriste combattant dans les rangs du PKK pour une reprise de la lutte armée en Allemagne, rapporte le Spiegel. Une douzaine d'Allemands au moins, peut-être bien plus et pour la plupart des femmes, servent dans la "brigade internationale" du PKK où ils passent pour "particulièrement courageux", affirme-t-il.

Il fait état de la mort violente de deux autres Allemandes dans le camp kurde, de la disparition d'une troisième, Vera Heese, et de la condamnation d'une quatrième à quinze ans de prison en septembre, Eva Juhnke, qui aurait auparavant été maltraitée par les policiers turcs.

La police criminelle allemande redoute à présent des actions de l'extrême gauche contre les intérêts turcs en Allemagne, dit Focus.

Le ministère allemand des Affaires étrangères a réclamé à Ankara des éclaircissements sur le sort d'Andrea Wolf.

Turkey's dammed rivers carve a new channel for war

November 9, 1998

By Chris Morris in Ankara

The Guardian

The mighty rivers which rise in the mountains of eastern Turkey, the Tigris and the Euphrates, nurtured some of the world's earliest and greatest civilisations.

For centuries Upper Mesopotamia - now northern Iraq - was a centre of prosperity and development.

Times have changed and eastern Turkey has fallen from grace, plagued by war and ethnic conflict. But the government in Ankara is convinced it can usher in a new golden age. It possesses in abundance one of the most important strategic assets of the coming century: water.

For the past 15 years concerted efforts have been made to harness this natural source of wealth and energy through the ambitious South-East Anatolia Project (the Guneydogu Anadolu Projesi or GAP).

"It's the most important project in Turkey, especially for our social and economic development," said GAP's director, Olcay Unver. "Water will help our poorest region catch up with the rest of the country."

At a cost of about \$20 billion, 22 dams, 19 hydroelectric plants and thousands of miles of irrigation channels are being constructed in a drought-stricken region once part of what was known as the Fertile Crescent.

But water has become inextricably linked with war. Iraq, and especially Syria, fear that Turkey could use water as a weapon against them in any future conflict, turning off their supplies.

In 1987, a few years after work on GAP began, Turkey promised Syria that it would always

provide at least 15.7 billion cubic metres of water a year from the Euphrates: enough, it considered, for its needs.

Ankara says it has in fact supplied considerably more, but has refused to sign a proper treaty. It does not want to be legally bound to a figure which could become unsustainable if drought or climactic changes occur.

Syrian anger at the Turks' refusal to commit themselves has created a permanent strain in relations. For years Syria has supported the Turkish Kurdish guerrilla group, the PKK. Ankara's senior general described it last month as an "undeclared war".

The war waged by the PKK itself has been extremely real. While GAP has grown from vision to reality, more than 30,000 people have been killed, and billions of pounds have been squandered on a vicious conflict.

The centrepiece of GAP is the huge Ataturk Dam on the Euphrates, completed in 1990. Earlier this year the magazine US News and World Report, quoting Middle Eastern diplomats, said Syria had been training Kurdish militants to blow the dam up.

A few weeks ago Ankara threatened Syria with military action unless Damascus promised to cut off the PKK for good. It brushed aside attempts by mediators to make the water issue part of a settlement.

For the moment the aggressive diplomacy appears to have succeeded. Syria has backed down and agreed not to help the PKK in any fashion. If its promises hold good, Ankara may be prepared to talk about water again. It is not, however, inclined to take the Syrian president, Hafez al-Assad, at his word.

Syria and Iraq, who met last month in Baghdad to discuss the issue, say that a three-way deal on water is essential.

When GAP is completed - due in 2005 - Turkey plans to take far more water from the Tigris and the Euphrates than it does now. If no agreement has been reached with its neighbours by then, the seeds of conflict may be sown in its newly irrigated fields.

Bagdad coopère avec le PKK, selon un responsable américain

ANKARA, 10 nov (AFP) - Le régime du président irakien Saddam Hussein coopère avec les rebelles séparatistes kurdes de Turquie du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), a affirmé mardi à Ankara un responsable américain.

"Bagdad semble coopérer avec le PKK d'une manière qui n'est pas dans l'intérêt de la Turquie, ni des Kurdes ou du peuple irakien en général", a souligné ce responsable qui a souhaité garder l'anonymat.

"Il y a une foule de rumeurs et d'indications de l'existence de cette coopération, dans les zones contrôlées par le gouvernement irakien", a-t-il ajouté.

Le nord de l'Irak à majorité kurde échappe au contrôle de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991 et le PKK, considéré comme un mouvement terroriste par la Turquie et les Etats-Unis, utilise depuis cette région comme base arrière pour lancer des attaques en territoire turc.

L'armée turque a lancé la semaine dernière une nouvelle incursion dans le nord de l'Irak contre le PKK, d'ampleur "limitée", a indiqué mardi le Premier ministre turc Mesut Yilmaz.

Début novembre, la presse turque, citant des sources diplomatiques, avait affirmé que deux camps de formation du PKK, abritant un millier de rebelles, avaient été récemment créés en territoire irakien, entre les villes d'Erbil et de Kirkouk, situées entre le 35ème et le 36ème parallèles, zone contrôlée par Bagdad.

Le 10 octobre, l'Irak avait démenti l'existence d'un quelconque contact entre Bagdad et le PKK, réagissant à des déclarations de l'ambassadeur turc en Jordanie Suha Umar, selon qui le PKK, expulsé de Syrie à la suite d'un accord intervenu avec Ankara, se préparait à gagner l'Irak.

Le PKK, qui veut créer un Etat kurde à partir du sud-est de la Turquie, mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984. Le conflit a fait quelque 31.000 victimes.

.....

Soutien des Kurdes d'Arménie au chef de la rébellion kurde en Turquie

EREVAN, 10 nov (AFP) - L'Union des Kurdes d'Arménie et le Comité des femmes kurdes d'Arménie ont exprimé leur soutien au chef de la rébellion kurde de Turquie, Abdullah Ocalan, dans une déclaration adoptée mardi à Erevan.

Douze membres du Comité des femmes kurdes ont commencé une grève de faim de soutien au chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a indiqué la présidente de l'organisation Ivane Goulistan.

L'Arménie (3,7 millions d'habitants) compte 80.000 Kurdes.

Ankara avait mis en garde Erevan fin octobre contre toute tentative d'accorder refuge au leader kurde, en menaçant, dans le cas contraire, de "couper" l'Arménie du monde extérieur.

L'Arménie est la seule ex-république soviétique avec laquelle la Turquie n'entretient pas de relations diplomatiques directes, bien que les deux pays soient voisins.

La Turquie estime que le chef kurde se cache actuellement en Russie, après avoir été chassé par Damas. Le ministre russe de l'intérieur Serguei Stepachine a démenti le 5 novembre que Ocalan se trouve sur le territoire russe.

Que faire avec l'Irak ?

10 NOVEMBRE 1998
Le Monde

AU-DELA des résolutions du Conseil de sécurité condamnant l'Irak et le sommant de coopérer avec la commission spéciale de l'ONU chargée de le désarmer (Unscop), « la » question que se posent aussi bien les Etats-Unis que les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité, ou les pays voisins de l'Irak, est la même : que faire pour aplanir la nouvelle crise que Bagdad a déclenchée avec les Nations unies, le 31 octobre, en rompant toute coopération avec l'Unscop ?

Donner la priorité à une solution diplomatique, ont répondu les chefs d'Etat arabes au secrétaire à la défense américain, William Cohen. Observer « une attitude de très grande fermeté », ont préconisé les présidents américain et français, Bill Clinton et Jacques Chirac. Garder « ouvertes » toutes les options, répètent Washington et Londres. Eventuellement renoncer aux inspections de l'ONU au profit d'un usage combiné de sanctions et de recours à la force, envisage l'administration américaine, selon le *New York Times*.

Autant de réponses qui prouvent que nul n'a trouvé la solution-miracle. Ceux qui envisagent un possible recours à des frappes militaires, même massives, n'ont pas la réponse à la question que posent ceux qui y sont opposés : des frappes militaires, mais après ? Et

ceux qui prônent une solution diplomatique doivent se rendre à l'évidence : toutes les potions du genre, administrées jusqu'à présent, ont été provisoires et n'ont pas empêché les « rechutes ».

Le gouvernement irakien « joue » de cette perplexité. Il mise aussi sur les effets de l'embargo pluriel qui lui est imposé par l'ONU depuis août 1990 et qui est de plus en plus impopulaire au sein de l'opinion publique internationale - arabe en particulier - et auprès d'un nombre de plus en plus grand de gouvernements, parce qu'il pénalise très lourdement la population et a entraîné une désagrégation du tissu social du pays. Il parle, enfin, sur l'usage d'une mise en quarantaine qui a trop duré. A la Foire internationale de Bagdad, cette année, même des firmes saoudiennes sont représentées, malgré les multiples autorisations exigées par Riyad pour autoriser leur participation.

Le chef de la diplomatie française, Hubert Védrine, affirme avoir d'autant plus de mal à comprendre la récente rupture de l'Irak avec l'Unscop que le Conseil de sécurité de l'ONU venait de franchir un pas en direction de Bagdad.

Le Conseil s'était en effet, pour la première fois, déclaré, le 30 octobre, disposé à procéder à un examen global des sanctions, pour

peu que Bagdad revienne sur une décision antérieure d'interdire aux inspecteurs l'accès de nouveaux sites.

L'Irak réclamant depuis des mois qu'un calendrier pour la levée des sanctions soit enfin établi par le Conseil de sécurité, sa rebuffade a, de fait, de quoi étonner. Certains diplomates se demandent même si l'Irak ne cherche pas l'affrontement.

S'il est vrai que la transparence n'est pas l'apanage du président Saddam Hussein, l'expérience des dernières années montre qu'il n'en suit pas moins certaines lignes directrices. Ce qu'il veut, c'est une réhabilitation de son pays et de son régime au moindre coût, c'est-à-dire la levée des sanctions, en essayant d'échapper autant que faire se peut aux exigences des Nations unies. D'où la dissimulation d'informations sur ses programmes d'armement, son retard - un an - à accepter la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'ONU, plus connue sous la formule « pétrole contre nourriture », ou, quelque temps plus tôt, sa réticence à accepter le tracé de la frontière koïteïenne.

ZONES D'OMBRE

Devant l'intransigeance de l'ONU, et/ou la combinaison de la pression diplomatique et de la menace militaire, il a toujours fini par céder ; en se réservant néanmoins à chaque fois une marge de dissimulation pour ce qui concerne ses programmes d'armement. Il affirme aujourd'hui qu'il a tout dit

en la matière. L'Unscop, pour sa part, relève toujours des zones d'ombre dans les domaines des armements balistique, chimique et nucléaire.

Ces lacunes peuvent être comblées si l'Irak fait preuve « d'un peu de coopération », ce qui permettrait de passer au stade du contrôle à long terme, déclarait le

chef de l'Unscop, l'Australien Richard Butler, avant la crise. « Avec un peu de bonne volonté, d'ici à la fin 1998, ou au plus tard au début de 1999, l'Unscop pourrait déclarer l'Irak désarmé », déclarait-il (*Le Monde* du 7 octobre).

A l'aune de l'expérience, l'une des questions qui peuvent être légitimement posées est celle de savoir si M. Hussein, en interdisant, le 5 août, l'accès de nouveaux sites aux experts en désarmement, puis en rompant toute coopération avec l'Unscop, ne cherche pas, une nouvelle fois, à sauver ce qu'il peut de son armement interdit. A moins qu'il vise à forcer la main aux politiques, parce qu'il est convaincu, du moins l'affirme-t-il, que l'Unscop n'est qu'un instrument aux mains des Etats-Unis et qu'elle différera indéfiniment l'octroi d'un satisfecit à l'Irak, condition *sine qua non* de la levée de l'embargo pétrolier des Nations unies. N'en trouve-t-il pas une preuve dans cette résolution du Congrès américain prévoyant l'octroi d'un soutien militaire américain à l'opposition irakienne ?

Mouna Naïm

U.S. Military Says It Could Strike Iraq With Forces Already in Place

By THOMAS E. RICKS
And CARLA ANNE ROBBINS
Staff Reporters

WASHINGTON — As President Bill Clinton weighs military action against Iraq, U.S. military planners say any attack could rely on cruise missiles and manned bombers and could be executed with the American forces already deployed to the Persian Gulf.

Mr. Clinton discussed Iraq with his top national-security advisers at Camp David over the weekend, and White House officials said while there is no final decision, the president directed them to continue reviewing both military and diplomatic options. But there is a growing feeling both within the administration and among America's closest allies that a military confrontation may be unavoidable.

Saddam Hussein, who has barred all United Nations weapons inspections, so far has shown no sign of backing down. Unlike the last face-off, when Russia and France both opposed military action, "Saddam has no defenders anymore," a British official said. He added that the only remaining diplo-

matic step is some warning to Iraq or formal ultimatum. In Kuwait, British Defense Secretary George Robertson said: "Time is running out. Patience is running out."

Pentagon officials consider the most likely military option as one relying largely on U.S. ships and aircraft deployed in the Gulf region, with backup from British bombers and other allied support.

Any attack likely would begin with strikes by Tomahawk cruise missiles against anti-aircraft radar and communications sites. Strike aircraft, mainly from the U.S. navy, would then go after "hard" targets, such as reinforced-concrete bunkers used as military headquarters, and suspected chemical- and biological-weapons sites. Air force B-52s flying from U.S. bases could also launch cruise missiles.

The second military option examined calls for a major buildup of American forces, and would culminate in air raids larger than those launched the first night of the 1991 Gulf War. But U.S. officials consider that far less likely, noting that U.S. forces already would be moving from Eu-

rope and the U.S. to the Middle East.

U.S. and British officials say they prefer a peaceful resolution. But if military action is required, an air campaign would focus on severely diminishing Iraq's ability to threaten its neighbors: destroying command and control, weapons and weapons-development sites. With no inspections, Iraq would have no way to get crippling international economic sanctions lifted.

After the last face-off, the Clinton administration reconfigured its forces — and its strategy — to permit swift military action without sending in additional U.S. aircraft and troops every time Saddam Hussein provoked a crisis. That "yo-yoing," as the U.S. military calls it, had exhausted U.S. personnel and strained relations with America's Arab allies, giving the Iraqi leader more incentive to confront the U.S.

The administration hasn't articulated this revised policy.

THE WALL STREET JOURNAL EUROPE

NOVEMBER 10, 1998

Entrevista a Kendal Nezan, director de l'Institut Kurd de París

AURELI ARGEMÍ

EUROPA DE LES NACIONS • ESTIU 1998 • NÚM 38

El tema del Kurdistan és recurrent en els grans mitjans de comunicació. Sigui per la importància numèrica (els kurds són uns trenta milions de persones) i estratègica que té aquesta nació sotmesa i partida per les fronteres estatals de Turquia, Iraq, Iran, Síria i Armènia, sigui per les convulsions internes que la sacsegen i per les notícies que generen les lluites d'alliberament, sorgides ara en un punt ara en un altre del seu vast territori. La nostra revista també ha tractat sovint el tema del Kurdistan, encara que no sigui una nació europea. Ho ha fet pel seu interès intrínsec i per solidaritat i perquè Europa acull centenars de milers de kurds que, justament, dins del nostre continent, volen fer sentir la seva veu com a tals, i no tan sols com a emigrants genèrics (sovint confosos amb els emigrants turcs o d'altres estats de l'Orient Mitjà).

Cal dir que els kurds, fet molt poc freqüent en una nació sense Estat, disposen a Europa dels seus propis canals de comunicació. L'opinió pública europea pot tenir, d'aquesta manera, un bon nivell d'informació sobre els kurds. Una de les peces clau en aquest sentit és l'Institut Kurd de París, un centre de documentació especialitzat de primer ordre i un centre de difusió de notícies i promotor d'estudis i debats que ha esdevingut imprescindible. El seu director i fundador, el Sr. Kendal Nezan, és el nostre entrevistat.

El Sr. Kendal Nezan, nascut el 1949 a Diyárbakir (a la part del Kurdistan ocupada per Turquia), és un militant de la causa kurda sortit del món universitari. És doctor en física nuclear per la Universitat de París. Però no exerceix com a tal. Creu que, mentre els kurds siguin víctimes de la conculcació dels seus drets més elementals, haurà de dedicar tots els seus esforços a defensar els seus conciutadans. La seva trajectòria és prou reveladora: ha escrit molts llibres i articles, ha participat en un gran nombre de conferències i ha intervingut en els fòrums internacionals més importants, sempre com a solidari actiu de les justes reivindicacions del poble kurd. Persona respectada a tot arreu, no és estrany que no ho sigui a Turquia, on el règim militar de torn -el 1981- li va manllevar la "ciutadania" en aquell Estat.

D'entrada voldria precisar-li que aquesta entrevista, feta en el marc d'una revista que tracta sobretot temes europeus, l'hauríem de centrar en alguns aspectes de les relacions entre Europa i el Kurdistan. No parlarem, doncs, de tota la problemàtica del Kurdistan. Dit això, si m'ho permet, per als qui vulguin saber més coses del Kurdistan i en particular posar-se constantment al dia, al final de l'entrevista li demanaré, com a colofó, l'adreça de l'Institut Kurd de París.

Completament d'acord. I moltes gràcies per l'oportunitat que em dona de poder parlar, a través del gènere literari de l'entrevista, als lectors de l'*Europa de les Nacions*. Coneixia ja la revista i crec que és un bon instrument per endinsar-nos en el món de les nacions d'una manera rigorosa, cosa del tot necessària per poder tractar una temàtica que sovint queda desdibuixada per la ignorància o per la intolerància dels qui no accepten la realitat ni veuen més lluny del propi nas. Precisament l'Institut Kurd de París, la direcció del qual m'ocupa bo-

Aureli Argemí
és secretari general
del CIEMEN i director
d'EUROPA DE LES NACIONS.

na part de la meua vida quotidiana, té aquesta doble finalitat: oferir al gran públic una informació plural i a la vegada rigorosa i sempre posada al dia sobre el Kurdistan, que serveixi de referent per poder parlar i discutir amb propietat sobre la problemàtica d'aquest país.

Quan repassem la història de la colonització i descolonització del segle XX trobem el Kurdistan enmig de moltes batalles, de moltes promeses i de moltes frustracions, sovint per culpa de la intervenció dels Estats europeus. A què són deguts aquests fets?

El Kurdistan va entrar dins del cercle dels interessos prioritari del món occidental a partir del moment que s'hi van descobrir recursos naturals tan atractius com són el petroli i els seus derivats. Després de la Primera Guerra Mundial, el Kurdistan, entre altres territoris de l'Orient Mitjà, va centrar l'atenció dels vencedors d'aquella contesa. No tant per conèixer millor el poble kurd o per trobar una resposta a les aspiracions dels kurds i d'altres pobles, com per mirar de guanyar-se'ls amb l'objectiu de distribuir-se el control o l'explotació de les seves riqueses.

Les dues potències que es van interessar més pel Kurdistan van ser França i la Gran Bretanya. També els nord-americans, però aquests, teòricament almenys, per altres motius, com ara estendre el seu domini polític. En efecte, recordem, per exemple, que, gràcies als corrents favorables al dret a l'autodeterminació dels pobles, defensats amb força pel President dels Estats Units d'Amèrica, el senyor Wilson, el Kurdistan es trobava a la llista dels pobles que s'havien d'emancipar dotant-se, si volien, d'un estat propi. Així va figurar en els Acords de Sèvres de 1920. Per tant, els nord-americans veien el Kurdistan dins d'un plantejament menys interessat egoísticament que els anglesos i francesos.

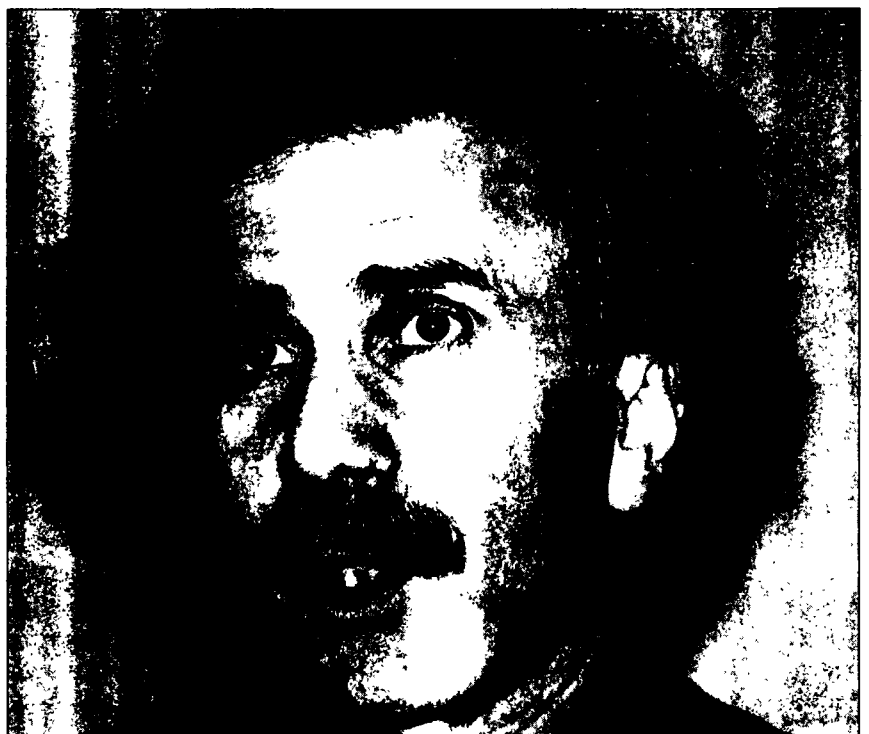
La Gran Bretanya, molt lligada a la zona per la gran quantitat d'interessos econòmics i polítics que ja hi tenia abans de la Primera Guerra Mundial, en principi va haver d'acceptar que el Kurdistan es dotés d'un Estat propi si el poble ho volia. Però, de fet, els anglesos

veien en un Estat independent del Kurdistan sobretot un coixí o un aturador dels ànims expansionistes de la cada vegada més potent Unió Soviètica, situada al llindar del Kurdistan. Però, alhora, contradictòriament, la mateixa Gran Bretanya preferia que el Kurdistan s'integrés en el nou Estat turc sorgit de les cendres de l'imperi otomà. Turquia comptava ja amb una tradició militar sòlida i amb amistats en el món occidental que la podien transformar ràpidament en un aliat potent. És a dir, la Gran Bretanya donaria suport a un Kurdistan lliure sempre que fos part integrant de Turquia. No equival això a voler la quadratura del cercle? França va assumir també aquest plantejament i va deixar que el règim turc anés dominant el poble kurd, mentre, a canvi, rebia el suport anglès per dominar altres zones econòmicament també interessants.

D'altra banda, els nord-americans, que no veien amb massa bons ulls les tramoies anglofranceses, finalment optaren per callar i per ser compensats amb l'oferta de participació en l'explotació del petroli, especialment avantatjós en la regió kurda del nou Estat d'Iraq. Tanmateix, els nord-americans van creure's encara les promeses del gran cabdill turc Mustafà Kemal en el sentit que el Kurdistan seria respectat com a tal, com a territori d'un poble distint, en un context gairebé federal de Turquia.

El Kurdistan va entrar dins del cercle dels interessos prioritari del món occidental a partir del moment que s'hi van descobrir recursos naturals tan atractius com són el petroli i els seus derivats

De fet, en la primera Assemblea de diputats a la capital turca havia d'haver-hi setanta-cinc diputats kurds. Però el 1923, quan el règim de Kemal s'havia ja consolidat, els kurds van ser foragitats dels llocs de poder i sistemàticament perseguits, mentre creixia la despreocupació dels Estats europeus i dels mateixos nord-americans per la seva causa. Únicament els kurds rebien un cert reconeixement i un suport internacional a l'Iraq; però menys com a kurds que com a forces d'interposició entre els turcs i els iraquians, com a barrera humana per protegir sobretot els interessos petrolers occidentals.



FRANCESC DE DALMASES

Des d'aleshores, sembla que s'han produït unes constants en el poble kurd: la consciència col·lectiva de ser no solament un poble distint sinó també de ser un poble traït per les grans potències internacionals, de posseir el dret inalienable a l'autodeterminació, en principi reconegut, però que se l'han d'anar guanyant cada dia, amb els sacrificis més alts, amb guerres que no acaben mai.

Sí, és veritat. Només pel que fa al dret a l'autodeterminació voldria subratllar que el poble kurd ha conservat sempre la memòria històrica de ser un poble reconegut per les instàncies internacionals, almenys després de la Primera Guerra Mundial, que el seu dret a l'autodeterminació va lligat a la seva identitat col·lectiva, que no pot perdre de vista aquest dret si vol ser fidel, precisament, a la seva identitat, i que, de moment, mentre espera temps millors, l'ha de reafirmar amb la reivindicació resistent.

A la llum d'aquestes premisses hem d'interpretar que el poble kurd, malgrat les seves divisions internes, per desgràcia sovint cruentes, no hagi acceptat mai de bon grat el procés de repartició del seu país entre diferents Estats nascuts o desenvolupats durant els últims setanta anys. Tot i així, el poble kurd ha sabut aprofitar-se de les circumstàncies d'afebliment polític d'alguns d'aquests Estats per aixecar la seva veu reivindicativa. Això li ha permès, per exemple, que en ocasió de la Guerra del Golf, davant l'afebliment del règim iraquí a l'escena internacional, la part del poble kurd que es troba dins les fronteres iraquianes s'hagi pogut reorganitzar i ara pugui viure d'una manera força autònoma, en tots els àmbits. Per contra, a Turquia els kurds continuen sent objecte de persecució sistemàtica. Pensem que durant anys la paraula *kurd* no es podia pronunciar a Turquia. Segons el llenguatge polític admès, els kurds érem "turcs de les muntanyes". Avui a Turquia hi ha una evolució en el sentit del reconeixement dels kurds, però encara som molt lluny del que hauria de ser.

El poble kurd, malgrat les seves divisions internes,

per desgràcia sovint cruentes, no ha acceptat mai de bon grat el procés de repartició del seu país entre diferents Estats nascuts o desenvolupats durant els últims setanta anys

Més aviat als kurds actius se'ls associa a grups més o menys terroristes. I això justifica les incursions periòdiques de l'exèrcit turc en territori kurd o deportacions de pobles sencers. Sortosament hi ha una certa pressió internacional que frena poc o molt els corrents xenòfobs.

Aquesta pressió internacional suposo que prové, en bona mesura, del lobby que forma la massa emigrada kurda als països occidentals, particularment a Alemanya i als Estats nòrdics d'Europa. Quants kurds deu haver-hi a Europa occidental?

Sens dubte el lobby hi és, però haig de puntualitzar que hi ha una complicitat per part de persones i grups d'organitzacions no governamentals per defensar els drets dels kurds. Altrament no s'entendria que ja siguin força nombrosos els partits polítics europeus que s'oposen a l'entrada de Turquia a la Unió Europea mentre no quedi mínimament resolt el problema kurd.

Pel que fa al volum de l'emigració kurda a Europa occidental, es difícil donar xifres exactes, perquè en els documents oficials o cartes d'identitat no hi figura si una persona és kurda o no. Els anys 60-70, certament molts kurds que

provenien sobretot de l'Estat turc, van emigrar a Alemanya i als països nòrdics d'Europa, tots ells necessitats de mà d'obra barata. En la massa migratòria també hi havia un bon nombre d'estudiants que buscaven beques per poder continuar o fer estudis superiors amb l'esperança de retornar un dia al país d'origen i contribuir al seu progrés. Amb la caiguda del xa a l'Iran i l'arribada del règim islàmic, molts kurds, entre d'altres, van pendre el camí de l'exili i arribaren a Europa. Era al començament dels anys 80. Després va venir la guerra inacabable d'Iran i Iraq i, novament, molts kurds d'aquests dos Estats aconseguiren escapar-se i refugiar-se a Europa occidental. Cap a finals dels anys 80 també es produïren cops d'Estat a Turquia, i un bon nombre de kurds, de nou —alguns d'ells intel·lectuals de primera fila—, es tornaren a veure obligats a emprendre el camí de l'exili cap a Europa. A més, la recessió econòmica que patia ja aleshores l'Europa occidental es traduí en un progressiu rebuig d'immigrants provinents del Tercer Món i molts kurds ja no podrien introduir-se a Europa d'una manera més o menys legal. S'inicià, així, el temps de l'arribada clandestina de kurds a Europa o a altres indrets extraeuropeus.

Actualment la diàspora kurda a Europa es calcula al voltant d'un milió de persones, la majoria dels quals a Alemanya (uns sis-cents mil) seguida de França (uns cent-cinquanta mil). Pràcticament a tots els Estats d'Europa occidental hi ha presència de kurds immigrants. A l'Estat espanyol i a l'Estat italià aquesta presència és poc notable.

Cal reconèixer que, sobretot a Alemanya, hi ha hagut una evolució positiva per part de les autoritats públiques respecte als kurds, en el sentit que, a poc a poc, s'han creat serveis de tota mena, especialment en el món escolar, que tenen en compte la personalitat distinta dels kurds. Aquest fet és important perquè, com recordava abans, ha permès que el contingut kurd figurés entre els motius per refusar Turquia com a membre de la Unió Europea. A Suècia, on predomina l'emigració d'intel·lectuals kurds, el reconeixement és encara més profund, té més conseqüències en els nivells de formació de professors de llengua i cultura kurdes, en la publicació de llibres en llengua kurda i, fins i tot, en participació política.

És en aquest context que va ser fundat l'Institut Kurd de París, no?

Exacte. El 1983 un grup d'intel·lectuals kurds obteníem del govern francès una ajuda que ens permetia, amb uns mínims de garantia de continuïtat, la creació de l'Institut Kurd de París. Personalment hi vaig participar d'una manera molt activa. Jo havia arribat a París en la primera onada d'emigrats intel·lectuals, el 1971. Des del primer moment, vaig rebre l'encàrrec de dirigir aquest Institut. Des de la seva creació, l'equip que el portem intentem que sigui més que un Institut per a intel·lectuals o informadors; hem volgut sempre que fos també un lloc de trobada de tots els kurds, siguin quines siguin les seves tendències, i un lloc de manteniment o resistència de la cultura kurda.

L'Institut Kurd de París és, però, primerament, un centre de documentació que permet acumular i difondre informació rigorosa sobre el poble kurd, sobre què ha estat, què és, què vol... És una mena de finestra oberta per poder veure i interpretar la realitat del Kurdistan en les seves diverses facetes. Ofereix dades fidedignes als grans mitjans de comunicació de tot el món, i no tan sols als francesos. També és una base per a la formació dels mateixos kurds. A partir del que pot oferir l'Institut, organitzem seminaris, concursos, donem

La diàspora kurda a Europa es calcula al voltant d'un milió de persones, la majoria dels quals a Alemanya (uns sis-cents mil) seguida de França (uns cent-cinquanta mil). Pràcticament a tots els Estats d'Europa occidental hi ha presència de kurds immigrants

una formació i cerquem beques per a estudiants. Força llibres relatius als kurds tenen les seves fonts principals en la documentació que conté aquest Institut. A més a més, intentem afavorir el diàleg entre les cultures i fomentar una cultura de la pau fundada en el respecte a la diferència cultural.

En realitat els dirigents de l'Institut poden mantenir-se neutres, quan -com és ben sabut- hi ha tan-tes faccions kurdes que lluiten per tenir una hegemonia en el discurs polític, cultural, etc?

Mirem de mantenir-nos neutres. O, més aviat, independents. Es tracta d'una qüestió de vida o mort pel mateix Institut. Això ens dóna una llibertat però també ens crea dificultats. I no tant per part dels kurds com per part dels nostres *sponsors*, en general forces polítiques o culturals d'esquerra. Igualment tenim dificultats que ens vénen de les conjuntures polítiques, de les pressions de Turquia, particularment, al govern francès. Precisament per defugir aquestes pressions cerquem fonts de finançament plurals; de manera que si, per exemple, el govern francès decidís un dia de no ajudar-nos, poguessim continuar normalment la vida de l'Institut.

Voldria recordar ara que entre les ajudes que hem tingut figura la Generalitat de Catalunya, gràcies a la qual vam poder confeccionar i publicar un

mapa molt precís del Kurdistan que ha servit molt als kurds de l'exili i als mitjans de comunicació de tot el món interessats pel Kurdistan. Al mapa trobem ben indicat que el govern català l'ha finançat i que ha estat imprès a Catalunya. Quan el difonem, ens sembla que estem servint també els legítims i més nobles interessos catalans; és una manera simbòlica de col·laborar en el reconeixement de la nació catalana.

Però no és únicament el mapa allò que ens aproxima a Catalunya. Des de l'Institut i des d'altres instàncies hem promogut debats per veure si el model d'autonomia catalana ens podria servir per a estudiar el contingut i la forma d'expressar les reivindicacions nacionals catalanes en un context ampli com és la Unió Europea.

Segons vostè, què podríem fer els catalans per estar més efectivament al costat del poble kurd, ara que està passant un període d'especial persecució, i no tan sols a Turquia?

Pel que fa a l'ajuda humanitària, és molt difícil de fer alguna cosa directament. El govern turc fa tot el que pot per impedir l'ajuda vinguda de l'exterior. Abans de començar aquesta entrevista, vostè mateix m'explicava que a uns delegats del CIEMEN les autoritats turques els va impedir l'accés al Kurdistan tot i que hi volien entrar només per elaborar un projecte d'ajuda humanitària. Les circumstàncies polítiques ac-



FRANCESC DE DALMASES

tuals també impedeixen arribar al Kurdistan de l'Iraq i de l'Iran. Quant als kurds que es troben dins d'altres Estats, el nombre és inferior i els respectius governs estatals han portat endavant, des de fa anys, una política de dispersió o assimilació dels kurds, amb èxits, malauradament, notables. En poques paraules, de moment, les ajudes de les organitzacions no governamentals catalanes són pràcticament impossibles. En tot cas, potser caldria trobar una fórmula de cooperació a través de les organitzacions humanitàries acceptades a la zona, com les que depenen de les Nacions Unides, o cooperar amb projectes dels kurds que es troben a la diàspora.

En aquesta última línia, una forma d'ajuda podria ser facilitar la publicació de llibres en kurd i traduccions al català de llibres kurds. Seria una col·laboració intercultural que, a la llarga, ens ajudaria no solament a conèixer-nos millor, sinó també a sostenir i difondre actituds de pressió perquè els governs occidentals fossin més contundents a l'hora de condemnar la repressió que ha de sofrir el poble kurd i per obligar els responsables estatals de la zona a cercar solucions als veritables problemes dels kurds. Una altra forma d'ajuda seria la de finançar beques per a estudiants kurds que seran un dia l'esperança feta realitat dins del poble kurd ja alliberat, esperem. *Internet* i altres mitjans de comunicació que la tecnologia puntera posa a la nostra disposició poden servir per a fomentar la solidaritat amb el poble kurd per damunt de les fronteres estatals infranquejables.

Quina posició té vostè personalment davant la insistent demanda de Turquia d'entrar a la Unió Europea? Per ara la majoria de governs de la Unió Europea no l'accepten, en particular a causa de la política turca de no respecte als drets humans sobretot dins del Kurdistan. Quina és la seva valoració d'aquesta actitud?

He tingut l'ocasió de poder parlar, directament, d'aquest tema davant del Parlament Europeu i amb representants de les institucions europees i d'Estats de la Unió Europea. Em sembla que, en general, he estat escoltat i ben entès, especialment per aquelles persones que pertanyen a pobles que són vic-

times, amb més o menys intensitat, de la incomprensió, de la repressió o de la marginació com a pobles diferents. Un eurodiputat català, per exemple, pot entendre millor que d'altres, com els de mentalitat jacobina, la nostra problemàtica.

Al meu entendre, la qüestió no és tant si Turquia pot o no pot entrar a la Unió Europea perquè persegueix els kurds. La qüestió és més profunda i rau en el fet que Turquia no compleix una condició prèvia: no és un Estat homològic, no és ben bé democràtic ni en la mentalitat dominant ni en les estructu-

**Intentem afavorir
el diàleg entre
les cultures i
fomentar una
cultura de la pau
fundada en el
respecte a la
diferència cultural**

res, almenys com ho són els integrats ja a la Unió Europea. Turquia, si més no, hauria de reconèixer el caràcter pluricultural, per no dir plurinacional, del seu Estat, i obrar en conseqüència. No se li exigeixen gaires més coses per ara. És incompreensible, per exemple, la seva reacció violenta davant les condemnes que se li fan pel genocidi ja històric del poble armeni.

Si Turquia complís uns mínims democràtics, em sembla que seria positiva la seva inclusió en la família dels països de la Unió Europea. Mentrestant, per mi és evident que un Estat que practica el genocidi cultural no pot assegurar-se a la mateixa taula dels qui posen els drets humans com a referent número u de la convivència. La millor manera de col·laborar perquè Turquia pugui entrar a la Unió Europea és denunciar, sense reserves, la seva política repressiva i ajudar, tant com sigui possible, els mateixos turcs a veure la incoherència d'una demanda d'entrar a la Unió Europea amb la pràctica, quotidiana, dels seus governs successius d'apartar-se dels requisits necessaris per poder-hi entrar. En aquest context, caldria també denunciar els governs occidentals, com l'espanyol, que venen armes a Turquia que poden servir per a atacar els kurds.

**Si Turquia complís
uns mínims
democràtics, em
sembla que seria
positiva la seva
inclusió en la
família dels països
de la Unió
Europea**

Voldria puntualitzar que no és positiva, per justificar la no inclusió de Turquia en la Unió Europea, l'excusa que Turquia és un Estat oficialment laic però de fet majoritàriament musulmà i que per això no hauria de participar en un club d'Estats amb el referent comú que és el cristianisme. Aquesta és una excusa que, almenys en els temps actuals, ja no és vàlida. L'acceptació de la interculturalitat i del pluralisme religiós és, en un món cada vegada més globalitzador, una de les bases de la convivència constructiva.

A més a més, Turquia es troba molt aïllada i no és estimada en el món àrab, però això no és suficient per a acceptar-la dins la Unió Europea. En aquest punt voldria reiterar que res no ens hauria de fer oblidar mai, em sembla, que la qüestió de fons pel que fa a la acceptació de Turquia dins de la Unió Europea és de caràcter democràtic.

Encara una altra observació: els successius governs turcs volen demostrar que, es vulgui o no, entraran a la Unió Europea a través de les vies diplomàtiques, valent-se de la protecció dels Estats Units d'Amèrica, amb els quals els uneix ja, entre d'altres coses, el fet que Turquia sigui membre de l'OTAN. Aquest desafiament és un perill real, perquè significa que els dirigents turcs no tenen cap intenció de canviar res a fons i confien que aconseguiran molt si saben jugar la carta de la pressió a través dels interessos dels Estats Units a la zona.

Abans d'acabar l'entrevista, voldria posar en relleu que últimament vostè ha participat, d'una manera molt activa, en una activitat promoguda en part pel CIEMEN: la confecció, aprovació i difusió de la Declaració Universal dels Drets

Només podem ser universals si som nosaltres mateixos. En aquesta perspectiva, els kurds o els catalans podem ser capdavanters, perquè patim polítiques de persecució i de substitució en nom d'uns universalismes excloents i, per tant, negatius



FRANCESC DE DALMASES

Lingüístics. Què opina d'aquesta Declaració, sobretot en relació amb el poble kurd?

Valoro aquesta Declaració com una iniciativa necessària i alhora oportuna. És necessària perquè, en primer lloc, moltes persones intuïen des de fa temps que calia fer aquest pas, que calia omplir un buit en el dret internacional. La Declaració significa un primer i significatiu pas important en aquest sentit. A més, la Declaració s'ha redactat amb una visió o perspectiva mundial, a partir de la realitat i situació de cada una de les llengües. Un exercici de rigorositat difícil, però em sembla que ha estat ben reeixit.

També la Declaració ha estat una iniciativa oportuna. Perquè quan estem entrant a l'era de la globalització, interpretada sovint com una prova evident que estem en vies del superament de les diferències culturals i lingüístiques, la Declaració se'ns presenta com un antídoto o un repte. Ens ve a dir que només podem ser universals si som nosaltres mateixos; tan sols si ens expressem en el nostre propi idioma. En aquesta perspectiva, els kurds o els catalans podem ser capdavanters, perquè patim polítiques de persecució i de substitució lingüístiques en nom d'uns universalismes excloents i marginadors i, per tant, negatius. Tenim

una gran responsabilitat perquè ens toca fer un paper de locomotives.

En tot cas, la Declaració és un bon text de reflexió i referència, ben garantit per la quantitat d'ONG i personalitats del món sencer que l'han rubricada. Cal recórrer encara un llarg camí perquè esdevingui realment la base d'un dret internacional lingüístic, però estic segur que no ens mancarà la perseverança per a arribar-hi. No hem d'oblidar que per redactar i fer acceptar la Declaració Universal dels Drets Humans han calgut molts esforços i recórrer ja un llarg camí. Segurament avui, gràcies a la rapidesa de les comunicacions, el camí serà més curt. No obstant això, hem de preparar-nos a totes les eventualitats, a tenir paciència. Hem de mobilitzar-nos, trobar moments de confluència d'esforços, aconseguir més adhesions, insistir perquè els grans mitjans de comunicació s'hi interessin més, fer més pressió mediàtica davant la UNESCO, no deixar mai de ser activament perseverants. Els catalans ens podeu servir de guia i, en concret, confio que el CIEMEN continuï tenint un paper impulsor, en co-

herència amb el que ja ha fet exemplarment fins ara.

Nosaltres, gràcies a la pressió que hem pogut exercir, a través de personalitats de tot el món que s'han adherit a la nostra causa cultural, finalment hem aconseguit que el govern turc aixequés algunes de les prohibicions que amenaçaven d'acabar per sempre amb la nostra llengua. Una petita mostra confirmadora que la raó lingüística, i no tan sols kurda, és de la nostra banda.

Al començament li demanava que em donés l'adreça de l'Institut Kurd de París per a tots els lectors que vulguin saber més i estar sempre al dia sobre el Kurdistan.

Amb molt de gust. És aquesta:

Institut Kurde
106, rue La Fayette
75010 - Paris
Tel. (Int.) + 33 + (0) 148246464
Fax (Int.) + 33 + (0) 147709904

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, November 10, 1998

Spy Suspects in Cyprus Put Turkish-Israeli Ties Under Magnifying Glass

By Deborah Sontag
New York Times Service

JERUSALEM — The arrest of two Israelis on suspicion of spying on a military installation in Cyprus had a comic caper element that immediately raised questions here about whether it was the latest in a series of bumbles by the Israeli intelligence agency, Mossad.

On a more serious level the arrest of two Israeli men in a small fishing village near Larnaca, Cyprus, spotlighted regional tensions about the growing security cooperation between Israel and Turkey.

The two men, Udi Hargov, 27, and Yigal Damary, 49, who said they were teachers, were held on suspicion of espionage after the Cypriots said they had been found with electronic equipment while recording police or military conversations off a sophisticated scanner.

According to the Cypriots, the men had visited the coastal village, Zygi, which abuts a military camp, twice before in the previous month.

The proprietor of a local taverna, Panikos Cristoldo, had been alerted to notify the authorities if they returned. When they did, Mr. Cristoldo turned them in.

"Something in my heart told me these were spies who had come to hurt my country," Mr. Cristoldo told the Israeli daily Ma'ariv. "Since my intuition never disappoints me, I knew that when the police turned up, they would not go away empty-handed. Everyone in our small village suspected them."

Israel's president, Ezer Weizman, traveled to Nicosia just a week ago to smooth tensions with Cyprus, where the government is wary of the growing

closeness between Israel and Turkey. Cyprus has been in a tense dispute with Turkey since 1974, when Turkish forces seized control of the northern third of the island. Tensions have been aggravated by the Greek Cypriots' recent purchase of Russian anti-aircraft missiles.

"Naturally, we are not happy that holders of Israeli passports were involved in something like this," said Euripides Euriviades, the Cypriot ambassador to Israel. "There is a lot of anxiety back home with what is happening with the ongoing strategic, military relationship between Israel and Turkey. We had the assurances of President Weizman last week that no harm could come to us from this relationship. So the timing of the incident is not great, although we have due process back home and everyone is innocent until proved guilty."

Through the 1990s, Turkey and Israel have forged a close strategic relationship. The Israelis have sold military equipment and provided training to the Turks, and the Turks have allowed Israeli military planes to fly over Turkish air space. Before the Turkish prime minister visited Israel in early September, Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel created a political storm by saying the relationship constituted a "new axis" in the Middle East. He later retracted this description, saying he had not expressed himself well.

Writing for the Israeli paper Yediot Ahrnot, Ron Ben Yishai, a security expert, said the arrests were meant to send "a warning to Israel lest it decide to provide Turkey with any intelligence or military assistance in its fight against Greek Cyprus."

Mr. Euriviades said the Cypriots would probably charge the two with espionage within the week. Spying is punishable by a maximum sentence of 10 years.

[Justice Minister Nicos Koshis of Cyprus said police would see the issue through, and take the suspects to trial if the evidence was hard enough, Reuters reported from Nicosia.]

"This is a state, there is justice and nobody is above the law," he said.]

But it remained unclear whom — if anyone — the two Israelis represented. Some intelligence experts theorized that they were working directly for the Turks, who have vowed to block the imminent delivery of the new surface-to-air missiles.

The Cypriots fear that the Israelis have trained Turkish pilots in sophisticated interception techniques.

The Mossad has been known to use Cyprus for training missions, and Gad Shomron, a former Mossad agent, said that the two Israelis, who had previously visited Cyprus, were on such a mission.

"There is no doubt that based on the information that we have, they came for the purpose of spying on the Republic of Cyprus and specifically the National Guard," Sergeant Kyriakos Kyriacou, the police lawyer for the Larnaca district, told a court.

The Israeli press Sunday used the occasion to recount all Mossad's most recent blunders. They included an incident this year, when five Mossad agents were caught trying to bug a house in Bern, Switzerland. That same week, the Mossad director resigned over a bungled attempt to assassinate a Hamas official in Jordan last fall.

Norway blasts Turkey for denying visa to human rights activist

OSLO, Nov 10 (AFP) - Norwegian Prime Minister Kjell Magne Bondevik urged fellow Nordic countries on Tuesday to protest Turkey's denial of an exit visa to a human rights activist wishing to travel to Norway for medical reasons.

"Two days ago Arkin Birdal was denied an exit visa to go to Norway for medical treatment and to give a lecture at the Nobel Institute in Oslo," Bondevik said. "This is unacceptable, and I urge the other Nordic countries to join Norway in protesting against the Turkish authorities."

Bondevik spoke during a meeting of the Nordic Council Ministerial Conference in Oslo, gathering cabinet members and parliamentarians from all five Nordic countries.

Birdal, 50, was shot down and severely wounded at his office in Ankara last May 12.

He has been a leading figure of the German Human Rights Association since 1992. He is also vice president of the International League for Human Rights.

Birdal was prevented by police on Monday from boarding a flight to Oslo.
oln/aep/jz

Turkey accuses Iraq of aiding rebels

ANKARA, Nov 10 nov (AFP) - Turkey's vice-premier Bulent Ecevit on Tuesday accused Iraq of "increasing its support" to a Kurdish rebel group, and warned that Ankara was ready to take measures to protect its security.

"There are signs of heightened support from Iraq for the PKK" (Kurdistan Workers' Party), Ecevit said after a meeting with Iraq's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) head Jalal Talabani here.

If the succour afforded to the PKK by Iraq threatens Turkey's security, "we will take all necessary measures" Ecevit was quoted by the Anatolie press agency as saying.

His comments came as a US official also pronounced here that Iraqi President Saddam Hussein was cooperating with the rebels who are seeking a separate Kurdish state.

"Baghdad seems to be cooperating with the PKK in a manner which is not in Turkey's interests, nor those of the Kurds or the Iraqi people in general," said the official, who wished to remain anonymous.

In a move aimed at allaying Turkish fears over moves to grant greater autonomy to Iraqi Kurds, the United States and Britain joined Turkey in stressing their support here Tuesday for the territorial integrity of Iraq.

"Turkey, the United States and Britain, as co-sponsors of the Ankara process, reiterate the importance of safeguarding Iraq's territorial integrity," the three nations said in a joint statement released here.

"Fundamental decisions on Iraq's future must be taken by all the Iraqi people," the statement added.

The statement was issued after representatives of the three countries met in Ankara with the two main Iraqi Kurdish leaders, whose factions have controlled northern Iraq in defiance of Baghdad since the 1991 Gulf War.

The Ankara process, begun in 1996 and sponsored by Turkey, the United States and Britain, is aimed at bringing peace to the warring KDP and PUK rebel movements.

Turkey welcomed Tuesday's statement. "Our concerns have been dispelled," Turkish foreign ministry spokesman Sermet Atacanli said.

After his meeting, Ecevit also said Turkey was cooperating with the PUK against the rebels in the north of Iraq.

"We explained to Mr Talabani that it would be a large cooperative effort against the PKK. We are convinced that he is ready to cooperate with Turkey," he added.

The PKK has used northern Iraq as its base since the end of the Gulf War in 1991.

Last week the Turkish army launched a new incursion into Iraq.

Ecevit said Turkey would "take more effective measures" in northern Iraq in face of infiltration of PKK rebels from Syria.

The violent rebellion has cost 31,000 lives since 1984.

.....

Ankara, Londres et Washington attachés à l'intégrité de l'Iraq

ANKARA, 10 nov (AFP) - La Turquie, la Grande Bretagne et les Etats-Unis ont réaffirmé mardi leur attachement à l'intégrité territoriale de l'Irak, tout en affirmant que les décisions sur l'avenir de ce pays doivent impliquer tout le peuple irakien.

"La Turquie, les Etats-Unis et la Grande Bretagne, en tant que co-sponsors du processus d'Ankara, réaffirment l'importance de la sauvegarde de l'intégrité territoriale de l'Irak", ont déclaré ces trois pays dans une déclaration commune publiée à la suite des rencontres qu'ont eu à Ankara les deux principaux chefs kurdes d'Irak.

Cette déclaration vise à apaiser les inquiétudes d'Ankara au sujet de l'accord de paix signé en septembre à Washington entre le chef de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), Jalal Talabani et son rival Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

Le processus d'Ankara avait été lancé en 1996 sous le patronage de la Turquie, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne pour rétablir la paix entre le PDK et l'UPK.

"Nos inquiétudes ont été dissipées", a dit mardi un porte-parole de la diplomatie turque, Sermet Atacanli.

MM. Barzani et Talabani avaient accepté à Washington, sous l'égide des Etats-Unis, de résoudre leurs désaccords pendant une "période de transition" devant déboucher sur des élections, en principe en juin 1999, pour la formation d'une "assemblée régionale".

Ankara a dénoncé cet accord, estimant qu'il avait été conclu sans sa participation et qu'il accentue la division de l'Irak.

"Les décisions fondamentales sur l'avenir de l'Irak doivent être prises par tout le peuple irakien", précise la déclaration.

La Turquie craint que l'accord inter-kurde ne prépare le terrain à la création dans le nord de l'Irak d'un Etat kurde indépendant pouvant constituer un exemple pour les 8 à 12 millions de Kurdes vivant sur son sol, alors qu'elle fait face à la rébellion du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

La Turquie se félicite par ailleurs dans cette déclaration des engagements formulés par le PDK et l'UPK concernant ses "préoccupations légitimes de sécurité" et son "droit de se défendre contre le terrorisme", en référence au PKK.

M. Talabani a déclaré lundi que son parti oeuvrerait contre toute organisation ayant pour objectif des attaques contre la Turquie, affirmant que le nord de l'Irak ne sera pas un sanctuaire pour le PKK.

Le PDK est l'allié de la Turquie depuis mai 1997 dans le nord de l'Irak contre le PKK, qui utilise cette région comme base arrière.

So, Ankara has its assurances on northern Iraq

- Now Turkey has to encourage implementation of the Washington Agreement and see to it that stability is restored in northern Iraq...

Editorial by Ilnur Cevik

Northern Iraq is Turkey's back yard, and thus anything that happens there is of strategic importance for our vital interests... So it was only normal that Turkey showed so much sensitivity to the Washington Agreement, forged by the United States between Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) led by Jalal Talabani, or Mam Jalal.

Now Turkey has received assurances both from Barzani and Talabani that the agreement signed in Washington does not supplement the Ankara peace process and that it is only complimentary. Besides this, Ankara was assured that neither side intends to declare a separate Kurdish state in the region.

Ankara also won assurances from Washington and London that they have no ulterior motive such as creating or supporting a separate state in northern Iraq. This was clearly highlighted in a trilateral statement signed by Turkey, the United States and the United Kingdom at the insistence of Ankara...

Turkey even had the United States and Britain acknowledge that in the past the activities of some NGOs in northern Iraq "may not have conformed with their status."

So everyone, including Talabani, has gone out of their way to satisfy Ankara. Now Ankara has to reciprocate.

The Turkish government has to help in the success of the Washington Agreement, which will bring better order to northern Iraq and thus erase the power vacuum in the region that Turkey has complained about in the past. This means we have to take steps to actively encourage Barzani and Talabani to keep to the timetable for reconvening the interim Parliament as well as staging fair elections this summer. This will be to the benefit of the Kurdish groups as well as the Turkomans, who should be represented in the new northern Iraq administration.

Yes, Ankara has the right to demand an active fight from the PUK against the PKK. However, Ankara has to realize that there will be certain governments in the Middle East that will try to

sabotage the Washington Agreement and thus see to it that the instable atmosphere prevails in northern Iraq. Therefore, Turkey has to help Talabani as well as Barzani to overcome these political pressures...

Turkey has to actively participate in developing more trade with northern Iraq, which will help both Barzani and Talabani as well as the region as a whole. Thus the KDP and the PUK will be given incentives to give the Washington Agreement a chance to succeed.

All this means Turkey's more active participation in the affairs of northern Iraq instead of sitting on the sidelines and doing nothing. It also means more consultations and coordination with Barzani and Talabani. Is the Turkish government prepared for this?

Iran Seeks Loans to Avoid Bankruptcy

A WALL STREET JOURNAL EUROPE Roundup

The Iranian government, beset by doggedly low oil prices and mounting debt, is negotiating with creditors in Japan, Germany and Italy for \$3 billion in bridge loans to stave off a default on debt payments.

"They need to get that \$3 billion as soon as possible," said an analyst close to the debt talks. "If these three countries cannot help them, then they may have to declare bankruptcy."

Economists, businessmen and diplomats say the crunch is now so acute that the government is virtually out of cash, forcing delays in payment to key Western creditors.

As a result, several high-profile investments, including a \$1.2 billion credit underwritten by the Italian government and announced in July, are on hold and may be canceled outright, the diplomats and businessmen say.

German Figure Questioned

To weather the storm, they say, Iran is in talks with creditors from the three countries, among its top trade partners, to secure \$1 billion each. This is in addition to some \$1.5 billion already put up by France.

An official with a German bank who requested anonymity confirmed that German banks have been approached by Iranian officials about a possible bridge loan. The figure being discussed, however, is well below \$1 billion. The official said the German banks, which could include four or five of the largest lenders, are considering a figure closer to \$300 million.

The official added that the forms of collateral are still under consideration, and an announcement could come as early as next week.

The Central Bank of Iran declined to comment on the debt talks, although senior government officials have repeatedly said they were able to meet existing international commitments. The Majlis, or parliament, last month passed an emergency rescue package, including forward sales of future oil deliveries. Analysts say the measures are too little, too late.

"There is not enough to cover strategic imports and to pay the debts," said one foreign analyst.

The specter of one of the world's leading oil exporters teetering on the brink of bankruptcy reflects a series of interrelated problems:

— Persistently low prices for crude oil, which provides Iran with about 80% of its hard-currency revenues.

— An imposing, but temporary, mountain of debt, largely left over from a major rescheduling in 1992 and 1993.

— The failure to tackle the economy's structural problems, including its overreliance on oil revenue.

Rolling Back Estimates

Oil prices are running around \$11 per barrel, far below the price of \$16 first predicted in the budget for the year ending March 20. Iran later lowered the budgeted oil price to \$12 a barrel.

Revenues from oil exports for the six months beginning in March fell to \$5 billion, off 39% from the prior year. At the same time, the bill for the 1993 restructuring is coming due, augmented by other short-term obligations.

Estimates from one foreign embassy, based in part on official figures, show total revenues for the six months ended September 22 at \$6 billion.

Costs were put at \$9.5 billion for the same period: \$4.4 billion to cover the 1993 rescheduling, \$2.5 billion in short-term debt and letters of credit, and \$2.6 billion on government expenditures. The high costs forced Iran to dip into its reserves.

A similar pattern can be expected for the second half of the current Iranian year, the embassy analysis showed.

Some relief may be in sight — if Iran can navigate the next 12 to 18 months.

The latest central bank figures peg outstanding foreign debt for this year at \$5.57 billion, dropping to \$3.7 billion next year. Western projections show just \$864 million in debt for the year after that.

But analysts say prospects for the current round of talks are uncertain, with Japan, Italy and Germany each facing its own set of obstacles to any deal.

In Japan, for example, Iran's creditors are looking to the government for guidance before extending new credits, to be backed

by future oil sales. Pressure from the U.S. not to aid Iran has damped Japanese enthusiasm.

Some of the German debt is owed to a range of medium-size firms, complicating any such talks by the sheer number of players, while businessmen say Italy's earlier ardor for Iranian deals, on full display this summer, has cooled.

All this, says economist Fariborz Raisdana, begs the question of how Iran fell into this trap in the first place. "The economy is in crisis, reflecting frozen policies and overreliance on oil. This leaves Iran vulnerable at all times," he said. The economy must be overhauled and the power of the traditional merchant elite broken before Iran can safely avoid future oil and debt shocks, he said.

"Perhaps this (debt) problem will provide the shock needed to move ahead."

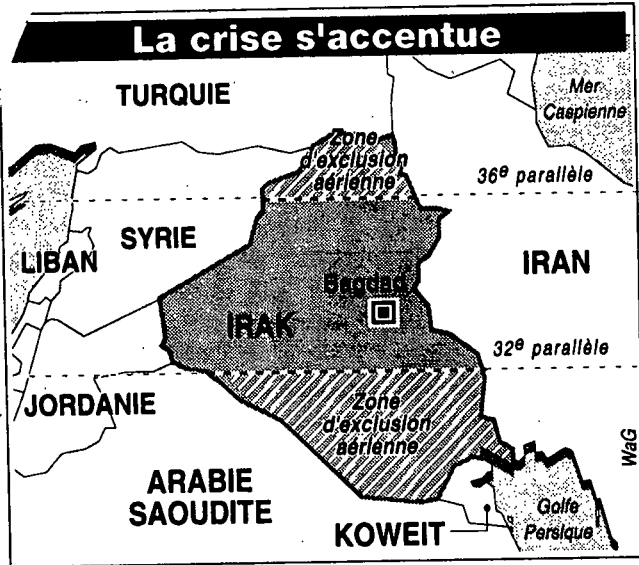
THE WALL STREET JOURNAL EUROPE

THURSDAY, NOVEMBER 12, 1998

Bill Clinton dépêche un second porte-avions américain dans le Golfe

La folle bravade de Saddam Hussein

En cherchant l'affrontement, le dictateur irakien espère que des frappes aériennes le transformeront en martyr de la cause arabe. A moins que Washington ne change de stratégie.



Sauver l'honneur sans tomber dans le piège ? L'intransigeance de Saddam Hussein place le Conseil de sécurité devant un inextricable dilemme.

Les « 15 » ne peuvent sans déchoir laisser le président irakien mener la partie à sa guise. Mais, en le bombardant pour violations répétées des résolutions de l'ONU, les Occidentaux rendraient un fier service à leur adversaire. Ils en feraient une victime... et donc un héros.

A moins évidemment de le tuer, une série de frappes « chirurgicales » aurait toutes les chances de le renforcer : sinon militairement, du moins politiquement. C'est l'avis d'un diplomate européen bien placé. « Les États-Unis, dit-il, laissent entendre qu'ils pourraient frapper vite. S'ils passent à l'acte, ils tomberont dans le piège. La population irakienne se pose des questions sur Saddam et les Arabes ne s'intéressent plus autant à lui. Il veut les frappes aériennes ! » « En cas de bombardement, tous les Irakiens serreront les rangs derrière leur président », confirme un irakien, généralement plus critique.

Les stratèges de Washington rêvent depuis huit ans que le « Diable de Bagdad » soit emporté par une révolution, un complot ou une belle révolte populaire. Selon un scénario, des frappes aériennes bien ci-

blées provoqueraient une telle commotion que les chamboulements espérés suivraient... Rien n'est exclu dans un pays à l'histoire aussi tumultueuse que l'Irak. Les experts sont pourtant réservés. La sécurité irakienne écrase féroce et systématiquement toute contestation. « A l'intérieur, il n'existe plus d'opposants », reconnaît l'exilé cité plus haut.

L'opposition extérieure n'est guère plus convaincante. On se souvient qu'en 1996 la CIA et ses acolytes s'enfuirent de la zone autonome du Kurdistan irakien quand Saddam y lança son armée. Un soulèvement n'est pas garanti ! Un diplomate irakien souligne que, « même en 1991, les choses n'ont pas évolué comme le voulaient les Américains ». Les révoltes kurde et chiite furent, dans un premier temps, matées.

« Frappes très dures »

La communauté internationale est condamnée à réagir. Le défi de Saddam est d'autant plus grave que l'ONU venait de proposer à l'Irak « un examen d'ensemble » des sanctions. Plus que les réactions prévisibles de Washington et de Londres, celle de Paris révèle des frustrations, d'ailleurs partagées par les capitales arabes. Jacques Chirac juge « incom-

préhensible et inacceptable » la décision irakienne de rompre avec les inspecteurs du désarmement de l'Unscorm. Hubert Védrine enfonce le clou. « Les dirigeants irakiens s'engagent une fois de plus dans la mauvaise direction », déplore le ministre des Affaires étrangères. En fait, c'est l'existence même du système de sanctions qui paraît aujourd'hui en question. Les dirigeants irakiens n'ont pas vu – ou pas voulu voir – le commencement de la fin du tunnel dans l'« examen d'ensemble » offert, le 31 octobre, par le Conseil de sécurité. Un responsable souligne en effet que « les États-Unis ont bloqué toute référence à l'article de la résolution 687, qui

prévoit la levée de l'embargo pétrolier quand le désarmement irakien aura été vérifié ». Les Irakiens sont d'autant plus pressants que la résolution « pétrole contre nourriture » les déçoit. La chute des cours du baril a amputé les revenus promis. Huit ans d'embargo, c'est assez !

Bill Clinton a adressé hier un nouvel avertissement à l'Irak. Il a affirmé que les États-Unis devaient « être prêts à agir » si Saddam Hussein ne reprenait pas une totale coopération avec les experts de l'ONU. Le maintien des refus irakiens des inspections des sites militaires « porterait atteinte de manière permanente à la crédibilité du Conseil de sécurité des Nations unies », a estimé le président américain. En attendant, Washington continue d'accélérer ses préparatifs militaires en pressant l'allure d'un second porte-avions, l'Enterprise, en route pour le Golfe.

Le Pentagone a ordonné le déploiement 84 bombardiers et chasseurs ainsi que plus de 3 000 soldats en renfort. Le Conseil de sécurité s'est réuni à huis clos. Un diplomate a noté que la Russie avait réclamé cette réunion pour « demander des

comptes » sur le départ des experts en désarmement de l'ONU. De son côté, le président irakien s'est réuni avec son ministre de la Défense et les principaux chefs militaires. Le vice-premier ministre, Tarek Aziz, a dénoncé le retrait des experts en désarmement. Dans le même temps, l'essentiel du personnel de l'ONU a quitté Bagdad en prévision d'éventuelles frappes. La France n'entend pas participer à une action militaire, mais affiche une attitude de fermeté. Elle souhaite un déplacement en Irak du secrétaire général Kofi Annan pour tenter d'infléchir la position de Bagdad.

Pour sa part, le ministre russe des Affaires étrangères, Igor Ivanov, a mis en garde contre l'usage de la force qui détruirait selon lui sept ans de travail diplomatique difficile. (AFP.)

des ratés du mécanisme de désarmement mis en place après la guerre du Golfe, Washington s'engage dans « une stratégie radicalement neuve, et sans demi-mesure », selon un diplomate arabe chevronné. Il s'attend à « des frappes très dures sur les objectifs militaires irakiens ». Les conséquences d'un tel bouleversement seraient incontrôlables. Quiconque se soucie de la stabilité de l'Irak et de sa région a de quoi être inquiet, à commencer par les Arabes.

« Quand on est près du feu, on voit mieux que ça brûle que quand on est loin, à Washington par exemple », explique le diplomate précité.

Il y a quelques mois, Tarek Aziz, le bras droit de Saddam Hussein, déclarait que, « pour l'Irak, le statu quo est pire que la guerre ». La phrase est plus d'actualité que jamais !

Claude LORIEUX

LE FIGARO

12 NOVEMBRE 1998

général de l'ONU retourner à Bagdad...

Certains en doutent. Déçu

Builder's Mafia Tale Sends Markets Reeling in Turkey

By HUGH POPE
Staff Reporter

ISTANBUL — A construction magnate's revelations about the Turkish mafia and murky dealings in the highest levels of government rattled Turkey's financial markets, threatening the country's nascent recovery from the emerging-markets crisis and further weakening the ruling minority coalition government.

Korkmaz Yigit was once an obscure builder of luxury villas. But all Turkey was listening as a videotape of his confessions played on his two national television stations late Tuesday. He alleged that Prime Minister Mesut Yilmaz and the state minister for the Treasury, Gunes Taner, offered him state financial and moral support if he bought a state-owned bank — despite the fact that he made no secret of his close relationship with one of Turkey's most notorious gang bosses.

Mr. Yilmaz's aides and Mr. Taner deny the story. And, despite virulent calls for the government's resignation and two parliamentary censure motions filed by the opposition, the government may survive. No alternative coalition suggests itself in the fractured Parliament, and the biggest party is still the pro-Islamic Virtue Party, which is hated by the powerful Turkish army. But the scandal will further weaken the government ahead of early elections planned for April, meaning privatization and other reforms will once again be delayed in this fast-growing country of 65 million people.

Sensing volatility ahead, investors sent the Istanbul Stock Exchange index plunging 15%, and interest rates surged. The allegations also cast a shadow over Turkey's return to the Eurobond market this week, its first since the summer's global crisis.

Yields rose 10 basis points, or hundredths of a percentage point, on the 600 million marks (\$356.4 million) of bonds issued Tuesday. (Article on page 6.)

Clearing the Air?

"There are worries. Partly it's because in the next year, Turkey somehow has to roll over \$20 billion in debts," said Suleyman Tombul, a director of Istanbul's General Finance Services Corp. "Things are bubbling up to the surface. But the public wants the mess cleaned up, the military is frustrated. Who isn't?"

Even though the short-term outlook is shaky, Mr. Tombul and others believe that revelations of mafia penetration of the state are part of a long-term general clearing of the air in Turkey. Since a car crash at the town of Susurluk revealed state links to the mafia two years ago, the government has been compelled to admit its agents acted in a state terror campaign.

The current scandal appears to be separate, but no Turkish businessman would like to live through the humiliations of Mr. Yigit.

"My honor is bankrupt. I can't even look my wife and children in the face," Mr. Yigit said in his long, prerecorded statement. His television stations broadcast the tape a day after he was arrested for links to the mafia and publicly paraded in handcuffs that he tried to cover with his coat. He has also lost tens of millions of dollars after his failed attempts this summer to grow from a small player to a force in banking and the media.

The story started Aug. 4, when Mr. Yigit made a winning \$600 million bid in the state sale of Turkbank. The sale was suspended on Oct. 22, after the leak of a recording of Mr. Yigit talking to Alaattin

Cakici, one of Turkey's most wanted mafia bosses, who is in jail in France for a passport offense. In the recording, he asks for Mr. Cakici's help in eliminating rivals in the bid; Mr. Cakici promises his support, saying: "If a businessman values his life, it's better for him not to get into this bank."

Mr. Yigit claims in his television statement that he was merely humoring the mafia boss, and was in fact acting with the full support of Messrs. Yilmaz and Taner. He says they promised financial support from state banks.

New Discipline

Few analysts believe Mr. Yilmaz was seeking personal financial advantage. Asaf Savas Akat, rector of Istanbul's Bilgi University, says the allegations support the possibility that Mr. Yilmaz, struggling to raise funds for the state budget, was simply seeking the highest bid possible for a bank that was proving difficult for the state to sell — even though the bid would be made with the backing of state money.

With elections in the offing, however, political advantage may have been a factor. "They may think that they were doing him a great favor, a guy with all those newspapers and TV stations," says Mr. Akat. "It's sheer stupidity, the mentality of people who rule. But there is also now a general feeling that you can't do these things and get away with it any longer."

A pointer in that direction was Mr. Yigit's experience when he attempted to take over the respected daily Milliyet newspaper. After his mafia link became public, the writers who had welcomed him on the steps of the building began to rebel. Pressure built, and he was forced to sell the newspaper back to its original owner for \$17 million less than he paid. He also transferred the ownership of his two other newspapers to their reporters.

THE WALL STREET JOURNAL EUROPE THURSDAY, NOVEMBER 12,

Saddam receives final warning from United Nations as Clinton and Blair

Countdown to strike on Iraq

pave the way for air attacks

Ian Black in London and Julian Borger in Washington

AMERICAN and British air strikes against Iraq could take place within days after the United Nations yesterday withdrew its weapons inspectors and Bill Clinton and Tony Blair warned Saddam Hussein to back down immediately.

Kofi Annan, the United Nations secretary-general, issued a final appeal to the Iraqi leader, Saddam Hussein, to resume co-operation with the UN as indications of impending military action multiplied.

On a day that began with the dramatic announcement that all personnel from the UN special commission, Uns-

com, and most other UN staff, were leaving Iraq, the US and Britain both warned nationals about the dangers of travelling in the Middle East.

Richard Butler, the Unscorn chairman, said he had withdrawn 100 inspectors on the recommendation of the US. Other diplomats suggested the UN was irritated by what amounted to an American diktat.

Russia repeated its strong opposition to the use of force and demanded to know why Unscorn had been pulled out, seeing the withdrawal, probably correctly, as the prelude to air strikes.

"Any use of force would not only render the situation in the Gulf more difficult but there would be far-reaching consequences across the

The Guardian Thursday November 12 1998

Middle East," said the foreign minister, Igor Ivanov.

President Clinton warned: "We must be prepared to act if he [Saddam] does not." And Mr Blair told MPs: "We will act if he does not immediately come back into compliance."

Within an hour of Mr Clinton's speech the Pentagon announced that William Cohen, the defence secretary, had signed orders sending 129 warplanes, Patriot anti-missile batteries, and over 3,000 ground troops to bolster US military strength in the Gulf as the countdown began to a punitive onslaught.

In Baghdad President Saddam chaired a cabinet meeting to discuss the "precautionary measures" ministries should take.

Iraq has insisted it will not

resume co-operation with weapons inspections until the UN sacks Mr Butler and produces a timetable for the lifting of sanctions. The UN says sanctions will not be lifted until Unscorm testifies to the Security Council that all Iraqi weapons of mass destruction are accounted for.

In the Arab world, President Hosni Mubarak of Egypt said there was "not one single Arab country" that supports the use of force against Iraq. But one Arab ambassador in London said: "This time it is serious. Unless the Iraqis back down there will be military action soon."

Diplomats predicted that the US and Britain, with the token support of a few other European countries, would launch military action, insist-

ing that no further security council backing was required.

No deadline has been given to Iraq, but Washington and London both want to avoid a protracted diplomatic campaign to win support for attacks. Foreign Office sources said visits planned by British ministers to the Middle East next week were now under review.

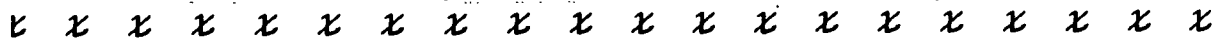
Mr Annan's appeal, made before cutting short a visit to Morocco to return to New York, was described as "the last shot in the locker".

The US aircraft and troop reinforcements are not expected to be fully deployed until late next week, and the naval reinforcements currently steaming towards the Middle East will not all reach

the Gulf until November 26. But US officials have repeatedly stressed that a strike could take place before all the reinforcements are in place.

Attacks would almost certainly mean an end to seven years of Unscorm monitoring and inspections, though Britain says that without it Iraq could produce chemical and biological weapons in weeks, a long-range missile in a year and a nuclear weapon in five years.

Unscorm has withdrawn from Iraq before, but yesterday's pullout comes against a background of mounting concern that it has outlived its usefulness and serves simply to allow Saddam to choose when he creates a crisis.



L'opposition réclame le départ du gouvernement en raison de liens mafieux

ANKARA, 11 nov (AFP) - L'opposition a réclamé mercredi la démission du gouvernement de Mesut Yilmaz après les révélations d'un homme d'affaires selon qui ses liens avec un chef mafieux étaient connus du Premier ministre.

Deux chaînes de télévision privées appartenant à cet homme d'affaires, Korkmaz Yigit, interpellé par la police lundi dans le cadre d'une affaire de privatisation, ont diffusé mardi soir une cassette contenant ses révélations.

M. Yigit y explique ses liens avec un chef mafieux turc emprisonné en France, Alaattin Cakici. Il affirme que ces liens étaient connus du Premier ministre et du ministre d'Etat chargé de l'Economie, Gunes Taner, au moment où il avait acheté une banque d'Etat, Turk Ticaret Bankasi (TTB) en juillet dernier pour 600 millions de dollars.

Deniz Baykal, chef du Parti républicain du Peuple (CHP, social-démocrate), qui soutient le gouvernement de coalition minoritaire mais sans en faire partie, a immédiatement réclamé la démission de M. Yilmaz, suivi par le Parti de la Vertu (Fazilet, islamiste) et le Parti de la Juste Voie (DYP, droite) de Mme Tansu Ciller.

Le DYP a annoncé son intention de déposer une motion de censure contre le gouvernement pour obtenir son départ.

M. Yilmaz, qui a réuni ses proches collaborateurs dans la nuit de mardi à mercredi, n'avait pas fait de déclaration mercredi matin.

En cas de dépôt de motion de censure, le sort du gouvernement dépend de la position du CHP. Si cette formation vote pour la motion, l'opposition dépasse la barre de majorité absolue de 276 voix, ce qui permet une destitution du gouvernement.

M. Yigit, propriétaire de la société Korkmaz Yigit Insaat (bâtiment et travaux publics) était devenu un magnat de la presse en quelques mois, achetant coup sur coup trois quotidiens et deux chaînes de télévision.

Puis il avait annoncé fin octobre son désengagement du secteur des médias, après la publication par la presse du contenu présumé d'enregistrements

téléphoniques entre lui et Alaattin Cakici, où le mafieux lui aurait proposé d'écarter les autres candidats au rachat de la Turkbank.

Korkmaz Yigit a également affirmé dans sa cassette qu'il avait expliqué à M. Gunes Taner l'insuffisance de ses moyens financiers pour acheter la TTB, mais que le ministre lui avait promis un soutien de crédit pour faciliter le paiement.

M. Yigit a aussi affirmé avoir été orienté par M. Yilmaz sur l'achat de cette banque et celui du quotidien Milliyet, pour 310 millions de dollars, un projet qu'il avait plus tard abandonné.

La privatisation de TTB avait été gelée en octobre par le gouvernement après la révélation des liens présumés de Korkmaz Yigit avec Alaattin Cakici. Le gouvernement avait également annoncé qu'il prenait le contrôle de la Bank

Express, dont M. Yigit était propriétaire.

Selon le quotidien Hurriyet, M. Yigit avait ordonné à ses chaînes de télévision de diffuser ses révélations, enregistrées fin octobre, s'il était interpellé par la police.

x x

Les Etats-Unis prêts à bombarder l'Irak Plus personne ne veut négocier avec Bagdad

L'ONU, les Européens et huit pays arabes rejettent la responsabilité de la nouvelle crise sur Saddam Hussein.

Washington

de notre correspondant

« **L**e temps n'est plus à la négociation. Il n'y a rien à négocier », a répété hier le porte-parole de la Maison Blanche, tandis que les préparatifs de frappes aériennes contre l'Irak s'intensifiaient et que les Nations unies, ainsi que plusieurs pays occidentaux, poursuivaient l'évacuation de leurs diplomates et ressortissants de Bagdad. Clinton et la secrétaire d'Etat Madeleine Albright ont passé une nouvelle journée au téléphone, pour s'assurer le soutien, ou la neutralité bienveillante, de leurs alliés en Europe et au Moyen-Orient. « La situation actuelle ne peut se prolonger, car il y a de réels dangers à laisser l'Irak en position de reconstituer son arsenal », a expliqué James Rubin, porte-parole du département d'Etat. L'espoir de manœuvres diplomatiques de dernière minute, sur lesquelles Saddam Hussein semble avoir misé, est mince.

Annan attend. Le vice-Premier ministre irakien, Tarek Aziz, a affirmé hier que le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, « est le bienvenu à Bagdad pour discuter d'une solution diplomatique et éviter l'agression américaine ». La seule « solution » qu'Aziz ait proposée est le démantèlement de ce qu'il appelle le « groupe de Butler »

(l'Unscop, commission de désarmement de l'Irak, ndlr), qui n'est, selon lui, qu'une filiale de la CIA et du Mossad, les services secrets américains et israéliens. En février, Annan avait sauvé in extremis l'Irak d'une attaque, en concluant avec Saddam Hussein un accord où ce dernier avait promis pour la énième fois de coopérer avec l'ONU pour le contrôle du désarmement irakien. Mais Annan a fait savoir hier que la seule issue à la crise ouverte par Saddam le 31 octobre est qu'il « applique en totalité les engagements pris », et qu'il ne se rendra pas à Bagdad tant que l'Irak ne sera pas revenu sans conditions sur sa décision de ne plus coopérer avec l'Unscop. ...

L'isolement irakien est total. Hier, huit Etats arabes – Egypte, Syrie et six membres du Conseil de coopération du Golfe (Bahreïn, les Emirats arabes unis, le Koweït, Oman, le Qatar) – ont eux aussi appelé Saddam à faire marche arrière et indiqué qu'il serait responsable des conséquences de son défi. Les deux pays traditionnellement les plus compréhensifs à l'égard de Bagdad, la France et la Russie, n'ont pas plaidé sa cause lors de la réunion d'urgence du Conseil de sécurité mercredi après-midi. Aux Etats-Unis mêmes, on entend fort peu de voix pour critiquer la fermeté affichée par Clinton. Pour l'heure, comme l'a répété mercredi Madeleine

Albright, une attaque aérienne américaine n'aurait d'autre objectif déclaré que « de réduire de manière significative la capacité irakienne à reconstituer son arsenal » d'armes de destruction massive (chimiques, biologiques, nucléaires).

Frappes massives. En réalité, l'administration Clinton semble être arrivée à la conclusion que le contrôle par l'ONU n'est plus en mesure de garantir un véritable désarmement de l'Irak et que les conflits continueront tant que Saddam sera au pouvoir, ce dernier étant déterminé à préserver à n'importe quel prix l'arsenal chimique et biologique qu'il est soupçonné d'avoir caché. Les Etats-Unis semblent déterminés à porter des coups très sévères au régime de sorte que ses opposants aient une chance de le renverser. Les fuites en provenance du Pentagone (ministère de la Défense) promettent « une offensive décisive », bien plus massive et prolongée que les « frappes chirurgicales » de 1993 et 1996. Le dispositif américain ne sera pas totalement en place avant le 23 novembre, mais les forces déjà dans le Golfe ont la capacité de mener à tout moment une campagne de plusieurs jours de bombardements intensifs contre les installations militaires et les centres de communication irakiens. La question ne semble donc plus de savoir si Clinton – qui doit toujours par-

tir samedi en Asie – donnera l'ordre de frapper, mais quand. A moins qu'à son habitude Saddam Hussein ne recule au bord du gouffre après avoir mis à profit l'attention médiatique que lui a garantie la crise ●

PATRICK SABATIER

Les dates clés de la crise

Mai 1991: création par le Conseil de sécurité d'une commission spéciale de l'ONU sur le désarmement de l'Irak (Unscop).

Janvier 1993: raids et bombardements américains contre des objectifs militaires et un complexe suspecté d'abriter un site nucléaire.

Septembre 1996: frappes aériennes à la suite d'incursions irakiennes au Kurdistan.

Janvier 1998: l'Irak interdit ses sites sensibles aux experts de l'Unscop.

Février 1998: médiation réussie de Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, à Bagdad.

Octobre 1998: l'Irak suspend toute coopération avec l'Unscop.

11 novembre 1998: Richard Butler, le chef de mission, ordonne le départ d'Irak des experts de l'Unscop.

L I B E R A T I O N
1 3 N O V E M B R E 1 9 9 8

La multiplication des scandales politico-mafieux menace le premier ministre turc

ISTANBUL

de notre correspondante

Les scandales qui, depuis des mois, révèlent au grand jour la collusion entre le pouvoir politique turc et des gangsters, anciens militants de l'extrême droite, menacent désormais de provoquer la chute du premier ministre, Mesut Yilmaz, accusé personnellement d'avoir des contacts avec des milieux mafieux alors même que son gouvernement a officiellement déclaré la guerre au crime organisé.

Le dirigeant social-démocrate Deniz Baykal, dont le soutien est crucial pour la coalition - minoritaire à l'Assemblée nationale -, a en effet donné à M. Yilmaz jusqu'au 12 novembre pour démissionner sinon quoi, a-t-il affirmé, son Parti populaire social-démocrate (SHP)

n'appuierait plus le gouvernement. Le Parti de la Turquie démocratique (DTP), qui appartient à la coalition, devait se réunir, mercredi, pour définir sa position mais a déjà annoncé, lui aussi, qu'il serait difficile de poursuivre la collaboration avec le premier ministre. Quant aux partis d'opposition, ils préparent une motion de censure.

Les confessions de Korkmaz Yigit, un homme d'affaires véreux, enregistrées sur cassette vidéo peu avant son arrestation et diffusées le 10 novembre à la télévision, semblent impliquer directement le premier ministre. M. Yigit, qui a fait sa carrière dans le secteur de la construction, avait, en août, au cours d'une vente aux enchères publiques, acquis les parts étatiques de Türkbank, une banque que le gouvernement voulait privatiser. Sans que personne ne sache d'où il avait obtenu ses fonds, il avait ensuite acquis coup sur coup deux quotidiens, *Yeni Yüzyil* et *Milliyet*, ainsi qu'une chaîne de télévision pour la somme totale de 1,2 milliard de dollars...

LA « GUERRE DES CASSETTES »

La publication par les médias d'une conversation téléphonique enregistrée entre M. Yigit et Alaattin Cakici, le dirigeant mafieux accusé de plusieurs meurtres arrêté en août à Nice et emprisonné en France, avait par la suite révélé que la privatisation de Türkbank avait été influencée par la mafia, qui avait menacé certains acheteurs

potentiels. La presse avait également écrit qu'une note d'information avait été adressée par la police au bureau du premier ministre pour l'avertir - avant la vente aux enchères - que M. Yigit était en contact avec des milieux criminels. Le document en question, qui était parvenu au bureau du premier ministre, avait cependant été « égaré », M. Yilmaz affirmant ne l'avoir jamais lu. Selon Korkmaz Yigit, le premier ministre et le ministre responsable de l'économie, Günes Tanner, étaient, en fait, tous deux au courant de ses contacts avec Alaattin Cakici, et l'avaient néanmoins encouragé à acheter Türkbank, ainsi que les deux quotidiens.

Depuis la diffusion de sa conversation avec le dirigeant mafieux, M. Yigit a essuyé un sérieux revers : la vente de Türkbank a été suspendue, les deux journaux ont été rendus à leurs anciens propriétaires, la banque centrale a mis la main sur Bank Express, un autre établissement bancaire qui lui appartenait, et il se trouve actuellement en détention et sous interrogatoire.

Les révélations de M. Yigit, qui semblent confirmer des rumeurs

qui circulent depuis plusieurs semaines, ont été prises au sérieux à Ankara. Bien que des dizaines de personnalités mafieuses aient été arrêtées dans le cadre de l'opération « Mains propres » que le gouvernement affirme avoir lancée, la « guerre des cassettes » qui sévit en Turquie - à savoir toutes les fuites provenant apparemment de factions diverses - a déjà fait des victimes. Le ministre d'Etat Eyup Asik, proche collaborateur de Mesut Yilmaz

au sein de son Parti de la Mère patrie (ANAP), avait démissionné après avoir été forcé d'admettre qu'il s'était entretenu directement, à plusieurs reprises, avec Alaattin Cakici.

C'est une collision routière, en novembre 1996 à Susurluk, qui avait pour la première fois révélé à l'opinion publique turque les liens existant entre les politiciens, des gangs mafieux d'extrême droite et certains éléments de la police. A l'époque, le Parti de la juste voie de Tansu Ciller avait été mis en cause et l'immunité parlementaire de deux de ses députés - dont l'ancien chef de la police et ex-ministre de l'intérieur Mehmet Agar - avait été levée.

Nicole Pope



Turkey Nears Government Collapse As Scandal Weakens Yilmaz's Support

Associated Press News Service

ANKARA - Turkey's fourth coalition government in three years was brought to the edge of collapse on Thursday, as a key ally defected to the opposition over a privatization scandal. A coalition partner, meanwhile, debated withdrawing its support.

The leader of the Republican People's Party, Deniz Baykal, filed a no-confidence motion against Prime Minister Mesut Yilmaz, siding with two opposition parties that lodged similar motions a day earlier.

With the pivotal Republicans turning on him, Mr. Yilmaz's 16 month-old government has little hope of survival.

The motions accuse Mr. Yilmaz of abusing his power and being linked to organized crime.

They were not expected to be debated before next week, but a decision from a coalition partner, the Democratic Turkey Party, on withdrawing from the government was expected sooner.

The crisis began Wednesday, when a businessman linked to organized crime

claimed Mr. Yilmaz rigged the privatization of a state-run bank in his favor. Mr. Yilmaz denied any wrongdoing, saying he was trying to keep the organized crime group out of the deal and get the highest price possible.

Three governments have collapsed since the Islamic party won the 1995 elections. New elections are now planned for April. If the prime minister resigns, President Suleyman Demirel has several options, including appointing a caretaker government.

Mr. Yilmaz came to power in July 1997, after the military forced out an Islamic-led government for its antiseccular policies.

In another blow against the Islamic party, police detained Ankara Mayor Melih Gokcek on Thursday, on charges of favoring some private firms in municipality contracts. His detention follows the conviction of Istanbul Islamic Mayor Recep Tayyip Erdogan for reading an antiseccular poem at a political rally. The city council elected an Islamic replacement on Thursday.

LE MONDE / JEUDI 12 NOVEMBRE 1998

THE WALL STREET JOURNAL EUROPE

FRIDAY - SATURDAY, NOVEMBER 13 - 14, 1998

UN chief sidelined in new stand-off with Iraq

KOFI ANNAN, the United Nations Secretary-General, cut short his trip to northern Africa yesterday and boarded a plane. It was crisis time again, with the United States and Britain once more on the brink of blitzing Iraq with missiles and bombs. But Mr Annan was not bound for Baghdad. He went home.

He literally went home, to his apartment in the upmarket Sutton Place neighbourhood of Manhattan, not to UN headquarters. Because this time, the Secretary-General is firmly on the sidelines. How different to February, when he dashed to Baghdad for the chat with President Saddam Hussein that bought the world a reprieve.

There is a tedium to this cycle of stand-offs with Saddam. But since February, the picture has changed. The way it looked last night, any notion of the world's diplomat-in-chief returning to the banks of the Tigris looked unlikely. The diplomatic door for the US strike is wide open - if it wants to. It is not clear whether the weapons inspections conducted by the UN inspectors, Unscorm, will ever resume, or if Washington even wants them to.

The pivotal moment came on 31 October, the day that Saddam announced he was suspending all further co-operation with Unscorm, whose work had been at a virtual standstill for weeks anyway. This had a crucial ef-

BY DAVID USBORNE
in New York

fect: it annoyed even the friends of Baghdad. For the first time probably in years, a degree of unity was established in the UN Security Council. Even Russia conceded that Saddam had gone too far.

The depth of that unity should not be overstated. If the bombs fly, watch for Russia, China and even France to pronounce their dismay. But right now, nobody in the council is standing up for Saddam. That removes a huge obstacle for the US and Britain as they ponder strikes.

How, since last February, have we arrived at this point?

A case can be made - and is made by some US officials - that the fluctuations in policy towards Iraq in Washington were carefully calculated to arrive at this point. This is the argument that Clinton has been working a "rope-a-dope" approach to Saddam. In other words, Washington allowed Unscorm's work to deteriorate. It bided its time, aware that there was no unity

in the Security Council for firm action, until Saddam did what they knew he would do - overstep the mark.

In hindsight, there is sense in this interpretation. It is known - largely due to embarrassing revelations from the former weapons inspector Scott Ritter - that after the February deal, Washington discouraged Unscorm from conducting surprise raids on Iraqi facilities. The US, in other words, covertly diluted Unscorm's clout to avoid a new confrontation.

The moment that Saddam began to hang himself came on

5 August, when he first curtailed cooperation with Unscorm without completely rupturing it. This prompted Mr Annan, who by then was perceived in Washington as being overtly pro-Iraq, to propose a so-called "Comprehensive Review" of the sanctions and inspections regime. The idea was to give Baghdad fresh hope that sanctions could end, perhaps within six months, if it resumed its co-operation. Washington agreed and Mr Annan submitted his proposal in October.

The Security Council - or rather London and Washington - revised the Annan paper

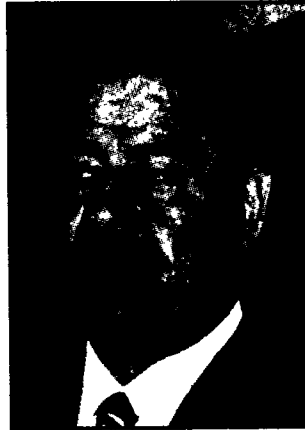
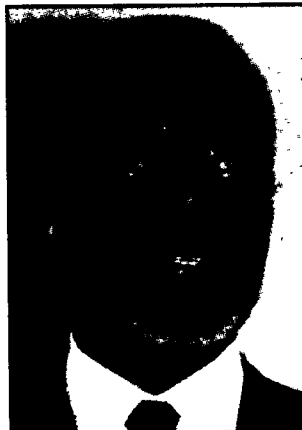
slightly. In a letter sent back to Mr Annan on 30 October, the council agreed to the review, but on condition that the burden of proof fell on Iraq, not on Unscorm, to demonstrate it was indeed free of all weapons of mass destruction. The council also referred only very obliquely to Article 22 of the 1991 Resolution 687 that says that the oil embargo on Iraq will be lifted as soon as the weapons were indeed gone.

The letter, drafted by Britain, is what triggered Saddam's decree on 31 October

that stymied Unscorm entirely. Saddam had some reason for anger - the integrity of Article 22 is crucial for him. None the less, everyone was surprised. The Comprehensive Review, even as re-worded by the council, was meant, after all, as an encouragement to Iraq, a ray of hope after seven years of sanctions.

That has been the sequence of events. The "rope-a-dope" argument probably gives Washington too much credit. More likely it finds itself with this newly strengthened hand by accident. But one thing is for sure - February was then and November is now, and this time the bombs may very well get to Baghdad before Mr Annan.

Just before Mr Annan's return to New York yesterday, the US stated baldly that there was no basis for him to go to Baghdad to try to resolve the crisis. Asked about the possibility of a rerun of the February trip, Peter Burleigh, the US representative at the UN, said: "On what basis at this point? I have heard of nothing of substance coming from Baghdad... What is needed now is a positive Iraqi response. That is how to defuse the situation."



Kofi Annan (left) whose talks earned Saddam a reprieve

THE INDEPENDENT
Friday 13 November 1998 ★★



Le premier ministre accusé de collusion avec le crime organisé

Turquie : la mafia au cœur du sérail

Ankara vient de fêter le soixante-quinzième anniversaire de la mort d'Ataturk. Mais l'héritage est aujourd'hui menacé.

ISTANBUL :

de notre envoyé spécial,
Patrick de SAINT-EXUPERY

C'est une étrange histoire. Qui n'a ni vrai début ni vraie fin. Ses prémises se sont jouées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale en un pays qui, héritier d'une longue tradition, venait d'opter pour la rupture avec un passé impérial. Dans le jeu des alliances issues de la guerre froide, ce pays choisit l'Ouest. Sans hésitation. Là furent noués les premiers fils de l'intrigue.

Mais celle-ci se développa. En toute discrétion, des hommes de l'ombre s'infiltrèrent dans les coulisses. D'abord utilisés parce que pratiques pour exécuter les basses besognes, ces hommes finirent par acquérir une influence certaine. Officiellement, ils n'existaient pas. En réalité et sans être les monstres de marionnettes, ils constituaient l'indispensable courroie qui permettait – et permet encore – d'actionner les fils de l'intrigue.

Celle-ci est complexe, orientale. Normal : elle a pour cadre la Turquie et mêle guerres secrètes, extorsion de fonds, luttes d'influence, trafic de drogue, géopolitique, criminalité, blanchiment d'argent et pouvoir. Pour avoir négligé les dangers de ce cocktail explosif, l'Etat turc voit aujourd'hui sa crédibilité mise à mal. « Nous ne pourrions résoudre les problèmes de ce pays, reconnaissait au début septembre Mesut Yilmaz, premier ministre d'un gouvernement de coalition, tant que nous n'éradiquerons pas les gangs et leurs ramifications au cœur de l'Etat ».

Depuis « l'affaire » de Susurluk, le constat est d'évidence. Reste à le faire passer dans les faits. Ce qui est pour le moins rude, tant l'échiquier est brouillé.

L'« affaire » remonte au 3 novembre 1996. Ce soir-là, à



Recherché depuis 12 ans, désigné par la presse comme le « parrain des parrains », Alaatin Cakici a été arrêté le 17 août à Nice par la police française et condamné à 6 mois de prison. Ankara a demandé son extradition. (Photo AFP.)

VENDREDI 13 NOVEMBRE 1998

LE FIGARO

proximité de la ville de Susurluk, une Mercedes blindée aboutit à vive allure un camion. Ce pourrait n'être qu'un fait divers. Cela suffit à mettre le feu aux poudres. De la limousine accidentée, quatre corps sont dégagés. Il y a là un député, un gangster, un chef de la police et une danseuse. Ce compagnonnage peut sembler étrange, il est tout bonnement stupéfiant.

Le député, Sedat Bucak, est un riche propriétaire terrien d'origine kurde. Dans son fief du Sud-Est anatolien, il règne sur une milice progouvernementale forte de près de 10 000 hommes engagée dans la « sale guerre » menée par l'Etat turc contre les maquisards du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan (marxiste-léniniste).

Le gangster, Abdullah Catli, est une célébrité : recherché depuis 18 ans par Interpol, proche de l'extrême droite turque, ancien « Loup gris », impliqué dans la tentative d'assassinat contre le Pape, suspecté de nombreux assassinats et d'extorsions de fonds, il est aussi proche des services secrets turcs qui, dit-on, l'auraient grandement aidé.

Le chef de la police, Huseyin Kocadag, est le directeur adjoint de la Sûreté d'Istanbul. La danseuse, enfin, Gonca Us, aurait survécu à l'accident, mais aurait été abattue peu après.

Dans le coffre de la Mercedes, des armes, des silen-

cieux et des faux papiers sont découverts. L'enquête établira plus tard que cet arsenal a été délégué sur instruction d'un responsable de la Sûreté, organisme dépendant du ministère de l'Intérieur.

« Périls intérieurs »

Pour la première fois dans l'histoire de la Turquie, les rumeurs évoquant une dérive mafieuse de l'Etat se trouvent accréditées. L'iceberg est certes toujours enfoui sous les eaux, mais l'accident de Susurluk laisse entrevoir une réalité jusque-là soigneusement camouflée : l'Etat entretient de bien dangereuses liaisons.

En janvier 1997, l'armée reconnaît la gravité du mal. Dans un document confidentiel, cité par l'Observatoire géopolitique des drogues (OGD) et intitulé « Pour une politique nationale de sécurité », l'état-major turc note qu'à la liste des « périls intérieurs », incluant jusque-là l'extrême gauche et surtout le mouvement séparatiste kurde, s'ajoutent désormais les « fondamentalistes appuyés par l'Occident », « le racisme nationaliste turc » et « la mafia des Loups gris », les troupes de choc de l'extrême droite turque.

Les partis de droite, conclut le rapport, ont passé après 1945 des accords avec l'extrême droite mafieuse. Depuis la guerre froide, est-il précisé,

les interventions étrangères, et plus particulièrement celle des Etats-Unis – dont la CIA avait noyauté les services secrets turcs – ont privilégié une alliance tactique avec les Loups gris et les mafias d'extrême droite, alliance qui n'a jamais cessé.

La présence d'Abdullah Catli dans la Mercedes accidentée de Susurluk atteste de la permanence de ces liens. Jeune chef des milices d'extrême droite dans les années 80, il aurait été associé au coup d'Etat militaire de 1980. Impliqué dans la tentative d'assassinat contre Jean-Paul II, cet homme au physique de play-boy a aussi été utilisé – de l'aveu même du premier ministre Mesut Yilmaz – par l'Etat turc pour des opérations de représailles contre l'Asala, cette organisation terroriste arménienne très active au début des années 80.

Arrêté en France en 1984 pour trafic d'héroïne, il s'évade de Suisse en 1990. De retour en Turquie, cet homme qui dispose de treize passeports participe à d'étranges opérations. Il extorque 10 millions de dollars à Behcet Canturk, un homme d'affaires suspecté d'entretenir des liens avec les irrédentistes kurdes avant de le faire exécuter. De même, le « roi des casinos », Omer Luftu Topal, se voit à son tour contraint de verser 17 millions de dollars. Enlevé et tué en juillet 1996 par des policiers dirigés par Catli, policiers qui seront plus tard affectés à la protection du député Bucak, présent dans l'accident de Susurluk, Omer Luftu Topal était également très présent dans les affaires azéries...

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, il ne s'agit pas là de simple criminalité. Tué lors de l'accident de Susurluk, Abdullah Catli va être salué par le premier ministre de l'époque, Tansu Ciller, comme un « grand patriote » : « J'ignore, dira-t-elle, s'il était coupable ou non. Néanmoins, ceux qui ont tiré ou qui ont été touchés par des balles au nom de l'Etat sont célébrés avec tous les honneurs. Ils nous inspirent le plus grand respect. »

L'enquête, menée plus tard par Kutlu Savas, inspecteur en chef du gouvernement turc, établira que les papiers en possession de Catli lors de l'accident de Susurluk ont été établis sur instruction du chef de la sûreté turque, Mehmet Agar, qui deviendra plus tard ministre de l'Intérieur. Dans son rapport final de 119 pages, établi en janvier 1997, l'inspecteur Savas relève que « des groupuscules ultranationalistes illégaux » ayant infiltré le pouvoir au nom « de raisons

d'Etat » sont devenus « incontrôlables ». Mise en place au lendemain de l'affaire de Susurluk, une commission d'enquête parlementaire aboutira au même constat.

« La réhabilitation » d'Agar

Accusé par la cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul d'avoir « créé une organisation armée à des fins délictueuses » et « protégé des personnes recherchées », le chef de la Sûreté et ministre de l'Intérieur Mehmet Agar voit requérir contre lui une peine de onze à vingt ans de prison, mais il est protégé par son immunité parlementaire. Celle-ci sera levée plus tard, aucune inculpation ne suivra...

L'« affaire » de Susurluk est alors officiellement close. Les enquêtes menées n'ont guère apporté de réponses, elles ont néanmoins mis en exergue les relations occultes liant l'Etat turc aux milieux mafieux.

Signe de l'amnésie générale, en août dernier, l'ancien ministre de l'Intérieur Mehmet Agar – décrit par l'Observatoire géopolitique des drogues (OGD) comme étant celui qui « dirige l'organisation de la contrebande de drogue, de l'extorsion et du kidnapping » – convie au mariage de son fils le ban et l'arrière-ban de la bonne société turque. Sont invités le général Kenan Evren, ancien président de la République, qui fut l'instigateur du coup d'Etat militaire de 1980, Suleyman Demirel, le chef de l'Etat, et bien d'autres personnalités... Tous ont accepté de répondre à cette invitation censée symboliser, selon le journal *Turkish Probe*, « la réhabilitation » de Mehmet Agar au sein de l'establishment.

Menaces de mort

Un événement imprévu vient bouleverser la belle ordonnance de ces retrouvailles. A trois mille kilomètres des rives du Bosphore, la police française arrête à Nice ce même jour un homme du nom d'Alaatin Cakici. Tout juste informé, Suleyman Demirel annule in extremis sa participation au mariage. Prévenus plus tardivement, de nombreux hommes d'affaires s'éclipse-
ront discrètement...

L'arrestation d'Alaatin Cakici relance le feuilleton ouvert avec l'« affaire » de Susurluk. Recherché depuis 12 ans, désigné par la presse comme le « parrain des parrains » accusé d'avoir attenté à la vie d'un directeur de banque, à celle d'un journaliste, d'avoir

Inquiétude européenne

Réunis en conclave à Strasbourg début novembre, les ministres européens de l'Intérieur ont estimé qu'il fallait mettre au point une stratégie européenne de lutte contre le crime organisé. Selon certaines estimations, le crime organisé sans frontières génère 500 milliards de dollars de profit par an en Europe. « Le crime organisé, a déclaré le secrétaire général d'Interpol, Raymond Kendal, a une force particulièrement corrosive contre les petits gouvernements et risque de miner la transition vers la démocratie dans les gouvernements nouvellement formés et fragiles. »

Les quelque vingt ministres de l'Intérieur et presque autant de secrétaires d'Etat qui participaient à cette conférence se sont dits « profondément inquiets » par l'ampleur du phénomène et ses nouvelles caractéristiques : la criminalité organisée s'attaque désormais aux circuits politiques, elle noyauté les centres décisionnels des Etats et elle s'infiltré dans les circuits économiques, notamment avec des investissements d'argent sale, ont souligné plusieurs ministres.

Selon certaines estimations, « le seul trafic des stupéfiants représente désormais 500 milliards de dollars par an, soit 4 à 5 % du produit mondial, soit encore deux fois plus que les pétrodollars en 1973 ».

La Turquie est entrée hier dans une crise gouvernementale majeure, le premier ministre Mesut Yilmaz étant sérieusement menacé de destitution pour ses liens présumés avec la mafia. Trois partis, le Parti républicain du peuple de Deniz Baykal, le parti de la Juste Voie de Tansu Ciller et le parti islamiste de la Vertu, ont déposé chacun une motion de censure contre son gouvernement. Ces trois partis disposent de la majorité absolue requise pour le destituer. (AFP.)

éliminé sa propre femme et d'avoir extorqué des fonds à des hommes d'affaires, cet homme de 45 ans, ancien Loup gris, fait partie de ces figures mythiques nourrissant l'imaginaire d'un pays. Comme Abdullah Catli – dont le parcours, sans être semblable, est proche –, il incarne ce mal qui vaut aujourd'hui à la plupart des hommes politiques turcs de se débattre pour tenter de préserver une dignité entachée.

Quand le 17 août, la police française arrête Cakici à Nice, celui-ci est en possession de 30 000 dollars et de quatre passeports, dont un diplomatique. Ces papiers sont des vrais-faux : l'identité est d'emprunt, mais les documents authentiques. Très vite, le signataire du passeport diplomatique est identifié : il s'agit d'un responsable du MIT, les services de renseignement, en poste à Pékin.

La mort d'Abdullah Catli avait mis en lumière ses liens avec la sûreté turque, l'arrestation de Cakici éclaire ses relations avec le MIT. Les services sont visiblement en train de régler leurs comptes. Ce n'est pas une nouveauté, juste une confirmation. Dans un document rendu public en septembre 1996, le MIT accusait sa rivale, la Direction générale de la sûreté, de « fournir des cartes de police et des passeports diplomatiques à des membres d'un groupe qui, sous couvert d'activités antiterroristes, se rendent en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique, en Hongrie et en Azerbaïdjan et s'y livrent au trafic de drogue ». Peu après, la Sûreté avait répliqué en livrant une liste de noms de trafiquants au service du MIT.

L'arrestation de Cakici marque une escalade. L'homme n'est pas au cœur du système, mais il en est un des rouages importants. Une série de conversations enregistrées sur cassettes et mystérieusement rendues publiques en témoignent. Discutant avec Eyup Asik, le ministre en charge des monopoles d'Etat – qu'il appelle « *Abi* », grand frère –, Alaatin Cakici le remercie de l'avoir prévenu de son arrestation imminente. Le nom de l'actuel premier ministre, Mesut Yilmaz, est mentionné plusieurs fois au cours de l'échange :

« J'ai été menacé de mort là où je me suis réfugié, se plaint Cakici.

– Oui, j'ai essayé de te prévenir, rétorque le ministre Eyup Asik, mais il semble que tu as dit quelque chose de méchant sur Mesut Yilmaz.

– J'ai entendu dire que Mesut Yilmaz me voulait de retour en Turquie, mais mort.

– On t'a menti, réplique le ministre qui essaye de défendre le premier ministre. Tu dois avoir parlé à un ami de Tansu Ciller. Je vais l'interroger, t'inquiète pas, te fâche pas ».

intéret à s'implanter en France ? Pourquoi faire ? A quelles fins ?

Interpellé lundi soir par la police dans le cadre d'une enquête sur la privatisation de la

L'argent blanchi

Spécialiste des affaires politico-financières, auteur d'un livre sur le sujet, le journaliste Enis Berberoglu estime que la mafia turque est un des plus importants acteurs économiques du pays : « Au début des années 80, avec la libéralisation des échanges, la mafia s'est transformée. Par le biais des privatisations, elle a pu acquérir des banques et des entreprises ayant pignon sur rue. Ce qui lui a permis de blanchir l'argent, en particulier l'argent de la drogue. Elle a de plus multiplié ses contacts internationaux. »

Selon Enis Berberoglu, la moitié du PNB turc provient de l'économie parallèle. Sur ces 100 milliards de dollars d'argent noir, il estime que 10 à 15 milliards proviennent de l'économie criminelle et 20 milliards du trafic de drogue. « La drogue, dit-il, permet de financer la guerre. » 75 % de l'héroïne saisie en Europe est fabriquée ou provient, selon le département d'Etat, de Turquie. **P. S.-E.**

Mis en cause, le ministre Eyup Asik dénonça un « montage » tout en reconnaissant avoir parlé « six ou sept fois » au téléphone avec le criminel le plus recherché de Turquie. Acculé, il finit pourtant par abandonner et son fauteuil de ministre et son mandat de député.

Un autre enregistrement va également faire scandale. Un homme d'affaires discute avec Alaatin Cakici et l'avertit qu'il va « avoir du boulot à partir du 4 juin. Il va falloir mettre la main à la pâte.

– Il suffit de faire savoir aux étrangers, réplique Alaatin Cakici, que s'ils tiennent à leur peau, il vaut mieux ne pas acheter la banque.

– Prépare-toi à agir la semaine prochaine. »

L'Etat turc est alors en train de privatiser des banques. L'homme d'affaires, identifié comme étant Korkmaz Yigit, est candidat au rachat de la Turk Ticaret Bankasi pour laquelle il offre 600 millions de dollars. Il demande visiblement au proscrit de « décourager » les autres acquéreurs potentiels. En Turquie, Korkmaz Yigit n'est pas un inconnu. Relativement discret sur l'origine de sa fortune et fort jusque-là d'une réputation honorable, il vient de faire beaucoup parler de lui en mettant soudainement un milliard de dollars sur la table pour racheter deux des plus importants journaux turcs ainsi que plusieurs chaînes de télévision. Qu'il puisse frayer avec Alaatin Cakici laisse rêveur... Que ce même Korkmaz Yigit ait pu être candidat – certes malheureux – à la reprise de la Société marseillaise de crédit (SMC) pose question : quel

banque « Turk Ticaret Bankasi », Korkmaz Yigit a fait diffuser le lendemain de son arrestation une cassette préenregistrée où il affirme que l'actuel premier ministre, Mesut Yilmaz, était informé de ses liens avec Alaatin Cakici, le « parrain des parrains ». Directement mis en cause, le premier ministre réplique qu'il s'agit d'un « complot destiné à empêcher la lutte du gouvernement contre la mafia et les organisations criminelles ». Il n'empêche : son crédit est atteint.

Alaatin Cakici, lui, a été condamné en septembre par le tribunal correctionnel de Nice – réuni à huis clos en raison de menaces de mort téléphoniques – à six mois de prison pour falsification de passeport et de carte d'identité. Le 3 décembre prochain, la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence doit statuer sur la demande d'extradition formulée par Ankara.

En Turquie, certains souhaitent son retour : « Je veux qu'il revienne, confie un ancien haut responsable des services. Grâce à son témoignage, nous pourrions poursuivre nos investigations ». Le même homme ajoute : « Mais ils sont nombreux à souhaiter qu'il ne soit pas extradé. Le premier ministre Mesut Yilmaz a plutôt peur de lui, tout comme de nombreux hommes d'affaires et responsables au sein de l'Etat. »

Avocat d'Alaatin Cakici, maître Lef Forster estime que son client devenu « enjeu symbolique » d'une lutte qui le dépasse ne peut être extradé. D'autant que la Turquie n'a pas aboli la peine de mort...

P. S.-E.

(avec Eric Biégarà)

Le Monde

SAMEDI 14 NOVEMBRE 1998



Un arsenal irakien diminué face au matraquage américain

DEPUIS un demi-siècle, les Américains ont développé la thèse selon laquelle l'aviation est devenue une arme décisive dans tout conflit, en ce sens qu'elle est censée préparer ou hâter la solution sur le terrain. Les Italiens, avant eux, avaient émis cette conception. Mais le général Curtis Le May passe pour être le précurseur de cette théorie aux Etats-Unis, qu'il a formulée à la fin de la seconde guerre mondiale. Depuis lors, il a eu des héritiers dans tous les états-majors à Washington. Et les Irakiens se souviennent de son application dans le Golfe, en 1991.

A chaque fois, les Américains déploient donc des navires et des avions, qui emportent des missiles de croisière, comme le Tomahawk. Mais ils alignent aussi des bombardiers qui larguent des armes guidées avec précision grâce au système de navigation satellitaire GPS. Le Tomahawk est connu, qu'il soit embarqué sur des bateaux de surface et sur des sous-marins ou qu'il équipe des B-52. Depuis, les Etats-Unis ont ajouté à leur panoplie des bombes laser AGM-130 ou GBU-24B, dont sont armés des avions de combat F-15 et F-14 ou des bombardiers « furtifs » B2, appelés à s'en prendre à des cibles « durcies », c'est-à-dire enterrées et protégées, voire bé-

tonnées. Une fois ouverts – grâce à des avions spécialisés dans le renseignement et dans la guerre électronique – les itinéraires aériens qui mènent aux objectifs choisis par le Pentagone, ces armements auront pour mission prioritaire de neutraliser les centres nerveux de la défense irakienne, c'est-à-dire les installations de contrôle et de commandement, les bases militaires, les sources d'énergie, les infrastructures industrielles, les dépôts en tous genres.

UNE ÉVALUATION DIFFICILE

Cependant, malgré leur précision à l'impact, ces armements n'épargnent pas les populations civiles environnantes, quoi qu'elles puissent en dire les industriels qui les fabriquent. Leur intérêt majeur – loin d'être négligeable dans un pays, comme les Etats-Unis, où le sort de tout combattant est fortement médiatisé – tient au fait que l'équipage du bateau ou de l'avion demeure à l'abri, parce que la munition en question est tirée largement à distance de sécurité.

Rien ne prouve, pour autant, que des « gadgets » technologiques aussi sophistiqués soient la panacée dans des opérations militaires à risques. On l'a vu dans le passé. Matraqué autant qu'il a pu

l'être en 1990-1991 et par la suite par ces campagnes aériennes, le régime de Saddam Hussein est resté en place et la menace qu'il représente n'a pas été éradiquée.

Dans les calculs des états-majors, l'état de l'armée irakienne et son aptitude à soutenir pleinement le régime sont, de ce point de vue, la grande inconnue. Avant l'opération « Tempête du désert » en 1991, beaucoup d'officiers ont été retirés du front. Ce qui a expliqué, en partie, la débâcle. Mais cette initiative et les épurations et les règlements de comptes qui s'ensuivirent ont permis au président irakien de sauvegarder l'encadrement militaire de son régime grâce à des cadres politisés souvent issus de la même région que lui. Il existe, néanmoins, dans les forces irakiennes, des disparités à la fois claniques et opérationnelles telles que, sans être réduites à néant, leur efficacité tactique globale sur le terrain est difficile à évaluer. D'une façon générale, la troupe a perdu la moitié de ses moyens. C'est le cas de l'armée de terre et de l'aviation où, faute de pièces de rechange, les parcs d'armement n'ont pas été réalignés.

Les seules exceptions concernent la défense anti-aérienne de l'Irak, la Garde républi-

caine et, peut-être, les capacités chimiques et biologiques, autant de moyens susceptibles de gêner les Américains et de justifier une attaque préventive, par surprise, pour les neutraliser. S'agissant de la défense sol-air, les services occidentaux ont détecté la présence en Irak de missiles français Roland et russes (SA-2, 3, 6, 7, 8, 9, 13, 14 et 16), avec une remise en état des réseaux de commandement, de contrôle et de communications associés, qui sont loin d'être dépassés. De même, la Garde républicaine, avec sa dizaine de divisions fortes de 90 000 hommes, reste le fer de lance du régime, à côté d'un élément – estimé à 10 000 hommes – de protection rapprochée de Saddam Hussein, voué à sa personne et à sa famille. Enfin, l'obsession des services occidentaux continue d'être, malgré le travail respectable des inspecteurs de l'ONU, ce qui subsiste de l'arsenal irakien de destruction massive qui a pu leur être dissimulé par Bagdad : les agents toxiques encore plus ou moins actifs, comme le bacille de charbon, l'aflatoxine, l'aérosol VX, la toxine botulique ou le gaz moutarde, pour s'en tenir à ces quelques exemples.

Jacques Isnard

L'arrestation du chef de la rébellion kurde, une victoire pour Ankara

ANKARA, 13 nov (AFP) - L'arrestation à Rome du chef de la rébellion armée kurde de Turquie Abdullah Ocalan est une victoire pour Ankara, même si elle n'est pas sûre de voir aboutir sa demande d'extradition.

En un mois et demi, le chef du PKK, ennemi public numéro un du régime turc, aura ainsi été chassé de Syrie, sous la pression d'Ankara, puis de Russie, où il s'était réfugié mi-octobre, avant de se faire cueillir par la police italienne.

Abdullah Ocalan, alias "Apo", 49 ans, chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a été arrêté jeudi soir à l'aéroport de Fiumicino à Rome, en provenance de Moscou à bord d'un avion d'Aeroflot, selon le Premier ministre turc Mesut Yilmaz.

"Apo", considéré comme un terroriste par Ankara, est arrivé à Rome vers 21H00 GMT muni d'un faux passeport turc au nom d'Abdullah Sarikurt, selon le Premier ministre.

Mesut Yilmaz a demandé vendredi son extradition à l'ambassadeur italien à Ankara, tandis que l'ambassadeur turc à Rome exprimait la même demande au ministère italien des Affaires étrangères.

L'Italie a quarante jours pour prendre une décision, selon une source judiciaire italienne.

"J'espère que les autorités italiennes n'adopteront pas une position erronée" concernant cette extradition, a ajouté M. Yilmaz.

Le PKK a été récemment un sujet de friction entre Ankara et Rome. Début octobre, la Turquie avait rappelé son ambassadeur en Italie pour consultations pendant une dizaine de jours, après la tenue d'une réunion du "Parlement kurde en exil", étroitement lié au PKK, dans les locaux du parlement italien.

"Apo" était recherché depuis quinze ans par la police turque, qui avait lancé des mandats d'arrêt internationaux par l'intermédiaire d'Interpol.

Ankara le tient pour principal responsable des 30.000 personnes tuées dans les violences liées à la rébellion kurde, lancée en 1984 par le PKK pour obtenir la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie, à majorité kurde.

"Au stade actuel, ce qui est important pour nous, c'est qu'il (Ocalan) a perdu le contact avec son organisation", a dit M. Yilmaz. "Nous sommes heureux" de cette arrestation, a-t-il souligné.

"Apo" dirigeait sa rébellion depuis Damas ou de la plaine libanaise de la Bekaa sous contrôle syrien, bénéficiant, selon Ankara, de toutes sortes d'aides de la Syrie.

Une procédure judiciaire par contumace a été lancée contre lui en 1997 pour "haute trahison" par la justice turque. Il est passible de la peine capitale.

Début octobre, la Turquie a menacé la Syrie de représailles militaires pour qu'elle cesse son soutien au PKK, demandant qu'elle lui livre Ocalan et qu'elle expulse les rebelles kurdes de son territoire.

Sous la pression, Damas a expulsé Apo, qui s'est alors réfugié à Moscou.

La Turquie demandait alors à la Russie de l'extrader. Les autorités russes, qui ont observé officiellement le mutisme sur la présence d'Abdullah Ocalan, ont fini par l'envoyer à Rome, comme l'a indiqué le Premier ministre Evgueni Pirmakov dans un message remis vendredi à Mesut Yilmaz.

Avant l'arrestation d'Apo, la Turquie avait porté un coup dur à son organisation en capturant en avril Semdin Sakik, 42 ans, considéré comme le bras droit d'Ocalan.

Sakik, arrêté dans le nord de l'Irak par l'armée turque, avait fait défection du PKK en raison de désaccords avec son chef. Il est actuellement jugé pour "trahison" et risque la peine de mort.

Kurdish rebel leader files for asylum in Italy

ROME, Nov 14 (AFP) - Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan filed for political asylum in Italy on Saturday, a spokesman for his armed separatist group, the Kurdistan Workers' Party (PKK), announced.

Ocalan was arrested late Thursday at Rome airport after arriving on a flight from Moscow.

He was taken into custody by Italian anti-terrorist police acting on two international arrest warrants.

PKK spokesman Akif Hassan said Ocalan had warned Italian Prime Minister Massimo D'Alema and Foreign Minister Lamberto Dini about his intention to leave Moscow for Italy.

"He didn't turn up in Italy unannounced. Before he came we had worked on this issue," Hassan said.

Turkey has requested Ocalan's extradition. He is wanted in Ankara on charges of treason. Ankara views him as an architect of the 14-year-old PKK revolt that has led to the death of more than 30,000 people.

Ocalan has been on the move since last month, when Turkey and Syria signed an accord under which Damascus agreed it would no longer let PKK rebels, and Ocalan in particular, to operate from Syria.

Ankara last month accused Moscow of harbouring the rebel leader.

News of the arrest was greeted with glee in the Turkish media, with several newspapers declaring his detention a "victory for Turkey" and even a "historic event."

Milliyet newspaper said the arrest was a crippling blow for the PKK, which has been fighting for a separatist homeland for some 20 million Kurds in an area straddling parts of southeastern Turkey, Syria, Iraq and Iran.

"There is no doubt that the capture of Ocalan will lead to a falloff in the activities of PKK terrorists in Turkey," the newspaper wrote.

Ocalan was one of those who set up the movement in Ankara in 1978.

However, questions remain unsettled about the likelihood of Italy extraditing Ocalan as long as Turkey retains the death penalty.

Responding to that possibility, Turkish Justice Minister Hasan Denizkurdu said Friday he was prepared to submit legislation to parliament to scrap capital punishment.

In Strasbourg and Bonn, crowds of Ocalan supporters protested against their leaders' arrest. The rallies follow similar gatherings on Friday and both passed off without incident.

Iraqi Kurdish leader holds first talks in Damascus in two years

DAMASCUS, Nov 15 (AFP) - Iraqi Kurdish leader Jalal Talabani held talks with top Syrian officials here this week for the first time since 1996, aides told AFP Sunday.

The leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), one of the two main rival factions in northern Iraq, met Vice President Abdel Halim Khaddam, the PUK's office here said.

The meeting focused on "the situation in the region in the light of the crisis between Iraq and the United Nations" and sought to "consolidate the longstanding ties between the PUK leader and Syrian leaders," it said.

Talabani's visit to Damascus comes hot on the heels of a visit to Ankara where he assured Turkish officials the PUK is not seeking to establish a breakaway Kurdish state in northern Iraq and will not assist Kurdish rebels in southeastern Turkey.

The PUK signed a power-sharing agreement in Washington in September with its longtime rival the Kurdistan Democratic Party, sparking concern in Ankara that the agreement was the first step in the creation of an independent Kurdistan on its southeastern border.

But Talabani assured Turkish officials that the agreement obliged the PUK to prevent rebels of the Kurdistan Workers' Party (PKK) using rear bases in northern Iraq in its longstanding rebellion in southeastern Turkey.

The KDP has helped Ankara combat the PKK in northern Iraq since May 1997, but Turkey has regularly accused the PUK of backing the rebels.

Syria itself signed a security agreement with Turkey last month undertaking to crack down on the PKK following Turkish threats of military action.

La presse turque se réjouit de l'arrestation à Rome du chef du PKK

ANKARA, 14 nov (AFP) - La presse turque a été unanime samedi à saluer l'arrestation à Rome du chef de la rébellion armée kurde de Turquie, Abdullah Ocalan, estimant qu'elle constitue une importante victoire pour Ankara.

Abdullah Ocalan, 49 ans, chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), et ennemi public numéro un du régime turc, a été arrêté jeudi soir à l'aéroport de Fiumicino à Rome, en provenance de Moscou à bord d'un avion d'Aeroflot.

"Événement historique", titre le journal Hurriyet, indiquant que l'arrestation d'Ocalan a été fêtée par des manifestations populaires dans plusieurs villes de Turquie.

Sabah, un autre quotidien à gros tirage, salue en gros titres la "victoire de la Turquie" et lance un appel en italien aux autorités italiennes pour l'extradition d'Ocalan, qu'il accuse d'être responsable du meurtre de dizaines de milliers de personnes en Turquie.

"Dateci quel tremendo assassino" (livrez-nous cet affreux assassin), titre Sabah.

Le Milliyet estime pour sa part, à l'instar d'autres quotidiens, que la capture d'Ocalan entraînera à terme la désintégration du PKK. "Il n'y a aucun doute que la capture d'Ocalan entraînera une chute dans les activités terroristes du PKK en Turquie", précise Sami Kohen, éditorialiste au Milliyet.

Il estime toutefois que les militants du PKK tenteront cette fois de s'exprimer sur des plateformes internationales avec une campagne de propagande politique.

La Turquie a demandé vendredi à l'Italie l'extradition d'Ocalan, recherché depuis quinze ans par la police turque. L'Italie a quarante jours pour prendre une décision, selon une source judiciaire italienne.

Ankara tient Ocalan pour principal responsable des 30.000 personnes tuées dans les violences liées à la rébellion kurde, lancée en 1984 par le PKK pour obtenir la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie, à majorité kurde.

La rébellion du PKKa coûté 100mds de dollars à la Turquie, selon Ankara

ANKARA, 14 nov (AFP) - La rébellion armée du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a coûté environ cent milliards de dollars à la Turquie depuis son déclenchement en 1984, a affirmé samedi le ministre d'Etat turc Salih Yildirim.

"La Turquie a dépensé environ cent milliards de dollars pour lutter contre le PKK", a déclaré M. Yildirim, chargé des projets d'irrigation et de production énergétique de l'Anatolie du sud-est, théâtre de la rébellion du PKK.

"Le terrorisme a eu un effet dévastateur pour l'économie turque (...) L'arrestation d'Ocalan va accélérer l'éclatement du PKK", a-t-il affirmé.

Cette déclaration du ministre turc intervient au lendemain de l'annonce de l'arrestation à Rome du chef du PKK, Abdullah Ocalan.

Celui-ci, recherché en vertu de deux mandats d'arrêt internationaux délivrés par les justices allemande et turque, a été arrêté jeudi soir à son arrivée à l'aéroport de Rome-Fiumicino en provenance de Moscou.

La Turquie a demandé vendredi à l'Italie l'extradition d'Ocalan. L'Allemagne pourrait aussi faire de même.

Ankara, qui considère le PKK comme une organisation terroriste, tient Ocalan pour principal responsable des 30.000 personnes tuées dans les violences liées à la rébellion kurde pour obtenir la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie, à majorité kurde.

Des centaines de Kurdes rassemblés à Rome pour soutenir M. Ocalan

ROME, 15 nov (AFP) - Des centaines de Kurdes, 800 selon la police, plus de 2.000 selon des manifestants, venus de différents pays européens, étaient rassemblés dimanche, à Rome, devant l'hôpital militaire du Celio pour soutenir le président du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan.

Pris d'un malaise lors de son interpellation, jeudi soir, à l'aéroport Fiumicino de Rome, M. Ocalan, avait été placé aux arrêts hospitaliers. L'un

des avocats du président du PKK, Luigi Saraceni, a indiqué samedi que son client ne se trouvait plus à l'hôpital du Celio, sans préciser le nouveau lieu de détention de M. Ocalan.

Pour les manifestants, réunis sur la place devant l'hôpital, même si M. Ocalan a été transféré ailleurs, l'important est de lui transmettre toute leur solidarité. Des drapeaux du PKK ou à l'effigie de M. Ocalan sont brandis par les manifestants, dont des femmes et des enfants, qui réclament la libération de leur leader et l'obtention de l'asile politique que celui-ci a demandé à l'Italie.

Manifestations kurdes en Europe pour soutenir le leader du PKK

ROME, 15 nov (AFP) - Plusieurs milliers de Kurdes ont manifesté dimanche dans plusieurs villes d'Europe pour soutenir Abdullah Ocalan, le leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), détenu à Rome depuis jeudi.

Dans la capitale italienne, 800 Kurdes, selon la police, plus de 2.000, selon des participants, se sont rassemblés devant l'hôpital militaire du Celio pour apporter leur soutien à M. Ocalan.

Interpellé jeudi à l'aéroport Fiumicino de Rome, le leader kurde, pris d'un malaise, avait été mis aux arrêts à l'hôpital du Celio, mais l'un de ses avocats a indiqué qu'il ne s'y trouvait plus dimanche, sans préciser son nouveau lieu de détention.

Chants, danses, slogans et discours punctuaient le rassemblement, qui avait débuté samedi à l'appel du PKK. Des drapeaux du Parti des travailleurs du Kurdistan ou à l'effigie de M. Ocalan étaient brandis par les manifestants, qui réclamaient que leur leader soit libéré et que l'Italie lui accorde l'asile politique.

Une grande partie des manifestants de Rome, parmi lesquels se trouvaient des femmes et des enfants, étaient venus d'autres pays européens.

Un responsable de la gendarmerie suisse à Chiasso, à la frontière avec l'Italie, a indiqué que près de 2.500 Kurdes avaient passé la frontière depuis samedi pour aller manifester à Rome.

"Ils venaient d'Allemagne, de Suisse, des Pays-Bas et de Belgique, en voitures particulières ou en bus, et leur passage s'est déroulé dans le calme aux quatre postes-frontière ouverts cette nuit", a déclaré ce responsable.

En revanche, les douanes italiennes ont bloqué plusieurs heures pour contrôler une centaine de voitures et une trentaine de cars dans la nuit de samedi à dimanche, selon la police cantonale du Tessin, où se trouve Chiasso.

Selon des sources policières italiennes, plusieurs dizaines de Kurdes ont été refoulés.

Les prises de positions de leaders politiques ou de partis italiens en faveur de l'octroi de l'asile politique à M. Ocalan se multiplient depuis son arrestation jeudi.

En Allemagne, quelque 2.000 Kurdes ont manifesté pacifiquement dimanche à Bonn, a indiqué la police. Les manifestants se sont rassemblés près de la place du Chancelier, à la limite du quartier gouvernemental. Un petit groupe avait déjà manifesté samedi.

Plusieurs milliers de Kurdes s'étaient aussi rassemblés samedi, sans incident, à Wiesbaden et à Sarrebruck, dans l'ouest de l'Allemagne, selon la police.

En Grèce, une centaine de Kurdes ont entamé une grève de la faim sur une place du centre d'Athènes en soutien à M. Ocalan. Ils poursuivront leur mouvement jusqu'à ce que l'Italie lui accorde l'asile politique, a déclaré une représentante du Front de libération nationale du Kurdistan, la branche politique du PKK.

Une cinquantaine de Kurdes ont également entamé dimanche une grève de la faim dans le centre de Vienne, a-t-on appris de source policière.

En France, quelque 200 Kurdes se sont rassemblés dimanche matin dans le centre de Strasbourg (est). Des manifestations avaient déjà eu lieu dans cette ville samedi et la nuit précédente.

bur-plh/phv

Ocalan, un giallo internazionale

di MARCO ANSALDO

ROMA — «Le autorità italiane sapevano tutto dell'arrivo di Abdullah Ocalan a Fiumicino: l'ora, il minuto, il secondo. Il governo era a conoscenza di ogni cosa perché tra il leader del Pkk, e Palazzo Chigi e Farnesina ci sono stati dei contatti. La trattativa non è avvenuta direttamente: i mediatori erano uomini politici italiani».

Una dichiarazione esplosiva, quella che Akif Hasan, portavoce europeo dell'Ernk (braccio politico del Pkk) fa in una conferenza stampa a Roma, imbarazzando per qualche ora il governo italiano. Ma dopo frenetiche consultazioni, il ministero degli Esteri prima, e la presidenza del Consiglio più tardi smentiscono decisamente: «Non c'è stato alcun tipo di rapporto con il governo italiano prima dell'arrivo dell'esponente curdo Ocalan». In serata, lo stesso leader curdo ha fatto sa-

pere che «una trattativa in proposito è assolutamente infondata».

È sempre più un giallo internazionale dai contorni inquietanti, quello dell'arresto del leader del Pkk a Roma. Un caso che rischia un serissimo coinvolgimento italiano in una crisi difficile e complessa come quella fra turchi e curdi. Secondo fonti vicine alla destra turca, un team speciale appartenente ad un gruppo di nazionalisti oltranzisti è partito per Roma per studiare gli sviluppi della situazione riguardante la presenza di Ocalan. Il loro obiettivo è l'eliminazione fisica del leader curdo. Le fonti affermano che «questi uomini sono in partenza per Roma per un sopralluogo. Possono agire subi-

to, ma anche tornare fra sei mesi». In passato sono state diverse le azioni che questi team speciali, accusati di avere legami con alti livelli politici, hanno compiuto

eliminando i loro nemici. Intanto, è segnalato anche l'arrivo in Italia degli uomini dei servizi segreti di Ankara, anch'essi mobilitati sul caso Ocalan.

Così mentre Roma si prepara a vivere, questa mattina, una giornata di manifestazione, presenti migliaia di curdi in corteo per il loro capo, la situazione politica appare ancora complessa. Ocalan, giunto giovedì da Mosca all'aeroporto di Fiumicino, «si è spontaneamente presentato alle autorità italiane — chiarisce l'avvocato italiano del leader curdo, Giuliano Pisapia — chiedendo asilo politico. Formalità che è stata espletata ufficialmente oggi. Alla prima persona delle forze dell'ordine che ha incontrato, Ocalan ha detto chi era, dando nome e cognome e documento falso che aveva utilizzato probabilmente in altri paesi». Poi la polizia di frontiera lo ha arrestato, portandolo in un ospedale civile quando il leader indipendentista

ha accusato un malore. Pisapia si opporrà all'estradizione, e smentisce che Ocalan abbia cominciato uno sciopero della fame: «Non c'è motivo per questo». La Germania, che da tempo ha emesso contro di lui un mandato di cattura per omicidio, ha preso tempo per decidere se inoltrare una richiesta di estradizione all'Italia. Eva Schubel, portavoce del procuratore generale della Repubblica, Kay Nehm, ha sottolineato che le autorità giudiziarie hanno tempo 40 giorni.

L'avvocato Pisapia ha ricevuto in serata un avviso con il quale si annuncia che l'interrogatorio di Abdullah Ocalan è stato anticipato a martedì. L'interrogatorio è conseguente alla richiesta di arresto provvisorio fatta dalla Germania e alla quale potrebbe succedere una richiesta di estradizione, che però non è stata ancora avanzata.

Lo sciopero della fame viene invece annunciato dal pacifista italiano Dino Frisullo, insieme con il verde Paolo Cento, a partire da domani. «Ocalan è giunto a Roma appositamente — dice Frisullo — perché già in passato il governo e il parlamento italiani si

la Repubblica ■ DOMENICA 15 NOVEMBRE 1998



Il Pkk: "Il governo sapeva del suo arrivo". Ma Palazzo Chigi e Farnesina smentiscono: "Non c'è stato alcun contatto"

erano detti disponibili e si è presentato alla frontiera dove si è fatto riconoscere. Il governo italiano era già stato avvertito che sarebbe arrivato in Italia per chiedere l'asilo politico». E sull'accettazione della richiesta di asilo politico, Frisullo si dice fiducioso: «La possibilità che venga estradato in Turchia, che ha già inoltrato richiesta, sembra da escludersi, visto che la legge italiana non può concedere l'estradizione in quei paesi dove è in vigore la pena di morte, anche se il governo turco ha già fatto sapere

che abrogherà la pena di morte pur di riavere il leader del Pkk». La Turchia ieri ha anche chiesto l'estradizione di Kani Yilmaz, rappresentante dell'Ernk in Europa, presente alla conferenza stampa di ieri. «Figura anche sulla lista dei maggiori ricercati dell'Interpol», avvertono le autorità turche. Ma la stessa richiesta venne fatta due settimane fa, quando Yilmaz venne a Roma per presenziare a un incontro con la stampa in Senato, e le autorità italiane risposero che a suo carico non risultavano reati.

Viene infine chiarito dagli stessi curdi il motivo della scelta di Ocalan di arrivare in Italia. Come annunciato nella dichiarazione che ha fatto avere in esclusiva a *Repubblica* e pubblicata qui sopra, il leader curdo è venuto «per i profughi, perché l'Italia ha un'opinione pubblica forte e un governo democratico». I curdi che gli sono vicini spiegano anche che una serie di circostanze politiche hanno favorito la sua scelta. Il caso Frisullo e la conseguente crisi nei rapporti con la Turchia, il continuo arrivo di

profughi provenienti dal Kurdistan, la recente riunione del Parlamento curdo in esilio alla Camera e l'incontro con giornalisti e politici in Senato: tutti avvenimenti che nel 1998 hanno provocato un clima di grande attenzione nei confronti della questione curda. E Ocalan ha scelto Roma.

In arrivo da tutta Europa migliaia di simpatizzanti del Pkk. Il leader guerrigliero: sono innocente

CORRIERE DELLA SERA®

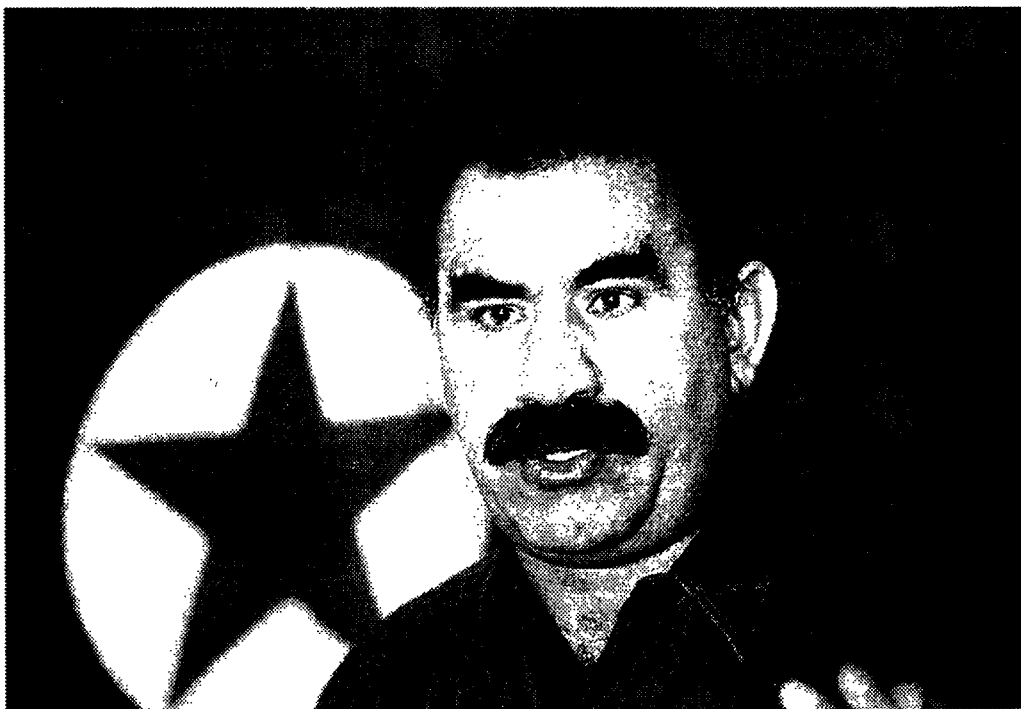
DOMENICA 15 NOVEMBRE 1998



GLI SCONTRI Ci sono state scene di tensione ieri a Roma durante la manifestazione dei curdi: un gruppo di carabinieri (nella foto qui sopra) è intervenuto contro un militante



IL PACIFISTA Dino Frisullo (a sinistra), il pacifista italiano che ha passato alcune settimane nelle carceri turche, ieri era davanti all'ospedale militare del Celio insieme con i militanti curdi



IL LEADER CURDO Abdullah Ocalan (foto sopra), 49 anni, nome di battaglia «Apo» (zio), capo del Partito dei lavoratori del Kurdistan (Pkk), è considerato un eroe dal suo popolo. Per il governo turco invece è il «nemico pubblico numero 1». La Siria, che lo proteggeva, lo ha cacciato il mese scorso dopo un negoziato con la Turchia. Giovedì sera, al suo arrivo da Mosca in Italia, è stato fermato dalla polizia. Il governo di Ankara ha subito richiesto alle autorità di Roma la sua estradizione



ROMA — Elmas Ahmed, un metalmeccanico, è partito da Saabrücken. Il pensionato Sid-dik, con un vistoso colbacco in testa, è piombato da Vienna.

Hussein ha finito il suo turno allo stabilimento Opel di Francoforte e si è infilato in macchina con altri quattro amici. L'operaia Zubeida, lasciati i sei figli al marito, si è mossa da Monaco di Baviera. Mehmet Darg, studente-lavoratore, vive a Berna. Ahmet a Zurigo. Ma c'è anche Boiram, che da cinque mesi si arrangia a Reggio Calabria. E poi, in mezzo alla folla, ecco Agir, «il fuoco» in curdo, 27 anni, guerrigliero del Pkk.

Sono i curdi che stanno calando su Roma. Vengono dal Nord Europa e ne sono già arrivati un migliaio, in un corteo improvvisato di auto e autobus che si so-

no divorati ore e ore di autostrada nella notte tra venerdì e sabato. Altri arrivi sono attesi per questa mattina. Qualche intoppo alle frontiere non ha rallentato questa corsa in massa a presidiare l'ospedale militare del Celio, dove tra slogan, canti e danze aspettano sotto la pioggia che l'Italia conceda l'asilo politico al loro «Apo», Abdullah Ocalan. Hanno deciso di pernottare all'addiaccio, mentre bambini e donne sono stati

ospitati dai centri sociali «Corto circuito» e «Villaggio globale». Poi hanno annunciato uno sciopero della fame collettivo, al quale hanno già dato la loro adesione il pacifista Dino Frisullo, che in Turchia rimase in carcere, e il verde Paolo Cento. Più incerta per oggi è la manifestazione che l'Ernk, organismo di rappresentanza del Pkk, vorrebbe fare fino all'ufficio Onu di Roma, in piazza San Marco. Probabilmente si terrà lunedì.

L'allarme è stato lanciato venerdì da *Med Tv*, la «Kurdish Satellite Television», da Bruxelles. E da quel momento la diaspora curda si è messa in moto. «Sono

fioccate centinaia e centinaia di telefonate — racconta Turan Demir, news editor della Med Tv — E tutti hanno reagito annunciando manifestazioni e trasferimenti in massa a Roma». E così nella notte la mobilitazione è scattata in vari Paesi del Nord Europa, a cominciare dalla Germania, seconda patria dei curdi.

Mentre centinaia di curdi si concentravano di fronte alle assemblee regionali di Berlino e Düsseldorf, da numerose città tedesche cominciavano a partire le prime macchine zeppe di manifestanti: obiettivo Roma. Poi al mattino, mentre i primi manifestanti raggiungevano l'obiettivo italiano, altre manifestazioni scattavano in giro per l'Europa: da Strasburgo, dove i militanti curdi ieri hanno tenta-

to di installare una tenda in pieno centro, a Wiesbaden e Saarbrücken dove sono scesi in strada a migliaia. E poi ad Atene e Nicosia.

Nella capitale italiana i primi curdi sono affluiti ieri poco dopo le otto del mattino in piazza Vittorio, nei pressi della sede di rappresentanza italiana del Pkk che occupa un piccolo appartamento al sesto piano di un condominio di via Ricasoli. Verso le 9 e mezzo i manifestanti erano già duecento. Poi a mezzogiorno, mentre dall'alto sventolava la rossa bandiera del Pkk col cerchio verde e la stella rossa, cinquecento curdi hanno imboccato via Cavour e si sono diretti verso l'ospedale militare del Celio, dove tutti i manifestanti erano

convinti che fosse custodito il «Presidente Apo». Durante il corteo ci sono stati momenti di tensione, soprattutto nei confronti di cameramen e giornalisti turchi.

«Apo è il nostro sole e il nostro sole non può essere spento», diceva lo striscione scritto in tedesco che è stato disteso di fronte all'ospedale del Celio. Accanto, un altro in italiano aggiungeva: «Kurdistan, il silenzio uccide. Libertà, dignità, pace per il popolo curdo». Poi per tutta la giornata sono risuonati gli slogan per Apo. Ogni tanto sono stati improvvisati alay, le danze collettive ritmate da un tamburello e dai versi di una canzone che inneggia al «Guvan» libero,

il Kurdistan smembrato tra quattro nazioni. «Apo ci sente», diceva ieri con convinzione Elmas Ahmed, venuto dalla Ruhr dove vive da 11 anni. Intorno a lui sventolavano le bandiere del Pkk, qualcuna in mano a bambini. Serissima, l'operaia Zubeida parlava della sua personale diaspora da Tungeli, nel Dersin, dove abitava prima di scegliere l'esilio in Baviera. «Ho lasciato alle mie spalle morti e lutti. Il Kurdistan continua a essere una tragedia — ha detto Zubeida —. L'Italia però non può darci il colpo finale consegnando Apo agli aguzzini turchi».

Paolo Brogi

Il popolo senza amici

Chi sono i curdi

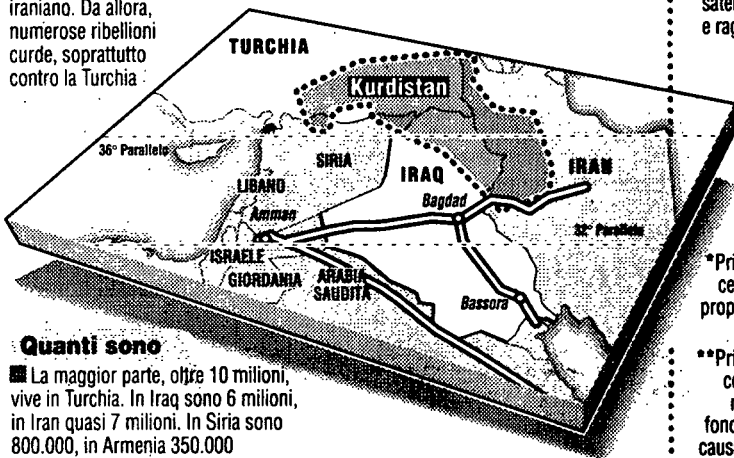
■ Popolo di origine nomade, originariamente insediato in un territorio che oggi è compreso tra Turchia, Siria, Iraq, Iran e Armenia. La definitiva spartizione del Kurdistan fu stabilita nel 1932 con un trattato turco-iraniano. Da allora, numerose ribellioni curde, soprattutto contro la Turchia.

I gruppi

- Partito dei lavoratori curdi (Pkk) Capo Abdullah Ocalan, anti-turco
- Partito democratico del Kurdistan (Pdk) Capo Massud Barzani. Buoni rapporti con la Turchia
- Unione patriottica del Kurdistan (Upk) Capo Jalal Talabani, aiutato dall'Iran

Quanti sono

■ La maggior parte, oltre 10 milioni, vive in Turchia. In Iraq sono 6 milioni, in Iran quasi 7 milioni. In Siria sono 800.000, in Armenia 350.000



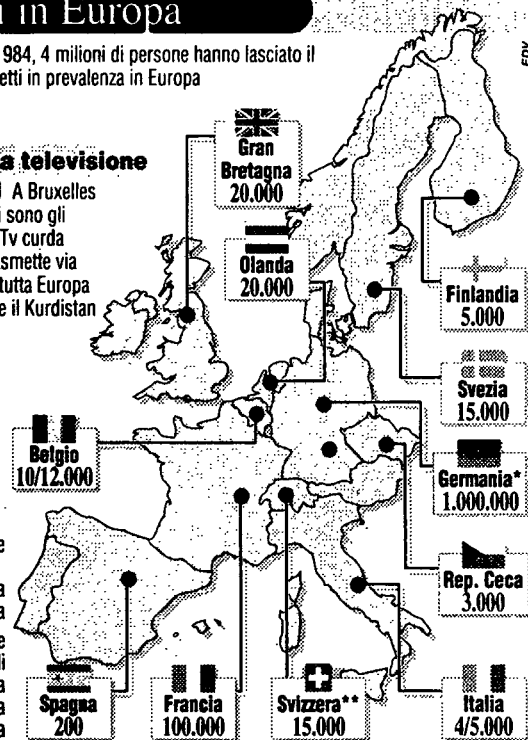
I curdi in Europa

A partire dal 1984, 4 milioni di persone hanno lasciato il Kurdistan, diretti in prevalenza in Europa

La televisione

■ A Bruxelles e Londra ci sono gli uffici della Tv curda Med-tv: trasmette via satellite in tutta Europa e raggiunge il Kurdistan

*Principale centro di propaganda curda
**Principale centro di raccolta fondi per la causa curda



I PUNTI DELLA CRISI

Obiettivo: lasciare le armi per fare politica dall'Europa

1 Perché Ocalan ha scelto l'Italia?

Tra i Paesi europei è l'unico dove la causa curda gode di sostegno tra tutte le forze politiche. E la maggioranza di centro-sinistra potrebbe rivelarsi un prezioso alleato per i separatisti.

2 Qual è l'obiettivo del Partito dei lavoratori curdo?

Da tempo Ocalan voleva trasferirsi in Europa. Per le seguenti ragioni: a) per presentarsi come un vero interlo-

cutore e usare l'Unione europea come strumento di pressione nei confronti della Turchia; b) per indossare i panni più rassicuranti del politico e smettere quelli del guerrigliero; c) per usare il territorio europeo come base propagandistica: una parola detta alle nostre tv vale cento comizi in Medio Oriente.

3 Qual è la posizione dell'Italia?

Roma è stretta tra la solidarietà a un popolo che soffre e i doveri internazionali. I

rapporti con la Turchia, già deterioratisi per aver ospitato il parlamento curdo in esilio, rischiano di saltare definitivamente. Non meno facile è la relazione con i partner europei: l'intesa di Schengen prevede che venga concessa l'estradizione. Sarà difficile chiedere aiuto a Germania o Francia per fronteggiare l'emergenza immigrati se poi non rispettiamo i patti.

4 Ha ancora valore il ricorso alla lotta armata?

Il Pkk non può certo con-

quistare l'indipendenza o l'autonomia a colpi di mitra. Le azioni insurrezionali possono rappresentare una carta da scambiare a un tavolo negoziale. Ocalan sa bene che per condurre la guerriglia deve appoggiarsi a potenze locali — Siria, Iran, Iraq — il cui abbraccio è soffocante ed interessato. Meglio, a questo punto, impugnare le armi della diplomazia, magari con l'aiuto degli amici europei.

5 Ma il Pkk non teme in questo modo di perdere forza

nel teatro operativo?

Il partito è stato costruito su un modello marxista. Organizzazione, obbedienza cieca, sacrificio. L'apparato di propaganda è formidabile. Le decine di uffici sparsi in tutto il mondo sono in grado di informare in tempo reale mass media e Stati. La Med-Tv, emittente via satellite curda, con redazioni a Londra e Bruxelles, copre non solo tutta l'Europa ma raggiunge il cuore del Kurdistan.

6 Qual è la posizione della Turchia?

I generali di Ankara gonfiano il petto per aver ottenuto la

cattura del nemico numero uno, ma potrebbero pentirne. Il governo turco bussava alle porte dell'Europa, che non può tollerare la repressione dei curdi e spaventose violazioni dei diritti umani. Paradossalmente potremmo dire che mentre il Pkk ha un piede dentro l'Unione, la Turchia è ancora sull'uscio. Nella trattativa con l'Europa i turchi dovranno affrontare la questione curda.

7 Ci sono manovre internazionali dietro gli ultimi avvenimenti?

Gli Stati Uniti hanno il ruolo dei grandi registi. Hanno ma-

novrato al fianco della Turchia per ottenere l'espulsione dal territorio siriano di Ocalan. Hanno convinto Mosca a disfarsi dell'imbarazzante ospite. Hanno ampliato il cuneo tra Ankara e l'Europa: vedete — è il messaggio — noi siamo con voi mentre gli europei danno asilo al Pkk. Non si può escludere, a questo punto, che Washington sia intervenuta su Roma per ottenere l'arresto di Ocalan.

8 Quali interessi nasconde lo scontro in Kurdistan?

Uno stop alle operazioni militari potrebbe riservare brutte sorprese per chi vive con l'e-

conomia di guerra. Migliaia di civili sono armati e pagati dalle autorità turche per difendere i villaggi dalle azioni del Pkk. I soldati inviati nella regione ricevono paghe robuste (e in dollari) e lo Stato Maggiore strappa forniture miliardarie. I mercanti di uomini che con la complicità della polizia dissanguano i profughi per trasferirli all'estero, in caso di pace, vedrebbero ridursi i loro traffici.

Guido Olimpio

L'arrestation du chef du PKK met fin à une traque de quinze ans

ABDULLAH ÖCALAN, quarante-neuf ans, chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte armée contre les troupes d'Ankara depuis 1984 pour la reconnaissance des droits des Kurdes de Turquie, a été arrêté jeudi 12 novembre à l'aéroport de Rome.

L'homme le plus recherché de Turquie était arrivé sur un vol Aeroflot en provenance de Moscou, où son mouvement possède une représentation. Selon les services secrets turcs, c'est aux environs de Moscou qu'Abdullah "Ocalan se cachait depuis la fin octobre. Dirigeant sa rébellion depuis Damas, il avait dû fuir précipitamment, les autorités turques ayant menacé la Syrie de représailles militaires si elle ne mettait pas fin à son soutien au PKK. Les autorités russes, tout en gardant le silence sur sa présence à Moscou, auraient, dès son départ pour Rome, donné aux Turcs sa destination et le numéro de son vol. Le premier ministre russe, Evgueni Primakov, ancien chef du KGB, a ensuite envoyé un télégramme personnel à son homologue turc, Mesut Yilmaz, pour l'avertir qu'« Apo » avait quitté Moscou. Son interpellation met fin à une traque de plus de quinze ans des

autorités turques. Elle place l'Italie dans l'embarras. Hospitalisé pour un léger problème cardiaque, Abdullah Öcalan s'apprête à demander l'asile politique. Cette décision est du ressort des ministres italiens de l'intérieur et de la justice. Mais il semble peu probable qu'« Apo » soit livré à la Turquie, sachant qu'il est passible de la peine capitale dans son pays. De plus, en octobre, Ankara, ulcéré par une réunion du « Parlement kurde en exil » sur le territoire italien, avait rappelé son ambassadeur à Rome. En mars, le pacifiste italien Dino Frisullo, soupçonné par les Turcs de soutenir le « séparatisme », avait été condamné à deux mois de prison puis expulsé.

L'Allemagne, qui a émis en 1990 un mandat d'arrêt contre M. Öcalan pour « homicide et création d'une organisation terroriste », n'est pas pressée de demander son extradition. Sur les deux millions de res-

sortissants turcs sur son sol, près de la moitié sont d'origine kurde, et le PKK y est bien implanté. En revanche, l'arrestation de « l'ennemi numéro un » a été saluée comme un succès en Turquie. Depuis 1984, la guerre au Kurdistan turc, qui coûte près de 10 milliards de dollars au budget, a fait plus de trente mille morts, jeté sur les routes plus de deux millions de Kurdes et vidé près de trois mille villages. Leurs habitants sont allés grossir les bidonvilles d'Istanbul, de Diyarbakir, d'Adana et d'ailleurs.

Marie Jégo

Le souvenir d'Atatürk suscite toujours la même ferveur, son héritage est davantage discuté

RIEN, en Turquie, n'échappe au regard vigilant d'Atatürk. Soixante ans après sa mort, le père fondateur de la République, avec la mine sévère d'un parent exigeant mais bienveillant, surveille toujours ses concitoyens de ses yeux d'acier. Son portrait orne les murs de toutes les écoles, de tous les bureaux et bâtiments publics, et rares sont ceux qui n'ont pas choisi d'introduire « le père des Turcs » dans l'intimité de leur domicile privé. Le regard fixé sur l'horizon, à la fenêtre d'un train en partance, décontracté à la plage après une baignade ou enseignant la lecture, planté devant un tableau noir : les épisodes de la vie de Mustapha Kémal Atatürk, photographiés à des millions d'exemplaires, sont plus familiers aux Turcs d'aujourd'hui que leurs propres photos de famille.

Le 29 octobre, pour le soixante-quinzième anniversaire de la fonda-

tion de la République, ils étaient des milliers à faire la queue pendant des heures pour venir s'incliner devant la tombe du grand homme qui gît dans l'Anitkabir, le mausolée majestueux dominant Ankara, la capitale fondée par lui pour remplacer Istanbul, la cité-phare de l'empire ottoman. Durant les dix premiers mois de cette année, pas moins de 2,7 millions de visiteurs, hommes, femmes, jeunes et vieux, religieux ou laïcs, ont ainsi rendu hommage au père de la nation turque.

Atatürk était avant tout un homme de son temps. Grâce à son charisme, mêlé à un paternalisme autocratique, il avait su imposer des réformes radicales à une population de 13 millions d'habitants largement illettrés, des ruraux surtout. Soixante ans plus tard, la Turquie compte plus de 62 millions de ci-

toyens en proie à une crise d'identité et qui aspirent à une diversité politique et culturelle en phase avec leur époque. La révolution d'Atatürk visait à anticiper la marche vers le futur, plutôt que de s'opposer à un changement inexorable. Ses héritiers, en tentant de préserver son héritage, donnent parfois l'impression de considérer la République, telle qu'il l'a laissée à sa mort en 1938, comme un produit fini à conserver dans la naphtaline afin de résister aux ravages du temps.

Soixante ans après sa disparition, l'héritage d'Atatürk est sujet à diverses interprétations. Son influence sur la société est telle que toutes les tendances politiques se réclament de lui. Pour la gauche, Atatürk représente avant tout le symbole de la laïcité — qui, en Turquie, signifie davantage le contrôle

de l'islam par l'Etat que la séparation de la religion et de l'Etat — ainsi que l'étatisme et la centralisation du système politique.

Les partisans de l'économie de marché affirment au contraire que l'étatisme prôné par Mustapha Kémal valait pour son époque, une époque où l'absence d'un secteur privé capable de développer l'industrie rendait l'intervention de l'Etat indispensable. A leurs yeux, cet étatisme n'est plus adapté à notre époque. Ils estiment que l'occidentalisation du pays, voulue par Atatürk, passe par la privatisation, par davantage de démocratie et un plus grand pouvoir accordé aux autorités régionales.

LES jeunes filles islamistes qui revendiquent aujourd'hui le droit de deve-

DIMANCHE 15 - LUNDI 16 NOVEMBRE 1998.

Le Monde

nir médecin ou ingénieur, même si elles portent le foulard, ont intériorisé le message d'Atatürk. Elles expriment leur modernité à leur manière, qui n'est plus celle d'hier, mais ces jeunes filles aspirent à participer à la vie publique, un droit qu'Atatürk avait d'emblée reconnu aux femmes.

Le conflit kurde, qui fait rage depuis 1984, a quant à lui soulevé le débat sur la nationalité turque. Les lois restrictives imposées par la Constitution préparée en 1982 sous l'égide des militaires limitent cependant la discussion : toute alternative au discours officiel demeure

sévèrement pénalisée. Pourtant, la plupart des Kurdes revendiquent la nationalité turque, tout en affirmant en parallèle leur ethnicité kurde. Aux yeux de Mustapha Kémal, ces deux aspirations n'auraient pas été incompatibles. « Heureux est celui qui peut dire : je suis turc », affirmait Atatürk. L'idée était qu'être turc nécessitait un choix personnel, la volonté de participer au projet de la nouvelle Turquie.

Le zèle déployé par ceux qui se considèrent les gardiens de l'héritage d'Atatürk - l'armée, les institutions républicaines - pour pré-

server l'apparence d'un pays dynamique, constamment en mouvement et aspirant au changement, semble parfois aller à l'encontre même des objectifs du père fondateur. Dans la Turquie moderne, l'unité de pensée et de culture qu'ils tentent d'imposer apparaît curieusement anachronique et témoigne du manque de confiance qu'ils accordent à la population.

Les Turcs s'aventurent rarement à discuter ouvertement l'héritage d'Atatürk : critiquer le père de la nation est encore un crime passible d'une peine d'emprisonnement. Pourtant, même s'ils sont parfois

divisés sur l'interprétation à donner au message du père fondateur, peu de Turcs - à l'exception de quelques factions radicales islamistes qui demeurent marginales - remettent en question ses principes fondamentaux et la direction qu'il avait donnée au pays.

Nicole Pope

Kurdish prince of terror gives up war

by Chris Morris Ankara

Philip Willan Rome

Jonathan Calvert

and Lucy Johnston London

HE INSPIRES the kind of loyalty that makes a 17-year-old woman strap a bomb to her stomach and take her life in the line of duty. He is the leader of a terrorist campaign which has killed thousands. His own death has been reported several times.

But on Thursday night Abdullah Ocalan - the elusive leader of the Kurdish terrorist group PKK - was very much alive when he arrived at Rome airport and walked into the arms of the Italian authorities. According to Interior Ministry sources, he asked for political asylum.

Dressed in an elegant dark suit with a multi-coloured tie, the mustachioed Kurdish leader - who compares himself to Christ - simply surrendered to police and admitted carrying a false passport.

He was whisked away to a secret location where he will be detained while the Turkish authorities wrangle over his extradition. Turkish Prime Minister Mesut Yilmaz said an initial request for extradition would be supported by additional documents.

'We do not have the slightest doubt that our Nato ally, Italy, will adopt the right approach in this issue which is of vital importance for Turkey,' Yilmaz said.

Ocalan's submission may spell the end of the brutal guerrilla warfare that has blighted the Kurdish enclave in southern Turkey and its borders for the last 14 years.

For most Turks, he is the devil incarnate - a ruthless murderer who shows no mercy and deserves none. But he still holds an enormous appeal for significant sections of the Kurdish diaspora around the world. He may not be perfect, the argument runs, but he is all we have.

He was born 51 years ago in Omerli, a pretty village surrounded by vineyards and walnut plantations near the Euphrates river in south-east Turkey. As a child, he was a forceful character with wild eyes. His younger sister once recalled: 'When he was in elementary school, his teacher said he was a child to be afraid of. He was always going around killing snakes.'

After dropping out of the political science faculty at Ankara University, he formed the PKK - the Kurdistan Workers Party - in the late 1970s as an extreme left-wing nationalist group.

It soon gained a reputation for ruthlessness, killing right-wing rivals and Kurdish tribal landlords who supported the government.

By 1984 Ocalan was in exile abroad and ready to go one step further. He declared open war on the Turkish state and proclaimed his intention of establishing an independent Kurdistan based on Marxist

principles. The subsequent armed struggle which Ocalan led developed into one of the world's nastiest wars. Foreign tourists or travellers have occasionally been targeted, but they have been a sideshow to an often hidden conflict.

The PKK has killed soldiers and civilians, Turks and fellow Kurds without compunction. The Turkish military has fought fire with fire, and worse. Ocalan might not have survived for so long if the sustained brutality of Turkey's response had not given the PKK a reason to exist.

As a result, more than 30,000 people have died - many of them innocent villagers whose homes were razed to the ground.

Ocalan orchestrated the terror campaign from a series of bases in Syria close to Tur-

His supporters regard him with awe. He surrounds himself with 'daughters of death' - young girls prepared to give their life in suicide bombings in the fight for a homeland. 'The women are brave, passionate and waiting impatiently for me to give them their suicide orders,' he told journalists last year.

Those who have met him in his secret strongholds report that he is often accompanied

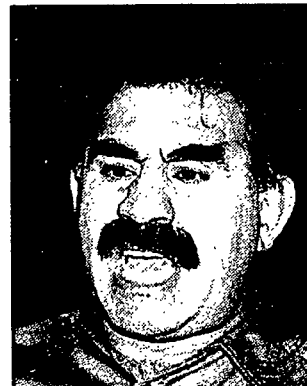
by women in their early twenties toting rifles and wearing combat fatigues.

A man whose political views developed during the Cold War, Ocalan's language is the flowery rhetoric of past revolutions. 'You must believe before everything else that our revolution will come, that there is no other choice,' he said in a speech earlier this

Ocalan's submission may spell the end of the brutal guerrilla battles that blighted southern Turkey and its borders

year. 'You must say no to betrayal and denial.'

The Liberal Democrat peer Lord Avebury met Ocalan last



key's southern border. As the charismatic leader's power grew, he developed a personality cult.

summer in Syria. Averbury was picked up in Damascus by one of Ocalan's chauffeurs and driven to an inconspicuous house in the countryside.

The two men sat in the tree-walled garden and discussed politics. Averbury told the *Observer*: 'He wanted to pursue a political settlement and was asking for European help. I don't think he was aware that this was something we couldn't do. Because of his isolation he was not well informed about the policies of Europe.'

But Europe knows all about him. His supporters have been behind at least 100 murders across the continent and bombings in London, as well as the death of British tourist

Joanna Griffiths in Turkey four years ago.

He is wanted in Germany for murder of a fellow Kurd and arson attacks on Turkish property. His organisation has groups in most major capitals, but is banned in Germany and France.

In London, the PKK is believed to have over 1,000 members and an annual turnover of £2.5 million. Although the group is not outlawed in Britain, PKK sympathisers are watched and sometimes raided by Special Branch.

Often the war between the Turks and the PKK is waged on the streets of London in scenes similar to 1930s Chicago shootouts. Extortion beatings and arson are said to

be common, but the victims are often too scared to talk.

Police in Britain believe that PKK's terrorist activities are largely funded by drugs. It is believed that they process raw opium in Lebanon's lawless Bekaa Valley and then ship the refined heroin to Europe via Cyprus or Istanbul.

Recently the group has moved further into the British opiate market with the help of the large Turkish Cypriot community in London. It is not only Britain — the group is said to be responsible for producing and distributing 40 per cent of Europe's heroin.

The turning point for Ocalan came earlier last

month when he was expelled from Syria following threats of war from Turkey for sheltering the PKK. Ocalan went to Russia but did not find a warm welcome and was forced to seek another refuge.

His choice of Italy may well be shrewd. Many Italians are sympathetic to the Kurdish cause, and Italy's post-Second World War Constitution, which abolished the death penalty for civilians and also prevented the extradition of suspects to countries where the death penalty is still in use.

Additional reporting by Laura Milne.

Après la volte-face de Saddam Hussein

Clinton accorde un sursis à Bagdad

Le président américain a estimé, hier, que l'Irak a fait machine arrière. Mais il maintient l'option militaire.

Le président américain a affirmé, hier, dans une allocution à la Maison-Blanche, que l'Irak « a reculé mais (que) ce n'est pas assez (...), l'Irak doit maintenant se conformer à ses obligations et reprendre sans conditions la coopération » avec les inspecteurs de l'ONU chargés de contrôler son arsenal d'armes de destruction massive. Bill Clinton a averti que les Etats-Unis « restaient prêts à agir (...).

Jusqu'à ce que nous constatons un complet respect » par l'Irak de ses obligations, « nous allons rester vigilants, maintenir la pression ». Selon le conseiller pour la Sécurité nationale, Sandy Berger, qui s'exprimait après l'intervention du président américain, « une future frappe contre l'Irak ne nécessiterait pas d'approbation préalable du Conseil de sécurité de l'ONU ». Le Pentagone envisageait néanmoins, hier,

d'arrêter le déploiement de forces supplémentaires dans le Golfe.

Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a salué la déclaration du président Clinton et s'est félicité d'un tel dénouement. L'Irak, par la voix de son vice-premier ministre, Tarek Aziz, a affirmé qu'il n'accepterait « aucune condition supplémentaire » non prévue par les résolutions de l'ONU.

NEW YORK :
Jean-Louis TURLIN

L'alerte est passée : « L'Irak a fait marche arrière. » Le président Clinton a mis fin, hier, au suspense qui planait depuis plusieurs jours sur l'imminence d'une attaque anglo-américaine. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne « étaient prêts à agir » militairement, a rappelé le chef de la Maison-Blanche, lors d'une conférence de presse impromptue qui faisait suite au report de son voyage au sommet économique Pacifique-Asie (Apec).

Samedi, une heure seulement avant le déclenchement d'un bombardement des sites stratégiques irakiens, Saddam Hussein a adressé au secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, une lettre

dans laquelle l'Irak acceptait le retour des inspecteurs chargés du désarmement. Mais la lettre était accompagnée, en annexe, d'une série de demandes que Washington et Londres rejetaient catégoriquement.

L'intervention de Jacques Chirac

Dès lors, la journée de samedi allait être rythmée par une succession de messages en provenance de Bagdad censés clarifier la position irakienne.

Réuni d'urgence, le Conseil de sécurité délibérait jusqu'à minuit sans parvenir à une position commune, malgré l'insistance de Bagdad à expliquer que les annexes de la lettre n'étaient en fait que des « vœux » et non des « conditions » à la reprise du « travail normal » des inspecteurs de l'ONU.

teurs de l'ONU.

La belle unanimité du Conseil, qui avait provoqué l'isolement diplomatique de l'Irak, était à nouveau fissurée. D'un côté, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, réaffirmant la menace d'une opération militaire « sans préavis » tant que la soumission « inconditionnelle » de l'Irak aux résolutions de l'ONU ne serait pas clairement établie. De l'autre, une position plus conciliante des trois autres membres permanents du Conseil, la Chine, la France et la Russie, qui semblaient se satisfaire des précisions apportées par Bagdad dans trois lettres successives.

Dans la nuit de samedi à dimanche, Jacques Chirac, en voyage en Amérique centrale, avait eu, de Guatemala City, un entretien de 50 minutes avec MM. Blair et Clinton. La France œuvrant durant le

week-end pour que le Conseil de sécurité évite d'apparaître divisé.

C'est finalement la déclaration du président Clinton, malgré toutes les réserves qu'elle contient, qui a offert la porte de sortie idéale. Car la première réponse de Saddam Hussein avait singulièrement compliqué le jeu diplomatique puisque la Chine et la Russie estimaient qu'elle enlevait toute justification à une action armée.

J.-L. T.

LE FIGARO

LUNDI 16 NOVEMBRE 1998

Kurds protest over chief held in Rome, Turkey ups security

ROME, Nov 15 (AFP) - Hundreds of Kurds from across Europe demonstrated in support of a detained Kurdish separatist leader here Sunday as Turkey tightened security in its main cities and warned western European countries against giving him refuge.

According to Italian police, some 800 Kurds gathered outside the Celio military hospital to support Abdullah Ocalan, the head of the Kurdistan Workers' Party (PKK). Protesters put the figure at 2,000.

Ocalan, who was detained by Italian police at a Rome airport on an international arrest warrant filed by Germany and Turkey, fell ill following his arrest Thursday.

One of his lawyers, Luigi Saraceni, said Saturday that Ocalan had been moved from the Celio hospital, but did not say where the PKK leader had been transferred.

Demonstrators outside the hospital said the most important was to send Ocalan a message of solidarity.

They waved PKK flags and banners bearing Ocalan's likeness. Amid songs, dances, slogans and speeches, they urged the Italian government to grant their leader the political asylum he has requested.

"We came here because for us, Ocalan is our last hope. We have never had a leader who has done as much for the freedom of the Kurdish people," said Suleyman, a Kurd living in Switzerland.

"We will stay outside the hospital until positive measures for Ocalan are announced," he added.

Others came from France and other parts of Italy, and more Kurds were expected to arrive in Rome throughout the day.

The head of the Kurd parliament-in-exile in Brussels, Jasar Kaza, was among the demonstrators outside the hospital on Sunday. He said he was confident Italian authorities would "respect human rights".

Meanwhile, 50 Kurds living in Austria on Sunday began an "unlimited" hunger strike in support of Ocalan outside the parliament in Vienna, police said.

Turkey has requested Ocalan's extradition, as well as Germany. But his lawyer ruled out an extradition to Turkey, as Italian law does not allow extraditions to countries that practise the death penalty.

Turkey considers Ocalan to be a terrorist.

He is a founder of the PKK, which is fighting for a homeland for some 20 million Kurds, a territory straddling parts of southeastern Turkey, Syria, Iraq and Iran.

More than 30,000 people have died since the PKK launched its campaign in 1984.

Turkey, meanwhile, beefed up police patrols in Ankara, Istanbul and other cities, and strengthened security in southeastern Anatolia, the heartland of the Kurdish revolt.

Military leave was cancelled in the region, troop numbers were strengthened and reinforcements sent to checkpoints on main roads, the Anatolia news agency said.

Turkish Deputy Prime Minister Bulent Ecevit on Sunday warned western European countries not to give "refuge" to Ocalan.

"Should certain western European countries try to give refuge to the PKK leader, they will attach the curse of terrorism to their country," Ecevit said, without naming any country.

Ocalan, speaking to the Italian daily La Repubblica, on Sunday told the Italian people his decision to come to Italy was "a political step towards the opening of a peace dialogue."

"We do not want war, but a dialogue with Turkey, with Europe and with the United States," he said.

La Repubblica and an Italian deputy on Sunday also reported that far-right Turks would carry out terrorist attacks in Italy to try to kill Ocalan and Italians who support the Kurds.

Paolo Cento, a Green party MP, on Sunday urged the government "to immediately take measures to stop possible far-right Turkish groups about to arrive in Rome to carry out attacks".

The goal of the groups, who could contact Italian far-right groups, "is to kill Ocalan, to attack citizens and deputies who, in recent years, have supported the struggle for the recognition of human civil and political rights

of the Kurdish people," he said.

In Istanbul, Turkish nationalist inmates at the Metris prison took an Italian prisoner hostage and said he would not be released until Ocalan is extradited to Turkey, Turkish NTV television reported.

2.500 kurdes traversent la frontière italo-suisse pour soutenir Ocalan

CHIASSO (Suisse), 15 nov (AFP) - Près de 2.500 Kurdes ont traversé la frontière italo-suisse à Chiasso (Tessin) depuis samedi pour rejoindre à Rome les manifestations de soutien au président du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a-t-on appris dimanche de source policière.

"Ils venaient d'Allemagne, de Suisse, de Hollande et de Belgique en voitures particulières ou en bus et leur passage s'est déroulé dans le calme aux quatre postes-frontière ouverts cette nuit", indique le Sergent Fontana de la gendarmerie de Chiasso.

Une centaine de voitures et une trentaine de cars ont cependant été bloqués plusieurs heures par les douanes italiennes pour contrôle dans la nuit de samedi à dimanche, indique de son côté la police cantonale du Tessin.

Le PKK avait appelé la communauté kurde en Europe à se réunir dans la capitale italienne après l'arrestation jeudi à Rome du chef de la rébellion kurde de Turquie, Abdullah Ocalan.

Concessions de Damas dans le cadre de l'accord syro-turc d'Octobre

NICOSIE, 15 nov (AFP) - La Syrie a fait d'importantes concessions à la Turquie lors de la conclusion d'un accord sur la sécurité ayant désamorcé une vive tension entre les deux pays en octobre dernier, selon le texte de cet accord parvenu dimanche à l'AFP à Nicosie.

Damas a non seulement accepté d'empêcher les activités du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, rebelles kurdes de Turquie) en Syrie, mais s'est engagé à user de son influence au Liban pour qu'il en soit de même.

La Syrie a également accepté une supervision turque de l'application de l'accord, selon le texte.

A l'issue de l'annonce turque de la conclusion d'un accord le 20 octobre à Adana (sud de la Turquie), Damas avait simplement fait état d'une "convergence de vues" avec Ankara sur la nécessité d'interdire à partir de leur territoire respectif toute activité qui menacerait la sécurité de l'autre.

Aucune mention explicite de la conclusion d'un accord n'avait alors été signalée par Damas, notamment en ce qui concerne l'interdiction d'entrée sur son sol de rebelles du PKK et de son chef, Abdullah Ocalan, arrêté jeudi en Italie.

Selon le texte, Damas affirme qu'"actuellement Ocalan n'est pas en Syrie" et que celle-ci "prendra toutes les mesures nécessaires pour empêcher le chef du PKK d'entrer en territoire syrien".

"La Syrie ne permettra pas aux membres du PKK de transiter par son territoire vers des pays tiers", ajoute le texte. De même, Damas "ne permettra pas l'arrivée sur son territoire d'armes et d'équipements logistique, ni un soutien financier, ni des activités de propagande pour le PKK".

Le texte de l'accord fait en outre état de la remise par Damas à la partie turque de listes de militants du PKK détenus en Syrie.

Quant aux mécanismes de supervision de l'accord, Damas a accepté l'établissement d'"une ligne de téléphone directe" entre responsables de la sécurité dans les deux pays, la désignation de deux "représentants spéciaux", et de considérer urgemment un "système pour surveiller l'efficacité des mesures de sécurité renforcées".

Selon le texte, Damas s'est engagé à user de son influence pour que l'accord soit également adopté par le Liban. "Les parties turque et syrienne ont accepté --moyennant un accord de Beyrouth-- que la lutte contre le terrorisme du PKK se fasse dans un cadre tripartite", souligne le texte.

Ce dernier contient enfin un hommage aux médiations alors déployées par Téhéran et Le Caire pour empêcher une escalade de la tension entre les deux pays.

Will Iraqi Kurds' Gains Last After Crisis?

By HUGH POPE
Staff Reporter

ISTANBUL — The latest crisis with Baghdad has drawn the U.S. closer than ever to political support for the four million Kurds in Iraq. Those ties were highlighted Sunday when President Bill Clinton, announcing that Iraq had backed down to his satisfaction, mentioned a U.S.-brokered alliance between two Iraqi Kurd groups in the context of his call for a new government in Baghdad.

But for the Kurds, a would-be nation of about 25 million straddling Iraq and four other nations in the Middle East, such outside support has long offered only temporary comfort. The Kurdish rebels in neighboring Turkey were reminded of this pattern with the arrest of their leader last week in Italy, after he had been expelled from Syria.

As tension rose this summer over Baghdad's bucking of United Nations weapons inspectors, Washington deepened its relationship with the two feuding leaders of the Iraqi Kurds, Masoud Barzani and Jalal Talabani, and brokered an alliance between them. Watched by Secretary of State Madeleine Albright, they signed a pact Sept. 17 in which they pledged to consolidate their latest, 18-

month-old cease-fire; to share revenues; and to move toward a joint government, to be legitimized by regional Kurdish elections by July 1.

In the short term, the U.S. is trying to bring solidarity to the forces opposed to Iraqi President Saddam Hussein. It remains to be seen if the fractious Kurds, based in northern Iraq, will be reliable U.S. allies. The Kurds lost interest in actively opposing Saddam Hussein after the failure of an assault on Iraqi positions in 1995 led by the Iraqi National Congress, an anti-Saddam group. In 1996, Mr. Barzani's Kurdistan Democratic Party engaged Saddam Hussein's help to evict Mr. Talabani and his Patriotic Union of Kurdistan from the Iraqi Kurdish capital of Arbil.

In the long term, however, the alliance and the recent U.S. diplomacy represent remarkable changes for the Kurds. Just a decade ago, only low-level U.S. officials dealt with the Kurds; the officials had to slip out of the State Department in Washington to meet visiting Kurdish leaders for noncommittal conversation over coffee.

There was good reason for this U.S. reticence: Turkey, one of the staunchest U.S. allies in the Middle East, opposes outside support for the Iraqi Kurds. Turkey

believes that such support could encourage separatism among its own Kurds, and the Turkish military has long waged a campaign to put down a Kurdish separatist group. Tehran and Baghdad share similar fears of the Kurds — and in the past Washington allied with Iran and Iraq against Kurds in those countries, too.

But the U.S. evidently felt its campaign against Saddam Hussein warranted stronger ties with the Kurds, and the U.S.-brokered Kurdish alliance caught the Turks off guard. "We were surprised by the Sept. 17 statement," says a senior Turkish official, upset that Turkey was left out of the Kurdish talks. The negotiations are the extension of the so-called Ankara Process, an initiative the U.S. started in 1996 to reconcile the two Iraqi Kurdish factions after their conflict strengthened Saddam Hussein's hand in northern Iraq.

But after reassurances, Turkey has now also signed a joint statement with the U.S. supporting the deal. "We're confident that the United States is not looking for an independent state for the Kurds. We believe that all Iraqis should decide the future of their country," the Turkish official said. "We also don't want Talabani and Barzani fighting."



«On n'a plus rien à perdre, on vit à genoux»

Bagdad craint plus l'embargo que la menace de frappes aériennes.

Bagdad correspondance

«**A**llez-y, bombardez-nous! On n'a plus rien à perdre, on vit à genoux depuis des années. Ça suffit.» Attablés devant un thé à la menthe dans un café de Bagdad, Amoudi et Khaled semblent à bout, comme tous les habitants de la capitale irakienne. Ballottés entre les annonces contradictoires, ils passent d'un scénario à l'autre, tentant d'appivoiser le pire. «L'absence de bombardement, c'est bien pour ma petite fille de 7 ans et pour la population, analyse Khaled. Mais cela signifie le retour de l'Unscorm et le statu quo. Une attaque changerait la donne: après, on pourrait peut-être envisager la sortie du tunnel et même une levée de l'embargo, qui sait?» «Qu'ils frappent! renchérit fièrement Amoudi. Ensuite, les Américains seront piégés comme des rats.»

Ambiance détendue. Samedi soir à Bagdad, l'heure était pourtant au soulagement. Au restaurant Alubedi-Ras, adresse prisée de la jet-set sur les bords du Tigre, l'ambiance était plutôt détendue. Pour la pre-



À Bagdad, mardi, au plus fort de la crise: un irakien suit à la radio les pourparlers avec l'ONU.

mière fois depuis mardi dernier, on respirait enfin. Sous les tentes, entre deux bouffées de narguilé, les langues se déliaient un peu. «Ce n'est pas la première fois que l'on subit ce genre de tension, rappelle Mohamed. La dernière crise sérieuse s'est passée en février, et il y en aura probablement d'autres.

Est-ce que l'on s'arrête de vivre pour autant? Est-ce que l'on se terre chez nous en attendant que le feu tombe du ciel? C'est mal connaître la mentalité irakienne!» C'est avec fatalisme en effet que l'on continuait à s'affairer ces derniers jours dans les rues de Bagdad, comme si de rien

n'était, sans rien laisser deviner de ce qui se trame «au-dessus»: les enfants vont à l'école, les marchands de Saadoun Street s'affairent et le souk de Shorga est bondé. Ni

plus ni moins qu'à l'ordinaire.

Jeudi soir, veille de week-end à Bagdad, comme dans tous les pays musulmans, on se mariait en fanfare dans les rues, et les

«Ce n'est pas la première fois que l'on subit ce genre de tension. Est-ce que l'on s'arrête de vivre pour autant?» Mohamed, un Bagdadi

hurlements de la musique couvraient les mots de la conférence de presse de Tarek Aziz, au ministère de l'Information. **Match de foot.** Vendredi en fin d'après-midi, à un moment où l'imminence des frappes ne semblait plus faire de doute, le stade de football

de Bagdad se remplissait comme à l'accoutumée à l'occasion d'un match. C'est à peine si on pouvait remarquer dans les rues une présence militaire légèrement accentuée et des files d'attente plus longues que d'habitude aux stations-service. «De toute façon, c'est un film de fous dont personne ne connaît le scénario», jette Khaled, 30 ans.

«Evidemment, la vie continue, quelle autre proposition avez-vous à me faire?» demande Nasra al-Sadoun, célèbre femme écrivain et directrice générale du ministère de la Culture. «Les bombes? On a d'autres problèmes!» renchérit Nazeri, journaliste irakienne et mère de cinq enfants: «Depuis huit ans maintenant, on en reçoit plein la figure. C'était des bombes réelles pendant la guerre qui sont devenues virtuelles ensuite.

Que peut-on y faire? Mes enfants continuent à avoir faim, à avoir soif, et je continue à me débrouiller pour eux. J'ai été obligée d'instaurer à la maison un système de repas à tour de rôle et, croyez-moi, ça ne date pas de cette semaine!»

Anniversaire de la ville. Dimanche, des Bagdadiens préparaient la très officielle célébration de l'anniversaire de la création de la ville, comme tous les ans depuis mille trois cents ans. Au pied du pont Al-Sinak, la petite fille au serre-tête qui vend chaque jour des bâtonnets d'encens entre les voitures pour aider sa famille est toujours là. «Inch Allah!»: «A la grâce de Dieu» ● ANNE DUNE



So Saddam Backed Down, Which Is Just as Well

By William Pfaff

PARIS — Washington does well to accept Saddam Hussein's last-minute retreat before the threat of U.S. attack, whatever his well authenticated lack of trustworthiness. His concession is a dramatic victory for the United States, and a very serious humiliation for him, which may have serious consequences for his authority.

It should be accepted and exploited for its political effect in the Middle East, and inside Iraq.

Another reason why it should be accepted is that the alternative is unacceptable. Threats that work are fine. Threats that have to be carried out are something else.

Those who make war need to weigh their means against the result they expect to achieve. In the Iraq case, the two don't fit. The desired aim does not logically follow from the means to be employed. This has been called the "morning-after problem."

After a bombardment of Iraq that Washington said would be heavy — destroying industrial facilities and infrastructure connected with the possible production of mass destruction weapons, destroying the installations of elite forces and the security services, and involving unpredictably heavy civilian casualties — what would be the reasonably foreseeable results?

Whatever capacity Iraq still possesses in heavy engineering, adaptable to building missiles and heavy weapons, would undoubtedly be destroyed. But UN inspectors have already certified that the relevant capacity no longer exists. What remains, they say, is the possibility of concealed resources for creating lethal biological or chemical agents. Bombing offers no conclusive solution to that problem.

The gamble behind attacks on Saddam Hussein's security forces would be to undermine his rule and conceiv-

ably bring on a military coup. Unless Washington disposes of political allies inside Iraq qualitatively superior to those with which it previously has dealt, this is more likely to result from a climb-down by Saddam than from his defiance of the international community. Military attacks only solve military problems.

Rejection of Saddam's concession, followed by bombardment, would probably worsen a situation in which the United Nations and the United

States are demanding total political submission. He has now offered as close to total submission as one is likely to get in the real world.

If attacks follow, he may actually be strengthened by the international reaction, which is no longer as solidly in support of U.S. policy as it was before his latest letter to the United Nations.

Everyone acknowledges that a bombing campaign would kill the innocent, deepening the misery of ordinary people in an already crippled country. Although major Arab governments and Egypt have said that Saddam alone is responsible for what happens to Iraq, everyone also admits that there are likely to be explosive consequences elsewhere in the Middle East if U.S. bombardments take place.

U.S. Defense Secretary William Cohen's tour of the Gulf region in early October met so much criticism and anger about the Iraq situation that he was compelled to make the first official American acknowledgement of "the suffering endured by the Iraqi people" because of sanctions.

It also is no help that the Israeli cabinet has just imposed new conditions on Israel's execution of the Wye Plantation agreement. Many in the re-

gion already believe that America is confronting Iraq on behalf of Israel.

In the years of nuclear deterrence, some American planners had recourse to the philosophical tradition concerning just war, which in its most influential formulation said that there had to be just cause, a reasonable expectation of obtaining the desired outcome, proportionate means, and minimal civilian casualties. In the present case for bombing Iraq, only the first of these demands of justice is clearly met.

The others are absent, although planners would try to minimize direct civilian casualties. The indirect casualties would come as ordinary Iraqis tried to survive in their broken country.

Meanwhile, American long-range planners are reported to be thinking seriously about reconciliation with Iran, and a future shift of U.S. commitments away from the troublesome Arab scene. They suggest a new U.S. alliance triad composed of Israel, Turkey and what they optimistically expect to become a liberalized Iran. Iraq, the emirates and Saudi Arabia would then lose much of their interest for Washington. Thus does time march on.

*International Herald Tribune
Los Angeles Times Syndicate*

Herald Tribune INTERNATIONAL
PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

NOVEMBER 16, 1998

PKK-ledaren greps i Italien

SVENSKA DAGBLADET 14 november 1998

Den kurdiska PKK-ledaren Abdullah Öcalan har gripits i Rom. Gripandet är en stor framgång för Turkiet som sedan 1984 utkämpat ett blodigt krig mot PKK-gerillan i östra Turkiet.

► Den italienska polisen grep PKK-ledaren Abdullah Öcalan när han på torsdagskvällen kom från Moskva på falskt pass. Öcalan tvingades i oktober att fly från sina huvudbaser i Syrien och det av Damasus kontrollerade Libanon.

Detta efter turkiska hot om militära aktioner mot Syrien om inte landet upphörde att

stödja PKK-gerillan. Syrien har använt PKK som ett kort mot Turkiet i konflikter om gränser och vattenflödet i Euf-rat.

Men när Syrien klämts allt hårdare av en fördjupad turkisk-israelisk allians hade Assad inget annat val än att vända PKK ryggen. Öcalan begav sig till Ryssland men Turkiet krävde att han skulle utlämnas.

Rykten om Sverige

Det har funnits rykten i Ankara att Abdullah Öcalan skulle söka sin tillflykt i Sverige. Hit försökte han komma efter sin hustru i början av 1980-talet, men säkerhetspolisen stoppa-de Öcalan. Detta och problem



Abdullah Öcalan

med andra PKK-medlemmar vilka i Sverige stämplades som terrorister men som inte utvisades ledde till misstankar att PKK stod bakom mordet på statsminister Olof Palme. Denna tes drev spaningsledaren Hans Holmér.

Vad som nu kommer att hända Öcalan är inte klart. Italiens utrikesminister Lamberto Dini har sagt att det var Italiens plikt att arrestera Öcalan eftersom han är efterlyst såväl av Turkiet som Tyskland.

Grekland enda valet

Den kurdiska gerillan hotade efter gripandet med hämnd mot Italien och "den turkiska regimens allierade", framförallt USA.

Hur det än går är Abdullah Öcalan sannolikt oskadliggjord. Han har jagats från Syrien och Ryssland och kan ha lurats att åka till Rom av ryska organ. Om Öcalan själv hade kunnat välja vore Grekland,

Turkiets ärkefiende som indirekt backat upp PKK, den naturliga destinationen.

Den 51-åriga Öcalan grundade PKK i Turkiet 1974. Det var en extrem marxistisk-nationalistisk organisation. Turkiets samhällsliv skakades vid denna tid av våldsamma mot-sättningar vilket ledde till en militärkupp 1980.

Abdullah Öcalan gick i exil och 1984 startade PKK ett regelrätt gerillakrig mot den turkiska statsmakten som har krävt 30 000 dödsoffer. PKK har rekryterat kurdiska ungdomar även från Sverige till gerillan, senast i somras i samband med ett SSU-läger.

PKK vill skapa ett självständigt Kurdistan men detta mål kolliderar inte bara med Turkiets intressen utan även med Iraks och Irans, länder som i likhet med Turkiet har undertryckt all kurdisk nationalism.

FREDRIK BRACONIER

Stort stöd för gripnen PKK-ledare

Av Lars Boström
DN:s korrespondent

Sympatiaktioner för den gripne PKK-ledaren Abdullah Öcalan fortsatte under tisdagen på många håll i Europa. I Stockholm hungerstrejckade ett 50-tal personer och i Moskva försökte två kurder begå självmord genom att tända eld på sig själva. Samtidigt befann sig tusentals kurder i Rom för att på plats stödja PKK-ledaren och invänta besked om hans asylansökan.

- Vi förväntar oss ett positivt besked. Allt tyder på att Öcalan får politisk asyl i Italien, säger Mahmut Baksi, kurdisk journalist och författare bosatt i Stockholm.

Öcalan har lett den turkiska gerillan PKK sedan början av 80-talet och är efterlyst för terrorism i Turki-



Ett 50-tal kurder i Stockholm hungerstrejckar. Kravet är att den gripne PKK-ledaren Abdullah Öcalan ska få politisk asyl i Italien.

FOTO: SVEN-ERIK SJÖBERG

et. Om Öcalan utlämnas hotas han av dödsstraff - något som paradoxalt nog kan bli hans räddning eftersom den italienska konstitutionen förbjuder utlämning till länder med dödsstraff.

I ett uttalande sa Öcalan att han söker en fredlig lösning på kurdfrågan.

- Jag är redo att göra mitt för att stoppa terrorismen. Jag har kommit till Italien för att skapa förutsättningar för en politisk lösning, förklarade han.

Öcalans uttalande välkomnades av Italiens premiärminister Massimo D'Alema som betonade att avståndsta-

gande från våld och terror var ett minimikrav för att politisk asyl skulle komma i fråga.

Öcalan saknar inte anhängare i Europa. Bara i Tyskland finns cirka 500 000 kurder, merparten av dem med turkisk bakgrund. Långtifrån alla stöder PKK, men helt

DAGENS NYHETER ONSDAGEN DEN 18 NOVEMBER 1998

klart finns en bred opinion för en acceptabel lösning av den kurdiska frågan. I Sverige finns cirka 20 000 kurder.

- Turkiet säger att Apo (Öcalan) inte har något stöd, men det är inte sant. Skulle han utlämnas blir det våldsamma demonstrationer både i Turkiet och här i Europa, säger Mahmut Baksi och fortsätter:

- Enligt Öcalans bror (verksam i norra Irak) finns 400 PKK-soldater i Turkiet redo för självmordsuppdrag.

På tisdagen sprängde sig en kvinnlig gerillasoldat till döds i staden Yuksekova i sydöstra Turkiet. Sex människor skadades i attentatet som uppenbarligen var kopplat till gripandet av

Öcalan. Öcalan har länge haft en fristad i Syrien, men tvingades lämna landet se-

Fakta/kurder

- Kurderna finns huvudsakligen i Turkiet, Irak, Iran och Syrien. Totalt är de cirka 24 miljoner (enligt en oberoende uppskattning).
- Turkiet: 12 miljoner (20 procent)
- Irak: 4,5 miljoner (23 procent)
- Iran: 6 miljoner (10 procent)
- Syrien: 1 miljon (8 procent)
- Siffrorna accepteras inte av alla. Kurdiska nationalist

överdriver gärna medan respektive regeringar försöker hålla ner antalet kurder i sin statistik.

- PKK (Kurdistans Arbetarparti) opererar huvudsakligen i Turkiet, men har baser i norra Irak.
- I Irak finns två stora kurdiska partier, KDP och PUK. Särskilt KDP har samarbetat med turkarna och försökt köra ut PKK.

dan Turkiet i oktober hotat med militärt våld om inte regimen i Damaskus avbröt sitt stöd till PKK. Första anhalten var Moskva, där du-man (parlamentets underhus) ville ge PKK-ledaren

asyl men president Jeltsin uppenbarligen vägrade. I torsdagskväll dök Öcala upp på flygplatsen i Rom med ett falskt pass.

- Om Öcalan får asyl är det en politisk seger för PKK, säger Baksi. Turkarna

har skjutit sig i foten. För Ankara är det enklare med en terroriststämplad Öcalan i ett terroriststämplat land som Syrien, än en PKK-ledare som kan agera politiskt i Europa.

PKK har mildrat sina krav under senare år. Målet är inte nödvändigtvis en självständig kurdisk stat byggd på marxistiska principer, utan det kan räcka med kulturella rättigheter och någon form av självstyre. Men turkarna vägrar förhandla med PKK.

Mustafa Choche är en av de kurder som hungerstrejkar i Stockholm.

- Vi fortsätter tills vi får ett positivt beslut från Rom, säger han. Äntligen finns en chans att lösa den kurdiska frågan med fredliga medel. Men då måste Europa agera och sätta press på Turkiet.

PKK-spår aktuellt

Palmemordet. Utredarna vill förhöra gripne kurdiske gerillaledaren Öcalan.

Av Anders Hellberg

Palmegruppen vill nu förhöra den turkiske PKK-ledaren Abdullah Öcalan, som greps i förra veckan på Roms flygplats.

- När han nu har gripits och står till förfogande för oss har vi skyldighet att ställa frågor för att reda ut vad det kan ge oss, säger chefen för rikskriminalen Lars Nylén till DN.

Öcalans organisation PKK - Partiya Kerkeren Kurdistan, eller Kurdistans arbetarparti - var under den förra spaningsledaren Hans Holmér 1986 huvudspåret i Palmeutredningen. Holmér var även tio år efter det att han lämnat mordutredningen övertygad om att PKK låg bakom statsministermordet.

Det blir nu chefsåklagare Jan Danielsson, som leder Palmeutredningen, som ska avgöra om man ska begära rättshjälp från utrikesdepartementet för att poliser ur Palmegruppen ska kunna resa till Italien och förhöra den gripne PKK-ledaren.

Lars Nylén säger att det inte ska tolkas så att PKK nu

Fakta/PKK

- PKK, Partiya Kerkeren Kurdistan eller Kurdistans arbetarparti, är en marxistisk gerillarörelse som bildades 1984. Cirka 10 000 man kämpar med automatvapen, granatkastare och raketer mot den turkiska regimen. Målet är att skapa ett fritt, kommunistiskt Kurdistan.
- Parterna håller varandra ansvariga för över 30 000 döda under "det smutsiga kriget",

det mångåriga undan-tagstillståndet i sydöstra Turkiet - turkiska Kurdistan.

- PKK var spaningsledaren Hans Holmér's huvudspår i Palmeutredningen 1986.



PKK-ledaren Abdullah Öcalan

äter är ett huvudspår i Palmeutredningen.

- Jag tar inte nu ställning i huvudspårsfrågan.

- Men Öcalan har stort inflytande över PKK och vi har skyldighet att ställa frågor till honom om vi bedömer att det är väsentligt.

- Det är också så att utredningen innehåller ett mycket omfattande material om PKK.

- Vi ska nu avgöra vilka frågor vi har anledning att ställa till Öcalan.

Under de närmaste dagarna ska Palmegruppen gå igenom delar av PKK-materialet med Jan Danielsson. Därefter är det åklagaren som avgör

om han ska begära rättshjälp från UD för att få möjlighet att förhöra PKK-ledaren.

Det har dock sannolikt redan förekommit kontakter mellan svensk och italiensk polis i Palmeärendet:

- Den internationella polisvärlden är inte så stor, jag förutsätter att det förekommit underhandskontakter mellan oss och den italienska polisen, säger Nylén.

Han tror dock inte att den italienska polisen redan nu har ställt frågor till Öcalan om Palmemordet.

Redan före mordet på statsministern avlyssnade den svenska säkerhetspoli-

sen PKK-arnas telefonsamtal. Där förekom ett antal gånger diskussioner om "bröllop" - något som polisen sedan länge känt till var ett kodord för mord.

Säkerhetspolisens tolkade de avlyssnade samtalen så att man visste att PKK tänkte mörda någon i Sverige, men inte vem.

Redan före statsministermordet hade PKK mördat två avhoppare i Sverige - Enver Ata vid en busshållplats i Uppsala 1984 och den 28-årige Cetin Gungör på en fest i Medborgarhuset i Stockholm 1985. Båda mördarna dömdes till livstids fängelse.

I en intervju i TV 4 har den nu gripne Öcalan erkänt att hans organisation låg bakom mordet.

Ett av motiven för att mörde Olof Palme skulle ha varit att Öcalan av Palme skulle ha vägrats asyl i Sverige. PKK ansåg också att den svenska regeringen samarbetade med den turkiska regeringen och med säkerhetstjänsten MIT.

Nombreuses voix en Italie pour l'octroi de l'asile politique à Ocalan

ROME, 15 nov (AFP) - Les prises de positions de leaders politiques ou de partis en faveur de l'octroi de l'asile politique au leader rebelle kurde Abdullah Ocalan se sont faites plus nombreuses dimanche, trois jours après son arrestation en Italie.

Le secrétaire du principal parti de la majorité de centre-gauche, Walter Veltroni (Démocrates de gauche, DS, ex-communiste), a affirmé que la demande d'asile d'Ocalan était "motivée" et que l'Italie devait y répondre favorablement "comme feraient les autres pays civilisés européens".

"La Turquie est un pays où est prévue la peine de mort, ce qui ôte tout doute quant à la nécessité de l'octroi de l'asile", a-t-il dit.

Le secrétaire du Parti de la Refondation communiste (PRC), Fausto Bertinotti (opposition de gauche), a appelé toutes les forces politiques à faire pression sur le gouvernement pour qu'il accorde l'asile au leader kurde. Il a rappelé que la commission des Affaires étrangères de la Chambre s'était déjà prononcée à l'unanimité "en faveur des revendications du peuple kurde".

"Ce n'est pas un criminel. Même s'il a tué des gens, n'oublions pas que la démocratie n'existe pas en Turquie", a noté pour sa part le leader du mouvement séparatiste de la Ligue du Nord, Umberto Bossi.

"Il faut lui reconnaître le droit d'asile, nous sommes opposés à son arrestation. C'est un héros du peuple kurde et les héros qui se battent pour leur peuple sont des héros pour le monde entier", a-t-il dit.

Déjà le Parti Communiste PDCI et les Verts se sont clairement prononcés dès vendredi pour l'octroi de l'asile au chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Seule voix divergente entendue dimanche, Maurizio Gasparri (Alliance Nationale, post-fasciste) a affirmé que "les chefs du PKK s'adonnent notoirement au trafic de clandestins et de drogue", et qu'"au lieu d'être des héros, ce sont des gens qu'à juste titre un pays comme l'Allemagne veut juger au plus vite".

Des drapeaux italiens brûlés devant le consulat d'Italie à Istanbul

ISTANBUL, 16 nov (AFP) - Une centaine de manifestants nationalistes turcs ont brûlé lundi des drapeaux italiens devant le consulat général d'Italie à Istanbul, en réclamant l'extradition du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, détenu à Rome.

Les mesures de sécurité ont d'autre part été renforcées autour de toutes les représentations italiennes --consulats, centre culturels et ambassade-- à Ankara et Istanbul, après l'arrestation d'Ocalan, a-t-on appris auprès du ministère de l'Intérieur.

Les manifestants, rassemblés devant le consulat italien dans la partie européenne d'Istanbul à l'appel du parti d'Action nationaliste (MHP, non représenté au parlement mais influent), scandaient des slogans condamnant le "terrorisme" du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatistes kurdes de Turquie), d'après les images diffusées par la chaîne de télévision NTV.

La manifestation s'est terminée sans incident.

Une gerbe noire a en outre été déposée lundi matin devant l'ambassade d'Italie à Ankara par une cinquantaine de manifestants réclamant l'extradition d'Ocalan.

Le chef du PKK a été arrêté jeudi soir à Rome et Ankara réclame son extradition. Ocalan a déposé samedi une demande d'asile politique en Italie.

Washington souhaite qu'Ocalan soit extradé mais ne fera pas pression

WASHINGTON, 16 nov (AFP) - Le département d'Etat a estimé lundi que le chef kurde Abdullah Ocalan "devrait être extradé", mais il a laissé le soin à l'Italie, la Turquie et l'Allemagne de trouver un arrangement.

L'Italie a affirmé lundi sa volonté de ne pas céder aux pressions pour extraditer Ocalan, considéré par Ankara comme un terroriste.

Chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en lutte armée contre Ankara depuis 1984 pour la création d'un Etat kurde indépendant, Abdullah Ocalan a été arrêté jeudi dernier à l'aéroport de Rome en vertu de deux mandats d'arrêt internationaux, l'un émanant de Turquie, l'autre d'Allemagne.

Rappelant que Washington considère le PKK comme une organisation terroriste, le porte-parole du département d'Etat James Rubin a salué cette

arrestation comme "un pas important dans la lutte contre le terrorisme international" et a rendu hommage au gouvernement italien.

"Nous pensons qu'il doit être extradé et comparaître en justice", a-t-il affirmé.

Mais, a-t-il ajouté, Washington estime que Rome, Ankara et Bonn --qui envisage aussi de demander son extradition-- "devraient coopérer pour trouver une solution pour le faire".

"L'important est qu'il comparaisse en justice", a souligné M. Rubin. Il a expliqué que Washington n'était pas pressé de s'immiscer dans une affaire qui concerne "trois alliés de l'OTAN, qui sont parfaitement capables de travailler ensemble à ce sujet".

Le PKK menace les pays soutenant la demande d'extradition de la Turquie

ANKARA, 16 nov (AFP) - Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a menacé les pays soutenant la demande d'extradition de son chef Abdullah Ocalan adressée par la Turquie à l'Italie, qui devront en subir "les conséquences", dans un communiqué parvenu lundi à Ankara.

"Les Etats-Unis et d'autres forces ont soutenu la République turque" contre le PKK. "Nous appelons ces forces à abandonner cette position", indique le communiqué.

"Nous soulignons que dans le cas contraire, ils devront en supporter les conséquences quand notre peuple exercera son droit légitime à l'auto-défense", ajoute le texte.

Le PKK avait déjà mis en garde, après l'arrestation d'Ocalan, contre "les développements incontrôlables qui pourraient se produire" si son chef restait en détention.

Ocalan a été arrêté jeudi soir par la police italienne à l'aéroport de Rome à son arrivée de Moscou, sur mandats d'arrêts internationaux de l'Allemagne et de la Turquie. Le chef rebelle kurde a déposé samedi une demande d'asile politique.

Des centaines de Kurdes venus de plusieurs pays d'Europe se sont réunis au cours du week-end à Rome pour manifester leur soutien à Ocalan.

Plus de 600 détenus kurdes entament une grève de la faim

ANKARA, 16 nov (AFP) - Plus de 600 détenus kurdes emprisonnés pour appartenance au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), ont entamé une grève de la faim lundi en signe de solidarité avec le chef du PKK Abdullah Ocalan, détenu à Rome, a rapporté l'agence Anatolie.

Les grévistes de la faim sont au nombre de 202 à la prison de Bursa, 183 à Aydin, 125 à Nazilli et une centaine d'autres à Bergama (toutes des villes de l'ouest du pays), selon l'agence.

Des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises dans ces prisons, toutes de haute sécurité, précise Anatolie.

Le chef du PKK, recherché par les justices allemande et turque, a été arrêté jeudi soir à l'aéroport de Rome en provenance de Moscou. Il a demandé l'asile politique en Italie tandis que la Turquie réclame son extradition.

Cas Ocalan: l'Italie "n'entend pas subir de pressions", selon M. D'Alema

ROME, 16 nov (AFP) - L'Italie "n'entend pas subir de pressions et de chantages" sur le cas d'Abdullah Ocalan, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) arrêté jeudi à Rome, a déclaré lundi le chef du gouvernement italien Massimo D'Alema.

M. Ocalan, qui a fait une demande d'asile politique, est recherché par les justices allemande et turque et Ankara réclame son extradition.

M. D'Alema a rappelé, durant une conférence de presse à Rome, que l'Italie était un Etat démocratique et de droit qui entend procéder sur les bases de ses propres lois. Une de celles-ci empêche l'extradition d'une personne vers un pays où elle risquerait la peine de mort.

M. D'Alema a nié tout contact entre le gouvernement italien et M. Ocalan avant son arrestation, en ajoutant que le PKK a eu et "peut avoir des rapports" avec des milieux politiques italiens.

M. D'Alema a précisé que Rome avait été informé, dès le 16 octobre, par la Turquie de la possibilité qu'Ocalan se rende en Italie. "Quand il est arrivé en Italie (en provenance de Moscou), nous avons notamment pu l'arrêter car il s'est lui-même livré à la police", a précisé M. D'Alema.

Il a souligné que l'affaire Ocalan "pouvait provoquer une brouille avec la

Turquie, même si (l'Italie) ne cherche pas les querelles". "Nous résoudrons cette affaire avec dignité et dans le respect des lois et des principes", a-t-il ajouté.

M. D'Alema a rappelé que les exilés kurdes jouissaient de "la sympathie" de l'Italie tout en soulignant que "l'Italie n'avait aucune sympathie pour le terrorisme et la violence".

M. D'Alema a qualifié le cas Ocalan de "complexe et délicat". Il a indiqué que le gouvernement italien a "comme principale préoccupation" la sécurité de l'Italien Mario Calascibetta, pris en otage dimanche dans une prison d'Istanbul par des détenus turcs réclamant l'extradition de M. Ocalan.

Abdullah Ocalan s' affirme "prêt à contribuer à stopper le terrorisme"

ROME, 16 nov (AFP) - Le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan, a déclaré qu'il était "prêt à donner sa contribution pour stopper le terrorisme" en Turquie, dans une déclaration diffusée lundi à Rome.

Cette déclaration, en langue kurde, a été diffusée par le bureau du Front national de libération du Kurdistan (ERNK, branche politique du PKK), à Rome.

"Le génocide, l'extermination, les attaques aux libertés des peuples ne peuvent en aucune manière être justifiés et je condamne de toutes mes forces le terrorisme, même s'il émane de notre part", a déclaré M. Ocalan, qui a été arrêté à Rome jeudi dernier et dont la Turquie réclame l'extradition.

"Les problèmes de la région ne se résolvent pas par la guerre mais avec des méthodes civiles et politiques. Ceci est une nécessité et un devoir", a-t-il déclaré.

M. Ocalan, qui se trouve aux arrêts hospitaliers dans un hôpital de la province de Rome, affirme "être venu en Italie pour ouvrir cette voie, c'est-à-dire construire les conditions d'une solution politique". Il a invité "les Nations Unies, l'Union européenne et les organisations internationales pour les droits de l'homme à s'engager dans cette direction".

M. Ocalan évoque "la guerre terrible et destructrice" menée contre le peuple kurde depuis "des centaines d'années" et souligne qu'au Proche-Orient, "un génocide s'accomplit contre les peuples kurde, arménien et assyrien".

"J'ai voulu porter à Rome la voix de ces peuples, en guidant cette lutte, et en faisant des erreurs et aussi des choses justes". Il a déclaré que son arrivée à Rome "ressemblait à la marche de Saint Pierre" arrivant à Rome de Palestine au 1er siècle de l'ère chrétienne.

M. Ocalan souligne qu'il a demandé l'asile politique à l'Italie, "un Etat de droit qui respecte son propre peuple", précisément pour construire les conditions d'une "solution politique". "Je suis venu ici, encouragé par la grande histoire du peuple italien et par sa sensibilité démocratique".

Libération d'un prisonnier italien retenu en otage

ISTANBUL, 16 nov (AFP) - Un prisonnier italien détenu en otage depuis lundi dans une prison d'Istanbul par des détenus turcs pour réclamer l'extradition du chef de la rébellion kurde de Turquie Abdullah Ocalan, arrêté à Rome, a été libéré mardi soir, a indiqué son avocat.

"Mon client a été libéré et il pourra très prochainement être extradé", a précisé Me Suha Burckin.

Mauro Calascibetta avait été enfermé dans un des dortoirs de la prison de Metris par plusieurs détenus turcs qui avaient affirmé qu'il ne serait pas relâché avant qu'Ocalan soit extradé vers la Turquie.

L'état de santé du détenu italien est bon et ses jours ne sont pas menacés, selon l'agence Anatolie.

L'Italien a subi un examen médical lundi matin, avec l'accord des détenus qui le retiennent.

Le détenu italien avait été arrêté en août par les autorités turques à Istanbul à la suite d'un mandat d'arrêt international lancé par Interpol.

Il est recherché par la Suisse pour "tentative d'homicide", et devait être remis cette semaine aux autorités helvétiques.

Recherché en vertu de deux mandats d'arrêt internationaux délivrés par les justices allemande et turque, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a été arrêté jeudi soir à Rome en provenance de Moscou. Il a demandé l'asile politique à l'Italie.

BA/ob eua

Turk PM warns Italy on Kurd extradition

By Ralph Boulton

ANKARA, Nov 16 (REUTERS) - Turkish Prime Minister Mesut Yilmaz, pressing Italy for the extradition of Kurd guerrilla chief Abdullah "Apo" Ocalan, said on Monday no country that set him free could consider itself a home to justice.

"This murderer is responsible for the deaths of 30,000 people," Yilmaz told a news conference.

"No country that shelters or protects him or allows his activities or sets him free can call itself a country of justice," he added.

Ocalan, leader of the Kurdistan Workers Party (PKK) fighting for Kurdish self-rule in southeast Turkey, was arrested at Rome's Fiumicino airport on Thursday and is being held under tight security in the Italian capital. He has requested political asylum.

Yilmaz said he had finished preparing a law to abolish the death penalty and that the Turkish cabinet would consider the draft on Tuesday. This would remove a technical barrier to Ocalan's extradition because Italy does not extradite prisoners to nations where the death penalty is used.

Turkish newspapers, sensing a possibility that Ocalan's extradition could be blocked by left-wing sympathisers in Italy's parliament, launched vitriolic attacks on Italy.

"Apo a well-treated guest in Italy," said the Islamist Zaman daily. "PKK's new headquarters: Rome," said *Turkiye*. "PKK runs amok in Rome," *Sabah* said of pro-PKK weekend protests in Italy.

"The morality of the West is again wavering," commentator Gungor Mengi wrote in the popular secularist *Sabah*, underlining Turkey's often fraught relationship with Western allies.

"Italian Communists...apparently want to make a political figure out of Ocalan," he said.

Foreign Minister Ismail Cem and Defence Minister Ismet Sezgin, in Italy for a meeting of the West European Union, were expected to press for Ocalan's extradition and for a crackdown on PKK support organisations in western Europe.

Human Rights Association head Akin Birdal welcomed the move to scrap the death penalty in Turkey, last applied in 1984.

"I see the works on abolishing death penalty as a positive step, a step which will be taken on the path towards Europe," he said.

But a dispute with Italy over Ocalan could further complicate Ankara's relations with the European Community, which last year left it off a shortlist of possible new members.

The Istanbul Chamber of Commerce made clear its views in a message to Italian business. "To not hand over Ocalan, head of a terrorist group, would greatly damage Turkish-Italian trade ties, and could lead to a boycott of Italian goods," the group said in a statement.

Italy is the second largest exporter to Turkey, with sales totalling \$3.14 billion in the first nine months of 1998.

Opponents of extradition will point to international human rights reports accusing Turkey of abuses in combating a campaign by Kurdish separatist rebels over 14 years.

The Turkish government claims that the PKK, funded heavily by militants living in western Europe and through contraband operations, has caused tens of billions of dollars of losses to the economy.

Witnesses said some 1,500 students, civil servants and members of a pro-Ankara militia force marched through the eastern town of Lice on Monday to celebrate Ocalan's arrest.

"Damn the PKK," and "Lice will be Apo's grave," the marchers shouted in a central square in Lice, in an isolated mountain region that has seen some of the harshest fighting between security forces and the PKK.

.....

Kurdish leader says he is willing to help "stop terrorism"

ROME, Nov 16 (AFP) - Kurdish leader Abdullah Ocalan, who has been held in Italy since last Thursday, says he is willing to help "stop terrorism," according to a statement released Monday by ANSA news agency.

Ocalan, head of the Kurdistan Workers' Party (PKK), has been branded a terrorist by Turkey for his role in a 14-year armed campaign for Kurdish independence.

He was detained at Rome airport by Italian police acting on international arrest warrants filed by Germany and Turkey.

Ocalan said in his statement, which was given to ANSA by the local office of the PKK's political wing, that he was "ready to contribute to stop terrorism."

"Genocide, extermination, assaults on people's freedoms cannot be justified in any way, and I condemn terrorism with all my strength, even it comes from our side," Ocalan added.

Meanwhile Turkish Foreign Minister Ismail Cem urged Italy to extradite Ocalan.

After meeting his German counterpart Joschka Fischer, Cem said he was worried that mass protests over Ocalan's arrest would result in the Italian courts making a "biased" decision on Turkey's extradition request.

"Terrorism is a crime against humanity and Italy is obliged to fight it," he said.

Ocalan's arrest here has been greeted with protests by thousands of Kurds. Within Italy the prospect of him being extradited to Turkey, where he could face execution, has also aroused considerable concern.

Ocalan has been charged with high treason in Turkey where he is held responsible for more than 30,000 deaths in his organization's armed struggle for Kurdish autonomy in the Anatolia region.

He is also wanted in Germany for murder and directing a terrorist organisation but Bonn has not yet made a formal extradition request.

Fischer stressed that this was up to the federal prosecutor, not the government.

Cem earlier met his Italian counterpart Lamberto Dini to explain the basis of Turkey's extradition request.

Italian sources said Dini had asked Cem to ensure the Turkish authorities took immediate steps to secure the release of Mario Calascibetta, an Italian national who is being held hostage in an Istanbul jail by prisoners demanding Ocalan's extradition.

What if we can't get Ocalan back?

- The Italians are sending strong signals that they will not extradite the PKK leader to Turkey. This means Apo will be in Europe, close to his supporters and Western sympathizers...

Editorial by Ilnur Cevik



When the news broke that Abdullah Ocalan had been caught in Rome and jailed by Italian authorities, many people in Turkey were overjoyed that this would be the end of a killer and his murder machine, the Kurdistan Workers' Party (PKK). Turkish newspapers hailed this as a historic occasion, and some even attempted to portray all this as the success of the minority coalition led by Mesut Yilmaz, who is about to be unseated through a censure motion...

However, it only needed the passage of 24 hours to show to us that "the day after" did not hold much for us to rejoice about.

Firstly, it became clear that the Italian administration, whose coalition partners seem rather sympathetic to the PKK and Ocalan, are not in a mood to hand him over to Turkey. As a matter of fact even the Italian press, which may not be so sympathetic to the PKK and its militants, aired views that Ocalan was not an ordinary Kurd and that he could not be treated like the boat people arriving in Italy seeking asylum. So the Italians will either hold on to Ocalan, better known as Apo, or they will extradite him to Germany...

Secondly, whatever happens Ocalan will be closer to his giant crime organization in Europe, which has prospered thanks to extortion, drugs and arms smuggling money. He will also be closer to the PKK political apparatus that has managed to gain inroads into the European political system and has numerous friends in high places in influential capitals...

Under these conditions Ocalan and his organization could become a bigger menace than Ocalan sitting in Syria, away from his people and trying to operate by remote control.

The fact that Ocalan is so far away from his terrorists in Turkey and in northern Iraq will no doubt will be a serious setback for the PKK. It is inevitable that except for some isolated cases, PKK terrorist activities will dramatically decrease. That will be very positive for Turkey, which has spent about \$85 billion to fight separatist terrorism since 1984 and has lost about 40,000 people because of the PKK terrorist campaign.

But the fact that Ocalan is now in Europe and closer to his strong crime machine should not be a source of euphoria for anyone. On the contrary, the PKK has created this myth that it can well be peaceful and act like a political organization and thus should win recognition as a liberation movement. Turkey has to highlight the fact that the PKK has turned into a giant crime organization with vast financial resources that will never give up this financial advantage or the sources from which it obtains this advantage. So it will remain as a strong crime gang, while misleading European governments that they are docile and that their only aim is to struggle for the rights of their people... This is hard to do because Turkey has a credibility problem, as a country with a very bad democratic and human rights record. We have done nothing to ease these concerns; on the contrary we have continued to jail people for expressing their views. So the first thing really is to introduce sweeping democratic reforms now that our leaders believe the PKK is "finished."

The West has to realize that even if the PKK renounces violence, this will be meaningless as long as it maintains its huge crime organization that extends from Central Asia to the Atlantic Ocean... This is the area which Turkey has to concentrate on today.

The PKK will try to convince Italy and many other European countries that it intends to become a political entity. We have to convince them that this will never be the case. However, in the process we also have to convince them that we will take swift steps to make our citizens of Kurdish origin, especially those living in southeastern Turkey, feel that they are first-class citizens of the Turkish Republic. Let us face the reality that these people still feel they are being treated as third class. Europeans say Turkey has to give certain cultural and social rights to these people. Is Turkey ready to take such steps? Do we have the political will? The answer to that is a big "NO." As long as Turkey does not shed its image as a semi-democracy, we cannot be credible.

Thus we will have a hard time trying to convince anyone in Europe not to be so facilitating to Ocalan and his organization...

It seems that once we forced Ocalan out of Syria we really let the cat out of the bag... Now we can't handle the animal. Maybe we should again mass our troops along the Syrian border and threaten Hafez Assad with war if he does not take Ocalan back.

Ocalan arrest could be catalyst for political solution: German FM

ROME, Nov 16 (AFP) - The arrest of Abdullah Ocalan could be the catalyst for an end to the conflict between Turkey and its Kurdish minority, German Foreign Minister Joschka Fischer said on Tuesday.

"This is a chance for a political solution," Fischer said on the sidelines of a Western European Union meeting here.

With Ocalan, who has led a 14-year military campaign for a Kurdish homeland in southeastern Turkey, under arrest in Italy, Ankara may be more open to international pressure to scale down its military activities in the Kurdish areas, Fischer said.

The German minister stressed, however, that Turkey could only hope to secure a lasting peace by respecting human and minority rights. He said the authorities in Ankara would need to show "political wisdom."

Fischer underlined the new German government's desire for better relations with Turkey.

He reiterated that Bonn regards Turkey as a legitimate candidate for membership of the European Union and said the new German government would honour its commitment to make it easier for Turkish immigrants to obtain German nationality.

Germany has a community of some two million people from Turkey, about 400,000 of whom are Kurds.

Ocalan's Kurdistan Workers Party (PKK) and a host of other Kurdish organisations have been outlawed in Germany because of PKK-inspired violence on German soil against Turkish interests.

Detained Kurd Seeks Asylum in Italy

By Sarah Delaney
Washington Post Service

ROME — Abdullah Ocalan, 49, the fugitive Kurdish separatist leader arrested here Thursday, has formally requested political asylum in Italy, according to the Interior Ministry.

Immediately after his arrest on warrants from Germany and Turkey, Ankara requested his extradition to stand trial on charges related to his activities as leader of the Kurdish Workers Party, which seeks independence for Turkish Kurds in the southeast.

The request for political asylum likely will take months to be decided, and in the meantime, extradition will not be considered, the Interior Ministry said.

The Turkish Embassy in Rome said Saturday that its government "would press by every means available for him to be returned to Turkey to face trial."

The Kurdish Workers Party has urged Italy not to hand over Mr. Ocalan and has threatened retaliation against Turkey. Turkish police stepped up security.

Some observers see Mr. Ocalan's arrest as a conflict for Italy, squeezed between the desire of Turkey, a fellow member of the North Atlantic Treaty Organization, to try Mr. Ocalan and its own human rights positions and laws.

Several parties in Prime Minister Massimo D'Alema's new coalition have urged that extradition be denied. But a high-ranking diplomat at the Turkish Embassy said Friday: "How could Italy consider his request for political asylum? He is a terrorist."

Turkey charges that Mr. Ocalan is responsible for the deaths of 30,000 people over the past 14 years in his party's armed struggle for Kurdish autonomy. Human rights analysts estimate that 30,000 to 37,000 people have been killed on both sides of the conflict.

But many Kurds consider Mr. Ocalan a freedom fighter and hero. Several hundred people gathered in the rain in front of the military hospital where he reportedly is being held to wave the Kurdish flag and to chant "Long Live Apo," a nickname for Mr. Ocalan.

Italian law forbids extradition to countries with the death penalty, such as Turkey. Mr. Ocalan is on trial in absentia in Turkey on charges punishable with a death sentence: leading a terrorist organization, threatening the country's territorial integrity and ordering killings. Turkey has not executed anyone since 1984, however.

Italian law also prohibits extradition for political crimes.

"The arrest of Ocalan is a real calamity for our country," said the Rome newspaper *Il Messaggero*.

But Giuliano Pisapia, the attorney who will defend Mr. Ocalan, minimized the political problem. He was quoted in the Milan daily *Corriere della Sera* as saying that "the case is not political because it is above all a legal battle."

Mr. Ocalan was arrested at the Rome's Leonardo da Vinci Airport after flying in from Moscow on a false passport. Italian newspapers called the arrest a "mystery," implying that the police might have been tipped off to his arrival.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, NOVEMBER 16, 1998



Andrew Medichini/The Associated Press

Policemen standing guard Sunday outside the military hospital in Rome where Abdullah Ocalan was being held, as Kurds, who came from all over Europe, demonstrated against the separatist leader's detention.

Kurds converge on Rome to demand freedom for PKK chief

THOUSANDS OF Kurds are converging on Rome to press the government to grant political asylum to Abdullah Ocalan, the leader of the outlawed Kurdish Workers Party, the PKK.

Mr Ocalan was arrested at Rome airport last Thursday after arriving on a flight from Moscow. The Turkish government is demanding his extradition

BY FRANCES KENNEDY
in Rome

dition to face charges of murder and terrorist activities. The PKK has waged a 14-year war with Turkey for autonomy in the south-east of the country.

Around 1,500 Kurds, many from northern Europe, have occupied the square in front of the

Celio military hospital, where it was thought Mr Ocalan was being held. They had come from Switzerland, Germany, France Belgium and even Sweden.

Young men in uniform black leather jackets and jeans and older ones in suits waved the red, yellow and green Kurdish flag and held aloft poster-sized photographs of Mr Ocalan, known as

Apo, or Uncle. Women chanted "Freedom for Apo, freedom for Kurdistan". One of the organisers, Ahmed, of Bonn, said they expected to draw 10,000 Kurds to Rome. "We will stay here until Apo is granted asylum," he said. "The [Italian] government must not bow to the threats of the Turks."

The Turkish Foreign Minis-

THE INDEPENDENT
Monday 16 November 1998 ★



ter, Ismail Cem, in Rome yesterday, urged his Italian counterpart, Lamberto Dini, not to side with what he said were terrorists. Relations between the two countries are already strained by a recent decision of the Italian authorities to allow a meeting in Rome of the Kurdish parliament-in-exile.

The hard-left parties and

the Greens want Mr Ocalan to be granted political refugee status and the main party of government, the left-of-centre Democratico della Sinistra, are reluctant to surrender him.

Italy's constitution prohibits repatriation to any country which allows the death penalty, as Turkey does. Germany also has an arrest warrant for

the PKK leader but has not yet presented an extradition request. If it did, it would be hard for Italy to refuse.

The circumstances of Mr Ocalan's arrival are still unclear. He was arrested as soon as he stepped off an aircraft from Russia, where he had been seeking asylum after fleeing his hideout in Syria.

Baghdad jubilant over Saddam 'victory'



THE INDEPENDENT

Monday 16 November 1998 ***

AT THE Al-Sinna sports club stadium less than 500m from the Canal Hotel, the United Nations headquarters in Baghdad, thousands of people gathered to celebrate Baghdad Day.

Young girls in white chiffon cloaks prepared to dance to the sound of a military band. Adding to the joy was the knowledge that their president, Saddam Hussein, had again outfoxed his enemies and avoided a military strike. This time few, if any, knew just how close it was.

The Iraqi turnaround began just after two o'clock at the Ministry of Information, where more than 100 foreign journalists had been holed up awaiting the strikes so many were sure would come.

A senior ministry figure walked into the area inhabited by the news agencies and delivered a brief and terse statement. "Iraq will respond positively to the letter from the UN Secretary-General," he said.

Amid the scrambling for satel-

lite phones and up-links, it was difficult to believe that it was really happening. Iraq had, for the second time in a year, brought the full might of the United States to the brink of unleashing its firepower and pulled back.

What stopped the Americans and the British in mid-flight was a letter from Iraq's Deputy Prime Minister, Tariq Aziz, which said Iraq "never sought to sever the relationship with Unscorn [the UN weapons inspectors] and to cease its obligations" under UN resolutions. Iraq will "give a further chance to achieve justice by lifting sanctions. The leadership of Iraq [has] decided to resume working with the Special Commission and to allow them to perform their normal duties in accordance with the relevant resolutions of the Security Council".

This was television diplomacy. The BBC and CNN re-

ceived the letter before the office of Prakash Shah, the UN's special representative in Baghdad, and before Kofi Annan, the Secretary-General.

If the Gulf War was the first to be covered live on international television, Iraq seems to have again been the source of another media innovation. This was the first war that was averted by live television.

Clarifications were supplied to the international television broadcasters and those Iraqis with access to satellite channels watched President Bill Clinton agree that President Saddam had fulfilled the American demand for a full capitulation. Iraq will allow the inspectors un-

won the battle," said another.

The knowledge of the military orders was well-known in the broadcasting pool. We had been alerted by the arrival on a US warship in the Gulf of a television crew. This was the signal that something was about to happen. Approval for such sorties are rarely given.

Those networks with State Department and Pentagon correspondents began working the phones. The correspondents confirmed that military action was probably imminent.

Albert Reynolds, the former Irish prime minister, also apparently knew. In a fax sent to Baghdad earlier in the week and inadvertently shown to me, the only Irish passport-holder in the Rasheed Hotel, he wrote that "the hawks are pushing for action on Saturday night".

Mr Reynolds had earlier travelled to Baghdad as part of a delegation and had spent six hours in meetings with Mr Aziz. His faxed message to Baghdad after he had left was either an extremely lucky guess, or someone in power had alerted him.

The timetable for the return of the Unscorn mission has not been clarified and nobody knows how long it will be before the whole international media circus descends on Iraq - once again to test the limits of its inadequate infrastructure. But among Iraqi and foreigner alike there was a sure feeling that it will happen, and probably soon.



Tariq Aziz: Letter to UN stopped attack

fettered access to suspected chemical and biological sites. The world will again have eyes and ears in one of the Middle East's most unpredictable and potentially powerful countries.

The Iraqis at the Ministry of Information were jubilant. "Our guy was going to back down. I told you," said one official. "Clinton looks like a fool. Saddam has

16. 11. 1998



KRIEGSHERR Abdullah Öcalan, derzeit in Haft, ließ auch in Deutschland kurdische Mädchen rekrutieren



FANATISCH FÜR DIE PKK Kurdinnen nach der Besetzung einer Redaktion in Hannover 1997

PKK

Verführte Mädchen

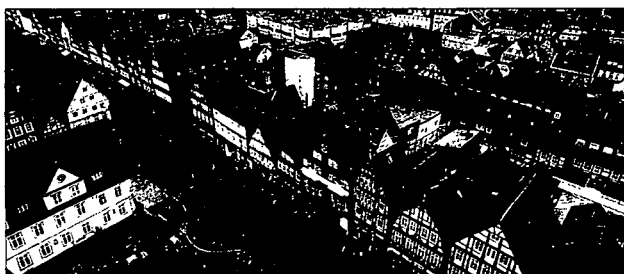
In Celle verschwanden fünf Töchter kurdischer Familien spurlos in Lagern der Guerilla

CELLE EINE STADT IN UNRUHE

Der Anteil der Kurden unter den 73 000 Einwohnern von Celle beträgt nur 3,2 Prozent. Trotzdem sind sie fast täglich in den Schlagzeilen.

- **Gettobildung:** Kurden verdrängten die deutschen Mieter aus mehreren Straßenzügen. Seitdem wird dort nur kurdisch gesprochen. An *Integration im Gastland ist nicht zu denken.*
- **Radikalismus:** Umzüge zum kurdischen Neujahrsfest entwickeln sich stets zu Kundgebungen für den Diktator Öcalan. Celle gilt mittlerweile als *Hochburg und „Ruheraum“ der verbotenen PKK.*
- **Jugendkriminalität:** Gewalttätige kurdische Banden beherrschen die Schulhöfe. Eine Jugendstaatsanwältin bekannte, sie sei *80 Prozent ihrer Zeit* mit kurdischen Fällen beschäftigt.
- **Dubiose Geschäfte:** Kurden erwarben 223 Immobilien im Wert von *100 Millionen Mark.* Auffällig viele Käufer waren Sozialhilfeempfänger. Insider vermuten, hier würden *Drogengelder gewaschen.*

PKK-HOCHBURG
Celle: Eine Minderheit stört den Frieden in der Fachwerkidylle



Das Angebot klang verlockend: Zwei Wochen Ferien im Jugendcamp – alles gratis. Die 14jährige Sevin Uca aus dem niedersächsischen Celle mußte nicht lange überlegen, als ein Kurde aus der Nachbarschaft Anfang August an der Haustür klingelte. „Klar komme ich mit“, jubelte das zierliche Mädchen. Die Mutter hatte nichts dagegen. Sie kannte den Landsmann, der ihrer Tochter den kostenlosen Urlaub versprach.

Eine Woche später stand ein dunkler Kleinbus vor der Wohnung in der Tatzestraße. Mit ihrer Reisetasche rannte Sevin aus dem Haus, Mutter Katrije winkte. Das war am 15. August. Seitdem ist Sevin verschwunden.

In den Fängen des Terrors. Nach den Ermittlungen deutscher Sicherheitsbehörden hat die linksextreme PKK die ahnungslose Sevin in ein Ausbildungslager gelockt. Dort drillen Funktionäre der verbotenen Arbeiterpartei Kurdi-

stans Kinder und Jugendliche für den Krieg gegen die türkische Armee.

Die Fahnder vermuten weitere Opfer. Neben Sevin verschwanden in den vergangenen Wochen fünf kurdische Mädchen zwischen 14 und 17 Jahren aus dem Raum Celle. „Wir ermitteln in allen Fällen wegen des Verdachts der Entführung“, bestätigt der Lüneburger Oberstaatsanwalt Bruno Lüttmer.

Mit Sorge beobachtet Rüdiger Hesse vom niedersächsischen Verfassungsschutz seit Jahren, wie „die PKK zielgerichtet junge Leute anwirbt und mit ihrer Propaganda verführt“.

Einer aktuellen Analyse des Bundeskriminalamts (BKA) zufolge rekrutiert die PKK in Deutschland ständig Kämpfer für den Guerillakrieg gegen die türkische Armee. Seit 1993 seien mindestens 87 kurdische Kinder und Jugendliche verschleppt worden. 35 sind bis heute verschwunden (siehe Kasten).

Nach Erkenntnissen der BKA-Experten läßt PKK-Führer Abdullah Öcalan seinen Untergrundnachwuchs aus Deutschland in grenznahen Camps in Belgien und den Niederlanden schulen. Im Rahmen der Ausbildung werde auch „die Herstellung und Benutzung von Molotowcocktails vermittelt“. Rund ▶

3000 Minderjährige, so eine UNO-Studie, habe die PKK bislang weltweit für ihren bewaffneten Kampf rekrutiert.

Die Familien der Verschwundenen bleiben gegenüber den Ermittlern stumm. „Sei es aus Angst vor der Rache der PKK, oder weil sie als Aktivisten freiwillig ihre Kinder in die Lager schicken“ glaubt Verfassungsschützer Hesse.

Auch in Celle erfuhren die Fahnder erst über Umwege vom Verschwinden der Mädchen. Ein anonymes Brief aus der kurdischen Gemeinschaft erreichte vor zwei Wochen die Gesellschaft für bedrohte Völker in Göttingen. Deren Vorsitzender Tilman Zülch pflegt beste Kontakte zu den Anatolen in Celle.

In dem Schreiben heißt es: „Wir können nicht mehr zusehen, wie die PKK unsere Kinder zu jugendlichen Kämpfern ausbildet, die für die PKK-Führer ihr Leben opfern sollen.“ Namentlich werden vier Celler Familien aufgezählt, deren Töchter in den Händen der Terrorgruppe sein sollen.

Alarmiert durch den Hilferuf, fahndete die Kripo nach aussagewilligen Verwandten und wurde bei der Familie Uca fündig. Der Bruder von Sevin berichtete von ihrem letzten Lebenszeichen. Seine Schwester habe Ende August in Celle angerufen und gefleht: „Ich möchte so gern wieder nach Hause kommen, aber ich darf nicht.“

DEN FINGER AM ABZUG
PKK-Kämpferin mit Sturmgewehr bei der Schießausbildung im Libanon



Dann brach das Gespräch ab. Kurz darauf ein zweiter Anruf. Ein Unbekannter teilte den Eltern mit: „Sevin will nicht mehr zu euch, sie bleibt hier.“ Die Ermittler sind sicher: Der Anruf kam direkt von der PKK.

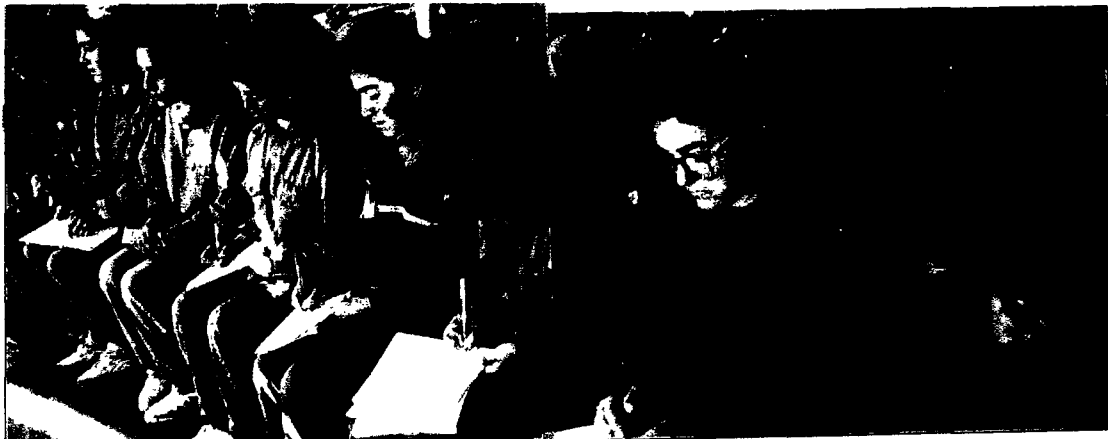
Völlig verängstigt ist Mutter Katriye Uca. Als FOCUS vergangenen Mittwoch nach ihrer Tochter fragte, öffnete sie die Tür nur einen Spalt: „Ich warte auf ein Lebenszeichen von Sevin.“

Nach Einschätzung des BKA droht Nachwuchskadern wie Sevin nach militärischer Ausbildung und Gehirnwäsche der Kriegseinsatz in der Türkei. „Sind die Jugendlichen erst einmal dort“, weiß ein BKA-Experte, „gibt es

kaum noch ein Zurück.“ In den Fängen der PKK drohen jungen Soldatinnen angeblich auch sexuelle Übergriffe. Terroraussteiger Selim Cürükkaya, einst rechte Hand von Oberguerillero Öcalan, berichtet in seinem Buch „Die Diktatur des Abdullah Öcalan“ auch von Vergewaltigungen: „Unser großer Führer hat sich wie eine Sex- und Mordmaschine unter unsere jungen Frauen gemischt.“

Diese Gefahr zumindest ist gebannt. Seit seiner Verhaftung vergangene Woche in Rom hat der PKK-Chef gewiß anderes als Sex im Kopf. ■

KAYHAN ÖZGENC



THEORIE DES TERRORS
Junge Kurdinnen beim Unterricht in einem PKK-Lager in der Bekaa-Ebene

Vom Kind zum PKK-Kader

Erkenntnisse des BKA über die Ausbildung junger Kurden

Nach einer Analyse des Bundeskriminalamts rekrutiert die PKK kurdische Jugendliche aus Deutschland mit einem Drei-Stufen-Modell:

● Die kurdischen Kulturvereine in den Städten – fast ausnahmslos von der PKK unterwandert – sind Schauplätze der ersten Annäherung. Dort geht es zunächst nur unverfänglich um kurdische Kultur und Folklore.

● In zweiwöchigen Kursen, meist im Ausland, vermittelt die PKK dem Nachwuchs dann ihr Parteiprogramm. Zur Tarnung gibt es Sport und Spiele.

● Ziel eines dreimonatigen Abschlußcamps ist auch die militärische Grundausbildung. Auf dem Dienstplan: Exerzieren, Marschieren, Bewegungen im Gelände. Die Jugendlichen lesen Bücher von PKK-Chef Öcalan, lernen Rhetorik und die Regeln kurdischer Gerichtsbarkeit. Am Ende steht der „Schwur auf Flagge und Führer“.

Die Jugendlichen erhalten einen Decknamen, müssen den Kontakt zur Familie abbrechen. Nach Abschluß des Kursprogramms setzt die Partei die Jugendlichen als Funktionäre in Europa oder als Soldaten im Kampf ein. ■



STAATSSCHUTZ
In der Außenstelle des BKA in Meckenheim laufen alle Erkenntnisse über die PKK zusammen

Da tutta Italia, da Chiasso, dal Brennero, dalla Francia sono scesi a Roma per solidarietà al loro leader

L'affettuoso assedio curdo al Celio

Migliaia davanti all'ospedale, ma il capo del Pkk non c'è



Tra i primi ad arrivare, il presidente del Parlamento curdo in esilio: temo le provocazioni di estremisti turchi

Nelle foto, curdi davanti al Celio, giornali turchi che parlano del caso Ocalan e la prigione di Metris (Istanbul) (FOTO AP)

ROMA. Arrivano per davvero, i curdi, a manifestare il loro appoggio a Ocalan. Il primo giorno nel piazzale davanti all'ospedale militare del Celio, dove si credeva che fosse rinchiuso il leader del Pkk, erano cinquecento. L'equivoco è rimasto anche ieri, ed erano almeno mille. E tanti altri sono segnalati in transito alle frontiere: diverse centinaia vengono da Chiasso, altrettanti dal Brennero, un po' meno dalla Francia. Un'incredibile manifestazione di affetto, questa dei profughi curdi, che hanno abbandonato su due piedi il lavoro e la casa - faticosamente conquistate in giro per l'Europa e ora in bilico - alla notizia che «Apo», cioè lo «Zio», aveva chiesto asilo politico all'Italia.

Molti però sono stati respinti dalla polizia perché avevano documenti non in ordine. Su ventitré che al mattino erano sbarcati a Fiumicino, solo sei hanno potuto superare il controllo passaporti. Gli altri sono stati rimessi su un aereo e rispediti indietro. Inutili le loro suppliche.

Piazza del Celio, intanto, può già essere ribattezzata Piazza Kurdistan. Ormai si avvia a diventare un grande parcheggio di automobili con le targhe più diverse e un bivacco. In cinquecento hanno trascorso la notte all'addiaccio. Solo una minima parte delle donne e dei bambini hanno accettato l'ospitalità offerta dai compagni

romani dei centri sociali. Stasera si replica: per dare da dormire si sono messi a disposizione quelli delle case occupate.

Ma il sit-in, con il passare delle ore, e il crescere della folla, ma anche il montare della stanchezza, sta perdendo il carattere politico e si sta trasformando soprattutto in una grande festa curda. Dai gruppuscoli di autonomi sono arrivati i primissimi aiuti: una macchina con stentorei altoparlanti, coperte, un gazebo dove allestire un centro di ristoro.

«Abbiamo chiesto al Comune di Roma e alle organizzazioni umanitarie di aiutarci. Perché noi stasera qui finché la situazione non si sblocca. Siamo pronti a stare in piazza anche per un mese. Con un turn-over delle persone, è chiaro»,

avverte il presidente della comunità curda in Italia, Davide Issa-madden. Gli fa eco Paolo Cento, deputato dei Verdi, che da un giorno vive anche lui in piazza e ha iniziato uno sciopero della fame: «L'assessore Piva ci ha promesso bagni e acqua. Speriamo presto». Paolo Cento è anche preoccupato di una qualche rappresaglia terroristica. «C'è da vigilare contro le bande paramilitari turche di estrema destra».

La complessa partita diplomatica, politica e giuridica che s'è avviata in questi giorni, insomma sarà accompagnata da un lungo presidio di piazza. Così ha deciso il Pkk - o meglio la sua articolazione politica Ernk - per dimostrare all'opinione pubblica italiana e europea che Ocalan è un leader amato dal suo popolo e non un avventuriero qualsiasi. Come appunto recita un lungo striscione: «Ocalan è il nostro sole».

Piccoli segni di culto della personalità. D'altra parte sembrano usciti dall'iconografia degli Anni Settanta, questi curdi, che cantano con entusiasmo «Bella ciao» e «Bandiera rossa», salutano a pu-

gno chiuso, attaccano il fascismo turco che ci impedisce di vivere liberi». A osservarli con una punta di nostalgia ci sono anche Daniele Pifano e Vincenzo Miliucci, vecchi leader dell'Autonomia romana, con i capelli bianchi e qualche illusione di meno.

Tra i primi ad accorrere, da Bruxelles, c'è Yasar Kaya, il presidente del Parlamento curdo in esilio. Kaya, un signore distinto di una sessantina d'anni, giacca e cravatta di buon gusto, editore di un giornale chiuso a suon di bombe, già segretario del Partito democratico del Kurdistan, arringa la folla e riceve molti applausi. Cosa ha detto al suo popolo, signor Kaya? «Che qui a Roma stiamo vivendo un momento d'importanza storica. Di avere fiducia nella democrazia e nello Stato italiano. Siamo arrivati in trenta del Parlamento in esilio per avere incontri con le vostre forze politiche. Proveremo anche con il governo. Ma abbiamo paura di provocazioni».

Francesco Grignetti

Saddam Hard to Topple

Despite U.S. Support, No Foe Gets Far

By Tim Weiner
New York Times Service

WASHINGTON — President Bill Clinton has all but called for a coup against Saddam Hussein, vowing to work with Iraqi opposition groups until “a new government” took power in Iraq.

President George Bush did much the same at the end of the Gulf War in 1991, calling on the Iraqi people to rise up and “force Saddam Hussein the dictator to step aside.”

Thousands of Iraqis died trying to heed that call. And in the seven years since the Gulf War, thousands more have faced prison and death.

The Central Intelligence Agency has come up with at least six plans to undermine the Iraqi leader.

Coups against dictators are “harder to do than to talk about,” in the words of General John Shalikashvili, the former chairman of the U.S. Joint Chiefs of Staff. In the case of Iraq, it may be much harder.

Senators and representatives have been talking openly all year about what they perceive as the need to topple Mr. Saddam. The CIA’s overseers in Congress have debated how best to carry out a coup. Two weeks ago, the president signed an unusual \$97 million bill that proposes to unify the deeply divided Iraqi opposition.

The CIA has spent nearly that much money since the Gulf War backing four groups trying to subvert Mr. Saddam: Kurdish dissidents in northern Iraq, Iraqi military defectors in Jordan, Shiite Muslim groups in southern Iraq and a coalition of exiles based in London.

None proved effective. They were plagued by internal divisions and, in some cases, infiltration by Iraqi intelligence agents.

Their weakness was exposed in September 1996 when Mr. Saddam crushed a cell of dissidents run by the CIA in Iraq. The operation was destroyed because a Kurdish opposition leader, Massoud Barzani, betrayed it as part of a power struggle with a rival. This September, the State Department brokered a settlement between the two factions, both of which had been backed by the CIA.

This year, at the request of the White House, the agency has twice drafted plans for covert action against the Iraqi government, only to see them blocked by skeptics in the administration and Congress.

The more ambitious of these plans, drafted in February, would have mounted a major campaign of sabotage in Iraq, enlisting Kurdish and Shiite agents to blow up government broadcast stations and utility plants. The plan was leaked to The New York Times by a senior government official who op-

posed it, effectively removing the element of surprise. The plot was not finally approved by Mr. Clinton.

Also this fall, Congress passed the \$97 million Iraq Liberation Act, which Mr. Clinton signed on Oct. 31. It authorizes the president, but does not require him, to give guns, money and political support to the fragmented Iraqi opposition.

General Anthony Zinni, the U.S. commander in the Gulf, opposed the act.

“I think a weakened, fragmented, chaotic Iraq, which could happen if this isn’t done carefully, is more dangerous in the long run than a contained Saddam is now,” he said. “I don’t think these things have been thought out.”

On Sunday, Iraq’s deputy foreign minister, Tariq Aziz, condemned Mr. Clinton’s statement of support for anti-Saddam groups in Iraq, calling it “a flagrant violation of the Security Council resolutions as well as international law.”

But Mr. Clinton said he would carry out the Iraq Liberation Act as best he could.

“Over the past year we have deepened our engagement with the forces of change in Iraq, reconciling the two largest Kurdish opposition groups, beginning broadcasts of a Radio Free Iraq,” he said. “We will intensify that effort.”

And then, correcting himself in mid-sentence and tacitly acknowledging how difficult the job would be, the president said Washington would work “to make sure the opposition — or to do what we can to make the opposition a more effective voice.”

TUESDAY, NOVEMBER 17, 1998

INTERNATIONAL
Herald Tribune
PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST



Gustavo Ferrari/The Associated Press

A father taking his son for a bumper-car ride at a Kuwait City amusement park. On Monday, Kuwait lowered its state of alert as fears of retaliatory strikes on the emirate eased with the U.S. decision not to bomb Iraq.

DER SPIEGEL

KURDEN

„Der Kopf ist abgeschlagen“

Die Verhaftung des legendären Abdullah Öcalan läutet das Ende der Kurdischen Arbeiterpartei ein – und den Beginn eines internationalen Tauziehens um die Auslieferung des PKK-Chefs.

Auf dem Istanbuler Taksim-Platz flatterten die letzten Papierfähnchen im Wind, in den Schaufenstern verwelkten die Festbouquets. Zwei Wochen lang hatten die Türken den 75. Jahrestag ihrer Republik gefeiert; der vergangene Dienstag, es war der 60. Todestag des Gründervaters Atatürk, sollte einen besinnlichen Abschluß bringen.

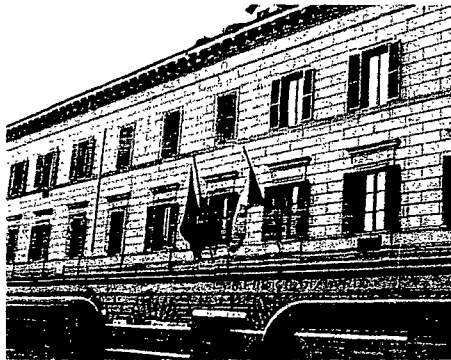
Da wurde die Stimmung durch eine Sendung in zwei privaten Fernsehkanälen gründlich verdorben. Der wegen seiner spektakulären Geschäfte und seiner Mafia-Kontakte im ganzen Land bekannt gewordene Bauunternehmer Korkmaz Yigit beschuldigte Regierungschef Mesut Yilmaz aus dem Gefängnis heraus, in krumme Geschäfte verwickelt zu sein.

Der Sturz des schwer angeschlagenen Ministerpräsidenten schien nur noch eine Formalität. Doch am Freitag meldeten die türkischen Sicherheitsdienste den wohl größten Coup in der jüngeren Geschichte der Republik – und könnten Yilmaz damit das politische Überleben sichern.

Stolzerfüllt gab Yilmaz die Verhaftung eines Mannes bekannt, der Ankara über

ein Jahrzehnt mit Gewaltaktionen herausgefordert hatte und um den zwischen der Türkei und dem Nachbarland Syrien erst jüngst beinahe ein Krieg entbrannt wäre: der selbsternannte Freiheitskämpfer Abdullah Öcalan, Chef der Kurdischen Arbeiterpartei (PKK).

Die Festnahme des „Staatsfeindes Nummer eins“ war allerdings nicht Ankaras Häschern gelungen, die Öcalan vergeblich in den Bergen Kurdistans gejagt hatten. Ge-



Öcalan-Gefängnis Regina Coeli in Rom
Tip aus Rußland

faßt wurde der PKK-Chef an der Paßkontrolle auf Roms Leonardo-da-Vinci-Flughafen. Dort war der Kurdenführer am Donnerstagabend mit dem Flug SU 584 der Aeroflot direkt aus Moskau eingetroffen und hatte sich als Abdullah Sarikurt ausgewiesen. Die Italiener erwarteten ihn schon, sie hatten einen Tip aus Rußland bekommen.

Der türkische Geheimdienst MIT will bereits im vergangenen Monat gewußt haben, welche Alias-Namen Öcalan benutzte. Den Paß, ausgestellt im vergangenen Jahr vom Generalkonsulat in Frankfurt, hatte ein türkischer Arbeiter in Deutschland als verloren gemeldet. Yilmaz behauptete, er habe „Hinweise“, daß der 1951 in Konya geborene Sarikurt „ein PKK-Aktivist“ sei. Die deutschen Behörden aber waren offenbar ahnungslos.

Die italienische Hauptstadt ist die vorläufige Endstation einer abenteuerlichen Flucht, die in Damaskus begann. Unter der Patronage des syrischen Staatschefs Hafis el-Assad hatte Öcalan dort sein Hauptquartier errichtet. Der Syrer hielt sich Öcalan, um Ankara mit Nadelstichen zu piesacken – die Türkei und Syrien streiten um den Grenzverlauf und um das Wasser des Euphrat.

Auf massiven Druck aus Ankara kündigte Assad Mitte Oktober dem Kurdenführer die Gastfreundschaft auf. Zuvor hatte der türkische Generalstab Tausende Soldaten an der 880 Kilometer langen Grenze zu Syrien aufmarschieren lassen. Seither gilt auch in Assads Reich die PKK als „terroristische Organisation“, ihre Militärlager werden geschlossen, Kämpfer sollen ausgewiesen werden. Öcalan auszuliefern sei allerdings nicht möglich, beteuerte Damaskus, der PKK-Chef habe das Land bereits verlassen.

Nach Erkenntnissen nahöstlicher Geheimdienste gelangte Öcalan über Bulgarien und die armenische Hauptstadt Eriwan nach Moskau. Türkische Zeitungen berichteten, er sei in der Gemeinde Odinzowo vor den Toren Moskaus in einer Datscha untergebracht.

Offiziell dementierte Moskau, dem „Apo“, wie Anhänger den Vornamen Abdullah abkürzen, Zuflucht gewährt zu haben. Premierminister Jewgenij Primakow bestätigte aber Bemühungen, für Öcalan ein Asyl zu finden – im Interesse des alten Verbündeten Syrien. Der PKK-Führer selbst gab bis zu seiner Verhaftung über seine Flucht nur soviel bekannt: „Ich bin in Kurdistan“, ließ er über Sympa-



Kurdenführer Öcalan, PKK-Kämpfer: „Durch mich haben die Kurden erst ihre Identität gefunden“

thisanten behaupten, „und werde dort weiter meine Arbeit tun.“

Seine Festnahme läutet wohl das Ende der PKK ein. In Ankara verkündete ein sichtlich erleichtertes Yilmaz: „Der Kopf ist abgeschlagen.“ Geführt hatte Öcalan, Sohn eines Landarbeiters aus der Nähe von Urfa, die Partei mit diktatorischer Härte, wie Dissidenten immer wieder beklagten. Von der ersten Kaderngeneration der 1978 gegründeten Arbeiterpartei sollen die meisten den Säuberungsaktionen des „großen Führers“ zum Opfer gefallen sein. Wer Öcalans politische Analysen nicht kritiklos übernahm, mußte als „Ungläubiger“ mit Folter oder gar Tod rechnen.

In ihren Ausbildungslagern, die die PKK mit syrischer Billigung in der libanesischen Bekaa-Ebene unterhielt, war der absolute Führungsanspruch Öcalans unübersehbar. Sein Konterfei hing an den Wänden der wenigen festen Häuser, überall lagen Bücher mit seinen Reden aus. „Durch mich und die Partei haben die Kurden erst ihre Identität gefunden“, rechtfertigte der PKK-Chef den Kult um seine Person.

Ursprünglich hatte Öcalan, der nicht weiß, ob er 1948 oder 1949 geboren wurde, in der Armee oder der Verwaltung Karriere machen wollen – für einen nationalbewußten Kurden in der Türkei ein schier unerfüllbarer Wunsch. Sein Ehrgeiz trieb ihn Anfang der siebziger Jahre an die Universität von Ankara. Dort studierte er, der es angeblich als erstes Kind aus seinem Dorf Halfeti zu einem Schulabschluß gebracht hatte, Politologie.



Türkischer Militäreinsatz gegen die PKK: Blutiger Krieg

Über den Ruf eines obskuren Revoutziers mit einer wirren Ideologie aus marxistischen, leninistischen und maoistischen Anleihen brachte es der Langzeitstudent jedoch nicht hinaus – bis er am 27. November 1978 die PKK gründete. Die erste militärische Aktion seiner Vereinigung, ein Anschlag auf einen türkischen Armeestützpunkt am 15. August 1984, taten Zeitungsberichte als „kleinen Terrorakt einer separatistischen Organisation“ ab; tatsächlich war es der Auftakt zu einem mörderischen Krieg, der bislang mehr als 30 000 Tote forderte.

Die derzeitige Kampfstärke der PKK, die einst über 20 000 Aktivisten zählte, schätzen türkische Militärs inzwischen auf nur noch einige tausend Männer und Frauen, darunter auch ein paar versprengte Linke aus Deutschland (SPIEGEL 46/1998). Mit militärischen Großoffensiven will Ankara seit Öcalans Flucht auch die letzten PKK-Verbände aufreiben. Erst vergangene

Woche marschierten rund 15 000 Soldaten in den Nordirak ein, um Stützpunkte der Arbeiterpartei auszuheben. Panikartig sollen sich PKK-Einheiten aus der Region nach Iran absetzen.

Was Öcalan zur Flucht nach Italien bewog, war bis zum Wochenende unklar. Über den Kurdensender Med-TV ließ der Parteichef verbreiten, daß er „mit Wissen der italienischen Regierung“ eingeflogen sei.

Richtig ist zumindest, daß die PKK in Italien über gute Beziehungen verfügt. Erst vor einigen Wochen tagte das von der Arbeiterpartei dominierte kurdische Exilparlament unbehelligt zwei Tage in Rom. Auch italienische Abgeordnete nahmen als Gäste an den Sitzungen teil.

Obwohl Yilmaz noch am Freitag Öcalans Auslieferung forderte, ist ungewiß, ob der Festgenommene jemals in Ankara vor Gericht stehen wird. Der PKK-Chef, der nach einem kurzen Krankenhausaufenthalt ins römische Regina-Coeli-Gefängnis gebracht wurde, soll nach Berichten von Med-TV einen Asylantrag gestellt haben, denn Öcalan droht in der Türkei die Todesstrafe.

Eine Auslieferung könnte auch die Karlsruher Bundesanwaltschaft verlangen – theoretisch. Gegen Öcalan liegt ein Haftbefehl aus dem Jahre 1990 vor, in dem ihm Mord und Rädelsführerschaft in einer terroristischen Vereinigung vorgeworfen werden. Als Anführer des „Komitees für Parteisicherheit, Kontrolle und Nachrichtendienst“ der PKK soll Öcalan in den achtziger Jahren für Bestrafungsaktionen gegen abtrünnige Mitglieder verantwortlich gewesen sein. Auch im Zusammenhang mit Brandanschlägen aus jüngerer Zeit wird gegen Öcalan ermittelt.

Doch die deutsche Justiz wird sich wohl Zeit lassen – um keine Terroraktionen der zahlreichen PKK-Sympathisanten unter den 600 000 Kurden in Deutschland zu provozieren. DIETER BEDNARZ, BERNHARD ZAND

17 NOVEMBRE 1998

la Repubblica

“Mai più terrorismo” il leader curdo si pente

di DANIELE MASTROGIACOMO

ROMA — «Sono contrario al terrorismo e sono pronto ad affrontare qualsiasi processo per dimostrarlo. Portarlo avanti è stato un errore che non commetteremo mai più. I terroristi, caso mai, sono altri. Io sono qui, in Italia, per portare avanti il processo di pace e per rilanciare la questione legata all'indipendenza del mio paese: il Kurdistan». Indossando per

l'occasione abiti civili, Abdullah Öcalan replica con una dichiarazione al lungo elenco di reati contestati dal giudice della Corte d'appello Carlino. L'avvocato e deputato verde, Luigi Saraceni, difensore del presidente del Pkk, ascolta la traduzione dell'interprete e chiede che la frase venga messa a verbale. Sono le 17 e 15 di ieri. E' forse il momento centrale

del breve, ma solenne incontro tra il magistrato italiano incaricato di notificare l'ordine di cattura internazionale e il leader del partito comunista curdo. Mentre a cinquanta chilometri di distanza, nella piazza che il deputato verde Paolo Cento ha chiesto formalmente al sindaco Rutelli di intitolare al Kurdistan, tremila curdi premono per non far estradare il

loro leader in Turchia, al primo piano dell'ospedale civile di Palestrina si consuma il primo atto ufficiale del caso che rischia di compromettere le relazioni diplomatiche tra Ankara e Roma. Nella camera-cella del presidente Öcalan si contano almeno dieci persone. Una vigilanza strettissima. Tanto che nessuno, da lunedì sera, può varcare il vialetto che conduce al-

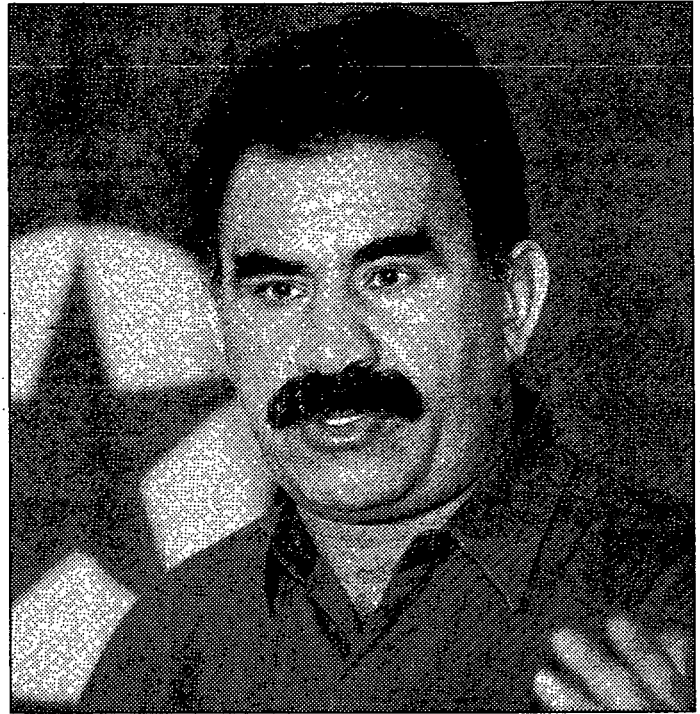
l'ospedale senza essere perquisito dai carabinieri che stazionano all'esterno in permanenza. C'è allarme per le segnalazioni sulle squadre di killer neofascisti turchi che potrebbero portare a termine azioni provocatorie.

L'allarme è giunto anche nella piazza davanti al Celio, da tre giorni trasformata in un enorme presidio da parte dei quattromila curdi arrivati da tutta Europa. I controlli si sono infittiti e un servizio d'ordine del Pkk perquisisce tutte le persone che affluiscono. L'attesa per la grande manifestazione di stamani che si snoderà dall'ospedale militare fino a piazza Santi Apostoli, dove una delegazione si recherà negli uffici dell'Onu, si avvertiva soprattutto nella sede del Fronte per la liberazione del Kurdistan. All'ultimo piano di una palazzina che si affaccia su piazza Vittorio, si lavora freneticamente. Impedire l'estradizione di Abdullah Ocalan è una battaglia cruciale, decisiva. Il destino di «Apo» segnerà il destino di un popolo e il futuro di un paese che non esiste sulle mappe ufficiali. Molti, moltissimi curdi in queste ore si nutrono solo con tè, zucchero, sale e limoni per lo sciopero della fame. dormono all'ad-

In corteo da Celio a piazza Santi Apostoli

“Io, combattente del Pkk, sono orgogliosa di essere stata scelta per difenderlo. Pronta a dare la mia vita per lui”

Il leader curdo Abdullah Ocalan



diaccio e si scaldano con le poche coperte fornite dalla Croce rossa. Alcuni sono stati ricoverati per collasso. Gli altri resistono: «Per noi Apo è tutto», dicevano, «è il nostro presidente». C'è chi è arrivato perfino dall'Australia e chi, scaricato sull'autostrada da un autista di un pullman senza scrupoli, non si è perso d'animo e ha iniziato una marcia a piedi verso Roma. Mille storie che scandiscono un pellegrinaggio incessante e che vengono rievocate tra canti, balli, suoni di tamburo e di chitarre.

Se al Celio si respira un'aria di festa, all'ospedale di Palestrina l'atmosfera è tesa. Il Viminale ha valutato la possibilità di trasferire il leader del Pkk in una località segreta. E non è escluso che lo faccia nelle prossime ore. «L'interrogatorio», ha spiegato

l'avvocato di Ocalan, «è stato più che altro un atto di identificazione. Il magistrato ha reso noto quali sono le accuse contestate nell'ordine di cattura internazionale. Ma in questa fase», ha aggiunto Luigi Saraceni, «il problema è lo stato di arresto. Stiamo valutando come modificare

la posizione del nostro assistito. Faremo formale richiesta di libertà condizionata e questo in sintonia con l'esito della richiesta di asilo politico che è all'esame del Guardasigilli».

Il presidente del Consiglio interviene sul caso del leader curdo che ha chiesto asilo al governo italiano

“Niente ricatti su Ocalan”

D'Alema alla Turchia: decideremo in base alla legge

la Repubblica

17 NOVEMBRE 1998

di GIANLUCA LUZI

ROMA — «Noi siamo un paese democratico che deve rispettare le sue leggi e che non intende subire ricatti, pressioni o condizionamenti di alcun genere». Sale la tensione tra Italia e Turchia e il presidente del Consiglio D'Alema manda al governo di Ankara un avvertimento: in questo momento «la principale preoccupazione» del governo è «l'incolumità» di Mario Calascibetta, il cittadino italiano tenuto per 24 ore in ostaggio in un carcere tur-

co. «Si tratta di un episodio che non mi risulta chiaro», ha detto D'Alema prima di apprendere, in serata, che il giovane era stato rilasciato e che oggi verrà estradato in Svizzera. «Non mi risulta chiaro come possa essere catturato e usato come ostaggio un cittadino che si trova all'interno di un carcere».

E' il secondo briefing del lunedì del presidente del Consiglio — che oggi riferisce alla Camera — e il



Massimo D'Alema. Sotto, il portavoce del Dipartimento di Stato americano James Rubin

caso Ocalan domina la conferenza stampa, infiamma i rapporti tra Roma e Ankara e spedisce a Palazzo Chigi una folla di giornalisti turchi. «Non intendiamo subire minacce, - scandisce D'Alema - pressioni, condizionamenti di nessun genere di fronte a una questione che noi affronteremo sulla base delle nostre leggi e delle procedure previste, che non sono procedure che prevedono l'intervento del presidente del Consiglio».

E' chiaro che l'Italia «non aveva alcun interesse strategico» nell'arrivo di Ocalan. «Tutto desideravo - ha ammesso D'Alema - meno che una vicenda imbarazzante e complessa come questa» che «può metterci in ur-

to con la Turchia, paese con il quale non cerchiamo contrasti». Ma «siamo un grande paese e una vicenda come questa che ci è capitata sulle spalle non ci può spaventare».

L'Italia affronterà «con la dignità che merita» e D'Alema ha voluto mettere in chiaro che non c'è stata nessuna «missiva segreta» né alcuna trattativa, ma una lettera di Ocalan che chiede asilo politico, lettera ricevuta dalla Questura e da questa inviata al ministero dell'Interno a cui spetta la decisione sulla richiesta del leader del Pkk. E anche se il segretario dei Ds Veltroni si è già detto favorevole alla concessione dell'asilo politico, D'Alema non è voluto entrare nel merito della richiesta: «Preferisco - ha detto - aspettare che la commissione si pronunci altrimenti sembrerebbe una

pressione. Ovviamente - ha aggiunto - le dichiarazioni degli uomini politici sono assolutamente legittime».

Quanto alla eventuale richiesta di estradizione presentata dalla Turchia, «al momento non ancora pervenuta», a decidere sarà la Corte d'Appello presso il tribunale di Roma e comunque il capo del governo ha fatto presente che la normativa vigente «non prevede l'estradizione in paesi dove vige la pena di morte». Escluso anche un sotterfugio per mandare il leader del Pkk in un altro paese tipo Libia: «Noi siamo uno stato di diritto, abbiamo delle leggi e non siamo abituati al traffico di persone».

Non c'è stato - assicura D'Alema - alcun rapporto tra il governo italiano e Ocalan. «Eravamo stati informati dal governo turco con una nota della loro am-

basciata del 16 ottobre scorso. La Turchia ci segnalò anche il nome in codice. Noi non eravamo in grado di impedire il suo arrivo in Italia, ma potevamo intercettarlo come del resto è avvenuto». C'erano stati, però contatti ripetuti fra i curdi e alcune forze politiche italiane, e questo era noto.

Ma cosa pensa D'Alema del leader curdo? E' un terrorista come sostiene la Turchia? «Non sono in grado di valutare le responsabilità personali che vengono addebitate a Ocalan, ma credo sia difficile catalogare l'intera vicenda del popolo curdo con il termine terrorismo. Si tratta di una vicenda antica in cui ci sono stati episodi di violenza e di terrorismo da una parte e dall'altra, ma sulle responsabilità personali non sono in grado di dare una valutazione».

Intanto, mentre D'Alema stava spiegando che l'Italia «non ha nessuna simpatia per la violenza e per il terrorismo» e che il nostro paese non è al centro di nessuna iniziativa diplomatica per la soluzione del problema curdo che coinvolge tre paesi dell'area mediorientale, arriva la dichiarazione di Ocalan contro il ter-

rorismo: «Considero importante questa posizione del Pkk per la opportunità di cercare una via d'uscita da un conflitto drammatico e sanguinoso. Se ci fosse una scelta di questo tipo, - sottolinea D'Alema - e se il governo turco fosse disponibile, anche l'Italia farà la sua parte per la ricerca di una soluzione pacifica. Se si vorrà cogliere questa opportunità l'Italia è a disposizione».

A Roma ancora in duemila davanti al Celio. Arrivi da Usa e Australia. Su tutti il messaggio di «Apo»: amnistia per chi ci ha fatto del male

In piazza tra danze e malori. Anche alcuni bambini decisi allo sciopero della fame

ROMA — Al Celio, di fronte all'ospedale militare, un piccolo boato ha siglato ieri pomeriggio le parole di Abdullah Ocalan che esortano a «stabilire l'unità nazionale per arrivare a una soluzione internazionale». Nel primo messaggio mandato da «Apo» ai curdi affluiti a Roma viene dichiarata «un'amnistia generale per tutte le persone che hanno causato dei danni contro il nostro popolo».

Un vento di vittoria cala sui volti tesi dei tremila «fratelli» accorsi da tutta Europa per sostenere il «Presidente». Le parole di Apo sono il miglior viatico per la manifestazione indetta per oggi dall'Ernk, il fronte di liberazione curdo. Alle 13 il presidio di massa si muoverà da piazza Celimontana per raggiungere in pieno centro piazza Santissimi Apostoli dove la manifestazione proseguirà fino alle 21.

Per un attimo, all'ascolto del messaggio sono comparsi ieri i segni della stanchezza. Anche se continua lo sciopero collettivo della fame e son decisi a seguirlo anche i bambini. Sono stati dimenticati i primi malori che hanno portato al ricovero di alcuni curdi, come le due don-

ne incinte finite all'ospedale San Giovanni. Prima d'infilarsi in ambulanza, Masur, ottavo mese di gravidanza, ha fatto in tempo a dire: «Se mio figlio nasce oggi lo chiamerò Apo». Le parole del leader cancellano tutto. E si ricomincia a ballare. Ma la tensione resta, sotto gli occhi degli uomini del servizio d'ordine. E sotto le loro mani, pronte a perquisire ogni nuovo arrivato.

I curdi della sorveglianza portano al braccio nastri rossi, verdi e gialli, i colori della bandiera curda. «Temiamo attentati — ha spiegato Ali Dogan del comitato organizzatore — Per questo abbiamo impiegato 400 connazionali nella vigilanza».

Gli ultimi curdi sono arrivati ieri da Malmoe, in Svezia. «Trentasei ore di viaggio — ha raccontato lo studente Ibrahim, uomo sandwich dentro un lenzuolo-poncho con su scritto "Don't touch my President", non toccate il mio presidente — Sabato abbiamo manifestato a Copenaghen. Poi siamo partiti con 23 auto e un autobus». Si parla con ammirazione di compatrioti giunti



Manifestanti curdi a Roma con i ritratti di Apo (zio) Ocalan

perfino dall'Australia e dagli Stati Uniti. Si aspettano voli charter da Londra. C'è chi ha rischiato di dover arrivare a piedi, come 25 curdi scaricati dall'autista del pullman sull'Autostrada del Sole e poi raccolti dai carabinieri che li hanno accompagnati a prendere un treno.

Dal palco Ali Ayrad Cigasun, un parlamentare curdo in esilio a Bruxelles, ha annunciato: «Se l'Italia dovesse concedere l'estradizione di Apo, io mi brucerò vivo in questa piazza». La platea ha applaudito. Poco distante è ini-

ziata la vendita di magliette del Pkk, a diecimila lire a capo. La Croce Rossa ha installato un paio di tende e le toilette chimiche sono ormai 28. Nasrim, una vecchia curda di Meckenheim in Germania, ricorda il figlio Antov. Aveva 17 anni ed è scomparso. È un «desaparecido» del carcere di Diyarbakir. Intanto Mecbure allatta Hevidar, di soli 45 giorni. È il curdo più piccolo del Celio.

Paolo Brogi

CORRIERE DELLA SERA

17 NOVEMBRE 1998

également de peser pour que l'Italie "ait une juste appréciation de l'organisation terroriste kurde PKK".

La puissante union des chambres de commerce et d'industrie turque a de son côté appelé au boycottage des produits italiens pour réclamer l'extradition d'Ocalan.

* * *

Le chef du PKK a trouvé refuge en Russie pendant un mois, selon le PKK

MOSCOU, 17 nov (AFP) - Le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, rébellion armée kurde de Turquie), Abdullah Ocalan, a trouvé refuge pendant un mois en Russie en octobre-novembre sans que le gouvernement russe le sache, a indiqué mardi le représentant du PKK en Europe de l'Est et en CEI, Mahir Welat.

"Grâce à notre soutien et aux possibilités que nous avons ici (en Russie) et sans que le gouvernement russe soit au courant, notre chef est venu en Russie", a déclaré M. Welat lors d'une conférence de presse à Moscou.

M. Ocalan est resté en Russie, dans un lieu non précisé, du 9 octobre au 12 novembre, a précisé le représentant du PKK.

Le Premier ministre turc Mesut Yilmaz avait affirmé le 20 octobre que M. Ocalan se trouvait depuis une semaine à Moscou et qu'Ankara avait réclamé son extradition. Moscou a toujours affirmé ne pas avoir d'informations sur la présence de M. Ocalan sur le territoire russe.

M. Welat avait peu après assuré que M. Ocalan ne se trouvait pas en Russie.

M. Ocalan, recherché par les justices allemande et turque, a été arrêté jeudi soir à l'aéroport de Rome. Le chef du gouvernement italien, Massimo D'Alema, a exclu mardi la possibilité d'une extradition du chef kurde en Turquie et a justifié l'éventualité que son pays lui accorde l'asile politique.

M. Welat, qui n'a pas indiqué s'il avait été en contact avec M. Ocalan depuis son arrestation, a déclaré que ce dernier souhaitait être jugé en Allemagne "pour que le monde voie qui il faut juger en réalité, le régime turc ou le peuple kurde".

* * *

La Turquie attend d'être reconnue comme candidat à l'UE

VIENNE, 17 nov (AFP) - Le président turc Suleyman Demirel arrivé mardi en visite d'Etat à Vienne a précisé qu'il "attend" du prochain sommet de l'Union européenne en décembre à Vienne la reconnaissance formelle de la Turquie comme candidat à l'adhésion de l'Union européenne.

A l'issue de son entretien avec le président autrichien Thomas Klestil, M. Demirel a exprimé l'avis que son pays "avance dans la bonne direction" pour joindre les onze candidats officiels à l'adhésion à l'UE, lors d'une conférence de presse.

Le président Klestil dont le pays assume la présidence tournante de l'UE jusqu'en décembre s'est cependant refusé à faire des pronostics sur la décision de l'UE à son sommet les 11 et 12 décembre concernant la candidature de la Turquie.

L'UE "a un profond intérêt que la Turquie soit politiquement, économiquement et socialement stable et orientée vers l'Occident" a déclaré le président Klestil.

"Nous nous attendons à ce que la décision d'inclure la Turquie dans le paquet des 12 candidats à l'adhésion soit officiellement annoncée au prochain sommet de l'UE", a dit M. Demirel.

Des mesures de sécurité renforcées ont été prises pour la visite du président turc notamment à la suite des manifestations en faveur du leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan, détenu à Rome.

A l'arrivée de M. Demirel devant le siège du président Klestil au palais de la Hofburg à Vienne un petit nombre de manifestants s'était réuni pour soutenir la demande d'asile du leader kurde.

M. Demirel a très brièvement mentionné l'affaire Ocalan en assurant que le leader kurde peut compter sur un "procès libre" en cas d'extradition en Turquie.

Le président Demirel s'entretiendra mercredi avec le chancelier Viktor Klima et l'adhésion de la Turquie à l'UE sera également au centre de ces entretiens, selon la chancellerie.

Six détenus kurdes tentent de s'immoler par le feu en soutien à Ocalan

ANKARA, 17 nov (AFP) - Six Kurdes emprisonnés en Turquie pour appartenance au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont tenté de s'immoler par le feu en signe de solidarité avec le chef du PKK Abdullah Ocalan arrêté à Rome, a-t-on appris mardi de sources informées.

Trois détenus ont tenté mardi de s'immoler par le feu dans les prisons de Malatya (est) et de Siirt (sud-est), se recouvrant de morceaux de tissu avant d'y mettre le feu, selon l'agence Anatolie.

Dans la nuit de lundi à mardi, trois autres détenus avaient tenté de s'immoler dans la prison de Batman (sud-est), après s'être aspergés d'eau de Cologne. Grièvement brûlés, ils ont été hospitalisés, selon une source pénitentiaire.

A Malatya, un détenu, grièvement brûlé, a été hospitalisé tandis que le second a refusé toute assistance médicale, selon Anatolie. A Siirt, le détenu kurde, grièvement blessé, a été hospitalisé.

Abdullah Ocalan a été arrêté jeudi soir à Rome et a demandé l'asile politique à l'Italie. Ankara réclame son extradition.

Le président du Conseil italien Massimo d'Alema a exclu mardi qu'il soit extradé vers la Turquie.

Par ailleurs, une centaine de détenus kurdes ou membres d'organisations d'extrême-gauche ont lancé mardi une grève de la faim dans les prisons de Konya (centre), Adapazari (nord-ouest) et Buca (ouest), en signe de solidarité avec le chef du PKK, a indiqué Anatolie.

Ils ont ainsi rejoint plus de 600 détenus, en grève de la faim depuis lundi dans plusieurs prisons de l'ouest de la Turquie pour le même motif.

* * *

Les Industriels italiens inquiets des retombées de l'affaire Ocalan

MILAN, 17 nov (AFP) - Les industriels italiens s'inquiétaient mardi des risques de rétorsions économiques de la part de la Turquie, après l'annonce par le président du Conseil Massimo d'Alema que l'Italie excluait d'extrader le chef kurde en Turquie.

L'Italie est le deuxième partenaire européen de la Turquie, après l'Allemagne, et a vendu l'an dernier 7.841 milliards de lires (4,75 mds dollars) de biens et services en Turquie, selon l'Institut italien du Commerce extérieur. Les échanges sont largement déséquilibrés en faveur de l'Italie, puisque les exportations turques n'atteignaient que 1,5 milliard de dollars. Et le solde excédentaire s'est encore accru au cours des huit premiers mois de 1998.

Les fabricants d'armes italiens, notamment le constructeur aéronautique Agusta, figurent parmi les plus exposées des entreprises concernées: Agusta, qui est contrôlé par le holding public Finmeccanica, n'a voulu faire aucun commentaire sur l'affaire, mais il craint pour le marché de la construction de 145 hélicoptères militaires qu'il tente actuellement d'obtenir du gouvernement turc, contre des offres en provenance de cinq autres groupes mondiaux, pour un montant total de 4 milliards de dollars.

La Turquie s'était montrée depuis quelques mois très intéressée par les industries d'armement italiennes. Le consortium turc Sarlimaz a acheté l'été dernier la société Bernadelli, qui possède des brevets pour la production d'armes légères et anti-émeutes, tandis que le groupe turc Tushav vient de signer il y a quelques jours l'acquisition du fabricant aéronautique Rinaldo Piaggio. Quant au groupe italien Siae Marchetti, il fabrique directement en Turquie des avions d'entraînement Sf-260.

D'autre part, les industriels italiens ont ouvert ces dernières années plus de 35 sociétés communes grandes ou moyennes avec des groupes turcs, au premier rang desquels Fiat, avec 5 sociétés communes, le groupe agro-alimentaires Barilla, le cimentier Pesenti (9 usines), le groupe textile Benetton, Pirelli ou le fabricant d'électro-ménager Merloni.

Ces entreprises communes sont aujourd'hui utilisées par les partenaires turcs pour faire pression sur l'Italie: le groupe turc Rahmi Koc, associé de Fiat dans l'usine d'automobile Tofas, a envoyé une lettre à Paolo Fresco, président du groupe Fiat, pour lui demander d'intervenir auprès du gouvernement italien pour que celui-ci accepte d'extrader Ocalan en Turquie. De même, Benetton a reçu une lettre de son partenaire Cem Boyner lui demandant

Rebellion in southern marshes is crushed

UPRISING/As Western eyes focus on Baghdad, Saddam shows no mercy for mojahedin

Ben de Pear in Tehran

THE threat of air strikes may have made Saddam Hussein back down over weapons inspections, but in the south of Iraq he is far from relenting in a ruthless offensive against the Marsh Arabs.

According to the mojahedin in Iran, President Saddam has turned on the south while the West has focused on Baghdad.

At least 19 towns and villages between Nasiriya and Amara are being bombarded, in the second large-scale attack in less than a month. The Marsh Arabs say that United States and RAF aircraft, which regularly patrol the southern no-fly zone, must have seen the destruction.

To crush a Shi'a uprising after the Gulf war, President Saddam drained the marshes — a triangle between Amara, Nasiriya and Basra — and destroyed an eco-system and a 5,000-year-old culture. The moja-

hedins have kept fighting a low-intensity war, making the barren landscape a no-go area for President Saddam's troops.

They say the latest attacks are a reprisal for their victory in a six-day battle that ended on October 27. A British television crew in the area the day before the battle ended reported huge military convoys on the main Basra to Amara road, but were told it was inaccessible because of "repair work".

One of the three mojahedin leaders from October's battle said the current offensive was far larger. Led by President Saddam's cousin, Ali Hassan Majid, (the engineer of the 1988 chemical attack on the Kurds), the elite Fedayin have joined infantry and armoured divisions totalling over 5,000 troops.

The mojahedin leader said: "All are hungry for revenge. And there are only 200 of us."

The troops have surrounded eight villages

around Nasiriya, including Al-e-Shadid, Al Obeid, Al Ramla, and Al Gobe. He said thousands were cut off from supplies of food and water. Anyone venturing out was shot.

In the district of Amara, north-east of Nasiriya, seven other settlements including Abu Shuzar, Al Chedi, Al Sigal are sealed off. There, said another mojahedin, even the animals looking for pasture were shot.

In reprisals for the October defeat, 150 homes were bulldozed in the village of Al Zora, south of Nasiriya. Although the homes sheltered no mojahedin, the women, children and elderly were shelled, with huge loss of life.

The most feared punishment, however, is cynical in its cruelty. Families are rounded up and flown to Iraq's western desert. There they are left to die without food or water. For this water-borne people, this fate is worse than being killed in the fighting, and has serious religious implications.

The mojahedin say a Marsh Arab noble known as Abu Hattam has sustained the rebel movement. He has vowed to kill Presi-

dent Saddam or die fighting. Virtually unreported in the West because of the area's inaccessibility, their fight is kept quiet by Iran because of its sensitive relations with Iraq.

Abu, a quietly spoken mullah who fights alongside Abu Hattam, says the whole of the south, whether Shi'a or Sunni, is driven by hatred of President Saddam. A network of spies in the government and intelligence services makes their

effectiveness far greater than their actual fighting numbers.

As our interview ended, the mullah said: "The whole world sees what Saddam does on television. The aeroplanes from America and Britain are flying over the battle areas; we can see them and they can surely see us being slaughtered.

"Why all this crisis over weapons inspections? Why do they do nothing for the people of Iraq itself?"

Threaten and Suspend Air Strikes Next Time, Too

By Edward N. Luttwak

WASHINGTON — The decision to call off the air offensive against Iraq can be seen as the first public act of the new "post-political" Bill Clinton. For the first time in his adult life, Mr. Clinton is not running for office or preparing to do so. He can therefore risk making foreign policy decisions that displease the public.

Because it is generally expected that Iraq will still come up with some excuse to block United Nations weapons investigators, Mr. Clinton has been criticized for allowing Saddam Hussein to outmaneuver him once again. This accusation will undoubtedly resonate with the public, which tends to see the confrontation with Iraq as a struggle of wills.

In fact, the president has won another victory over Iraq.

For Mr. Clinton's entire presidency, Iraq has remained under a United Na-

tions embargo that largely keeps it from exporting oil. This has made it impossible for Saddam Hussein to rebuild and modernize his war machine at a time when advanced weapons are easily available from stockpiles in the former Soviet Union and from under-employed military industries in France, Brazil and elsewhere.

Saddam has also lost many ballistic missiles, chemical agents and biological and nuclear weapons installations that inspectors have found and destroyed since the Gulf War, in spite of every form of Iraqi obstruction, concealment and deception.

Both the embargo and the inspections are the result of the tenuous but sufficient consensus that the United States has been able to preserve in the Security Council, despite French and Russian eagerness to lift sanctions and China's opposition to any use of force by the United States.

An American air attack this past

weekend might have made Mr. Clinton look strong, but it would also have shattered this fragile consensus. (The United States could use its veto to keep the sanctions in effect, but it is best to keep that as a last resort.)

Today Saddam Hussein can boast of another hollow diplomatic victory, but the embargo remains firmly in place. If after a few days, weeks or months he tries to obstruct the inspectors, the United States should gear up for an attack once again, then call it off when the Iraqis give in one more time. Saddam would thus win another game of daring brinkmanship, but he would still be unable to start rebuilding his military strength.

That is what counts in the long run. It is also the main concern of the foreign policy establishment and the leaders on Wall Street. (Note that the Dow Jones industrial average rose above 9,000 points on Monday for the first time since July.) These are the views that matter to the post-political Bill Clinton, who is already thinking of his post-presidential career.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

WEDNESDAY, NOVEMBER 18, 1998



THE INDEPENDENT
Tuesday 17 November 1998

More US aid for enemies of Saddam

IN RESPONSE to the Iraqi crisis, President Bill Clinton has committed the United States more deeply than ever to supporting the Iraqi opposition with the aim of overthrowing President Saddam Hussein. It is a radical new direction for US policy on Iraq.

Mr Clinton claimed the US had already "deepened its engagement with the forces of change in Iraq". He said: "We will intensify that effort, working with Congress to implement the Iraq Liberation Act."

This is something of an about-turn by the White House. Mr Clinton only signed the Act, under which \$97m (£58m) in weapons and training will be made available to the Iraqi opposition, under duress from Republicans in Congress at the end of last month. Even then, the administration made no secret of the fact that it regarded it as a futile gesture.

Washington's experience in trying to overthrow President Saddam, since 1991, has not been happy. The CIA, in particular, has had its fingers repeatedly burnt. In 1995 it supported efforts to destabilise the Iraqi leader by pinprick guerrilla warfare from bases in Iraqi Kurdistan. Thereafter it gave backing, with equal lack of success, to efforts by Iraqi officers to stage a *coup d'état*.

Critics argue that the US campaign was never entirely serious. Washington wanted President Saddam overthrown after the Gulf War, but only if he were replaced by somebody very similar. It wanted a coup, not a revolution. It did not want

BY PATRICK COCKBURN

to do anything to benefit Iran, its other arch-enemy in the region. It had no difficulty in living with a weakened President Saddam, who posed just enough of a threat to justify the stationing of American troops in Saudi Arabia and Kuwait.

This policy worked well for the five years after Iraq's defeat

in the Gulf War. President Saddam weathered the uprisings by the Shia and the Kurds in 1991 and the economic collapse of his country, but he was in no position to take the initiative. Gradually this changed. Attempts to get rid of him failed. In 1996 he felt strong enough to intervene in the civil war being fought in Kurdistan. His tanks captured the Kurdish capital, Arbil, before withdrawing.

The four confrontations between the US and Iraq since then have finally led Washington to decide that it cannot live with the Iraqi leader. His containment, through economic

sanctions and weapons inspections, comes only at the cost of periodic crises and military mobilisations.

Effective action against Iraq requires changes in two fundamental US policies. The first is hostility to Iran, which has a long, common border with Iraq. Without its co-operation the Iraqi opposition will have difficulty getting access to its own country. The US and the Iranians have moved closer, but probably not enough for effective joint covert action.

US policy towards the Kurds would also have to change. The only organised and armed potential opponents of the Iraqi

leader inside Iraq are Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party, and Jalal al-Talabani, the head of the Patriotic Union of Kurdistan. Both have reached a *modus vivendi* with Baghdad. They are unlikely to break it unless they get guarantees that the US will defend them.

The Iraqi opposition is split. It is impossible for it to operate in Iraq proper. The Iraqi National Congress, led by Ahmed Chelabi, proposes putting military pressure on Baghdad through guerrilla action to lure Iraqi military units into changing sides. It tried this strategy in Kurdistan in 1995 but says it was let down by Washington.

The Iraqi National Accord, a London-based Iraqi group, tried to foment a coup in 1996, only to see it bloodily crushed.

The failure of the INC and the INA made the US administra-

tion wary of such efforts to overthrow the Iraqi leader. It has resisted pressure from Congress to aid the INC. Senate Republican leader, Trent Lott, forced through the Iraq Liberation Act, in the teeth of opposition from the executive.

The fact that Mr Clinton mentioned the Act favourably in his speech shows that he does not have his own policy to deal with President Saddam, other than to maintain the ceasefire terms imposed on Iraq in 1991. He has therefore taken over Republican policy, which is to repeat the CIA's successful support of Afghan rebels who opposed the pro-Soviet Kabul regime in the Eighties.

It is unclear how far the White House has thought this through. A member of the Iraqi opposition recently in Washington was struck "by the vacuum of policy".

It may be that US support for the Iraqi opposition will increase simply because nobody knows what else to do about President Saddam.



Massoud Barzani: Leader of the Kurds in Iraq

La population de Bagdad n'a pas cru à la guerre pour cette fois

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Certains mots sont devenus routine à Bagdad - bombardements, frappes militaires, menaces aériennes - et désormais la lassitude l'emporte souvent sur la peur. « Je n'ai pas réellement cru que cela allait arriver », confiait après coup, dimanche 15 novembre, une habitante du quartier de Karada, ignorant que l'annonce par l'Irak de la reprise inconditionnelle des inspections de l'Unsc-com avait stoppé dans leur vol les bombardiers américains. « Il n'y a pas eu de panique, poursuivait-elle, les gens avaient peur mais ils ont continué leurs affaires comme d'habitude. Les commerçants ont augmenté leurs prix en pensant que les clients allaient stocker leurs produits. Mais personne n'a fait de provisions. A cause du sentiment de fatalité, aussi pour des questions d'argent, et puis tout simplement parce que c'est prendre un risque,

avec toutes ces pannes d'électricité. En février, lors de la dernière crise, certains avaient dû jeter des aliments périssables qui s'étaient abîmés. »

La routine, à Bagdad, a aussi son rythme, et celui de la rue n'a que peu de rapport avec l'excitation des ambassades et du centre de presse pris d'assaut par les médias étrangers. Alors que la crise rebondissait dimanche après les

réactions négatives des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne au revirement des autorités de Bagdad, les Irakiens sont restés dans leur grande majorité sur l'impression favorable laissée la veille par la lettre adressée au secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, par le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz. L'agence de presse irakienne, INA, avait annoncé samedi soir le retour des personnels des agences de l'ONU évacués sur Amman.

« MÉTHODES DE GANGSTER ! »

Pris au piège du conflit qui oppose leur gouvernement et les Etats-Unis, les Irakiens sont restés dans leur monde fait de précarité et de besoins alimentaires sans connaître le détail des péripéties de ces derniers jours. « Il y a eu des pressions des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne sur ceux de leurs ressortissants qui mettent en œuvre la résolution de l'ONU « pétrole contre nourriture », afin qu'ils quittent l'Irak. Ce sont des méthodes de gangster ! », éructait dimanche un cadre onusien. « Depuis deux jours, c'est-à-dire depuis le départ de la compagnie Lloyds, qui assure le contrôle des cargaisons de vivres et de médicaments arrivant à Bagdad, et qui permet donc aux sociétés d'être payées, l'acheminement des produits alimentaires est coupé, alors que dans le même temps, les livraisons de pétrole continuent », a indiqué Eric Falt, porte-parole du programme

humanitaire de l'ONU. « En février, a-t-il ajouté, il n'y avait pas eu la moindre interruption. » Il n'y a heureusement pas de péril à court terme : la distribution des rations alimentaires à la population pour le mois de novembre est en cours, et les stocks représentent actuellement vingt-trois jours de consommation du pays pour le blé et douze jours en ce qui concerne le riz.

A Bagdad, pourtant, beaucoup craignent une nouvelle escalade qui serait, cette fois-ci, sans appel. « Les Américains veulent nous détruire, ils recommenceront », assure Hassan, qui patiente au guichet d'une banque dans une rue commerçante de la capitale. « On dit aujourd'hui qu'il n'y a plus de problème. Demain, ce sont eux [les Américains] qui diront : Voilà, avec deux bombes il n'y aura plus de problème. » Dans les jours qui viennent, les personnels des agences onusiennes en charge du programme humanitaire et ceux chargés du désarmement du pays vont rentrer. Les seconds sont redoutés car l'on s'attend déjà, dans la rue comme dans les ambassades, à de nouveaux coups d'éclat.

Gilles Paris

Kurdish Rebel in Italy: A Headache for D'Alema

First Foreign Policy Test for Prime Minister

By Alessandra Stanley
New York Times Service

ROME — Facing his first real foreign policy test, Prime Minister Massimo D'Alema must decide what to do with a prominent Kurdish rebel leader who was arrested last week at the Rome airport.

Turkey wants Italy to extradite the rebel, Abdullah Ocalan, leader of the Kurdistan Workers Party, which is seeking Kurdish autonomy in southeastern Turkey. He is viewed in Turkey as a terrorist. Germany also has a warrant out for his arrest on homicide charges.

But Mr. D'Alema, a former Communist who was appointed prime minister last month, is under pressure from leftists in his coalition to offer Mr. Ocalan political asylum.

Mr. D'Alema told Parliament on Tuesday that Italy would not grant political asylum to Mr. Ocalan unless it is convinced that he has truly renounced terrorism.

"I consider this a minimum for our country to be able to process an asylum request," Mr. D'Alema told the lower house.

"Our country doesn't intend to be a host for terrorist activities," he said.

Earlier, he noted that Italian law prohibits extradition of suspects to countries that have the death penalty. Turkey has capital punishment, although it says it will soon abolish it. Mr. Ocalan is being tried in absentia there on charges that could bring the death penalty.

Mr. D'Alema said a committee of the Interior Ministry would determine whether Mr. Ocalan would qualify for political asylum, which would be possible if Mr. Ocalan's promise to renounce terrorism holds up.

"We do not want someone who organizes terrorism in Italy," Mr. D'Alema said. "This is an opportunity to find an exit from a bloody conflict."

More than 29,000 people have died in the fighting between Kurds and Turkish troops in the last 14 years.

Earlier Monday, while members of Mr. D'Alema's government met with Turkish officials who were in Rome for a European ministerial meeting, thousands of Kurds flooded into Rome to hold a demonstration and hunger strike in support of Mr. Ocalan.

Mr. D'Alema's decision was further complicated on Sunday when Turkish inmates in a prison in Istanbul took an Italian prisoner hostage, saying they



Prime Minister D'Alema listening to a debate Tuesday in Parliament.

would release him only after Italy extradited Mr. Ocalan.

For now, Mr. Ocalan is being held in an undisclosed Italian hospital in the outskirts of Rome. Given Italian law, extradition is out of the question for now.

But Turkey is so eager to get hold of Mr. Ocalan, who has led the country's most wanted list for more than a decade, that Turkey's justice minister, Hasan

Denizkurdu, said his country would soon move to formally abolish capital punishment, which has not been applied since 1984.

There is considerable sympathy for the Kurdish separatist movement in Italy, which over the past two years has seen a dramatic increase of Kurdish refugees wash up on its Adriatic shores. So far this year, Italy has granted political asylum to more than 500 Kurdish refugees. Communist and Green members of the Italian Parliament have twice invited Kurdish parliamentarians-in-exile to meet with them in Rome.

Mr. Ocalan, who was expelled from Syria in October and unsuccessfully sought asylum in Russia before flying to Rome, seems to have felt he had a better chance of a welcome in Italy than most other European countries.

The U.S. State Department on Tuesday made clear it did not want Italy to

open its arms to Mr. Ocalan. "The United States believes he is a terrorist," a statement drafted in Washington said. "In our view, he should be denied asylum."

Human-rights organizations, which have often denounced the oppression of Kurds by Turkish troops, have also criticized Mr. Ocalan and the Kurdistan Workers Party for killing civilians. Mr. Ocalan, who has in the last few years sought to legitimize his organization, has called unilateral cease-fires against Turkish troops on three different occasions. The Turkish government has refused all such overtures.

Germany, which issued a warrant for Mr. Ocalan's arrest in 1990 on charges of murder, has not yet requested extradition.

Although such a step by Germany would help Mr. D'Alema wriggle out his quandary, Germany's new Social

Democratic prime minister, Gerhard Schroeder, is unlikely to make a move that would increase tensions with Turkey — and among the millions of Turks and Kurdish refugees in Germany.

■ Suicide Bombing Wounds 6

A Kurdish guerrilla killed herself and wounded six people in a suicide bomb attack outside a police station in south-east Turkey on Tuesday, Reuters reported from Ankara.

"A woman terrorist set off a bomb strapped to her body as she was crossing the road outside the gendarmerie headquarters around 9 A.M.," said Tacetin Ozeren, governor of Yuksekova town where the attack took place.

Mr. Ozeren said the explosion wounded four noncommissioned officers and two passers-by. "A 13-year-old boy and one of our officers are in a serious condition," he said.

REVIEW & OUTLOOK

Cowering Before 'Apo'

Europe should be rejoicing. Italy has captured Abdullah Ocalan ("Apo"), leader of a bloody 14-year terrorist campaign against Turkey, a NATO country. Now, he can be brought to justice, providing Europe with a victory over terrorism and demonstrating NATO solidarity with Turkey in its long struggle against Apo's PKK guerrillas.

Apo's capture came about because Turkey threatened to attack Syria for harboring the PKK. Syria thought it wise to take the threat seriously, so it evicted Apo. He later was arrested in Rome. Turkey immediately asked Italy to turn him over. Taking account of Italian objections to capital punishment, Turkey even set about to alter its laws to eliminate that possibility.

So the ball is in Italy's court, giving it a chance to strike a blow against terrorism and take a foreign-policy leadership role in Europe. But incredibly, instead of siding with Turkey, Europe's leaders are running for cover. One of the most dangerous criminals in Europe has just been arrested and the mood among politicians is not joy, but a certain *embarrassment*.

Germany has had an arrest warrant out on Ocalan for years, but Foreign Minister Joschka Fischer—a former Communist revolutionary—dismissed his arrest yesterday as "a matter for Italy" and lectured that Ankara must improve its human rights record and "make concessions to a minority." In Belgium, where the PKK maintains a

parliament in exile, the response was even meeker: "We are having problems enough in Belgium [with the PKK]," said Belgian Foreign Minister Erik Derycke evasively.

In short, Ocalan's PKK, with cells among the Kurdish diaspora throughout Europe, has quietly developed a capability to intimidate European governments. To show off its power, its adherents descended on Rome after the arrest to conduct protests against Italian authorities. Rather than taking a firm stand on behalf of law enforcement, Roman officials hurriedly set up tents and toilets for the demonstrators.

The PKK shrewdly appeals to traditional leftist sentiments while exploiting deeply rooted anti-Turkish prejudices in Europe. Well-placed sympathizers on the European left,

such as the widow of the late French President Francois Mitterrand, have lent it legitimacy, obscuring its terrorist methods. Ocalan has in recent months met with a number of European politicians and parliamentarians in Damascus, including Labour MP John Austin.

Apo chose carefully in picking Italy as his country of destination after being refused asylum by Russia. The parliament building in Rome had been made available to the Kurdish parliament-in-exile. Prime Minister Massimo D'Alema is a former Communist. While the PKK has abandoned Marxism as its official doctrine, it remains a darling of the European left.

We may finally be witnessing the rotten fruits of the political legitimiza-

tion of Gerry Adams, Yasser Arafat and even Slobodan Milosevic. Indeed, the most appalling official response has come from the Italian government itself. Prime Minister D'Alema told parliament yesterday that, in effect, the door was open to giving Ocalan political asylum—provided Italy is convinced that Ocalan has indeed renounced terrorism.

"I consider this a minimum for our country to be able to process an asylum request," the prime minister said. So it is up to the terrorist ringleader to decide his own fate?

It takes a gravity-defying contortion of logic, law and common sense to suggest that Ocalan has even the tiniest case for political asylum. The institutionalization of political asylum was set up by democratic governments as a way to offer reprieve to the victims of tyrannies. It was set up for the brave student leaders of Tiananmen and the victims of Fidel Castro's persecution, for example. Placing Ocalan in that company is not just an insult to these victims, it would constitute a most dangerous legitimization of the kind of terror Ocalan specialized in.

It is not a decision Mr. D'Alema should take lightly. He may feel annoyed by the threatening insistence of Turkish officials. He may feel pressured by the presence of thousands of Kurdish supporters on hunger strike. But if he shows cowardice on this crucial matter he will be sowing dragon's teeth throughout the civilized world.

Accord Might Leave Time on Iraq's Side

By THOMAS E. RICKS
And ROBERT S. GREENBERGER
Staff Reporters

WASHINGTON — To salvage a victory from his most recent military standoff with Iraq, U.S. President Bill Clinton will need to call Saddam Hussein's bluff and push for aggressive United Nations weapons inspections.

But that isn't as simple as it sounds. The danger for Mr. Clinton, in fact, is that he might have maneuvered into a situation in which time is on Saddam Hussein's side.

The U.N. Special Commission inspection crew returned to Iraq Tuesday. Those 84 inspectors carry with them Mr. Clinton's Sunday-morning promise that they will be "free and unfettered, able to do (their) job."

The resumption of the inspection regime promises to be a test not only of Saddam Hussein's intentions, but also of President Clinton's will. Mr. Clinton's hope is that, by pushing Iraq to the brink of military confrontation, he has opened the way for a far more aggressive campaign by U.N. weapons inspectors to uncover and disable Iraq's weapons of mass destruction.

Yet the U.N. inspectors, who have spent the last seven years watching Iraqi shell games, while trying to uncover such caches as 200 tons of VX nerve-gas agent, are restrained by such diplomatic niceties as their inability to go anywhere without a so-called Iraqi minder. Ultimately, they are hobbled by a Security Council split over whether it really wants to confront Saddam Hussein.

Now, the danger for the U.S. is that such constraints might allow the new inspections push to lapse into a familiar pattern of frustrating delays and obstruction.

At first, some officials in the Pentagon and elsewhere suspect, Baghdad will comply in a showy, if not necessarily honest, fashion. But that doesn't mean the inspectors will find anything. Since the U.N. hasn't conducted aggressive inspections since July, some say the Iraqis have spent months hiding and relocating facilities.

Weapons Worries

After the Persian Gulf War, Iraq declared to the United Nations the existence of missiles and weapons of mass destruction, which then were destroyed. Later, Iraq revealed that it had retained some of those weapons, which it claims to have destroyed.

WEAPON	DECLARED	RETAINED
Conventional missiles	48	85
Conventional warheads	18	83
Special warheads	30	45
Operational launchers	5	9
Non-operational launchers	5	0
Empty and filled chemical weapons	38,000	46,000
Biological weapons	0	All

Source: United Nations

As a result, the inspectors likely will be granted access initially to the sites they want to visit, only to find nothing. That is what happened last winter, after the last major crisis ended with Saddam Hussein pledging full access, recalls Scott Ritter, a former weapons inspector who quit in frustration last summer and publicly criticized the Clinton administration for not backing up the U.N. inspectors' efforts.

Then, after a few weeks have passed and the world's attention has moved on, the Iraqis might slowly become more obstructive. Baghdad likely will unveil some new tricks, predicts Thomas Keane, director of the Foreign Policy Institute at the Johns Hopkins University's School of Advanced International Studies: "Saddam will be careful to not present the same kind of refusal to comply next time — there remain lots of options for him to explore."

The problem, says Mr. Ritter, is that without full cooperation, the inspectors will need at least six months to resume the intricate job of probing for hidden weapons. "It's a little like studying the nervous system of a frog," says Mr. Ritter, "you stick a pin in and see what shakes." But as this process stretches on, Mr. Ritter fears, pressure will begin to kick in at the U.N. Security

Council for a new review of the economic sanctions on Iraq, putting the inspectors on the defensive.

With the initiative moving to the Iraqi side, Saddam Hussein will be "again in the situation that he was in leading up to this crisis," when he will be able to exploit differences in the Security Council by saying the inspections have produced nothing, warns Robert Kagan of the Carnegie Endowment for International Peace. At that point, pressure will again build in the Arab world and in the Security Council to begin lifting the economic sanctions on Baghdad. Indeed, on Monday, Russia began the calls for removing sanctions.

Meanwhile, questions will be raised in the U.S. Congress and elsewhere about the human and financial costs of keeping a big chunk of an overstretched U.S. military on alert in the Persian Gulf. Since the Gulf War ended nearly eight years ago, the U.S. has spent more than \$6.5 billion on military operations in and around Iraq.

At some point, perhaps months from now, Saddam Hussein might move again to bar inspections. The U.S. then would face the question of whether to strike Iraq. But at that point the international consensus to which the president pointed on Sunday might have evaporated.

La coopération de l'Irak avec les experts de l'ONU sera rapidement mise à l'épreuve

Les membres de l'Unscm et les personnels humanitaires retournent à Bagdad

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Retour à la case départ. Après un bref séjour de quatre jours à Amman, en Jordanie, le personnel humanitaire des Nations unies est rentré à Bagdad lundi 16 novembre, précédant de peu les inspecteurs de la commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak (Unscm), attendus mardi après avoir été

brusquement évacués vers Bahrein, le 11 novembre. La discrétion relative de la presse irakienne à propos de ces mouvements a renforcé l'impression de retour à la normale.

Au plus fort de la crise, le pouvoir s'était déjà abstenu des mobilisations de masse dont il est friand — ainsi, lors de la crise de février, les étudiants et les collégiens étaient quotidiennement réquisi-

tionnés pour s'exercer au maniement des armes. Plutôt que de s'apesantir sur un revirement, qui pouvait difficilement être perçu autrement que comme une capitulation, les journaux ont préféré s'en prendre violemment au président Bill Clinton, qui a appelé de ses vœux dimanche un changement de régime à Bagdad. Ces efforts n'ont pas trompé grand monde.

« Le pouvoir a commis une grosse erreur et son image en sera affectée, assure un intellectuel. Il a perdu tout le crédit gagné en février, lorsque les Etats-Unis et la Grande-Bretagne s'étaient retrouvés isolés face à la France, à la Chine, à la Russie et à la quasi-totalité du monde arabe ». Pour autant, le discours du président américain n'a pas vraiment convaincu: « Le régime exaspère les Irakiens, ils n'hé-

THE WALL STREET JOURNAL EUROPE WEDNESDAY, NOVEMBER 18, 1998

sitent pas à nous le confier en privé, mais beaucoup redoutent l'incertitude qu'entraînerait son renversement, car il n'existe pas à leurs yeux de réelle alternative », rapporte un observateur occidental.

LA LEVÉE DE L'EMBARGO

« Les Américains sont confrontés à un véritable dilemme, analyse Walid Omar Nazmi, ancien directeur de la faculté des sciences politiques de l'université de Bagdad. Ils reconnaissent comme opposition des mouvements qui n'ont aucune aura ici. Ahmad Chalabi, qui dirige le Congrès national irakien, n'a pas mis les pieds à Bagdad depuis 1956, et les autres personnalités de cette opposition, comme l'Entente nationale d'Ayad Allawi, sont souvent d'anciens baassistes, d'anciens ambassadeurs, d'anciens ministres, qui ont longtemps profité du régime. En revanche, je ne vois pas les Etats-Unis soutenir les mouvements qui ont une réelle importance en Irak, même s'ils sont clandestins, comme les partis islamistes, chiïtes ou sunnites. Je ne pense pas que les Etats-Unis se préoccupent véritablement de la démocratie en Irak. Avant 1990, ce régime fort, ce régime mili-

taire qui luttait contre l'Irak, ne leur a pas posé de gros problèmes psychologiques », ajoute-t-il. Les Etats-Unis « pensent qu'ils vont apparaître comme les perdants de la guerre du Golfe si l'Irak sort de l'embargo en gardant Saddam Hussein au pouvoir, alors que cette guerre a été un grand succès américain : le Koweït a été libéré et ils ont pu asséoir leur pouvoir sur la région à un niveau jamais atteint auparavant ».

L'épilogue trouvé à cette énième crise n'a pourtant pas levé toutes les interrogations. « Certains Irakiens en sont arrivés à souhaiter un bombardement américain pour qu'enfin il se passe quelque chose. Soit qu'ils réussissent leur coup en se débarrassant de Saddam Hussein, soit qu'ils échouent et cela les conduirait à accepter la situation actuelle. Dans les deux cas, cela signifierait une possible levée de l'embargo, qui est devenue une véritable obsession », explique un intellectuel.

Pour ce qui concerne l'aide humanitaire, qui a été très peu affectée par la crise (l'approvisionnement a été brièvement interrompu, mais pas la distribution), la quatrième phase va arri-

ver à son terme le 25 novembre, sans que l'on sache encore si le programme « pétrole contre nourriture » sera reconduit. Mais c'est surtout la reprise des inspections de l'Unscorm qui soulève des incertitudes.

LE DOSSIER NUCLÉAIRE

Après sa visite en Irak, en février, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, s'était efforcé de mettre sur pied un dispositif anticrise, avec notamment la nomination d'un représentant en Irak, l'Indien Prakash Shah. Ce dispositif a montré ses limites même si, le 14 novembre, le revirement irakien a permis d'éviter de justesse l'irréparable.

Pour certains diplomates, l'Unscorm, dont l'image avait déjà été sérieusement abîmée par les déclarations de l'ancien inspecteur Scott Ritter, qui avait révélé que la commission du désarmement avait coopéré avec Israël, a été encore une fois pénalisée par le comportement de son chef actuel, Richard Butler, qui a semblé aller au devant des demandes des Etats-Unis, aux dépens de l'avis du Conseil de sécurité de l'ONU.

Comme après la crise de février, on s'attend à Bagdad que l'Unscorm cherche à tester assez rapidement la bonne volonté irakienne. En avril, les inspecteurs, dirigés par Scott Ritter, s'étaient ainsi rendus au ministère de la défense pour une visite surprise qui s'était avérée infructueuse.

La fermeture de l'un des dossiers du désarmement irakien pourrait s'avérer être la meilleure garantie contre un nouveau blocage de la part de l'Irak. En février déjà on espérait, du côté des diplomates, que le dossier du nucléaire serait refermé et soumis au contrôle continu. La réponse négative donnée fin juillet au Conseil de sécurité avait d'ailleurs été suivie, début août, de la rupture de la coopération de l'Irak avec les inspecteurs pour les visites surprises. La fermeture rapide du dossier du nucléaire pourrait favoriser en outre l'« examen global » du dossier irakien à l'ONU.

Gilles Paris

Le Monde

18 NOVEMBRE 1998

La Turquie veut forcer l'Italie à extraditer le chef du PKK

ANKARA. Le gouvernement turc tente par tous les moyens d'obtenir l'extradition d'Italie d'Abdullah Öcalan, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le mouvement de rébellion kurde en Turquie. Le ministre turc de la justice, Hasan Denizkurdu, a indiqué, lundi 16 novembre, qu'il préparait un amendement pour abolir la peine de mort,

qui n'a pas été appliquée en Turquie depuis 1984, mais reste inscrite dans la loi. Une fois adopté par le gouvernement, cet amendement sera soumis au Parlement pour adoption définitive. D'autre part, la diplomatie turque s'est lancée dans une offensive de grande envergure pour tenter de convaincre l'Italie, et plus généralement l'Europe, que M. Öcalan était un terroriste, responsable de la mort des 31 000 victimes du conflit opposant l'armée d'Ankara aux maquisards du PKK depuis 1984. Mais de nombreuses voix s'élèvent en Italie, y compris au sein des partis membres de la coalition gouvernementale, pour réclamer que l'asile politique lui soit accordé. - (AFP)

PRIVATISATION CHARGE OPPOSITION SAYS YILMAZ USING CRISIS OVER EXTRADITION OF KURDISH

LEADER TO STAY IN POWER

FINANCIAL TIMES WEDNESDAY NOVEMBER 18 1998

Date set for Turkish PM censure vote

By Christopher de Bellaigue in Ankara

The fate of Mesut Yilmaz, Turkey's prime minister, will be decided in a vote of censure on November 25 in connection with corruption allegations, Turkey's parliament decided yesterday.

The decision comes in the middle of a diplomatic row with Italy, in which Ankara is trying to persuade Rome to extradite Abdullah Öcalan, leader of the Kurd-

ish PKK movement and Turkey's most wanted man. Mr Yilmaz has been accused of using the crisis to stay in power.

In the likely event of parliament voting to debate a motion of censure against the prime minister when it meets tomorrow, Mr Yilmaz will on Monday defend himself against the charges before his future is decided two days later.

If, as appears likely, a majority of Turkey's 550 deputies votes against him, the

prime minister will be forced to resign.

Mr Yilmaz has been bombarded by calls for his resignation since November 11, when Korkmaz Yigit, a businessman who has since been charged with corruption, went on television to accuse the prime minister of interfering illegally in the \$600m privatisation of a bank bought by Mr Yigit in July.

As a result of that broadcast, three opposition parties, including the Republi-

can People's party, which holds the balance of power in Turkey's finely balanced chamber, tabled censure motions against the prime minister. The three motions have now been amalgamated.

If the government should fall, President Suleyman Demirel would have 45 days to coax Turkey's party leaders into forming a fresh one. If they do not, the president is obliged to appoint a prime minister to guide Turkey to elections. Elections are currently scheduled to be held in April.

Recal Kutani, the leader of the main opposition Virtue party, which tabled one of the three censure motions, yesterday accused the government of using the Öcalan dispute as a means of holding on to power.

"The government," he said, "wants to use the Abdullah Öcalan affair as a way of saving itself."

Members of the government have urged the opposition to abandon their attempt to topple Mr Yilmaz because of Mr Öcalan's arrest in Rome last week.

Last night, Mr Yilmaz's cabinet was divided over lifting capital punishment, an essential move if Turkey hopes to secure Mr Öcalan's extradition.

Hasan Denizkurdu, the justice minister, announced that a draft bill to this end would only be submitted after the censure motion had taken place, and after consultation with other parties.

Il leader curdo racconta la sua fuga attraverso l'Europa e la scelta del nostro paese

“Italia non mi tradire io lotto per la libertà”

Ocalan al governo: siate coraggiosi

di MARCO ANSALDO

ROMA — «Chiedo all'Italia di mediare tra noi e la Turchia per favorire una soluzione politica della questione curda. Noi abbiamo abbandonato il terrorismo e siamo pronti a un accordo di pace. La mia presenza testimonia una svolta nella strategia del movimento nazionale curdo. Questa è la ragione per cui sono qui a Roma, dove sono stato invitato da alcuni parlamentari. Venendo qui ho fatto un passo giusto e importante. Italia non mi tradire».

È il messaggio che Abdullah Ocalan, presidente del Pkk, dà a *Repubblica* in quella che è la prima intervista dopo la sua rocambolesca fuga dalla Siria. Un viaggio che alla fine di 40 giorni di mistero, mentre i servizi di intelligence di molti paesi lo stavano cercando dopo il rifiuto della Grecia e della Russia di accoglierlo, lo ha portato a Roma. Un caso che ha puntato sull'Italia i fari della diplomazia internazionale, e che sta causando una grave crisi nei rapporti con la Turchia.

Il leader del Pkk, il Partito dei lavoratori del Kurdistan, è sempre agli arresti nell'ospedale di Palestina, nei pressi di Roma. «Sta abbastanza bene — spiegano i suoi luogotenenti, i curdi che lo proteggono da ogni intrusione — come si sa ha qualche problema di salute e i medici hanno tutto sotto controllo. Ma lo spirito è buono, lui è quello di

sempre ed è molto contento di stare qui. Ne è sempre più convinto».

Il leader del Pkk, capo terrorista per i turchi, presidente “zio” (“Apo”) per i curdi, ha acconsentito volentieri a rispondere alle domande che gli abbiamo fatto avere. Ocalan ha compilato le risposte lungamente, nella notte fra lunedì e martedì, scrivendole di suo pugno su un quaderno a quadretti. Tredici fogli in lingua turca, con in calce la data della stesura del testo (“16-11-98”) che poi ci ha inviato. Un documento politico che è una testimonianza d'eccezione in cui Ocalan racconta la sua fuga, la svolta della lotta armata curda, la proposta di dialogo alla Turchia, le ipotesi future. Eccolo.

Abdullah Ocalan, perché ha

Europa, alla ricerca di una soluzione politica, sono legati alla grandezza storica del vostro paese, alla sua società aperta, alla struttura democratica del vostro governo. E anche all'approccio amichevole dei suoi dirigenti e della gente, oltre che all'invito di alcuni deputati e senatori italiani. Ho fiducia che il vostro paese non agirà partendo da interessi meschini, e non chinerà facilmente la testa alle minacce».

Pensa che l'Italia le concederà l'asilo politico? Non teme che possa estradarla in Turchia oppure in Germania?

«Che l'Italia mi accolga o no dipenderà dalla forza dei valori che ho elencato prima. Io non ho mai perso la fiducia e penso che tutto questo avrà alla fine un risultato positivo. Non posso credere che l'Italia possa cadere nella vigliaccheria di consegnarmi alla Turchia o alla Germania».

Qualcuno ritiene che gli Stati Uniti abbiano manovrato per farla partire da Mosca, dopo la fuga dalla Siria, e abbiano fatto sì che lei venisse arrestato dalle autorità italiane. Lei che ne pensa?

«Si può pensare teoricamente ad una manovra degli Usa. Possibilità simili possono venire in mente, di tanto in tanto. Quello che accadrà qui ora potrà chiarire anche questo. Ma credo che gli Usa avrebbero preferito paesi più deboli rispetto all'Italia, un paese che ha personalità e resta fedele alle decisioni che prende».

La Turchia ha accusa della morte di 30 mila persone: donne, vecchi, bambini, medici, insegnanti, e di aver distrutto una parte del territorio turco. Come si difende?

«Il motivo per cui sono venuto qui è la mia intenzione di aprirmi a tutta l'Europa. E inoltre, perché voglio raccontare all'Europa che cosa ha fatto un terrorismo di Stato che

“

LA FIDUCIA

Sono certo che con la vostra tradizione di democrazia non cederete ai ricatti e non mi consegnerete né alla Germania né alla Turchia

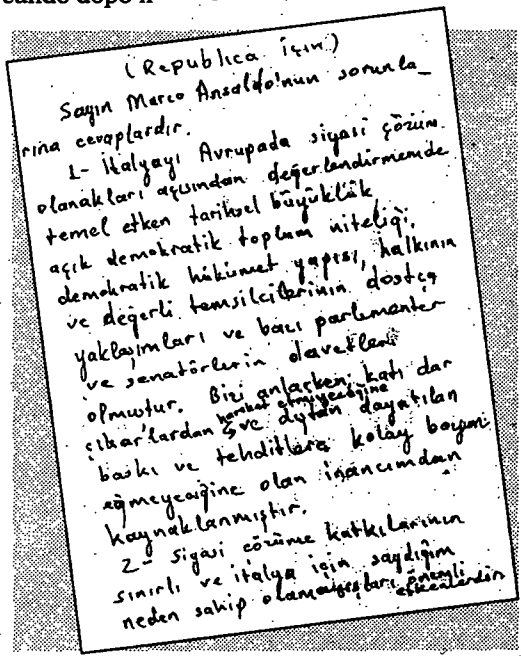
”

non ha pietà, che è insensibile ai valori della libertà, e che è contro le genti dell'Anatolia e della Mesopotamia che della civiltà sono state la culla.

Voglio spiegare la vera faccia di un regime che da 75 anni esercita il suo potere con demagogia e con mille inganni. Voglio far sì che l'Europa sappia. Non dimenticate i popoli più antichi della Storia: gli armeni, gli assiri, i greci. La barbarie turca ha distrutto questi popoli con tutte le loro ricchezze culturali. La fine dei gloriosi Imperi romani d'Occidente e d'Oriente fu causata da quella barbarie. Oggi gli italiani sono chiamati a giudicare quel terrorismo, devono avere la forza di chiedere il conto a tutte e due le parti in causa, portando a Roma un tribunale internazionale, rispettando la loro grande tradizione giuridica. E anche per questo che sono qui, e aspetterò. Farà altrettanto la *Repubblica* turca?»

Il ricorso alla lotta armata ha ancora un valore per voi?

«Continuare o no la lotta armata non dipende da noi. Qualche altra scelta rimane se non



scelto l'Italia? Ha avuto un invito o dei contatti con il governo italiano?

«I motivi fondamentali per cui sono venuto in Italia, e in

quella di difendersi contro un regime che non riconosce una tregua unilaterale e che insiste per una resa incondizionata? Se metti un gatto in un angolo, non cercherà di battersi con le unghie e con i denti?».

LA DIPLOMAZIA

Abbiamo abbandonato il terrorismo. Questa mia vicenda dimostra che abbiamo cambiato strategia. Più avanti Roma ci aiuterà a fare la pace con Ankara

Ma lei è davvero pronto al dialogo?

«Noi siamo pronti a dialogare con la Turchia, con l'Europa e con gli Stati Uniti. Per questo sono qui. In questo sarò fino all'ultimo costruttivo, insistente, affinché si capisca quale è la realtà e la sincerità delle parti per un accordo di compromesso».

Allora è finito il rapporto del Pkk con paesi come Siria, Iraq e Iran? È meglio per i curdi affidarsi alle armi della diplomazia?

«Con Iran, Iraq e Siria non si sono sviluppati rapporti forti in senso politico. La loro struttura politica non è ancora arrivata al punto di poter accettare

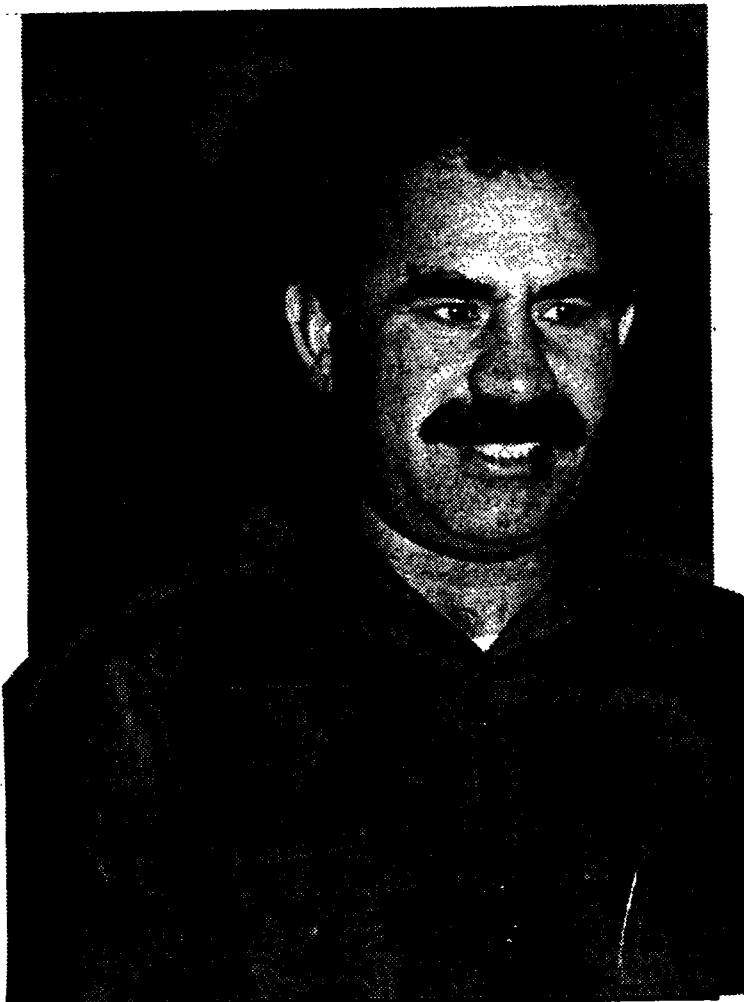
re i curdi, ma è evidente che vorremmo sviluppare i rapporti amichevoli.

Un altro punto riguarda i rapporti con i curdi di Iran, Iraq e Siria. Il nostro movimento, in tutte le varie componenti, è riuscito a costruire l'unione nazionale democratica del popolo, che continua a rafforzarsi.

Non appoggiarsi alla diplomazia, però, è stato senza dubbio un grave errore da parte di noi curdi, e ora è molto importante sviluppare questo aspetto. Ma attendersi tutto dalla diplomazia - come fanno alcuni leader - è molto pericoloso. Su questi due punti stiamo cercando di fare grande attenzione».

Quali sono allora oggi gli obiettivi del Pkk?

«Intanto resistere alle gran-



di operazioni di distruzione del nostro paese che continueranno senza tregua tutto l'inverno, e neutralizzarle. Ma bisogna anche lanciare un'iniziativa politica, se ci saranno elezioni in Turchia, presentandosi con un movimento che abbia nel suo programma democrazia e pace. L'obiettivo fondamentale del mio arrivo qui, come ho detto, è contribuire a una soluzione politi-

ca internazionale».

Perché al momento di fuggire dalla Siria, dopo le minacce di guerra della Turchia se i curdi non avessero lasciato Damasco, ha scartato l'ipotesi di andare in un paese scandinavo, oppure in Iraq e in Corea del Nord dove la sua organizzazione ha buoni contatti?

«Per due motivi. Primo, il contributo di questi paesi ad una soluzione politica è limitato. Secondo, essi non hanno tutte le particolarità che ho elencato per l'Italia».

Per quale motivo la Russia non le ha concesso asilo?

«In realtà non si tratta di un rifiuto. Piuttosto, come si sa, c'è un contrasto fra il Parlamento e il governo, e la Russia è un regime totalitario. Inoltre ci sono ampi settori inquinati dalla corruzione economica, ricattati della Turchia. Anche gli Stati Uniti hanno giocato un ruolo importante usando ef-

ficacemente l'arma dei crediti economici. È stata una questione di coinci-

dienze temporali. Ma non si è trattato di una posizione rigida, come ha scritto la stampa».

Lei che cosa propone per il Kurdistan, una confederazione?

«Abbiamo detto molte volte alla Turchia che siamo pronti a ogni soluzione, a condizioni democratiche e su base pacifica. Ma Ankara non accetta la nostra identità, cioè non accetta il fatto che siamo curdi e non prepara un progetto politico per una soluzione. Il loro obiettivo è svuotare il Kurdistan dai curdi, così come hanno svuotato l'Anatolia da armeni, assiri e greci. Nel sud del nostro paese e a Cipro vogliamo completare lo stesso disegno. Questa è una politica molto pericolosa, e per noi è molto difficile resistere da soli. In tutto ciò la Turchia non prende forza soltanto dall'Europa, ma non esita a collaborare con ogni tipo di regime - soprattutto per quanto riguarda la questione curda - e non riconosce alcuna questione di principio».

Lei si è sempre professato marxista-leninista. Ma oggi il comunismo è alle corde in tutto il mondo. I suoi punti di riferimento ideologici sono sempre gli stessi?

«Se si intende il sistema che formava la colonna vertebrale dell'Unione Sovietica, noi non ci siamo mai appoggiati a questo sostegno. E quel sistema non ha mai voluto riconoscerci. Con una definizione, io giudico questo sistema come capitalismo di Stato che si impone dall'alto in un paese arretrato. Questo capitalismo ha contribuito a indebolire i valori ideali del socialismo, gli ha fatto del male. La dissoluzione del comunismo noi non la valutiamo come una dissoluzione del socialismo, piuttosto come una tappa che bisogna attraversare per un socialismo maturo. C'è, naturalmente, la necessità di proporre delle analisi nuove e concrete, bisogna definire obiettivi e programmi, nuovi modelli di organizzazione. Su questo continuiamo a restare impegnati. L'umanità e l'utopia del socialismo hanno bisogno l'uno dell'altro più che mai».

In calce alle risposte, Abdullah Ocalan ha scritto la data e un messaggio di saluto: «Attraverso questa intervista desidero presentare i miei ringraziamenti e il mio rispetto al popolo italiano e a tutti quelli che mi sono amici».

husevlaridir.
 Mercut kapitalimin gercekten
 sadece toplamen içinde değil
 doğayla çevreyle tarihte
 yarattığı gelişki çok üst
 boyutlardadır. Bu nedenle
 insanlık ve sosyalizm ütopyası
 her zamankinden daha fazla
 birbirine ihtiyaç duymaktadır.
 Bu raporun vesilesiyle
 tüm italyan halkını ve dostlarını
 gösterdikleri ilham ilgisinden dolayı
 şükran ve saygılarımı sunarım
 16-11-998

D'Alema seeks positive solution to Ocalan dilemma

Italian PM wants to use wrangle over PKK leader to launch a dialogue on the Kurdish question, reports **James Blitz**

Massimo D'Alema's first few weeks as Italian prime minister should have been dominated by vital domestic issues, such as liberalising the country's labour market and reforming its electoral system. But his attention is now dominated by one subject of little obvious relevance to Italians: what to do with Abdullah Ocalan, the leader of the Kurdish Workers' party (PKK).

As leader of the PKK, Mr Ocalan has led an armed struggle against Turkey in which some 30,000 people have died. He is Turkey's most wanted man.

It is not immediately clear why the new Italian government should have such difficulty meeting determined demands from Turkey for the extradition of Mr Ocalan, arrested in Italy last Friday.

Relations between Italy and Turkey - two Nato allies - have hitherto been excellent. Moreover, the cost of not extraditing Mr Ocalan to Turkey, and granting him political asylum, could be immense.

Italy is the second biggest exporter to Turkey after Germany, selling more than \$3bn of goods in the first nine months of this year. Many leading Italian companies - such as Fiat and Pirelli - have investments there. They see the country as a gateway to Middle East trade and better trading relations with the former Soviet republics.

To underline the risks of giving the PKK leader asylum, the Istanbul chamber of commerce warned yesterday: "If Ocalan is not handed back, bilateral economic relations will be damaged and there could be a boycott of Italian goods."

Yet despite these significant potential diplomatic and trading costs, support for the Kurds in Mr D'Alema's government is so great that an asylum request looks likely to be granted, even if Ankara should abolish capi-

tal punishment, at present a key legal obstacle to extradition.

Granting Mr Ocalan asylum would certainly go against the wishes of Lamberto Dini, the foreign minister, who is privately pressing for Mr Ocalan to be extradited.

Mr Dini has led a significant improvement in relations between Turkey and Italy in recent years in a bid to boost Rome's role in the Mediterranean region.

He has turned Italy into one of the main supporters of Turkish entry into the European Union.

But leading parties within the ruling coalition, such as the Communists, the Greens and a section of Mr D'Alema's own party, the Democrats of the Left, have developed strong links with the Kurds in recent years.

"We view them with the same favour that we once viewed the Palestinians," says Giulio Calvisi, head of immigration policy in the

DS. "There is no doubt in the public's mind that Kurds are genuine political refugees."

Relations between these parties and the PKK have been so strong that Mr D'Alema was yesterday forced to deny claims his own government had invited Mr Ocalan to come to Italy.

But relations between the Italian left and the PKK are intense nonetheless.

The Kurdish government-in-exile was allowed to hold a meeting inside the Italian parliament building two months ago. Mr Ocalan is reported to have recently held a 3½-hour meeting in the Middle East with leading Italian communists.

The influx of Kurdish refugees to Italy has significantly boosted the proportion of people who get political asylum here each year.

Some believe that Italy could find a neat solution to Mr D'Alema's dilemma. Sergio Romano, Italy's former ambassador to Nato, believes Italy should extradite Mr Ocalan to Germany, which has an arrest warrant out for the Kurdish leader on charges of terrorism.

In his view, this would overcome differences within the coalition, while also proving that a common juridical space is now forming in Europe.

Doubts, however, have been raised in Germany over whether the country - which has the largest population of ethnic Kurds in the

European Union - would be willing to take on the political risks of the Ocalan issue.

Also, both Mr D'Alema and Joschka Fischer, the German foreign minister, yesterday seemed attracted by the idea of using the arrival of Mr Ocalan in Italy as a way to launch a peace process that finally resolves the Kurdish problem.

"The Ocalan affair offers an important opportunity to launch a dialogue and search for a peaceful solution... of the painful Kurdish question," Mr D'Alema told parliament yesterday.

It is easy to see why the Italian prime minister might try hard to find a positive side to the Ocalan affair. The negative implications for a coalition government only three weeks old are too depressing to contemplate.

The Italian government faces a terrible dilemma over the arrest of Abdullah Ocalan, leader of Turkey's outlawed Kurdistan Workers' Party. Ankara's request for his extradition, and his counter-plea for political asylum, leaves Rome with two thoroughly uncomfortable options.

Mr Ocalan is the leader of an armed guerrilla movement fighting for Kurdish autonomy, wanted on charges of terrorism not only in Turkey but also in Germany. He is the most wanted man in Turkey. If he were extradited, his chances of getting a fair trial would inevitably be slim. If he is not extradited, Italy will face the fury of a major trading partner and Nato ally, and further alienate one of the



Kurds outside Rome's Celio military hospital yesterday protesting about the arrest of Kurdish leader Abdullah Ocalan

Reuters

November 18 1998

FINANCIAL TIMES

European Union's most important neighbours.

In the present climate, extradition looks highly unlikely. The Turkish government failed yesterday to agree on a draft law to abolish capital punishment, and Italy has never in recent years extradited an offender facing the death penalty. Doubts about his chances of a fair trial in a court without a jury will only reinforce that hesitation. But the extradition request must be judged by a Rome appeal court, and it is essential, as in the case of Augusto Pinochet, the former

Chilean dictator now in Britain, that the law takes its course.

In the end, however, the asylum request will be a political decision taken by the Italian interior ministry. It will be seen that way both by the Turkish government, and by popular opinion in that country. But Turkey is scarcely in a position to lecture any other country on human rights, as the European parliament has repeatedly pointed out in relation both to its prosecution of the war against the PKK and its suppression of wider political dissent.

On the other hand, Ankara must be feeling increasingly isolated in its struggle, not only because of European criticism but also because the US has been seeking to unite Kurdish factions in their struggle against Saddam Hussein in neighbouring Iraq. That amounts to recognition of an autonomous Kurdish entity.

Mr Ocalan proposed negotiations and a ceasefire some months ago. He has supposedly renounced violence. That may be a cynical move, but it is a step in the right direction. He is an auto-

cratic leader of his party, but his removal might make it more, not less, radical. Joschka Fischer, Germany's new foreign minister, suggested in Rome yesterday that Mr Ocalan's presence there might be used as a first step towards a negotiated solution to the Kurdish problem. Though Ankara is unlikely to heed that advice, it would do well to think twice before rejecting it out of hand.

The Guardian Wednesday November 18 1998

Italy signals that rebel Kurd will not be extradited

Battle intensifies over Ocalan's fate

John Hooper in Rome and Chris Morris in Ankara

THE arrested Kurdish guerrilla chief, Abdullah Ocalan, was last night at the centre of a passionate international legal and diplomatic contest.

As supporters of Mr Ocalan's Kurdistan Workers' Party, the PKK, stepped up protests throughout Europe, Italy's new prime minister gave his clearest hint yet that the separatist leader would not be sent back to Turkey. In Turkey, however, the mood was rapidly turning from disbelief to outrage.

Mr Ocalan, who was arrested at Fiumicino airport near Rome last Thursday, is the driving force behind an independence struggle in which more than 29,000 people have been killed.

The latest death took place yesterday when a PKK suicide bomber blew herself up outside a police station in the town of Yüksekova, in south-eastern Turkey. This followed the detention of 91 people in Diyarbakir on Monday night when Turkish police raided a Kurdish party office.

In Moscow, two Kurdish men were in hospital after dousing themselves with petrol and setting themselves ablaze outside the lower house of parliament.

German police said about 4,000 Kurds protested in Bonn. Similar numbers

marched in Rome, where demonstrators remained camped outside the military hospital in which Mr Ocalan is believed to be held.

Italy's constitution does not allow extradition to countries that have the death penalty. But Ankara's parliament is expected to approve a law repealing capital punishment in the next few days, and the authorities have not given up hope that Mr Ocalan, who is on trial in his absence for capital offences, will be extradited.

"Italy is a civilised country," Turkey's president, Suleyman Demirel, said yesterday. "It cannot help a murderer who has spilled the blood of 30,000 people."

Since his arrest, Mr Ocalan has asked for political asylum

and on Monday he issued a statement renouncing violence. "I am ready to do my part to halt terrorism," he said. "I have come to Italy to create the conditions for a political solution."

Coming from a man who only three months ago renewed his pledge to a campaign of violent rebellion, Mr Ocalan's remarks were a surprise.

Italy's prime minister, Massimo D'Alema, told parliament yesterday that such a renunciation was the "indispensable, minimum condition" for asylum to be considered. But in an apparent sign that extradition had already been ruled out, he added that Rome's decision would "not be an act of hostility towards Turkey, but an act of respect for our laws, our history and our values".

Italy has a substantial trading relationship with Turkey, selling three times as much as it buys. Now Turkish business groups are organising boycotts of Italian products.

Rome also depends on Ankara to check the flow of illegal migrants into Italy.



Some of the 10,000 supporters who turned out in Rome yesterday to call for asylum for the rebel Kurdish leader, Abdullah Ocalan PHOTOGRAPH: PLINIO LEPRİ

UNE EPINE KURDE ENTRE ROME ET ANKARA

L'Italie refuse d'extrader le leader du PKK, qui risque la mort.

Rome - de notre correspondant

Arrêté jeudi à l'aéroport de Rome alors qu'il arrivait de Moscou muni de faux papiers, le fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan, empoisonné depuis près d'une semaine les relations entre l'Italie et la Turquie. Dès la nouvelle connue, les autorités d'Ankara, qui considèrent Ocalan comme le chef d'une organisation criminelle, ont en effet multiplié les pressions sur Rome pour obtenir son extradition. Le nouveau gouvernement italien, conduit par l'ex-communiste Massimo D'Alema, ainsi confronté à sa première crise diplomatique, a d'ores et déjà affirmé que son pays refuserait d'extrader le leader du PKK: «Si une telle demande devait parvenir, la réponse serait négative parce qu'en Turquie existe la peine de mort.» L'octroi de l'asile politique, qui

constituerait de facto une légitimation du PKK, reste néanmoins délicat car l'Allemagne comme les Etats-Unis ont inscrit le parti kurde sur la liste des organisations terroristes. Placé pour l'heure en détention préventive dans un hôpital de Rome, Ocalan a, depuis ce week-end, reçu le soutien de plusieurs milliers de Kurdes en provenance de toute l'Italie, mais aussi de France, d'Allemagne, de Suisse ou des Pays-Bas, qui se sont réunis sur une place de la capitale italienne, à quelque 200 m du Colisée, avec la bienveillance de la mairie de Rome. Plusieurs militants du PKK ont même entamé une grève de la faim en signe de soutien avec celui qu'ils surnomment «Apo». Hier, une manifestation rassemblant près de 10 000 personnes s'est déroulée dans la capitale italienne, tandis qu'à Moscou deux Kurdes s'immolaient par le feu.

La Turquie en ébullition

Attentat-suicide, détenus tentant de s'immoler par le feu et drapeau italien brûlé: les manifestations contre ou pour l'extradition d'Italie du chef de la rébellion kurde, Abdullah Ocalan, ont mis, mardi, la Turquie en ébullition. Une militante présumée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) s'est tuée dans un attentat-suicide qui a fait quatre blessés devant un poste de gendarmerie à Yuksekova, près de la frontière iranienne. Trois détenus kurdes emprisonnés pour appartenance au PKK ont tenté dans la nuit de lundi à mardi de s'immoler par le feu à Batman (sud-est). Plus de 600 détenus kurdes observent une grève de la faim depuis lundi dans plusieurs prisons de l'ouest de la Turquie en signe de solidarité avec le chef du PKK. A Istanbul, des affrontements ont opposé quelque 200 nationalistes à environ 150 sympathisants du PKK qui manifestaient en soutien à Ocalan. La police a arrêté plusieurs personnes et a dû intervenir pour sauver du lynchage des sympathisants du PKK, selon l'agence officielle Anatolie. Parallèlement, les manifestations se sont multipliées devant les représentations italiennes pour réclamer l'extradition. Une cinquantaine de manifestants nationalistes ont brûlé un drapeau italien devant l'ambassade d'Italie à Ankara, à l'appel du parti d'Action nationaliste (MHP). A Istanbul, une vingtaine de personnes ont déposé une gerbe noire devant le consulat général d'Italie. Et une cinquantaine de femmes ont appelé au boycott des produits textiles italiens en manifestant devant un magasin du groupe italien Benetton.

«L'Italie est le pays qui a été le plus favorable à la cause kurde. S'il se confirme que l'Italie s'apprête à accorder le statut de réfugié politique à Apo, nous rentrerons chez nous à la fin de la manifestation, annonçait hier Ali Dogan, l'un des organisateurs du mouvement, sinon nous resterons.» Concrètement, l'examen de la demande d'asile politique devrait être examinée la semaine prochaine, a fait savoir le ministre de l'Intérieur italien, Rosa Russo Jervolino. D'ici là, la Turquie entend bien redoubler d'efforts pour récupérer le chef du PKK. Lundi, le ministre de la Justice turc, Hasan Denizkurdu, a déjà fait savoir qu'il avait mis au point un projet de loi pour l'abolition de la peine de mort dans son pays, cette disposition constituant un obstacle majeur à toute extradition d'Italie. Dans le même temps, le Premier ministre, Mesut Yilmaz, déclarait à l'adresse de Rome: «Tout pays qui donnera refuge à Oca-

*«Si Ocalan ne nous est pas remis, nous pourrions arriver à un boycott des produits italiens...»
La Chambre de commerce de Turquie*

lan et qui permettra à cet assassin de poursuivre ses actions ne pourra plus se prétendre un Etat de droit.» Seconds exportateurs européens vers la Turquie, les entrepreneurs italiens ont par ailleurs reçu une lettre de la chambre de commerce d'Istanbul indiquant: «Si Ocalan ne nous est pas remis, nous pourrions arriver à un boycott des produits italiens.»

«Nous sommes un pays démocratique qui doit respecter ses lois et qui n'entend pas subir de chantages», a rétorqué dès lundi le président du Conseil italien, Massimo D'Alema, tandis que le ministre communiste de la Justice, Oliviero Diliberto, rappelait que «les conventions européennes excluent l'extradition pour des délits politiques ou lorsque le soupçon existe qu'une personne soit accusée de délits de droit commun pour des motifs politiques». Dans l'affaire, D'Alema peut compter sur le soutien d'une large majorité politique favorable à la concession du droit d'asile. Certains parlementaires communistes sont même soupçonnés d'avoir donné des garanties d'accueil en Italie à Abdullah Ocalan lors d'un voyage récent en Syrie. Une partie de l'opposition de droite a exigé du gouvernement d'agir avec «prudence», tout en indiquant



Hier à Bonn, des manifestants kurdes protestent contre l'arrestation d'Ocalan. L'Allemagne a émis un mandat d'arrêt international «pour homicides» contre le chef du PKK.

LIBERATION 18 NOVEMBRE 1998

qu'elle n'était pas hostile à la reconnaissance des droits du peuple kurde. Néanmoins, malgré ce relatif consensus interne, le numéro un italien demeure visiblement embarrassé. D'autant qu'à l'instar des Etats-Unis, l'Allemagne,

qui a également émis un mandat d'arrêt international pour homicides à l'encontre d'Ocalan (mais qui ne semble pas prête à demander son extradition), a réaffirmé hier, par la voix de son chef de la diplomatie, Joschka Fischer, qu'elle

continuait de considérer le PKK comme une «organisation hors la loi». Hier, après avoir rappelé qu'Ocalan avait accepté dans une lettre de «condamner le terrorisme», Massimo D'Alema a déclaré en signe d'apaisement en direction

d'Ankara que «l'Italie ne veut pas devenir une centrale du terrorisme» et a souligné que Rome avait soutenu la demande d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ●

ERIC JOZSEF

IRAK Pourquoi Saddam veut la poursuite de l'embargo

Renvoi des inspecteurs de la Commission de l'ONU chargée du désarmement (UNSCOM), puis menaces américaines de frappes aériennes, enfin recul de Bagdad le 14 novembre. L'Histoire se répète en Irak. Et l'embargo continue... à la grande satisfaction de Saddam Hussein.

AL HAYAT
Londres

Les motivations des dirigeants irakiens demeurent un véritable mystère : on ne pouvait imaginer pire moment pour s'engager dans un bras de fer avec le Conseil de sécurité et, par là, avec les Etats-Unis. Certaines des exigences de Bagdad concernant la levée de l'embargo imposé depuis la fin de la guerre du Golfe et certaines de ses critiques vis-à-vis de l'équipe d'inspecteurs internationaux sont compréhensibles, voire justifiées, même si elles émanent d'un régime aussi isolé et aussi discrédité que le régime irakien. Cet embargo, avec son cortège de conséquences dramatiques, ne saurait durer indéfiniment sans laisser entrevoir aux Irakiens une lueur d'espoir et sans qu'ils perçoivent que le monde extérieur est conscient de leurs souffrances.

Il est clair que certains membres de la mission d'inspection ont fait preuve d'une inquiétante partialité. C'est intolérable de la part d'une équipe qui agit sur mandat de l'ONU et représente la volonté de la communauté internationale. L'Etat hébreu a effectivement participé, tout à fait illégalement, à la recherche des armes irakiennes de destruction massive, ainsi que l'ont reconnu des membres actuels et précédents de cette équipe. C'est d'ailleurs ce qui a permis à Bagdad de dénoncer une affaire d'"espionnage" et de justifier son refus de coopérer avec cette mission.

Mais, alors que l'opinion internationale s'inquiète à la fois des conséquences de ce blocus pour la population et de son apparente inefficacité, l'Irak n'a pas su jouer cette carte majeure, la seule qu'il avait entre les mains. Le régime a choisi de dilapider son capital et d'adopter une tactique de confrontation défilant toute logique, choquant jusqu'aux plus réservés vis-à-vis de la politique de Washington. Le plus remarquable est que la décision de l'Irak de cesser sa collaboration avec l'équipe d'inspection a été prise après la dernière motion du Conseil de sécurité, qui envisageait une révision complète des sanctions infligées, c'est-à-dire précisément ce que demandait Bagdad. Cette motion internationale ouvrait la porte à un réexamen de l'embargo, et non à une simple remise à plus tard de la question, en faisant du désarmement la seule priorité. Elle donnait à l'Irak un statut de négociateur, et non de simple partie dont on exige l'application des décisions prises, sous peine d'aggravation des sanctions et de nouvelles frappes militaires.

Les Etats arabes, s'ils préfèrent une solution diplomatique et refusent de voir l'Irak à nouveau bombardé, ne trouvent pas chez les dirigeants irakiens des arguments qui leur permettent de hausser le ton. La France n'a pas déployé les efforts fournis il y a neuf mois, et qui avaient sans aucun doute aidé à éviter des frappes militaires. Les responsables français reconnaissent d'ailleurs publiquement qu'ils ne comprennent rien à l'attitude de Bagdad et ne lui trouvent

aucune justification. C'est ainsi que Paris s'est contenté de marquer un léger désaccord avec les Etats-Unis en s'abstenant de participer à une éventuelle action militaire. Moscou a certes dénoncé par avance des frappes sur l'Irak, mais, tout occupé à sa crise intérieure, n'a aucunement mobilisé sa diplomatie comme c'était le cas au début de l'année.

L'embargo imposé à l'Irak a perdu sa dernière justification

Le pouvoir irakien était-il donc inconscient pour se lancer dans cette escalade ? On peut soupçonner que Bagdad ne souhaite pas plus que Washington la fin de l'embargo. Le régime, avec l'accord "Pétrole contre nourriture", semble trouver son avantage dans cet embargo qui appauvrit les Irakiens et les rend plus dociles : les faits ont démenti les illusions de ceux qui s'imaginaient que leur extrême misère les pousserait à se révolter. De plus, la contrebande, la spéculation et le détournement des aides humanitaires provenant de l'étranger fournissent une source de profits confortables pour la nomenclatura qui entoure le Président et sa famille proche, comme cela a été amplement démontré.

Mais l'attitude du régime irakien ne s'explique pas simplement par la volonté de s'assurer la docilité du peuple ou de profiter économiquement de l'embargo. Son objectif est précisément d'en faire le cœur d'une stratégie assurant la survie du régime et le remettant en selle sur le plan

international. Bagdad sait trop bien que l'embargo est d'un point de vue moral le talon d'Achille de l'ensemble des mesures prises contre l'Irak après la fin de la guerre du Golfe, d'autant plus que l'on sait le peu d'efficacité de cette mesure. Les dirigeants irakiens font le pari que la conscience internationale sera, au final, plus sensible aux conséquences du blocus sur le peuple irakien que le régime lui-même, qui fait si peu cas de la vie humaine. Saddam Hussein a peut-être

estimé que le temps, contrairement aux apparences, jouait en sa faveur tant que l'embargo était en place. Voilà qui lui permet de rester au pouvoir à moindre coût, en respectant au minimum ses engagements vis-à-vis de la communauté internationale. Si cette analyse est juste, l'embargo imposé à l'Irak aura perdu sa dernière justification. En plus de son coût humain désastreux, de son inutilité patente, il est devenu un élément essentiel dans la stratégie du régime irakien pour

s'accrocher au pouvoir. C'est une raison suffisante pour arracher cette carte des mains de Saddam Hussein, en recherchant une autre stratégie pour contraindre le régime de Bagdad à respecter les décisions internationales. Sinon, l'embargo sera un crime sur le plan humanitaire en plus d'être une faute sur le plan politique.

Salah Bechir

DU 19 AU 25 NOVEMBRE 1998

L'Oncle Sam aime le pétrole irakien !

Qui l'eût cru ? En 1998, l'Irak est devenu, parmi les pays arabes, la deuxième source d'approvisionnement en pétrole des Etats-Unis. Explication : il est moins cher et de bonne qualité.

Selon les statistiques publiées par le ministère de l'Energie américain, les exportations irakiennes à destination des Etats-Unis ont avoisiné les 22,1 millions de barils en août dernier, alors que celles du Koweït atteignaient 8,5 millions de barils. Seule l'Arabie Saoudite a exporté plus de pétrole que l'Irak, avec 45,5 millions de barils. Or seul un faible pourcentage du pétrole irakien est vendu aux compagnies américaines dans le cadre de l'accord des Nations unies "Pétrole contre nourriture". Selon Maurice Lorenz, superviseur des ventes du pétrole irakien, il est fort probable que d'im-

portantes compagnies américaines telles que Chevron, Exxon ou des holdings comme les britanniques BP et Shell soient les plus grands acheteurs du brut irakien. Il estime que "l'Irak vend le pétrole léger de Bassora moins cher que le brut des autres Etats du Golfe".

La différence de prix entre le brut irakien et celui des autres pays du Golfe était importante. La revente de contrats aux compagnies américaines est devenue à nouveau possible. M. Lorenz pense que la plupart des contrats russes sont facilement cédés à des sociétés américaines, affirmant qu'"il est impossible de résister au pétrole irakien : son attrait n'a cessé de croître depuis juin dernier, parallèlement à l'augmentation de la quantité de pétrole irakien mise sur le marché et la chute des cours mondiaux".

M. Lorenz rappelle que les Nations unies ne cachent pas leurs doutes au sujet du dé-

tournement opéré par les responsables irakiens, qui se remplissent les poches avec les recettes provenant de la vente du pétrole aux Russes. L'attrait du pétrole irakien reflète la préférence des sociétés de raffinage américaines pour le brut du Golfe par rapport au brut venu d'ailleurs. Aujourd'hui, l'or noir irakien continue d'être prisé par ces mêmes grandes compagnies qui l'achetaient avant la guerre du Golfe.

M. Lorenz précise que le marché est en mesure d'absorber toute augmentation de la production irakienne après la levée des sanctions. Bagdad produit aujourd'hui près des deux tiers de ce que représentait son rendement avant la guerre du Golfe. Toutefois, Issam el-Jalabi, ex-ministre du Pétrole irakien, recommande [aux irakiens] de "baisser immédiatement leur niveau de production, car certains rapports indiquent que la qualité de leur brut s'est sensi-

blement détériorée en raison des mélanges pratiqués par les irakiens dans le but d'augmenter leur production".

Rappelons que les compagnies pétrolières préfèrent également le brut iranien, mais se trouvent confrontées aux lois américaines interdisant son achat sous peine de sanctions. A l'opposé, l'or noir irakien n'est frappé d'aucune interdiction américaine. Il a commencé à faire son apparition sur le marché américain depuis la fin de 1996. En 1997, près de 89 000 barils par jour ont été écoulés sur ce marché. Cette quantité s'est accrue pour atteindre 135 000 barils par jour au cours du premier semestre 1998.

**Betsy Lawn Maalouf
Al Hayat - Londres**

COURRIER INTERNATIONAL N° 420

Le « Jésus-Christ » d'un peuple en errance n'est pas un saint

« **TERRORISTE sanguinaire** » aux yeux des Turcs, « **chef incontesté** » pour ses militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui est Abdullah Öcalan, dit « Apo »

PORTRAIT

Adulé par ses partisans, le « père des Kurdes » est l'ennemi numéro un de l'Etat turc

(l'Oncle) ? Ankara le tient pour personnellement « responsable de la mort de 30 000 personnes, femmes et enfants compris », victimes du conflit

qui oppose depuis 1984 en Anatolie l'armée régulière à ses maquisards kurdes. Son organisation, d'inspiration marxiste-léniniste au départ, est créditée par le régime turc du meurtre d'une soixantaine d'instituteurs, de nombreux « protecteurs de village » (milices payées par l'Etat) et d'une vague d'attentats contre des objectifs touristiques qui, en 1994, fit une cinquantaine de blessés.

« Vampire », « meurtrier », « traître » sont des qualificatifs obligés dès lors qu'est évoqué publiquement en Turquie celui qui est l'ennemi numéro un de l'Etat. Le moindre écart de langage peut valoir à son auteur de sérieux ennuis. Des di-

zaines d'intellectuels sont en prison pour avoir défendu la cause kurde ou simplement évoqué le Kurdistan en lieu et place de l'officielle « Anatolie du Sud-Est ».

La crispation est tout aussi grande dans les rangs du PKK où ses partisans lui vouent un culte aveugle. « Les Kurdes ont une relation divine avec moi », avoue cet homme au physique massif, qui se présente modestement comme le « Jésus-Christ » d'un peuple en errance, maintenu depuis toujours dans sa féodalité, « des enfants » selon lui. « Mes gens sont prêts à tout moment à mourir pour moi si je leur en donne l'ordre », déclarait-il au Spiegel en

novembre 1996.

L'homme, dit-on, ne supporte pas la critique. Son organisation traque impitoyablement les « renégats ». Les déviants sont passibles des « tribunaux des camarades ». Selon Semdin Sakik, tombé entre les mains de l'armée turque en avril 1998, « Apo » favoriserait ses proches, originaires de sa région d'Urfa. « Abdullah Öcalan se considère comme un commandant militaire mais n'est jamais allé au front », rappelle Semdin Sakik, dont le procès se déroule en ce moment à Diyarbakir. L'intéressé confirme. Dirigeant politique, il n'est pas un chef de guerre : « Je n'ai ja-

mais été avec la guérilla dans les montagnes. »

LÉGITIMITÉ POLITIQUE

Le « Serokê » (président, en kurde) fonde son parti avec quelques étudiants (pas tous kurdes) en 1978, sans argent ni armes mais avec une solide propension à la révolte. En quelques années il vient à bout d'organisations concurrentes et lance en 1984, depuis son exil - à Damas ou dans la plaine libanaise de la Bekaa -, une guérilla contre les troupes d'Ankara. Il recrute dans les milieux ruraux et parmi la diaspora. Bientôt,

conscient de la mauvaise image renvoyée par le PKK, il se cherche une légitimité politique. Dès 1993, le « Garibaldi kurde » ne réclame plus l'indépendance mais un statut d'autonomie pour son peuple au sein d'une fédération turque. Persuadé de ce que les militaires seront, à terme, contraints de dialoguer avec lui, il annonce plusieurs trêves et se dit prêt à négocier. L'armée turque s'y refuse et annonce à chaque « offensive d'hiver » avoir « brisé l'épine dorsale du PKK », dont les bases au nord de l'Irak sont périodiquement démantelées par des incursions

turques, puis reconstituées.

Aujourd'hui l'organisation, forte de 15 000 combattants - 5 000 selon les Turcs -, possède des représentations dans toute l'Europe, au Proche-Orient, dans les pays de l'ex-URSS. Elle s'est dotée d'une chaîne de télévision, MED-TV, interdite mais plus regardée dans toute l'Anatolie que les chaînes nationales.

Vingt ans après la création du PKK, la question kurde est devenue la question-clé en Turquie. « Si nous étions à la place des Kurdes, que des avions bombardaient nos villages, si nous ne pouvions parler notre langue

et si nous étions contraints à l'exode, que ferions-nous ? Probablement la même chose », écrivait le journaliste Ahmet Altan dans un article de *Milîyet* qui lui valut, en 1996, d'être mis à la porte de son journal et poursuivi. Un article qu'il avait intitulé « Atakurd », le « père des Kurdes », par analogie avec Atatürk, le « père des Républiques ».

Marie Jégo

Au Kurdistan, la guerre oubliée

LORSQUE ABDULLAH ÖCALAN part en guerre contre la deuxième armée de l'OTAN en effectifs, en 1984, les Kurdes n'ont pas le droit de parler leur langue, la seule constitutionnellement reconnue étant le turc. En 1981, un parlementaire avait écopé de trois ans de prison pour avoir dit publiquement : « Il y a des Kurdes en Turquie et je suis l'un d'entre eux. » Ceux-ci sont alors présentés par le discours officiel comme des « Turcs des montagnes ».

La guerre commence par des attaques du PKK sur des bâtiments officiels. Face à l'intensification des escarmouches, l'armée impose l'état d'urgence dans tout le Kurdistan turc. Les pré-

fets vont y acquérir au fil des ans des pouvoirs exorbitants. Dans les années 90, l'état-major décide de porter un coup à l'approvisionnement du PKK ; 3 600 hameaux, parfois brûlés ou rasés, sont vidés de leurs habitants. Deux millions de Kurdes, « sympathisants » présumés du PKK, sont contraints à l'exode. Des milices kurdes armées et payées par l'Etat sont recrutées pour défendre les villages des incursions des maquisards. Des « escadrons de la mort », recrutés chez les nationalistes, viennent à la rescousse. Objectif : l'éradication du PKK. 3 000 assassinats « non élucidés » sont perpétrés par ces gangs engagés, liés à la mafia et à la classe poli-

tique. Un rapport officiel découvrira en 1996 qu'ils sont devenus « incontrôlables ».

En quinze ans, le conflit a causé la mort de 30 000 personnes et grève chaque année le budget de 8 à 10 milliards de dollars. 15 000 sympathisants du PKK peupleraient les prisons de Turquie. Les plus connus de ces prisonniers d'opinion sont les quatre députés kurdes de la Grande Assemblée, Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak. Elus en 1993, arrêtés en 1994 pour leurs propos puis condamnés à quinze ans de réclusion pour « création et appartenance à une bande armée illégale », ils continuent de purger leurs peines.

L'« affaire Öcalan » propulse la question nationale kurde au cœur de l'Europe

Arrêté à Rome, le chef de la guérilla autonomiste kurde de Turquie ne sera pas extradé, a annoncé mardi le président du Conseil italien Massimo d'Alema. Dans de nombreuses villes d'Europe, des manifestations se succèdent en faveur de l'asile politique pour le leader kurde

A LA FIN du mois de septembre, un mois après l'entrée en fonction d'un nouveau chef d'état-major, le général Kivrikoglu, la Turquie menaçait la Syrie d'une guerre si celle-ci ne cessait pas immédiatement son soutien à la rébellion kurde du PKK, dont elle abritait le chef, Abdullah Öcalan, depuis 1981. Au terme d'une démonstration de force de l'armée le long de la frontière syrienne, le chef de la guérilla kurde était contraint, au début du mois d'octobre, de quitter son sanctuaire de Damas pour une destination inconnue.

La presse turque fut prompte à révéler qu'il avait trouvé asile à Moscou, où son mouvement possède une « maison des Kurdes » à Odintsevo dans la banlieue de la capitale, une représentation dans les locaux de la Douma, ainsi qu'un « village kurde » dans la région de Iaroslavl, à 260 kilomètres de Moscou. L'information fut confirmée aux Turcs par les services secrets israéliens, selon la presse. « La présence d'Abdullah Öcalan à Moscou n'a pu être établie », démentait Sergueï Stepachine, le ministre russe de l'intérieur. Mais,

La longue fuite d'« Apo », traqué depuis le 9 octobre

1990
Mandat d'arrêt contre Öcalan pour "homicide et organisation terroriste".

12 NOV. 1998
Öcalan est invité à quitter la Russie. Il se réfugie à Rome, où il est aujourd'hui hospitalisé.

9 OCT. 1998
Expulse par Damas, il se réfugie à Moscou.

SEPT. 1998
Troupes turques massées à la frontière.

LES MANIFESTATIONS EN EUROPE

- 15 NOV. - RÔME - ITALIE**
Par milliers, des militants pro-PKK d'Europe affluent à Rome, 6 000 campent place du Celimontana ; plusieurs agressions contre des journalistes turcs.
- 17 NOV. - TURQUIE**
• Attentat suicide d'une jeune Kurde à la gendarmerie de Yukselova, à la frontière iranienne : 4 blessés
• 3 Kurdes emprisonnés s'immolent à la prison de Batman
• 600 militants kurdes en grève de la faim dans les prisons de l'ouest du pays
• Affrontement entre nationalistes turcs et kurdes à Istanbul.
- EREVEAN - ARMÉNIE**
2 000 manifestants kurdes
- MOSCOU - RUSSIE**
2 militants kurdes s'immolent par le feu devant la Douma
- ATHÈNES - GRÈCE**
200 Kurdes entament une grève de la faim à Athènes, Salonique, Patras et Canée pour l'obtention du statut de réfugié politique d'Öcalan.
- BONN - ALLEMAGNE**
4 500 manifestants kurdes.
- BRUXELLES - BELGIQUE**
Manifestation de Turcs pour réclamer l'extradition d'Öcalan vers la Turquie

DEPUIS 1980, après avoir fui la Turquie, Abdullah Öcalan vivait entre Damas et la plaine de la Bekaa, au Liban.

ZONE À PEUPEMENT KURDE

bientôt, victimes des pressions américaines et israéliennes, la Russie allait lâcher « l'ennemi numéro un » de la Turquie. Le 12 novembre, Öcalan était invité par le FSB, les services russes de sécurité, à quitter Moscou.

« Les Etats-Unis ont joué là un rôle important en utilisant efficacement l'arme de l'aide économique [envers la Russie] » explique « Apo » dans un entretien accordé par écrit au journal italien *La Repubblica* depuis l'hôpital où il est détenu et publié mercredi 18 novembre. A peine Abdullah Öcalan avait-il pris place sur le vol Aeroflot pour Rome que son départ était signalé aux autorités turques. « Votre paquet a pris aujourd'hui l'avion pour Rome » : telle aurait été la teneur du message envoyé par le FSB aux Turcs.

Saluée comme un succès par l'ensemble de la classe politique turque, l'expulsion de Syrie du chef du PKK

semble aujourd'hui se retourner contre les Turcs. Mardi, Massimo d'Alema, président du Conseil italien, a officiellement refusé l'extradition demandée par Ankara. L'irruption du problème kurde au cœur de l'Europe place plus d'un pays dans l'embarras. Habilement exploitée par le PKK, qui cherchait depuis longtemps à se faire admettre comme interlocuteur politique, elle complique la relation de la Turquie à l'Union européenne. Plusieurs dirigeants des Quinze ont saisi cette occasion pour rappeler les autorités turques et le PKK à des concessions, évoquant même la perspective d'une « nouvelle chance offerte à la paix ».

UNE CARTE IMPORTANTE

Pour l'instant, le PKK rameute ses fidèles disséminés en Europe. Manifestement, le rebelle kurde joue une carte importante, celle de l'internationalisation d'un conflit qui dure depuis quinze ans. « C'est un moment historique, une occasion de communication directe avec l'Europe et les pays du monde entier afin de leur faire connaître la réalité de l'op-

pression du peuple kurde », fait remarquer Ali Dogan, sociologue vivant à Montpellier et qui a fait le voyage vers Rome. Il ajoute : « Un début de solution est possible. On en a marre de la guerre. Ici, tout le monde a quelqu'un en prison ou disparu. On est 1,5 million en Europe. On veut rentrer chez nous. On ne demande même pas l'indépendance, seulement l'autodétermination. Vous verrez, dans un an, "Apo" sera reçu comme Arafat ou Mandela. »

Une des sept collines de Rome, le Celio, a, au lendemain de l'arrestation d'Abdullah Öcalan, été conquise par les Kurdes. Jusqu'à 10 000 personnes, kurdes en majorité, se sont données rendez-vous piazza Celimontana, à deux pas du Colisée, afin de réclamer l'asile politique pour leur dirigeant. « Kurdistan : le silence tue », proclame une banderole placée sur l'estrade. « Apo », lui, a été hospitalisé à Palestrina, à une cinquantaine de kilomètres de la capitale pour recevoir des soins en raison de problèmes cardiaques.

L'arrivée en Italie d'Abdullah Öcalan a-t-elle été un coup préparé ? Une polémique s'est développée à ce propos dans la presse italienne. Le gouvernement a également formellement nié que des tractations aient pu avoir lieu avec le PKK « même si les bons rapports entre la communauté kurde et le monde politique italien ne sont pas un mystère », a précisé Massimo d'Alema qui a fait remarquer que « le Parlement kurde en exil s'est récemment réuni à Rome. Dans ce contexte, il était raisonnable de s'attendre à l'arrivée d'Öcalan en Italie. Tout a été limpide et transparent ». D'ailleurs, Massimo d'Alema a souligné devant le Parlement que « l'affaire Öcalan » constituait « une opportunité importante pour relancer le

dialogue et rechercher une solution pacifique, l'unique possible de la vieille et douloureuse question kurde ».

CLANDESTINS

Pour les milliers de Kurdes rassemblés à Rome, il s'agit bel et bien de « la marche de la victoire », selon l'expression utilisée par le chef du PKK. Elle s'est déroulée, mardi après-midi, dans les rues de Rome jusqu'à la piazza Santi Apostoli, au cœur de la capitale. Une marche triomphale tout au long du forum, le poing levé et une rose rouge à la main pour remercier les Italiens de leur hospitalité. D'immenses gerbes de fleurs ont été déposées pour saluer celui qui est qualifié de « leader du XXI^e siècle ».

En attendant, la tension monte entre Ankara et Rome. Des interventions ont déjà été exercées sur Fiat et Benetton afin que l'Italie accepte l'extradition. D'autre part, le risque d'une arrivée massive de clandestins sur la côte adriatique n'est pas à exclure. Le trafic d'immigrés en partance des ports turcs avait été stoppé sur intervention du gouvernement d'Ankara. Aujourd'hui, il pourrait l'utiliser comme moyen de pression.

Objet d'un mandat d'arrêt depuis 1990 en Allemagne, Abdullah Öcalan embarrasse les autorités de Bonn, qui n'ont toujours pas formulé de demande d'extradition, craignant que son procès éventuel en Allemagne n'y rallume la poudrière kurde outre-Rhin, quelque peu assagie depuis 1996. Sur les deux millions de Turcs résidant en Allemagne, le nombre des Kurdes est estimé à 500 000. Udo Steinbach, directeur de l'institut allemand de l'Orient, basé à Hambourg, estime que le nombre de sympathisants du PKK est de l'ordre

de 120 000. Dans un rapport émis en 1997 par les services de protection de la Constitution, les services généraux allemands écrivent : « Abdullah Öcalan a changé sa stratégie en mai 1996. Depuis, il n'y a plus eu de séries d'attentats. » Mais les services généraux notent que le parti de M. Öcalan n'a pas renoncé à la violence à l'égard de ses propres membres. La solution

objectivement préférable pour les Allemands serait que l'Italie accorde au plus vite l'asile politique au leader kurde. Le gouvernement de M. Schröder n'aurait alors qu'à s'incliner devant la décision démocratique de leur voisin italien et regretter de ne pouvoir juger le chef du PKK.

Quant à la Turquie, où les affrontements entre partisans et adversaires de l'extradition de l'ennemi public numéro un se sont multipliés ces derniers jours, l'enthousiasme a fait place à la frustration et à l'incompréhension face à l'attitude jugée trop tolérante des Italiens. Rahmi Koç, dont le holding, le plus grand du pays, produit les véhicules Fiat en Turquie, a écrit au président de la firme Fiat pour lui demander de faire pression sur le gouvernement italien.

Des désaccords au sein de la fragile coalition gouvernementale, qui sera vraisemblablement confrontée à une motion de censure le 25 novembre, rendent cependant improbable l'abolition immédiate de la peine de mort, suggérée comme un moyen de faciliter l'extradition du dirigeant kurde vers la Turquie. A moins que, comme le suggérait le 16 novembre Rauf Tamer, éditorialiste au quotidien *Sabah*, « nous abolirons la peine de mort, puis, une fois "Apo" en Turquie, nous la rétablirons... »

Michel Bôle-Richard (Rome),
Arnaud Leparmentier
(Bonn),
Nicole Pope (Istanbul),
Marie Jégo

l x

EDITORIAL

Le Monde

— JEUDI 19 NOVEMBRE 1998 —

Les droits des Kurdes

L'ARRESTATION d'Abdullah Öcalan à Rome propulse la question kurde au cœur de l'Europe de façon spectaculaire. En quinze ans d'une guerre cachée, 30 000 personnes sont mortes en Anatolie, deux millions de Kurdes ont été chassés de leurs villages. Des disparitions par milliers, des meurtres extrajudiciaires, l'emprisonnement de députés kurdes modérés, l'arbitraire qui règne dans neuf régions soumises à l'Etat d'urgence ont contribué à vicier un régime turc désormais discrédité par les scandales à répétition.

L'affaire Öcalan vient rappeler l'existence d'une « minorité » kurde de douze millions d'âmes en Turquie, dont les droits nationaux sont niés. Répartis entre cinq Etats - Turquie, Irak, Iran, Syrie et ex-URSS -, les Kurdes (25 à 30 millions d'âmes), constituent le dernier grand peuple auquel l'autodétermination est refusée. Le traité de Sèvres, en 1920, leur avait pourtant reconnu le droit à la création d'un Etat. Mais, dans les faits, ce droit leur fut toujours interdit et la répression à leur encontre n'a jamais cessé. En même temps, force est de constater que les Kurdes, s'ils consti-

tuent un grand peuple, partageant un territoire, un « paysage », une histoire, une poésie, une langue à peu près commune, ne sont jamais parvenus à se constituer en nation. Au cours du siècle, aucun de leurs chefs n'a voulu ou su faire éclater les carcans féodaux et fédérer un mouvement national kurde unitaire.

Abdullah Öcalan n'y fait pas exception. Mais son organisation, le PKK ou Parti des travailleurs du Kurdistan, reste la seule, aux yeux de nombreux Kurdes de Turquie, à revendiquer l'autonomie jusqu'au martyre. Toutefois, entre culte de la personnalité, exécution de « renégats », et rac-

kets divers, les méthodes du chef du PKK, qui n'hésite pas à se présenter comme « le Jésus des Kurdes », n'en font pas un héros. Le fanatisme du PKK n'a d'égal que la terreur que font régner les militaires et les « escadrons de la mort » au Kurdistan turc.

En obtenant de Damas l'expulsion de son « ennemi numéro un », Ankara croyait marquer un point politique important. Ce « succès » se retourne aujourd'hui contre le gouvernement turc. Le président du conseil italien, Massimo D'Alema, a fait savoir qu'il n'était pas question d'extrader Öcalan. Courageusement, il a pointé du doigt le régime turc, incapable de répondre par le dialogue à la re-

vendication nationale kurde. Tant que le président Demirel continuera de prétendre, comme il l'a fait mardi, que « la Turquie n'a pas de problème kurde », mais seulement « un problème avec le

terrorisme », son pays ne pourra prétendre à une prochaine intégration à l'Union européenne. Car la question kurde est désormais un enjeu européen. Non seulement parce qu'un million de

Kurdes de Turquie vivent en Europe et que des milliers de réfugiés continuent d'y affluer, mais surtout parce que la paix et la stabilité au Moyen-Orient, en faveur desquels l'UE entend jouer

un rôle, n'y seront jamais assurés sans la reconnaissance des droits nationaux du peuple kurde.

χ χ χ χ χ χ χ χ χ χ χ χ χ χ χ χ χ χ χ

Le pouvoir turc gangrené par la mafia

Les révélations d'un parrain turc incarcéré en France menacent le Premier ministre.

la mafia

LIBÉRATION 1998 NOVEMBRE 1998 JEU DI 19

Depuis sa cellule de la prison des Baumettes, à Marseille, le Baba Alaatin Çakigi (chef de famille de la mafia turque) continue de tirer les ficelles du jeu politique à Ankara et compte bien précipiter la chute du Premier ministre, Mesut Yilmaz, de l'Anap (Parti de la mère patrie, droite) qui affronte aujourd'hui au Parlement une première motion de censure. Arrêté le 17 août à Nice, avec un «vrai-faux passeport» en poche, donné par le MIT (les services secrets turcs), et 30 000 dollars, Alaatin Çakigi, 45 ans, pluri-homicide et mafieux de renom, distille depuis trois mois, par cassettes, menaces et révélations, illustrant une fois encore l'ampleur de la pénétration de la classe politique et des institutions de la République turque par le crime organisé. «Mes liens organiques avec les services secrets n'ont pas cessé», répète Alaatin Çakigi, ancien des Loups gris (militants ultranationalistes) reconverti dans le recouvrement de créances, qui se revendique «militant anticommuniste, anti-islamiste et antidrogue».

Trafic de drogue. Il y a deux ans, éclatait une première affaire mettant en lumière les liens entre l'Etat, la mafia et l'extrême droite après l'accident à Susurluk, petite bourgade de l'ouest anatolien, d'une Mercedes bourrée de drogue et d'armes où voyageaient, de concert, un haut fonctionnaire de la police d'Istanbul, un chef kurde, député du parti de l'ex-Premier ministre Tansu Ciller, et le parrain Abdullah Çatli, ancien nervi d'extrême droite, reconverti dans le trafic de stupéfiants, travaillant pour les services secrets. Le ministre de l'Intérieur dut démissionner et le scandale accéléra la chute du gouvernement de l'islamiste Necmettin Erbakan et de Tansu Ciller. Leur successeur, Mesut Yilmaz, décidé à porter le fer dans la plaie, encouragea le procureur Kutlu Savas à ouvrir une enquête. Elle aboutit à un accablant rapport public montrant les responsabilités de ces bandes enrichies par la drogue et liées à certains secteurs de l'Etat dans quelque 2 000 assassinats (voir Libération du 1^{er} janvier 1997). A son tour, le Premier ministre se retrouve éclaboussé dans une

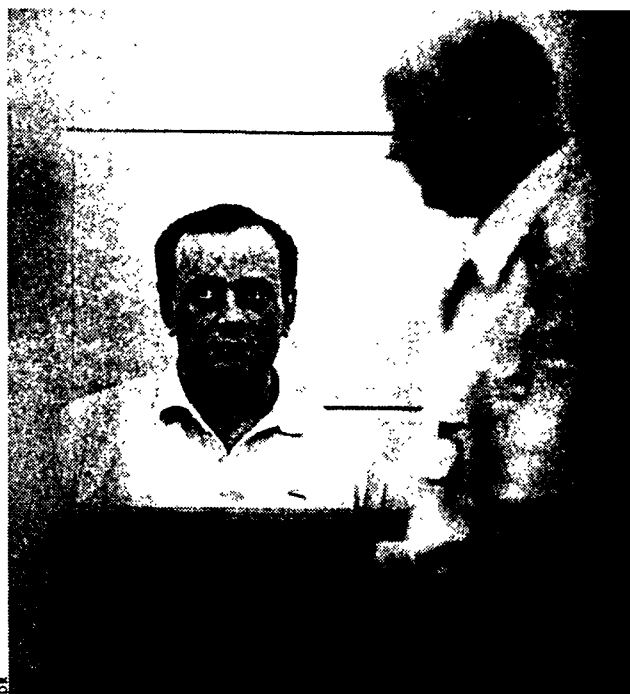
affaire similaire.

«Çakigi a divulgué certaines informations pour montrer qu'il en possède beaucoup d'autres», assure l'un des avocats français du Baba. Ce dernier a, en effet, des amis bien placés comme Eyup Asyk, ministre des Entreprises publiques, qui a démissionné depuis, membre de l'Anap, et, comme Çakigi, originaire de Trébizonde, sur la mer Noire. Dans une conversation enregistrée sur cassette et diffusée le 22 septembre par une télévision privée, Çakigi appelait le ministre *Abi* (grand frère) et le remerciait de l'avoir prévenu d'une arrestation imminente. «J'ai essayé de t'avertir, mais tu as dit quelque chose de méchant sur Mesut Yilmaz», affirmait Esup Asyk qui dénonça un «montage», même s'il admit s'être entretenu «six ou sept fois» avec le Baba sur d'autres sujets.

Fille et femme de «Babas».

L'affaire fit d'autant plus de bruit qu'Alaatin Çakigi défrayaient déjà la chronique judiciaire depuis des années. Le 3 décembre, la justice française devra trancher sur son extradition. Il est notamment accusé de l'assassinat de sa propre femme, Ugur Kilib, fille d'un célèbre Baba, abattue en février 1995 dans une station de ski, sous prétexte d'adultère et d'être devenue trop bavarde. Il l'avait menacée de mort à la télévision.

Visage bouffi et sans moustache, toujours élégant, Alaatin Çakigi aime à se poser en défenseur des pauvres, multipliant les dons. L'an dernier, ces cadeaux s'élevaient, selon le quotidien *Hurriyet*, à 2 millions de dollars. Il aime aussi jouer au politicien. Dans une lettre lue par son avocat turc, Dogancan, devant les caméras de télévision, Çakigi appelait récemment «les vrais héritiers d'Ataturk», les partis de gauche, de Denyz Baikal (CHP, Parti républicain du peuple) et de Bulent Ecevit, à retirer leur soutien au gouvernement Yilmaz. Un appel qui ressemble beaucoup à une vengeance après l'échec de la prise de contrôle de la Turk Ticaret Bankasi (TTB) – la plus importante banque publique privatisable – par un homme de paille, le constructeur immobilier Korkmaz Ygit.



Le parrain turc Alaatin Çakigi, le 18 août au tribunal de Nice.

Vider son sac. Arrêté et déferé devant la Cour de sûreté de l'Etat pour des irrégularités dans la tentative d'achat de la TTB, Korkmaz Ygit décidait alors de vider son sac. Le 30 septembre, le gouvernement avait finalement annulé le contrat à cause de l'évidence de ses liens avec la mafia. «Çakigi est quelqu'un à qui on ne peut rien refuser. Ma bouche devenait sèche quand je l'entendais au bout du fil», raconte Ygit dans sa confession, diffusée le 10 novembre sur Canal E, l'une des deux chaînes privées qu'il contrôle. «Il me disait à quelle heure mon enfant allait à école et me parlait de mes deux autres enfants qui étudient en Ecosse.» A l'antenne, l'homme d'affaires a expliqué qu'il avait été encouragé par le Premier ministre, Mesut Yilmaz, et le ministre de l'Economie, Gunes Taner, à se porter acquéreur de la banque. Une opération payée au prix fort (600 millions de dollars, un tiers au-dessus de sa valeur réelle). Il semblait bien décidé à remporter le morceau à tout prix. L'enregistrement d'une conversation, remontant au printemps, entre l'homme d'affaires Ygit et Çakigi (diffusée, par les soins du parrain, le 13 octobre) montrait crûment comment la mafia s'occupait de «décourager» tout éventuel acquéreur.

Le PKK, une "organisation terroriste", selon les pays occidentaux

PARIS, 19 nov (AFP) - Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), dont le chef Abdallah Ocalan est détenu depuis une semaine à Rome et souhaite l'asile politique, est une organisation terroriste, aux yeux de plusieurs pays occidentaux.

Les Etats-Unis considèrent le PKK comme une organisation terroriste. Le porte-parole du département d'Etat James Rubin a estimé qu'Abdallah Ocalan "devrait être extradé", et a salué son arrestation comme "un pas important dans la lutte contre le terrorisme international".

"La France rappelle que le PKK est une organisation terroriste, interdite en France, sur le territoire de laquelle elle s'est livrée par le passé à des actions violentes, et dont nous avons condamné fermement les agissements", selon le ministère français des Affaires étrangères.

Le PKK est également interdit en Allemagne depuis une double vague d'attentats contre des intérêts turcs, en 1993. Abdallah Ocalan fait l'objet d'un mandat d'arrêt depuis 1990 dans ce pays où réside la plus forte communauté kurde d'Europe, soit 500.000 personnes sur une population de 2 millions de Turcs.

La Turquie qui réclame l'extradition du chef du PKK, le tient pour un "terroriste". Cependant, le souhait d'Ankara d'adhérer à l'Union Européenne, et le soutien apporté à cette candidature par des pays comme la France ou l'Italie, pose un véritable problème aux Européens, qui sont en outre inquiets de la situation des droits de l'homme en Turquie.

Ainsi selon le ministère français des Affaires étrangères, "la France estime, comme ses partenaires de l'UE, qu'il n'y a pas de solution militaire à la question kurde. Il s'agit d'un problème politique auquel il doit être apporté des réponses politiques, dans le cadre de l'intégrité territoriale de la Turquie, par le dialogue et le respect des droits de l'homme".

Cependant, Ankara ne reconnaît pas l'existence d'un "problème kurde", mais seulement d'un "problème de terrorisme".

A l'origine le PKK réclamait l'établissement d'un "Kurdistan socialiste". Aujourd'hui, il souhaite "orienter sa lutte et ses revendications dans le sens d'un compromis avec les Etats en place", et ne récuse pas le principe d'une "autonomie" qui reste à définir".

* * *

Des parlementaires italiens demandent "l'expulsion immédiate" d'Ocalan

ROME, 19 nov (AFP) - Des parlementaires italiens ont demandé jeudi "l'expulsion immédiate" du chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdallah Ocalan, arrêté en Italie il y a une semaine.

Au nom du Pôle des Libertés, le député chrétien-démocrate (droite) Pierferdinando Casini et la députée d'Alliance Nationale (post-fasciste), Sandra Fei ont exigé "l'expulsion immédiate" d'Ocalan lié, selon Mme Fei, au "terrorisme international".

"Que M. Ocalan aille où il veut", a déclaré à l'AFP Mme Fei qui a toutefois exclu que le chef du PKK soit extradé vers la Turquie où il risque la peine de mort. "Accorder le droit d'asile à quelqu'un qui est responsable de milliers de morts, qui a des liens avec les trafiquants de drogue et est ami de Saddam Hussein est une aberration", a estimé Mme Fei.

"La présence du chef du PKK en Italie isole chaque jour un peu plus notre pays sur la scène internationale", a-t-elle regretté en rappelant que le chef du PKK était l'objet d'un mandat d'arrêt en Allemagne depuis 1990.

Mme Fei a qualifié de "terrible faute" la réunion du "parlement kurde en exil" dans une salle annexe de la Chambre des députés italienne le 1er octobre dernier.

"Ocalan est un vrai terroriste dont même la Syrie ne veut pas, a-t-elle estimé, et si on lui accordait le droit d'asile ce serait une porte ouverte aux autres terroristes". La parlementaire a dénoncé "les liens entre le PKK et les communistes italiens". "En ce moment, on ne défend pas les Kurdes mais Ocalan, un chef terroriste, contesté même par d'autres Kurdes", a-t-elle fait remarquer en soulignant que l'Italie s'est placée dans une situation dangereuse pour "l'ordre public".

Arrêté à Rome jeudi dernier, M. Ocalan ne sera pas extradé vers la Turquie, a d'ores et déjà annoncé le président du conseil italien Massimo D'Alema.

Une commission ad hoc va prochainement décider si M. Ocalan peut ou non bénéficier du droit d'asile.

L'Italie appelle l'Europe au secours

par Jean-Louis DE LA VAISSIERE

ROME, 19 nov (AFP) - L'Italie demande à l'Union européenne de lui "manifester sa solidarité" et l'appelle au secours pour résoudre l'affaire Ocalan, au moment où Washington affirme son soutien à la demande d'extradition turque du leader kurde.

Le problème kurde "n'est pas un problème italo-turc, c'est un problème qui concerne l'Europe entière dont nous attendons une solidarité totale et active. Des messages d'encouragement nous parviennent déjà mais nous attendons des gestes politiques plus significatifs", a réaffirmé avec force et une certaine amertume le président du Conseil Massimo D'Alema.

Venant d'apprendre qu'un Kurde avait tenté de s'immoler par le feu sur la place du Célio, M. D'Alema a répondu mercredi soir d'un ton sombre aux virulentes accusations du premier ministre turc Mesut Yilmaz, accusant l'Italie de se faire complice du terrorisme : "l'Italie ne justifie pas le terrorisme et n'entend absolument pas s'en faire la complice" (...) L'arrivée d'Ocalan "est une situation que nous subissons, que nous n'avons pas entretenue. Nous subissons les conséquences d'un drame (...) que d'autres avaient le devoir de résoudre avec des moyens qui ne conduisent pas à l'exaspération actuelle".

Le quotidien La Repubblica note cependant que l'appel du président du Conseil à l'Europe "est destiné à tomber dans le vide". "Même l'Allemagne se garde bien de demander l'extradition et ce qui arrive à Rome a certainement encouragé le gouvernement allemand à laisser entièrement cette affaire explosive dans les mains du gouvernement italien".

Plusieurs raisons objectives incitent le gouvernement italien à l'inquiétude : la présence de milliers de Kurdes sur une place de Rome dans un "sit-in" permanent, les risques que comportent les grèves de la faim ou les gestes désespérés comme celui du jeune Kurde Zulkuf Yilmaz qui a tenté mercredi de s'immoler par le feu, le risque d'incidents entre extrémistes kurdes et turcs.

Un pourrissement de la situation est possible, les décisions de la justice sur la demande d'extradition et de la commission ad hoc sur la demande d'asile politique risquant de tarder à venir.

Rome craint aussi un afflux de Kurdes venant de Turquie pour demander l'asile politique, et enfin des intimidations et de sérieuses difficultés pour ses intérêts économiques considérables en Turquie.

Les milieux parlementaires ont tracé les contours de ce qui pourrait être une solution politique du problème kurde, telle qu'affirme le souhaiter lui-même Abdullah Ocalan : l'Europe pourrait promouvoir cette solution en faisant pression sur la Turquie, et, pourquoi pas, organiser une conférence internationale sur la question kurde. Pour le gouvernement italien, il faut que la Turquie brise un tabou en négociant avec l'ennemi, comme l'a fait Londres avec l'IRA.

Cependant, M. D'Alema s'est bien gardé de reprendre à son compte dans ses discours l'idée d'une conférence internationale promue par l'Italie et l'Europe. Il s'agit d'abord d'éviter de fâcher encore plus Ankara et de désamorcer une bombe à retardement. Pour cela, M. D'Alema a insisté auprès du gouvernement turc pour dire que, dans un "Etat de droit" comme l'Italie, la justice est seule compétente pour étudier une demande d'extradition.

Une mauvaise nouvelle supplémentaire est venue mercredi soir de Washington : dans la querelle qui oppose leurs deux alliés dans l'OTAN -la Turquie et l'Italie-, les Etats-Unis, sans doute en partie pour des calculs stratégiques, paraît avoir choisi la première.

Le département d'Etat a indiqué qu'il était intervenu auprès de Rome pour estimer qu'Ocalan devrait être extradé. Washington reprend une partie de l'argumentation d'Ankara, en se déclarant "très sceptique" sur les promesses du leader kurde de renoncer au terrorisme, et qu'il ne doit y avoir "d'asile" dans aucun pays pour les terroristes.

* * *

Les partisans d'Ocalan espèrent qu'il recevra l'asile politique en Italie

LONDRES, 19 nov (AFP) - Un représentant du Front de libération nationale (ERNK), l'aile politique du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), a espéré jeudi que le chef du PKK "Abdullah Ocalan sera autorisé à rester en Italie et que l'asile politique lui sera accordé", après son arrestation dans son pays.

Le porte-parole de l'ERNK à Londres a relevé que "l'Italie avait clairement fait savoir que l'extradition de M. Ocalan vers la Turquie était hors de question", en ajoutant que la communauté kurde de Grande-Bretagne avait participé à la mobilisation européenne en faveur du dirigeant interpellé.

Quelque 3.000 personnes ont manifesté lundi devant l'ambassade des Etats-Unis, selon lui, pour "demander aux Américains de ne pas intervenir et de ne pas soutenir la Turquie", et organisent des grèves de la faim. Par ailleurs, 200 personnes se sont rendues à Rome pour participer à des manifestations.

La communauté kurde en Grande-Bretagne, originaire de Turquie et d'Irak, est estimée à 10.000 personnes et dispose notamment d'une chaîne de télévision Med-TV.

D'après le représentant de l'ERNK, l'arrestation a eu pour effet de mobiliser "les Kurdes qui ne soutenaient pas le PKK, en faveur d'Ocalan" afin de défendre "l'honneur national".

La Turquie réclame l'extradition d'Ocalan, chef de la rébellion séparatiste kurde, qui a fait plus de 30.000 morts depuis 1984 dans le sud-est du pays.

Mais le gouvernement italien a exclu toute extradition en soulignant notamment que la peine capitale est toujours en vigueur en Turquie.

Ankara considère le chef du PKK comme un "terroriste" et refuse tout dialogue avec lui tout en niant l'existence d'un "problème kurde" en Turquie où vivent de 8 à 12 millions de membres de cette communauté.

* * *

Les Turcs manifestent leur colère à l'égard de l'Italie et des Kurdes

ANKARA, 19 nov (AFP) - La colère des Turcs devant le refus de l'Italie d'extrader le chef kurde Abdullah Ocalan s'est exprimée jeudi par un boycottage spontané des produits italiens, l'intensification de leur campagne diplomatique et la mise en garde à vue en Turquie de près de 700 Kurdes.

Une campagne de boycottage des produits italiens a démarré en Turquie, sans mot d'ordre officiel.

Aux halles d'Istanbul, des commerçants et importateurs de fruits et légumes ont piétiné des légumes italiens en proclamant: "C'est fini, nous n'importerons plus rien d'Italie".

Plusieurs associations professionnelles ont décidé de ne plus travailler avec des partenaires italiens tant que M. Ocalan, chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), arrêté le 12 novembre à Rome, ne sera pas extradé vers la Turquie.

La fédération des fabricants de chaussures a arrêté ses importations et une grande surface d'Izmir (ouest) a vidé ses rayons des produits italiens, répondant à un appel de ses clients.

La municipalité d'Izmir, troisième ville de Turquie, a écarté le groupe Pirelli d'un appel d'offres d'un montant de près de 200.000 dollars pour la rénovation des pneus des autobus municipaux.

L'Association des agences de voyage de Turquie (TURSAB) a annoncé que ses membres avaient annulé leurs circuits en Italie. "Les agences membres de TURSAB annulent leurs voyages vers l'Italie tant que ce criminel (Ocalan) ne sera pas extradé", a indiqué l'association dans un communiqué.

Devant l'ambassade d'Italie à Ankara, où près d'un millier de personnes ont encore manifesté jeudi, pour la quatrième journée consécutive, certains manifestants avaient brisé mercredi leurs lunettes de soleil de fabrication italienne.

Officiellement, le gouvernement turc n'a annoncé aucune mesure de rétorsion. Le ministre de la Défense, Ismet Sezgin, s'était contenté mercredi de menacer l'Italie d'un "réexamen" des relations économiques bilatérales.

Mais en privé, les responsables turcs affirment que les mesures de rétorsion "ne s'annoncent pas, mais s'appliquent". L'Italie est le deuxième partenaire commercial européen de la Turquie.

Par ailleurs, plus de 700 militants pro-kurdes, dont le chef du Parti de la démocratie du peuple (Hadep) Murat Boztrak, ont été placés en garde à vue dans toute la Turquie pour avoir manifesté leur soutien à Abdullah Ocalan.

Les interpellations ont été ordonnées par le parquet de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara (DGM). Les autorités ont évacué des sièges locaux du Hadep, mis fin à des grèves de la faim de soutien au chef du PKK ou effectué des perquisitions.

Le ministère turc de l'Intérieur a diffusé un rapport affirmant que le PKK finance en partie sa rébellion armée par un vaste réseau de trafic de drogue à destination de l'Europe de l'ouest. Cette accusation, formulée depuis plusieurs années, est régulièrement confirmée par des experts anti-drogue

occidentaux, notamment américains.

Le co-président turc de la commission mixte UE-Turquie, Bulent Akarcali, a mis en garde contre un risque de "problèmes liés au terrorisme en Italie, en Europe et dans le monde en général", si l'Italie devait accorder l'asile politique à M. Ocalan.

Cependant, quelques centaines de Kurdes campaient toujours pacifiquement sur une place du centre de Rome jeudi, en soutien à M. Ocalan, plusieurs dizaines d'entre eux observant une grève de la faim.

La presse sportive italienne a déconseillé à la Juventus de Turin de se rendre à Istanbul la semaine prochaine pour y rencontrer le club turc de Galatasaray en Ligue des Champions de football, craignant des incidents.

Enfin l'appel à l'aide lancé à l'Europe mercredi par le président du Conseil italien, Massimo d'Alema, pour l'aider à résoudre le cas Ocalan est tombé dans le vide. La demande d'extradition du chef du PKK déposée par la Turquie auprès de l'Italie relève de la seule compétence des autorités de Rome, a-t-on déclaré jeudi de source européenne.

* * *

Le PKK, entre stalinisme et pragmatisme

par Henri MAMARBACHI

PARIS, 19 nov (AFP) - "Organisation terroriste" pour de nombreux pays, notamment la Turquie, "mouvement de libération" pour les Kurdes, le PKK, dont le chef Abdullah Ocalan est emprisonné à Rome, incarne l'espoir d'une large autonomie pour les Kurdes de Turquie dont il est le principal bras armé.

Le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan), mouvement marxiste-léniniste monolithique qui n'a jamais reculé devant l'action violente, a subi récemment des revers militaires qui l'ont contraint à s'orienter vers une action plus politique. Cette nouvelle orientation a été facilitée par l'écho favorable dont bénéficient les aspirations nationales des Kurdes auprès d'une partie de l'opinion européenne.

Actuellement très affaiblies, "les unités combattantes du PKK peuvent mobiliser au maximum 5.000 hommes en termes d'opérations militaires", estime Didier Billion, spécialiste de la Turquie à l'Institut de Recherches Internationales et Stratégiques (IRIS) de Paris. D'autres sources kurdes à Paris, interrogées par l'AFP, donnent le chiffre de 10.000 hommes.

Dans un texte récemment parvenu à l'AFP, le Front de libération nationale du Kurdistan (ERNK), organisation politique qui coiffe le PKK, affirmait que le mouvement d'Abdullah Ocalan "souhaite orienter sa lutte et ses revendications dans le sens d'un compromis avec les Etats en place". Ce texte soulignait également "une orientation plus démocratique donnée aux choix politiques" du PKK.

Une telle orientation est en phase avec les récentes déclarations du chef du gouvernement italien, Massimo d'Alema, qui doit actuellement trouver une solution au problème délicat que lui pose la détention sur le sol italien du chef du PKK. Il a invité mardi Ankara à aborder la question kurde "politiquement et par la négociation pacifique".

"L'action militaire a montré ses limites", estime Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, à vocation culturelle.

Le PKK doit tenir compte des importants revers subis depuis le déclenchement, en 1993, de vastes offensives des forces de sécurité turques.

Le conflit entre le PKK et les armées d'Ankara a fait près de 31.000 morts et 3.500 villages détruits, selon les statistiques turques, et "trois millions de déplacés", selon Kendal Nezan.

Si elle devait se concrétiser, l'évolution récente du PKK marquerait une rupture avec le passé violent de cette organisation, dirigée d'une main de fer depuis ses débuts par Abdullah Ocalan, surnommé "Apo", 49 ans.

Inspiré par d'autres luttes de libération dans le Tiers-Monde, le PKK --fondé officiellement le 27 novembre 1978-- a commencé "sa lutte armée" le 15 août 1984.

En 1985, le PKK fonde l'ERNK, et en 1986 l'Armée de libération populaire du Kurdistan (ARGK). Des partis, largement acquis au PKK, sont créés entre 1984 et 1990 en Turquie, ainsi que des quotidiens et des associations.

Parmi les succès politiques récents du PKK figurent la création d'un Parlement en exil, l'ouverture de bureaux de représentation un peu partout en Europe, et surtout l'accès à la chaîne satellitaire MED-TV, dont le siège est à Bruxelles, ce qui permet aux nombreux Kurdes d'Europe et de Turquie d'avoir un large accès aux informations du mouvement d'Ocalan.

"Incontestablement, cette organisation est marquée par un fonctionnement anti-démocratique" illustré "par des règlements de compte internes sanglants",

et par la "liquidation d'autres mouvements nationalistes kurdes" qui lui faisaient de l'ombre en Europe et en Turquie, selon Didier Billion.

"Même si une évolution existe" au sein du PKK, explique-t-il, la logique de l'analyse d'Apo date d'avant la fin de la guerre froide, selon toutes les personnes qui l'ont approché".

Bonn decides not to demand extradition of Abdullah Ocalan

BONN, Nov 20 (AFP) - The German government has decided for the meanwhile not to demand the extradition of Kurdistan Workers' Party (PKK) chief Abdullah Ocalan, who was arrested in Italy last week, spokesman Uwe-Karsten Heye said here Friday.

But he stressed that this was for now and that Germany could re-demand extradition in the future.

Germany had issued an arrest warrant for Ocalan for murder, as has Turkey. Turkey and Italy are at odds over Ocalan's fate. Ankara wants him extradited, but Rome insists that it is bound by laws that prohibit extradition of suspects to countries that administer the death penalty.

Heye said the German government wanted to leave room for Italy to decide and to work out "important political questions."

He added: "The Italian prime minister has told the Italian parliament that this case can offer a starting point for understanding of the Kurdish problem."

Italy has demanded support for its stand from the European Union, saying the Kurdish problem is of concern to the whole continent.

Ocalan, who was arrested at Rome airport on November 12 on his arrival from Russia, has asked Italy for political asylum.

Turkey is demanding his extradition, holding him responsible for the more than 30,000 people believed killed since 1984 during the PKK's war for a Kurdish homeland in southeastern Turkey.

The PKK is outlawed in Germany. It had been considered a terrorist organization but earlier this year was re-classified as not terrorist but still criminal.

A Kurdish Opening?

The arrest of the leader of the Kurdish armed independence movement in Rome, after he had been forced out of Syria by Turkey and then dumped by Moscow, has been widely taken as a hot potato for the diplomats. Should he be extradited to Turkey, Rome's NATO ally, which craves to try him as a terrorist, or, as he asks, should he be granted political asylum in Italy?

But this is too narrow a framework. The matter of Abdullah Ocalan — leader of a Kurdish national movement that Turks blame for killing tens of thousands, costing billions and wasting southeastern Turkey — may conceivably offer a diplomatic opening. Italy's new prime minister, Massimo

D'Alema, is bravely considering it.

In his years in Damascus, Mr. Ocalan acted as the leader of a guerrilla war. The Turks responded with tactics that made them NATO's perennial human rights violators — a status that greatly offends Turkey and has kept it out of the European Union.

Now, however, Mr. Ocalan is at least temporarily in a democratic country ruled by law. Recently Italy's far left and far right and a sprinkle of others even got his parliament-in-exile invited to meet in Rome's parliamentary building.

But that was a game. If any strategy of domesticating the Kurds loyal to Mr. Ocalan is to be taken seriously, the

Italian government would have to exact a heavy price for offering the Kurdish leader provisional asylum: the prompt total repudiation of terrorism and a commitment to autonomy negotiations with the Turkish authorities. Otherwise, he's out.

In Damascus Mr. Ocalan took on the role of guerrilla leader and terrorist. In Rome he would be under pressure to take up a new role as a peaceful bargainer for his people. The change requires a pervasive and verified change by his faction. It also puts a strenuous burden of internal policy reflection on the Turks. Handled carefully, it could offer a prospect of softening the unrelievedly bleak vista that now reaches out before Turks and Kurds alike.

— THE WASHINGTON POST.

Ankara Rebuffs Rome On Meeting Over Kurd

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Prime Minister Mesut Yilmaz rejected an Italian offer Thursday of a meeting to defuse an angry dispute over Turkey's demand that Rome hand over a Kurdish guerrilla leader.

Mr. Yilmaz's comments, made as he entered Parliament to face a censure

vote that could bring the end of his government, showed growing Turkish fury that Ankara may not be able to secure the extradition from Italy of its most wanted man.

The state-run Anatolian News Agency quoted Mr. Yilmaz as saying Prime Minister Massimo D'Alema of Italy had suggested meeting before a

soccer match between Turkish and Italian teams Wednesday in Istanbul.

"I said, 'If he wants to talk, let him come to Ankara,'" the agency quoted Mr. Yilmaz as saying.

Turkey is pressuring Rome to hand over Abdullah Ocalan, the head of the Kurdish Workers Party, who was detained as he entered Italy last week. Mr. Ocalan has applied for asylum.

Protests have erupted in Ankara and Istanbul, and the Turkish press has accused Italy, a NATO ally, of treating Mr. Ocalan as an honored guest.

Tour companies have canceled trips to Italy in protest, imports of Italian shoes and jewelry have been stopped,

and salesmen at an Istanbul market crushed Italian fruit.

But Mr. D'Alema said Italy would not bow to "economic blackmail."

Italian law forbids extraditing anyone to a country where they could face execution, as is the case with Mr. Ocalan. According to the ANSA news agency, Mr. D'Alema told his cabinet Thursday that Italy would stand by the law.

Mr. Ocalan flew to Italy from Moscow. His lawyers have asked that he be

placed under house arrest pending a decision on extradition or asylum; a hearing on their petition is scheduled for Friday.

Mr. D'Alema has asked the European Union to back his efforts to maintain friendly relations with Turkey while respecting Italian law. But EU countries cannot agree on whether the Kurdistan Workers Party is a terrorist organization. Officials in Austria, which holds the revolving EU presidency, said there had been no move to get involved in the

crisis. Many Western European countries have migrant Kurdish and Turkish communities.

German officials were tight-lipped on whether Bonn would seek Mr. Ocalan's extradition for alleged crimes in Germany by his party.

The United States is pushing Italy to extradite Mr. Ocalan, whom it considers a terrorist. (Reuters, AP)

L'opposition trop divisée

Les Américains tentent de la structurer.

L I B E R A T I O N

2 0 N O V E M B R E 1 9 9 8

Londres de notre correspondant

Divisée, infiltrée, corrompue, l'opposition irakienne a repris du poil de la bête depuis qu'Américains et Britanniques ont décidé de s'appuyer sur ces groupes disparates, en exil ou à l'intérieur du pays, pour renverser Saddam Hussein. Un ministre britannique recevra lundi les principaux opposants irakiens réfugiés à Londres afin de les convaincre de s'unir, en coopération avec les Etats-Unis qui ont accordé le mois dernier 97 millions de dollars (environ 500 millions de francs) d'aides militaires aux ennemis de Saddam.

Kurdes et chiites. Cette stratégie, très critiquée aux Etats-Unis, a ses risques: les précédentes tentatives de renverser Saddam se sont terminées en bain de sang, la CIA abandonnant ses protégés. Selon les spécialistes de la région, les groupes en exil à Londres ne sont guère représentatifs et n'ont pas ou peu de troupes sur le terrain. A l'exception des Arabes chiites des marais au sud et surtout des Kurdes au nord, dont les deux partis - le Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani - ont à nouveau passé un

Après plusieurs échecs, Washington et Londres placent désormais leurs espoirs dans l'Iraqi National Accord, dirigé depuis la Grande-Bretagne par Ayad Alawi.

accord en septembre à Washington pour mettre fin à leur guerre fratricide, attisée par Bagdad et les Etats voisins: Turquie, Iran et Syrie. Les Américains n'ont pas ménagé leurs efforts pour que ce troisième accord en quatre ans puisse tenir, assurant un minimum de stabilité au Kurdistan d'Irak toujours soumis à un double embargo - celui de Saddam contre l'entité kurde et celui de la communauté internationale contre l'Irak. Un expert cité par le *Financial Times* recensait pas moins de 70 organisations se déclarant opposées à Saddam Hussein, divisées en groupes religieux, ethniques, politiques ou géographiques. Toute tentative de fédération de ces éléments a jusqu'à présent échoué, et ces groupes passent plus de temps à se combattre qu'à lutter contre Saddam. Longtemps, Américains et Britanniques ont préféré l'Iraqi National Congress (INQ), un regroupement lâche de partis basés à Londres, dirigé par un banquier, Ahmad Chalabi, qui a quitté l'Irak en 1972. Renforcé par son alliance avec les groupes armés kurdes en 1992, l'INQ a été largement financé par la CIA et passe aux yeux des autres groupes pour une marionnette de Washington. L'INQ avait évacué en catastrophe l'Irak du Nord en août 1996 suite au conflit entre le PDK et l'UPK.

Nouvelle carte. Mais Washington et Londres placent désormais leurs espoirs dans un autre

groupe, l'Iraqi National Accord, dirigé depuis la Grande-Bretagne par Ayad Alawi, un ancien responsable du parti baas irakien. «*Nous comprenons la structure du pouvoir en Irak, et notre politique est de la briser jusqu'à faire tomber Saddam*», expliquait hier Alawi dans une interview, rare, au *Guardian*. L'INA passe pour avoir des contacts à l'intérieur de l'appareil d'Etat irakien et aurait permis l'exfiltration de plusieurs dissidents. «*Nous sommes prêts à accueillir n'importe quel rat qui voudrait abandonner le navire de Saddam*», ajoutait Alawi. L'INA a sa principale base à Amman depuis 1996 et entend demander à la Grande-Bretagne de l'aider à installer un relais radio pour diffuser ses émissions sur l'Irak depuis la Jordanie. Les autres opposants accusent le groupe d'être largement infiltré par les services de Saddam Hussein, mais Alawi, pour preuve de son indépendance, rappelle qu'il a été victime d'une tentative d'assassinat en 1978 ●

FRANÇOIS SERGENT et MARC SEMO

Washington déterminé à renverser Saddam Hussein, selon Jalal Talabani

DUBAI, 20 nov (AFP) - Le chef de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), Jalal Talabani, a affirmé vendredi que Washington était déterminé à renverser le président Saddam Hussein pour instaurer un régime démocratique en Irak.

"Les Américains ont la sincère volonté de renverser le régime de Saddam Hussein, mais les moyens de le faire ne sont pas encore clairs ou décidés", a déclaré au quotidien arabe Al-Hayat M. Talabani, qui se trouve actuellement en visite en Syrie.

Interrogé sur d'éventuels liens avec les Etats-Unis à ce sujet, le chef de l'UPK a écarté "toute participation (de son parti) à un quelconque plan dans ce domaine".

"Il n'existe pas de véritable plan américain pour renverser le régime dictatorial en Irak, mais un projet", a dit M. Talabani.

Le président américain Bill Clinton a indiqué la semaine dernière que son gouvernement était déterminé à accroître son soutien aux opposants irakiens dans le cadre d'une stratégie à long terme visant à renverser Saddam Hussein.

Il avait souhaité "un nouveau gouvernement (à Bagdad) qui s'engage à respecter sa population au lieu de la réprimer et qui s'engage sur (la voie

de) la paix dans la région".

L'Irak a condamné ces propos et affirmé que les Etats-Unis ne parviendraient pas à renverser le président Saddam Hussein. Il a également qualifié de "bande de mercenaires" les opposants irakiens.

Mercredi, le sous-secrétaire d'Etat chargé du Proche-Orient Martin Indyk a suggéré lors d'une rencontre avec le chef du Congrès national irakien (CNI), Ahmed Chalabi, des mesures pour mieux structurer l'opposition au président Saddam Hussein.

Il a affirmé au chef du CNI que Washington allait poursuivre ses contacts avec "un large éventail de groupes" parmi l'opposition irakienne, dont les Kurdes et les Chiites.

Washington a également apporté son soutien à une initiative britannique visant à consolider l'opposition irakienne.

.....

Trois Français interpellés à Diyarbakir au siège d'un parti pro-kurde

DIYARBAKIR (Turquie), 20 nov (AFP) - Trois Français membres de l'organisation d'entraide oecuménique Cimade ont été interpellés avec leur interprète lors d'une descente de police au siège d'un parti pro-kurde jeudi à Diyarbakir (sud-est), a-t-on appris vendredi de source locale et diplomatique.

Ces Français devaient comparaitre vendredi matin devant un procureur de la ville pour déposer. Ils seront ensuite soit priés de quitter la ville ou le pays, soit inculpés, selon une source bien informée à Diyarbakir, chef-lieu du Sud-est anatolien à majorité kurde.

Jean-Paul Munez, Jean Costil et Jean Pierre Lachaise, ont été interpellés par la police lors d'une opération d'interpellations et de perquisition dans les locaux du Parti de la Démocratie du Peuple (Hadep).

Avec leur interprète, ils ont passé la nuit dans un bureau de la sûreté, une "mauvaise nuit" mais "ils n'ont pas été maltraités", selon une source diplomatique qui les a contactés.

Ils effectuaient une mission de contacts avec des représentants d'organisations ou de mouvements de défense des droits de l'Homme, a-t-on souligné de source diplomatique.

Plus de 700 militants pro-kurdes, dont le chef du Hadep Murat Bozlak, avaient été placés en garde à vue dans toute la Turquie jeudi pour avoir manifesté leur soutien au chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, détenu en Italie, selon l'agence Anatolie.

Le Hadep a obtenu quelque 4,5% des voix lors des dernières élections législatives en Turquie en décembre 1995. Il n'est pas représenté au Parlement faute d'avoir franchi la barre des 10% des voix.

.....

Human Rights Watch: l'Italie ne doit pas accorder le droit d'asile à Ocalan

ROME, 21 nov (AFP) - L'organisation humanitaire Human Rights Watch a demandé samedi à l'Italie de ne pas accorder l'asile politique au chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan, dans une lettre adressée au président du Conseil Massimo D'Alema.

Tout en soutenant la décision italienne de ne pas extraditer Ocalan vers la Turquie, où la peine de mort est en vigueur, Human Rights Watch estime que le chef du PKK "doit être jugé pour une longue série de crimes contre l'humanité commis durant les 14 années de conflit avec le gouvernement turc".

La libération d'Ocalan serait "une injustice choquante", selon la lettre, car "celui-ci doit rendre compte de plusieurs massacres de civils innocents".

Il doit être jugé "en Italie, ou dans un autre pays où il pourra avoir un procès juste et régulier", ajoute l'organisation.

Abdullah Ocalan a été arrêté le 12 novembre à Rome. La Cour d'appel de Rome a décidé vendredi de l'assigner en résidence surveillée dans la capitale italienne, en attendant que sa demande d'asile politique soit examinée.

Madeleine Albright souhaite l'extradition d'Ocalan vers la Turquie

WASHINGTON, 20 nov (AFP) - Le secrétaire d'Etat Madeleine Albright a réaffirmé vendredi que les Etats-Unis souhaitent l'extradition vers la Turquie du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, actuellement en résidence surveillée en Italie.

Mme Albright a cependant laissé entendre qu'il appartenait à Rome et à Ankara de trouver un arrangement et que l'essentiel pour Washington était qu'Ocalan soit jugé, dans un pays ou dans un autre.

"Nous voulons effectivement son extradition", a déclaré Mme Albright à la presse en recevant au département d'Etat le secrétaire général de l'OTAN Javier Solana.

Elle a rappelé que les Etats-Unis considéraient le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan), dont Ocalan est le chef, comme "une organisation terroriste" et qu'ils restaient "sceptiques" sur ses promesses de renoncer à la violence.

"Il est très important qu'il comparaisse en justice, nous aimerions mieux que cela se passe en Turquie", a-t-elle expliqué.

Mais elle a immédiatement ajouté que "d'autres pays étaient concernés" par le problème de l'extradition d'Ocalan, en citant l'Italie et l'Allemagne. "Quoi qu'il arrive, a-t-elle conclu, nous pensons qu'il est très important que ceux qui commettent des actes terroristes soient jugés".

M. Solana s'est pour sa part déclaré "persuadé que les deux pays (Italie et Turquie) régleront cette question d'une manière très constructive". Rome et Ankara sont membres de l'OTAN.



Ocalan: l'abandon du terrorisme condition préalable pour une asile (D'Alema)

ANKARA, 21 nov (AFP) - Le président du conseil italien Massimo D'Alema a indiqué que l'abandon du terrorisme était la condition principale pour reconnaître une asile politique au chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, dans des déclarations publiées samedi par le quotidien populaire turc Sabah.

"Avant de demander l'asile politique, Ocalan a indiqué qu'il renoncerait au terrorisme et le comité chargé d'examiner sa demande décidera si sa déclaration sur un abandon du terrorisme est crédible ou pas. L'abandon du terrorisme est la principale condition préalable pour (l'octroi de) l'asile politique", a ajouté M. D'Alema.

Il a assuré que son pays ne "sera pas une base de terrorisme" contre la Turquie. "Personne n'en doit douter. La Turquie doit être sûre que l'Italie est catégoriquement contre le terrorisme", a dit M. D'Alema, dans ces déclarations recueillies dans les locaux de premier ministre à Rome.

Abdullah Ocalan, chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a été arrêté le 12 novembre à Rome et Ankara a réclamé son extradition. Le 14 novembre, Ocalan a déposé une demande d'asile politique.

Vendredi, la Cour d'appel de Rome a décidé d'assigner à résidence Abdullah Ocalan, ce qui a attiré la colère de la Turquie qui le considère comme un terroriste. Mardi, M. D'Alema avait exclu une extradition d'Ocalan vers la Turquie, où il risque la peine capitale.

"Tant qu'Ocalan sera dans notre pays, il sera surveillé par nos forces de sécurité. Il est impossible qu'il s'y livre à une action terroriste", a précisé M. D'Alema.

Selon lui, Abdullah Ocalan avait, avant d'arriver en Italie, "une vie libre" dans d'autres pays et "il organisait probablement les activités terroristes" visant la Turquie. "Maintenant, il est sous la surveillance dans notre pays et la Turquie doit s'en réjouir", a estimé M. D'Alema.

AUVENIR 21 Novembre 1998

Parla Kenda! Nezan, presidente dell'Istituto curdo di Parigi: il Pkk favorito dall'intransigenza di Ankara

«In Turchia sordina anche ai moderati»

MILANO. «Se la Turchia avesse dato voce alle espressioni politiche moderate dei curdi, il Pkk non avrebbe mai raggiunto questo livello di consenso». Ad affermarlo è Kenda Nezan, presidente dell'Istituto curdo di Parigi. La fondazione risale al 1963, un anno prima dell'insurrezione armata del Pkk, e promuove dibattiti sulla questione curda. Nezan accenna anche di contatti con intellettuali turchi favorevoli ad una soluzione pacifica della questione, ma lamenta gli ostacoli frapposti dal governo di Ankara davanti a tali tentativi.

Signor Nezan, cosa ne pensa della gestione italiana del caso Ocalan?

L'Italia ha agito in maniera molto corretta. Questo caso ha messo in evidenza che il vostro Paese sia effettiva-

mente uno Stato di diritto che rispetta le norme stabilite nella stessa misura in cui ha rivelato al mondo, con le minacce turche all'indirizzo dell'Italia, quanto la Turchia sia lontana dai criteri di democrazia dell'Europa di cui pretende far parte.

Ankara sostiene che il Pkk si finanzia con il traffico di droga...

I dirigenti turchi dovrebbero essere più cauti nell'affrontare questo argomento. In Turchia sono affluiti 36 miliardi di dollari nel solo '96 grazie al traffico degli stupefacenti. Ci sono sei trafficanti di droga curdi. La Germania e i Paesi Bassi hanno arrestato negli ultimi anni molti di loro ma, nella maggioranza dei casi, le magistrature hanno scoperto dei legami tra questi trafficanti e la ma-

CAMILLE EID

La geografia impone di ricercare una convivenza tra i due popoli

fia turca.

Se venissero organizzate oggi delle elezioni legislative nel Kurdistan turco, quanto peso avrebbe, secondo lei, il Pkk?

Non è facile fare pronostici di questo genere, ma suppongo che, a partire dall'esperienza dei Paesi baschi, i partiti curdi moderati otter-

rebbero la maggioranza relativa, mentre al Pkk andrebbe una forte minoranza.

Dove, secondo lei, sbaglia Ankara?

La Turchia avrebbe dovuto permettere ai partiti curdi moderati di emergere. Invece, quattro deputati di origine curda si trovano tuttora in carcere per aver chiesto il rispetto dei diritti fondamentali della minoranza. Ankara asserisce poi che la pena di morte non viene applicata da anni, ma non dice che dal '92 i suoi servizi sono stati coinvolti nell'assassinio di 4500 intellettuali curdi, da sempre ostili all'uso della violenza.

Avete contatti con quei turchi che reclamano una soluzione pacifica del problema curdo?

La geografia ci impone di lavorare con i turchi. Un mo-

do *modus vivendi* tra i due popoli va ricercato a tutti i costi, ma gli ostacoli sono notevoli. Ertugrul Kurkcu, Esber Yagmurdereli, Akin Birdal, ... sono intellettuali incarcerati per aver avanzato simili proposte. Ismail Besiki è stato addirittura condannato a due secoli di galera...

Siria, Russia, Grecia e Cipro, alleati di Ocalan, l'hanno «scaricato» per *realpolitik* mentre l'Italia l'ha accolto. Quali vantaggi si possono trarre da questo fatto?

La presenza di Ocalan in uno di questi Paesi avrebbe scatenato una guerra oppure, per il caso russo, forti pressioni commerciali sulla debole economia di Mosca. La sua presenza a Roma, secondo me, dovrebbe invece avviare una soluzione politica della questione.

I giudici annullano il mandato di cattura turco

di DANIELE MASTROGIACOMO

ROMA — Abdullah Ocalan è virtualmente libero. Una libertà condizionata che obbligherà il presidente del Pkk a eleggere un proprio domicilio a Roma e a soggiornarvi stabilmente. Il leader curdo non potrà lasciare la capitale, non potrà espatriare e sarà regolarmente controllato dai funzionari della Digos, ai quali dovrà comunicare orari e luogo in cui può essere reperito.

Con un'ordinanza che ha suscitato subito le durissime reazioni del premier turco Mesut Yilmaz e dell'opposizione parlamentare italiana, la quarta Corte d'appello di Roma ha pienamente accolto la richiesta avanzata dai legali del dirigente curdo, gli avvocati Luigi Saraceni e Giuliano Pisapia. Anzi, ha fatto di più: ha revocato il mandato di cattura internazionale spiccato dalla Turchia.

Il collegio presieduto da Tommaso Figliuzzi ha deciso nell'arco di un paio d'ore. L'ordinanza è stata depositata nella cancelleria della Corte poco prima delle 12 di ieri e già alle 12 e 15 la notizia veniva diffusa in diretta in piazza Celimontana dove trecento curdi esultavano di gioia, tra abbracci e

occhi lucidi di commozione. Il presidente del Pkk in un messaggio ha invitato i suoi compatrioti a ritornare a casa. Ma pochi sembrano aver aderito: fino a domenica resteranno in trecento. Poi, in piazza proseguirà un piccolo presidio simbolico in attesa del verdetto sull'asilo politico.

Il provvedimento della Corte d'Appello apre adesso la strada per l'eventuale esame della richiesta di estradizione. La Germania ha fatto sapere che «per ora» non ha alcuna intenzione di presentarla. Nel caso della Turchia, decisa invece a insistere, sarà senz'altro respinta. Il punto non è irrilevante. È un passaggio chiave su cui ha fatto leva il collegio della quarta sezione della Corte. Nelle tre pagine di motivazione, il consigliere estensore dell'ordinanza, Giovanni Carlino, spiega: «Vi è da rilevare che, postulando la custodia in carcere la sussistenza delle condizioni per una sentenza favorevole all'extradizione, questa non può trovare attuazione nella specie, per il divieto di cui all'articolo 27 della Costituzione, provenendo tale richiesta da uno Stato che prevede

nel suo ordinamento penale, per i reati contestati, la pena di morte». Come dire: il fatto che la Turchia preveda la pena capitale è una circostanza che non può neanche far prendere in considerazione l'ipotesi di una estradizione. E visto che l'ordine di cattura nei confronti di Abdullah Ocalan è finalizzato a richiedere il leader curdo da parte della Turchia, la misura cautelare decade automaticamente.

L'ordinanza della Corte affronta quindi solo l'ordine di cattura spiccato dalla Germania. E su questo motiva la decisione di concedere l'obbligo di dimora. «Va accolta - osservano i giudici - la richiesta del ministro in relazione ai reati contestati dall'autorità giudiziaria tedesca e conseguentemente va applicata la misura coercitiva in una forma attenuata che la Corte, tenendo conto della personalità dell'estraddando, ritiene individuare, come idonea, a garantire che lo stesso estraddando non si sottragga con la fuga all'eventuale consegna, nell'obbligo di dimora in Roma». Se dalla Germania non giungerà alcuna richiesta di estradizione, il 23 di-

cembre Ocalan diventerà definitivamente libero.

Sulle ricorrenti voci di un'espulsione del presidente del Pkk, l'avvocato Saraceni è stato telegrafico: «Fantasie giornalistiche». L'unico procedimento pendente a carico del leader curdo è quello di introduzione in Italia con falsi documenti. Ma, a parere del legale, non avrà alcuna influenza sulla situazione del suo assistito.

Il prossimo vero appuntamento per Abdullah Ocalan è la richiesta di asilo politico. L'esame della domanda è al vaglio della speciale commissione del ministero degli Interni. «Non esistono - assicurano le alti fonti del Viminale - dei termini di scadenza perentori. Verrà esaminata e deliberata». Un modo di prendere tempo per diluire la tensione accumulata ed evitare nuovi verdetti che arroventino il clima, già caldo, dei rapporti tra Italia e Turchia.

la Repubblica ■

21 NOVEMBRE 1998

Ocalan ha appreso la notizia dai suoi fedelissimi: "Sono contentissimo. Ma ora tornate a casa e al lavoro"

E i curdi gridano in coro: grazie, Italia

"Piazza Kurdistan" in festa per la libertà di "Apo"

di MARCO ANSALDO

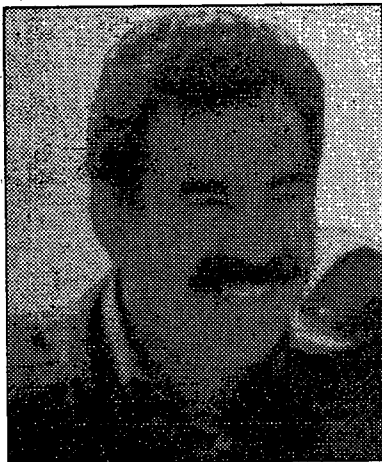
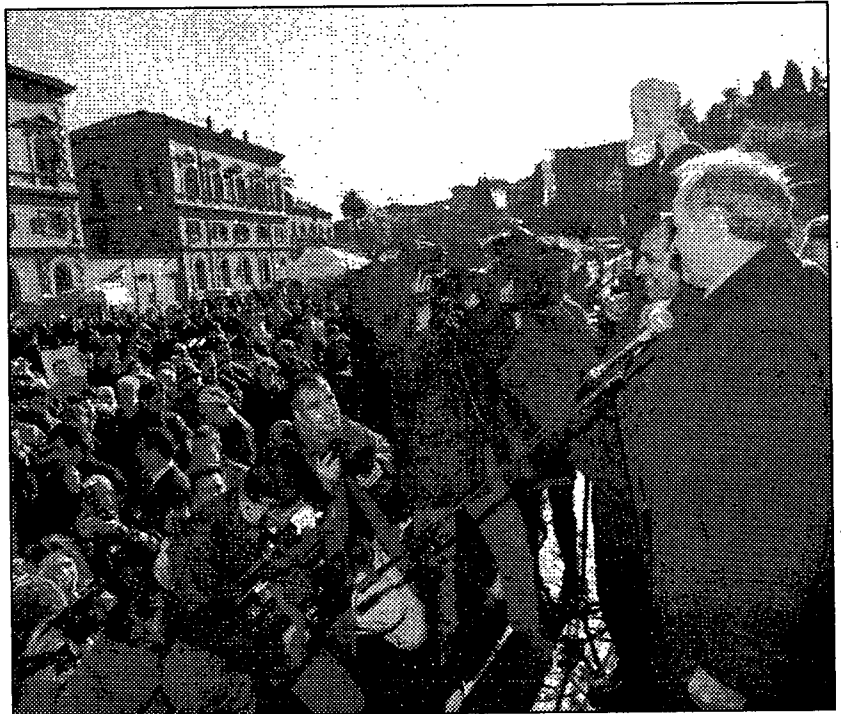
ROMA — Ocalan, che in turco significa "il vendicatore", è quasi libero. La notizia viene letta davanti al Celio, ormai "piazza Kurdistan" per i curdi, poco dopo mezzogiorno. È Luigi Saraceni, l'avvocato del leader del Pkk, a parlare dal palco: «La corte di appello ha accolto per Abdullah Ocalan l'obbligo di dimora a Roma». È la fine di un incubo, per la piazza. Un boato accoglie le sue parole, mille mani si alzano al cielo. C'è chi piange, chi si abbraccia. Applausi. Canti. I curdi che da sei giorni occupano la piazza antistante l'ospedale militare del Celio imbracciano le chitarre che si sono portati dietro in macchina dal Belgio, dalla Germania, dalla Svizzera: «I love you, Italia». «Kurdistan, Kurdistan, lotta per la libertà». «Bella ciau, bella ciau».

A 50 chilometri di distanza, nella camera bunker al primo piano dell'ospedale di Palestrina, "Apo" il vendicatore apprende la notizia dai suoi "arkadash", i compagni che insieme con un gruppo di Nocs lo proteggono giorno e notte. I leader curdi in Italia hanno appena telefonato la notizia a Palestrina, «ai nostri amici che sono con lui».

«Ocalan è contentissimo — spiega — aveva fiducia che il vostro paese non lo avrebbe tradito, e così è stato». Il leader del Pkk si siede al tavolino, e scrive un messaggio per i 500 curdi ancora in piazza. Subito viene recapitato via telefono al Celio.

«Tornate a casa, al vostro lavoro, da dove potete continuare il vostro impegno per la causa curda. Non desidero che il nostro popolo continui a protestare dandosi fuoco. Non mettete in atto nessun comportamento che ci getti in cattiva luce». Arriva Luigi Manconi, leader dei Verdi. Si affaccia sul palco: «Non dovete ringraziare me e i miei compagni, ma siamo noi che dobbiamo ringraziare voi per questa manifestazione pacifica e democratica». Il parlamentare verde lancia un messaggio di distensione anche ad Ankara: «I rapporti con la Turchia, dopo l'attuale fase di tensione, potranno tornare buoni ed è

La manifestazione di gioia di ieri al Celio tra i curdi in attesa di notizie del loro leader Ocalan



quello che auspichiamo». C'è anche Dino Frisullo, il pacifista che per la causa curda si è fatto 40 giorni di carcere a Dyrbakyr. Si aggira felice e sorridente per la piazza, in testa una bandana bianca inneggiante ad "Apo".

Arriva Bertinotti. Abbraccia tutti i capi curdi, stringe forte il presidente del parlamento curdo in esilio, Yasar Kaya. Gli alza le mani al cielo, e col pugno chiuso intona «Bella ciau». «Questo è un grande giorno — dice il leader comunista — vi assicuro che continueremo a batterci insieme ad altre forze politiche per la causa curda».

È vero, corre la voce, che Ocalan sarà "libero" da subito? Non è così, forse trascorrerà ancora una notte nell'ospedale civile di Palestrina. Poi, dice Saraceni, andrà «in un luogo segretissimo», e la sua "dimora" romana sarà forse «un paese, un pezzo di città, un luogo circoscritto». Alcuni si fiondano ai

Castelli romani, per cogliere la possibile uscita del leader.

Davanti all'ospedale un nugolo di fotografi e telecamere. Molti i giornalisti, in maggior parte turchi. Entrare è impossibile, polizia e carabinieri fanno buona guardia e hanno recintato la zona. I curdi,

armati di cartine geografiche del Lazio, passano in auto davanti all'uscita. Ma reporter turchi e dimostranti curdi non vengono a contatto. Solo alle 18 arriva una macchina con una delegazione di tre appartenenti al Pkk. Entrano protetti, e scompaiono dietro le guardie. Tutto sotto l'occhio dei tiratori scelti appostati dietro le finestre.

La sera a Roma, davanti al policlinico militare del Celio, rimangono ancora in trecento. Un presidio deciso «fino a che la situazione non ci sarà completamente chiara». Il problema, ancora per que-

sta notte, sarà quello del freddo, sempre più intenso. I ragazzi dei centri sociali continuano imperturbati a distribuire tè caldo mentre arriva il latte fresco della centrale,

e con due autobotti anche l'acqua portata dai vigili del fuoco. «Ma questa notte ci scaldiamo il cuore sapendo che "Apo" sarà presto con noi», dice un giovane curdo intirizzito mentre si prepara il giaciglio sull'asfalto, sotto una sottile coperta di lana. «Grazie, Italia». E si gira dall'altra parte, pensando felice al ritorno alla libertà di "Apo", il vendicatore.

la Repubblica ■

21 NOVEMBRE 1998

La Suède souhaite entendre le chef du PKK sur le meurtre d'Olof Palme

STOCKHOLM
de notre correspondant
en Europe du Nord

Il n'aura pas fallu attendre longtemps avant que la police suédoise ne se manifeste après l'arrestation en Italie d'Abdullah "Ocalan, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Cette formation est bien connue des autorités de Stockholm. Non seulement elles l'interdirent - bien avant l'Allemagne ou la France - pour activités « terroristes » après l'assassinat en Suède de deux dissidents du PKK, en 1984 et 1985, mais l'organisation autonomiste fut aussi, pendant quelques mois, la principale suspecte dans l'enquête sur le meurtre du premier ministre suédois Olof Palme, le 28 février 1986. Si la « piste kurde » n'aboutit finalement à rien, les policiers ne parvinrent pas pour autant à élucider le crime. Aussi viennent-ils de réclamer la possibilité d'interroger Abdullah Öcalan, interpellé le 12 no-

vembre à son arrivée à Rome en provenance de Moscou. Non pas que les enquêteurs aient de nouveaux éléments à charge contre le PKK, affirme-t-on à Stockholm, mais « nous nous devons de poser des questions à Öcalan, maintenant qu'il se tient à notre disposition », explique le chef de la police criminelle, Lars Nylen.

Il revient désormais au procureur en chef, Jan Danielsson, en charge du dossier Palme, de décider de transmettre ou non cette requête à Rome. Si sa décision est positive, il ne fait aucun doute que les Suédois souhaiteront entendre le Kurde à propos du refus du Royaume scandinave de lui accorder l'asile politique. Un refus qui, couplé à une coopération présumée des services de renseignements suédois et turcs, aurait pu pousser le chef du PKK à se venger en commanditant le meurtre d'Olof Palme, selon les tenants de la vieille « piste kurde ».

Abdullah Öcalan était suscep-

tible d'être accueilli en Suède dans le cadre du regroupement familial, son épouse d'alors y ayant obtenu un permis de résidence depuis 1981. Cette dernière avait rencontré Olof Palme afin de plaider la cause de son mari. Le dirigeant social-démocrate, alors dans l'opposition, avait « répondu qu'il n'y était pas opposé, mais que ce n'était pas à lui de décider », raconte l'écrivain kurde Mahmut Baksi, qui assista à l'entretien. Sur avis de sa police secrète (Säpo), Stockholm opposa en 1984 une fin de non-recevoir à la demande d'Öcalan, qui trouva ensuite refuge au Liban et en Syrie jusqu'en octobre. A l'été 1986, le préfet de police, Hans Holmer, chargé de l'enquête sur l'assassinat de Palme, s'orienta résolument vers la « piste kurde » sur la base d'étranges écoutes téléphoniques. Mais elle tourna court : faute de preuve, une vingtaine de suspects arrêtés furent très vite relâchés et M. Holmer fut démis de ses fonctions.

Le nom du PKK - qui bénéficie du soutien d'une partie des 20 000 Kurdes de Suède - refit surface au printemps. Un responsable militaire de la guérilla, arrêté par les forces turques, aurait reconnu, dans des conditions peu claires, le meurtre au nom du PKK. Depuis, plus rien ; jusqu'à la nouvelle de l'arrestation d'Öcalan. Elle surprit les enquêteurs suédois tout occupés à démêler une piste qu'ils considèrent plus chaude. Celle d'un revolver qui aurait servi à dévaliser un bureau de poste en 1985 et dont les balles auraient été fabriquées au même endroit que celle qui tua Olof Palme...

Antoine Jacob

Le Monde

21 NOVEMBRE 1998

Turkey's Government Teeters on Brink

Parliament to Debate No-Confidence Motion

By HUGH POPE
Staff Reporter

ISTANBUL - The Turkish parliament laid the groundwork for an almost certain collapse of the Turkish government next week, amid signs of economic slowdown and a crisis in relations with one of its main European trading partners, Italy.

On Thursday, deputies voted 311-213 to debate and decide on a no-confidence motion in Prime Minister Mesut Yilmaz's three-party minority coalition next week; such preliminary votes lead to a similar result in the real vote, due on Wednesday. The motion charges that Mr. Yilmaz and a close aide, Treasury Minister Gunes Taner, had links with the Turkish mafia and abused Mr. Yilmaz's position in the sale of a state bank.

Mr. Yilmaz says he was only trying to get a good price for Turkbank, whose sale has been canceled, and to keep the mafia out. But he has admitted spending most of the night before the auction talking to the main bidders. Accounts of the dealings indicate that Mr. Yilmaz and Mr. Taner were trying to build up contractor Korkmaz Yigit into a media magnate using state bank credits. This would have secured the support of Mr. Yigit's television stations and newspapers in parliamentary elections currently due in April.

Turkey is now debating what kind of government will carry the country through until these elections take place. Constitutionally, if his government falls next Wednesday, Mr. Yilmaz can continue as acting premier until a new coalition can be built. If he has not succeeded within 40

days, analysts suggest an all-party government of technocrats supported by President Suleyman Demirel could run the country.

But nobody expects strong government. Even Mr. Demirel's family name has now been dragged into the spreading allegations linking politicians to murky dealings. The Ankara State Security court this week opened an investigation into Mr. Demirel's brother, after allegations by a mob godfather in a television program that he was connected to the murder of a loan shark.

The political turbulence is also showing signs of spreading to Turkey's usually robust \$190 billion economy, slowing growth that has averaged over 7% in the last three years. Formal budget goals are to be set shortly, but the global emerging markets crisis already has forced the officials to talk of 3% growth next year. After Mr. Yigit's allegations, the Turkish Treasury started having to pay nearly 150% on its new short-term debt.

Such expensive local borrowing by the government threatens the country's IMF-monitored anti-inflation program, which has edged year-to-year consumer inflation down to 7%. It also means domestic debt, currently about \$35 billion, will rise even faster: the government relies mostly on local borrowing to roll over its foreign debt, reported at \$94.5 billion in April. Reserves are still high in historic terms, but also fell \$1.2 billion to \$20.23 billion in the week to Nov. 13, partly because the central bank has been forced to support the lira.

The outlook hasn't been helped by an

extraordinary quarrel with Italy, Turkey's second-biggest trading partner. Rome seems increasingly likely to refuse to extradite to Turkey the leader of Turkey's Kurdish rebels, Abdullah Öcalan, 49, who flew to Italy with a 23-year-old female aide on Nov 12. The U.S. supports Turkey's request on the grounds that Mr. Öcalan leads a terrorist organization; Mr. Öcalan says he has put terrorism behind him and wants asylum in Italy to seek a "political solution" to Turkey's 14-year-old ethnic Kurdish unrest.

"It sounds like (alleged Saudi terrorist) Osama bin Laden should go straight to Italy, and announce he has renounced terrorism," says Turkish Foreign Minister Ismail Cem.

Outraged Turkish crowds have pelted Italian diplomatic missions with eggs, picketed boutiques stocking Italian goods and stamped on Italian products in public places. A major supermarket chain has vowed to stop using Italian fittings, and tour agencies are canceling trips to Italy. A more serious boycott seems on the way if no attention is paid to recent appeals for calm by some Turkish and Italian businessmen. More than 100 Italian companies are active in Turkey, including Fiat, whose joint-venture car maker dominates the Turkish auto market.

Italian Prime Minister Massimo D'Alema offered to meet Mr. Yilmaz at a top Istanbul soccer team's encounter with an Italian rival in Istanbul. But, speaking in the Turkish capital, Mr. Yilmaz slapped away the offer, saying: "If D'Alema wants to talk to me, he can come to Ankara."

Leading exile describes his aims in first British newspaper interview

Iraqi opposition spills Saddam secrets to West

Ian Black
Diplomatic Editor

IRAQI exiles have given the British authorities a secret document obtained from Saddam Hussein's intelligence service which has not yet reached his own desk, the head of one of the country's leading opposition groups claimed yesterday.

Ayad Alawi, leader of the Iraqi National Accord (INA), said he had passed on an assessment by Iraq's directorate-general of intelligence of threats to the regime, together with other highly classified material attesting to the group's reach into the centres of power in Baghdad.

The document is to be delivered to President Saddam next month, but it is already in the hands of Britain, the United States and other Western governments.

Another document listing intelligence officers posted under cover to Iraqi diplomatic missions abroad has been passed to the relevant security services.

Dr Alawi's organisation

and a dozen other opposition groups will be represented at a meeting next Monday with Derek Fatchett, Minister of State at the Foreign Office, as Britain explores what it can do to help weaken, if not topple President Saddam after the standoff with United Nations weapons inspectors.

The INA is the current favourite of Western governments, especially intelligence agencies like the CIA and Britain's MI6, who value its networks in Iraq and its ability to identify and help a stream of high-level defectors.

Its hallmark is its emphasis on "structured opposition", though critics say it relies on the "silver bullet" option of assassinating President Saddam but leaving his power structure intact. It is at odds with the Iraqi National Congress, abandoned by the US in 1995 and in disarray.

"We understand the power structure inside Iraq and our policy is to break it down so that Saddam will crack," Dr Alawi said in his first British newspaper interview yesterday. "We don't want to indulge in infighting and back-



Ayad Alawi: Aiming to crack Saddam SEAN SMITH

stabbing. We are puppets of no one."

According to the INA, there are now daily executions in Iraq, including those of 30 officers and men of the Hammurabi division of the Republican Guard last month.

Dr Alawi is a former Ba'ath Party official who fell out with the regime and was seriously injured in an assassination attempt in London in

1978. He denies that he once worked for Iraqi intelligence.

The INA, whose main foreign base is in Jordan, will ask Britain to help set up a relay transmitter to circumvent Iraqi jamming of its radio station, Sawt al-Mustaqbal (the Voice of the Future).

The INA helped with the defection of Abbas al-Janabi, former personal secretary to Uday, President Saddam's son, who was later given political asylum in Britain.

"We welcome any rats who want to jump Saddam's sinking ship," Dr Alawi said.

Foreign Office officials said they hoped Monday's meeting would help the Iraqis work more effectively together, though Britain would not be handing over large sums of money or weapons.

Tony Blair said in an interview yesterday that evidence of growing opposition to President Saddam lent support to US hopes for his overthrow.

Its critics say the INA has been deeply penetrated by Iraqi agents, allowing them to foil its coup attempt in 1996. But Western sources say it is still highly effective.

The Guardian Thursday November 19 1998

Med TV representative in US

- Hikmet Tabak, one of the founders of Med TV, has gone to the United States to hold a series of talks with Congress officials. Tabak was invited by the United Nations

MUSTAFAERDOGAN

21 November, 1998; London - Turkish Daily News

As the possibility of Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Ocalan being granted political asylum in Italy increases, the London representative of Med TV, Hikmet Tabak, has flown to the United States.

Kurdish sources who spoke to the Turkish Daily News in London said that the Med TV official had been invited by one of the lower commissions of the United Nations as one of many representatives from various television channels around the world. The U.N. commission deals with media and communications issues.

The sources said that Med TV will have the opportunity to introduce itself to many other television channels at the United Nations. They also said that they were planning to open a Med TV branch in the United States in the long term.

Tabak was said to have already begun his talks. He is expected to travel to Washington, D.C. from New York soon. The Med TV sources in London stressed that Tabak is scheduled to meet with a number of members of Congress. His appointments were arranged by the Washington Kurdish Institute. The sources declined to reveal which members of Congress Tabak will have talks with. It was hinted that he was preparing the groundwork for a Med TV branch in the United States.

ROME S'ENGLUE DANS LE PIEGE TURCO-KURDE

Le leader du PKK, Ocalan, placé en résidence surveillée.

Rome de notre correspondant

Une semaine après son arrestation à l'aéroport de Rome, le fondateur du Parti des travailleurs kurdes (PKK), Abdullah Ocalan, a été assigné hier à résidence, conformément aux souhaits exprimés la veille par le ministre communiste de la Justice Diliberto. Les quelques centaines de Kurdes qui campent nuit et jour sur une place de la capitale italienne, à deux pas du Colisée, ont accueilli la nouvelle avec enthousiasme et soulagement. A l'inverse, la Turquie a immédiatement réagi en indiquant par la voix de son Premier ministre, Mesut Yilmaz, qui a déclaré: «Chaque faux pas a un prix très élevé, et l'Etat turc est assez fort pour le faire payer.»

Pour l'Italie, le cas d'Ocalan devient chaque jour un peu plus embarrassant. Outre les rétorsions, d'Ankara, Rome se retrouve en effet confronté à la pression constante des Etats-Unis, qui souhaitent qu'Ocalan soit «extradé et jugé». «Nous sommes très sceptiques sur le renoncement d'Ocalan au terrorisme», a ainsi déclaré mercredi James Rubin, le porte-parole du département d'Etat à Washington. «Nous espérons que l'on pourra trouver un moyen de l'extrader en Turquie», a-t-il ajouté, en souhaitant «que l'on parvienne à un accord pour exclure une condamnation à mort». La peine capitale constitue en effet l'argument utilisé par l'Italie pour refuser d'extrader Abdullah Ocalan en Turquie. Considérant l'intervention américaine comme une ingérence dans les affaires intérieures de l'Italie, le ministre des Affaires étrangères, Lamberto Dini, a vivement rétorqué: «Nous, nous ne sommes pas intervenus pour dire que le gouvernement américain devait prononcer la destitution de Clinton.» «L'attitude des Améri-

Rome se retrouve confronté à la pression constante des Etats-Unis, qui souhaitent qu'Ocalan soit «extradé et jugé».



Des Kurdes partisans du leader du PKK, Abdullah Ocalan, dont ils brandissent le portrait, manifestent à Rome, vendredi. Ocalan risque la peine de mort en Turquie.

cains est dictée par leurs intérêts, analyse un diplomate européen. Ils soutiendront la Turquie, car Ankara est l'un de leurs plus solides alliés dans la région, où ils ont fort à faire avec l'Irak. Ils n'hésiteront pas à exercer une pression énorme sur l'Italie.» Face à cette position très ferme de Washington, le prési-

dent du Conseil italien, Massimo D'Alema, essaie de s'assurer le soutien de ses partenaires européens.

Soulignant que l'affaire Ocalan ne concernait pas uniquement les relations «italo-turques», le chef du gouvernement italien a dès mercredi demandé aux

membres de l'UE «une solidarité totale et active qui s'exprimerait par des gestes politiques significatifs». Jeudi, les parlementaires européens lui ont apporté leur soutien. Mais, de toute évidence, les gouvernements sem-

blent, quant à eux, peu enclins à s'exposer en première ligne et à exacerber davantage les rancœurs turques.

L'Allemagne, qui a pourtant émis un mandat d'arrêt international à l'encontre d'Ocalan, a pour l'heure renoncé à demander son extradition. Dès

mardi, le ministre des Affaires étrangères Joschka Fischer avait d'ailleurs affirmé: «L'arrestation d'Ocalan est un problème italo-turc.» Pour sortir de l'impasse, et tandis qu'une partie de la classe politique transalpine réclame désormais l'expulsion du territoire d'Abdullah Ocalan, Massimo D'Alema devrait rencontrer dans les prochains jours les principaux dirigeants européens, notamment à l'occasion d'une réunion du conseil de l'Internationale socialiste dimanche à Genève. Pour l'Italie, le temps presse. Le ministère de l'Intérieur n'a plus que dix jours, jusqu'au 1^{er} décembre, pour accorder ou refuser l'asile

politique à Ocalan. A moins que les autorités italiennes trouvent une solution de remplacement, à savoir renvoyer le fondateur du PKK vers un pays tiers. Hier, la presse italienne avançait l'hypothèse de la Libye ●

ERIC JOZSEF

LIBERATION

SAMEDI 21 ET

DIMANCHE 22

NOVEMBRE 1998

SAMEDI 21 ET DIMANCHE 22 NOVEMBRE 1998

Fièvre anti-italienne à Istanbul

Furieux du refus de Rome d'extrader Ocalan, les nationalistes boycottent les produits de la péninsule.

Istanbul Interim

Brandie comme un épouvantail, l'effigie de chiffon remonte l'avenue piétonne d'Istiklal en se balançant. «Nous voulons Apo, nous voulons Apo!» scandent le petit groupe gentiment précédé de quelques policiers. Depuis lundi que la colère anti-italienne gronde dans les rues, le parcours des manifestants est bien rodé: direction le consulat général d'Italie, dans une petite rue calme. A leur arrivée, deux fonctionnaires postés derrière les grilles de fer forgé disparaissent à l'intérieur du bâtiment, avant que quelques boules de peinture s'écrasent. Les appareils photo et les caméras sont aussi là: le show peut commencer. Sous des pancartes où le portrait d'Abdullah Ocalan est barré d'une grosse croix rouge, à côté de photos de victimes de la guérilla du PKK, les cris se font plus vindicatifs: «Maudit soit le PKK», «honte à Apo», et de temps en temps un fervent «Allah Akbar!».

Parmi les plus jeunes, qui font le signe des ultranationalistes des Loups gris, Yilmaz Gündüz, 26 ans, agite une banderole de l'Union des étudiants annon-

çant: «Turcs et Kurdes sont frères, ceux qui veulent les séparer sont des traîtres.» Yilmaz nie tout lien avec le Parti du mouvement nationaliste ou le Parti de la grande unité, qui patronnent pourtant cette association d'étudiants habituée aux coups de poing avec les gauchistes de l'université d'Istanbul. «Notre manifestation n'est pas politique», explique-t-il calmement derrière sa barbe rase, nous voulons juger ici ce terroriste qui a tué 35 000 personnes. C'est notre droit.» «Le massacreur de bébés rendra des comptes», hurle Bahattin Bacak, 50 ans, dont la voix éraillée montre que c'est un fidèle de ce rendez-vous quotidien. Son fils de 20 ans, Adem, dont il exhibe la photo délavée en treillis, a été tué il y a trois ans, lors d'une opération antiguérilla, à côté de Diyarbakir, la capitale du Sud-Est anatolien

peuplée en majorité de Kurdes. Quelques magasins d'Istanbul ont affiché qu'ils ne vendaient plus de produits italiens. Le signal de ce boycottage a été lancé mercredi par le ministre chargé du Commerce et de

l'Industrie, Yalim Erez. Au marché de gros de Bayrampasa, les commerçants ont renversé des cageots de fruits et de légumes venant de la péninsule, avant de les brûler.

L'ardoise risque d'être salée pour l'Italie, deuxième fournisseur et cinquième client de la Turquie. 132 firmes italiennes sont présentes en Turquie, quelque 3 000 sociétés turques font du commerce avec l'Italie, pour un montant annuel de 2,5 millions de dollars. L'Association turque des agents de voyages a annoncé qu'elle rayait cette destination de ses catalogues, choisie chaque année par 50 000 touristes turcs. «C'est vrai que, depuis quelques jours, nous n'avons plus de clients turcs pour l'Italie; il y a uniquement des étrangers», confirme un employé de Turkish Airlines.

«Ici, à Istanbul, ce n'est pas comme dans l'Est de la Turquie qu'on appelle le Kurdistan, on ne se sent pas chez nous.» Kawa, 23 ans, poète et

Au Centre culturel mésopotamien, une association diffusant la culture kurde en langue kurde, Kawa, 23 ans, explique que les

traducteur kurde événements de la semaine passée ont gravement exposé, à nouveau, la population kurde de l'ouest du pays. «On se sent tous en danger, il y a des provocations incessantes», raconte-t-il. Dans les quartiers à majorité kurde, les fascistes nous attaquent ouvertement. Il y a deux mois, la police est venue et a scellé notre salle de spectacle en disant que nos représentations présentaient des risques. A tout moment, ils peuvent encore débarquer ici et nous arrêter, on ne peut rien faire. Ici, ce n'est pas comme dans l'Est qu'on appelle le Kurdistan, on ne se sent pas chez nous.»

Poète et traducteur, Kawa dénonce les arrestations mercredi et jeudi de plus d'un millier de sympathisants du Hadep, le Parti de la démocratie du peuple, prokurde. «Les ultranationalistes faisaient le siège des locaux du Hadep, partout dans le pays, et puis la police a embarqué tout le monde. Pourquoi? Parce que le président du parti, Murat Bozlak (aujourd'hui en prison), avait salué le geste d'Ocalan, qui milite pour une solution politique. Est-ce un mal? Le gouvernement turc est hypocrite: le PKK a par trois fois déjà annoncé un cessez-le-feu, mais il n'a jamais été entendu. Ils veulent tuer Ocalan, éliminer le PKK, mais ce n'est pas une solution. Il faut d'abord reconnaître qu'il y a un peuple kurde en Turquie.» ●

JÉRÔME BASTION

Une tribune opportune pour le PKK

L'affaire Ocalan permet d'internationaliser la question kurde.

Il y a encore un mois, dans son refuge de la plaine de la Bekaa libanaise sous contrôle syrien, Abdullah Ocalan, 49 ans, le leader des rebelles kurdes de Turquie, n'était que le chef d'un parti armé considéré comme une organisation terroriste par la plupart des pays occidentaux. Les pressions des autorités d'Ankara sur Damas, et l'expulsion du Liban du patron du PKK, qu'elles considèrent comme leur ennemi public numéro 1, ont finalement eu un effet boomerang. Aujourd'hui en Italie, placé aux arrêts domiciliaires mais non extradable, et peut-être bientôt bénéficiai-



Ocalan (gauche) et un de ses hommes, en Syrie, en décembre 1991.

re de l'asile politique, Apo – «l'Oncle», comme l'appellent ses partisans – a réussi à internationaliser la question des Kurdes de Turquie. Ils sont quelque 13 millions sur 60 millions de Turcs et disposent de tous les droits des autres citoyens de cette République créée sur le modèle jacobin par Mustafa Kemal, sauf celui de se revendiquer collectivement comme Kurdes. Les insurrections ont été nombreuses en soixante-quinze ans. La lutte armée du PKK pour un «Etat Kurde» dure depuis quatorze ans, et la «sale guerre» entre l'armée turque et les rebelles a déjà causé plus de 30 000 victimes, pour l'essentiel des civils, et quelque 3 millions de déplacés, qui ont quitté leurs villages du Sud-Est anatolien sous la pression de l'armée ou par

peur des «terroristes». Le problème kurde bloque une totale démocratisation des institutions turques et représente le principale obstacle à son intégration dans l'UE. La question kurde est à nouveau sur le devant de la scène: cela représente déjà un succès pour l'ancien étudiant en sciences politiques de l'université d'Ankara, toujours marxiste-léniniste convaincu, qui savait pouvoir compter à Rome sur le soutien d'une partie de la classe politique - communistes, écologistes, mais aussi Ligue du Nord.

«Il n'avait pas d'autre choix», souligne Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris. Sur le plan militaire, le PKK piétinait, et l'armée turque avait remporté depuis trois ans d'importants succès. Par trois fois depuis 1995, Abdullah Ocalan avait proclamé un «cessez-le-feu unilatéral», sans susciter le moindre écho, ni du côté des autorités turques, décidées «à éradiquer le terrorisme», ni parmi les Européens mé-

fiant à l'égard de cette organisation monolithique et sanguinaire.

«Le PKK est marqué par un fonctionnement antidémocratique qu'illustrent des règlements de comptes internes sanglants et la liquidation d'autres mouvements nationalistes kurdes», souligne Didier Billion, spécialiste de la Turquie à l'Institut de recherches internationales et stratégiques (Iris) à Paris. Les organisations de masse, dont l'Ernk (Front national du Kurdistan) ou le «parlement kurde en exil», sont totalement contrôlées par le PKK et son chef. Il en va de même

Depuis Rome, Ocalan a annoncé sa décision «d'abandonner le terrorisme». Ce qui rend sceptique Washington.

pour la presse ou la télévision Med-TV, qui émet en kurde depuis Bruxelles. De nombreuses enquêtes judiciaires montrent en outre que l'organisation se finance par le racket et le trafic de drogue, au point d'être considérée par nombre d'experts comme un archétype de «guérilla dégénérée», avec ses quelque 10 000 combattants totalement dévoués à

un chef qui jamais n'a été combattu dans les montagnes où ses hommes affrontaient l'ar-

mée turque. Le parti Hadep, successeur du DEP dissous, et seul parti kurde légal, de fait proche des positions du PKK, n'a recueilli aux dernières élections que 4,5 % des suffrages.

Depuis Rome, Ocalan a annoncé, dans un communiqué et une interview écrite au quotidien *la Repubblica*, sa décision «d'abandonner le terrorisme» et sa disponibilité pour «discuter d'un accord de paix avec Ankara». Le Premier ministre italien, Massimo D'Alema, insiste sur

cette opportunité à saisir. Un point de vue qui est aussi celui du nouveau chef de la diplomatie allemande, Joschka Fischer, dont le pays a renoncé à demander l'extradition du chef du PKK. «Ocalan n'est plus sous influence syrienne, et il est possible de l'amener à renoncer à la lutte armée en échange d'un processus politique et d'une reconnaissance du fait kurde en Turquie», explique Kendal Nezan, espérant qu'ainsi pourra se libérer «l'espace pour des partis kurdes modérés et démocratiques». Mais, pour le moment, les autorités turques paraissent au contraire choisir la ligne de l'intransigeance ●

MARC SEMO

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, NOVEMBER 21-22, 1998

Italy Court Denies Request To Extradite Kurdish Chief

By Alessandra Stanley
New York Times Service

ROME — An Italian court of appeals on Friday rejected Turkey's request for the extradition of the Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan, deepening tensions between Ankara and Rome.

Mr. Ocalan, who was arrested last week while seeking to enter Italy, was to be released from detention in a military hospital and put under house arrest while Italy considers his request for political asylum.

Though the Italian prime minister, Massimo D'Alema, had already said Italy would not hand over Mr. Ocalan to Turkey, citing an Italian law that prohibits extradition to countries that have the death penalty, the court ruling and the easing of Mr. Ocalan's detention infuriated Turkish officials. Ankara views Mr. Ocalan, leader of the Kurdistan Workers' Party, as a terrorist.

After hearing the court's ruling, Prime Minister Mesut Yilmaz of Turkey said: "Italy is attempting to make peace with terrorism. It faces the danger of earning Turkey's eternal hostility."

"The Italian government is making mistake after mistake," he added. "Every mistake will certainly have a very heavy price."

The Turkish defense minister, Ismet Sezgin, told Reuters television Friday that Ankara may reconsider defense industry projects with Italy as a result. Italy's Finmeccanica was a strong favorite to win a contract to build attack helicopters for the Turkish military.

Turkey has begun unofficial boycotts of Italian goods, and public demonstrations in Ankara and Istanbul have included protesters burning Italian-made silk ties to illustrate their point.

Turkey is particularly upset because Mr. D'Alema has not ruled out granting Mr. Ocalan political asylum. The United States, which requested that Italy extradite Mr. Ocalan to Turkey, also has expressed its opposition to political asylum for the Kurdish leader. If Italy were to grant political asylum, it would inflame an already tense diplomatic situation, and foreign diplomats in Rome suspect Italy will postpone any such decision for as long as possible.

While a commission within the Italian Interior Ministry considers Mr. Ocalan's application, the Kurdish leader will have to stay under house arrest in Rome and check in regularly with the law enforcement authorities.

Mr. D'Alema, who complained this week about the lack of support from other European nations, may seek it next

week when he is expected to travel to Brussels, Paris and Bonn for bilateral meetings with his counterparts.

The Court of Appeals originally had said that Mr. Ocalan would have to remain in Italian custody pending an arrest warrant from Germany. But Germany, which issued a warrant for Mr. Ocalan's arrest on homicide charges in 1990, said Friday that it would not press Italy for his extradition at this time. Germany, which is home to 2 million Turks — a quarter of whom are ethnic Kurds — seems reluctant to create fresh tensions in Germany by bringing Mr. Ocalan to trial.

■ Rights Group Praises Ankara

Amnesty International said Friday that Turkey's human rights record had shown signs of improvement since last year, Reuters reported from Istanbul.

Amnesty told an Istanbul rights conference that last year's provision shortening detention periods initiated a move toward ending Turkish rights abuses, many of which are linked to the separatist conflict in the mainly Kurdish Southeast.

"I think we do see March 1997 as a bit of a turning point for human rights in Turkey," said Jonathan Sugden, Amnesty's Turkey researcher. "Since that time we have seen, simply on a statistical basis, what looks like a new chapter."

Arms Experts Detail Saddam's Network of Supply and Evasion

By Barbara Crossette
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — Saddam Hussein's government is using an outside network of front companies and smugglers to supply centers around Iraq with parts for illegal weapons systems, according to arms control experts. They added that Iraq has also made efforts to produce some components abroad.

The well-disguised centers in Iraq are not considered likely to be accessible to United Nations arms inspectors now back in the country.

Experts say that evidence may be fragmentary, but that as Mr. Saddam and those who watch him shift their focus to Iraq's ability to rearm it is apparent that Iraq has access to vital components — ready-made or built to specifications — for weapons systems.

Khidhir Hamza, the former director of Iraq's program to devise a nuclear weapon who defected in 1994, said in an interview this week that in the nuclear area there was "general planning for removal outside Iraq of some sensitive work or possibly work that requires some imports."

"The idea is to do it outside and bring the thing back home," he said of Iraqi plans either to produce nuclear components abroad, among them devices to trigger nuclear reactions in warheads, or to import crucial parts to make arms in Iraq.

Mr. Hamza, who arrived in the United States in 1995, said that at the time he left Iraq a friend of his was importing electronic parts for the military from a front company in Jordan that bought the equipment in Malaysia and Singapore.

"There are hundreds of these compa-

nies in Jordan," he said. "They have a whole system of runners in ordinary cars." He said that Iraq repaired its radar after the Gulf War in 1991 by smuggling in parts.

Mr. Hamza and others say that there are front companies as far afield as Southeast Asia and overseas bank accounts from the Gulf region to Latin America to pay for purchases. Smugglers pack valuable pieces in personal luggage. Circuit boards in foam-padded bags cross the border from Jordan for a small bribe, perhaps a bottle of whiskey, he said. Plastic bags stuffed with goods are stored in the empty tanks of returning oil trucks.

At the Center for Strategic and International Studies in Washington, Anthony Cordesman, a co-director and an expert on the Middle East, said that far more material was smuggled in on trucks through Turkey, where a more porous border than the one with Jordan abuts the semiautonomous Kurdish region of northern Iraq. Imports are scattered around the country to a network of small centers working to reconstitute arms.

The centers are protected by Mr. Saddam's most trusted security forces.

"It's scattered throughout the country," Mr. Cordesman said. "Not only do you have small centers and duplicative efforts, but you have groups that are now dedicated to using civilian covers to hide and maneuver what they have left around."

Iraq has tried in the past to put private civilian property off-limits to the UN Special Commission of arms inspectors, known as Unscorm.

Friendly governments help when Mr. Saddam needs offshore research or perhaps production centers, Iraqi exiles and some U.S. experts say, although they

disagree about the importance of projects in such countries as Yemen, Sudan, Libya and Jordan.

Nuclear experts were recently surprised to learn that the director-general of Iraq's nuclear research center, which Baghdad insists is not developing arms, has been visiting India's leading nuclear research laboratory. The previously unreported presence of the Iraqi, Abdulkadir Abdulrahman Ahmed, was discovered when a computer hacker got into the Indian center's files, Mr. Hamza said.

He said that over the years Iraq had nurtured a "deep and multilayered cooperation" with India that appeared to have cooled in recent years. "But it seems to be back now."

Charles Duelfer, deputy executive chairman of Unscorm, said that vigilance by the commission and the cooperation of countries dealing with Iraq, or through which Iraqis may be shipping goods, was essential.

"Offshore work is more difficult to investigate," Mr. Duelfer said. "We have seen what happened in the past. Iraq set up front companies in the 1980s and it is reasonable to suspect a continuation."

■ No Day Off for Inspectors

UN weapons teams went into the field for the third consecutive day on Friday, usually a day of rest in the Muslim world, The Associated Press reported from Baghdad.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, NOVEMBER 21-22, 1998

Le chef du PKK ne sera pas extradé vers la Turquie

La décision de l'Italie d'assigner à résidence Abdullah Öcalan provoque la colère du gouvernement turc

ROME

de notre correspondant

La cour d'appel de Rome a décidé, vendredi 20 novembre, de lever l'ordre d'arrestation d'Abdullah Öcalan. Le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) arrêté le 12 novembre à l'aéroport de Fiumicino, est désormais libre de ses mouvements. Il est néanmoins contraint

de ne pas quitter Rome. Cette décision d'élargissement de celui qui est considéré par la Turquie comme un dangereux terroriste a accru la colère du gouvernement d'Ankara à l'égard de l'Italie et a fait monter la tension d'un nouveau cran entre les deux Etats. « Vous le paierez cher, s'est écrié le premier ministre turc, Mesut Yilmaz. Chaque faux pas aura

pour vous un prix élevé et l'Etat turc est suffisamment puissant pour vous le faire payer », a-t-il ajouté, accusant le gouvernement italien d'avoir « influencé » la décision de la cour avec la requête du garde des sceaux de demander l'assignation à résidence. Mesut Yilmaz a menacé l'Italie « d'une éternelle inimitié », tandis que le général Cetin Saner, commandant du sixième corps d'armée, a promis qu'« Öcalan serait capturé quel que soit l'endroit où il se trouve ».

Face à ces réactions violentes, les autorités italiennes tentent de calmer le jeu dans l'attente de trouver une solution à cette épineuse question. Le président du conseil, Massimo D'Alema, a simplement fait remarquer que la décision de la cour est seulement due « à l'impossibilité de son extradition parce que l'Allemagne ne la réclame pas et que pour la Turquie, ce n'est pas admissible ».

Le président du conseil a souligné qu'il était d'autant plus « ridicule » de parler de « pression » du gouvernement que le ministère de la justice s'était prononcé en faveur d'un maintien en détention mais dans une résidence surveillée.

Puisque Bonn n'a pas l'intention, « dans l'immédiat », comme l'a précisé Uwe-Karsten Heye, porte-parole du gouvernement, de demander l'extradition, ce sera donc aux Italiens de se débrouiller seuls. Massimo D'Alema l'a dit et répété : ni aucune menace, ni aucun chantage du gouvernement turc ne sera admis et le cas de M. Öcalan sera soumis aux lois en vigueur dans le pays et aux règles internationales en la matière.

Il incombera donc, la semaine prochaine, à la commission centrale de reconnaissance du statut de réfugié politique - organisme dépendant du ministère de l'intérieur - de se

prononcer sur la demande de droit d'asile. La procédure peut prendre du temps, mais les quelque 6 000 Kurdes rassemblés sur le mont Celio pour soutenir leur chef n'ont pas l'intention de quitter les lieux avant qu'une décision ne soit prise bien qu'Abdullah Öcalan leur ait demandé de rentrer chez eux. Depuis l'hôpital de Palestrina, à une quarantaine de kilomètres de Rome, où « Apo » loge encore en attendant de trouver une résidence, ce dernier a en effet envoyé un message à ses fidèles leur demandant de ne plus « accomplir de geste qui puisse nuire à notre peuple » et donc de ne plus

commettre de suicide par le feu et de rentrer à la maison pour « poursuivre la lutte ». Considérant que la décision de la cour d'appel est une première victoire due à leur présence, les Kurdes n'ont cependant pas l'intention de relâcher leur mobilisation et les autorités italiennes tolèrent de bonne grâce ce sit-in permanent.

APPELS AU BOYCOTTAGE

Mais plus le temps passe, plus la situation risque de se dégrader avec la Turquie. Les Etats-Unis poussent en faveur « d'une solution rapide ». « Il faut trouver un accord sur l'extra-

dition en Turquie ou pour le juger en Italie ou en Allemagne », a déclaré la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright. Des rumeurs commencent à circuler sur une possible expulsion soit vers la Libye, soit vers l'Arménie ou un pays de l'ex-URSS qui voudrait bien accueillir ce révolutionnaire embarrassant.

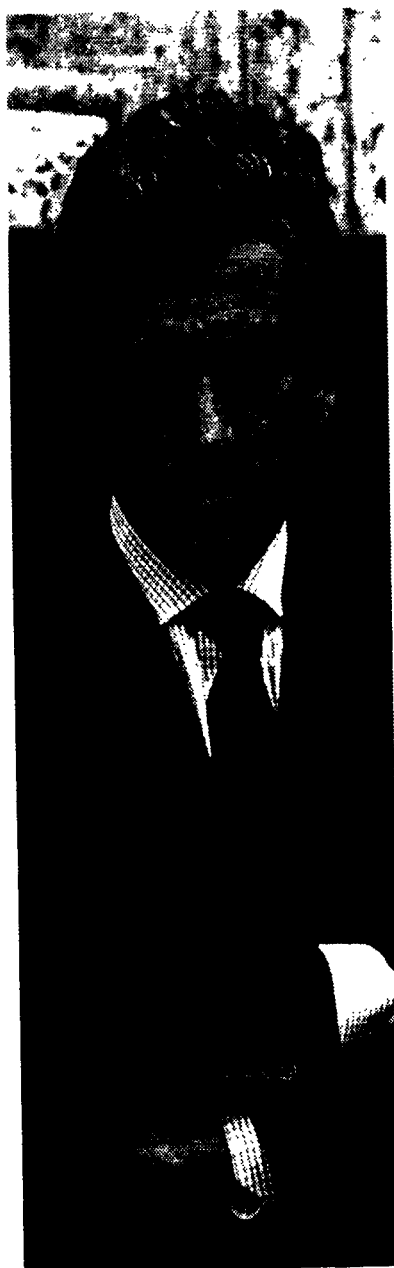
Dans l'immédiat, des questions se posent concernant la sécurité du match de la Ligue des champions qui doit avoir lieu, mercredi 25 novembre à Istanbul, entre la Juventus de Turin et l'équipe de Galatasaray. L'UEFA (Union européenne de football) doit prendre une décision lundi.

Mais plus graves sont les répercussions commerciales entre les deux pays. Des appels au boycott des produits italiens sont lancés en Turquie pour punir « le pays traître, le pays qui soutient le terrorisme ». Des contrats et des commandes sont annulés et les chefs d'entreprise italiens font pression pour qu'une solution rapide soit trouvée. Cent trente sociétés sont implantées en Turquie, quatorzième partenaire commercial de l'Italie, alors que la péninsule est le cinquième marché d'exportation pour Ankara.

Michel Bôle-Richard

D'Alema: dalla Turchia atti

«Il boicottaggio è proibito dalle leggi internazionali» illegali



GINEVRA
DAL NOSTRO INVIATO

In una saletta d'albergo i due si sono parlati per un quarto d'ora. Senza alzare la voce, ma anche senza scambiarsi novità e alla fine della chiacchierata Massimo D'Alema e il turco Haled Inonu, presidente del partito repubblicano del popolo, si sono presentati uno a fianco all'altro davanti alle telecamere. E il presidente del Consiglio, in due momenti distinti, ha scandito con chiarezza un concetto: «Sappiamo che Öcalan è un terrorista», «condanniamo il terrorismo, anche quello del Pkk», «ma questo non ci esime dal rispetto delle nostre leggi».

E quanto alle reazioni turche, D'Alema, con Inonu al fianco, alza leggermente il tono della voce: «Sono stati compiuti anche atti illegali contro l'Italia e i nostri interessi. Il boicottaggio commerciale è proibito dalle convenzioni internazionali».

Per Massimo D'Alema domenica 22 novembre è stata una giornata meno gratificante di quella che l'aveva preceduta e che era culminata nella solidarietà dell'Unione europea. Una domenica difficile, conclusa a Ginevra per la riunione del Presidium dell'Internazionale socialista, ma che era stata scandita dall'affastellarsi di notizie contraddittorie. Da una parte la Germania, che insiste nel suo atteggiamento ambiguo - con la magistratura che ribadisce il mandato di cattura, mentre il governo continua a nicchiare. Ieri sera, a chi gli chiedeva una sua valutazione, D'Alema ha preferito scansare polemiche con i tedeschi: «Io non valuto nulla. Abbiamo arrestato Öcalan sulla base di un mandato di arresto della magistratura tedesca e ora quel governo ha 40 giorni per decidere».

Nulla di più e per il momento la sorpresa del governo italiano resta affidata alle missioni diplomatiche.

Ma ieri anche la questione-Juventus ha de-

finitivamente assunto una dimensione politica: dopo che la Farnesina ha sconsigliato ai cittadini italiani di andare in Turchia, cosa devono fare i cittadini italiani che di professione fanno i calciatori? Per il momento il presidente del Consiglio preferisce non intervenire sulla questione: è di pertinenza dell'Uefa fanno sapere informalmente da palazzo Chigi. Ma l'emergenza-Öcalan continua ad assorbire gran parte delle energie del capo del governo. Ieri sera D'Alema non è voluto mancare ad una sessione ordinaria del Consiglio dell'Internazionale socialista, disertata invece da quasi tutti i grandi leader socialisti europei. In compenso, oltre a D'Alema, c'era per la prima volta Walter Veltroni. Prima della tradizionale cena che precede la sessione di questa mattina, ieri sera D'Alema e Veltroni hanno voluto incontrare il turco Hamed Inonu, presidente onorario di uno dei partiti di opposizione in Turchia e che è uno dei tanti vice-presidenti dell'Internazionale socialista, ma che come ha detto lui stesso più tardi si è quasi ritirato dalla politica attiva e chiarendo in ogni caso di parlare «a titolo personale». Alla fine del breve colloquio, D'Alema ha spiegato che «verso il Pkk il governo italiano non ha mai espresso simpatia», ma che «i diritti del popolo curdo devono essere riconosciuti», senza per questo - ecco un altro messaggio importante di D'Alema - «arrivare alla secessione, all'indipendenza, obiettivo che non sosteniamo». E intanto nella breve visita svizzera D'Alema e Veltroni proseguono il lavoro diplomatico per favorire l'ascesa di Prodi alla presidenza della Commissione europea, un incastro complicato nel quale entra in ballo anche la presidenza dell'Internazionale socialista: fra un anno il francese Mauroy lascia e lo spagnolo Gonzalez ha fatto sapere a D'Alema che lui non correrà. Preferisce riprovarci in Spagna.

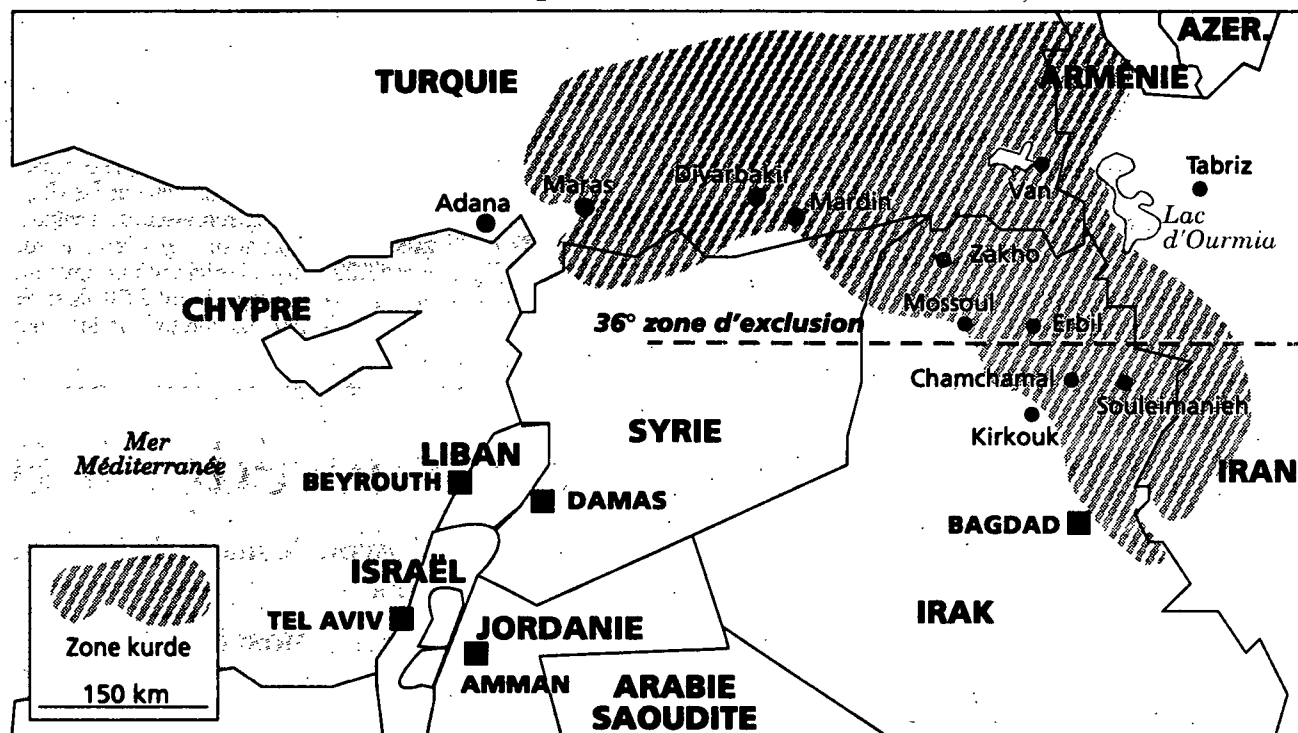
Fabio Martini

23 Novembre 1998

LA STAMPA

Divisé, le peuple kurde se rappelle à l'Europe

Les Kurdes — une population de 25 à 30 millions de personnes réparties sur plusieurs pays — restent le dernier grand peuple à qui l'auto-détermination continue d'être refusée



la Croix

Les Kurdes représentent quelque 25 à 30 millions de personnes. Outre un million de réfugiés en Europe, les Kurdes sont répartis entre plusieurs États : la Turquie, l'Irak, l'Iran, la Syrie et des Républiques de l'ex-URSS. Bien que le traité de Sèvres en 1920 leur ait reconnu le droit à la création d'un État, ce droit leur a toujours été refusé.

L'Italie pourrait « accueillir, avec le mandat de l'ONU, une conférence qui rassemble tous les pays où sont présentes des minorités kurdes ». Si elle était suivie d'effets, cette proposition faite par Umberto Ranieri, sous-secrétaire aux affaires étrangères, le 18 novembre dernier, aurait au moins le mérite de réparer une injustice faite aux Kurdes lorsque les puissances occidentales leur firent la promesse de créer un État kurde.

Répartis entre plusieurs États — Turquie, Irak, Iran, Syrie et des Républiques de l'ex-URSS —, les Kurdes constituent une communauté disparate de 25 à 30 millions d'âmes. Des traces de leur présence dans l'histoire du Proche et Moyen-Orient apparaissent dès le X^e siècle. Plusieurs dynasties se sont succédé, dont celle des

Ayyoubides qui a joué un rôle important au-delà même du Kurdistan, notamment avec Saladin (1138-1193), le grand adversaire des Croisés. Au XIII^e siècle, l'invasion mongole désola le pays, une partie de la population est exterminée. Dès 1513, la majorité de la région passe de l'autorité de l'empire perse à celle de l'empire ottoman. Au cours des quatre siècles suivants, le Kurdistan deviendra l'un des enjeux majeurs de la rivalité entre ces deux empires.

Une lueur d'espoir

Après la Première Guerre mondiale, une lueur d'espoir apparaît dans le ciel kurde. En signant le traité de Sèvres, le 10 août 1920, les Alliés préconisent « l'autonomie pour les régions où domine l'élément kurde ». La promesse faite aux Kurdes s'envole avec le traité

de Lausanne, signé en 1923. Dès lors, la partie ottomane du Kurdistan est divisée entre la Turquie, l'Irak et l'Iran.

En janvier 1946, le nord de l'Irak étant occupé par l'armée soviétique, les Kurdes y créent la petite République de Mahabad dont l'existence ne durera que onze mois. La rébellion kurde iranienne est écrasée dans le sang entre 1980 et 1984 par l'armée iranienne alors que l'Irak s'oppose à toute tentative d'autonomie. Dans les années 60, c'est en Irak que se développe la contestation kurde lorsque Mustafa Barzani prend la tête de l'insurrection. Des négociations sont entamées avec le pouvoir cen-

tral à Bagdad et, en 1974, le gouvernement promulgue sa loi d'autonomie, rejetée par les Kurdes irakiens. Survient la guerre Iran-Irak à laquelle les Kurdes paieront un lourd

tribun. Le 22 mars 1988, l'aviation irakienne bombarde à l'arme chimique des villages du Kurdistan irakien, tuant plus de 5 000 personnes.

En 1991, les Kurdes reprennent le contrôle d'une importante partie du Kurdistan irakien. Mais quelque temps plus tard, ils sont défaits. Finalement, la communauté internationale intervient et crée au Kurdistan irakien une « zone de sécurité » placée sous leur contrôle et qui échappe désormais totalement à l'autorité de Bagdad.

Pour aggraver la situation des Kurdes, au fur et à mesure que s'accélérait la désertification de la campagne due à la répression, l'émigration contrainte et forcée vers les villes et les divers lieux d'accueil de la diaspora a eu des effets destructurants. Force est de reconnaître que les Kurdes qui, pourtant, parta-

gent une histoire, une langue et une culture communes, ne sont encore jamais arrivés à fédérer leur peuple. Selon leur pays de résidence, ils entretiennent des rapports différents avec les autorités au pouvoir et suivent des stratégies parfois opposées.

Les partis kurdes sont eux-mêmes très divisés entre le

Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'Abdullah Ocalan en Turquie, le Parti démocratique du Kurdistan (PKK) de Massoud Barzani présent à la fois en Iran et en Irak, et enfin l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani en Irak. Les deux partis irakiens se sont d'ailleurs durement affrontés, chacun

contrôlant sa propre zone et y dictant sa loi. Cependant, quelque temps avant la crise qui a opposé le régime irakien avec l'ONU, les deux partis kurdes d'Irak ont signé un accord de paix. Pour combien de temps ?

Avec l'arrivée de milliers de réfugiés kurdes en Europe et notamment en Italie, les Euro-

péens ont pris conscience des risques de débordement à leurs frontières. L'arrestation du leader du PKK, Abdullah Ocalan, en relançant la polémique au cœur de l'Europe, pourrait être l'occasion de reconsidérer enfin le problème kurde.

Agnès ROTVEL

Le PKK reste le problème numéro un de la Turquie

En s'installant en Syrie dès 1981, Abdullah Ocalan, dit « Apo », a monté une organisation terroriste, le PKK, recrutant ses militants parmi une population kurde abandonnée à son sort

ISTANBUL

De notre correspondante

Quand en 1978, une dizaine de militants d'extrême gauche, réunis dans un appartement d'Ankara, créent le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), personne ne se doute que son chef sera vingt ans plus tard l'enjeu d'une crise internationale. La première attaque du PKK sur un poste militaire en 1984 à Siirt, coûte la vie à un soldat turc. Mais occupée à panser les plaies d'une guerre civile interrompue en 1980, la Turquie mettra plusieurs années avant de réaliser l'ampleur du danger.

En 1990, le PKK devient le problème numéro un des autorités turques. Les attaques de la guérilla sont quotidiennes et des centaines de soldats et de militants meurent chaque année dans les affrontements. Au paroxysme de leur influence sur les provinces du sud-est de la Turquie, les séparatistes

prélèvent des impôts en bonne et due forme, rendent la justice et vont jusqu'à exiger des touristes des visas kurdes.

Pour priver les militants de l'aide volontaire — ou contrainte — des villageois, l'armée turque, déterminée à éliminer l'organisation par la force, se lance en 1992 dans une politique de la terre brûlée. En 1997, 3 185 villages sont « vidés ». Militairement, cette tactique, combinée à des opérations de grande envergure destinées à éradiquer les camps du PKK situés dans le nord de l'Irak, a porté ses fruits. Dans ces affrontements, 30 000 soldats et civils ont été tués.

Plusieurs cessez-le-feu

Ne pouvant parvenir à ses fins par la force, le PKK a annoncé plusieurs cessez-le-feu en 1993, en 1995, puis en 1998, sans parvenir à obtenir la moindre réponse d'Ankara. Marxiste-léniniste à l'origine, ce parti revendique

un État kurde indépendant et démocratique empiétant sur les terres de la Turquie, de l'Irak et de l'Iran. En 1993, son chef, Abdullah Ocalan infléchit ses positions et réclame une large autonomie du Kurdistan turc combinée avec une fédération des autres régions peuplées de kurdes. L'extrémisme avait entretemps introduit des éléments de discours islamiste dans sa propagande. Bouté récemment hors de Syrie suite à la signature d'un pacte syro-turc, Ocalan a finalement évoqué la possibilité de l'abandon de la lutte armée. Le PKK, possède une assise financière de près d'un milliard de dollars (environ 5,6 milliards de francs) réunis grâce aux dons et rackets pratiqués en Europe, comme en Turquie, mais aussi au trafic de drogue.

Depuis 1994, le PKK a lancé une campagne visant à assurer sa légitimité politique en Europe. La création d'un Parlement kurde en exil et d'une chaîne de télé-

sion par satellite en 1995, ont été des moments importants de cette légitimation. Le PKK qui a récemment perdu le soutien des États-Unis, a toujours pu compter sur la Grèce, la Russie ou la Syrie et vient de trouver un accueil inespéré en Italie.

En refusant de considérer la question sociale et identitaire du peuple kurde, en privilégiant la force contre le PKK, la Turquie a largement contribué à son développement. Tous les politiciens ayant avancé des tentatives de règlement politique de la question kurde se sont vu exclus du jeu démocratique. Les partis et journaux kurdes en Turquie ont été fermés un à un. Quatre députés kurdes revendiquant leur identité ethnique sont en prison depuis 1995. Aujourd'hui encore, alors que les Turcs se mobilisent pour réclamer la restitution d'Ocalan, le problème kurde, en Turquie, loin d'être réglé, reste tabou.

Nükte V. ORTACQ

ISTANBUL

de notre correspondante

Après le rejet, par la cour d'appel de Rome, du mandat d'arrêt international lancé par Ankara contre le chef kurde Abdullah Ocalan, dit « Apo », la vague d'indignation qui secoue la Turquie depuis plus d'une semaine touche désormais les relations économiques entre les deux pays.

Outre les sanctions officielles, imposées par les autorités qui ont exclu l'Italie des grands contrats, notamment pour la fourniture d'équipements militaires, un embargo est appliqué par la popu-

lation turque contre tout produit en provenance d'Italie, allant même jusqu'à bouder les pizzas et spaghettis servis dans les restaurants italiens. Dans tous les coins du pays, des manifestants turcs expriment leur colère, brûlant le drapeau italien et l'effigie d'« Apo ».

« A partir d'aujourd'hui, nous renonçons à nos couleurs, ont annoncé les partenaires turcs de la firme italienne Benetton. Depuis 1984, avec cinq mille personnes travaillant en Turquie, nous produisons et commercialisons les produits Benetton. Mais avant tout, nous

La Turquie s'engage vers un boycottage des produits italiens

L'affaire Öcalan provoque l'indignation

sommes Turcs et nous déplorons les derniers événements, car nous partageons les émotions de notre population. » Les vitrines des succursales de Benetton, ont été drapées de noir.

INJUSTICE

« Nous protesterons auprès de l'OTAN... et nous réévaluerons nos relations avec l'Italie, non seulement dans l'industrie de défense, mais dans tous les secteurs de l'économie », a annoncé le ministre de la défense, Ismet Sezgin. L'embargo touche notamment la firme italienne Finmeccanica, qui était en lice pour la fourniture de cent quarante-cinq hélicoptères de combat, un contrat estimé à 3,5 milliards de dollars. La compagnie MKEK, qui importait d'Italie des munitions pour l'armée turque pour une valeur annuelle de 250 à 300 millions de dollars a également annoncé la suspension de ses

achats.

En 1997, l'Italie figurait parmi les trois premiers partenaires commerciaux de la Turquie avec des exportations atteignant 4,5 milliards de dollars, contre 1,8 milliard d'importations. Une délégation de la Tusiad, l'associa-

tion des industriels et hommes d'affaires turcs, s'est rendue à Rome où elle a entamé des pourparlers avec ses homologues de la Confindustria. L'embargo risque de porter atteinte à l'économie turque. L'industrie automobile - la compagnie Tofas, du groupe Koç, qui produit des véhicules Fiat sous licence, les pneus Pirelli, ainsi que des dizaines d'autres entreprises qui produisent des pièces détachées - fournit des emplois à des milliers de Turcs.

Mais les avertissements à ce sujet ont peu d'impact sur une population outrée par la tolérance

des autorités italiennes à l'égard d'« Apo ». Les Turcs n'ont plus qu'un sujet à la bouche : l'injustice des Européens. Le premier ministre Mesut Yilmaz a été réélu, samedi 21 novembre, à la tête de son Parti de la mère-patrie (ANAP) malgré la situation précaire de son gouvernement, qui va vraisemblablement tomber le 25 novembre lors d'une motion de censure au Parlement.

APPELS AU CALME

Il a, une fois de plus, condamné les autorités italiennes, ignorant les réprimandes de l'Union européenne qui avait déploré ces menaces. « Le gouvernement italien, dans son ignorance, a ouvert ses bras au terroriste le plus sanguinaire du monde », a déclaré M. Yilmaz.

Quelques commentateurs, craignant une explosion de violence, ont lancé des appels au calme. L'ambassade et le consulat d'Italie sont assiégés par des manifestants,

qui se relaient jour et nuit pour protester. Les manifestations se multiplient, souvent organisées par des militants nationalistes, d'extrême droite, débouchant sur des violences contre les Kurdes considérés comme sympathisants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la formation d'« Apo ».

Plusieurs centaines de membres du parti pro-kurde Hadeq ont été interpellés par la police et deux des personnes arrêtées ont trouvé la mort dans des circonstances mal expliquées. Un jeune homme de dix-huit ans est mort sous la torture à Diyarbakir, alors qu'un autre membre du parti, âgé de quarante-six ans, est décédé après avoir, semble-t-il, été battu par une foule de manifestants en colère dans la ville d'Izmit, à une centaine de kilomètres d'Istanbul.

Nicole Pope

L'un des principaux opposants iraniens assassiné à son domicile à Téhéran

Le meurtre de Dariush Forouhar et de son épouse apparaît comme un défi lancé au président Khatami

Dariush Forouhar, l'un des principaux opposants iraniens, a été assassiné, ainsi que son épouse, à leur domicile de Téhéran, dimanche 22 novembre.

Ce double meurtre est perçu comme un défi au président iranien Mohamad Khatami, qui prône le pluralisme politique et la tolérance

et veut ouvrir son pays sur l'extérieur. Il survient dans un climat de vives tensions entre conservateurs et modernistes.

LES SIMILITUDES avec le meurtre à Suresnes (Hauts-de-Seine), en août 1991, de l'ancien premier ministre iranien Chapour Bakhtiar sont troublantes et attestent de l'hostilité quasi viscérale que certains, en Iran, vouent à toute idée de libéralisation de la vie politique et d'ouverture à l'extérieur. L'un des responsables historiques de l'opposition iranienne, Dariush Forouhar, a été assassiné à coups de couteau dimanche soir 22 novembre, ainsi que son épouse, Parvaneh, à leur domicile du centre de Téhéran.

D'après l'agence officielle IRNA, « le ou les assassins connaissaient leurs victimes, car les policiers ont trouvé des fleurs et une boîte de gâteaux sur le lieu du crime ». De même Chapour Bakhtiar connaissait-il ses assassins, qui avaient pu s'introduire auprès de lui malgré la stricte surveillance policière française.

Dariush Forouhar et son épouse ont été tués alors que la lutte est de plus en plus serrée entre les ultrac conservateurs et le président réformateur iranien, Mohamad Khatami, adepte d'une démocratisation de la vie politique et qui veut ouvrir son pays sur l'extérieur - il doit notamment effectuer une visite offi-

cielle en France en février 1999. De même Chapour Bakhtiar avait-il été tué au moment où l'ancien président Rafsandjani tentait déjà d'apporter un bol d'air à la République islamique avec la programmation, notamment, d'une visite à Téhéran de l'ancien président français, François Mitterrand - visite dont le meurtre de Chapour Bakhtiar avait provoqué l'annulation.

Avant même les résultats de l'enquête ordonnée par le ministère de l'intérieur iranien, de nombreux Iraniens sont convaincus que les responsables appartiennent aux forces de l'ombre manipulées par les franges les plus obtuses des factions du pouvoir. D'autant que le double meurtre est survenu au lendemain d'un incident, comparativement mineur, mais non moins révélateur de l'état d'esprit de ces mêmes forces.

CHASSE AUX SORCIÈRES

Un autocar transportant un groupe de touristes américains et escorté, d'après le quotidien *Keyhan*, par des véhicules du ministère iranien des affaires étrangères a été la cible, samedi, de jets de pierre par des militants intégristes hostiles aux Etats-Unis. Cet incident est survenu dans la foulée d'une cam-

pagne des milieux intégristes contre la multiplication de visites d'Américains en Iran, assimilés à des « espions » opérant pour la CIA.

Dariush Forouhar, qui, à l'époque du chah, avait passé une douzaine d'années dans les prisons de la Savak (police politique), était le chef du Parti de la nation iranienne, qui, avec le Mouvement de libération de l'Iran (MLI), était toléré en République islamique. Il avait été l'un des premiers compagnons de l'ancien premier ministre, Mohamad Mossadegh, au sein du Front national dans les années 50. En 1977, il avait été l'un des principaux signataires d'une lettre ouverte au chah réclamant le respect de la Constitution et la garantie des libertés politiques. Après l'avènement de la République islamique, en 1979, il avait été ministre dans le gouvernement de Mehdi Bazargan, premier ministre de l'ayatollah Khomeiny, avant de passer à l'opposition.

Lors d'un entretien accordé au *Monde*, en février 1997, c'est-à-dire avant le raz-de-marée électoral qui devait porter M. Khatami à la présidence de la République, Parvaneh Forouhar plaçait, comme son époux, pour la séparation de la politique et de la religion et ne ména-

geait pas ses critiques aux gouvernants. Dans des propos qui apparaissent aujourd'hui prémonitoires, elle dénonçait l'absence de démocratie et la chasse aux sorcières organisée par les extrémistes : « On tue les intellectuels et on camoufle leur meurtre en accident, disait-elle. Chaque fois que les dirigeants butent contre un mur, ils tuent. »

Au cours des dernières années, les meurtres d'opposants politiques avaient le plus souvent pour théâtre des pays étrangers. Le meurtre du couple Forouhar marque un degré important dans l'escalade et apparaît comme un défi lancé au président Khatami.

Mouna Naim

SPECIAL REPORT

The View From Baghdad

By misjudging Bill Clinton and the United Nations, an almost completely isolated Saddam Hussein badly miscalculated. BY MICHAEL HIRSH AND MARK DENNIS

IT WAS MIDSUMMER 1998, THE HIGH tide of Monicagate. Ken Starr was outmaneuvering Bill Clinton, and so was Saddam Hussein. At least that's how the Iraqi president saw it. Saddam came to believe last August that he would soon outlast another American president, according to diplomats and Iraqi dissidents familiar with his thinking. Flattered by oil-hungry foreigners, he was convinced that he was close to realizing his decadelong dream: to become, once again, a respected and feared regional leader—not tyrant of a rogue nation that has been crippled by economic sanctions and humiliated by international monitoring.

Reaching that goal would have required a lot of delicate diplomacy. That's not Saddam's style. His name in Arabic means "the one who confronts." So on Aug. 5 the Iraqi leader did what he's done ever since formally seizing power in 1979: he went on the offensive. He refused, yet again, to cooperate with U.N.-sponsored weapons inspections, breaking an agreement he had cut with U.N. Secretary-General Kofi Annan the previous February. Washington, distracted by the sex scandal, issued a feeble response. To Saddam's delight, the Clinton administration even dissolved into a cycle of self-recrimination when ex-weapons inspector Scott Ritter accused the Clintonites of undermining inspectors' efforts. Saddam seems to have felt, moreover, that his tactic of dividing the U.N. Security Council—wooing France and Russia to his side—was close to success. Since the February deal, both nations had pushed hard behind the scenes for a lifting of economic sanctions on Iraq, so that they could execute multibillion-dollar oil deals. His Arab neighbors, meanwhile, were resignedly coming to accept Saddam, like a neighborhood bully released from the reformatory.

Months of White House inaction passed. To Saddam it looked as if Washington didn't want a fight. The Iraqi president may have become convinced he was on the right track in mid-October, when Slobodan Milosevic, his Balkan comrade-in-despotism, was spared a U.S. assault over Kosovo. So on Oct. 31, enraged by another U.N. failure to promise him a timetable for lifting sanctions, Saddam told UNSCOM to get out altogether. At that point, says a Russian official, Saddam thought "he [could] now get away with anything."



MISTAKEN ANALYSIS:
The Iraqi thought he would outlast another U.S. president

It was a massive miscalculation. And through most of last week Saddam Hussein found himself more isolated than he's been since invading Kuwait more than eight years ago. His pals in Paris, Moscow and the gulf had utterly deserted him. In a stunning blow, Egypt, Syria and six gulf states issued a communique critical of him. Their under-

lying message: if force is used, it's Saddam's fault. A day later, faced with the near certainty of a sustained bombing campaign and lacking allies, the Iraqi leader appeared to cave, promising U.N. inspectors unfettered access. The Clinton administration, unwilling to take him at his word, continued its deployment of U.S. forces into the gulf.



JOCKEL FINCK—AP

WAR FOOTING: As Baghdad braced for possible strikes, a man pulled a cart piled with jerrycans through the city. Sanctions have crippled the economy, and getting them lifted is a critical concern for Saddam. The United States, he believes, won't agree as long as he survives.

So what changed between August and November? First, unknown to the Iraqi president, the administration had settled on a new tactic. Faced with a lack of international support for military strikes during the February crisis, Washington decided to wait for a really flagrant breach from the Iraqi regime—just the sort, in fact, that Saddam pulled on Oct. 31. Saddam's mistake, U.S. officials say, was to threaten to kick out UNSCOM altogether, rather than to merely quibble over the terms of access for the weapons inspections. That was a slap in the face not just to Washington but to Kofi Annan, who had laid his own credibility on the line with the February accord. Saddam also chose precisely the wrong moment to make his move. On Nov. 3, three days after Saddam's defiant move, Clinton, the distracted, all-but-impeached leader of August, scored a major midterm-election victory that restored his political clout.

Other circumstances had shifted as well—and the Iraqi, cocooned in an increasingly small circle of hard-line yes men, realized only too late how badly he had fallen out of step. First the United States had grown more diplomatically secure among the Arabs: last month's Wye accord between the Israelis and the Palestinians helped give Clinton credibility, as did a September pact signed in Washing-

ton between two warring Iraqi Kurdish rebel chiefs. Washington had also, to some degree, co-opted Saddam's old confidant and intermediary Yevgeny Primakov. He is now Russia's prime minister and, given the faltering state of Russia's economy, badly needs U.S. aid. The world of petro-politics had shifted, too. A glut of oil on the world market, combined with reduced demand in Asia, has depressed prices to their lowest level since 1973. The last thing gulf-state producers want now, it seems, is an Iraq freed to compete with them, much less dominate them. "The gulf oil producers would undoubtedly be happy if the Americans wiped the Iraqis off the oil market," says Merli Baroudi, senior analyst at the London-based Economist Intelligence Unit.

UP UNTIL THE WEEKEND, SADDAM still hoped that it was Bill Clinton who was overreaching. He thought bombing would "play badly for the Americans in the region," says an Arab official who knows him. Saddam also believed that a U.S. air campaign might cause some horrific slaughter of civilians that would "change the status quo"—in other words, rally Arab support. But at the last moment, as he watched a stream of ships and bombers head for him, Saddam appeared to realize

that the planned airstrikes would set him back years militarily.

True, some fellow Arabs may think Saddam has tweaked America's tail again. By Saturday night it appeared he had won back some French and Russian support for the easing of sanctions, and Moscow had returned to its old game of acting as his broker. But the Iraqi president may have tested international patience one too many times. In the gulf states and the U.N. Security Council, where many thought they could do business with Saddam last August, few think so any longer. "This has always been his strategy," says one Arab diplomat at the United Nations. "Create an altercation, get some concessions. Everyone is fed up with him."

For Saddam, perhaps the bitterest irony is that in the end he only wanted some respect—especially from Washington. The Iraqi leader had grown angrier over the years as he became convinced that the real U.S. strategy was to keep sanctions on him until he fell. Saddam "really wants to go back to the U.S. fold," argues Abdel Barri-Atwan, editor of the London-based Arabic daily Al-Quds al-Arabi. "He'd like to go back to the 1980s, when he was [the Americans'] guy." The Arab official familiar with his thinking agrees. After the gulf war, he says, Saddam had hoped for a dialogue with Washington. That nev-

er came about, so the next best thing, Saddam decided, was to "exhaust" the United States by making a constant pest of himself.

He may yet succeed. But Washington is getting tired of spending \$1 billion-plus every time Saddam acts up. In recent weeks U.S. policy has come closer to outright support of his ouster than it has since the Bush administration debated taking

him out during the gulf war in 1991. That's why the administration embraced a Republican congressional scheme to allocate \$97 million to Iraqi dissident groups. "We'll be working even more actively with the opposition," Secretary of State Madeleine Albright said Friday, in a departure from past statements. "We look forward to working with a post-Saddam regime." And at home Saddam may now be vulnerable:

his inner circle is narrowing, the number of defections growing. Says Abbas al-Janabi, a recent defector: "Now even those people who are part of the regime are beginning to realize that their future is at risk." If he continues to miscalculate, Saddam's future may prove to be none too bright, either.

With CHRISTOPHER DICKY in New York and JOSEPH CONTRERAS in Baghdad

Running for Their Lives

A surprising number of government officials have fled Iraq in the past year. They're convinced the regime is crumbling.

ABBAS AL-JANABI WAS in the middle of negotiating a major cigarette-smuggling deal when he realized he had to get out of Iraq—fast. It was last January, and he had just returned to Baghdad from Amman, Jordan, to report to his boss, Uday Hussein, eldest son of Saddam. The meeting didn't go well: Uday confronted al-Janabi, and accused him of skimming from the smuggling profits. Al-Janabi proclaimed his innocence, but knew his time had come. Uday's private secretary for the past 15 years, he had witnessed firsthand what can happen to people who run afoul of the 34-year-old heir apparent to Saddam. The lucky are merely imprisoned. Torture and death are as likely. "Uday is a monster," said al-Janabi, 50, in a London interview with NEWSWEEK last Friday. "I had to leave to save my life. But I was also fed up with the oppression and the misery."

Al-Janabi was fortunate. He knew a route out—an underground railroad of sorts—and managed to bring along his wife and five children. He has been given asylum in a European country (he wouldn't say which one) and has begun to speak publicly, providing a rare glimpse into the surreal inner circle of Saddam Hussein. It's a small group, centered on Saddam's sons, Uday and his 32-year-



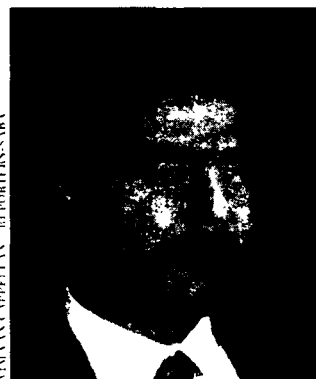
RECALLED: The Iraqi leader and his half brother, Barzan al-Tikriti. Al-Tikriti says his wife's illness prevents his return to Baghdad.



GARRY WEINER, THE NEW YORK TIMES

'I WAS FED UP': Abbas al-Janabi fled Iraq for Europe after being accused of dipping into the regime's smuggling profits

old brother Qusay. The circle is getting smaller, al-Janabi says, as family rivalries, paranoid purges and constant defections reduce the number of people on whom Saddam can rely to a handful. "Even ministers want to get out," he says. "This is the countdown



MUMUKS APPELBAUM, EL PORTAFOLIO

'HE'S CRUEL TO EVERYBODY': Uday Hussein controls smuggling and commands elite counterinsurgency troops

to the end of the regime." That may be extreme—Saddam has survived numerous predictions of his demise—but there has been a rash of high-level defections from Iraq in the past year. Several people close to Uday have left—including Haithar

Qhidar, a close friend, who defected to Germany, and the managing editor of Uday's Al-Babel newspaper, Salam Dohi, who fled to Syria. Another aide, Muhib Munib, left for New Zealand. But the most prominent—and as yet unresolved—case is that of Barzan al-Tikriti, a half brother of Saddam and a rival to Uday. Recalled from his decade-long post as Iraqi ambassador to the United Nations in Geneva in August, he has yet to return home. In public the 46-year-old says it's because his wife, the sister of Saddam's wife, is fighting cancer. While al-Tikriti's wife is gravely ill, his potential defection is a hot topic among Iraqi exiles. "If Barzan values his life, he won't return," says al-Janabi.

Uday is the reason. Lately, Saddam's No. 1 son has taken on a much more prominent role. He heads up Saddam's Fedaveen, a special-forces unit of 25,000. And he manages the regime's lucrative smuggling trade in oil, cigarettes, alcohol and fertilizer. Uday's re-emergence has shaken an inner circle well versed in his long history of violence: he shot and crippled his uncle Watban in 1995 and killed Saddam's favorite bodyguard in 1989. An assassination attempt in 1996 left Uday barely able to walk. "He's cruel to everybody now," says al-Janabi. "That's why they're leaving."

It was fear and violence that brought Saddam and his family to power. It might also be their ultimate undoing. Says Ghassan Attiyah, an Iraqi researcher in London, "The glue of the regime is terror." Is the glue coming unstuck?

MARK DENNIS in London

DER SPIEGEL



Kurdenprotest in Bonn*: Angst vor einer neuen Welle der Gewalt

Wohin mit Öcalan?

Die Festsetzung des Kurdenführers Öcalan in Rom bringt Bonn in Not: Die Bundesrepublik sucht ihn mit Haftbefehl, will den PKK-Chef jetzt aber nicht haben.

Die Ermittler des Referats 8 der Abteilung II (Linksextremismus) bei der Karlsruher Bundesanwaltschaft schoben in der vergangenen Woche reichlich Überstunden: Die Staatsanwälte sichten Akten längst abgeschlossener Verfahren, lasen Vernehmungsprotokolle und Polizeiexpertisen.

Die für die kurdische Arbeiterpartei PKK zuständigen Fahnder formulierten in aller Eile einen Antrag auf Haftbefehl gegen einen Staatsfeind: Abdullah Öcalan, seit 1978 Chef der kurdischen Arbeiterpartei PKK. Am 12. November hatte ihn die italienische Polizei auf dem Flughafen Leonardo da Vinci festgenommen, als er versuchte, mit einem falschen Paß aus Rußland einzureisen. Überraschend setzte ein römisches Berufungsgericht Öcalan am letzten Freitag vorerst auf freien Fuß – allerdings darf er die Stadt nicht verlassen.

Am Abend zuvor hatten die Bundesanwälte ihren Antrag dem Ermittlungsrichter beim Bundesgerichtshof übergeben. Der erließ Haftbefehl. Aber die Fleißarbeit der Karlsruher Staatsanwälte ist wohl nur für die Akten bestimmt: Die Bundesregierung will Öcalan gar nicht haben.

Bonn fürchtet, daß die rund 50 000 PKK-Anhänger hierzulande mit einer neuen Welle der Gewalt auf eine Inhaftierung ihres Führers reagieren könnten. Die PKK gilt als die größte und am besten organisierte Extremistengruppe auf deutschem Boden. Schon bereitet sie vielerorts Hungerstreiks und Demonstrationen vor, in Moskau und Rom fanden sogar öffentlich inszenierte Selbstverbrennungen statt. Daß die zwei Millionen hier lebenden Türken die immer schärfer werdenden Konflikte ihres Heimatlandes auf deutschem Boden austragen, ist eines der Horrorszenarien deutscher Sicherheitsexperten.

Zu den Kuriositäten des Falls Öcalan gehört, daß die Italiener ihn auch aufgrund eines mehr als acht Jahre alten Haftbefehls aus Deutschland sistierten, der Kurdenführer aber für die Bundesregierung längst ein liebgewordener Gesprächs- und Verhandlungspartner war. Abgesandte aus Politik und Sicherheitsbehörden pilgerten seit 1995 immer wieder zu Öcalan und vereinbarten eine Deeskalationsstrategie.

Der Konsens gilt bis heute: Die PKK verzichtet in Deutschland auf offene Gewalt, die Behörden räumten der 1993 in der Bundesrepublik verbotenen Organisation dafür wieder zunehmend politische Freiheiten ein. Öcalan ist der Garant dieser Vereinbarung, er zwang stets die Radikalen auf seine Linie.

Eine Auslieferung nach Deutschland würde dieses fein austarierte Verhältnis zerstören. Denn Öcalan müßte hierzulande für lange Jahre hinter Gitter. Der alte Haftbefehl stammt vom Januar 1990 und umfaßt nur einen Bruchteil der Vorwürfe des neuen Arrestpapiers. Damals warfen die Karlsruher Öcalan „Rädelführerschaft in einer terroristischen Vereinigung“ und einen Mord vor. Er soll 1984 den Auftrag gegeben haben, den abtrünnigen PKK-Funktionär Zülfü Gök zu töten. Gök wurde durch fünf Schüsse mitten in

der Rüsselsheimer Innenstadt liquidiert. In dem neuen Haftbefehl wird Öcalan außerdem für die Brandanschlagserie im November 1993 verantwortlich gemacht.

Weit schwerer wiegt noch, daß der Kurde als Auftraggeber für weitere Liquidierungen in den achtziger Jahren benannt wird. Zeitweilig soll Öcalan eine „eigens eingerichtete Sondergruppe“ persönlich beaufsichtigt haben, die europaweit Abweichler und Dissidenten aufspürte und ermordete.

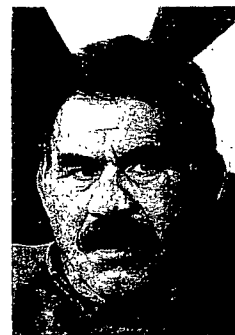
Schon in den Anklagen gegen andere gefaßte PKK-Funktionäre hatten die Strafverfolger Öcalan regelmäßig persönlich für die Attentate verantwortlich gemacht. So heißt es etwa zu dem Mord an dem früheren

PKK-Mitglied Abdullah Hosgören, dessen skelettierte Leiche 1990 in einem Waldstück bei Wipperfurth-Peffekoven gefunden wurde, dieser sei „auf persönliche Anweisung Öcalans“ beseitigt worden. Die Mehrzahl der Morde geschah in Deutschland, aber auch in Schweden und Dänemark starben drei Abtrünnige.

Nach Feststellungen deutscher Gerichte waren Bestrafungsaktionen gegen Abweichler noch bis 1994 üblich. Das

Bundeskriminalamt registrierte damals „vier Tötungsdelikte“ gegen Personen, „die mit der Parteilinie oder dem Führungsstil von Öcalan nicht einverstanden waren“.

Das letzte Opfer war der ehemalige PKK-Kampfkommandant Cemil Isik. Er wurde am 17. Dezember 1994 in Wuppertal auf offener Straße niedergeschos-



PKK-Chef Öcalan

* Am Dienstag vergangener Woche.

sen. Nach der Überzeugung deutscher Sicherheitsbehörden hielt ihn die PKK für einen Spitzel des türkischen Geheimdienstes.

Obwohl Öcalan auch im Verdacht steht, in die Mordserie in den Neunzigern verwickelt zu sein, entschied die Bundesanwaltschaft, diese Anschläge nicht in den neuen Haftbefehl aufzunehmen – die Beweise gelten als nicht ausreichend.

Aber schon die alten Mordvorwürfe versperren eine Lösung, welche die Bundesanwaltschaft sich in den Prozessen gegen hochrangige PKK-Kader zur Praxis gemacht hat: Die Freischärler bedauern die Gewalt der Vergangenheit und kommen dafür mit einer milden Strafe davon.

Hektisch mühte sich die Regierung vergangene Woche, einen Ausweg zu finden. So diskret laufen die Bemühungen, daß Otto Schily auf der Innenministerkonferenz in Bonn noch nicht einmal seine Amtskollegen aus den Ländern einweihen wollte. Zu den Schwierigkeiten gehört, daß

Bonn dann auch nicht aus dem Schneider wäre, wenn Italien Öcalan Asyl gewährt. Denn dies würde den Kurdenführer nicht vor dem Zugriff der deutschen Justiz retten. Auch anerkannte Asylanten, so die Praxis, können ausgeliefert werden – nur nicht an das sie aus politischen Gründen verfolgende Land.

Aber die Türken sind die einzigen, die Öcalan unbedingt haben wollen – die Auslieferung des Kurdenchefs ist für Ankara eine Frage der nationalen Ehre. Sogar die Todesstrafe soll abgeschafft werden, um Italien zur Auslieferung zu bewegen, wie der türkische Justizminister Hasan Denizkurdu bestätigt (siehe Interview). Auch die US-Regierung drängt Rom, Öcalan in die Türkei zu überstellen. Der Bundesregierung wäre das ganz recht, ihr Problem wäre gelöst. Bonn könnte auf die „Höherangigkeit“ der strafrechtlichen Vorwürfe in der Türkei verweisen.

Einen anderen Ausweg gibt es kaum: Die Bundesanwaltschaft hat dem Justiz-

ministerium schon signalisiert, daß sie in jedem Fall einen Auslieferungsantrag stellen wird – Generalbundesanwalt Kay Nehm fürchtet andernfalls um die Glaubwürdigkeit seiner Behörde. Allerdings müßte Bonn das Auslieferungersuchen nicht weiterleiten – die „Opportunitätsentscheidung“ hätte die Regierung gegenüber den Strafverfolgern nicht einmal zu begründen. Derzeit ist die Entscheidung über ein Ersuchen offiziell nur „zurückgestellt“.

Politisch, das schwant auch den Rechtsexperten der Regierung, birgt ein solcher Eingriff in das Getriebe der Justiz erheblichen Zündstoff. Obendrein haben die Italiener schon signalisiert, daß sie wenig Interesse an einem dauerhaften Aufenthalt von Öcalan haben. Und da die Deutschen den Freischärler zur Festnahme ausgeschrieben haben, müßten sie ihn nach den internationalen Spielregeln auch nehmen.

GEORG MASCOLO



23.11.1996

ÖCALAN

„...eine heiße Kartoffel“

Bonn wollte den PKK-Führer nicht haben, Ankara hat ihn nicht bekommen und erklärte Rom nun den „diplomatischen Krieg“



PKK-Führer Öcalan distanzierte sich vom Terrorismus und verkündete „Ich bin zum Friedensabkommen bereit“ Italien solle zwischen Kurden und der Türkei vermitteln

Zubeida ließ Mann und sechs Kinder in München und brach Hals über Kopf nach Rom auf. Numan kam aus Wien an den Tiber. Siddik aus Paris. Ahmet packte in Zürich hektisch ein paar Hosen und Hemden in Plastiktüten. Tausende Kurden waren nach der Verhaftung von „Apo“ (Onkel) Abdullah Öcalan, dem Chef der Kurdischen Arbeiterpartei PKK, aus ganz Europa in die italienische Hauptstadt geeilt. „Wir lassen uns die Sonne nicht verdunkeln“, „Öcalan in Roma, die Türkei im Koma“, wehte auf Spruchbändern von über 10 000 Kurden, die am Dienstag durch Rom zogen. Tagelang verstopften Autos mit deutschen, Schweizer und österreichischen Kennzeichen die Innenstadt.

Öcalan sei ihre einzige Hoffnung. skandierten die fanatischen Demonstranten. „Ein Held, ein Heiliger, ein Gott.“ Für ihn würden sie sterben, schworen sie und gelobten, zu „bleiben, bis Öcalan politisches Asyl bekommt“.

In Moskau hat sich ein PKK-Anhänger aus Solidarität mit dem inhaftierten „Apo“ selbst angezündet. In Brüssel prügeln sich Kurden nächtens mit Türken. In Langenhagen bei Hannover schwänzten die kurdischen Kinder geschlossen die Schule – „aus Protest gegen die Festnahme“ Öcalans, wie es in einheitlich formulierten Briefen an den Schulleiter hieß.

Ihren ersten Erfolg konnten die PKK-

Getreuen am vorigen Freitag bejubeln. Fast zeitgleich mit dem „vorläufigen“ Verzicht der Bundesregierung auf einen Auslieferungsantrag entschied ein Berufungsgericht in Rom, Öcalan auf freiem Fuß zu setzen. Einzige Auflage: Der PKK-Führer muß sich im Stadtgebiet Roms aufhalten und jeden Ortswechsel melden. Die Klinik im Vorort Palestrina, wo er eine Woche unter Arrest stand, darf er verlassen und in eine Privatwohnung umziehen. Über seinen Asylantrag wird in den nächsten Tagen entschieden.

Der PKK-Führer sei „nur aufgrund des deutschen Haftbefehls“ festgenommen worden, rechtfertigt ein Mitglied der italienischen Regierung gegenüber FOCUS die Freilassung und beruft sich auf das Schengener Abkommen. Demnach muß jeder verhaftet werden, der in einem Schengen-Land zur Festnahme ausgeschrieben wird, sobald er in einem anderen Schengen-Staat auftaucht. Jetzt fühlt sich Rom von den Deutschen im Stich gelassen, obwohl gerade Bonn „schon tausendfach die häufig als unzuverlässig bekrittelten Italiener auf die Schengen-Verpflichtungen verwiesen hat“. In Italien bestand kein Haftbefehl gegen den Guerilla-Chef, deshalb hatte Rom nur zwei Möglichkeiten für die „heiße Kartoffel Öcalan“: An Deutschland ausliefern oder freilassen. Eine Auslieferung an die Türkei habe nie zur Debatte gestanden, so das Regierungsmitglied, „weil dies wegen der dortigen Todesstrafe rechtlich unmöglich ist.“

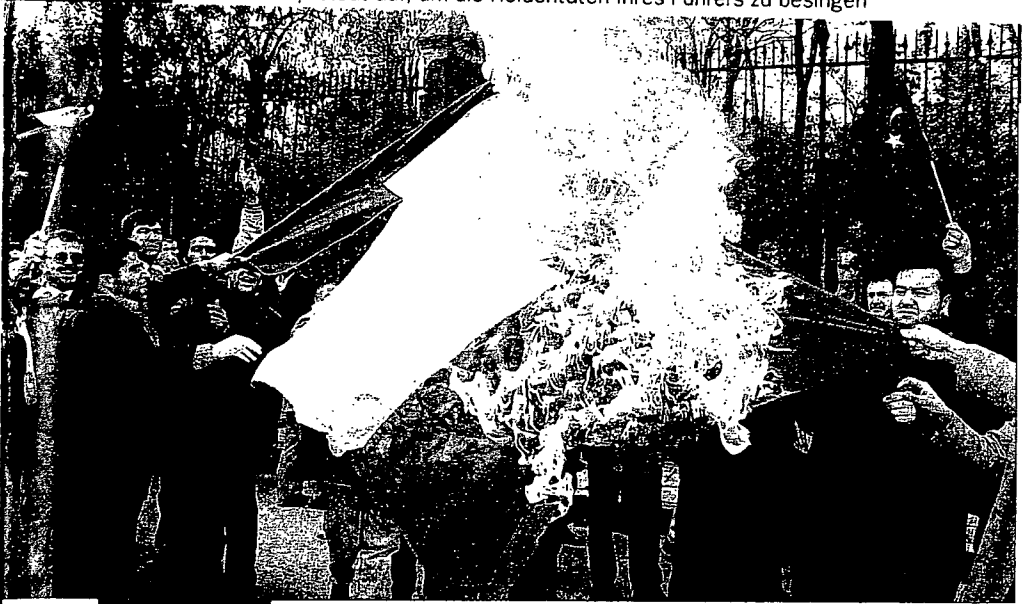
Also bekam Kurdenführer Öcalan die Freiheit – und die rot-grüne Koalition in Bonn den schwarzen Peter. Italienische Medien und Politiker rüffelten die Hasenfüßigkeit der Bundesregierung, die Öcalan immerhin wegen „Mordes und Rädelsführerschaft in einer terroristischen Vereinigung“ zur Fahndung ausgeschrieben hatte. Er sei sauer über die „deutsche Gleichgültigkeit“, bekannte Regierungschef Massimo D'Alema vor seinen Ministern nach einem Treffen mit dem SPD-Vorsitzenden Oskar Lafontaine. Der äußerte im kleinen Kreis Verständnis für Italiens Verstimmung.

Schroffe Töne aus Ankara. „Italien ist ein Terroristenstaat, falls es Öcalan nicht an die Türkei ausliefert“, giftete Premier Mesut Yilmaz. D'Alema machte sich zum „Gesinnungsgenossen“ der kurdischen Extremisten, so der türkische Ministerpräsident, der sich um so mehr ins Zeug legt, als er nach Mafia-Affären selbst angeschlagen ist.

Auch wenn Öcalan sich in Rom als Staatsmann gebärdet, Appelle an den Papst verschickt und flugs dem Terrorismus abschwört, so bleibt er für die Türkei nur eines: der „Staatsfeind Nummer eins“, der Terrorist, der 30 000 Tote auf dem Gewissen hat. Wenn ihn der deutsche Außenminister Joschka Fischer und die italienische Linke dennoch zur Schlüsselfigur für die politische Lösung des Kurdenkonflikts aufbauen wollen, so

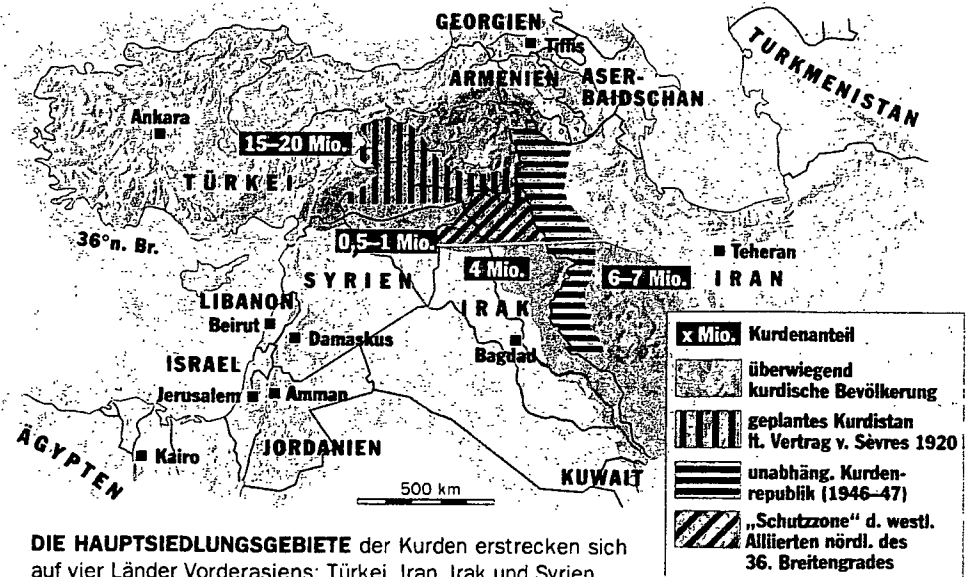


ROM MIT PAUKEN und roten Fahnen zogen die PKK-Anhänger in der italienischen Hauptstadt auf, um die Heldentaten ihres Führers zu besingen



ANKARA ITALIEN mache sich zu Komplizen von Mördern, empörten sich Türken und verbrannten eine Kurden-Fahne vor der italienischen Botschaft

VOLK OHNE STAAT – DIE HEIMAT DER KURDEN



ist das für die Türken schlicht eine Zustimmung, die Erklärung des „diplomatischen Krieges“.

Aus für PIZZA und Pavarotti. Die türkische Geschäftswelt droht Italien deswegen mit einem Boykott. Aufträge im Millionenhöhe wurden bereits storniert. In Istanbul Schaufenstern verkünden Schilder „Wir verkaufen keine italienische Ware“. Touristikunternehmen blasen Reisen nach Rom ab. Basarhändler zertrampeln Obst aus Italien. Demonstranten verbrennen Mode „made in Italy“.

Unverblümt droht der türkische Vize-Premier Bülent Ecevit mit der „Geißel des Terrorismus“, falls Öcalan Asyl erhalten sollte. Italiens Regierungschef verkündet zwar tapfer, er lasse sich nicht erpressen. Hinter den Kulissen sucht Rom aber nach einem Ausweg aus der Krise; etwa eine Abschiebung Öcalans nach Libyen oder Armenien. D'Alemas erster Versuch, den Streit zu entschärfen, ging gründlich daneben. Sein Vorschlag, am Rande des Champions-League-Spiels Galatasaray gegen Juventus Turin, seinen Amtskollegen in Istanbul zu besuchen, wurde brüsk zurückgewiesen. Nun überlegt Juventus Turin, das Spiel auf einen neutralen Platz verlegen zu lassen. ■

E. KALLINGER/G. MECK

APFELSINEN FÜR DIE REPORTER

Ocalan kündigte 1995 in einem FOCUS-Interview ein Gewaltende in Deutschland an



BLUTIGER KRIEG um Kurdistan: PKK-Chef Abdullah Öcalan inmitten seiner Kämpfer

er Fahrer des schwarzen Mercedes druckte zweimal auf die Hupe. Scherpernd öffnete sich das Eisentor, eine Taschenlampe leuchtete in die Limousine. Der bullige Wachposten rief ein kurzes Kommando in die Dunkelheit.

Ein FOCUS-Team besuchte den PKK-Chef Abdullah „Apo“ Öcalan in seinem Quartier, ein paar Kilometer vom Flughafen Damaskus entfernt. Bis vor ein paar Wochen fand der 49jährige hier Schutz

vor türkischen Agenten, die ohne Zweifel die Lizenz zum Töten hatten.

Im Wohnzimmer von „Apo“ blubberte im kalten Winter 1995 ein alter Ofen. An den Wänden Bilder der Genossen aus dem Politbüro, in einer Nische stand ein Funkgerät für den Kontakt zu seinen Kommandanten.

Während des Interviews zu später Stunde saß der studierte Politologe in einem wichtigen grünen Polstersessel, hellwach und kerzengerade. Bereitwillig plauderte er über sein geheimes Treffen mit Direktor Grunewald vom Bundesverfassungsschutz und entrichtete Grüße an „seinen Freund“, den CDU-Hardliner Heinrich Lummer. Zum erstenmal versprach der Kurden-Führer einen Gewaltverzicht auf deutschen Straßen.

Kurz vor Mitternacht gab's süßen Tee und Fleischspieße. Öcalan schalte seinen Gästen die Apfelsinen.

Der PKK-Boss präsentierte seinen schlichten Landsitz. Knorrige Obstbäume, ein holpriger Basketball-Platz, im Swimming-Pool brockelten die blauen Fliesen. Die Sonne schien, und ein entspannter Rebellenchef sagte: „Ich fühl' mich hier vor den Türken sicher.“ Vier Monate später, im Frühjahr 1996, explodierte vor seinem Haus ein Sprengsatz.

„Apo“ wußte, daß seine Zeit in Syrien langsam abließ.

JOSEF HUFELSCHULTE

Embattled Turkish coalition set to fall

Chris Morris in Ankara

THE Turkish parliament begins debating a no-confidence motion today, which is almost certain to bring down the government after months of allegations that senior figures are corrupt and linked to gangsters.

The country is about to be thrown back into political turmoil just as it wants to present a strong image abroad to press a reluctant Italy to hand over the Kurdish rebel leader, Abdullah Öcalan.

The prime minister, Mesut Yılmaz, who denies corruption allegations, was in defiant mood when he addressed thousands of supporters at the national congress of his Motherland Party on Saturday.

“The only people who will

benefit from the fall of this government will be criminal gangs, profiteers, smugglers and terrorists,” Mr Yılmaz said.

He argues that he is being brought down precisely because he has tried to combat the influence of organised crime in political life.

The taint of corruption, however, has damaged most of the main parties during the past year. The latest allegations involve illegal interference in the sale of a state bank worth more than £300 million.

The government led by Mr Yılmaz is a minority coalition which has survived only with the tacit support of the opposition Republican People's Party, or CHP. This month the CHP announced that the deal was over.

The dominant issue in the country is the drama that has unfolded since Mr Öcalan, leader of the Kurdistan Workers Party (PKK), arrived in Italy on November 12 and said he wanted asylum.

Rome's reluctance to extradite him has led to angry street protests in Turkey and threats to break off diplomatic ties if his asylum plea is accepted.

Turks rallied by the thousands in front of the Italian embassy in Ankara yesterday, part of a day of strident protests after a Rome court rejected Turkey's extradition request on Friday and freed Mr Öcalan from detention. Hundreds of companies and business groups have announced a boycott of Italian goods.

Yesterday, Italy's prime minister, Massimo D'Alema, added to the complexity of the affair when he said that Mr Öcalan's arrest in Italy had been carried out in connection with a German warrant against him, issued because of Kurdish militant attacks in Germany.

“The German government has 40 days to decide whether it will ask for extradition,” he said. Turkey's main parties are united in wanting the extradition of Mr Öcalan, whom they see as a ruthless terrorist. But the fall of the government is bound to add confusion to the country's foreign

policy, at least in the short term.

The current coalition is Turkey's fifth government in three years. It came to power 16 months ago after the government led by the pro-Islamist Welfare Party was forced out under pressure from the military.

The strength of the Islamist movement has added to the sense of political instability. The Islamists won just over 20 per cent of votes cast at the last general election, but they emerged as the largest party in parliament because squabbling secular parties split the rest of the vote between them.

The next election, expected to take place in April, is likely to produce further deadlock. Proposals to reform the electoral system to ensure clearer parliamentary majorities have won little support.

The pro-Islamist Virtue Party, which emerged after the Welfare party was de-

‘We really need a strong government to deal with recent developments that involve the PKK’

clared illegal at the beginning of this year, remains the big-

gest single group in parliament. But opposition from the military means that Virtue is highly unlikely to be asked to form an interim government before the election.

A broad-based administration including politicians and technocrats may well emerge to govern the country for the

next few months, but that will be a temporary measure. Many key policy decisions may have to be put on hold.

"We really need a strong government at the moment," wrote Taha Akyol commented in Milliyet newspaper last week, "especially to deal with the recent developments in-

volving the PKK".

Most Turks share those sentiments, but have different ideas on how to put them into practice. Ankara's main fear is that while it is embroiled in political infighting, Mr Ocalan and the PKK will gain a political foothold in Europe.

No Turkish government

would be willing to talk to the PKK directly, but there may be increasing pressure from Europe for Turkey to take political measures to alleviate widespread discontent in the mainly Kurdish south-east, where the PKK is seeking self-rule.

Saddam may face war crimes trial

BY COLIN BROWN
Chief Political Correspondent
AND PATRICK COCKBURN
in Jerusalem

SADDAM HUSSEIN and other members of the Iraqi government may face charges of crimes against humanity before a specially convened war crimes tribunal as part of the British and American plan to bring about his overthrow.

British ministers yesterday said they would be pressing the United Nations Security Council to establish the Iraqi war crimes tribunal after meeting Iraqi opposition parties in London to discuss the strategy for toppling the Iraqi president.

Backing an international "Indict Saddam" campaign, ministers believe that a tribunal set up along the lines of

the war crimes court for former Yugoslavia in The Hague would help to destabilise President Saddam's government. It would produce evidence of the atrocities committed against his own people.

"The Security Council could take powers as with Rwanda or the former Yugoslavia to set up an *ad hoc* tribunal. I could see that being attractive," said Derek Fatchett, the Foreign Office minister.

"It would catch the public mood. We know Saddam has used chemical weapons against his own people. To concentrate on those sort of issues would be

strong and powerful."

With the immediate threat of air raids on hold, the United States and Britain are focusing on the propaganda war, including disclosing that only \$183m (£110m) worth of medicines have been distributed by the Iraqi authorities from shipments in the past six months worth \$440m. Martin Indyk, the US State Department assistant secretary, will be finalising details of aid to the Iraqi dissidents at a further meeting in London today.

Mr Fatchett said there was no consensus over the need to set up an Iraqi government-in-

exile after meeting representatives of 16 opposition parties, although the groups had agreed to unite against the Iraqi leader despite policy differences between the groups. He said they had not discussed arms supplies, adding: "We didn't discuss arms and they [the opposition] are not seeking military support in that way."

The groups at the meeting included the Iraqi National Congress, the Kurdish Democratic Party, the Iraqi Democratic Party, and the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq. Iraqi dissidents have not always been well received in London or Washington.

Massoud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic Party, which now rules eastern Iraqi Kurdistan, recalls that in the late 1980s he did not get through the door of the Foreign Office. Even after the invasion of Kuwait in 1990 Jalal al-Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, was not allowed to enter the US State Department.

The problem for the Iraqi opposition groups is not lack of unity but their inability to operate inside Iraq because of the vigilance of the Iraqi security services.

Grenade attack leaves deputy unscathed

BY RICHARD DOWNES
in Baghdad
AND PATRICK COCKBURN

IZZAT IBRAHIM, vice-chairman of Iraq's ruling Revolution Command Council, escaped injury in a grenade attack last Sunday in the southern city of Kerbala Iraqi television reported yesterday.

Unknown assailants reportedly threw two grenades at Mr Ibrahim's car as he was getting out, wounding several bodyguards and civilians. He was in Kerbala, representing Presi-

dent Saddam Hussein to whom he has long been a close political ally.

The Iraqi media said "the cowardly assassination attempt" occurred on Sunday near the tomb of Imam Hussein, the founding martyr of the Shia, who was killed in battle at Kerbala in 680. Kerbala is one of the holy cities of Iraq, long a centre of opposition to the ruling Iraqi Baath party and played an important role in the

uprising of 1991.

The full name of the vice president is Izzat Ibrahim al-Duri, but all Iraqi leaders have dropped names denoting their tribal or geographical origin. He was born in al-Dur a village near Samarra, a city on the Tigris north of Baghdad in 1942, the son of a seller of ice. Like most of the ruling élite he is a Sunni Muslim.

He was a member of the Baath party and he joined its Revolution Command Council in 1969, a year after it came to power in a military coup. He has been a senior member of the Iraqi leadership since, serving as minister for agricultural reform and later as interior minister.

He and his clan are closely allied to the extended family of the Iraqi leader. His daughter Hawazin was briefly married to

Uday, the son of President Saddam, but the marriage was annulled. Other members of his family have played an important role in the intelligence services. He was prominent in leading the government counter-attack against the Kurdish revolt in 1990. In recent years the influence of his family appeared to be on the wane.

The publicity given to the attack on him will create fears that the government will use it to justify a clampdown on Shia Iraqis and on the holy cities of Kerbala, Najaf and Kufa, southwest of Baghdad on the Euphrates. A grenade attack on Tariq Aziz, now Iraq's Deputy Prime Minister, in Baghdad in 1980 led to the immediate execution of Shia dissidents held in prison and the expulsion of Iraqis of Iranian origin to Iran.

THE INDEPENDENT

Tuesday 24 November 1998



THE INDEPENDENT
Tuesday 24 November 1998
★★★

US attacks Kurd chief

THE UNITED States yesterday said it was working with Turkey, Italy and Germany to defuse tension among them and ensure that the Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan is brought to justice.

James Rubin, a spokesman for the State Department, acknowledged that Mr Ocalan would probably not be extradited to Turkey, as Washington had initially urged.

But the US and its allies were reviewing a "full range of options" to bring Mr Ocalan to justice.

Yesterday Turkey decided to pull the plug on two Italian state-run cable television chan-

nels, underlining its anger at Rome's refusal to extradite Mr Ocalan, head of the Kurdistan Workers' Party (PKK).

Rather than fault Italy, Mr Rubin praised Rome for "accepting international responsibility" to arrest him. But he also said "the PKK is a terrorist organisation and Ocalan must be held accountable for his role in the PKK's terrorist activities."

Yesterday Turkey's main legal Kurdish party said thousands of its members had been detained in police raids since the arrest of Mr Ocalan.

Italy's reluctance to extradite the PKK leader has en-

raged Turks. The government holds the PKK responsible for more than 29,000 deaths in a 14-year campaign for self-rule in south-eastern Turkey.

Zeynettin Onay, a board member of the People's Democracy Party (Hadep), said: "A total of 3,064 of our members have been detained ... in the past 10 days." Hadep advocates a peaceful solution to the conflict which has ravaged the south-east.

On Saturday a retired teacher and Hadep member died after an attack by extremists who seized him from police custody in the western town of Izmit. - Reuters

Continuano in tutto il paese le manifestazioni anti-italiane. Ma il governo dice: fenomeni spontanei

la Repubblica

24 NOVEMBRE 1998

Nelle vetrine del made in Italy sono spariti i tricolori, sostituiti dalla bandiera rossa con la mezzaluna quando non addirittura dal ritratto di Atatürk



Ankara, manifestazione di taxiisti contro la Fiat. Sopra, il premier turco Yilmaz

E Ankara oscura anche la Rai

In piazza arrivano i medici contro l' "Italia terrorista"

dal nostro inviato LEONARDO COEN

ISTANBUL — I canali della Rai non ci sono più. Oscurati dalla Turk Telekom. Video nero e messaggio in bianco: «Il governo italiano ha accolto e dato appoggio ad un gruppo terrorista che ha ammazzato gente innocente e ha voluto spezzare il nostro Paese. Con questo comportamento illegale che noi disprezziamo fortemente, per non offendere ulterio-

mente la nostra popolazione abbiamo deciso di oscurare i canali tv italiani». Gunes Taner, il ministro dell'Economia, con involontario senso dell'umorismo, ha ammonito i suoi colleghi di governo: «Attenzione, non dobbiamo prendere decisioni affrettate, non abbiamo mai parlato di boicottaggio, sono manifestazioni spontanee, stiamo semmai valutando le

nuove misure tariffarie a protezione dei nostri interessi commerciali».

Ma la Turk Telekom a chi obbedisce? E chi fomenta i sentimenti antitaliani? Sentiamo Ismail Cem, il ministro degli Esteri: «Consiglio vivamente ai cittadini turchi di non recarsi in Italia e a quelli che si trovano laggiù, di badare alla propria incolumità».

Però quelli che stanno bruciando una Fiat, con un televisore italiano sul cofano, sono cittadini turchi in Turchia. Il tutto è trasmesso in tv ad intervalli regolari, come uno spot. Tanto per ricordare qual è la "linea". Cioè «sale la rabbia contro l'Italia», domenica a Kayseri, l'antica Cesarea, manifestazione di 130mila persone, colonna sonora un repertorio sistemati-

LA GUERRA COMMERCIALE DELLA TURCHIA ALL'ITALIA



L'ESERCITO

NESSUNA AZIENDA ITALIANA POTRA' PARTECIPARE AGLI APPALTI GOVERNATIVI PER FORNITURE ALL'ESERCITO.



LE AUTO

LA TOFAS, JOINT VENTURE FRA FIAT E LA TURCA KOC HOLDING HA ANNUNCIATO CHE SONO STATI CANCELLATI GLI ORDINATIVI DI MILLE AUTO.



LA TELEVISIONE

IL MINISTRO DEI TRASPORTI HA DISPOSTO L'OSCURAMENTO DELLE TRASMISSIONI VIA CAVO DI RAI1 E RAI 3 E DEI CANALI MEDIASET ITALIA 1 E CANALE 5. LA SECONDA RETE RAI SI RICEVE SOLTANTO VIA SATELLITE.



I TELEFONI

L'AZIENDA TELEFONICA DI STATO, TELEKOM, HA DECISO DI INTERRUPERE QUALSIASI RAPPORTO COMMERCIALE CON LE AZIENDE ITALIANE, TELECOM ITALIA COMPRESA.

co di insulti e minacce. Intanto ad Ankara migliaia di tassisti sono incolonnati per il bulevar Ataturked hanno assediato la nostra ambasciata. Poi, è stata la volta dei medici in camice bianco ad inscenare la protesta contro l'Italia "terrorista". Infine, gli studenti dell'università. La lista dei prodotti e delle "firme" italiane da mettere al bando si allunga, co-

lonne di nomi sui quotidiani, ogni tanto anche l'indirizzo, la pressione esercitata dai mass media è massiccia, un' impressionante dimostrazione di regime. Anche se i risultati sono solo di facciata. Le officine Pirelli continuano a riparare i pneumatici delle macchine.

Alla sede del Galatasaray, la squadra che dovrebbe combattere contro la Juventus la partita santa

per vendicare l'offesa del governo italiano alla Turchia, molti giocatori guidano auto Fiat. Nel quartiere Macka, il più chic di Istanbul, le boutique di lusso italiane al massimo sfoggiano una bandiera rossa con la mezzaluna, qualcuna aggiunge il ritratto di Ataturk.

Con diplomazia levantina, i capi turchi della Tofas, la società della joint venture tra il gruppo Koc (gli Agnelli dell'Anatolia) e la Fiat, si sono cosparsi il capo di cenere, si fa per dire, e hanno annunciato di aver perso in sette giorni ben mille ordinazioni: «Per una compagnia come la nostra che fabbrica centomila vetture l'anno, è un sacrificio giustificato per la causa nazionale». Tuttavia, «se continua in questo modo, la contrazione delle vendite finirà per far male all'economia turca». Non facciamo del male, boicottare significa ridurre posti di lavoro. Chi assume, in nome della patria turca, i lavoratori delle aziende nel mirino della rabbia nazionalista? C'è un mucchio di fabbrichette che sfrutta nomi italiani perché è di moda: i divani Bellona, le pelletterie Al Pacino, la pasta Villa, le t-shirt Bentini, la pelle Verde...

Ocalan ha scritto al Papa, lo imita il direttore degli Affari religiosi Mehmet Nuri Yilmaz: «Chiedo a Sua Eccellenza di intervenire presso le autorità italiane per favorire l'estradizione del capo terrorista che ha attaccato moschee, bruciato il Corano e ucciso 38 religiosi di vari culti». L'offensiva è a 360 gradi. Con la differenza che ieri sui volti dei

ministri si scorrevano sorrisi diversi. Per forza. Tansu Ciller, leader del partito della "Giusta Via", ha salvato Mesut Yilmaz dall'inchiesta parlamentare e lui le ha ricambiato il favore. Un patto scellerato per evitare il tonfo delle dimissioni, domani, quando ci sarà il

voto per la sfiducia. In extremis. Ma apprezzato dalla Borsa di Istanbul, che ha spiccato un balzo del 7,35 per cento. I conti sono rinviati alle elezioni di aprile.

Altri conti li fa l'associazione per i diritti umani, che condanna «la violenza di Stato e quella del Pkk»: ci sarebbero 604 curdi desaparecidos. Quanto ai trentamila morti attribuiti dal governo turco ad Ocalan (l'associazione distingue: «E' un leader politico, non un terrorista»), 5mila sarebbero soldati e poliziotti, 15mila i curdi del movimento clandestino armato, diecimila i civili uccisi dall'esercito e dai terroristi. Il bollettino parla anche di 3064 arresti tra le file dell'Hadep, il partito curdo, mentre le Forze Armate parlano di 23 guerriglieri abbattuti. Tre, infine, le vittime sulle quali si è sfogato il furore anti-curdo.

Italian Leader Scolds Turks on Kurdish Policy

Reuters

ROME — Prime Minister Massimo D'Alema told Turkey on Monday that it should show signs that it wants to resolve its Kurdish problem peacefully and respect human rights if it wishes to join the European Union.

Speaking at his weekly news conference amid a dispute with Ankara over Italy's decision not to extradite the Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan to Turkey, Mr. D'Alema said, "If Turkey wants to get closer to Europe, it should give signals for a peaceful resolution of the Kurdish conflict and for the respect of human rights."

Mr. D'Alema said that instead there had been reports of "mass arrests of people who think differently, of lynchings — painful reports."

He added, "Turkey should be giving signals of a completely different kind than the ones they are."

Mr. D'Alema, the first Italian prime

minister to have been a member of the Communist Party, referred specifically to a report that the European Commission issued Nov. 4, which criticized Turkey's human-rights record. He said the commission report talked of "destruction of villages, abuse of human rights, illegal arrests, persons beaten to death."

Turkey's relations with the EU turned sour after an EU summit meeting last December at which 10 East European countries and Cyprus were invited to join membership talks but Turkey was not.

Separately, the Italian defense minister, Carlo Scognamiglio, said that a Turkish threat to exclude Italian companies from defense-industry contract might harm its bid to join the EU.

Turkey had signaled that the Finmeccanica unit Agusta SpA was in the running for a \$3.5 billion contract to build 145 attack helicopters. But the Turkish

defense minister, Ismet Sezgin, was quoted by the Anatolian news agency on Sunday as saying, "We will not invite a single Italian firm to participate in tenders to meet the needs of our defense industry or our armed forces."

Mr. Scognamiglio said he was "dismayed" by Mr. Sezgin's reported comments. He added that during a meeting of the Western European Union in Rome last week, Mr. Sezgin told him he understood Italy's position on Mr. Ocalan.

Mr. Ocalan leads the Kurdistan Workers Party, which is seeking Kurdish autonomy in southeastern Turkey, and he is viewed in Turkey as a terrorist.

The Italian Constitution forbids the extradition of a suspect to a country where the death penalty is in force.

An Agusta executive appeared to brush off the controversy, however, saying the process of allocating such a large helicopter order would take several months. "By the time they have to make a decision, let's hope the crisis will have blown over," the executive said.

Meanwhile, the Vatican, in its first official reaction to Mr. Ocalan's arrest, said it recognized the aspirations of the Kurdish people and urged dialogue on all sides to solve the Kurdish issue.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,
TUESDAY, NOVEMBER 24, 1998

Group in Iran Says It Battered Americans' Bus

Compiled by Our Staff From Dispatches

TEHRAN — An Iranian group naming itself after Islamic extremists known for political assassinations said it was behind an attack in Tehran on a bus carrying U.S. citizens and other foreigners, newspapers reported Tuesday.

The Hamshahri newspaper said a group called Devotees of Islam had taken responsibility in a letter for the attack "on the convoy of Americans who had traveled to Tehran." Other newspapers carried similar reports.

Islamic militants chanting "Death to America" used clubs and metal bars on Saturday to smash the windows of a bus carrying a group

of 13 foreigners, including U.S. citizens, after hard-line newspapers accused them of being spies. None of the occupants was hurt, and the Americans cut short their trip.

The attack was condemned by Iranian officials, who said the visit by the foreigners was not political. "This kind of behavior is unacceptable," Iran News quoted the deputy interior minister, Mostafa Tajzadeh, as saying Tuesday. He added, "Any person who has entered the country legally is entitled to protection."

Hamshahri quoted the group as saying that its "limited operation" was a warning to officials and to Americans, "including CIA spies

who held talks with the officials under the guise of tourists."

Iranian newspapers said this month that the group threatened suicide attacks against former U.S. hostages if they visited Iran. Students supporting President Mohammed Khatami, a moderate, had suggested the hostages return to Iran as guests.

The U.S. State Department said Monday it wanted to encourage contacts between Iranians and Americans despite the attack. (Reuters, AP)

■ Albright's Initiative

Secretary of State Madeleine Albright, in a new move aimed at im-

proving ties, has recommended that President Bill Clinton remove Iran from the U.S. list of major illicit drug-producing countries, Reuters reported from Washington, quoting a senior U.S. official.

The official said a new U.S. survey has concluded that Iran has eradicated much of its illicit poppy cultivation and thus it "no longer meets the statutory justification" for inclusion on the U.S. list.

The official said it was hoped Iran would see the decision as evidence that the United States made judgments on the basis of facts and "they are not based on some preordained desire to isolate Iran."

EU Supports Italy in Fight With Turkey

Compiled by Our Staff From Dispatches

BRUSSELS — The European Union warned Turkey on Tuesday that any government-backed boycott of Italian goods over the Abdullah Ocalan dispute would violate agreements and could lead to retaliation.

Italy is in a diplomatic fight with Turkey over a decision by an Italian court not to recognize a Turkish international arrest warrant for the detained Kurdish rebel leader, whom Ankara holds responsible for 29,000 deaths.

EU officials, making their strongest intervention yet in the dispute, also hint-

ed that the affair could set back Turkish hopes of joining the 15-nation bloc.

At a joint news conference with Prime Minister Massimo d'Alema of Italy, the European Commission president, Jacques Santer, said any Turkish boycott "would represent a breach of our association agreement of 1963 but also a breach of the customs union agreement of 1995."

Turkish ministers have said that the country would ban Italian companies from seeking defense contracts and that Italian television networks would be excluded from Turkish cables. Hundreds of companies have also announced boycotts of Italian goods amid widespread outrage in Turkey over Italy's refusal to hand over Mr. Ocalan.

EU officials said a Turkish boycott would have to be officially inspired to run the risk of EU retaliation and that TV stations and defense contracts were not covered by the agreements the EU has with Turkey. Turkey's delegation to the EU said reports of an official boycott

of Italian goods in Turkey were wrong. Private organizations and consumer groups had, however, condemned Italy's actions, it said.

Mr. D'Alema voiced confidence that the EU would look into whether Turkish boycott calls were government-inspired.

Mr. Ocalan leads the Kurdish Workers Party, or PKK, which has fought a 14-year war for autonomy. The conflict has killed about 37,000 people. Turkey says Mr. Ocalan is a terrorist and should be brought to trial.

In a separate development, the Italian government said Tuesday that it wanted Germany to make up its mind whether to act on its arrest warrant and request Mr. Ocalan's extradition.

Foreign Minister Lamberto Dini said he wanted to make clear that Italy had detained the leader of Turkey's outlawed Kurdistan Workers Party because German authorities had asked for him to be arrested. (Reuters, AP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, NOVEMBER 25, 1998

Turkey and Italy

Like a hot potato

ANKARA AND MILAN

THE generals patted themselves on the back a bit too soon. When they cowed Syria into expelling Abdullah Ocalan at the beginning of October, Turkey's soldiers thought they were denying international respectability to the leader of their Kurdish rebellion. Now Italy, the latest stop on Mr Ocalan's subsequent travels, is toying with the idea of granting him political asylum. This is not what the generals had intended.

They spend some \$7 billion a year fighting the Kurdish rebels. Since they made it clear that they would not back down on the battlefield, the Turkish army has more or less contained the guerrillas of Mr Ocalan's Kurdish Workers' Party (PKK) in south-eastern Turkey, where he started his uprising 14 years ago. Despite this, Mr Ocalan had succeeded in making Syria his chief base for a propaganda campaign across Europe.



Waiting for Ocalan

The Economist NOVEMBER 21ST - 27TH 1998

wherever the 1m-odd Kurdish expatriates live. To the evident approval of fed-up Turks, the generals decided to stop this.

Ineffectually, it seems. Driving Mr Ocalan, via Russia, into the arms of Italy's new government, which was keen to play a strong hand in its first foreign-policy test, has produced an unexpected result. "It makes no sense to demand Mr Ocalan's handover," declared Massimo D'Alema, Italy's prime minister, on November 18th. With his cabinet at odds over whether to extradite "Apo" (Mr Ocalan's *nom de guerre*) to Turkey or to grant him political asylum, and with the Americans weighing in in favour of extradition, Mr D'Alema was firm: "We are not going to be intimidated." Such talk infuriates many Turks. That day Mesut Yilmaz, the prime minister, said that no Turkish government would "talk to murderers with blood on their hands". As he was speaking, hundreds of members of a legal party close to Mr Ocalan were arrested.

For the PKK, Mr D'Alema's words came as a welcome endorsement of its attempt to make itself respectable. "The PKK has always been a political party," purred Mizgin

Sen, one of the articulate PKK people who shuttle across Europe organising the collection of Kurdish "taxes". "I'm ready to play my part to halt terrorism," said Mr Ocalan in a statement issued in Rome.

Conciliatory words are often on Mr Ocalan's lips. Since 1992, he has proclaimed three ceasefires, the latest in September. Last year he dismissed Semdin Sakik, one of his more pugnacious military commanders, who had called for the PKK to step up its attacks on civilians. He has also purged the PKK in Germany of radicals whose violence towards Turkish-owned businesses there got it banned.

So how seriously should Mr D'Alema take Mr Ocalan's reassurances? The PKK, with its Marxist ideology and authoritarian structure, hardly corresponds to conventional ideas of a democratic party. Nor have Mr Ocalan's lieutenants recently done much to create a belief that violence really could be coming to an end. This week Kani Yilmaz, the PKK's senior representative in Europe, threatened Turks in Europe with violence if Turkey persisted in calling for Mr Ocalan's head. A day later, a PKK suicide

bomber wounded six soldiers and two civilians in south-east Turkey. A day after that, a Kurd set fire to himself in Rome.

Mr Ocalan's supporters say that to grant him asylum in Italy would coax the PKK further towards a full renunciation of violence. But if Italy sends him to Turkey, to be tried by an army-run state security court, they say this could strengthen the advocates of continued war. Germany—where Mr Ocalan is wanted in connection with the murder of two PKK dissidents and "forming a terrorist organisation"—fears that radical Kurds would in these circumstances resume their campaign of violence there.

On the other hand, to give Mr Ocalan asylum in Italy might be construed as coming close to diplomatic recognition of him and his movement. Mr Yilmaz says that this would make Italy "an accomplice in terrorism". In the words of one European diplomat in Ankara, the choice facing Italy is between cholera and the plague.

L'UE met en garde Ankara contre toute sanction commerciale contre l'Italie

mardi 24 novembre 1998,

BRUXELLES (AP) -- L'Union européenne a prévenu mardi la Turquie qu'elle s'exposerait à des mesures de rétorsion de la part de ses 15 membres si elle mettait à exécution ses menaces de boycottage commercial contre l'Italie.

"Un boycottage par la Turquie ou par des entreprises publiques turques constituerait une violation claire de nos accords", a déclaré le président de la Commission européenne Jacques Santer.

Si la Turquie décide d'imposer des sanctions contre les firmes et produits italiens, l'UE demandera des consultations urgentes avec Ankara.

"Si ces consultations n'aboutissent pas, l'Union pourrait légitimement imposer des mesures de rétorsion", a ajouté M. Santer lors d'une conférence de presse à Bruxelles en présence du président du Conseil italien Massimo D'Alema.

L'Italie refuse d'extrader vers la Turquie Abdullah Ocalan, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, autonomistes kurdes), en lutte armée contre le pouvoir central turc. La justice italienne a motivé son refus par l'existence de la peine de mort en Turquie et par le risque de condamnation à mort couru par Ocalan.

A la suite de ce refus, plusieurs ministres turcs ont annoncé que les firmes italiennes se verraient exclues des contrats de défense en Turquie et les chaînes de télévision italiennes du réseau câblé turc. Par ailleurs, des centaines d'entreprises turques ont promis de boycotter les produits italiens.

Les Communistes italiens ont aidé Ocalan à venir en Italie

mercredi 25 novembre 1998,

ROME (AP) -- Le parti communiste italien a révélé mercredi avoir aidé à faire venir en Italie le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan, pour qu'il y demande l'asile politique.

Ramon Mantovani, responsable des affaires étrangères au sein de Rifundazione comunista, s'est rendu à Moscou et est revenu accompagné par le militant kurde à Rome le 12 novembre dernier, a précisé la porte-parole du parti. Mais l'idée était d'"Apo", qui a contacté le parti le 11

novembre depuis Moscou: "nous l'avons juste aidé, sans en informer le gouvernement italien", a ensuite déclaré M. Mantovani au cours d'une conférence de presse.

"Nous étions juste en train d'aider les Kurdes à trouver le moyen de lancer des discussions de paix. Notre action forcera l'Italie et l'Europe a enfin faire face à la question kurde, et j'espère à la régler", a-t-il ajouté.

Arrêté à son arrivée à Rome détenteur d'un faux passeport, le dirigeant historique des séparatistes kurdes a été détenu pendant une semaine puis remis en liberté, alors que la crise s'approfondissait entre Rome et Ankara et que l'Union européenne était entraînée dans la querelle.

Bien que Rifundazione soit dans l'opposition, cette affaire peut faire problème pour l'actuel gouvernement de centre-gauche, dirigé par un ancien communiste et dont le ministre de la justice n'a que récemment rompu ses liens avec Rifundazione.

Mercredi, Abdullah Ocalan a précisé que sa décision d'abandonner la lutte armée et de chercher une solution pacifique à la question kurde était "irrévocable". Il a dit vouloir faire "comme l'IRA, comme l'ETA".

Bonn may try Kurdish chief

THE INDEPENDENT
Wednesday 25 November 1998



PRESSURE IS mounting on Germany to extradite Abdullah Ocalan, the Kurdish guerrilla leader who was arrested on 12 November after landing at Rome airport.

Italy has refused to allow his extradition to Turkey. Turkey has responded by threatening sanctions. The US is working behind the scenes to defuse tensions and end the deadlock between Ankara and Rome. One option is to get Germany to

BY ANDREW MARSHALL
in Washington
AND KATHERINE BUTLER
in Brussels

solve the problem, although this would be sensitive since Germany has a Kurdish population of about 500,000.

"We believe that there is clear evidence linking Ocalan to numerous specific terrorist acts," the US State Department spokesman, James Rubin, said.

"We are working closely with Italy, Germany and Turkey with the goal that this terrorist needs to be brought to justice."

America has often intervened to stop tensions between Turkey and its European neighbours spilling over into Nato. Turkey is a member of Nato but not of the European Union, unlike its arch-rival, Greece. The US has backed Turkey's application to join the EU, but Brussels has put this on ice.

Chronology of the fallen Turkish government

ANKARA, Nov 25 (Reuters) - Here is a chronology of the main events leading up to the fall of the government of Turkish Prime Minister Mesut Yilmaz on Wednesday:

June 18, 1997 - Islamist Prime Minister Necmettin Erbakan resigns under army pressure requesting President Suleyman Demirel hand power to his coalition partner Tansu Ciller.

June 20 - Demirel angers Islamists by giving government mandate to main opposition Motherland Party leader Mesut Yilmaz.

June 30 - Yilmaz takes over as prime minister at the head of a conservative-led minority coalition.

July 12 - Yilmaz's coalition wins vote of confidence.

August 16 - Parliament passes a bill to curtail Islamic education leading to nationwide anti-government demonstrations.

August 22 - Yilmaz says he favours polls in late 1998.

October 10 - Yilmaz says polls are likely in 2000.

December 14 - The European Union puts Turkey's entry bid on hold. Turkey says it will cut political dialogue with the bloc.

March 20, 1998 - Leftist leader Deniz Baykal, who backed Yilmaz on key votes, says the government is effectively finished and the army warns Yilmaz not to go soft on Islamic activism.

April 23 - Baykal says he has agreed with Yilmaz to hold elections in March 1999.

April 27 - Yilmaz calls on Baykal to reconsider the polls plan after

widespread criticism from his coalition partners.

June 3 - Yilmaz strikes a new deal with Baykal under which he will resign as PM at the end of 1998 so an interim government can rule until elections in April 1999.

June 16 - Yilmaz signs the polls deal with Baykal.

July 30 - Parliament approves April 18, 1999 as the date for early polls, not normally due until 2000.

August 4 - Three key ministers resign and are replaced by "independents" in line with legal requirements for the run-up to general elections. Businessman Korkmaz Yigit's \$600 million bid is the highest in a tender to buy state-owned Turkbank.

September 3 - Yilmaz asks Baykal to reconsider their deal.

October 14 - The sale of Turkbank is suspended pending investigation of corruption charges.

October 22 - Turkey says Syria has stopped aiding Turkish Kurd rebels following Turkish threats of military force.

November 10 - Baykal calls for Yilmaz's resignation after Yigit alleges government corruption in the Turkbank sale.

November 12 - Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan arrested in Rome, leading to ongoing row with Italy over his fate.

November 19 - Yilmaz fails to block motion to hold censure vote over alleged corruption in the Turkbank sale.

November 25 - Yilmaz loses the vote, ending his government.

.....

Dopo la rivelazione di un deputato greco, «confessa» alla Camera il responsabile esteri di Rifondazione comunista

«Ho portato io Ocalan in Italia» Mantovani esce allo scoperto: «Avevo avvertito solo Bertinotti»

ROMA — «Ocalan non è un terrorista. Voleva portare a Roma un messaggio di pace e così ha fatto. Io ho agito solo con spirito di servizio». In altri tempi, si sarebbe detto «per la causa». Comunista, s'intende. Ramon Mantovani, deputato bertinottiano, ammette: «È vero: c'ero anch'io sull'aereo che ha portato il leader curdo da Mosca a Roma». E ancora: «Abdullah Ocalan ha scelto di consegnarsi alla polizia italiana». La confessione avviene alle 16 alla Camera, ma la notizia trapela già di buon mattino. Ne parla il quotidiano turco *Cumhuriyet*: «L'arrivo di Ocalan in Italia era pianificato: due deputati comunisti e due russi hanno viaggiato con lui». Il parlamentare greco, Costas Badouvas, indicato come fonte, smentisce. Ma ormai la voce corre fra i corridoi politici italiani. Anzi, c'è chi sostiene che la notizia sarebbe partita da



COMPAGNI COMBATTENTI Ramon Mantovani, responsabile esteri di Rifondazione (Foto Tam Tam)

Roma e fatta rimbalzare ad arte ad Atene e Ankara. Tant'è. A questo punto, il gioco è scoperto e Rifondazione decide di darne annuncio con una conferenza stampa.

Mantovani arriva alla Camera accompagnato dal nuovo direttore di *Liberazione* Sandro Curzi, si siede e comincia il suo racconto:

«L'undici novembre gli uomini del Pkk mi hanno avvertito che Ocalan aveva intenzione di venire in Italia. Allora ho deciso di andare a Mosca per spiegarli quale accoglienza avrebbe incontrato nel nostro Paese». Precisa: «Da solo». E aggiunge: «Ho pensato che fosse utile accompagnarlo anche per garantire la sua incolumità». In altre parole: il leader curdo sapeva bene che non poteva più restare a Mosca e, fra tutte le destinazioni possibili, ha scelto Roma. Mantovani insiste: «È stata una sua scelta personale, non suggerita da nessuno: io non ho fatto altro che prenderne atto e spiegarli che da noi non avrebbe dovuto temere nulla perché siamo

un Paese democratico». E sottolinea con forza altri dettagli, non secondari: «Non ho avvertito il gover-

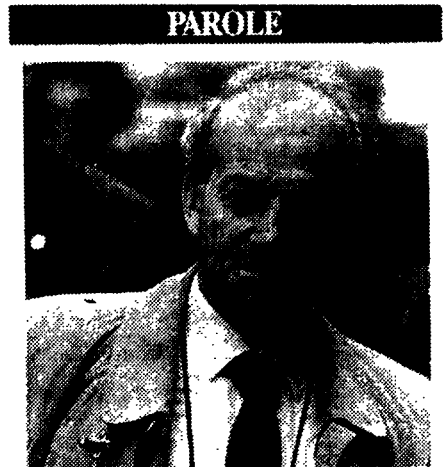
no: non c'era motivo perché stiamo all'opposizione. E neanche Cossutta, perché ora è nella maggioranza. Solo Bertinotti sapeva tutto».

Ma che il governo non fosse stato avvertito da Rifondazione non vuol dire per forza che non sia venuto a conoscenza delle intenzioni di Ocalan. Lo spiega lo stesso Mantovani: «Palazzo Chigi sapeva di un possibile suo arrivo in Italia. Se ne parlava ormai da tempo. Certo, i servizi segreti potevano sapere tutto». Ad ascoltare il racconto di quel viaggio lampo, c'è da credergli. La partenza per Mosca avviene la mattina del 12 novembre con volo Alitalia via Malpensa. Appena pone piede sul suolo russo, Mantovani viene prelevato da non meglio identificati «agenti russi» che, senza passare per la frontiera, lo accompagnano in una saletta dove l'attende Ocalan. L'incontro con il leader curdo dura circa tre ore. Ma non è un faccia a faccia: oltre agli «agenti» di Mosca sono presenti altri curdi del Pkk. «Apo» racconta la sua scelta per l'Italia, motiva-

ta dalle prese di posizione del nostro Parlamento a favore della causa curda. Mantovani lo conforta nella sua preferenza aggiungendo che, in ogni caso, non avrebbe dovuto temere di essere estradato in Turchia perché in quel Paese è in vigore la pena di morte.

Ocalan gli spiega che anche l'ipotesi di una successiva estradizione in Germania non lo preoccupa affatto: sua intenzione è quella di «consegnarsi» comunque alla polizia italiana. Partono quindi insieme con il primo volo disponibile. Accompagnano «Apo» e Mantovani altri tre curdi, tra cui una donna, Rozerin Lasher, e Ahmet Yaman, rappresentante in Italia del Pkk. Appena l'Aeroflot atterra a Roma, Abdullah e Ramon si salutano, ma l'italiano, prima di passare la frontiera, si mette da una parte per assistere alla scena del «voluto» arresto. Che regolarmente avviene. Mantovani esce tranquillo dall'aeroporto. Il caso era ormai «scoppiato».

Roberto Zuccolini



■ LE AMBIGUITÀ DI BERTINOTTI

Il 22 novembre scorso, domenica, il segretario di Rifondazione comunista Fausto Bertinotti (nella foto) ha dichiarato al «Corriere» sulle eventuali promesse di accoglienza fatte a Ocalan: «Ci siamo solo adoperati perché avesse una voce e una tutela. Non avevamo missioni particolari. Per essere chiari: non abbiamo fatto promesse, non ci siamo proposti come intermediari, non lo abbiamo invitato in Italia».

■ LE OMISSIONI DI MANTOVANI

A «la Repubblica» (16 novembre) Ramon Mantovani, responsabile esteri di Rifondazione, alla domanda «quando e dove ha incontrato Ocalan?» rispose: «Due mesi fa, in un Paese del Medio Oriente». Conversazioni su un arrivo del leader curdo in Italia? «Figurarsi, assolutamente no», aveva risposto Mantovani.

Accusé de collusion avec la mafia

Le gouvernement turc destitué

La constitution d'une nouvelle coalition relève déjà de la gageure.

ISTANBUL :
Eric BIÉGALA

Le gouvernement de Mesut Yılmaz est tombé hier, censuré par une majorité de parlementaires. La destitution du premier ministre était attendue. Depuis que le CHP (centre-gauche) de Deniz Baykal lui avait dénié tout soutien à la chambre, l'équipe Yılmaz se trouvait en minorité. C'est d'ailleurs les motions de censure conjointes de l'opposition et du CHP qui ont fait tomber le 55^e gouvernement de la République turque. La raison ? Le soupçon d'une intervention du premier ministre dans la privatisation, l'été dernier, de la Türkbank au profit d'un homme

d'affaire acoquiné avec un mafieux notoire, Alaattin Çakici, emprisonné en France. La vente de la Türkbank a d'ailleurs été suspendue.

Reste maintenant à mettre sur pied le gouvernement suivant. Et c'est là que les choses se corsent. Selon les textes, le président de la république dispose de 45 jours pour trouver un successeur viable à Mesut Yılmaz. D'ici là, le chef de l'État devrait demander à l'actuelle équipe gouvernementale d'expédier les affaires courantes.

La constitution d'une nouvelle majorité relève toutefois de la gageure. Les partis conservateurs de Mesut Yılmaz (ANAP), de Tansu Çiller (DYP) et des islamistes repré-

sentent les deux tiers du parlement. En théorie, ils peuvent donc prétendre à une alliance. Sauf que la puissante institution militaire ne veut pas entendre parler d'islamistes au pouvoir. C'est elle qui a poussé dehors la coalition menée par l'islamiste Necmettin Erbakan en 1997. Autre problème : Mesut Yılmaz et Tansu Çiller se détestent cordialement. Une première tentative d'alliance entre ces deux dirigeants, en 1996, avait tourné court au bout de trois mois.

Savantes combinaisons

Même jeu de massacre à gauche : les partis sociaux-démocrates, le DSP de Bülent Ecevit et le CHP de Deniz Bay-

kal sont à couteaux tirés, es-l'année et laisser sa place à un sentimentalement du fait d'une so-gouvernement intérimaire lide inimitié entre leurs leaders jusqu'aux élections.

respectifs. Dernière hypothèse : un gouvernement mené en train de se passer. A la dif- par le vétéran Bülent Ecevit férence que les choses se dé- (DSP gauche), mais s'ap-roulent dans le bruit et la fu- puyant sur une majorité de reur, à coup de motions de droite, une coalition ANAP- censure et alors que la Turquie DYP dont les leaders seraient se débat dans une crise diplo- matique avec l'Italie à la suite

Si ces savantes combinaisons n'aboutissent pas au bout du refus de Rome d'extrader le chef kurde Abdullah Ocalan.

de 45 jours, le Président sera en droit de dissoudre le parlement, de nommer un gouvernement intérimaire et de convoquer des élections anticipées dans les trois mois. Or, des législatives anticipées sont déjà prévues pour le 18 avril prochain. Elles résultent d'un accord entre Mesut Yılmaz et son tombeur d'aujourd'hui, Deniz Baykal. Cet accord, entériné par le parlement, prévoyait aussi que Mesut Yılmaz devait démissionner avant la fin de

E. B.

LE FIGARO

26 NOVEMBRE 1998

Kurdiska noveller från en oskuldsfull tid

BOK

Mehmed Emin Bozarslan:
När paradiset kom till byn
Förlaget Deng, 159 s.

Den kurdiska litteraturen är dels en mycket gammal muntlig berättarkonst, traderad av folkliga barder, (dengbéscher) med flera nationalepos, dels en modern prosalitteratur som just nu uppstår bland landsflyktiga kurder i europeisk exil, en romankonst som analyserar politiska och sociala problem. En annan berättarkonst kan betecknas som bitert nostalgiskt och kommer från områden där det kurdiska språket har varit mest förtryckt.

I Uppsala ägnar *Mehmed Emin Bozarslan* sin svenska exilhelt åt att publicera sitt öst-anatoliska kurdiska folks litterära arv och att nedteckna dess berättelser i form av noveller på eget förlag. Efter "Malaria-amuletten" (1994) ger han ut *När paradiset kom till byn* (Förlaget Deng, Box 3050, 75003 Uppsala) en vacker liten bok illustrerad av Fatma Bozarslan.

Novellerna utspelas under 1950-talet på Diyarbakirslätten, "de fattigas och hjälplösa mor, vid vars bröst alla mättas, från furstar och godsägare till lantarbetare, färdaherdar, koherdar och tiggare". Diyarbakir kallas av kurderna "Ahmad", "Den älskade", och är genomfluten av floden Tigris som rinner upp i paradiset och flyter förbi kärleksparet Mem och Zins grav tills den åter rinner ut i paradiset, vars port ingen har sett. Det sägs att en papperslapp kastad från Tio ögons bro kan läsas av Gud...

Bland dessa kurder härskar en folklig, sufisk islam. De historiska shejkerna Abdul Qadir Gailani och Nakshbendi tillbeds under kurdiska namn. I en novell skildras en sufistisk seans. En yngling vill bli sufisångare. "Du ser hur ledarna

för vår sekt ger inspiration och sitt stöd till muslimerna och leder dem rätt i sin tro!" säger hans läromästare. Ynglingen bekänner sina synder, låter skägget växa och drar omkring och sjunger om Ali, på kurdiska Eli, men det är kärleken till den ouppnåeliga Khelya som eldar hans sång.

Många älskande i dessa noveller måste avstå från varandra på grund av sociala klyftor. "Gäss gå med gäss och falkar med falkar"; det är byns visdom, men den kan trotsas - att enleverera sin älskade tillhör också den kurdiska traditionen. Familjehedern är det viktigaste i livet. Byfogdens brorson vill äkta koherdens dotter, men vågar inte sticka en fot utanför den hederns järnring som farbrodern slutit om honom. Vad vet himlen och fåglarna om heder, rinner inte flodens vatten fritt? Mot hederns tvång ställer författaren naturens frihet. Men det är utsiktslöst.

Ett huvudmotiv är den vidskeplighet som särskilt kvinnor är offer för, och som i stället för att beivras av det makt-havande "prästerskapets" mul-lor eller *melor* uppmuntras av

dem, som inte kan hitta på annat än att läsa koransuror och blåsa på en sjuk person. När en ung pojkes häst blir sjuk smälter man bly för att kunna utpeka och straffa den som har kastat det onda ögat. Läkare misstros, de anses klå folk på pengar. "Har flickan blivit pojke?" hänar modern när hennes son vill ta sin dotter till doktorn i stan, ty varför ska något så värdelöst som en flicka botas? Kvinnor får aldrig betalt för sitt arbete, på sin höjd några skedblad smör, ett par brödbitar; kan de turkiska kan de bli avlönad städhjälp hos någon turkisk pascha.

Den turkiska överheten upplevs som förtryckare. Att fira Republikens dag är ett avskytt tvång. En kurd som ber den besökande överheten om hjälp för sin dödssjuka hustru får till svar: "Den som inte kan turkiska är inte medborgare och kan inte begära rättigheter i vår stat." All överhet är till för att luras eller kringgås. Byborna skönmålas verkligen inte. För att lura de hatade "åsneräkarna" och skatteindrivarna gömmer man sina betesdjur. Och alltid finns det någon

som utnyttjar bybornas inskränkthet. En dag kommer en man med ett tittskåp till byn, där kan muslimerna mot skåppor vete redan nu beskåda paradiset's hourier - en bordell.

Men det groor ett missnöje i dessa förmoderna byar, där upprorsandan har ersatts av rädsla efter det blodigt nedslagna kurdiska upproret under Shejk Sa'ad 1925. I en novell kommer melans son hem från universitetet och talar om för de nedtryckta kamraterna att "vi är kurder, landet är vårt, turkarna regerar" och att de varken behöver vara rädda för Gud eller Profeterna. Det skulle ta fyra årtionden innan ateismens, upprorets och våldets frön slog rot. Men detta är inga sociologiska beskrivningar utan dialogrika noveller med slutpoängar.

Gestaltar Bozarslan sina personer? De unga männen liknar varandra, liksom de vackra flickorna, men skurkarna har hög profil. En sammanpressad folkhop på ett lastbilsflak, en vanlig syn på kurdiska vägar, blir till individer. Man undrar vilken rikedom som kommer att välla upp i litteraturen den dag då glo-



ILL: GUJE ENGSTRÖM

SVENSKA DAGBLADET Torsdagen den 26 november 1998

balkulturens tysta statister skall bli dess talande protagonister med individuella särdrag och artikulerade krav.

Kurdisk litteratur har ofta en naturkänsla som liknar vår och djuren, oxar, killingar, hästar, får och kor spelar jämlikt med i handlingen. Men hur ofta är inte naturen en fiende? I den mest rörande novellen drunknar modern och hennes elvaåriga flicka i en översvämning, medan fadern ropar deras namn. Vore det inte för att

aktörerna sällan står på sig utan oftast går under, kunde man ibland påminnas om Astrid Lindgren.

Bozarslans kurdiska noveller har redigerats av en kongenial uttolkare, Lars Bäckström, som tidigare har översatt kurdisk poesi och har en intuitiv tillnärmelse till allting kurdiskt, även språket. Han har denna gång valt att normalisera kurdiska titlar, befattningar och uttryck; kurder har "kompisar" och de svär på svenska.

Det tar bort något av lokalfärgen men gör det enklare att identifiera sig med de agerande. (Men varför skriva "ottomanska riket" där kurderna själva använder "osmanska riket", vilket vi också borde göra?)

I Bozarslans noveller är vi åtskilliga år före blodbadet i Sivas 1992, som blev startsignalen för kurdisk extremism och det militanta PKK som inte väjer för att rekrytera kurdiska ungdomar från Sverige för sin väpnade kamp på Diyarbakir-

slätten, "allas vår moder". Här finns ännu en oskuldsfull tro på ett paradiset för fattiga och förtryckta, en tillit till shejker och helgon, en kärlek till varandra och till naturen och det kurdiska språket och litteraturen som enligt den turkiska nationalismen inte är mycket värd och i varje fall inte ska få existera. Med spänning väntar man på Bozarslans noveller från den nya världens tid.

SIGRID KAHLE

Åsikterna går isär om PKK-ledaren

Frihetskämpe som vill ha politisk lösning, menar kurderna. Turkiet anser att han är terrorist.

Av Lars Boström
DN:s korrespondent

Terrorist eller frihetskämpe? Åsikterna går minst sagt isär om PKK:s gripne ledare Abdullah Öcalan. Medan uppretade turkiska demonstranter bränner dockor föreställande den påstådda "barnamördaren" är tusentals kurder beredda att offra livet för sin ledare. I Tyskland är Öcalan efterlyst för delaktighet i mord. I Sverige är hans organisation terroriststämplad. I Italien har han chans att få politisk asyl.

- **PKK är en stalinistisk organisation** som använder våld och terror för att nå sina mål. Det räcker för att göra dem till terrorister i mina ögon, säger Kemal Kirisci, professor i internationell politik vid Bosporenuniversitetet i Istanbul och expert på den kurdiska frågan.

Han betonar att USA, flera västerländska regeringar samt Nato delar den turkiska uppfattningen och han tror att det i Italien finns en begynnande insikt om situationens allvar.

- Framför allt har de gröna i den italienska regeringen haft en orealistisk bild av vad PKK står för, säger Kirisci.

Fakta/PKK

- **PKK står för Partiya Karkeren Kurdistan** (Kurdistans Arbetarparti).
- **Organisationen grundades 1978 av en grupp kurdiska vänsterradikaler under ledning av Abdullah Öcalan.** Målsättningen var ett självständigt, marxistiskt Kurdistan.
- **Inför militärkuppen i september 1980 lyckades PKK-ledningen (inklusive Öcalan) fly över gränsen till Syrien.**
- **Den väpnade kampen inleddes 1984. Starkast anses PKK ha varit åren omedelbart efter Kuwaitkonflikten då organisationen etablerade baser i norra Irak.**

Från sin husarrest i Rom har Öcalan sagt att han tar avstånd från våld och att han vill ha en politisk lösning. Men några förhandlingar mellan PKK och Turkiet lär det inte bli.

- Jag kan inte föreställa mig en turkisk regering som skulle våga ta den risken. Särskilt inte under rådande opinionsläge med dagliga demonstrationer mot PKK och italienska intressen, säger Kemal Kirisci.

Människorättsorganisationen Human Rights Watch anser att Öcalan måste ställas inför rätta för sina brott,

men inte i Turkiet där han skulle riskera tortyr och dödsstraff. I ett brev till den italienske premiärministern Massimo D'Alema för några dagar sedan pekar organisationen på över 700 fall där PKK skall ha mördat politiska motståndare, skollärare och andra som betrakas som representanter för den turkiska staten. Dessutom anklagas PKK för flera massaker på civila.

Samtidigt kritiserar den turkiska armén för tortyr, summariska avrättningar och för att bränna ned kurdiska byar. Human Rights Watch betonar dock att detta inte på något sätt rättfärdigar PKK:s agerande.

Mahmut Baksi, kurdisk författare och journalist bosatt i Stockholm, beskriver PKK på ett helt annat sätt:

- Öcalan är ingen terrorist. I Kurdistan pågår ett krig där många människor har dödats men PKK har aldrig kapat flygplan, rånat banker eller mördat diplomater. Morden på avhoppare i Europa är interna uppgifter, ett våld som aldrig spritts utanför organisationen. Jag har känt Öcalan i 20 år. Han är emot terror som metod. Han vill ha en politisk lösning.

Baksi avfärdar alla rap-



En demonstration i Hamburg för Abdullah Öcalan. Men meningarna är delade om den gripne PKK-ledaren.

porter om att PKK medvetet skulle mörda barn och oskyldiga civila.

- Turkiet avlönar och beväpnar över 60 000 byvakter. Dessa är lokala kurder och legitima mål enligt PKK. Under strider på liv och död kan oskyldiga människor dödas, menar Baksi.

Närmare 30 000 människor har dödats under den 14 år långa konflikten. För närvarande har Turkiet cirka 300 000 soldater i de sydöstra provinserna och kriget kostar den turkiska staten ofantliga summor varje år. PKK tros ha cirka 5 000 gerillasoldater i Turkiet och norra Irak, vilket ska jämföras med första hälften av 90-talet då Öcalan kunde mobilisera cirka 10 000 man.

Portrait

The row over the extradition of Kurdish guerrilla leader Abdullah Ocalan has pitched

Italy and Turkey into a diplomatic war. **Jonathan Rugman** reports

World's most wanted

It was the worst birthday present Europe could have given Turkey. While celebrations marking the 75th anniversary of the birth of the Turkish Republic continued last week, a court in Rome released from custody the country's most wanted man, a rebellious Kurd who has worked perhaps harder than anyone to tear Turkey apart.

The man in question is Abdullah Ocalan (pronounced Oh-jalan), the 49-year-old leader of the Kurdistan Workers Party or PKK, one of the most violent guerrilla movements currently operating in Europe and the Middle East.

Despite pleading Turkish newspaper headlines such as "Hand him over, we will not hang him", the Italians decided last week that they couldn't extradite the fugitive to Turkey (where Ocalan is charged with treason and murder) because Ankara keeps the death penalty on its statute books.

And so Ocalan, accompanied by his 23-year-old girlfriend, is applying for political asylum and living under house arrest near Ostia outside Rome, protected by the Italian police from any Turkish assassin's bullet. "Apo" (or Uncle, as Ocalan calls himself) has told thousands of Kurdish exiles, who have converged on Rome from all over Europe, to go home.

"I don't want our people to keep protesting and setting themselves on fire," he announced after hearing that at least 20 of his followers had tried to set themselves alight. There are also hundreds of Kurds on hunger strike on Ocalan's behalf.

Meanwhile, the Turks are so furious to have lost Ocalan that thousands of people demonstrated outside the Italian embassy in Ankara over the weekend. Italian goods from

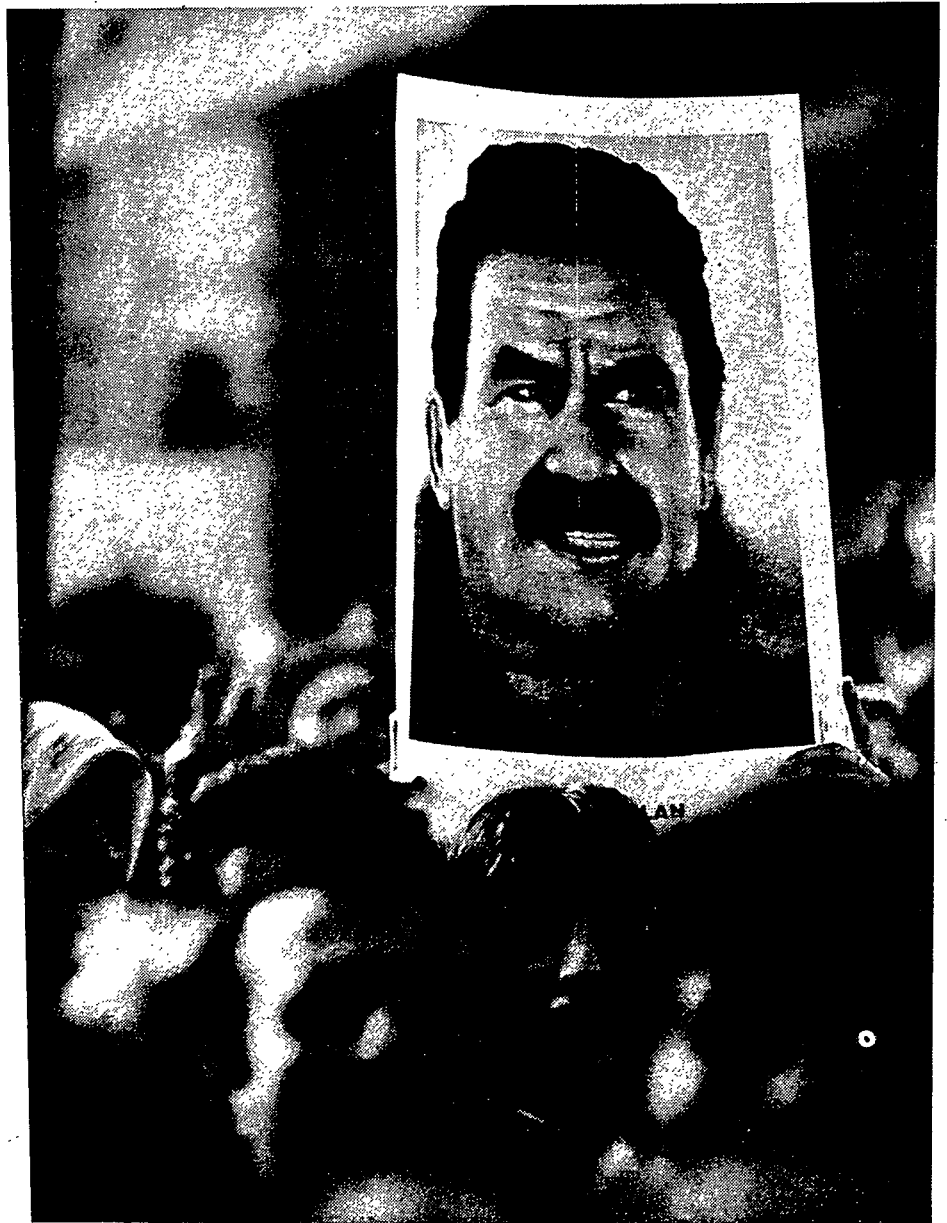
clothing to cars have been set alight, and the Italian football team Juventus is so terrified of playing a match due in Istanbul this evening that the game has been postponed.

So who is Abdullah Ocalan, and why does he inspire such a mixture of loathing and devotion? The name "Ocalan" means "avenger" in Kurdish, and for the last 20 years the PKK leader has been fighting to avenge the plight of Turkey's approximately 12 million Kurds.

Born near Turkey's border with Syria in 1949, Ocalan is a man of many contradictions. As a young man, his hero was Turkey's first president, Atatürk, who — ironically enough — began the country's never-ending campaign of brutal Kurdish assimilation. Ocalan applied for a Turkish army scholarship, but he got turned down.

He then attended the Turkish equivalent of Oxbridge before dropping out and joining up with other uprooted Kurdish students who had concluded that they didn't fit in with mainstream Turkish society. Inspired by the 1968 Paris unrest, Ocalan was arrested for handing out left-wing leaflets. After a spell in a Turkish prison, he emerged a committed radical, Dave Spart incarnate.

For Ocalan is among the last of a dying breed: an old-style Marxist-Leninist revolutionary equipped with a kalashnikov, a half-baked notion of Marxist dialectics and a bristling proletarian moustache. "It was my idea alone," Ocalan has said of his decision to launch the guerrilla war for a Kurdish state. "At first, there were no sympathisers with it, even among the Kurds. The Turks thought Kurdistan was in the graveyard, that the Kurds had no history."



Demonstration of support . . . followers of Abdullah Ocalan gather in Rome

Twenty years on, there have been 30,000 deaths. Ocalan's fighters have targeted everyone from Turkish soldiers to schoolteachers, not forgetting Kurdish civilians caught between the two sides. Ocalan speaks far better Turkish than Kurdish and hasn't done any of the fighting himself, living for the past 18 years in Syria and Lebanon, where, according to Turkish intelligence, he spent weekends in Beirut with different girlfriends.

In the past month, Ocalan's world has been turned upside down. First, the Syrians threw him out after Turkey threatened military action against Damascus. Ocalan fled to Moscow, but the support of Russian MPs was not enough to guarantee him a safe home there.

So two weeks ago Ocalan flew into Rome with a false passport and, despite being wanted by Interpol, claimed political asylum. While that plea is being considered, the Germans are wondering whether to start

extradition proceedings against him for incitement to murder, but fear that any such move will prompt Germany's Kurdish population to riot.

Ocalan's arrival in Europe has thrown the Kurdish question sharply into focus, with Turkey's Nato allies divided over the question of whether the PKK leader is a terrorist or a freedom fighter. Washington and London have decided there are two kinds of Kurds. The good Kurds are the fractious clans in Iraq who have fought Saddam Hussein for a Kurdish state, while the bad Kurds are Ocalan's "terrorist" extremists, who have upset a Gulf War ally by fighting for a Kurdish state in Turkey.

It is a distinction that Ocalan and his supporters find understandably annoying. The US and Britain have turned a blind eye to massive Turkish military incursions across the Iraqi border in pursuit of PKK fighters, while Ankara has faced no compulsion to address the PKK's legitimate grievances.

While Ocalan's fate on European soil is decided, Italian nationals have been advised to stay away from Turkey, and Italy's chances of winning from Ankara a lucrative tender to build 145 attack helicopters are now rated at nil. "Italy is faced with the danger of enduring Turkey's eternal enmity," a seething Prime Minister Mesut Yilmaz announced last week.

From his new home here in Europe, Ocalan is now trying to achieve what is almost certainly impossible: to make the transformation from outlawed extremist guerrilla to legitimate political representative of the Kurdish people. "I have come to Italy to open the way to a political settlement," Ocalan has announced on the PKK's website. "I am opposed to all terror, even if it originates from us. I am ready to do whatever I can so that it will be stopped immediately."

But although Italy's president and Germany's foreign minister have suggested that Ocalan's arrival in Europe could form the catalyst for action to solve Turkey's Kurdish crisis, it is obvious that Ankara will never negotiate with people it calls "bloodthirsty PKK murderers". Sheltering the PKK leader is far more likely to cause a disaster in Turkey-

EU relations, as well as throwing into disarray any attempt to coordinate a united response to international terrorism.

Ocalan talks of a "change of strategy in the Kurdish national movement", but it is very doubtful whether the PKK has permanently put its kalashnikovs away. Deprived of a base in the Middle East, the Kurdish leader has been given no choice but to preach politics in Europe for the time being.

The PKK's toughest guerrilla commander, nicknamed "Fingerless Zeki" after an accident involving a machine gun, has been caught and interrogated. The PKK has been decimated by conflict and will soon be forced by the weather to suspend the armed struggle, hibernating in freezing mountain hideouts until the snow melts next spring.

If Turkey's Kurds are looking for an interlocutor with Ankara, then the fiery revolutionary socialist Abdullah Ocalan is — sadly — not their man. And even if the current Kurdish "parliament in exile" were to produce a more moderate leader, Turkish generals and politicians would rather put him behind bars than listen to what he has to say.

Jonathan Rugman's book *Atatürk's Children: Turkey And The Kurds* is published by Cassell.

Washington and London have decided there are two kinds of Kurds: good Kurds and bad Kurds

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, NOVEMBER 27, 1998

Thousands Turn Out for Funeral of Iran Dissident

Compiled by Our Staff From Dispatches

TEHRAN — Tens of thousands of mourners, some chanting anti-government slogans, gathered in Tehran on Thursday at the funeral of a murdered opposition leader and his wife.

The crowd turned the ceremony for the opposition leader, Dariush Forouhar, and his wife, Parvaneh, at the Fakhra mosque into a nationalist rally.

Mourners carried portraits of the couple, found dead in their Tehran apartment Sunday, and chanted "Death to tyranny" and "Freedom of thought forever." Others sang patriotic songs and celebrated the late nationalist leader Mohammed Mossadegh, who helped in-

spire Mr. Forouhar and his small Iran Nation Party.

"Do you see the crowd?" said one of the organizers. "It shows how deeply rooted Iran's national movement and the ideals of Mossadegh are in the hearts of the people."

In a strong speech to Intelligence Ministry officials Thursday, President Mohammed Khatami said Mr. Forouhar's killers must be brought to justice.

"The murder of the late Mr. Forouhar is condemned," he said. "The government, and especially the intelligence network, have a very important duty to confront it. If we don't deal with the crime seriously, and not identify the culprits, the episode will not only constitute a disrespect for our system, it will become the beginning of more problems to come."

At one point the crowd streamed past a row of buses waiting to take them to the cemetery, instead heading toward the site of the former Parliament, a symbol of Iran's struggle for independence.

Policemen barred the way and there were minor scuffles. There were no apparent injuries and no sign of any attempt by political rivals to disrupt the proceedings.

The police said Wednesday that they had made a number of arrests in the murder case.

Mr. Forouhar served as labor minister in Iran's first government after the 1979 Islamic Revolution. His party, illegal but tolerated, publishes a newsletter that often carries reports of what it says are human rights violations. (Reuters, AP)

■ Khatami Condemns Bus Attack

Mr. Khatami condemned on Thursday an Islamic militant attack on a bus carrying American tourists, saying it was a national disgrace. The Associated Press reported from Tehran.

"The ugly, perverse and possibly conspiratorial treatment of foreign tourists, and those who are officially visiting Iran with valid visas, was an affront to the honor of the Iranian people," Tehran radio quoted Mr. Khatami as saying in a speech to Intelligence Ministry officials.

Radicals chanting "Death to America" and wielding iron bars and throwing stones smashed the windows of a bus carrying 13 foreigners, mostly Americans, in Tehran on Saturday. Devotees of Islam, a radical Muslim group that has been dormant for many years, claimed responsibility for the attack.

Ocalan, un casse-tête pour le gouvernement allemand

Redoutant des troubles du PKK, Bonn hésite à réclamer l'extradition du chef kurde.

Bonn de notre correspondante

La menace est écrite en grandes lettres rouges, vertes et jaunes (les couleurs du PKK) sur une banderole juste à l'entrée du quartier gouvernemental de Bonn: «Nous irons jusqu'à la mort avec notre leader Abdullah Ocalan.» Depuis l'arrestation du chef du PKK à Rome, une centaine de militants kurdes campent ici jour et nuit dans de grandes tentes chauffées. Soixante d'entre eux font la grève de la faim: un avertissement encore très modéré de ce qui attendrait l'Allemagne si elle décidait de demander l'extradition d'Ocalan pour le juger sur son sol.

Interdiction du PKK. Avec la Turquie, l'Allemagne est le seul pays à avoir émis un mandat d'arrêt contre le chef du PKK, sur la base duquel l'Italie dit l'avoir arrêté. Emis en 1990 pour le meurtre d'un dissident du PKK en Allemagne en 1984, ce mandat vient même d'être actualisé par le parquet fédéral de Karlsruhe, qui soupçonne Ocalan d'avoir commandité l'élimination d'autres dissidents et ordonné une série d'attentats en Allemagne en 1993. Las! le gouvernement a si peur des troubles qu'il n'entend pas demander son extradition. Tandis que le nouveau gouvernement se réfugie derrière des formules évasives («une problématique politique complexe»...), Hans-Ulrich Klose, président SPD

de la Commission des affaires étrangères du Bundestag, a franchement avoué le problème: son pays ne veut pas «importer la guerre» entre Kurdes et Turcs sur son sol. L'Allemagne compte près de 2 millions d'immigrés turcs, dont quelque 400 000 Kurdes. Elle a encore en mémoire les violences des militants du PKK au début des années 90: incendies de commerces turcs,

Selon le renseignement allemand, le PKK est la plus grande organisation extrémiste du pays, avec un potentiel de près de 50 000 militants.

avec Ocalan lorsqu'il était encore en Syrie. Selon les services de renseignement allemands, le PKK est la plus grande organisation extrémiste du pays, avec un potentiel de près de 50 000 militants.

Menace de triple fiasco. «D'un point de vue de sécurité publique, on peut comprendre que le gouvernement allemand ne veuille pas faire juger Ocalan sur son sol, observe Cigdem Akkaya, directrice adjointe du Centre

d'études turques d'Essen. D'un point de vue idéologique, ne pas juger quelqu'un recherché pour terrorisme n'en pose pas moins un vrai problème.» Pour le nouveau gouvernement allemand, arrivé au pouvoir avec l'ambition d'améliorer les relations de l'Allemagne avec la Turquie et d'inaugurer une diplomatie plus soucieuse des droits de l'homme, le cas Ocalan menace de tourner au triple fiasco. L'Italie l'accuse de plus en plus ouvertement de vouloir se débarrasser sur elle du problème. Faute d'obtenir Ocalan elle-même, la Turquie a demandé à l'Allemagne de le juger chez elle. Les États-Unis font pression en ce sens. Enfin et surtout, le gouvernement allemand, dès ses débuts, passe pour lâche: il donne l'impression de capituler devant le terrorisme. «La position du gouvernement n'est pas tenable», estime Jürgen Rüttgers, vice-président de la CDU.

Casse-tête. Pour sortir de l'impasse, le gouvernement allemand a multiplié les contacts avec l'Italie. Le Premier ministre, Massimo D'Alema, est ainsi attendu à Bonn demain. L'arrestation d'Ocalan doit être utilisée comme «une chance» pour lancer une solution au problème kurde, a suggéré le chef de la diplomatie, Joschka Fischer. Dans l'immédiat, cette «chance» commence par poser un sérieux casse-tête au gouvernement Schröder ●

LORRAINE MILLOT

LIBERATION 26 NOVEMBRE 1998

Ankara n'espère plus l'extradition vers la Turquie d'Abdullah Öcalan

ANKARA. La Turquie a lâché du lest, mardi 24 novembre, en évoquant pour la première fois la possibilité que Rome extrade vers un pays tiers le chef rebelle kurde, Abdullah Öcalan. «L'asile politique en Italie ou une extradition vers la Turquie sont tous deux improbables», a déclaré le premier ministre turc, Mesut Yilmaz, devant les députés de son parti de la Mère Pa-

trie. «Il est possible qu'il soit extradé vers l'Allemagne ou envoyé dans un pays tiers», a-t-il ajouté. L'extradition vers l'Allemagne semble toutefois très improbable.

A Paris, le président Jacques Chirac a assuré mardi le président du Conseil italien Massimo D'Alema de la «solidarité» de la France dans cette crise. «La France, comme l'ensemble de l'Union européenne, est totalement solidaire de la position italienne que nous comprenons et que nous soutenons», a déclaré le chef d'Etat à l'issue d'un entretien de plus d'une heure à l'Elysée avec M. D'Alema. - (AFP)

LE MONDE / JEUDI 26 NOVEMBRE 1998

Government Of Turkey Falls After Losing Vote

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — The government of Prime Minister Mesut Yilmaz, plagued since its inception 17 months ago by competing pressures from Islamic groups and the rigidly secular military, lost a confidence vote Wednesday in Parliament and fell.

The vote, by a 314-to-214 margin, came after Mr. Yilmaz was implicated in a corruption scandal in

which he allegedly helped gangsters buy a state-owned bank. He has denied all charges against him.

President Suleyman Demirel was expected to ask Mr. Yilmaz to stay on as prime minister until an interim government can be formed to take the country to an early election in April. But with both Turkey's center-right and center-left parties divided by bitter rivalries, there seemed little prospect that a stable government could emerge from the election.

As a result, the military is likely to retain ultimate political power here. Its commanders view themselves as the only stabilizing force in the country and the final bulwark against religious fundamentalism. Critics, however, say their political role restricts the growth of Turkish democracy.

After two years of spectacular revelations about ties between criminals and successive Turkish governments, many Turks have become deeply cynical about politics. Some believe that supporting the Islamic party is the best way to show their

disgust with the political establishment. Military commanders, however, might not allow the party to come to power even if it won the election.

Mr. Yilmaz had sought to ease military-backed restrictions on Islamic symbols, which he evidently believed were too strict, and risked creating a political backlash. He urged the military to stop insisting that female university students be forbidden to wear head scarves, but powerful generals quickly slapped him down. Similar conflicts are likely to afflict the next government.

Mr. Demirel could name an interim prime minister within a few days. According to press reports, leading candidates include Hikmet Cetin, speaker of Parliament, and former Prime Minister Bulent Ecevit.

During his term of office, Mr. Yilmaz managed to bring Turkey's inflation rate down from nearly 100 percent annually to about 77 percent. Negotiations with the International Monetary Fund on an economic package for 1999 were to have begun Friday in New York, but were

canceled Wednesday. Gunes Taner, the cabinet minister who was to have led Turkey's delegation, was implicated in the scandal that brought down the government.

Human rights violations continued during Mr. Yilmaz's term, but apparently decreased steadily. Amnesty International recently praised the steps he has taken to curb abuses.

Although Mr. Yilmaz was not able to push through major reforms to a political system that many Turks believe is sclerotic and self-centered, he will be remembered as the prime minister on whose watch the country's most-wanted fugitive was arrested. The fugitive, Abdullah Ocalan, who leads a rebel army that has been fighting for a Kurdish

homeland in southeastern Turkey, was held in Italy, then released but ordered to stay in Rome.

Although Mr. Yilmaz is perceived as pro-Western, Turkey's relations with Europe deteriorated during his term. After the European Union refused to name Turkey as a candidate for membership last year, Mr. Yilmaz reacted with a bitterness that alienated some European leaders. Relations seemed to be improving until the arrest of Mr. Ocalan last month. When Italian leaders refused to extradite him for trial in Turkey, Mr. Yilmaz and other Turks accused Italy of embracing terrorism and threatened it with an economic boycott.

The Yilmaz government was fragile from the start, depending on the support

of Deniz Baykal, a power broker who controls a faction in Parliament but declined to join the ruling coalition. When Mr. Baykal withdrew his support several weeks ago, the government's fate was sealed.

Mr. Baykal acted after a series of charges that cast doubt on the government's integrity. The charges stemmed from a complex scandal that has been spreading for the last two years. It is centered around allegations that Turkish leaders have for years maintained ties to gangsters, using them to commit political murders and allowing them in return to smuggle drugs and weapons.

The anatomy of a boycott on Italy...

- Will such boycotts really convince the left-wing Italian government to change its attitude regarding giving shelter to a well-known terrorist?

Editorial by Ilnur Cevik

The wife of an ambassador tries to order an Italian-sounding dish from a menu in a restaurant in Ankara and is told politely by the waiter "we are no longer serving Italian food, to protest against Italy."

The protests against Italy are taking all forms, which at times may be amusing. Taxi drivers are putting black tape on the "Fiat" badge of their cars. Anything that sounds Italian is being turned down. A German chocolate brand got into trouble recently because it was manufactured in Italy...

Turkish companies are racing with each other to tell the public that they are no longer importing Italian goods. Some even have closed their chains to display their protest.

The Turkish Telecom administration, which controls cable TV transmissions has pulled the plug on Italian satellite TV broadcasts and replaced them with American NBC.

Meanwhile, both the European Union and the World Trade Organization have warned Turkey that the state should not impose a ban on imports from Italy that would violate international laws and regulations. However, this of course does not apply to Turkish contracts. We are told Italian companies will not be given tenders until Italy reverses its negative stand on the extradition of Abdullah Ocalan.

Protests against Italy are widespread and some are spontaneous. The people have demonstrated their deep frustration with Italy's attitude over Ocalan and we fear the situation will get out of hand if our politicians and the media continue to fuel anger against Italy.

We feel this whole business of protesting Italy has reached a limit where it has to ease. From now on we feel the protests may only become self defeating.

Intimidating Italian diplomats in Turkey and placing banners on the walls of the Italian embassy is something that we would not approve of if our diplomats and missions abroad were subjected to the same treatment.

Democracy prevails

The minority coalition government, which was founded to fill a power vacuum in an extraordinary period when the military rallied various forces in Turkey to topple the government of pro-Islamic Prime Minister Necmettin Erbakan, has met its inevitable end.



Parliament has unseated the coalition with a resounding victory and thus opened the way for the formation of an election government that will take the country to the polls on April 18, 1999.

Now the president will meet party leaders and appoint a new government. We feel that the sooner this is done the better.

We also feel that, despite several honest cabinet members, such as Bulent Ecevit, Hikmet Sami Turk and Ahad Andican, some members of the government were involved in corruption and irregularities and deserved what they got when their government was toppled with a censure motion on Wednesday. These people will have to be brought to justice...

Leadership rivalry heats up within PKK

Ankara - Turkish Daily News

The leadership struggle within the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) following its leader Abdullah Ocalan's capture in Italy is taking on new dimensions as the PKK's second commander Murat Karayilan has toughened his stance towards the other Central Committee members.

According to well-informed sources, Karayilan had relayed a very tough message via radio to other senior PKK members, including Cemil Bayik, Halil Atac, Osman Ocalan and Nizamettin Tas. In the message, Karayilan complained that "some colleagues" had begun issuing instructions within the organization even before the fate of PKK leader Ocalan had gained any certainty.

"No Central Committee member should authorize himself to give orders to my subordinates. That power only belongs to the chairman [Ocalan], and he can authorize anyone to assume his duties," he said.

Karayilan stated he was aware that some of the orders by Central Committee members were aimed at preventing the PKK's dissolution, but this would not prevent them from causing problems. He stressed that he had so far ordered the punishment of 23 people and the interrogation of six others. He also admitted that 17 people had fled from his command.

"No one has any right to act like chairman merely because they have a few camps under their command. I won't permit that," the PKK's second-in-command said.

Karayilan was referring in particular to Abdullah Ocalan's brother Osman. Without mentioning his name, he was labelling Osman Ocalan "the personality who escaped execution on the orders of the chairman."

Despite Karayilan's warnings, the leadership struggle within the PKK will continue to heat up. Sources said that all potential leaders had increased their number of guards in fear of assassination attempts by rivals.

In a recent telephone interview with the Russian daily Kommersant, Ocalan has stated that during his absence the PKK is under the command of the "general chief of staff," a reference to Bayik.

Iraq Rebuffs Clinton Over Documents on Toxic Arms

Compiled by Our Staff From Dispatches

BAGHDAD — Foreign Minister Mohammed Said Sahhaf says Iraq rejects the conditions set by President Bill Clinton after calling off the Nov. 14 military strikes on Iraq.

He said Iraq would turn down any request by the chief UN weapons inspector, Richard Butler, that is unrelated to disarmament or that jeopardizes Iraqi security.

In a television interview broadcast late Thursday, Mr. Sahhaf said the government was committed only to a UN resolution that linked the removal of sanctions to a certification by UN weapons inspectors that Iraq was free of weapons of mass destruction. The sanctions were imposed after Iraq invaded Kuwait in 1990.

Mr. Sahhaf, referring to Mr. Butler, said, "This wretched person now thinks he has the backing of the United States of America in accordance with the points raised by its president."

Iraq evaded the military strikes by

allowing the resumption of inspections by the United Nations Special Commission after a two-week hiatus.

Mr. Sahhaf said Mr. Butler and the United States were mistaken if they believed that Iraq's decision to cooperate gave them the right to obtain "a yes" answer from Iraq to every demand. But the foreign minister quickly added that Iraq was committed to cooperating with the Special Commission.

Cooperation with the inspectors was one of the conditions that Mr. Clinton laid out in calling off the strikes. He also demanded that Iraq provide the inspectors all documents they need.

Mr. Butler has asked for papers that he says are related to Iraq's biological and chemical weapons programs. Iraq says that most of the documents in ques-

tion do not exist and that those in its possession will not be handed over for national security reasons. According to Iraqi officials, the Spe-

cial Commission has stepped up the pace of daily site visits since resuming work Nov. 18 and has carried out dozens of "surprise" inspections, with Iraq's

full cooperation.

But Mr. Butler said last week that intrusive inspections were still "three or four weeks" away. (AP, AFP)

«Ce monsieur Ocalan n'est pas Nelson Mandela»

Le gouvernement italien divisé sur l'octroi d'asile au chef kurde.

Rome de notre correspondant

A l'instar du commissaire européen à l'Aide humanitaire, Emma Bonino, qui s'est exprimée contre l'octroi de l'asile politique à Abdullah Ocalan par l'Italie, le ministre des Affaires étrangères, Lamberto Dini, s'est à son tour prononcé hier contre une telle éventualité: «Après une lecture attentive de la Convention européenne sur le droit d'asile, il apparaît que les conditions pour accorder l'asile politique à Ocalan n'existent pas, a-t-il déclaré, à moins que l'on veuille violer cette convention, ratifiée par l'Italie, et qui stipule clairement que les normes sur le droit d'asile ne s'appliquent pas quand il existe de sérieuses raisons pour estimer que la personne en question a commis de graves délits de droit commun tels des attentats à la bombe, la lutte armée...» Et de

conclure: «Les délits qui sont attribués à monsieur Ocalan sont innombrables et enfreignent les normes sur l'asile politique.»

Deux jours plus tôt, Emma Bonino avait indiqué: «L'hypothèse du droit d'asile à Ocalan est juridiquement impraticable. (...) Ce monsieur n'est pas Nelson Mandela.» La prise de position de Lamberto Dini complique sérieusement la tâche du chef de gouvernement, Massimo D'Alema, alors qu'une partie de sa majorité milite pour une autre solution.

Le responsable des communistes italiens, Armando Cossutta, dont l'un des lieutenants, Oliviero Diliberto, occupe le fauteuil de ministre de la Justice, a ainsi écrit au président du Conseil pour lui demander officiellement

que «l'on reconnaisse le droit d'asile» au fondateur du PKK. Une requête identique a été formulée par l'ancien président de la République Francesco Cossiga, dont le parti de centre droit participe aux affaires.

Embarrassé, Massimo D'Alema a fait savoir qu'il s'en remettrait à la décision de la commission du ministère de l'Intérieur qui rendra son verdict d'ici le 1^{er} décembre: «Un débat politique sur l'asile à Ocalan serait franchement inopportun», a-t-il déclaré. En fait, le chef de gouvernement espère, comme son ministre des

Affaires étrangères, que l'Allemagne - qui a émis un mandat d'arrêt international à l'encontre d'Ocalan - demandera l'extradition du leader kurde. Bonn devrait se prononcer of-

ficiellement aujourd'hui à l'occasion de la visite de Massimo D'Alema en Allemagne. Hier, le porte-parole du gouvernement Schröder a toutefois laissé entendre que la réponse allemande sera négative. L'extradition vers la Turquie étant exclue, le gouvernement italien pourrait alors connaître de nouvelles turbulences.

Mercredi, la révélation - selon laquelle un député de Refondation communiste (PRC), Ramon Mantovani, avait accompagné, le 12 novembre, Abdullah Ocalan sur le vol Moscou-Rome - a déjà semé le trouble dans la majorité. Soupçonné d'avoir été mis au courant, le ministre communiste de la Justice, Oliviero Diliberto, s'est maladroitement justifié en déclarant: «Je n'en savais rien, j'ai quitté PRC le 9 octobre dernier...» ●

ERIC JOZSEF

LIBERATION 27 NOVEMBRE 1998

FALL ÖCALAN

Rechtsfrieden gewahrt?

Um der Republik Ärger mit den Kurden zu ersparen, erklärt der Kanzler den Fall Öcalan zum „europäischen Problem“. Der PKK-Chef hat gute Chancen, straffrei zu bleiben.

Der vergangene Freitag war für die kurdische Exilantengemeinde ein Festtag: Tausende feierten den 20. Jahrestag der Arbeiterpartei PKK. Motto: „Wir marschieren mit dem Vorsitzenden Apo bis zum Sieg“.

Der rückte am Nachmittag ein Stück näher. Im Foyer des Kanzleramts verkündete Gerhard Schröder, daß seine Regierung auf eine Auslieferung von PKK-Chef Abdullah Öcalan, genannt Apo, verzichte. Der italienische Ministerpräsident Massimo D'Alema saß an des Kanzlers Seite und sah gar nicht glücklich aus. Er war mit der Hoffnung nach Bonn gekommen, Öcalan nach Deutschland abschieben zu können.

Gemeinsam verkündeten die beiden

Regierungschefs, daß man den Guerrilla-Führer aber keineswegs laufenlassen wolle. Das „europäische Problem“ (Schröder) Öcalan soll jetzt - irgendwie - von einem europäischen oder internationalen Gericht ihren Führer mit Gewalt und Terror freigelöst werden. Details, versicherte der Kanzler, würden zügig geklärt. Das Problem ist abgeschoben.

Die 11.000 Kurden, die für ihren Führer in der Bonner Rheinaue demonstrierten, jubelten, als sie die Entscheidung hörten. Mit ihrer Vermutung, daß die Europäer sich kaum auf ein gemeinsames Vorgehen gegen den PKK-Chef einigen werden, dürften sie wahrscheinlich recht behalten.

So endete, vorerst zumindest, die erste

außenpolitische Krise der neuen Bundesregierung. Nach der Festnahme Öcalans am 12. November in Rom hatten Italien und die USA die Bonner massiv gedrängt, die Auslieferung des Oberkurden zu beantragen. Der italienische Außenminister Lamberto Dini warnte: „Wenn Bonn keine Auslieferung verlangt, geht es die Gefahr ein, den Kampf gegen den Terrorismus in eine Krise zu stürzen.“

Doch die Bundesregierung stellte sich stur. Zu groß ist die Sorge vor neuen Gewalttaten der PKK in Deutschland. Sicherheitsbehörden prophezeiten, daß Tausende Kurdenkämpfer versuchen könnten, ihren Führer mit Gewalt und Terror freizupressen wie etwa durch spektakuläre Geiselnahmen.

Ein Prozeß gegen Öcalan vor deutschen Gerichten dürfte sich über Jahre hinziehen. Zudem sind sich die Bonner sicher, daß die Türkei sofort einen Auslieferungsantrag stellen würde, wenn Öcalan nach Deutschland käme. Weigert sich die Bundesregierung, hätte sie prompt die in Deutschland lebenden regierungstreuen Türken am Hals.

Salomonisch verkündete Schröder denn

DER SPIEGEL

auch: „Unsere Entscheidung dient der Wahrung des Rechtsfriedens.“

Vor dem Horrorszenario, daß die in der Bundesrepublik lebenden zwei Millionen Türken die Konflikte ihres Heimatlandes hier austragen, knickten sogar Hardliner wie der bayerische Innenminister Günther Beckstein ein. Es sei falsch, „in Deutschland einen jahrelangen Prozeß wegen Randfragen durchzuführen“, befand der Christoziale. Öcalan, so Beckstein, müsse in der Türkei für „Zehntausende von Terrorakten mit Zehntausenden von Toten“ vor Gericht gestellt werden.

Im Dilemma entschied sich das rot-grüne Kabinett dafür, die Justiz zu düpiieren – ein Sündenfall, den ihm andere Staaten noch lange übelnehmen werden. Die Bundesanwaltschaft wirft Öcalan neben Brandanschlägen fünf Morde und einen Mordversuch an Abtrünnigen vor.

Um den Schaden zu begrenzen, mühten sich Regierungskreise in der vergangenen Woche, zwei Botschaften unter die Leute zu bringen: Die Weigerung, im Fall Öcalan einen Auslieferungsantrag zu stellen, sei ein ganz normaler Vorgang. Auch sei die Beweislage der Bundesanwaltschaft gegen den PKK-Obersten nicht „zwingend“.

Die Argumentation ruht auf schwachen Füßen. Zwar steht es der Regierung juristisch tatsächlich frei, die Auslieferung zu beantragen, aber die Praxis ist eine andere: Rund 5000mal ersucht das Justizministerium Jahr für Jahr auf Antrag deutscher Staatsanwälte fremde Staaten um Auslieferung von Straftätern. Zurückgehalten wird ein solches Ersuchen praktisch nie.

Auch von einer dünnen Beweislage gegen den Kurdenführer kann keine Rede sein. Erst in der vorvergangenen Woche hatte der Ermittlungsrichter beim Bundesgerichtshof einen neuen, erweiterten Haftbefehl gegen Öcalan erlassen.

Zwar beruht der Nachweis, daß Öcalan persönlich die Befehle für die Liquidierungen von Abweichlern gab, bisher weitgehend auf den Angaben teilweise dubioser Kronzeugen, aber deutschen Gerichten reichten sie aus, in Urteilen gegen an-

dere PKK-Funktionäre Öcalans direkte Verwicklung ausdrücklich zu vermerken.

Zu der Haltung der deutschen Regierung trug allerdings auch das undurchsichtige Verhalten der Italiener bei: 50 Parlamentarier hatten den PKK-Chef Ende Oktober schriftlich eingeladen, der kommunistische Abgeordnete Ramon Mantovani war eigens nach Moskau gereist, um Öcalan nach Italien zu eskortieren.

Am 12. November traf Mantovani gemeinsam mit dem Kurdenchef und drei PKK-Funktionären auf dem römischen Flughafen ein. Öcalan hatte sich schon in der Maschine von seinen Begleitern verabschiedet und stellte sich noch in der Ankunftshalle der italienischen Polizei. In der Tasche hatte er einen falschen türkischen Paß auf den Namen Abdullah Sarokurd. Das heißt soviel wie „Führer der Kurden“. Selbst Kabinettsmitglieder der römischen Regierung, da sind sich die Bonner sicher, wußten von der Ankunft Öcalans. Offenbar haben die Italiener die Probleme, die ihnen ihr Gast bereiten würde, unterschätzt.

Das weitere Schicksal des Flüchtlings ist völlig ungeklärt. Italien wird ihm wohl kein Asyl gewähren. Seine Verbrechen, beteuerte Außenminister Dini, seien „mit dem Status eines politischen Flüchtlings nicht vereinbar“. Ebenso unwahrscheinlich ist, daß Rom den Kurdenchef an die Türkei ausliefert.

Da Bonn Öcalan nicht will, wird dieser wohl bald wieder ein freier Mann sein – schon jetzt steht er in einer römischen Villa nur deshalb noch unter Hausarrest, weil ein deutscher Haftbefehl gegen ihn besteht. Sobald die Frist abgelaufen ist, in der Bonn die Auslieferung beantragen müßte, liegt gegen den Kurdenführer nichts mehr vor. Stichtag ist der 22. Dezember. Daß bis dahin eine Lösung gefunden ist, glaubt auch in Bonn niemand. Der Europäische Gerichtshof ist für Strafverfahren nicht zu-

ständig, vor ein internationales Tribunal könnte Öcalan nur nach einem Beschluß der Uno gestellt werden. Und der geplante Internationale Strafgerichtshof wird seine Arbeit erst im nächsten Jahrtausend aufnehmen. „Das geht aus wie das Hornberger Schießen“, spottet der frühere Justizminister Edzard Schmidt-Jortzig (FDP).

Doch wohin mit Öcalan? Die Italiener dürften nach der Verweigerung der Deutschen große Schwierigkeiten haben, den Kurden loszuwerden – kein europäischer Staat will ihn haben. In Europa aber will Öcalan um jeden Preis bleiben. „Ich möchte von hier aus meine Beziehungen zu Europa aufbauen. Wir sind in der wichtigsten Phase der kurdischen Geschichte“, ließ er aus dem römischen Arrest wissen.

Eine andere Chance hat er auch nicht mehr: Die Guerrilla-Einheiten der PKK sind von der türkischen Armee weitgehend aufgerieben worden, der Kurdenführer muß es jetzt mit Diplomatie versuchen.

Vor dem deutschen Knast gerettet hat den PKK-Boß nicht zuletzt der Regierungswechsel in Bonn: Die Amtsvorgänger der rot-grünen Koalition – scheint es – hätten ihn genommen.

Im Oktober hatte die belgische Filiale des Schengen-Fahndungssystems („Sirene Belgien“) den Generalbundesanwalt von einer möglicherweise bevorstehenden Einreise Öcalans informiert. Die Karlsruher Strafverfolger fragten im Bonner Justizministerium an, ob in einem solchen Fall die Auslieferung von den belgischen Behörden beantragt werden solle.

Die alte Regierung war bereits abgewählt, aber noch im Amt. Justiz-Staatssekretär Heinz Lanfermann stimmte zu – den Vorschlag seiner Beamten, seinen designierten Nachfolger Hansjörg Geiger zu konsultieren, lehnte er ab.

Doch Öcalan tauchte nicht auf.

MARTINA HILDEBRANDT, GEORG MASCOLO

DER FALL ÖCALAN

Angst im eigenen Land

Die Bundesregierung fürchtet Anschläge und kapituliert vor dem Druck radikaler Kurden

Die Partner tranken nach dem Essen gleich drei Mokkas miteinander, doch die Stimmung blieb kühl. Nüchtern stellte der italienische Ministerpräsident Massimo d'Alema nach dem Treffen mit Bundeskanzler Gerhard Schröder am vergangenen Freitag fest: „Man muß zur Kenntnis nehmen, daß die Bundesregierung keinen Ausliefe-

rungsantrag stellen wird.“

Die Italiener bleiben auf dem festgenommenen PKK-Boß Abdullah Öcalan sitzen, weil Deutschland den Terroristenchef außer Landes und sich selbst heraushalten will. Nun möchten beide Länder Öcalan vor irgendein internationales Gericht bringen – und Zeit gewinnen. Bonn kapituliert: aus Angst vor Türken und Kurden im eigenen Land.

Die Bundesregierung stützt sich

auf Berichte der Sicherheitsbehörden. Selbstmordkommandos stünden bereit, die PKK verfüge über eine perfekte Logistik. Der Ausweg: Das Opportunitätsprinzip der Strafprozeßordnung erlaubt die Abwägung, auf Strafverfolgung zu verzichten, wenn „die Gefahr eines schweren Nachteils für die Bundesrepublik Deutschland“ droht.

Beim Berliner Mykonos-Prozeß gegen vom Iran beauftragte Attentäter hatte die alte Bundesregierung den Drohungen aus Teheran noch getrotzt. Diesmal allerdings, heißt es im Kanzleramt, „ist die Gefährdungslage extrem“. Es drohe „ein jahrelanger Prozeß und Straßenkampf“.

Der PKK-Anführer strandete im juristischen Niemandsland. Aufgrund eines



30.11.1998



MIT EINER DEMO IN BONN
wollten 11 000 Kurden am vergangenen Freitag Einfluß auf die Gespräche im Kanzleramt nehmen

MIT PKK-FAHNEN und Öcalan-Bildern machten in Hamburg 2500 Aktivisten Stimmung für den Terror-Chef

ITALIENS Ministerpräsident d'Alema hörte nur ungern, daß Kanzler Schröder keinen Auslieferungsantrag stellen will

Haftbefehls des Generalbundesanwalts aus dem Jahr 1990 hatte die italienische Polizei zugriff. Den Auslieferungsantrag aber stellt die Bundesregierung – oder eben nicht. Dabei hatte die Bundesanwaltschaft den alten Haftbefehl nach Öcalans Festnahme sogar erweitert. Das Signal: Das belastende Material reiche für eine Verurteilung aus.

Aus Angst vor einem „eingewanderten“ Bürgerkrieg mußte Schröder entscheiden, „ob wir wollen, daß die zu befürchtenden Konflikte in Deutschland ausgetragen werden“. Und ein Minister

warte: „Was passiert, wenn die erste Schulklasse als Geisel genommen wird?“

Fest steht: Die Macht der PKK in Deutschland ist ungebrochen. Im Großraum Hannover/Celle, einer PKK-Hochburg, erschienen nach der Verhaftung Öcalans etwa 100 Kinder nicht mehr zum Unterricht. Die kurdischen Eltern teilten in gleichlautenden Entschuldigungsbriefen den Grund mit: „Aus Protest gegen die Festnahme des kurdischen Anführers in Rom.“ Sie mußten nur noch den Namen des Kindes eintragen. Die niedersächsischen Landkreise verschicken nun Bußgeld-

bescheide wegen des Unterrichtsboykotts. Zwischen 50 und 200 Mark sind fällig, je nach Zahl der Fehltag.

Die Türkei warnte bereits davor, den Fall zu „europäisieren“ – und verlangt von Italien die Auslieferung. Welches internationale Gericht für Öcalan zuständig sein könnte? Das sollen nun Experten aus Bonn und Rom mit den EU-Partnern und den USA ausbaldowern. ■

H. KRUMREY/J. MARKS

AFFÄRE

FOCUS 49/1998

NOV 30, 1998

Apos kleine Hölle

PKK-Chef Abdullah Öcalan liest Romane und läßt sich von einer Leibwächterin beschützen

Der scheue Asylbewerber aus der Villa an der Via Male soll über seine neue Adresse geschmunzelt haben. PKK-Chef Abdullah Öcalan, den die Türken so sehr zum Teufel wünschen, wohnt seit über einer Woche zurückgezogen in der Ortschaft Infernetto – auf deutsch: die kleine Hölle.

Die ruhige Siedlung, eine halbe Autostunde von Rom entfernt, ist die neue Zuflucht des heimatlosen Chefs der linksextremistischen Arbeiterpartei Kurdistans (PKK), der seit seiner Landung auf dem Flughafen Leonardo da Vinci am 12. November der deutschen und der italienischen Regierung Bauchschmerzen bereitet.

Apo, wie ihn seine Anhänger nennen, hat vorerst eine sichere Bleibe.

Und eine noble dazu. Pinienalleen durchziehen die „kleine Hölle“, in der auch die Sommerresidenz des italienischen Staatspräsidenten liegt. Kunstvoll geschmiedete Tore schützen teure Villen, die Hunde im Garten sind von edler Rasse.

Isabella Petricca fühlt sich dennoch nicht mehr wohl. „Wir haben hier alle Angst um unsere Kleinen“, sagt die junge Mutter und zeigt auf den Kindergarten, gut 200 Meter von der Via Male entfernt. „Was passiert, wenn's hier Schießereien gibt?“

Das massive Polizeiaufgebot soll abschrecken. Schwerebewaffnete uniformierte Beamte sowie eine Sonderinheit der Antiterrorbrigade schirmen Öcalans zweigeschossiges Heim ab, das ein im Ort unbekanntes Ehepaar für 3500 Mark im Monat angemietet

haben soll. Über das Dach schleichen Scharfschützen in schwarzen Kampfanzügen. Zivilstreifen fotografieren und kontrollieren verdächtige Besucher schon in den Nebenstraßen.

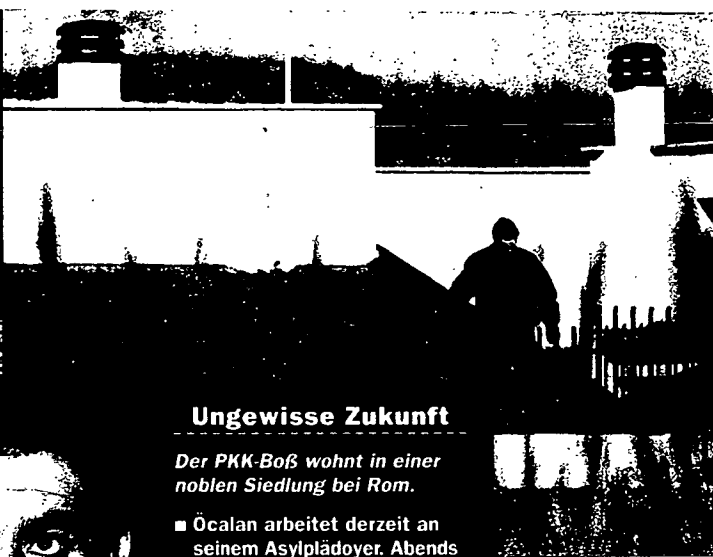
Einige wenige sind willkommen. In dieser Woche hat sich Danielle Mitterrand, die Frau des verstorbenen früheren französischen Staatspräsidenten François Mitterrand, angesagt. Apo, so heißt es in seinem Umfeld, fühlt sich geschmeichelt.

Langeweile verspürt er wohl nicht. Mehrere Stunden am Tag arbeitet der studierte Politologe an seinem Plädoyer, das er schon bald vor der Kommission für Asylrecht halten möchte. Zwischendurch liest er Romane von Emile Zola, studiert Zeitungsberichte über den „Fall Öcalan“ oder surft durchs Internet. In den Garten, bekleidet mit einem blauen Trainingsanzug, zieht's den PKK-Boß am Nachmittag nur für ein paar Minuten – er hat Angst vor Attentaten des türkischen Geheimdienstes MIT.

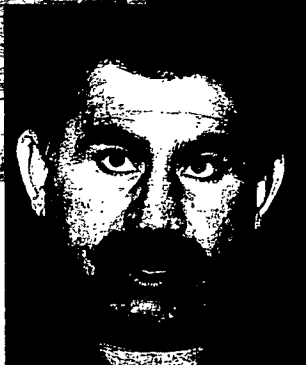
Die Informanten sind längst vor Ort. „Wir gehen oft in unsere Botschaft ▶



SCHARFE KONTROLLEN in Öcalans Straße. Die uniformierte Polizei und eine Antiterrorsondereinheit schirmen den PKK-Chef ab. Nur engste Vertraute haben Zutritt



SCHUTZ VON OBEN Polizei auf dem Dach. Einziges Foto von Öcalans Haus



Ungewisse Zukunft

Der PKK-Boß wohnt in einer noblen Siedlung bei Rom.

- Öcalan arbeitet derzeit an seinem Asylplädoyer. Abends liest er Romane von Emile Zola und surft im Internet.
- Er hat fünf Bodyguards, einer kommt aus Deutschland. Die Leibgarde kauft ein, kostet das Essen vor.

und erzählen den Leuten von MIT, was wir hier sehen", berichtet freimütig ein Reporter des privaten türkischen Fernsehsenders Show TV. „Dafür werden wir von denen auch mit interessanten Details versorgt.“

Öcalan, der die türkischen Fahnder seit Monaten im Genick spürt, vertraut nicht allein auf den Schutz der italienischen Polizei. Fünf Kurden – einer von ihnen ist mit einem Pkw aus Darmstadt angereist – bilden seine Leibgarde.

Besonders eng an seiner Seite bewegt sich die 23jährige Ayfel Kaya. Voller Hingabe bekennt sie: „Er ist unsere Sonne, unser alles.“ Die frühere Archäologiestudentin und Guerilla-Kämpferin war schon mit an Bord der Aeroflot-Maschine, die Abdullah Öcalan kürzlich von Moskau nach Rom brachte.

Die **PKK-Bodyguards**, gestählt durch den Krieg im Südosten der Türkei, sind

vielseitig: Sie kaufen in den Läden Joghurt und Obst ein, kontrollieren die Zubereitung der Mahlzeiten, spielen Vorkoster und Telefonist.

Akif Hasan, ein enger Öcalan-Vertrauter, hat in diesen Tagen eine spezielle Aufgabe. Als Topkader der PKK-Propaganda-Abteilung ERNK versucht er, die internationale Stimmung für und wider Öcalan auszuloten. Fehler aus der Vergangenheit muß der sprachgewandte und höflich auftretende Mann gleich ausbügeln.

Die FOCUS-Frage nach dem Los vermißter kurdischer Kinder und Jugendlicher aus Niedersachsen, die die PKK in den Kampf geschickt haben soll, beantwortet Akif Hasan so: „Kinder sollen nicht für uns kämpfen. Wir werden ab sofort niemanden mehr unter 16 Jahren akzeptieren.“

Auch deutsche Linksextreme und re-

volutionäre Träumer, die zur Sorge des Bundeskriminalamts bei der PKK im Untergrundkampf ausgebildet werden, will Hasan in Zukunft nicht mehr dulden: „Sie sollen zurück nach Deutschland gehen und zu Hause etwas für die kurdische Sache tun.“

Öcalan will seinen PKK-Soldaten aus Hamburg, Köln und Berlin auf keinen Fall folgen. Gegenüber FOCUS sagte er: „Mich in Deutschland vor Gericht zu stellen wird das Problem nicht lösen. Ich hoffe, daß Deutschland als souveräner Staat sich nicht dem Willen der USA und der Türkei beugt. Es gibt für das gesamte Kurden-Problem nur eine gesamteuropäische Lösung.“ ■

JOSEF HUFELSCHULTE/
EVA MARIA KALLINGER

Türkei greift Bonn scharf an

Ankara wirft Deutschen im Fall Öcalan rechtliche Drückebergerei vor

Ankara/Rom/Bonn – Die Türkei besteht weiterhin darauf, daß der PKK-Führer Abdullah Öcalan ausgeliefert wird. Zudem griff Ankara die Bundesregierung scharf an. Der amtierende Ministerpräsident Mesut Yilmaz lehnte die deutsch-italienische Initiative für ein internationales Gerichtsverfahren sowie für eine politische Lösung des Kurdenkonflikts ab und warf Bonn Einmischung in türkische Angelegenheiten vor.

Es gehe um ein Problem zwischen der Türkei und türkischen Bürgern kurdischer Herkunft. Dieses Problem könne nur in der Tür-

kei gelöst werden. Deutschland habe kein Recht, sich einzumischen, sagte der inzwischen vom Parlament per Mißtrauensvotum gestürzte Yilmaz.

Die türkische Regierung warnte jedes Drittland, Öcalan aufzunehmen. „Keine Person und kein Land der Erde sollte es wagen, die Entschlossenheit der Türkei auf die Probe zu stellen, gegen Öcalan und seine Kurdische Arbeiterpartei zu kämpfen“, hieß es in Ankara. Öcalan werde bis in den entlegensten Winkel der Erde verfolgt.

Der türkische stellvertretende

Ministerpräsident Bülent Ecevit sagte in Ankara, Italien und mehr noch Deutschland „drücken sich vor ihren rechtlichen Pflichten“. Wenn Deutschland auf Öcalans Auslieferung verzichte, müsse Italien ihn in die Türkei ausliefern.

Ecevit erklärte, der türkische Auslieferungsantrag werde heute in Rom übergeben werden. Zwei Beamte des türkischen Außenministeriums flogen am Wochenende nach Rom, um ein Schreiben zusammen mit einer 900 Seiten starken Ermittlungsakte über die Öcalan zur Last gelegten Verbrechen zu über-

DIE WELT

30. November 1998

geben.

Darin enthalten sind Fotos, Videos und andere Beweismittel. Die Diplomaten präsentierten in Rom auch einen Gesetzentwurf zur Abschaffung der Todesstrafe in der Türkei. Der Kurdenführer lebt derzeit in einer Privatwohnung in Rom, darf aber die Stadt nicht verlassen.

Italiens Außenminister Lamberto Dini sprach sich erneut für ein Ad-hoc-Tribunal für Öcalan auf der Grundlage der 1977 unterzeichneten Anti-Terror-Konvention des Europarates aus. Zwei Experten-Gruppen prüften bereits diese Möglichkeit, sagte Dini. Öcalan kann

nach den gesetzlichen Bestimmungen noch bis zum 22. Dezember in Italien festgehalten werden. Diese Zeit reiche aus für einen Beschluß, meinte Dini.

Nach dieser Konvention verpflichten sich die Unterzeichnerstaaten, Terroristen entweder auszuliefern oder im eigenen Land vor Gericht zu stellen. Dabei spielt es keine Rolle, wo die Verbrechen verübt wurden. Terrorakte könnten nicht als „politische oder politisch motivierte Straftaten“ anerkannt werden, heißt es in der Konvention.

Bundesjustizministerin Herta Däubler-Gmelin (SPD) sieht im

Fall des Kurdenführers keinen Zeitdruck. Öcalan könne noch für lange Zeit rechtmäßig in Italien in Haft bleiben, sagte Däubler-Gmelin am Samstag abend in den ARD-Tagesthemen. Damit gebe es durchaus Zeit, mit Unterstützung der EU eine internationale Gerichtsinstanz zu schaffen. Bonn hatte am Freitag endgültig auf die Auslieferung Öcalans aus Italien verzichtet. Gegen ihn liegt ein deutscher Haftbefehl wegen Mordes und Anschlägen vor.

Eine Auslieferung an die Türkei scheidet nach italienischem Gesetz aus, weil in der Türkei die Todesstrafe besteht. dpa/AP

«Giudicatelo all'Aja ma senza parlare dei curdi»

La proposta del mediatore Onu.

«E un inviato per i diritti umani indagherà sul futuro di quel popolo»



Staffan De Mistura, rappresentante Onu a Roma

ROMA — Una Corte europea? Se ci si riesce. Ma, date le difficoltà, prima fra tutte la corsa contro il tempo, sarebbe meglio un processo «ad hoc», solo per giudicare Öcalan e non per sollevare la questione curda. Una struttura più snella, più facile da mettere in piedi prima del 22 dicembre. Si potrebbe installare all'Aja, la capitale olandese che si candida ormai da tempo come città della giustizia internazionale e dove si è già proposta la celebrazione del processo ai due libici accusati dell'attentato aereo di Lockerbie.

«Questa crisi è la prova ulteriore della necessità di un Tribunale penale mondiale»

Per Staffan De Mistura, l'intricata situazione del rappresentante dell'Onu in leader curdo è un'ulteriore conferma della necessità di istituire al più presto la Corte Usa-Iraq, quello appena scritto è uno scenario possibile. Anzi, auspicabile, date le innumerevoli complicazioni che accompagnano tutte le altre soluzioni del caso Öcalan.

Una proposta Onu che parte dall'Italia, ma che potrebbe tornare al Palazzo di Vetrom. Perché De Mistura prevede accanto al processo l'istituzione di un *rappporteur* con il mandato di indagare sulla questione curda e riferire alla Commissione diritti umani dell'Onu. Un «lontano parente» della conferenza internazionale, ma pur sempre uno spiraglio sulle vicende di quel popolo a cavallo fra Turchia, Iran, Iraq, Siria e Armenia.

Come giudica dal suo osservatorio il caso Öca-

per ex Jugoslavia e Ruanda. «Nel caso di una Corte stabilita con decisione Onu, le difficoltà sarebbero innumerevoli, visto il numero di nazioni che hanno forti resistenze a sollevare la causa curda».

Italia e Germania stanno lavorando per una Corte europea».

«Nell'ambito europeo può trovare una soluzione. Ma non deve essere necessariamente una vera e propria Corte. Un organismo del genere avrebbe tempi lunghi prima di giungere a un suo regolare funzionamento. Non mi permetto di dare consigli, ma l'Europa potrebbe dare un'altra risposta».

Quale?

«Si potrebbe pensare a un

CORRIERE DELLA SERA

30 NOVEMBRE 1998

guere nettamente il caso Öcalan dalla questione curda. Senza porre quest'ultima in secondo piano».

In che modo?

«Alcuni Stati, tra i quali anche l'Italia, potrebbero proporre l'istituzione di un *rappporteur* che abbia il potere di svolgere un'inchiesta approfondita sulla questione curda e poi riferire alla Commissione diritti umani dell'Onu. Ovviamente, se si giungesse sia al processo sia all'attivazione del *rappporteur* le parti in conflitto dovrebbero giungere a una tregua di fatto».

«Una Corte europea richiede troppo tempo. Meglio allora un processo ad hoc»

Ma i turchi sembrano alquanto ostili di fronte a qualsiasi proposta di tribunali internazionali».

«In questo caso potrebbe accettare. Perché non si tratterebbe di una Corte, pronta a indagare a tutto campo, ma di un processo con confini ben delimitati che permetterebbe di distin-

Ma i tempi stringono e si avvicina la scadenza per la domanda di estradizione tedesca, quel 22 dicembre che potrebbe aprire le porte a un'espulsione di Öcalan. «Se si trova un accordo fra tutte le nazioni coinvolte, quella scadenza non rappresenterà certo un problema».

Roberto Zuccolini

Voyage au bout du pays kurde

Dans le Kurdistan turc, 300 000 soldats font régner l'ordre. Villes en état de siège, luttes sanglantes contre le PKK, répression et déportations font des Kurdes l'un des peuples martyrs du Moyen-Orient. Reportage en zone interdite.

AL WASAT
Londres

Sur les 800 000 hommes des forces armées turques, plus de 300 000 sont stationnés au Kurdistan, dans l'est du pays : cet effort de guerre coûte au moins 8 milliards de dollars par an à l'Etat. C'est à ce prix qu'un certain ordre règne au Kurdistan : les combattants du PKK ne peuvent plus impunément venir dans les villages pour s'y procurer vivres et vêtements, et organiser des meetings politiques. Mais, contrairement à ce qu'affirme l'armée, le PKK est loin d'être décimé. De récents incidents graves ont démontré qu'il ne cessait d'être présent et actif dans toutes les régions : mines qui tuent soldats et gardiens de village un peu partout, enlèvement d'un maire près de Van, incendie d'un autobus près d'Erzurum, affrontements dans le Dersim, tout indique que la guérilla reste insaisissable malgré les énormes moyens déployés par l'armée.

Petite ville d'une quinzaine de milliers d'habitants, Hakkari est l'un des postes avancés de la lutte contre le PKK : c'est le QG des forces qui, à partir de Cukurka, pénètrent régulièrement en Irak pour y pourchasser les combattants du PKK. C'est à partir de Hakkari que sont lancées régulièrement les opérations contre le secteur des "trois frontières" (Iran, Irak et Turquie), où depuis toujours les guérillas kurdes ont réussi à s'infiltrer dans le pays voisin, en se jouant de frontières impossibles à délimiter dans ce massif montagneux. C'est aussi à partir de Hakkari que l'armée et les services de renseignements turcs surveillent la frontière iranienne et la petite ville de Yuksekova, baptisée "Heroine-City", porte de tous les trafics avec l'Iran. Depuis quelques mois, les militaires iraniens constatent avec une certaine anxiété que cette frontière traditionnellement "poreuse" à tous les trafics de drogue laisse également passer des combattants du PKK, qui bénéficient désormais de certaines facilités en Iran.

Un touriste n'entre pas facilement dans Hakkari : arrêté à un barrage à l'entrée de la ville par les agents en civil des services de sécurité, il est traité courtoisement certes, mais

comme un intrus, et doit expliquer en détail qui il est, décliner son état civil, sa profession, insister lourdement pour pouvoir quand même aller dans cette ville semi-interdite. On lui annonce que, "pour sa protection contre les terroristes", il sera constamment accompagné, jour et nuit, par un agent des services de sécurité : il ne fera pas un pas, à l'hôtel, dans la rue, dans les restaurants, sans être accompagné par un flic équipé d'un talkie-walkie. "Vous a-t-il accompagné aussi aux toilettes" ? demandera ironiquement un Kurde de Van. Non, pas jusque-là ! Mais des touristes français qui ont insisté pour faire l'ascension des montagnes de la région afin d'étudier la faune et la flore ont dû se résigner à être accompagnés nuit et jour par leurs anges gardiens...

Il y a entre deux et trois militaires pour un civil kurde. Hakkari est constamment parcouru par des patrouilles de petites automitrailleuses

son. Le petit bazar misérable qui s'étend sur l'avenue principale de la ville, à côté de l'inévitable statue d'Atatürk, où des détachements de la garnison assistent tous les vendredis à une cérémonie de salut au drapeau, fournit une bonne idée de la situation économique de la ville : aucune prospérité n'est possible si l'on ne bénéficie pas des bonnes grâces de l'administration et de l'armée. Seul îlot de normalité dans cette ville fantomatique, le club des instituteurs, un petit coin de verdure qui accueille les instituteurs et les professeurs, tous des Turcs : les enseignants kurdes n'ont pas droit de cité à Hakkari. Dans peu de villes du Kurdistan, le fossé entre la population turque et la population kurde est aussi large : ce sont deux mondes qui se côtoient, sans aucun contact. Chaque après-midi, vers 16 heures, la ville et toute la région sont isolées du reste de la Turquie : la route est coupée à la circulation après la petite



VILLAGE KURDE DÉTRUIT A Kirmizi Kopru, dans le Dersim, plus de la moitié de la population est partie.

(des Land-Rover blindées) et par des transports de troupes blindés (des BTR, de fabrication soviétique, notamment). Tous les autobus blindés transportant le personnel militaire sont précédés et suivis par une automitrailleuse ou un BTR. Malgré cette présence militaire extrêmement lourde, les femmes des officiers et des agents des services de sécurité ne sortent pratiquement pas de chez elles, où elles vivent en recluses, sauf pour de brèves visites au restaurant de la "maison des officiers".

Hakkari n'a aucune ressource propre et, paradoxalement, ses commerçants survivent grâce à la présence de cette importante garni-

ville de Bachkale, pour des "raisons de sécurité". A partir de ce moment, les forces de sécurité peuvent opérer sans aucun témoin.

Le Dersim est une véritable forteresse naturelle : ses rares routes empruntent la trace de vallées encaissées, de gorges spectaculaires, d'une beauté à inspirer tous les chefs de guérilla. C'est le Dersim qui a abrité, à la fin des années 30, l'une des révoltes kurdes qui firent vaciller le pouvoir de Mustafa Kemal Atatürk. Et c'est dans le Dersim, où vit une population kurde traditionnellement rebelle, que l'armée turque poursuit aujourd'hui de la façon la plus systématique sa politique de déportation de



populations avec l'objectif d'assécher le "marais" dans lequel évolue naturellement une guérilla. Pertek est une petite ville nouvelle construite à flanc de montagne, où les autorités ont pris soin de transplanter, pierre par pierre, trois mosquées de l'ancienne ville de Pertek, aujourd'hui sous les eaux, à la suite de la construction (en 1974) d'un barrage. Mais l'attention des autorités pour la population locale s'arrête là : tous les villages des environs sont systématiquement vidés de leur population, et l'armée n'y tolère plus que la présence de quelques vieillards, qui doivent justifier tous leurs achats de vivres et de cigarettes de peur qu'ils n'alimentent la guérilla.

La petite route qui relie Pertek à Tunceli (l'ancienne ville de Dersim) traverse, sur le plateau montagneux, l'une des régions les plus fertiles du Kurdistan. C'est aujourd'hui un véritable désert : on ne croise pas une seule voiture sur environ 50 km ; il n'y a pas âme qui vive, pas même un âne... Les champs sont en jachère, et les rares villages qui n'ont pas été détruits sont pratiquement vides. Il faut beaucoup d'obstination pour traverser le Dersim en allant de Tunceli à la grand-route qui relie Erzurum à Erzincan (une distance de moins de 100 km) : dès la sortie de Tunceli, le touriste est débarqué sans ménagement de son autobus - "pour son bien", lui assure-t-on, car la région, est "pleine de terroristes" et "très dangereuse". Les quelques commerçants qui vivent encore dans les petites agglomérations s'échelonnant le long de la route et les rares camionneurs qui circulent entre Tunceli et Erzincan doivent patienter trois à quatre heures avant qu'un convoi ne soit enfin formé, avec un BTR en tête et deux automitrailleuses en queue. Après avoir parcouru 30 km, le convoi s'arrête, sans explications : très probablement parce que c'est l'heure du repas, et de la sieste, pour les militaires.

Nouvel arrêt de quatre heures et, enfin, le convoi s'ébranle... pour s'arrêter 20 km plus loin, à côté de Kirmizi Kopru. Ce village, où vivaient encore 500 personnes il y a cinq ans et qui n'en compte plus que 150, donne

l'impression d'avoir été dévasté par des combats. Certaines de ses maisons sont éventrées et n'ont plus de toit. Difficile de croire qu'il y avait encore cinq hôtels dans ce village très touristique pas plus tard qu'en 1992 ! C'est seulement à 8 heures du matin que le convoi obtient enfin l'autorisation de repartir. Soudain, on arrive sur la grande route Erzurum-Erzincan, dans une large vallée bordée au sud par de très hautes montagnes qui se referment sur le Dersim, un monde à part, dont certaines régions, comme celle d'Ovacik, sont totalement interdites. Combien de touristes circulant à grande vitesse sur cet axe routier qui relie Ankara aux grandes villes du nord de l'Anatolie se doutent-ils que derrière ces cimes enneigées s'étend l'une des régions les plus fermées du Kurdistan de Turquie, où l'armée exerce un pouvoir absolu à l'abri de tous les regards indiscrets ?

Gros bourg de quelque 5 000 habitants, Dicle ne retient l'attention que parce qu'il se trouve à 7 km d'un barrage qui vient d'être construit sur le Tigre. Et parce que son principal problème, c'est... le manque d'eau ! Les autorités affirment aux édiles du bourg que toutes les eaux retenues par le barrage doivent être utilisées pour produire de l'électricité et qu'ils ne peuvent en détourner quelques mètres cubes pour irriguer les plantations des paysans de Dicle. Les habitants continuent d'aller chercher de l'eau à l'ancienne fontaine du village...

Sur le trottoir de la rue principale du bourg, des dizaines d'hommes assis sur de petits tabourets boivent le thé en attendant que la journée s'écoule et que le soleil les force à aller chercher l'ombre sur le trottoir d'en face... "Les soldats viennent, et disent : 'Sortez des maisons', et ils détruisent tout", raconte l'un d'eux. Pourquoi ? "Parce qu'on refuse de prendre des armes, comme gardiens de village. Ils nous disent qu'ils ne peuvent pas construire des karakols (des postes de gendarmerie) partout, et ils incendient nos maisons." Sur les 65 villages du district de Dicle, 18 ont été ainsi détruits.

Récemment, au cours d'un entretien avec des responsables du village, un commandant de la gendarmerie leur a déclaré : "Vous êtes tous des terroristes, tous, les hommes, les femmes, tout le monde !" Les anecdotes rapportées par les villageois expliquent pourquoi ils ont basculé dans le camp des sympathisants du PKK. "Ils ne cessent de nous harceler, raconte un paysan. Quand nous passons devant l'un de leurs postes avec un tracteur chargé de sacs de blé, ils voient les sacs sur le chemin, en disant : 'On vérifie juste que vous n'avez pas caché d'armes.'" Les jeunes, sans travail, passent leur temps à répondre aux convocations de la gendarmerie ; exaspérés par ces interrogatoires souvent musclés, ils finissent par rejoindre la guérilla, qui dispose de camps dans la montagne, au nord du canton. Il y aurait dans le cimetière plusieurs dizaines de tombes fraîchement creusées pour des jeunes maquisards qui ont été abattus et enterrés comme des chiens, sans que leurs familles puissent organiser une cérémonie religieuse. Et on murmure dans le village que ces

jeunes ont été souvent mutilés, les gardiens de village ramenant oreilles, nez et autres parties du corps comme preuves de leur exploit...

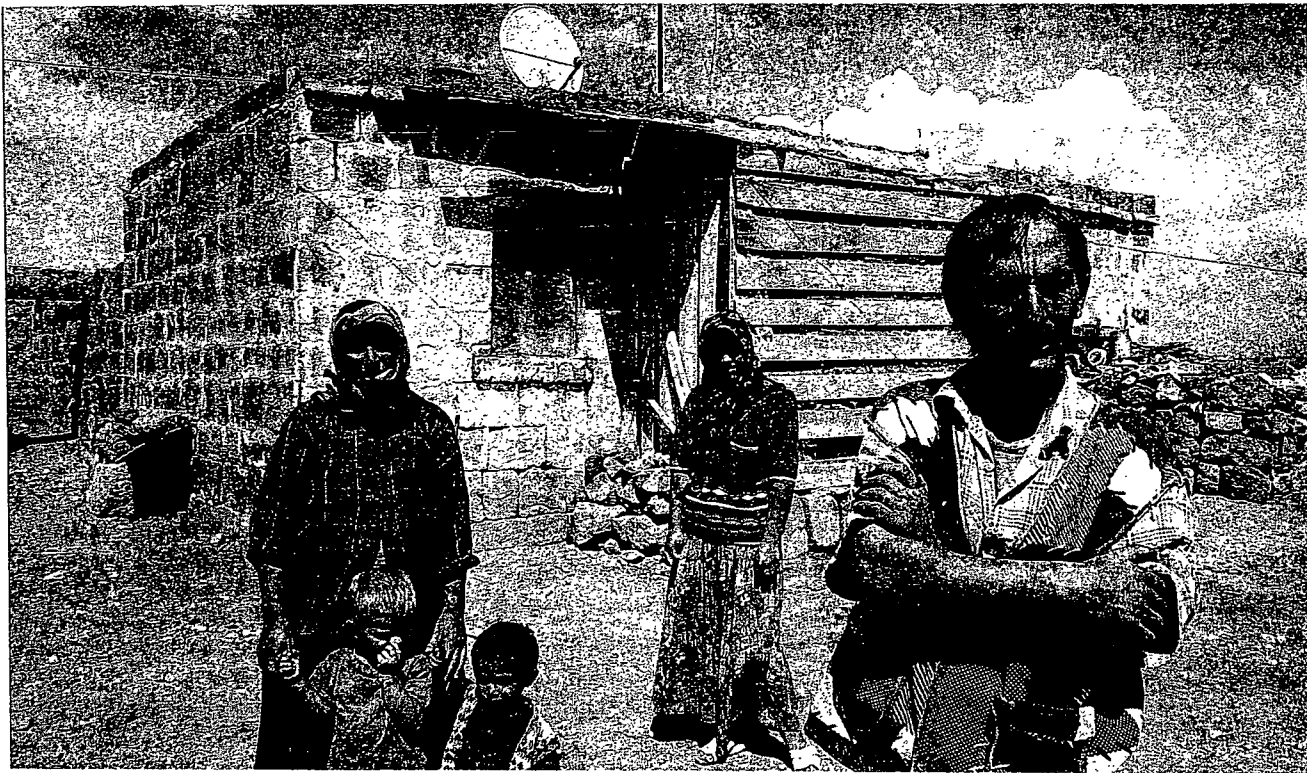
Châtiés pour avoir soutenu une révolte, en 1930, les habitants de Bayazit avaient été forcés d'abandonner leur ville et de s'installer dans la ville nouvelle de Dogu Bayazit. Visibles encore aujourd'hui, les ruines de la vieille ville de Bayazit rappellent, s'il en était besoin, que la politique de déportation des populations kurdes s'inscrit dans une longue histoire...

A 30 km de la frontière iranienne, Dogu Bayazit est une ville dont l'armée occupe, comme dans toutes les villes du Kurdistan, tout un quartier du centre-ville, entouré de barbelés et surveillé par des automitrailleuses. Au nord de la ville, une immense base s'étend sur plusieurs dizaines d'hectares : des dizaines de chars, des centaines de camions y sont entreposés. Mais, selon les Kurdes de la ville, tout ce matériel resterait au garage : contrairement à son prédécesseur, qui était un vrai "fasciste", le nouveau général commandant la garnison serait un officier éclairé ayant passé un certain temps en Europe de l'Ouest, avec l'OTAN, et il aurait conclu un pacte plus ou moins tacite avec les maquisards du PKK : "Si vous ne venez pas me chercher, je n'irai pas vous chercher"... Tout le monde peut donc se livrer à une activité extrêmement lucrative : l'importation d'essence, de thé et d'autres denrées d'Iran. "C'est simple", dit un Kurde qui ne cache pas sa satisfaction devant la bonne marche des affaires, "ici, nous ne connaissons que le dollar : j'importe de l'essence, en provenance d'Azerbaïdjan ou d'Ouzbékistan, qui est transportée par des camionneurs iraniens ; et j'arrose tout le monde : la police, les douanes, la sécurité politique (chargée de la lutte contre le PKK), 500 dollars par-ci, 500 dollars par-là, et tout le monde est content"... "Si la situation est calme, dit un trafiquant kurde, nous pouvons donner des vivres, des vêtements et de l'argent au PKK ; en revanche, s'il y a de la bagarre, les affaires s'arrêtent, et il n'y a plus d'argent." Et la drogue ? "La drogue, elle passe par Yuksekova"...

Inexorablement, la route nous ramène vers Diyarbakir : c'est là qu'échouent, un jour ou l'autre, tous ceux qui ont été chassés de leurs villages par l'armée - telle Sabahat, une femme de 33 ans, dont le mari a été tué en avril 1994 : deux mois plus tard, ils incendiaient sa maison, jetant Sabahat et ses six enfants (elle en attendait un septième) sur les routes. Relativement privilégiée, Sabahat a été recueillie par sa famille à Diyarbakir.

Un rapport officiel établit que 900 villages ont été "évacués" par les forces de sécurité

Tous les témoignages concordent : la plupart des villages ont été détruits entre 1992 et 1994. De nombreuses informations indiquent que cette politique de déportation continue - à un rythme moins accéléré, certes, mais elle continue : une voisine de Sabahat raconte comment sa sœur de 22 ans a été arrêtée en juin dernier dans son village. Accusée d'avoir poussé un villageois à



VILLAGE KURDE
Pauvreté et antenne parabolique pour capter la télévision kurde, Med TV, qui émet depuis Bruxelles. Dans certaines localités, 30 % de la population est sans emploi.

rejoindre le PKK, elle a été emprisonnée. Deux mois après son arrestation, les gendarmes sont venus voir sa famille et ils ont dit : "Si vous ne partez pas, on va incendier votre maison."

Un rapport officiel d'une commission d'enquête du Parlement (turc) créée en 1997 a établi que 900 villages et 3 000 hameaux ont été "évacués" par les forces de sécurité. Selon ce rapport, le maire de Tunceli a révélé que 70 à 80 % des 374 villages de son district avaient été évacués. La commission d'enquête cite également un rapport de l'Union des architectes et ingénieurs, qui indique que la population de Diyarbakir a plus que doublé en cinq ans et que cette ville est devenue un immense "village", dont plus de 30 % de la population est sans emploi. Alors qu'en Turquie le seuil de pauvreté se situe autour de 400 dollars, ce seuil est

fixé à la baisse (200 dollars) au Kurdistan, et de nombreuses familles survivent avec un revenu annuel de 70 à 80 dollars ! La situation est aussi grave à Van, dont la population serait passée de 150 000 à 600 000 habitants.

Ce rapport fourmille de données intéressantes et d'extraits d'interviews des maires des villes de l'est du pays, apportant des témoignages terribles. Mais ce que ne dit pas ce rapport, dans sa conclusion, c'est que depuis 1990 les forces armées turques sont en train de procéder à la plus grande vague de déportations que la Turquie ait connue depuis la fin des années 30, avec un objectif : arracher le peuple kurde à son terroir, lui faire perdre son identité.

Plus d'un demi-million de Kurdes errent ainsi sur les routes de Turquie, au gré des saisons, commençant à travailler en avril, désher

bant les champs de coton, puis ramassant les concombres et les tomates, cueillant les noix, puis revenant pour ramasser le coton. Main-d'œuvre corvéable à merci, payée souvent 1 million de livres turques pour la journée (20 FF), vivant dans des gourbis de carton, ils se débattent dans une misère physique et morale qui se situe quelque part entre celle des héros de l'Angleterre préindustrielle des romans de Dickens et celle des personnages de la Russie prérévolutionnaire de Gorki : principales victimes, les enfants, qui, dans leur grande majorité, ne vont pas à l'école parce que les parents n'ont pas les moyens d'acheter uniforme et fournitures, mais surtout parce que, pour ces familles arrachées à leur mode de vie traditionnel, les enfants constituent la principale force de travail et souvent leur unique ressource. Ils se retrouvent dans les champs, dès l'âge de 9-10 ans, à ramasser des légumes ou des fruits pendant de longues journées sans fin, sous un soleil accablant, ou dans la rue à vendre paquets de Kleenex et de cigarettes, ou encore dans des ateliers de confection...

Nevzat, 32 ans, originaire d'un village kurde de la région d'Erzurum, a été chassé de son village en 1989 parce qu'il refusait de devenir gardien de village. "Je ne pensais pas que j'allais rester ici", dit Nevzat, en accueillant ses visiteurs sur le porche de la petite maison qu'il a construite dans un bidonville d'Istanbul. Une maison qu'il a dû reconstruire quatre fois, car elle a été détruite à quatre reprises par les bulldozers de la municipalité... "Autrefois, je pensais qu'on allait retourner au village, mais maintenant je n'y crois plus." Et Nevzat conclut en disant : "Si toutes les mares du Kurdistan devenaient de l'encre, si tous ses peupliers étaient transformés en papier, si l'on commençait à écrire les malheurs des Kurdes, tout cela ne suffirait pas."

Chris Kutschera

La carte kurde dans le jeu pétrolier du Caucase

Le pétrole de la Caspienne passera-t-il par le Kurdistan turc ou par la Tchétchénie ?

La Russie et la Turquie s'affrontent sur cette question.

Les tractations concernant le tracé de l'oléoduc principal [par lequel sera acheminé le pétrole de la mer Caspienne] prennent aujourd'hui tout à fait l'allure d'un affrontement entre le politique et l'économique. Les compagnies pétrolières refusent de déboursier les 3 milliards de dollars qu'exigerait la construction d'un oléoduc reliant l'Azerbaïdjan au port turc de Yumurtalik [près de Ceyhan], en passant par la Géorgie [et le Kurdistan turc] - un coût excessif alors que se poursuit la chute du prix du pétrole sur le marché mon-

dial. Pour ces compagnies, le tracé passant par Soupsa, en Géorgie, et Novorossisk, en Russie (ces deux ports se trouvant sur la mer Noire), est plus économique. Mais l'Azerbaïdjan, la Turquie et les Etats-Unis ne sont pas favorables à cette idée, car les dirigeants de ces Etats ont déclaré que faire transiter le pétrole par Yumurtalik était plus en accord avec les intérêts politiques de leurs pays. Les arguments sécuritaires entrent aussi en ligne de compte dans ces débats. L'itinéraire turc traverse des régions peuplées de Kurdes, le trajet russe passe par la turbulente Tchétchénie. Ainsi, Moscou et Ankara disposent tous deux d'un atout de poids dans ce jeu à suspense. On sait que, durant la guerre russo-tchétchène [1994-1996], des

organisations turques ont accordé une aide importante aux partisans du général sécessionniste tchétchène Djokhar Doudaev. Moscou, à son tour, a donné asile au PKK, dont le leader, Abdullah Öcalan, a déclaré voilà deux ans que l'oléoduc ne passerait jamais par le territoire kurde.

Toutefois, il est peu probable qu'une fois fixé le tracé de l'oléoduc principal du pétrole de la Caspienne la situation se stabilise dans la région. Quoi qu'il arrive à Öcalan, nous n'avons pas fini d'entendre parler des Kurdes. La région de la Caspienne concentre de puissants intérêts géopolitiques, et les intrigues internationales autour de l'oléoduc ne sont qu'une partie d'un grand jeu.

Sanobar Chermatova
Moskovskie Novosti - Moscou

Le jeu américain et les ambiguïtés allemandes

Washington, pour affaiblir Saddam Hussein, veut créer un Etat au Kurdistan irakien. Et recherche pour cela le soutien turc. Mais les Américains n'ont pas prévu qu'Öcalan trouverait asile à Rome...

DIE WOCHENZEITUNG (extraits)

Zurich

Le 6 novembre dernier, Baki Ilkin, ambassadeur de Turquie aux Etats-Unis, expliquait à quelques journalistes turcs pourquoi Öcalan avait pratiquement perdu tout soutien et pourquoi il devait aujourd'hui chercher une planche de salut en déposant une demande d'asile à Rome : selon ses termes, Bill Clinton avait appelé le président syrien Hafez el-Assad pour obtenir l'expulsion d'Öcalan. Si le président américain n'était pas intervenu personnellement à Moscou, ajoutait-il, c'est néanmoins l'ambassade des Etats-Unis qui s'en était chargée.

Si les Etats-Unis pèsent soudain de tout leur poids de grande puissance en faveur de leur allié du Bosphore, c'est qu'ils ont une bonne raison pour cela : Öcalan gêne leur initiative kurde dans le nord de l'Irak. En redonnant une actualité à un Etat régional kurde dans le nord de l'Irak, les Etats-Unis s'ouvrent une nouvelle perspective

de déstabilisation du régime de Saddam Hussein. Or cette option en faveur d'un Etat régional kurde – qui a permis aux Américains de rapprocher et de mettre de leur côté les deux partis kurdes rivaux de Massoud Barzani [Parti démocratique du Kurdistan, PDK] et de Djalal Talabani [Union patriotique du Kurdistan, UPK] – n'est envisageable qu'avec la participation d'au moins un pays de la région. Et ce pays ne peut être que la Turquie. Le problème est que la Turquie voit d'un mauvais œil toute initiative en faveur d'une autonomie kurde, en raison des espoirs que celle-ci pourrait faire naître dans le pays. Du coup, et tel est le calcul, si Öcalan se trouvait en captivité en Turquie, Ankara aurait de meilleures chances de gérer à son profit l'instauration d'un Etat régional kurde.

Néanmoins, la demande d'asile politique d'Öcalan [en Italie] semble avoir de grandes chances d'aboutir. Car une extradition vers l'Allemagne (où le PKK demeure interdit en tant qu'"organisation criminelle") risque en effet de causer au gouvernement de coalition "rouge-vert" encore plus d'ennuis qu'au gouvernement italien, actuellement aux prises avec un hôte dont il n'a probablement pas sollicité la présence sur son territoire. D'une part, en s'opposant également à une demande d'extradition de la Turquie, Bonn pourrait voir ses relations avec celle-ci se détériorer encore, alors qu'elles ont déjà été fortement mises à mal par le gouvernement

du chancelier Kohl (depuis qu'il avait placé la Turquie en dernière position sur la liste des candidats à l'adhésion à l'Union européenne). D'autre part, en cas d'extradition vers la Turquie ou bien en cas de condamnation par la justice allemande, les dirigeants politiques allemands pourraient se trouver confrontés à leur pire cauchemar : dans ce pays européen qui compte le plus grand nombre d'immigrés kurdes et turcs, la situation pourrait provoquer de violentes manifestations de rues entre les Kurdes et la police ou entre les Kurdes et les Turcs, et même entraîner de nouveaux attentats. Des événements de ce genre pourraient alors renforcer la tendance à la xénophobie dans le pays ou bien l'opposition à la réforme du code de la nationalité – qui constitue le seul grand projet du nouveau gouvernement. C'est précisément la raison pour laquelle, à Bonn, les responsables préfèrent y réfléchir à deux fois avant que la Cour suprême ne dépose une demande d'extradition d'Abdullah Öcalan.

En outre, dans le contexte actuel des demandes d'asile politique et d'extradition, Rome se préoccupe non seulement du sort de la personne d'Öcalan, mais aussi d'une question fondamentale : Öcalan est-il le représentant d'une nation opprimée qui mène une juste lutte de libération ou est-il simplement le chef d'une "organisation criminelle", qui a contrevenu aux lois ? N'est-il qu'un terroriste responsable de la mort de dizaines de milliers de personnes ? Ainsi le présente la Turquie. Et c'est à ce titre qu'elle veut absolument le détenir dans ses prisons. Car les commentateurs turcs pressentent déjà qu'Öcalan aura une meilleure tribune s'il réside à Rome. Inur Cevik écrivait récemment dans les colonnes de *Turkish Daily News* qu'il fallait de toute urgence redéployer l'armée turque sur la frontière syrienne pour obliger Assad à reprendre Öcalan !

Jan Koolman

COURRIER INTERNATIONAL N° 421

DU 26 NOVEMBRE AU 2 DÉCEMBRE 1998

L'Europe à genoux devant un "terroriste"

Pour le *Wall Street Journal*, il est stupéfiant que les Européens n'aident pas le régime turc dans sa lutte contre le leader kurde.

THE WALL STREET JOURNAL

New York

L'Europe devrait se réjouir. L'Italie a interpellé Abdullah Öcalan ("Apo"), qui mène depuis quatorze ans une campagne terroriste contre la Turquie, Etat membre de l'OTAN. Aujourd'hui, on peut enfin le traîner devant les tribunaux ; l'Europe a l'occasion de remporter une victoire contre le terrorisme et de faire la preuve de la solidarité de l'OTAN avec la Turquie, qui a immédiatement réclamé à l'Italie l'extradition d'Apo.

La balle était donc dans le camp de la justice italienne, lui donnant une chance de marquer des points contre le terrorisme. Mais, aussi incroyable que cela puisse paraître, au lieu de faire cause commune avec la Turquie, les leaders européens cherchent à se mettre à l'abri.

L'un des plus dangereux criminels d'Europe vient d'être interpellé, et les politiciens, loin d'être heureux, manifestent une certaine "gêne".

L'Allemagne a émis, il y a des années, un mandat d'arrêt contre Öcalan, mais le ministre des Affaires étrangères allemand, Joschka Fischer (ancien militant d'extrême gauche), a balayé la question d'un revers de main en considérant qu'il s'agissait d'une "affaire qui concerne l'Italie". En Belgique, où le PKK dispose d'un Parlement en exil, la réaction a été encore plus molle. "Nous avons assez de problèmes en Belgique (avec le PKK)", a déclaré d'un ton évasif Erik Derycke, ministre des Affaires étrangères belge. Habilement, le PKK joue sur les sentiments de gauche traditionnels tout en exploitant les préjugés anti-Turcs profondément ancrés en Europe. Des sympathisants bien placés au sein de la gauche européenne, comme Danièle Mitterrand, lui ont conféré une certaine légitimité, qui tend à faire oublier ses méthodes terroristes. ●

Mourir à 30 ans pour Apo

Un journaliste de *La Stampa* a rendu visite à l'hôpital à un Kurde qui s'est immolé par le feu en signe de solidarité avec le chef du PKK.

LA STAMPA
Turin

La chambre 11 se trouve au dixième étage de l'hôpital Sant'Eugenio, à Rome. D'un côté, un renforcement avec trois sièges rivés au mur ; de l'autre, le lit du malade. Au milieu, une paroi vitrée en verre incassable doublée d'un store vénitien blanc pour le protéger des regards indiscrets. Près de la paroi vitrée, il y a un téléphone, semblable à ceux que l'on trouve dans les quartiers de haute sécurité des prisons et grâce auquel le détenu peut communiquer avec ses visiteurs. La chambre 11 est occupée par Zulkuf Yilmaz, jeune ouvrier kurde de 30 ans, qui, le mercredi 18 novembre à 17 heures, s'est immolé par le feu sur une place de Rome en signe de solidarité avec Abdullah Öcalan (Apo), chef du PKK retenu dans un hôpital de la banlieue romaine et recherché par la Turquie. Un leader charismatique, le "soleil" des Kurdes de gauche ; un vulgaire "assassin communiste" pour les autorités turques ; un "criminel" dont les Etats-Unis nous exhortent à nous débarrasser. Zulkuf souffre de brûlures au troisième degré sur près de la moitié du corps. Trois femmes, semblant rivées elles aussi, occupent les trois

sièges de la pièce. Je leur demande si elles sont de la famille du patient. Silence. Pas un geste. J'insiste : "Etes-vous kurdes ?" Elles restent muettes et immobiles.

Soudain, comme par enchantement, le store se lève et le lit n° 11 s'offre à mon regard. J'aperçois alors, gisant sur le dos, un masque à oxygène sur le visage, une perfusion dans le bras et des tas de tubes et de sondes qui l'enserrent, le Kurde qui voulait mourir brûlé "pour crier au monde qu'on peut aussi se tuer par le feu afin de vivre en hommes libres", comme le racontent ses compagnons qui campent dans la nuit froide et humide de Rome et que la grève de la faim a rendus fiévreux. J'observe attentivement ce patient et perçois peu à peu un son troublant venant de l'autre côté de la paroi vitrée, à laquelle je suis pratiquement collé, un son de plus en plus marqué. Une pulsation rapide. Des trois sièges s'élève une voix qui explique en italien : "C'est son cœur qui bat fort, le battement d'un cœur jeune." Une autre voix, cette fois en anglais, poursuit : "Il vivra pour que sa patrie ne meure pas." Donnerait-on dans le pathos ? Non, ces femmes sont kurdes, et telle est la façon dont parle le peuple kurde, un peuple ancien qui n'a aucune fausse pudeur. Une "nation" orpheline, un "pays imaginaire", 25 millions de personnes qui ont toujours vécu sur leur terre d'origine et qui sont pourtant sans patrie. Musulmans mais non arabes, de souche indo-européenne. En somme, des Aryens des montagnes, avec une langue propre, ainsi qu'une musique et une poésie extrêmement

belles. Dans une interview effectuée en 1980, soit neuf ans avant son assassinat, Abdul Rahman Ghassemlou, leader du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), me confiait : "Les Kurdes ne font pas la une des journaux, parce que nous ne prenons pas d'otages, nous ne détournons pas d'avion, nous ne sommes pas palestiniens." Une chose est sûre cependant, c'est qu'ils n'ont jamais su se choisir de bons alliés. Ce sont de bons guerriers, mais de très mauvais diplomates.

J'ignore qui a chanté ces vers célèbres : "Si tu réussis à compter/les gouttes de la mer/les feuilles des arbres/alors tu sauras combien de Kurdes/ont été tués." Et je ne sais pas non plus de qui est cette berceuse que j'écoutais avec un réel déchirement une nuit d'octobre 1974, alors que je m'apprêtais à quitter le village de montagne où m'avait accueilli Mustapha Barzani [leader kurde irakien]. Un déchirement encore plus important quand, au cours du voyage de retour, le guerrier qui m'accompagnait m'en fit la traduction : "Petit, mon fils, mon enfant/fleur de mon champ/tu me demandes pourquoi je t'ai enchaîné à ton berceau/et mis des fers à tes tendres poignets./Tu es un Kurde fier, mon cher fils/d'innombrables héros peuplent ton passé/mais, aujourd'hui, le Kurde est seul, personne ne l'aide/et moi, je te mets des fers, des chaînes, mon enfant/mon âme, mon cœur délicat/pour t'habituer/à la prison./Je t'enchaîne pour que tu puisses t'habituer/à tes fers/mon fils/pour que tu puisses survivre/un jour/au tourment de la prison./Dors, mon petit/mon espoir en mille lendemains inconnus."

Igor Man

HEURS ET MALHEURS DU KURDISTAN TURC

VI^e siècle Islamisation des Kurdes.

XI^e-XII^e siècles Naissance des principautés kurdes.

1169-1250 La dynastie kurde des Ayyubides, dont Saladin est le représentant le plus illustre, règne sur l'ensemble du Moyen-Orient musulman.

XIV-XV^e siècles Reconstitution des principautés kurdes après l'invasion mongole.

1514 Alliance des princes kurdes avec le sultan ottoman Selim le Terrible contre la Perse.

1639 Traité de paix entre Ottomans et Perses : partage du Kurdistan.

XIX^e siècle Politique de centralisation ottomane. Soulèvement des princes kurdes.

1898 Parution du premier journal kurde, *Kurdistan*, qui propage l'idée de la libération nationale.

1909 Les "jeunes-turcs" mettent en pratique une politique répressive à l'égard des peuples non turcs. Les associations et publications kurdes sont interdites.

1920 Traité de Sèvres : démembrement de l'Empire ottoman, constitu-

tion d'un Kurdistan autonome, puis indépendant.

1923 Traité de Lausanne, qui rend caduc le traité de Sèvres et consacre l'annexion de la majeure partie du Kurdistan à la Turquie.

1924 Un décret-loi interdit les écoles, les associations et les publications kurdes.

1925 Révolte du cheikh Saïd dans le Kurdistan de Turquie.

1927 Loi autorisant le transfert des populations kurdes vers les provinces de l'ouest de la Turquie.

1930 Révolte kurde en Turquie, suivie d'une répression impitoyable et de déportations.

1937 Pacte de Saadabad entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et l'Afghanistan pour lutter contre la "subversion" kurde.

1937-1938 Insurrection du Dersim, au Kurdistan turc : 40 000 morts et des déportations massives.

1935 Pacte de Bagdad entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et le Pakistan. Une des clauses de ce pacte prévoit la répression coordonnée des révoltes qui viendraient à éclater sur le terri-

toire de l'un de ces Etats.

1965 Les régions kurdes de Turquie déclarées zones interdites aux étrangers sont à nouveau autorisées aux visiteurs.

1968 Première organisation kurde légale en Turquie : le Foyer culturel de l'Est.

1971 Coup de force militaire en Turquie. Plusieurs milliers de séparatistes kurdes sont arrêtés. Retour au régime parlementaire en 1973.

1977 Plusieurs villes kurdes élisent des maires nationalistes kurdes.

1977-1978 Fondation officielle du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan)

1980 Coup d'Etat militaire en Turquie. Répression contre des Kurdes et des partis de gauche.

1983 Les forces spéciales turques pénètrent au Kurdistan irakien pour combattre le PKK. La langue kurde est interdite officiellement sans la nommer.

1984 Quarante morts sous la torture, puis grève de la faim des prisonniers kurdes à Diyarbakir. Début des opérations de terreur du PKK.

1985 Vingt-deux membres du PKK sont condamnés à mort en Turquie et

301 autres à des peines allant de trois ans de prison à la détention à perpétuité. Le Parlement européen demande à la Turquie de reconnaître l'existence de sa minorité kurde.

1986 Début de soulèvement au Kurdistan turc. Ankara autorise l'usage oral de la langue kurde.

1982 Douze journalistes kurdes sont assassinés en Turquie. Violents affrontements entre le PKK et l'armée. Plusieurs villes kurdes sont partiellement détruites.

1982-1985 Selon Human Rights Watch, le PKK est responsable de plus de 786 exécutions dans les villages du Kurdistan turc.

1983 Attaques de plusieurs missions diplomatiques et entreprises turques en Europe. La Turquie dissout le Parti du travail du peuple, qui regroupe les députés nationalistes kurdes. La France et l'Allemagne interdisent les activités du PKK sur leur territoire.

1984 Ankara dissout le Parti de la démocratie (kurde) pour "propos séparatistes tenus par son président à l'étranger".

Sources : Institut kurde de Paris ; Gérard Chaliand, *Les Kurdes et le Kurdistan* (éd. La Découverte) ; Human Rights Watch.

DU 26 NOVEMBRE AU 2 DÉCEMBRE 1998
COURRIER INTERNATIONAL

Le PKK : vingt ans de lutte et de répression

La presse turque incrimine volontiers les militants kurdes. Voici une brève histoire du PKK, plus neutre que d'habitude.

TURKISH DAILY NEWS

Ankara

L'histoire a commencé il y a vingt ans, avec quelques "bandits" qui ont fini par donner naissance au principal problème de la Turquie. Abdullah Öcalan, leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit), aurait déclaré : "Le PKK est né en Turquie, il s'est transformé en organisation en Syrie et il est en train de quitter Moscou pour fonder un Etat."

La situation actuelle a pour origine la politique d'Ankara et les violences auxquelles le PKK s'est livré. Elle est devenue indissociable du chaos engendré par la mafia, des exactions commises par les services antiterroristes et de la disparition, dans notre vie quotidienne, de la notion de "droits de l'homme". Nous nous sommes habitués à la mafia, tout comme aux assassinats non élucidés. Récemment, un responsable de la police a tenu les propos suivants à quelques journalistes : "Il faut admettre que l'élimination des gens qui encouragent les terroristes constitue un volet important de la lutte contre le terrorisme. A cet égard, l'assassinat de Musa Anter [poète kurde assassiné en 1992] a été un évènement important dans le combat contre le PKK." Il s'agissait peut-être d'une confession sur la méthode adoptée pour venir à bout de l'ennemi.

Le PKK n'est pas né dans les camps d'entraînement de guérilleros du Sud-Est [de la Turquie] : c'est dans la capitale du pays qu'il s'est manifesté pour la première fois, en 1974. Dans une petite maison du quartier de Tuzlucaçayir, Abdullah Öcalan et d'autres définirent alors les objectifs de leur parti. A cette même occasion, ils évoquèrent les problèmes de la Turquie et la situation de la gauche.

Öcalan estimait que les Kurdes étaient en droit de créer un mouvement spécifique et indépendant, en raison de ce qu'il appelait "le comportement discriminatoire de la gauche turque à l'égard des Kurdes". Les participants à la réunion approuvèrent cette analyse et décidèrent d'abandonner les mouvements extrémistes turcs pour créer une nouvelle organisation. Öcalan présida trois réunions de ce type : à Ankara en 1976, à Diyarbakir en 1977 et à Elazig en 1978. Parallèlement, l'organisation étendait peu à peu ses activités dans l'est du pays.

Actions violentes kurdes et répression turque

Le 27 novembre 1978, les partisans de la création d'un Etat kurde indépendant se rassemblèrent à Fis, près de Lice, dans la région de Diyarbakir. Öcalan se montra très enthousiaste lors de cette rencontre et annonça que le parti existait désormais bel et bien. La décision fut prise de créer le magazine *Serxwebun* ["Indépendance"], qui devait devenir l'organe de la formation. Le PKK avait commencé à installer ses structures essentielles à l'étranger avant le coup d'Etat en Turquie du 12 septembre 1980. Les unités avaient été transférées en Syrie et avaient en fait déjà lancé leurs premières opérations contre la Turquie. C'est dans ces circonstances que le parti décida de tenir son premier congrès, qui eut lieu en juillet 1981, en Syrie, près de la frontière libanaise.

Dans le sillage deuxième congrès du PKK, en 1982, il envoya pour la première fois des groupes de reconnaissance en Turquie. Ces groupes furent chargés de trouver des cachettes dans les montagnes, ainsi que des endroits où il était possible de stocker nourriture et vêtements. Leur mission consistait également à établir des contacts avec les "villageois sympathisants".

En mai 1983, les troupes turques pénétrèrent en Irak pour opérer leur premier raid contre les "bandits". L'armée irakienne, de son côté, s'élança contre la même cible, et les Kurdes d'Irak se trouvèrent pris entre deux

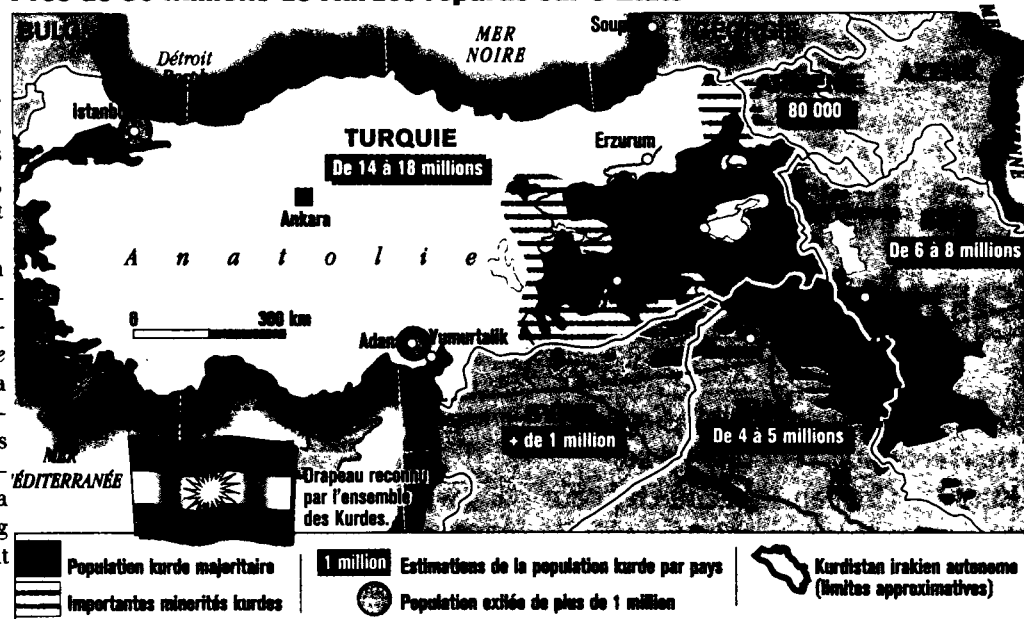
feux. L'opération eut ainsi pour résultat de pousser les Kurdes d'Irak à s'allier avec le PKK.

Le 15 août 1984, le PKK lança sa première offensive contre les villes frontalières d'Eruh et de Semdinli. Armés de mitrailleuses et de lance-roquettes, ses hommes attaquèrent les postes de police et les casernes de l'armée. En 1987, l'état d'urgence fut instauré dans le Sud-Est et le système des gardes de village fut mis sur pied. Dans les années 90, le PKK multiplia ses actions violentes, et l'armée turque durcit sa répression. A l'issue de son cinquième congrès, tenu en janvier 1995, le PKK décida de mettre en place un Parlement kurde en exil. Directement ou indirectement, il parvint à organiser plusieurs conférences internationales dans les capitales européennes. Med TV, chaîne de télévision favorable au PKK et autorisée par l'Independent TV Commission britannique [équivalent du CSA], relaie la propagande du mouvement.

D'après les autorités turques, les actions terroristes du PKK ont fait 40 000 morts. L'économie turque, elle aussi, a gravement souffert de ces agissements et ne s'en est toujours pas relevée. La Turquie et le monde entier ont été surpris d'apprendre l'arrestation d'Öcalan à Rome, le 13 novembre 1998. Ces quelques mots : "Apo a été arrêté", suffisaient à enflammer les médias en Turquie. Il est difficile de dire ce qui va se passer maintenant.

Saadet Öruc

Près de 30 millions de Kurdes répartis sur 5 Etats



Öcalan ou comment s'en débarrasser

CORRIERE DELLA SERA

Milan



KURDISTAN TURC 1998
Un gardien de village avec son arme dans une rue de Midyat. Depuis la fin des années 80, les autorités turques poussent les villageois à s'enrôler dans ces milices contre le PKK.

Reportage photographique de Chris Kutschera.

Face aux invectives turques, il était impossible d'extrader Öcalan, estime le *Corriere della Sera*. Alors que faire du leader kurde réfugié à Rome ? L'Union européenne doit définir une politique commune.

Si l'hypothèse d'une extradition vers la Turquie du leader kurde Abdullah Öcalan avait encore la moindre chance de se vérifier, le gouvernement turc s'est chargé, le 18 novembre dernier, de trancher la question. *"L'Italie risque de se faire la complice des crimes commis par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)"*, a lancé le Premier ministre turc Mesut Yilmaz. *"L'Italie s'expose à être rangée parmi les Etats terroristes"*, a renchéri Bülent Ecevit, le numéro deux turc, exigeant qu'on leur livre le fugitif. Si tel est le langage tenu par un gouvernement *"ami et allié"*, le lien d'amitié prend une tout autre dimension. Les exigences turques deviennent politiquement inacceptables. [Le 20 novembre, la cour d'appel de Rome ne donnait pas suite au mandat d'arrêt international émis par la Turquie.] Malgré nos contrats pour un montant global de 7 000 milliards de liras [environ 24 milliards de FF] avec la Turquie, malgré les Etats-Unis qui nous engagent vivement à ne pas accueillir un terroriste, malgré l'appui que l'Italie a toujours accordé aux ambitions européennes d'Ankara, la colère déplacée de Yilmaz ne fait que consolider les limites imposées

par notre système juridique. Ces propos offensants nous confirment qu'il est impossible de remettre Öcalan à la Turquie, pour des raisons aussi bien juridiques qu'éthiques et politiques. Un tel discours menaçant montre en effet qu'une éventuelle abolition de la peine de mort n'offrirait pas les garanties d'équité suffisantes pour autoriser une extradition. Mais, si la solution turque est impossible, l'Italie doit néanmoins admettre que le problème n'est pas réglé pour autant. Bien au contraire, il ne fait que commencer. Car c'est précisément cette impossibilité qui donne lieu à l'effervescence qui agite ces derniers temps les ministères et ambassades à Rome. Derrière les portes fermées et les bouches cousues se succèdent à un rythme vertigineux les différentes hypothèses et interprétations, les sondages souterrains et la recherche d'une réponse à l'énorme tuile qui vient de tomber subitement sur le nouveau gouvernement italien.

Notre première option passe par l'Allemagne. Dans les années 90, les Allemands ont lancé un mandat d'arrêt international à l'encontre d'Öcalan, et nous l'avons exécuté lorsque celui-ci est entré sur notre territoire. La logique voudrait que l'Allemagne, en bon partenaire européen, procède à présent à une demande d'extradition. Cependant, ce pays compte 2 millions de Turcs, dont près de la moitié d'origine kurde. On comprendra que Bonn hésite et que Schröder se taise tandis que s'écoulent les quarante jours prévus pour adresser la demande. [Pour l'heure, le gouvernement allemand a fait savoir qu'il renonçait

à sa demande d'extradition.] De plus, certains au sein de la majorité soutiennent que l'on ne devrait pas extraditer Öcalan, même pas en Allemagne : désormais, le bébé est italien.

Si les Allemands ne changent pas d'attitude, il ne reste que l'asile politique, conformément à notre culture de la solidarité. [Une autre solution envisagée par Rome serait le départ du leader kurde pour l'Arménie ou pour la Libye.] L'avantage (probable) serait de préserver l'union au sein de la majorité. Mais il existe également toute une série d'inconvénients menaçant de sacrifier l'intérêt national au sentiment humanitaire. Öcalan promet de renoncer au terrorisme, promesse qu'il a déjà faite par le passé, mais qui est restée sans suite. Accorder l'asile en obligeant Öcalan à respecter ses engagements ? Le soumettre à une étroite surveillance ? Mieux vaut s'attendre dès maintenant à ce que l'Italie devienne, malgré elle, le nouveau quartier général du PKK, et donc un théâtre d'affrontement et de lutte terroriste.

Nous voici au pied du mur, mais nous avons aussi le droit de tenter d'autres issues. Massimo D'Alema a le droit politique de demander à l'opposition une attitude constructive, car les gestes de solidarité à l'égard d'Öcalan ont été faits par les deux camps et surtout parce que les intérêts du pays sont en jeu. L'Italie a le droit de demander aux Etats-Unis un ton plus respectueux, de rappeler à l'Allemagne son mandat d'arrêt et de signaler à ses partenaires européens que l'affaire Öcalan doit devenir un problème européen si nous voulons vraiment dépasser le stade de la monnaie unique.

Franco Venturini

LA RÉACTION KURDE

“Ne pas répondre aux provocations d’Ankara”

Pour le journal kurde Özgür Politika, publié en Allemagne, le PKK doit changer de stratégie. Et agir désormais sur le terrain diplomatique, en Europe.

ÖZGÜR POLITIKA

Francofort

L'arrivée d'Abdullah Öcalan en Italie marque ouvertement le début d'un nouveau processus. La lutte et l'existence du peuple kurde sont désormais inscrites dans l'agenda des pays occidentaux - un processus d'internationalisation de cette question. Ce processus comporte de grands avantages et de grands

risques. Il y a deux facteurs importants qu'il faut attentivement prendre en compte : premièrement, l'existence de près de 1 million de Kurdes en Europe de l'Ouest, dont une grande partie est politisée. Toutefois, la croyance selon laquelle "l'Europe pourrait les hommes" a longtemps prévalu dans cette communauté, en la marquant considérablement. A cause de cette idée, ces Kurdes n'ont pas pu s'intégrer et s'adapter à leurs nouvelles sociétés. Nous allons bientôt être sérieusement confrontés aux conséquences de cette absence de réflexion qui aurait dû être menée au cours des années passées sur

les perspectives et les moyens de lutte en Europe.

Deuxièmement, l'Etat turc s'est bien organisé dans les pays de l'Europe occidentale, surtout après 1990. Il va sans doute se servir de cet atout. Il peut même être tenté de provoquer des affrontements turco-kurdes en Europe par le biais des militants du Parti d'action nationaliste (MHP, extrême droite en Turquie). Il est vrai que l'Etat turc n'a pas une population aussi militante et politisée que celle que le PKK possède en Europe, mais il est mieux organisé au sein des institutions européennes. L'Europe ne confère aucune légitimité au trai-

tement du problème kurde par la Turquie. Nous devons maintenir cet acquis. Il faut d'abord ne pas répondre aux provocations d'Ankara. Nous sommes face à une tactique connue que l'on utilise contre des organisations de lutte armée : propager l'idée que l'organisation en question est "vaincue et qu'elle est en train de se désagréger", afin de la pousser à des actes émotionnels, irréflechis, et ensuite utiliser ses erreurs pour sortir de sa propre position illégitime. Le peuple kurde doit montrer sa force et sa détermination, mais sans oublier où il mène la lutte.

Engin Enginer

APO, SA PENSÉE, SES TECHNIQUES

Dans son propre journal, Serxwebun ("Indépendance"), publié en Allemagne, le leader kurde Abdullah Öcalan, surnommé Apo, n'hésite pas à mêler culte de la personnalité et léninisme. Extraits.

CE QUE JE SUIS

"Moi, j'ai une technique que peu de gens auraient pu imaginer : devenir à moi seul une armée, une force de mobilisation extraordinaire, un événement en soi. Je suis actuellement une technique d'organisation. Ma pensée est totalement intégrée à cette technique. Je veux tout seul autant que tout le PKK et je vais de l'avant contre vents et marées. Si un peuple manque d'argent et d'armes, s'il n'a pas d'appuis solides derrière lui, son leader peut s'élever à un niveau où il compensera tous ces manques. Voilà, c'est ce que je suis. L'homme est donc une technique encore plus redoutable que la bombe atomique, il est une arme. C'est ce que j'ai démontré... Ce que les philosophes pourraient dire pendant toute une vie, je peux le dire en une minute."

CE QUE SERA L'“APOÏSME”

"Je suis dans cette grande lutte comme un prophète contemporain. Mais, comme l'humanité s'est entachée de mensonges, elle a du mal à me comprendre. Ce sont surtout les enfants qui me comprennent. Et ceux qui sont totalement illettrés. Chacun trouve en moi la personne enfouie au fond de lui-même, la personne qu'il ne peut pas atteindre (...) Le XXe siècle promet d'être le siècle de l'apoïsme. C'est Lénine qui a analysé les contradictions du XXe siècle et qui a montré la solution avec la grande révolution d'Octobre. Comme le XXe siècle est appelé le siècle du léninisme, le PKK et sa direction marqueront le XXIe siècle en résolvant les questions actuelles de l'humanité et en montrant la voie avec la révolution du Kurdistan. C'est d'ailleurs par peur de voir le PKK répandre une nouvelle vague révolutionnaire dans le monde entier que l'impérialisme multiplie ses attaques sans gêne contre lui et contre le président Apo..."

Güneşimizi karartamazsınız!

Evet, bendinizi yakarak PKK'ye ve Önderliğ'e en güzel bağışlık örneğini sergileyen. Kür halkının değerli ve dirençli evladı Murat Kaya'nın da söylediği gibi Kürce Güneşimizi karartamaz!
Mecruiyaya hükümetin ginesi, mesai bendenizle başkası APÖ'ya yonelik. ABD-İsrail-TC gödömlü uşaklararası bir kumpas.
Bilgi-kuvvet APÖ'dün sağduyu ve başlıca gücüyle boşa çıkartılmıyor. Başka Kürdistan halkı olmak üzere, tüm Ortadoğu halklarına geçmiş olsun derdim.
Bağlanmayan şahıslarda mazlum Ortadoğu halklarına kinleği devşiren emperyalist-şeytan sözcükler karşısında: Özgürlüğümüz ve geleceğimiz için güçlü bir şekilde kendilerini, TC'nin bu kibrî sözcüklerine tüm Kürdistanlılar olarak, her alanda kurumsallaşarak, mücadelelerini süratleğini hızlandırarak ve birliğimizi güçlendirerek cevap verelim. Güneşimiz APÖ'cu ruhlu APÖ'cu önderliğe APÖ'cu insanlığı, bilmele ve APÖ'cu saler ruhıyla enislim. Tüm dünya şunu bilmeli ki, tizi yendiren var eden bilmişliğimize verdiğimiz sözcükler var ve bu sözcük mutlaka yerine geçecektir!



Darmstadt ve Mainz bölgesindeki Kürdistanlı yurtseverler

“Vous ne pouvez pas assombrir notre soleil.” (en photo Abdullah Öcalan) Özgür Politika - Francofort

On croyait le PKK annihilé

SABAH Istanbul

Apo est donc sorti de Syrie, pays peu crédible sur la scène internationale, où il vivait dans la clandestinité. Il s'installe en Europe et demande le statut de réfugié politique, dans un pays du G7 dont le prestige international s'est accru après l'opération Mains propres. Quel Apo convient mieux à la Turquie ? Celui de Syrie ou celui d'Italie ? Il était généralement

admis par tout le monde que les forces armées turques étaient parvenues à rendre le PKK inopérant comme force militaire, et que celui-ci ne constituait plus une menace pour la sécurité. En restant en Syrie, Apo ne pouvait devenir une force politique. Pour réussir cette mutation, il fallait qu'il se positionne sur la scène politique européenne : l'éventualité la moins souhaitable pour ceux qui gouvernent la Turquie. Alors pourquoi a-t-on exercé une telle pression sur la Syrie, en provoquant le départ d'Apo vers l'Italie [via

Moscou] ? Comment n'a-t-on pas pu voir qu'une telle évolution servirait à la "mutation politique" du PKK et d'Apo, leur offrant ainsi la meilleure situation possible ? Apo recevoit des délégations à Rome. La presse italienne est à sa disposition. Avant, faire le voyage jusqu'à Damas pour l'interviewer était une corvée pour les journalistes. En Turquie, la loi antiterroriste interdisait que des informations provenant d'Apo soient utilisées comme source. Maintenant la presse turque déborde d'informations venant de lui.

Apo et le PKK ont pris en otage la vie politique de notre pays et notre diplomatie. Les gens ne savent plus comment contenir leur colère. Le boycott avait déjà été utilisé en 1908 contre l'Autriche, qui nous avait pris la Bosnie-Herzégovine. Le feutre utilisé dans la fabrication des fezes venait d'Autriche, et, dans le grand mouvement de colère, ces couvre-chefs avaient été abandonnés. Mais cela ne nous a pas redonné la Bosnie-Herzégovine. Ne parvenons pas à persuader l'Italie, nous utilisons notre rage à nous autodétruire. L'hostilité que quatorze ans de guerre n'ont pas réussi à susciter entre les Kurdes et les Turcs commence à naître en Europe entre des citoyens détenteurs de passeports du même pays. Ne voyez-vous pas quelque chose de bizarre dans cette histoire ? Ne voyez-vous pas que nous sommes entraînés et poussés, par je ne sais qui, dans une lutte où nous sommes isolés et que nous avons peu de chances de gagner ?

Cengiz Candar

Newsweek



The fight over asylum confirms Ankara's fears that it'll never fit in.

BY RANA DOGAR AND MARK DENNIS

FRIDAY THE 13TH OF NOVEMBER was supposed to be a great day for Turkish Prime Minister Mesut Yilmaz. He had just learned that his country's most-wanted man, Abdullah Ocalan (a.k.a. Apo), had been arrested at an airport in Italy the night before. Ocalan, the founder of the Kurdistan Workers Party (PKK), had led a 14-year separatist war in eastern Turkey. His capture would mean that the fight was almost over.

"This is good news," Yilmaz said when he got the call from his chief of security. "It's the strongest blow to the PKK ever." Yilmaz ordered his people to draw up a list of Ocalan's crimes in preparation for his handover by Italy. Ankara had successfully pressured Syria to expel the PKK chief, and Russia had denied him asylum. "There is no concern," Yilmaz said, "that Italy, our NATO ally, will give asylum to Ocalan." Then again, it was an unlucky Friday.

One week later Ocalan was released and handed over—to an Italian armed escort assigned to protect him on the streets of Rome. Italy claimed that it couldn't legally give the PKK leader to a government that supports the death penalty (as Turkey does). Ocalan's appeal for asylum begins Dec. 1 and could stretch into next year. Turkey was shocked, but it shouldn't have been. Legal arguments aside, Italy—and many other European countries—have a soft spot for the PKK. Europe

has supported several Kurdish cultural centers. The "Kurdish Parliament in exile" had met in Rome only two months ago. And Italy's three-week-old left-wing-coalition government had several Kurdish sympathizers. "We view them with the same favor that we once viewed Palestinians," said Giulio Calvisi, a member of the Democratic Left Party. Germany, which had previously issued an arrest warrant for Ocalan on charges of murder of another PKK member, announced it wouldn't request Ocalan's extradition. The rest of Europe was silent. Only the United States spoke up in favor of extradition.

Turkish shock turned to fury. As 10,000 Kurds marched last week in front of the Roman Colosseum waving green-and-gold Kurdish flags and chanting "We will die for you, Ocalan," Turkish housewives protested in front of Istanbul's Benetton store. Turks burned Pirelli tires and threw Italian food

into Istiklal Avenue, Istanbul's main drag. Small groups of Kurds who dared to chant pro-PKK slogans in Turkish cities were attacked by mobs. "Now we see the real face of the European countries which pose as defenders of human rights," wrote Emin Colasan, a popular columnist with the Turkish newspaper *Hurriyet*. "No one should anymore expect them to be friends and allies."

FOR TURKEY, EUROPE'S lack of support for extradition only added to the chip it already carries on its shoulder. Despite its strategic location, its decades of Westernization and economic sacrifices for its NATO allies (Turkey claims it lost \$20 billion in trade with Iraq during the gulf war), it is still an outsider. In fact, Europe's silence on Ocalan topped a series of irksome snubs. Despite the German government's changing attitudes toward citizenship, Turks are still ostracized in Germany. Europeans have shown a lack of firm support for a proposed pipeline to transport oil from the Caspian Sea to the Turkish port of Ceyhan. And most important, Turkey was excluded as a candidate for membership in the European Union last December. Turkey has had trade agreements with the EU since the 1960s, and is the only nonmember state with a customs union. But it has never really been seriously considered for membership. The EU's decision to consider Cyprus as a member before Turkey added insult to injury. Muslim Turkey was more convinced than ever that the EU was a Christian club.

The religious issue exacerbates not only Turkey's conflict with Europe, but also its own centuries-old identity crisis. Ever since Mehmet the Conqueror defeated the Byzantine Empire and seized Constantinople, Turkey has had a love-hate relationship with Europe. Ottoman sultans covered Christian mosaics in the Hagia Sophia with Turkish tiles at the same time they were importing advisers from Italy and France. Even after Ataturk cast off the Arabic alphabet, unveiled women and declared Turkey a secular nation in 1923, the nation never really fit completely into the West. Today Turkey is in many ways two separate countries. Anatolian peasants wear

colorful head scarves and herd their goats; rich young Turks in JP Tods sip tea on the yacht-lined boardwalks of the country's coastlines. This split personality has always created political problems. Islamists briefly held power last year, before being toppled by the Turkish Parliament under pressure from the military. Though few Europeans would welcome a military government, fewer still could countenance a member of the EU being run by Islamists. Turkey's unstable political system, along with its continuing skirmishes with the Greeks, only reinforces the European view that it is a troubled neighbor, with an internal power structure quite different from those in Western Europe.

The Ocalan incident won't help things along. Relations between Europe and

Turkey had actually appeared to be thawing until last week. Earlier this month the European Commission issued a report saying it would consider Turkey as a 12th candidate for EU membership at an upcoming summit in Vienna. But now that Ocalan and the PKK are in the spotlight, so is Turkey's human-rights record, something Europeans have always denounced. Kurds in Turkey have been clamoring for political rights for 75 years. Their language can't be spoken in offices or even be broadcast on television. Turkish soldiers have displaced 3 million Kurds and destroyed 2,500 villages. This year the Kurdish rebellion, fueled by some 10,000 fighters, seemed finished. Military campaigns crushed rebel bases in Turkey and Iraq. Turkey threatened to attack Syria unless it expelled Ocalan. But that move



Fanning the flames: Turkish demonstrators stamp a burning effigy of Apo in Istanbul



AFP

Burned out: A Kurdish cultural center outside Brussels, torched last week



KEVIN MAZURKIN—SIPA

The end of the fight? Women of the PKK, at one of its camps in northern Iraq

may have backfired. Apo's flight to Rome has him rubbing shoulders with more moderate PKK activists seeking a political solution to the Kurdish issue. With Apo in Rome, the PKK could move its fight from the Anatolian hills to the European parliaments. "I am ready to do my part to halt terrorism," says Ocalan. Replied one Turkish analyst: "If Apo is given political asylum in Italy, he will be able to establish a base there for the whole of Europe and transform himself into an Arafat."

The conflict over Ocalan has highlighted the fact that the PKK has for some time become a European problem, and not only a Turkish one. Kurds are seen as likely culprits in attacks on Turkish banks, businesses and institutions in Germany. In Brussels last week Turks and Kurds fought melees in the

streets. Two Kurdish men set themselves on fire in Moscow to protest extradition. And when it seemed possible that Ocalan would be extradited, some PKK members threatened bloodshed in Europe as a response. None of this makes Europe eager to welcome Turkey into the fold.

Prime Minister Yilmaz has called on all Turkish expatriates in Europe (approximately 3 million) to protest Rome's failure to extradite Ocalan and Europe's lack of support on the issue. Already Italy and Turkey are moving toward a trade war. Italy is Turkey's third largest trading partner, with a yearly volume of nearly \$6 billion. Fiat, Pirelli and major Italian firms have large investments in Turkey. The Turkish Chamber of Commerce and other commercial institutions have declared that unless Ocalan is extradit-

ed, they will enforce a trade embargo against Italian goods. Defense ministry sources say Turkey may also cancel billions worth of joint-defense projects with the Italians.

There's more than money at stake. The Ocalan controversy will likely stoke Turkish nationalism. Turkey has come to realize that it can't count on European support. That doesn't mean it will turn to the East. Instead, Turkey is forging new alliances and deciding on its own agenda without consulting either the United States or Europe. It is flexing its regional muscles. A recent example: Turkey's alliance with Israel. The countries came together out of pure pragmatism—they face the same enemies, most notably

Syria. Israel helped Turkey advance its weapons systems and train military units. In return, it has been awarded a contract to upgrade Turkish F-4 fighter jets, and has the use of Turkish air bases. Turkey's alliance with Israel helped give it the confidence to demand Syria's elimination of PKK bases.

The new, tougher Turkey didn't give in on Syrian support for the PKK, and won't likely give in on Ocalan. Europeans might see this as a good opportunity to force Turkey into addressing the Kurdish issue. But to most Turks, Ocalan is a terrorist, pure and simple. They thought the West had the same view. The PKK, after all, has been on several international lists of terror organizations, and Ocalan is on Interpol's most-wanted list. "If Italy does not extradite Apo," said Yilmaz to a cheering Turkish Parliament last Wednesday, "it will become an accomplice to every murder committed by the PKK."

Tough talk. But will Yilmaz be around to back it up? In a scenario that the Italians know all too well, the Turkish government looks set to fall this week, thanks to a corruption scandal. In the meantime Italian Prime Minister Massimo D'Alema is planning to meet with his counterparts in Britain, Germany and France to rally support for his position. The next meeting between Italy and Turkey was supposed to come on the football field. Italian champions Juventus of Turin are scheduled to face Turkey's top club, Galatasaray, and its raucous supporters, in Istanbul on Wednesday. But late last week Juventus team members said they were worried about playing in Turkey. Now the game may be canceled. Perhaps it's not a bad idea—after all, football pitches have never been hotbeds of diplomacy.

With SAMI KOHEN in Istanbul, JOSEPH CONTRERAS in Baghdad, STEFAN THEIL in Berlin, BARBIE NADEAU in Rome and CARLA POWER and AMANDA BERNARD in London

Flap Over Kurd Underscores Turkish-European Gulf

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — The Turkish novelist Orhan Pamuk remembers that when he was growing up in the 1950s and '60s, there was one sure way to end any argument about how to do something: "You just had to say, 'This is how they do it in Europe' and that was final. If things were done a certain way in Europe, then by definition that was the right way to do it."

For generations, even for centuries, Turks have debated how to relate to Europe and, by extension, the Western world. It was fundamental for Mustafa Kemal Atatürk, who founded the Turkish Republic in 1923, that Turkey was a European nation and should strive to be ever more so. But the marriage of Turkish and European values has not proved easy to consummate, and in recent weeks it has been set back again, this time by a dispute over the fugitive Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan.

Most Turks consider Mr. Ocalan a paragon of evil who combines the most despicable qualities of Hitler and Caligula. After he was arrested in Italy on Nov. 12, the prospect of Mr. Ocalan being brought home in chains sent Turks into paroxysms of ecstasy.

But the Italians refused to extradite him. They said they could not because their constitution forbids extraditing anyone to countries that practice the death penalty. Several Italian politicians also noted that European accords forbid sending criminal suspects to places where they might face torture. Armando Cossutta, whose Party of Italian Communists is part of the governing coalition, went so far as to call Mr. Ocalan "the leader of an oppressed people."

Turks were furious, saying Italy was embracing terrorism and threatening to punish it with economic boycotts. Their outrage may have been justified, but to Europeans it seemed strident and immature.

"Any undue pressure on the Italian government, including unilateral threats, is inappropriate and must be avoided," said Foreign Minister Wolfgang Schüssel of Austria.

Many Europeans sympathize with the Kurds as a stateless people victimized by a succession of empires, kingdoms and nations. Some have allowed this sympathy to lead them to support Mr. Ocalan's Kurdish Workers Party. They see it as a liberation movement, even in light of a report issued this month by Human Rights Watch that enumerated 25 massacres the guerrilla group has perpetrated since 1992.

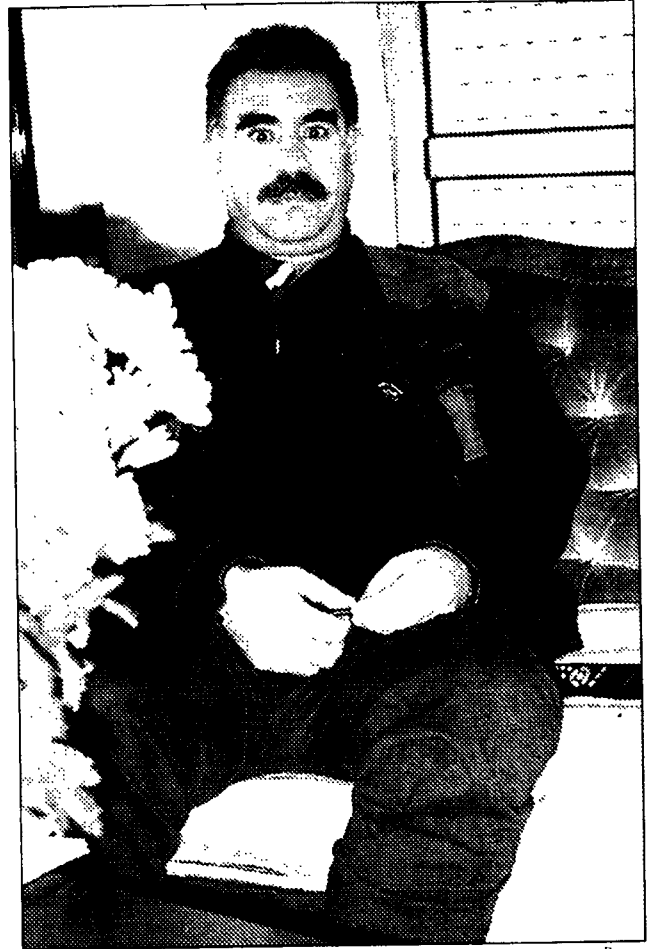
This romanticism fits not only with Europe's image of the Kurds as tragic heroes, but also with its image of the Turks, who are seen by some as brutes and whose less-than-sterling human rights record tends to confirm the stereotype.

Prime Minister Massimo D'Alema of Italy was probably sincere last week when he urged Turkey to "find a solution to this long and bloody conflict by following the examples of Northern Ireland and the Basque country." So, no doubt, was the chairman of the foreign affairs committee in the German Parliament, Hans-Ulrich Klose, who called the capture of Mr. Ocalan "a good opportunity for solving the country's problems" with the Kurdish guerrillas and "making the necessary reforms in Turkey."

"The Turkish government's reaction is overblown and takes Turkey very far from its target, Europe," Mr. Klose asserted.

But for an array of historical and psychological reasons, Turks abhor any suggestion that they should begin a dialogue with Kurdish nationalists. Anyone who makes such a suggestion is considered abysmally ignorant or worse. Many Turks now see Europe in that category.

It has been almost exactly a year since the European Union slammed its door in Turkey's face by pointedly excluding Ankara from a list of 11 possible candidates for membership. In the interim, several European leaders have recognized that they may have acted too harshly.



Abdullah Ocalan, under house arrest in Rome, has threatened to escalate guerrilla activity against Turkey.

In November the European Union issued a new report that took a much more encouraging tone. "Turkey is eligible to become a candidate," Hans van den Broek, the EU external affairs commissioner, said as he issued the report. The EU representative in Ankara, Karen Fogg, called it "a very positive indication," and Foreign Minister Ismail Cem of Turkey said, "The EU Commission's definition of Turkey as the 12th candidate for full membership has opened the way for improvement in bilateral relations."

The election of a left-leaning government in Germany last month seemed to give another lift to Turkey's European ambitions.

Chancellor Gerhard Schroeder pledged after taking office that he would support measures "bringing Turkey still closer to the European Union."

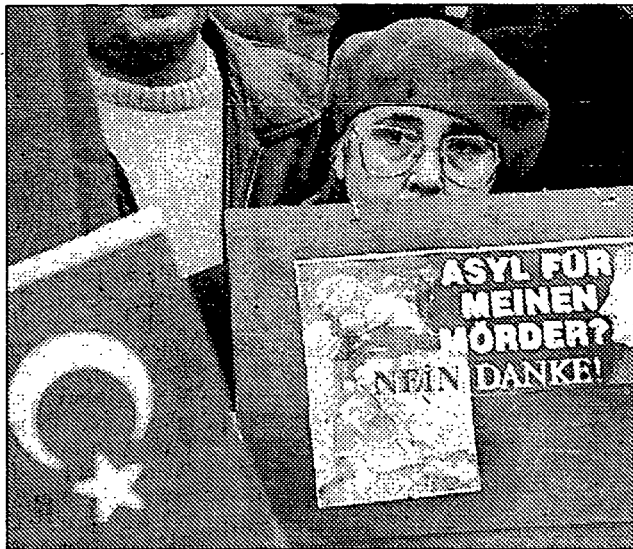
But the Ocalan affair and Turkey's reaction to it have confirmed European stereotypes about Turkey as a country that has not yet learned the rules of civilized discourse. Even some Turkish leaders seemed to acknowledge that Ankara's language might have become too strident. President Süleyman Demirel urged Turks to "be well contained and not undermine the country's case."

Nonetheless, in the wake of the collapse Wednesday of the government of Prime Minister Mesut Yılmaz, politicians will probably crank up their patriotic denunciations of Europe with an eye to the forthcoming election campaign.

Many Turks, including the entire political elite, maintain that Mr. Ocalan is such a hideous war criminal that there can be no debate over the justice of Turkey's demand for his

MONDAY, NOVEMBER 30, 1998

INTERNATIONAL
Herald Tribune
PUBLISHED BY THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST



Berni Setnik/Agence France-Presse

A protester at a march in Berlin that called on Italy to extradite the Kurdish rebel leader Abdullah Öcalan. Her poster depicts a casualty in the guerrilla war.

extradition. But in Europe, everything is supposed to be open to debate. The contrast suggests to some European leaders that Turkey is still in the grip of a distinctly un-European tradition.

"We had just reached the point of telling Turkey that its application to join the EU would be considered on the same

basis as every other application, and then this happens," a European ambassador lamented. "Now there will be a period of silence, at best.

"Turkey is not making it easy for us. They're not helping their own image."

■ Rebels Say They Shot Down Turkish Helicopter

Kurdish guerrillas said over the weekend that they had shot down a Turkish army helicopter and killed more than a dozen troops, Reuters reported from Ankara.

"The Sikorsky helicopter was shot down by National Liberation Army of Kurdistan forces as it tried to deploy troops on the Kartal peak in the Cukurca area," the Kurdish DEM news agency said, referring to the military wing of the Kurdish Workers Party.

The agency quoted the separatist party as saying that 17 soldiers had been killed.

Turkey's emergency-rule governor's office in Diyarbakir said earlier that 15 soldiers had died and one was injured when the helicopter crashed Friday near the Iraqi border while returning from an operation against the guerrillas.

"Investigations into whether it crashed due to a technical fault or was brought down are continuing," a security official said. Workers Party rebels used Russian-made missiles to shoot down two Turkish military helicopters in Iraq last year.

The crash comes as Mr. Öcalan, who is under house arrest in Rome, threatened an escalation of the 14-year insurgency in southeastern Turkey that has killed 29,000 people.

"If we were to show our real armed power, the results would be much worse," he told the Kurdish satellite television channel Med TV by telephone on Friday.

L'Allemagne et l'Italie proposent de traduire Abdullah Öcalan devant une cour internationale

L'Allemagne renonce à demander l'extradition du dirigeant kurde

Le chancelier allemand Gerhard Schröder et le président italien du conseil Massimo D'Alema ont proposé de traduire le dirigeant kurde, Ab-

dullah Öcalan, devant un tribunal international ou européen, inexistant à l'heure actuelle. L'Allemagne a renoncé à demander son extradition

bien qu'il ait été arrêté en Italie à la demande de Bonn. Öcalan reste sous la surveillance de la justice italienne jusqu'au 22 décembre.

BONN

de notre correspondant

L'Allemagne a renoncé définitivement à demander l'extradition du leader du PKK, Abdullah Öcalan, en dépit du mandat d'arrêt lancé contre lui par la justice allemande, pour meurtre et participation à une organisation terroriste. C'est ce qu'a annoncé le chancelier Gerhard Schröder, vendredi 27 novembre, à l'issue d'une rencontre, à Bonn, avec le président italien du conseil, Massimo D'Alema, alors que 6 500 Kurdes, environ, manifestaient leur soutien à M. Öcalan à Bonn et à Hambourg, contre 40 000 annoncés.

M. D'Alema a pris acte de la décision allemande. Les deux chefs de gouvernement ont déclaré souhaiter traduire M. Öcalan devant un tribunal international ou européen. Les deux hommes n'ont pas donné d'avantage de détails concernant cette institution qui devrait être créée. Toutes les parties, y compris la Turquie, devraient s'engager à reconnaître le jugement prononcé.

M. Schröder justifie son refus

de juger M. Öcalan par des « craintes de troubles à l'ordre public ». L'Allemagne accueille sur son sol deux millions de ressortissants turcs, dont plusieurs centaines de milliers sont d'origine kurde. Le gouvernement estime qu'un procès risquerait de déclencher sur son territoire des violences entre les deux communautés, comme ce fut le cas au milieu des années 90. Une extradition de M. Öcalan compromettrait aussi la volonté du gouvernement de modifier le code de la nationalité allemand, dont l'un des objectifs est de faciliter l'intégration de la communauté de nationalité turque.

« SOLUTION IDÉALE »

Le gouvernement Schröder s'est entendu avec l'opposition pour ne pas transformer le cas Öcalan en un sujet de politique intérieure. Le leader de l'opposition, Wolfgang Schauble juge que la décision de M. Schröder est légitime. Elle est, également, parfaitement légale, selon Gerhard Schröder : les demandes d'extradition sont du res-

sort du gouvernement, auquel la loi confère le droit de juger de leur opportunité. Le ministre de l'intérieur, Otto Schily, a qualifié l'appel à un tribunal international de « solution idéale ». Au contraire, le quotidien conservateur *Frankfurter Allgemeine Zeitung* juge que « la poltronnerie de la coalition gouvernementale dans le conflit Öcalan est en totale contradiction avec son courage politique sur les sujets d'intégration et de naturalisation (...). Les nationalistes turcs et kurdes n'étaient pas obligatoirement appelés à dominer le terrain si Öcalan avait été jugé en Allemagne. La masse des Turcs et des Kurdes en Allemagne n'est pas le parti de la guerre civile. A l'occasion, ils pourraient l'exprimer. Bonn devrait les y encourager », écrit le quotidien.

Le président du conseil italien a rappelé que M. Öcalan resterait sous la surveillance de la police italienne jusqu'au 22 décembre, mais que l'Italie ne pouvait pas le juger, car il n'y a pas commis de crime. Une solution doit donc être trouvée avant cette date pour le traduire devant un éventuel tribu-

nal international. L'objectif est de juger M. Öcalan et de contribuer à avancer vers un règlement de la question kurde. Les deux chefs de gouvernement ont annoncé qu'ils avaient chargé leurs ministres des affaires étrangères de lancer une initiative européenne pour trouver une solution politique à la question kurde dans « un dialogue amical » avec Ankara. Il s'agit à la fois de garantir l'intégrité du territoire turc et de garantir les droits de la minorité kurde. M. Schröder veut éviter que l'affaire ne dégénère encore plus et que la Turquie ne s'éloigne encore de l'Europe pour cette raison.

Lors de son entrée en fonctions, le nouveau gouvernement allemand souhaitait améliorer ses relations avec la Turquie, qui s'étaient largement détériorées depuis un an. Ankara accusait l'ancien chancelier, Helmut Kohl, d'être responsable du refus de l'Union européenne d'ouvrir des négociations d'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

Arnaud Leparmentier

Le Monde DIMANCHE 29 - LUNDI 30 NOVEMBRE 1998

Ocalan's Group Says It Downed Turkish Helicopter By Jon Hemming 30 novembre

ANKARA, Turkey (Reuters) - Kurdish guerrillas, whose leader Abdullah Ocalan is the focus of a dispute between Turkey and its NATO allies Italy and Germany, said Saturday they had shot down a Turkish army helicopter and killed over a dozen troops.

"The Sikorsky helicopter was shot down by National Liberation Army of Kurdistan (ARGK) forces as it tried to deploy troops on the Kartal peak in the Cukurca area," the Kurdish DEM news agency said. The ARGK is the military wing of the PKK.

The agency quoted the PKK as saying that 17 soldiers were killed.

Turkey's emergency rule governor's office in Diyarbakir had said earlier 15 soldiers had died and one was injured when the Sikorsky helicopter crashed Friday near Cukurca close to the Iraqi border while returning from an operation against the PKK.

"Investigations into whether it crashed due to a technical fault or was brought down are continuing," a security official told Reuters. PKK rebels brought down two Turkish military helicopters in Iraq last year using Russian-made missiles.

The crash comes as PKK leader Ocalan, under house arrest in Italy, issued a threat that his guerrillas could escalate their 14-year conflict with Turkey that has killed 29,000 people.

"If we were to show our real armed power, the results would be much worse," he told the Kurdish satellite television channel Med TV by telephone from Rome late Friday.

Turkish forces have regularly mounted offensives into northern Iraq to hit the Turkish Kurd PKK which uses the Iraqi Kurd-held region to launch raids into Turkey's southeast.

Two Turkish envoys carrying a 900-page extradition dossier arrived in Rome Saturday but Italy has already said its constitution prevents it from extraditing anyone to a country which has the death penalty, such as Turkey.

In Rome, German Foreign Minister Joschka Fischer and Italian Foreign Minister Lamberto Dini agreed to launch a European initiative to seek a "peaceful solution in southeast Turkey" and to bring Turkey closer to the European Union.

An Italian foreign ministry statement said the two ministers had decided to "jointly take up every effort so that Ocalan be brought to justice." Some Italian politicians, including Prime Minister Massimo D'Alema, have called for an internationally guaranteed trial of the Kurdish leader.

"They have hosted me very well, for that reason I thank Italy," Ocalan, known as "Apo," told Med TV.

Italy's refusal to hand over Ocalan, arrested arriving at Rome airport from Moscow on November 12, has led to a diplomatic row with Turkey which holds the rebel chief responsible for the thousands killed in the conflict.

Fearing reprisals by Ocalan's militants and unrest among some 2.7 million Turks and Kurds living in his country, German Chancellor Gerhard Schroeder Friday refused to ask for Ocalan's extradition from Italy.

Some 18,000 Turks took to the streets of Bonn, Berlin, Munich and Nuremberg Saturday to demand that Italy extradite Ocalan to Turkey since Germany's refusal to try him.

German newspapers blasted Schroeder's government saying the decision not to extradite Ocalan showed a stunning lack of courage. They said Schroeder was sending the wrong signal to the world.

Italian newspapers said there was a growing chance the Kurdish leader, considered a terrorist by Turkey, would be sent back to Moscow before Christmas. Italy's defense minister said Friday Ocalan could be expelled to a third country.

Ocalan repeated calls for negotiations with Turkey, but also threatened an escalation of the conflict.

"Come let us sit at the table and find a political solution," he said. "We have allies we trust, if we cooperate with them, who will save you? In that case, you won't be able to find anywhere to hide," he said.

Turkey says its threats of military strikes last month forced Ocalan to flee Syria from where he had directed the guerrillas' armed campaign and seek refuge in Russia before leaving for Italy.

France-Un juge français veut entendre le leader du PKK Ocalan

PARIS, 1er décembre (Reuters) - Le juge antiterroriste français Jean-François Ricard demande l'audition du dirigeant séparatiste kurde de Turquie Abdullah Ocalan détenu en Italie, a-t-on appris mardi de source judiciaire.

Le magistrat, qui a délivré une commission rogatoire internationale en ce sens, souhaite que les policiers italiens interrogent le leader du PKK sur des faits d'extorsion de fonds, précise-t-on de même source. Ce type de demande est transmise *par la voie* diplomatique.

Quatre Turcs d'origine kurde sont poursuivis dans le cadre de la procédure conduite par le juge Ricard: Irfan Balsak, Iskender Kilen, Hasan Nogut et Hasan Genc.

Les deux premiers sont détenus. Ils sont soupçonnés d'avoir soumis des ressortissants turcs installés en France à un racket pour financer le PKK.

La justice française estime à 20 millions FF par an les sommes que le PKK retirerait de ces activités en France.

Plusieurs autres dossiers sont en cours d'instruction.

Abdullah Ocalan a été arrêté le 12 novembre à Rome. L'Italie a refusé de l'extrader vers la Turquie. L'Allemagne a pour sa part refusé de demander son extradition, bien que des poursuites soient engagées contre Ocalan dans ce pays. Allemagne et Italie sont à la recherche d'une solution commune.

D'Alema veut un procès équitable pour le "terroriste" Ocalan

par Steve Pagani

ROME/ANKARA, 1er décembre (Reuters) - Massimo D'Alema, président du Conseil italien, a qualifié mardi de "terroriste" le chef nationaliste kurde Abdullah Ocalan, arrêté en novembre à Rome, et a dit s'employer à le faire juger de façon équitable.

D'Alema, qui s'est rendu dans plusieurs pays de l'Union européenne pour rallier des soutiens dans cette affaire, a aussi souligné la nécessité d'un règlement pacifique du problème kurde.

"Nous avons arrêté ce terroriste et nous nous activons pour le faire comparaître devant un tribunal, pour le traduire en justice, ce que personne ne sait ou ne veut faire", a déclaré le leader italien à la chaîne nationale RAI.

Ocalan, chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) interdit en Turquie, a été arrêté le 12 novembre à l'aéroport de Rome-Fiumicino à son arrivée de Russie, où il aurait passé un mois après avoir été expulsé de Syrie.

L'ayant arrêté, "qu'étions-nous censés faire ?", a dit D'Alema. "Nous voici maintenant devant un problème grave. Nous devons examiner tous les moyens existants pour qu'Ocalan puisse bénéficier d'un procès équitable, et je souligne: un procès équitable", a-t-il ajouté.

L'Italie a dit avoir interpellé Ocalan parce qu'il était visé par un mandat d'arrêt émis en Allemagne en 1990. Mais le chancelier allemand Gerhard Schröder a fait savoir que Bonn ne demanderait pas l'extradition du leader séparatiste kurde, par souci d'éviter des tensions entre Kurdes et Turcs d'Allemagne.

Rome a rejeté une demande d'extradition d'Ocalan présentée par Ankara au motif que sa constitution lui interdit d'extrader un suspect dans un pays où il encourt la peine capitale.

"Malheureusement, la peine de mort a cours (en Turquie) et il n'y a pas de garanties en ce qui concerne les droits de l'homme", a déclaré D'Alema. Propos qui ne sont pas de nature à améliorer les relations italo-turques.

Ankara pour un procès en Italie

Devant le refus de Rome d'extrader Ocalan, Ankara avait d'abord averti les Italiens qu'ils s'exposaient à devenir complices du terrorisme. Mais le gouvernement turc a depuis changé de ton, à la suite semble-t-il d'un échange de vues avec le département d'Etat américain.

Comme à point nommé, le Premier ministre turc Mesut Yilmaz a demandé mardi à l'Italie de juger elle-même Ocalan à défaut de l'extrader vers la Turquie. "Si elle dit ne pas reconnaître nos lois et ne nous le livre pas, qu'elle le juge selon son propre code pénal afin que ses crimes ne restent pas impunis", a dit Yilmaz lors d'un meeting politique à Ankara.

D'Alema et Schröder ont estimé la semaine dernière qu'Ocalan devait être jugé par un tribunal européen ou international - idée qui, selon des journaux, aurait reçu l'appui du Britannique Tony Blair et de l'Espagnol José Maria Aznar. L'avocat d'Ocalan a dit que son client était prêt à comparaître devant un tribunal international parce qu'il pourrait ainsi prouver son innocence.

En l'absence de juridiction internationale appropriée, l'Italie pourrait n'avoir d'autre solution que de juger elle-même le chef du PKK. Un responsable du Conseil de l'Europe a déclaré lundi que Rome pourrait satisfaire aux principes juridiques européens en agissant de la sorte.

Après avoir désigné Ocalan comme un "terroriste", l'Italie serait en peine de justifier politiquement une expulsion de son encombrant prisonnier - ce que réclame pourtant l'opposition italienne de centre-droit.

Une commission du ministère de l'Intérieur doit examiner la demande d'asile d'Ocalan le 22 décembre - extrême limite d'une période de quarante jours durant laquelle sont recevables les demandes d'extradition. D'Alema a dit qu'il respecterait les "conseils et recommandations" de la commission. Mais si celle-ci appuie la demande d'asile, le gouvernement devra décider.

Abordant le problème du séparatisme kurde, D'Alema a déclaré: "Ce n'est pas qu'une affaire de terrorisme, il y a de l'autre côté une répression des droits d'un peuple, répression qui doit cesser à la faveur d'une solution pacifique."

D'Alema est le premier chef de gouvernement italien à avoir fait partie du Parti communiste, qui soutenait la cause kurde.

Turkey's Secularist Armed Forces Warn Politicians

Reuters

ANKARA — Turkey's powerful generals issued a pointed warning Monday to politicians that they should avoid comments that could draw the army into politics.

The warning, from the strongly secularist General Staff, appeared directed at the pro-Islamist Virtue Party. But it reflected broader worries over uncertainty that has followed the collapse of Prime Minister Mesut Yilmaz's government last week.

The General Staff, which has an established role as "guardian" of the secularist order, urged political leaders in a statement to "show the necessary care and sensitivity" in negotiations to form a new government.

"We consider it beneficial that anyone with responsibility should inform the public in the correct way and should avoid statements that could draw the armed forces into politics," said the statement, reported by the state-owned Anatolian News Agency.

"It is out of the question to say the Turkish armed forces likes one party over another."

The statement followed reported comments by Recai Kutan, head of the Virtue Party, on Saturday. The daily newspaper Milliyet quoted him as saying, "I have higher chances than Yilmaz to form the new government" because "I have no worries about the military. We are seeing signs that the military likes the policies of our party."

According to convention, Mr. Kutan, as head of the largest party in Parliament, should be given the first opportunity to form a new government. The General Staff statement could be interpreted by secularist parties as a caution against offering concessions to the Virtue Party for tacit or active backing.

Turkey's armed forces have a history of involvement in politics, carrying out three coups between 1960 and 1980. Pressure from the generals led to the downfall of the country's first Islamist-led government in June last year.

Since then, the Welfare Party, which headed that cabinet, has been banned and officials of the successor Virtue

Party have been prosecuted on charges of violating the constitution.

The General Staff, invoking Mustafa Kemal Ataturk, founder of the secular state, made clear it would not tolerate any flirtation with political Islam. The armed forces, it said, "have shown by consistent behavior and attitudes that they value all contemporary views that comply with Ataturk's principles and reforms that are in line with the basic principles of the constitution."

The National Security Council, meeting Monday afternoon, was expected to discuss efforts to form a government as well as Turkey's dispute with Italy over the fate of the Kurdish separatist Abdullah Ocalan.

Newspapers quoted President Suleyman Demirel, who must appoint someone to form a government, as suggesting that elections brought forward to April should be put back again to 2000 and a broad-based reforming government assembled.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,
TUESDAY, DECEMBER 1, 1998

La Procura contesta la «dimora obbligata» e critica Diliberto: si è intromesso «Apo andava messo agli arresti domiciliari»

ROMA — Troppo blando l'obbligo di dimora, erano necessari quantomeno gli arresti domiciliari. E su questo punto il ministro della Giustizia Oliviero Diliberto non doveva effettuare valutazioni di esclusiva competenza dell'autorità giudiziaria. È questo il senso dell'ordinanza con la quale il sostituto procuratore generale Gianni Malerba, pur rigettando l'istanza del legale della Turchia, ha detto no alla richiesta di presentare ricorso in Cassazione contro l'ordinanza della Corte d'Appello con la quale è stato appunto disposta la misura dell'obbligo di dimora nella capitale per Abdullah Ocalan, il capo del Pkk arrestato appena sbarcato a Fiumicino da un volo da Mosca e che Malerba etichetta come «terrorista».

A sollecitare l'intervento della Procura Generale era stato l'avvocato Augusto Sinagra, lo stesso che

si è rivolto alla Suprema Corte per conto di Ankara. «Il sostituto procuratore generale — ha sottolineato il legale — mi ha dato atto che la Corte d'Appello ha ritenuto di mettere in libertà Ocalan anche se non erano scaduti i 10 giorni dal momento dell'arresto. E che il ministro della Giustizia non aveva chiesto la revoca del mandato di cattura turco».

Nel provvedimento Malerba critica la Corte d'Appello. «Pur tenuta all'osservanza della nota ministeriale che imponeva la revoca della custodia cautelare in carcere, ben avrebbe potuto (e dovuto) individuare e applicare una misura più lieve di quella custodiale ma comunque adeguata al pericolo di fuga e per garantire la consegna dell'estraddan-

do in caso di accoglimento della domanda di estradizione. La motivazione della scelta dell'obbligo di dimora — ha scritto il magistrato — appare, invero, per nulla convincente».

Il giudizio del pg sul leader del Pkk è durissimo. «La valutazione della personalità di Ocalan, da tempo e inutilmente ricercato e accusato di omicidio e di altri gravi reati, avrebbe dovuto indurre all'applicazione della misura più restrittiva al trattamento consentito, vale a dire gli arresti domiciliari, a fronte di un pericolo di fuga reso palese dalla pericolosità del soggetto», ha osservato Malerba. Il quale ha aggiunto: «I crimini ascritti a Ocalan non sono riconducibili a un *modus operandi* di un delinquente che agisca a livello individuale, bensì connessi all'attività di una formazione terroristica paramilitare».

F.Hav.



PIAZZA KURDISTAN Un'immagine dal presidio dei curdi davanti all'ospedale militare del Celio a Roma

Corriere della Sera

MARTEDÌ 1 DICEMBRE 1998

Offensiva diplomatica italo-tedesca per convincere i partner europei
a costituire un Gran Giuri

La Russia non vuole riprendersi Ankara: siete seduti su una bomba a orologeria

Ocalan

ROMA. L'espulsione di Abdullah Ocalan verso la Russia non assomiglia neanche ad un'ipotesi e dunque l'Italia concentra ogni sforzo sulla via d'uscita del processo europeo, ultima possibilità per evitare l'indesiderato giudizio in casa nostra.

Un po' di ossigeno arriva da Strasburgo con la mano tesa del segretario generale del Consiglio d'Europa, Danier Tarschys: «Faciliteremo le discussioni nel tentativo di trovare una soluzione - ha detto - sempre ammesso che tutti gli Stati membri siano favorevoli». Ma poi il responsabile giuridico, Candino Cunha, ha aggiunto: «Il processo in Italia sarebbe regolare».

Le due ipotesi restano sul tappeto: o è l'una o sarà l'altra. Ma sempre di processo si tratterà, come sin dall'inizio pretende Washington «per un terrorista». Roma e Bonn lavorano in queste ore gomito a gomito per raggiungere un'intesa europea.

Il segretario generale della Farnesina, Umberto Vattani, è impegnato in un tour de force in piena regola. Bonn ha chiesto il sostegno di Parigi. Il capo del servizio giuridico, Umberto Leanza, sta facendo la spola fra le principali capitali europee forte del sostegno tedesco (e di alcuni consigli dell'ex Guardasigilli Giovanni Conso).

L'obiettivo è far uscire dalla prossima riunione dei ministri degli Esteri dell'Ue, a Bruxelles il 7 dicembre, una proposta per il Gran Giuri su Ocalan, che sarà affiancata ad una offerta di avvicinamento della Turchia a Bruxelles, per convincere Ankara ad accettare il processo europeo a cui per ora si oppone con tutte le forze. Gerhard Schroeder e Tony Blair hanno già dato l'assenso a Massimo D'Alema ma non basta, serve quello di tutti i Quindici partner. «Questi giorni sono decisivi» riconosce il sottosegretario agli Esteri per l'Europa, Umberto Ranieri, pur ammettendo che il team di penalisti italiani e tedeschi deve riuscire a sciogliere un vero e proprio «groviglio giuridico». I tempi potrebbero non essere così brevi, come dice Tony Blair, ma anche Botteghe Oscure sembra convinta che - espulsione esclusa - al momento non c'è altra strada. Pietro Folena, responsabile Giustizia dei Ds, l'ha scritto ieri sull'Unità e Luigi Colejanni, responsabile Esteri, conferma: «Bisogna cogliere la possibilità di far fare all'Europa un passo importante che anticipa la prossima creazione del Tribunale Penale Internazionale».

Ankara da parte sua rilancia la formula «o ce lo date o lo processate» e la sostiene con pressioni infuocate: il presidente Suleyman Demirel definisce

«offensivo» il comportamento del governo; il premier Mesut Yilmaz ci avverte che trasformerà in «un inferno la vita di Ocalan e della sua gang» in qualsiasi luogo del pianeta; il ministro degli Esteri,

Ismail Cem, dice che siamo seduti sopra «una bomba ad orologeria»; i generali riuniti nell'influente Consiglio di sicurezza nazionale rullano i tamburi della guerra al Pkk e varano «importanti sviluppi in politica estera». Ma a pesare di più sul nostro ambasciatore Massimiliano Bandini è la «forte protesta» turca per il comizio sulla Med-Tv di Abdullah Ocalan che, dalla residenza all'Infernetto, ha lanciato indiscutibili minacce verso Ankara.

Nel rush finale verso il bivio fra processo europeo ed italiano il governo sfiduciato di Yilmaz sembra capace di tutto. «Rischiamo fra i 4000 e 4500 miliardi di ordini» ricorda il presidente di Confindustria, Giorgio Fossa. Altri imprenditori erano stati ancora più espliciti con il ministro del Commercio Estero, Piero Fassino: «Se gli darette l'asilo scordiamoci per almeno dieci anni qualsiasi affare in Turchia». [m. mo.]

LA STAMPA
Martedì 1 Dicembre 1998

Wednesday December 2 11:44 PM ET

Turkey Wants Kurd Leader Returned

ROME (AP) - Italy would consider a trial in a third country for a Kurdish rebel leader Turkey wants extradited, if Rome's proposal for an international tribunal fails, Italy's premier said Wednesday.

Whatever happens, Italy is committed to seeing that Abdullah Ocalan has a "fair" trial, Premier Massimo D'Alema told the Camera of Deputies, which debated the rebel leader's detention in Italy.

Since he was detained at Rome's airport three weeks ago, the Italian government has refused to extradite Ocalan to Turkey because he faces the death penalty there. Turkey's official request for Ocalan arrived on Wednesday, the Italian news agency ANSA reported.

Ocalan also is wanted by Germany, but it has held off on pushing for his extradition out of concern doing so could enflame Germany's large number of resident Turks, including many Kurds.

D'Alema seemed annoyed Wednesday that Germany, which doesn't have capital punishment, didn't take Ocalan off Italy's hands.

Germany's political decision not to push for extradition "can be understood but not taken as an ideal model. It's a comprehensible but not coherent choice," D'Alema said.

If a trial, either in a third country or by an international court isn't feasible, D'Alema said, then Italy would evaluate Ocalan's request for political asylum.

There is strong support for asylum among some members of D'Alema's government, which includes Communists, although it is up to judicial authorities to rule on refuge requests.

Ocalan's Kurdistan Workers Party, known as the PKK, has been fighting for Kurdish autonomy in southeastern Turkey since 1984, in a war that has killed 37,000 and devastated the region.

Bridge over troubled waters

The Bosphorus crossing links Europe and Asia, yet despite their geopolitical importance and long membership of Nato, the Turks batter in vain on Europe's door.

Stephen Bates and Martin Walker ask whether they deserve ostracism from the Brussels club.

IT'S ironic that Vienna of all places should be where next week Europe's heads of government meet to discuss their worsening relations with Turkey. Ever since the Turks first laid siege to the city in 1529 there has been a legacy of misunderstanding, mistrust and mutual incomprehension between them and western Europeans. The choice of Vienna is accidental, to do with Austria's presidency of the European Union but it's apposite: this has been one of the most difficult years for the European-Turkish relationship (a figure of speech which history makes deeply problematical — does Asia really begin over the Bosphorus?).

Following the Turkish government's exasperated decision to end its attempt to join the EU earlier this year after constant rebuffs, a trade war is now threatened over Italy's refusal to extradite the Kurdish guerrilla leader Abdullah Ocalan. Jacques Santer, president of the European Commission, said last week that the EU would stand solid with Italy if Ankara imposed sanctions. Brussels emphasised that not all EU member states necessarily regard Ocalan as a terrorist though his PKK organisation has killed thousands of civilians during a violent 20-year campaign. The Europeans can-

not understand why Turkey should so misconstrue their reluctance to hand over Ocalan without due process of law to a regime which would so like to hang him high (although the death penalty has not been used in Turkey since 1984). And for their part Turks cannot understand why the EU should spurn them in this matter as in their bid to join the European club.

'Twas ever thus. In the dictionary of quotations from Shakespeare to Mozart, Dickens to Gladstone and Lloyd George, the Turks get insulting citations. From Lawrence of Arabia, allegedly raped in the desert, to the movie *Midnight Express* and the fugitive financier Azil Nadir, a contemptuous image has built up around a nation whose people are otherwise acknowledged to be both cultivated and friendly, living in a country with a long and civilised past and an economically dynamic and western-orientated present.

Consult any of the taxi drivers of many of Europe's cities (those who are not themselves Turkish that is) and you will be regaled with hostility to immigrants, all lumped together as Turks or, more insulting still, "shish kebabs". Turkey has been waiting to join the European Union now for nearly 40 years and, for all many Europeans care, could wait another

40. It joined the queue in 1959, way before Britain, but, following a decision at the Luxembourg summit this time last year, it has been placed effectively last. It looks as if it will not get in until after Romania and Bulgaria — countries with much less secure economic and political bases — well into the next millennium.

This is despite Turkey's important strategic position, now no less than in the cold war, controlling water supply to neighbours such as Syria and potentially commanding the likely pipeline routes for the world's next great untapped oil fields in Azerbaijan. Turkey's problem was that its latest bid to join the EU follows the end of the Cold War. As President Suleyman Demirel remarked bitterly: "When the defence of European civilisation [against communism] was

largest army in the alliance — and its pivotal location athwart the Soviet Black Sea fleet's only exit to open seas, explains the long indulgence the country enjoyed throughout the cold war. America's subsequent devotion is based on Turkey's pivotal position in the Middle East, perfectly placed to dominate the eastern Mediterranean and Central Asia. It can launch air strikes and patrols against Iraq, and provide pipeline routes for oil from the Caspian basin that will not have to use the Russian pipeline monopoly. The discreet military co-operation between Turkey and Israel, with joint exercises and freedom to train in Turkish airspace is a second bonus for Washington.

THERE'S a further factor and it's one that Richard Perle, former assistant secretary at the Pentagon, suggests may be the most important of all at a time of American worries about Islamic fundamentalism. "Turkey is a country where most people subscribe to the Islamic faith, but it is a secular state, allied and strategically oriented to the West, with elected civilian governments, democratic procedures, an independent judiciary, free markets and a free press.

"This makes Turkey virtually unique in the Islamic world, and offers an important alternative model of pro-Western democracy to the growing numbers of Arabs who suspect that their countries do not have to be run in the way they have been" (2).

at stake, they didn't say we were Turks and Muslims."

The EC concedes the country is well on the way to qualifying for admission on economic grounds: "Turkey has all the hallmarks of a market economy, possessing a well-developed institutional and legislative framework, a dynamic private sector and liberal trade rules. The economy has considerable potential for growth and has shown great adaptability which has contributed significantly to its modernisation" (1).

Although per capita GDP is only a third of the EU average and inflation was nearing 70 per cent last year, Turkey is growing fast: exports have risen by more than 20 per cent since 1995 and half now go to Europe. Agriculture's share of GNP, a key transitional indicator, is down to 14 per cent. This is despite a loss of trade averaging \$7 billion a year since links to Iraq were cut after the Gulf war. Cutting off the Iraqi oil pipeline alone has cost Turkey \$27 billion since 1991 and a third of its 300,000-strong lorry fleet has had to find alternative work. As a senior EU diplomat remarked: "Turkey has proved a reliable ally internationally. It has adhered to United Nations sanctions despite the cost. It is the world's only real Muslim democracy. It has a large and stable middle class. It is a consumer society. It would be a glittering prize for the EU."

Turkey's participation in Nato — it has the second

Turkey's long wait was not eased when last year Helmut Kohl, the German chancellor, chose a meeting of Christian Democrat leaders in Brussels to announce firmly that as far as he was concerned Turkey could never join the EU. "Turkish membership of the EU is not possible" (3). What he was really worried about was immigration. There are an estimated 2 million Turks living in the EU (out of its population of 11 million Muslims), compared with only 180,000 who have made their homes in the Arab world. One worker in four in the German car industry is Turkish. They have not been made welcome, although there are signs that the new German government is more prepared to look at offering citizenship to some of its Turkish residents. But they have not been a particular burden on social security systems, as recent Belgian figures show.

Only last week Austria's foreign minister Wolfgang Schüssel was telling the Euro-

pean Parliament that no promise could be made — yet as a recent book notes, Turkish workers are “apparently thought good enough to clean the floors in the Commission buildings in Brussels”.

Greece too remains implacably opposed to Turkish EU membership, to such an extent that it may block all enlargement if there is an accommodation with the Turks over Cyprus. It has already done its best to stymie EU aid to its old rival, in contravention of the customs agreement signed three years ago. Turkish occupation of northern Cyprus has given Greece an incentive to oppose Turkish accession; the prospect of (Greek) southern Cyprus joining gives the EU its most knotty single problem.

The Americans and their Nato allies in northern Europe used to be confident that Greek-Turkish strains could be kept under control. In 1990, when the Conventional Forces in Europe Treaty formally ended the cold war, the numbers of tanks and guns on Nato's central front had to be slashed by 40 per cent. Nato shipped almost the lot to Greece and Turkey, just as the Balkan wars

to their north got under way, on the grounds that this would be cheaper than scrapping them. That weapons to be scrapped to seal the peace in central Europe were being shipped to the fringes of a real war zone in the Balkans was an irony lost on the Nato planners.

THE articulation of Turkish interests isn't helped by endemic political instability. (Prime Minister Mesut Yilmaz lost office last week.) With a track record of three coups in the 20 years before 1980 and a strong presence in politics since, the country's armed forces stand ready to intervene again. Only this week the general staff warned politicians to take care. Non-religious parties are strong but unable to coalesce, leaving a gap for Muslim fundamentalism. Observers see recent support for Islamic parties as more of a protest than evidence of religious conversion, a strike against the personal enmities and instability which brought down the coalition government. None of this helps Turkey in presenting a coherent line to the outside world. The country, for all its desire

for European acceptance, has been slow to acknowledge or appreciate genuine concerns, particularly over human and social rights. Its underpaid, corrupt, unaccountable and sometimes brutal police force has, according to EU sources, proved much more effective than Turkey's suave diplomatic service and millions spent on public relations in promoting a certain picture of the country abroad.

It is Turkey's human rights record that gives the EU every opportunity to block membership. The recent EC report was scathing: “The actual upholding of civil and political rights enshrined in the Turkish constitution and law remains problematic. Cases of torture, disappearances and extra-judicial executions are recorded regularly. Freedom of expression is not fully assured and is subject to numerous restrictions . . . many of the cases put into question the effective control and supervision of the security forces.”

It is the reverse side of the great westernisation process inaugurated by Kemal Atatürk, the founder of modern Turkey in the 1920s. He

may have pledged the state to a secular, western future, but he also left a legacy of intolerance of dissent and authoritarianism. Although civilian politicians say they are committed to improving human rights (and headlines in last week's Turkish press over the Ocalan row were promising “Don't worry — we won't hang him!”) the legacy of distrust remains. It won't go away in Vienna.

Sources: (1) European Commission, Regular Report on Turkey's progress towards accession, November 1998; (2) Institute of Strategic Studies conference, Toronto, May 1998; (3) Minutes of European People's Party meeting, Val Duchesse, Brussels, March 4, 1997; see also Nicole and Hugh Pope, Turkey Unveiled, Murray 1997 and James Pettifer, The Turkish Labyrinth, Penguin 1997.

Stephen Bates is the Guardian's European affairs editor and Martin Walker is Europe editor.

Brother of leading Iraqi dissident found dead

Richard Norton-Taylor

THE brother of the leader of an Iraqi opposition group backed by the CIA and MI6 has been found dead in the Jordanian capital Amman, having apparently committed suicide. But his death prompted speculation that he had been killed by agents of Saddam Hussein.

Emad Alawi, aged 55, the brother of Ayad Alawi, who heads the Iraqi National Accord (INA), was found dead on Saturday with a gunshot wound to the head outside his flat.

Jordanian security services

were quoted yesterday as saying there was evidence of suicide. Alawi, a businessman who left Iraq in 1995, was believed to have financial problems. Baghdad is understood to have confiscated his assets as a punishment for his brother's defection.

“Early indications are that it was suicide but we cannot confirm or deny it,” a spokesman for the INA in London said yesterday. He said, although Alawi was not active in the resistance movement, being related to a leader could have made him a target.

The London-based Al-Hayat newspaper yesterday quoted “independent sources” in Jordan as saying he had died in a

way suggesting he was killed by agents on behalf of the Iraqi government.

In his first British newspaper interview, Ayad Alawi — who survived an assassination attempt in London in 1978 — told the Guardian last month: “We understand the power structure in Iraq, and our policy is to break it down so that Saddam will crack.”

While Western intelligence agencies — including MI6 — value the INA's networks, its critics say the group is penetrated by Iraqi agents.

In London yesterday, promoters of Indict, a United States-funded campaign to place President Saddam and 12 of his associates on trial, said they believed the sudden decision by Barzan al-Tikriti, the Iraqi dictator's half-brother, to return to Iraq was prompted by fear of arrest. Mr Barzan recently left his post as Iraq's ambassador to the UN in Geneva.

Ann Clywd, the Labour MP and chairperson of Indict, said: “We believe it is no coincidence that Barzan chose to return to Iraq for the first time in almost nine years, despite his very public feud with Saddam's murderous son, Uday, at just the time that Indict had commenced proceedings against him.”

Indict has recently been given \$3 million (£1.8 million)

by the US Congress. Its press conference yesterday was attended by Ahmed Chalabi, president of the Iraqi National Congress, the most prominent opposition group and rival to the INA.

Ms Clywd said: “As head of Iraqi intelligence, [Barzan] was directly responsible for widespread acts of murder, torture, disappearances, extra-judicial executions, arbitrary detention and rape.”

Apart from President Saddam and his sons Uday and Qusay, Indict's list includes Vice-President Taha Yasin Ramadan and the deputy prime minister, Tariq Aziz.

The London-based Iraqi Communist Party said yesterday that a general named Sami, who it said was a senior officer of protocol in the presidential palace, had been executed on November 19.

● Iraq has failed to meet a UN deadline for handing over to weapons inspectors a document singled out by Bill Clinton when he announced on November 15 that the US would hold off airstrikes if Iraq complied with the UN team. The Iraqi air force's account of chemical munitions used during the Iran-Iraq war was due to be handed over by Monday.

The Guardian Wednesday December 2 1998

Face à la pression d'Ankara, il est grand temps que l'Europe exige un statut acceptable pour les Kurdes.

Refuser le chantage turc

par GÉRARD CHALIAND

La demande d'extradition par la Turquie d'Abdullah Öcalan, dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), actuellement réfugié en Italie, ramène l'attention sur un problème sur lequel le Parlement européen a pris position en 1987 et en 1992 en demandant d'accorder aux Kurdes un minimum de droits démocratiques – notamment culturels – dans le cadre de la République turque. En vain chaque fois.

Cette affaire nous concerne d'autant plus que la Turquie est candidate à l'Union européenne. Il est temps que cette dernière parle d'une seule voix, afin que la Turquie ne puisse plus exercer un chantage économique à l'égard de tel ou tel Etat européen qui a adopté une attitude ou une résolution lui déplaisant. Hier, c'était la France, après la reconnaissance par le Parlement du génocide des Arméniens; aujourd'hui l'Italie, pour avoir refusé de livrer un homme aux mains de tortionnaires. Il suffit de lire le récit hallucinant de l'ancien maire kurde de Diyarbakir, emprisonné durant onze années, pour mesurer les mœurs en vigueur dans les prisons turques.

La Turquie qui condamne le terrorisme pratique systématiquement la torture. Celle-ci, comme le dit le Britannique Paul Wilkinson, est «la forme extrême de la terreur individualisée». A tergiverser, à trop confondre Realpolitik (décrocher les contrats que les voisins perdent) et pusillanimité, l'Europe montre son peu de crédibilité. Pourtant, l'Europe – et non les Etats-Unis, alliés de la Turquie dont ils appuient la candidature à l'Union – est exposée aux conséquences de la politique de l'Etat turc.

Près de trois millions de ressortissants turcs se trouvent en Europe dont peut-être 700 000 Kurdes – ceux-ci émigrant de plus en plus nombreux – dont les rivalités politiques s'expriment dans les pays d'accueil. L'éducation de la haine est remarquablement entretenue par l'ultranationalisme de l'Etat turc comme l'ont montré les manifestations en Turquie à l'encontre de l'Italie. Le centre culturel kurde de Bruxelles a été incendié par l'extrême droite turque. Avons-nous intérêt à ce que l'Europe devienne le champ de ces antagonismes? Pourquoi justice devrait-elle être rendue aux Kosovars (ce qui est légitime) et non aux Kurdes de Turquie? Parce que ce pays est notre partenaire économique et notre allié militaire?

Abdullah Öcalan a été dénoncé par le Premier ministre turc comme «le plus grand terroriste du monde». On ne peut appeler terroriste le représentant d'une organisation qui, depuis quatorze ans, parvient à tenir tête à des forces armées remarquablement entraînées et équipées qui dépassent 250 000 hommes. Techniquement, cela s'appelle une guérilla. Quant à la terreur souvent employée par le PKK, elle est amplement utilisée par les forces turques qui ont davantage de moyens. Le PKK est le produit de la société d'un pays où l'Etat, par son refus de dialogue démocratique – tant à l'égard des Kurdes, des islamistes que de ses oppositions démocratiques –, est lui-même le premier créateur de violence.

Plus de 3 000 villages ont été détruits, soit le tiers des villages kurdes. Deux millions de personnes ont été déplacées dans les zones kurdes vers des centres urbains et environ

quatre millions de Kurdes refoulés vers l'Anatolie occidentale ou centrale afin de déterritorialiser le problème kurde. Des escadrons de la mort ont assassiné des centaines de Kurdes, parmi les élites capables d'offrir une alternative démocratique. La majeure partie des 30 000 morts de cette guérilla a été victime des forces de l'ordre turques.

On ne peut se débarrasser du problème kurde en le ramenant à un problème de terrorisme. Cette insurrection fait suite à des dizaines d'autres dont les plus importantes ont eu lieu en 1925, 1930, 1937. Elles sont la conséquence du fait qu'officiellement, entre 1924 et 1991, l'Etat ne reconnaissait pas l'existence des Kurdes en Turquie mais parlait de «Turcs montagnards». Le cas est unique au monde. Il a fallu attendre la guerre du Golfe, au moment où, au début de 1991, l'Irak pouvait éclater, pour que le Premier ministre de l'époque, M. Özal, annonce, non sans arrière-pensées (récupérer la province de Mossoul), qu'il y avait en Turquie douze millions de Kurdes, soit 20 % de la population du pays.

On ne peut pas non plus se débarrasser du problème kurde en accusant le PKK de narcotrafic. L'épaisseur sociale du problème kurde depuis des décennies dépasse le problème de la drogue dans un pays qui est devenu, avec la complicité des plus hautes instances de l'Etat, une des plaques tournantes internationales du trafic de la drogue. L'actuel Premier ministre n'est-il pas sur la sellette pour ses relations avec la mafia. Prétendre faire juger Öcalan par une cour internationale (pourquoi pas les dirigeants d'autres mouvements insurrectionnels dans le monde?) revient à juger l'Etat turc et ses pratiques dont le PKK n'est qu'une des conséquences.

Il est grand temps que l'Europe exige qu'un statut acceptable soit proposé aux Kurdes dans le cadre de la République turque et que l'Union n'accepte plus quelque chantage que ce soit venant de l'Etat turc sur des problèmes relatifs aux droits de l'homme. En revanche, elle pourrait contribuer à un règlement équitable de la question kurde. Si l'Europe a besoin d'un partenariat étroit avec la Turquie, cette dernière a encore plus besoin d'une Europe qui coopère avec elle ●

Gérard Chaliand est écrivain. Dernier ouvrage: «L'Atlas du millénaire. La mort des empires, 1900-2015» (avec J.-P. Rageau), Hachette, 1998.

Le PKK prend modèle sur les Irlandais et les Basques

L'extradition d'Abdullah Öcalan vers la Turquie semble de plus en plus improbable

Abdullah Öcalan a été assigné à résidence vendredi 20 novembre dans la capitale italienne, huit jours après son arrestation à l'aéroport de Fiumicino. Il n'a pas le droit de quitter Rome, et doit communiquer à la police tous ses déplacements dans la capitale.

Une décision vigoureusement dénoncée par la Turquie. Le porte-parole du ministre des Affaires étrangères, Necati Utkan, a affirmé qu'«une transformation de l'Italie en base du terrorisme en raison de la présence du PKK dans ce pays est contraire aux intérêts du peuple italien». «Quelle différence y

a-t-il maintenant entre l'Italie et la Syrie, qui avait accueilli Abdullah Öcalan dans une villa sur son sol pendant dix ans?», s'est interrogé le ministre de la Défense Ismet Sezgin. Son collègue de la Justice, Hassan Denizkurdu, a affirmé pour sa part que «l'Italie deviendrait un Etat terroriste si Rome accordait l'asile politique à Öcalan». «Il n'y aurait alors plus de relations entre la Turquie et l'Italie», a-t-il affirmé. Quant au premier ministre Mesut Yılmaz, il a menacé vendredi 20 novembre l'Italie de «l'hostilité éternelle» de la Turquie et de lui faire

«payer un prix lourd», après la décision de la Cour d'appel de Rome d'assigner à résidence Abdullah Öcalan. «L'Italie, qui veut faire la paix avec le terrorisme, risque de s'attirer l'hostilité éternelle de la Turquie. (...) Le gouvernement italien continue de commettre des erreurs. Toute erreur aura un prix lourd et l'Etat turc est capable de le faire payer», a déclaré M. Yilmaz.

La note commence d'ailleurs à être quelque peu salée pour Rome, puisqu'on ne compte déjà plus les sociétés italiennes soumises au boycott des administrations et des entreprises turques : cela va de Pirelli (pneumatiques) à Olivetti (photocopieuses), en passant par les tours en Italie annulés par les agences de voyage turques, ou les chaînes de télévision italiennes dont la diffusion sur le câble a cessé en Turquie.

LA RÉACTION DE L'UNION EUROPÉENNE

Le président du Conseil italien, Massimo D'Alema, a qualifié lundi 23 novembre ces appels au boycott d'«actes illégaux commis contre les intérêts italiens. Les boycotts à caractère commercial sont interdits par les conventions internationales», a-t-il souligné, avant d'ajouter que cette question intéressait «avant tout la commission européenne».

Le président de la Commission européenne, le Luxembourgeois Jacques Santer, a déclaré justement mardi 24 novembre que la Turquie encourt des mesures de rétorsion de la part de l'Union européenne, si elle décide un boycott officiel des produits italiens. «Un boycott (...) constituerait à notre avis une violation claire de nos accords» avec la Turquie, et l'UE pourrait alors «légitimement» prendre «des mesures de rétorsion», a déclaré M. Santer.

Revenant sur l'attitude de la Turquie, Massimo D'Alema estime dans une lettre publiée lundi 23

novembre par le *Corriere della Sera*, qu'«il est dommage que les autorités turques n'aient pas encore profité de cette opportunité pour trouver une solution pacifique à un conflit long et sanglant, sur le modèle de ce qui s'est passé en Irlande du Nord ou au Pays-Basque». L'Italie souhaite «une solution pacifique et non militaire de la question kurde fondée sur le refus de la violence, sur la reconnaissance des droits du peuple kurde et le droit de la Turquie à la sécurité». «Solidaire des revendications pour les droits du peuple kurde, l'Italie n'est pas hostile à la Turquie et au peuple turc. Nous voulons soutenir la Turquie dans sa démarche européenne», souligne M. D'Alema. «Ce n'est pas seulement le terrorisme du PKK qui déchire l'Etat turc, mais aussi la violation systématique des droits de l'homme par les forces de sécurité turques», affirme M. D'Alema, avant d'ajouter que l'Europe «combat le terrorisme, mais refuse aussi la répression brutale, la torture, l'assassinat des opposants, l'emprisonnement illégal et tous les autres moyens pour étouffer la liberté».

LE CHANGEMENT DE STRATÉGIE DU PKK

Quant à Abdullah Öcalan, dont le lieu de résidence est tenu secret, il n'est accompagné selon la police italienne que par son traducteur dans ses déplacements. Il accorde des entretiens aux journaux italiens. A *La Repubblica*, il déclare : «Nous avons abandonné le terrorisme et nous sommes prêts pour un accord de paix. Ma présence témoigne d'un changement dans la stratégie du mouvement national kurde.» Dans son interview à *L'Unita*, il compare le combat de son peuple à celui des Irlandais et des Basques, qui ont opté pour des moyens pacifiques pour résoudre leurs conflits. «Nous voulons

être reconnus comme Kurdes par l'introduction de lois démocratiques», a-t-il déclaré.

Et alors que les manifestations de soutien se poursuivent tant à Rome qu'un peu partout dans le monde, le leader du PKK a demandé au peuple kurde de cesser le mouvement de protestation et les immolations par le feu. «Je ne veux aucune conduite qui puisse rejaillir négativement sur le peuple kurde», a-t-il déclaré.

Dans un entretien publié lundi 23 novembre par le quotidien allemand *Frankfurter Rundschau*, le leader du PKK déclare vouloir «informer les gouvernements européens sur une république vieille de 75 ans, qui s'appelle démocratie mais se livre en réalité à des appels politiques haineux». «Dans ces entretiens il faudra aussi mettre le rôle de l'Europe et la responsabilité des gouvernements sur le tapis», a-t-il ajouté. M. Öcalan a souhaité qu'une conférence internationale se penche sur les rapports entre le PKK et la Turquie, qualifiant de «grande injustice» qu'Ankara «dise ouvertement qu'il n'y a pas de problème kurde et essaie d'arriver à cela par des actes d'extermination». Le leader kurde a souligné sa volonté de «contribuer à une solution juste, pacifique et démocratique» du conflit, et a assuré que le cessez-le-feu décrété par le PKK le 1^{er} septembre dernier était «toujours en vigueur». «La poursuite des combats armés ne dépend pas nécessairement de notre volonté. Y a-t-il une autre possibilité que de se défendre face à une puissance qui ne reconnaît pas un cessez-le-feu unilatéral ?» s'interroge le leader du PKK, plutôt optimiste d'ailleurs sur son avenir politique : «Je ne pense pas que l'Italie va m'extraire vers la Turquie ou l'Allemagne», conclut Abdullah Öcalan. ●

US bottom line: Ocalan is terrorist, should be brought to justice

HARUN KAZAZ

The United States, which has taken a strong stand against outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) head Abdullah Öcalan since the beginning of the current Italian crisis, indicated on Tuesday that it was continuing to work to ensure that Öcalan is brought to justice.

Responding to a question of whether the United States supported a proposal for an international court trial for Öcalan, U.S. State Department spokesman James Rubin said: "We are continuing to work with Turkey, Italy, Germany and the international community to ensure that Öcalan is brought to justice for the terrorist crimes he is accused of in a manner consistent with international standards for due process and domestic legal requirements. As we have said, our main priority is that he face justice. We will continue to work with Italy, Germany and Turkey to achieve that end."

Referring to a technicality, Rubin stated: "We understand that there is an obligation under the European Convention on the Suppression of Terrorism to submit the terrorism charges for domestic prosecution if he is not extradited. That is in Italy. We do want this to be resolved."

Elaborating on the idea of some kind of international trial for Öcalan, Rubin explained: "The idea you mentioned is one I know people are wrestling with. For now, we want to make clear that our bottom line is that he [Öcalan] should face justice. Beyond saying that, I don't have any new views to communicate to you."

Answering another question on whether or not the United States wants to resolve Turkey's Kurdish issue using the PKK or Öcalan's case, Rubin said, "This is a terrorism case to us," adding: "It may be a lot to a lot of other people and may have a lot of other meaning to a lot of other people. But to the United States, where terrorism is one of our highest priorities, we consider this a terrorism case. When a terrorist is responsible for the killing of innocents, they should face justice. That is the way we view it."

Mme Mitterrand demande le jugement ou l'expulsion de l'ambassadeur turc

Jeu 03 Déc 98 - 18h36 GMT

PARIS, 3 déc (AFP) - Mme Danielle Mitterrand a demandé aux autorités françaises de juger ou d'expulser l'ambassadeur de Turquie en France, Sonmez Koksak, estimant sa responsabilité engagée dans la répression contre les nationalistes kurdes.

Cette demande est exprimée dans un communiqué signé, notamment, d'organisations dont la veuve du président François Mitterrand est la présidente: France-Liberté et le Comité international pour la libération des députés kurdes emprisonnés en Turquie (CILDEKT).

Le texte, parvenu jeudi à l'AFP, rappelle que Sonmez Koksak était, avant de prendre son poste à Paris, le chef du service de renseignement turc (MIT). Il a occupé cette fonction de 1993 à 1997, période pendant laquelle ce service, selon le texte, a participé à "la politique d'élimination physique des élites intellectuelles kurdes suspectées de nationalisme".

Les organisations signataires demandent aux autorités françaises "de lever son immunité diplomatique" afin "qu'il puisse répondre devant la justice des crimes commis sous son autorité par sa police ou à défaut de le déclarer non grata et de l'expulser".

Le gouvernement grec dénonce la « solidarité » de la France avec la Turquie

Théodore Pangalos a rencontré Hubert Védrine

LE MINISTRE GREC des affaires étrangères, Théodore Pangalos, est venu à Paris, lundi 30 novembre, pour dire vertement ce qu'il pense des positions françaises sur certains sujets sensibles pour Athènes, comme le budget européen, les rapports avec la Turquie ou la question de l'adhésion de Chypre à l'Union européenne. S'exprimant devant des journalistes avant de rencontrer son homologue Hubert Védrine, M. Pangalos a regretté que la France soit « depuis deux ans à la pointe de la solidarité avec la Turquie »; il a laissé entendre que cette attitude pouvait être motivée par les convoitises envers le marché turc

de l'armement: « Je n'ose pas croire que les Français font dépendre leur politique de promesses de contrats turcs. »

« D'abord, je suis fatigué d'entendre dire que la Turquie est un partenaire important. La Grèce est pour la France un partenaire plus important que la Turquie en termes de commerce et d'investissements », a affirmé M. Pangalos. A propos de Chypre, il s'est élevé contre « l'absurdité du raisonnement français », qui considère la réunification de l'île comme un préalable à son adhésion à l'Union européenne. Les déclarations des dirigeants français en ce sens « encouragent, selon lui, l'intransigeance de la par-

tie turque », qui ne veut ni d'un règlement de la question chypriote ni de l'intégration de l'île à l'Union et qui ne répond à aucune proposition de négociation. Le langage bourru de M. Pangalos n'aura pas convaincu Hubert Védrine, qui réaffirmait, juste après leur entretien, qu'« une solution politique à la division de Chypre faciliterait grandement le problème de l'adhésion de Chypre à l'Union ».

Le ministre grec estime néanmoins qu'« il ne faut pas donner une configuration militaire à la question chypriote ». Prenant ses distances vis-à-vis du projet des Chypriotes grecs de s'armer de missiles russes, au grand dam d'Ankara, il estime que ce serait « fournir un argument à l'oligarchie turque ». Il laisse entendre que, même s'ils quittent la Russie le 15 décembre, ces missiles pourraient en fait ne jamais parvenir à Nicosie.

LE PROBLÈME KURDE

Sur le cas d'Abdullah Öcalan, le leader du PKK arrêté en Italie et dont Ankara réclame l'extradition, M. Pangalos ne se prononce pas: « Il faut voir ce qu'il a fait, quels

crimes on lui reproche. » Mais il suggère une conférence internationale sur le problème kurde: « J'ai dit au moins une trentaine de fois à mes partenaires européens qu'il fallait discuter du problème kurde. »

Enfin, M. Pangalos était venu chercher une meilleure compréhension de Paris sur la question du budget européen pour les années à venir. Il récuse l'idée d'une limitation globale des dépenses de l'Union: « Je ne vois pas pourquoi il faudrait soulager le budget communautaire, qui ne représente pas plus que 1,27 % du PIB de chaque pays. » Il s'en prend au projet d'élargissement à l'Est: « C'était une opération politique: on a commencé à voir les difficultés en entrant dans le concret. » Il s'indigne des « chiffres faramineux » parfois évoqués (« les Polonais nous parlent de dizaines de millions de dollars ! ») et s'étonne qu'on « ne connaisse toujours pas la facture ».

LE MONDE

/ JEUDI 3 DÉCEMBRE 1998

Règlement à l'amiable: Ankara paye 1 million de francs à deux plaignants

STRASBOURG, 4 déc (AFP) - Le gouvernement turc a accepté de verser 1,02 million de francs (environ 182.000 dollars) au total aux parents de deux hommes "prétendument tués par les forces de l'ordre après avoir été torturés", a annoncé vendredi le Conseil de l'Europe dans un communiqué.

Ce règlement à l'amiable met un terme à une procédure judiciaire engagée au niveau européen en décembre 1994 par le père de l'un des deux tués et le frère de l'autre. Les deux décès remontent à mai 1992.

Les deux victimes avaient été arrêtées avec trois amis par des gendarmes dans l'est de la Turquie, où les forces de sécurité turques et des rebelles kurdes se livrent depuis plusieurs années une lutte sanglante. Les cinq corps avaient été retrouvés par la suite près du lieu de l'arrestation.

Des traces de torture avaient été décelées et le procureur de la République avait estimé que les victimes, d'abord couchées au sol sur le ventre, avaient été tuées ensuite par des balles tirées dans la tête.

Le gouvernement turc avait alors soutenu que des armes se trouvaient dans leur voiture et que les cinq personnes avaient été tuées lors d'un affrontement entre les forces de l'ordre et un autre groupe composé de "terroristes", selon Ankara.

Selon le gouvernement, une enquête sur cette affaire est en cours devant le procureur de la République près de la Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir.

Ankara a cependant accepté de verser 510.000 FF à chacun des requérants.

A me però ricorda Arafat

COLLOQUIO CON JONATHAN C. RANDAL - DI MARCO SCIALOIA

L'Espresso

3 dicembre 1998

«S e Arafat è oggi un leader politico universalmente riconosciuto, allora bisogna provare ad accettare anche Ocalan e cominciare a dialogare con lui». A parlare così è Jonathan C. Randal, dal '69 corrispondente di guerra del "Washington Post", specialista di Medio Oriente, autore di "I curdi", un libro pubblicato recentemente da Editori Riuniti.

Lei ha incontrato Abdullah Ocalan di persona?

«Sì, gli ho parlato a lungo nel '91, in una sua casa-rifugio a Damasco. All'epoca era un uomo molto sicuro di sé, con una punta di arroganza, assolutamente disposto a sacrificare nella lotta migliaia di giovani reclute addestrate in un campo della Bekaa nel Libano. Appariva convinto di essere l'unico leader curdo duro e puro: guardava con un certo disprezzo ai capi delle altre fazioni, soprattutto Massud Barzani e Jalal Talabani, che considerava compromessi e compiacenti con i governi di Iraq, Iran e Turchia».

Negli anni successivi è cambiato?

«L'esperienza sul campo l'ha maturato. E convinto che sia necessario spostare il problema curdo dalla guerriglia alla politica».

Si tratta di un terrorista che ha fatto compiere attentati contro civili, o di un combattente per la libertà del suo popolo?

«Credo ambedue le cose. Certamente è colpevole del massacro di insegnanti, poliziotti, rappresentanti dello Stato turco con le loro famiglie. Terrorismo sì, ma nel contesto di una guerra per la riconquista della propria patria. Comunque non è il primo terrorista a volersi trasformare in uomo politico: per restare al Medio Oriente, basti ricordare Begin e Arafat. Ocalan ha fatto crescere e imposto il suo partito, il Pkk, con tutti i mezzi. Ma è anche vero che l'esercito turco ha cacciato dal sud-est del paese due milioni di curdi».

La promessa di Ocalan di deporre le armi può essere credibile?

«Nel '93 ha offerto ad Ankara un cessate il fuoco, ma il suo appello venne rifiutato. E la primavera scorsa, quando a sorpresa si è detto disponibile ad accettare alcuni compromessi, lo stato maggiore turco ha risposto duramente "non trattiamo con i banditi". Credo che oggi Ocalan desideri realmente spostare la sua lotta sul piano politico, ma il problema non è solo di vedere se ne sarà capace, bensì se i turchi lo accetteranno come interlocutore».

Il Pkk rappresenta realmente il popolo curdo in cerca di patria?

«Se si parla di tutti i curdi, ovviamente non c'è solo il Pkk. Nel Kurdistan iracheno e iraniano esistono, primi tra tutti, l'Upk di Talabani e il Pdk di Barzani. Ma per quello che riguarda il Kurdistan turco, il successo più importante del partito di Ocalan è di aver portato avanti la rivolta per 15 anni, di aver mobilitato tutta la popolazione curda in Turchia e di aver imposto al governo turco il problema curdo: che dai tempi di Atatürk, Ankara aveva occultato».

Madeleine Albright sostiene che Ocalan va estradato in Turchia perché «criminale responsabile di assassinii politici» e perché il Pkk controlla il cartello europeo dell'eroina. Che ne pensa?

«In Turchia gli Stati Uniti hanno indispensabili basi militari: parte della loro politica nel settore è influenzata da ciò. Che il Pkk pratici il terrorismo è anche vero, ma non risulta che abbia compiuto continui attentati in luoghi pubblici, come l'Ira Irlandese: eppure si conosce l'atteggiamento conciliante di Washington nei confronti dei terroristi d'Irlanda. Perché? Per favorire una soluzione politica, ma anche perché la minoranza irlandese in America è molto vasta e pesa».

E la droga?

«Non vi sono dubbi che il sud-est della Turchia, cioè il Kurdistan,



OSTRACISMO DA CLINTON. Jonathan C. Randal, autore di una monografia sui curdi: «Pkk non è solo terrorismo»

sia terreno di traffici. Che coinvolgono non solo il Pkk, ma soprattutto potenti gruppi mafiosi e ampi settori dello stesso governo turco. Se n'è avuta una riprova un paio d'anni fa, quando vicino alla cittadina di Susurluk, in una macchina che aveva avuto un grave incidente, vennero trovati documenti sul traffico di eroina e quattro persone morte o ferite: due capimafia, un alto funzionario del ministero dell'Interno e un capoguerriero curdo venduto ad Ankara, che lo finanziava per guidare un gruppo privato di killer anti-curdi. Dall'inchiesta risultò che l'organizzazione era responsabile di più di mille assassinii di militanti del Pkk e di altri gruppi. A proposito di questa sporca vicenda, che dimostra come in Turchia vi sia un partito della guerra disposto a tutto, il primo ministro Mesut Yilmaz ha parlato di "madre di tutte le disgrazie"».

Come mai Ocalan ha deciso di rifugiarsi in Italia dopo essere stato isolato ed espulso, prima dalla Siria e poi da Mosca?

«Lo scenario più realistico è quello che vede la volontà e le pressioni statunitensi all'origine della vicenda. Bill Clinton, la primavera scorsa, si è accorto che i suoi avversari repubblicani al Congresso stavano montando una campagna per accusarlo di non fare abbastanza al fine di rovesciare Saddam Hussein e creare un'opposizione locale al tiranno. Allora ha deciso di reagire: e ha capito che non era possibile mettere in sella un'opposizione irachena a Saddam senza il consenso unitario dei due capi curdi della zona, Barzani e Talabani. I quali però, in conflitto tra loro, si facevano una guerra che ha provocato più di quattromila morti. Clinton quest'estate li ha invitati a Washington e sotto la sua tutela gli ha fatto firmare un accordo di pace e un progetto per creare una forza unitaria nel Kurdistan iracheno».

Ocalan è stato escluso?

«Certamente, perché Barzani e Talabani servono ai disegni statunitensi in Irak, mentre Apo, che combatte contro Ankara, non è utile. Anzi, crea gravi problemi, visto che Clinton non ha nessuna intenzione di inimicarsi i turchi. Così l'amministrazione Usa ha deciso che bisognava diversificare l'immagine di Barzani e Talabani da quella di Ocalan. Hanno ottenuto di farlo espellere da Siria e Russia. Per Washington è una pedina su cui non si può puntare».

L'Europe laisse l'Italie empêtrée dans l'affaire

Procès en Italie ou devant une improbable juridiction internationale, expulsion ?

Le sort promis au dirigeant kurde suscite une polémique croissante

à Rome. Massimo D'Alema a annoncé que la cour d'appel prendra, le 22 décembre,

« les mesures les plus adéquates pour assurer la sécurité d'Öcalan »

Öcalan

ROME

de notre correspondant

Que faire d'Abdullah Öcalan ? Depuis l'arrestation, le 12 novembre à l'aéroport de Fiumicino, du chef du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), les autorités italiennes ne cessent de se poser la question. Officiellement le dirigeant kurde est libre de ses mouvements depuis que la Cour d'appel de Rome a annulé, le 20 novembre, son ordre d'arrestation. Il est néanmoins contraint de ne pas quitter la capitale et vit discrètement dans une villa de la banlieue d'Ostie, sous le contrôle d'importantes forces de sécurité. Ses supporters ont finalement suivi ses recommandations et mis fin à leur sit-in permanent sur le mont Celio, pour appuyer sa demande de droit d'asile.

Depuis, l'Italie a constaté avec quelque amertume qu'elle devait seule trouver une solution à cette question qualifiée de « *délicate mais non dramatique* » par Massimo D'Alema, le président du conseil.

L'Allemagne tout d'abord : Bonn avait formulé un mandat d'arrêt international contre Abdullah Öcalan puis s'est refusé à demander son extradition, afin de ne pas provoquer de remous au sein des importantes communautés turques et kurdes vivant sur son territoire. Un choix que

le président du conseil italien comprend mais qui « *ne peut être pris comme un modèle cohérent de comportement* », a-t-il fait remarquer mercredi 2 décembre.

La Russie ensuite, sollicitée par Lamberto Dini : le ministre des affaires extérieures italien - qui s'est rendu à Moscou, lundi 30 novembre - a essuyé un refus poli du Kremlin de reprendre ce colis encombrant expédié par Moscou. Quant aux autres nations européennes, elles ont fait part de leur compréhension, et pour certaines de leur solidarité, mais se sont bien gardées de se mettre plus en avant. On aurait aimé du côté de Rome un peu plus de soutien.

Trois semaines après son arrestation, l'Italie a désormais compris qu'il lui fallait se débrouiller seule. Massimo D'Alema affirme que son pays est parfaitement capable de gérer cette difficulté et que « *nous en sortirons la tête haute* ». Et ce, même si cette affaire délicate a déjà provoqué des polémiques avec l'opposition et suscité des voix discordantes au sein de l'exécutif sur la façon de régler la question. A tel point que Massimo D'Alema a dû mettre le holà, afin que le gouvernement parle à l'unisson.

Quoi qu'il en soit, en dépit de tout ce qui a pu être dit, les autorités ita-

liennes avaient le devoir de procéder à l'arrestation d'Abdullah Öcalan pour la simple et bonne raison qu'un pays membre de l'espace Schengen - dont l'Italie fait partie - réclame son arrestation, en l'occurrence l'Allemagne. « *Un comportement inapproprié aurait eu comme conséquence un prix très élevé pour la crédibilité de l'Italie* » a fait remarquer Massimo D'Alema.

IMMIGRATION

Désormais, il convient d'attendre le 22 décembre, échéance fixée par la Cour d'appel pour la demande d'extradition aujourd'hui improbable et ensuite « *prendre les mesures les plus adéquates pour assurer la sécurité d'Öcalan et sortir de cette situation d'incertitude* », a indiqué le chef du gouvernement. Comment ? Soit par l'expulsion, soit par le droit d'asile accordé à « Apo ». Mais la commission chargée d'examiner la requête ne se réunira qu'après l'échéance du 22 décembre et à condition qu'une demande en bonne et due forme soit présentée, ce qui n'est pas encore le cas. En attendant cette date, Massimo D'Alema souhaite que le chef kurde, dont l'extradition est réclamée, en vain, par Ankara, soit traduit devant une cour internationale, qui reste à créer. Comme il semble peu probable

qu'elle se constitue rapidement en dépit des efforts des autorités italiennes, Abdullah Öcalan pourrait être jugé par un pays tiers, comme l'a suggéré Massimo D'Alema en prenant comme modèle le procès de Lockerbie, sur la base de la convention de Strasbourg de 1972.

Parallèlement, l'Union européenne devrait prendre une initiative, afin de trouver « *une solution pacifique* » à la question kurde qui la concerne directement pour deux raisons. Tout d'abord parce que la Turquie est candidate à l'entrée dans l'Union et qu'il ne s'agit donc pas « *d'une interférence dans les affaires intérieures turques* ». Ensuite, parce que l'immigration kurde, qui continue d'affluer sur les côtes méridionales de l'Italie, « *constituent un danger pour la sécurité interne des pays européens* ».

Quelles sont les chances de pouvoir juger Abdullah Öcalan et de mettre en route un processus de règlement du conflit kurde ? Massimo D'Alema ne l'a pas précisé. Sa ligne de conduite est, pour le moment, de se conformer de la manière la plus rigoureuse possible aux lois du pays et aux règles internationales en vigueur en espérant que de leur application pourra sortir une solution.

Michel Bôle-Richard

Autour des 22 joueurs de Galatasaray-Juventus, 35 000 spectateurs et 22 000 policiers

ISTANBUL

de notre correspondante

Match nul un but partout : les Turcs sont déçus, mais l'honneur est sauf. Mercredi soir, le duel de Ligue des champions de football entre Galatasaray, le club d'Istanbul, et la Juventus Turin avait le poids d'un « *match du siècle* ». Il s'agissait, pour une Turquie humiliée et frustrée par l'attitude de l'Italie dans l'affaire Öcalan, de prendre sa revanche sur le terrain sportif. Comble d'ironie, le club stambouliote compte parmi ses supporters avoués le dirigeant du PKK Abdullah Öcalan lui-même !

Ce match aurait dû avoir lieu mercredi 25 novembre, mais l'UEFA (Union européenne de football) avait décidé de le reporter pour des raisons de sécurité, quand la colère populaire contre Rome poussait les manifestants nationalistes turcs à brûler le drapeau et à boycotter les produits italiens, ce qui n'avait pas calmé l'irritation, bien au contraire.

Que le match se déroule sans incident était dès lors une question d'honneur pour la Tur-

quie, désireuse de faire preuve de son hospitalité proverbiale. Depuis une semaine, médias et autorités se relayaient pour faire passer le message : la meilleure façon, pour Ankara, de se faire entendre, était d'assurer le déroulement normal du match.

Reçus avec des fleurs à l'aéroport d'Istanbul, les joueurs du club italien ont eu droit à des mesures réservées aux chefs d'Etat. Escortés par des centaines de policiers, survolés par un hélicoptère, ils ont été transférés à leur hôtel en un long convoi qui comprenait également une équipe de pompiers !

5 000 POLICIERS SUR LES GRADINS

Policiers, gendarmes et soldats - au total 22 000 membres des forces de sécurité, dont 5 000 en civil répartis dans les gradins - ont été déployés pour maintenir le calme parmi les 35 000 spectateurs qui avaient pris place dans les gradins malgré la pluie. Non sans avoir été fouillés soigneusement et dépouillés de leurs pièces de monnaie, briquets et... téléphones portables, tous susceptibles de devenir des projectiles. Les supporters trop agités

ou paraissant éméchés n'avaient tout simplement pas franchi le tourniquet d'entrée. Les alentours du stade Ali Sami Yen, situé dans un quartier commercial du centre d'Istanbul, avaient été fermés au trafic pendant la majeure partie de la journée.

Le duel s'est finalement déroulé dans une atmosphère bon enfant, au son des tambours, qui avaient défilé dans la ville durant la journée, donnant à Istanbul une atmosphère festive. Bruyants, passionnés, les spectateurs de Galatasaray n'ont pas failli à leur réputation de supporters enthousiastes. Si le choc causé par le premier but, marqué par les Italiens, a fait taire un moment les chants, les slogans ont vite repris de plus belle. Et lorsque Suat, à la dernière minute, a égalisé, le stade tout entier a été secoué d'une explosion de joie. Un but partout, le résultat permet aux deux équipes de sauver la face. Et de revenir, après une heure et demie d'intermède sportif, à la crise diplomatique qui reste pendante entre Ankara et Rome.

Nicole Pope

L'implacable ascension du Parti des travailleurs du Kurdistan

L'organisation armée ne rassemblait, il y a vingt ans, qu'une quinzaine d'étudiants activistes

EN 1978, la Turquie, plongée dans les « années de terreur », voit des affrontements à répétition se produire entre des groupuscules de la gauche radicale et des natio-

ANALYSE

Le refus turc du compromis a fait le lit de la formation la plus extrême

nalistes, qui feront plus de 6 000 morts. C'est sur ce terrain de violence qu'émerge, cette année-là, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Ils sont, à l'époque, une quinzaine d'étudiants de l'université d'Ankara, indifféremment kurdes ou turcs, dont Aki Karer, Mehmet Hayri Durmus, Abdullah Öcalan, dit « Apo » (l'oncle), et sa femme, Kesire Yildirim.

ADEPTES DU MARTYR

Marxistes-léninistes, appelant à la « libération des Kurdes du jour turc », les « Apocular » (« Apoistes », du surnom de leur chef, « Apo »), adeptes de la lutte armée, commencent à s'attaquer, non sans succès, à la formation nationaliste concurrente, le KUK (les « Libérateurs du Kurdistan »). Peu avant le coup d'Etat militaire de 1980, « Apo », qui a purgé quelques mois de prison pour « apologie du séparatisme », quitte la Turquie pour Damas. Au Liban, alors en pleine guerre civile, ses combattants sont entraînés dans les camps palestiniens de l'OLP. Après leur expulsion, en 1982, la Syrie lui offrira un sanctuaire, tantôt dans sa capitale, tantôt dans la plaine libanaise de la Bekaa. Et ce, jusqu'à son exfiltration vers Mos-

cou, le 10 octobre de cette année.

Partis de rien, les militants de la première heure, adeptes du martyr au nom de la création d'un « homme nouveau », voient leurs rangs gonfler rapidement. Bien structuré, le PKK compte aujourd'hui 10 000 à 15 000 militants aguerris. Il jouit d'une bonne logistique militaire, possède de multiples associations culturelles dans la diaspora, une branche islamiste (l'Union des religieux patriotes du Kurdistan), un « parlement kurde » en exil, des quotidiens (*Politika*, *Demokrasi*), une chaîne de télévision (*Med TV*, diffusée de Londres et regardée dans tous les bidonvilles d'Anatolie), une vitrine politique, (le parti Hadep, héritier du DEP interdit et dont quatre députés sont emprisonnés depuis 1994) et de multiples représentations, en Europe, dans les pays de l'ex-URSS et au Moyen-Orient.

Le « *basbakan* » (président) Öcalan n'est, quant à lui, pas regardant sur les moyens. Purges internes, rackets, allégeance sans faille au chef sont de règle. Le culte de la personnalité au sein de l'organisation n'a d'égal que la soumission totale à l'aga, le chef du clan, pilier, avec les confréries religieuses, du système social traditionnel kurde, largement maintenu dans sa féodalité par le pouvoir central.

Prônant ouvertement la violence jusqu'en 1993, au nom de la création d'un Etat kurde, le PKK est, selon les officiels turcs, responsable de l'assassinat d'une cinquantaine d'instituteurs turcs, de nombreux massacres de civils et de trafic de drogues. « Entre 1992 et 1995, 360 personnes, dont 39 femmes et 76 enfants, ont été massacrés par le PKK », déplore

Human Rights Watch, une organisation de défense des droits de l'Homme proche du département d'Etat américain.

Si la nature violente et totalitaire du PKK est réelle, il semble que les responsabilités dans les massacres de civils soient largement partagées et le décompte sujet à caution. Ainsi, l'Etat met en place au Kurdistan turc, dans les années 80, le système des « protecteurs de village » (miliciens kurdes pro-gouvernementaux). Environ 56 000 villageois (ils étaient 15 000 en 1989) sont actuellement payés et armés par Ankara. Le plus souvent, leur *aga* touche les soldes et les redistribue au gré de ses préférences, quand il ne redev pas au PKK les armes qu'il a reçues pour le combattre, comme en font état de nombreux témoignages.

Dès 1984, les villages kurdes sont donc classés par l'administration en « *allié* » ou « *hostile* ». En 1987, dans le village d'Ikikaya, non loin de Yüksekova - surnommée « *Heroïn city* » en raison du trafic intense qui y est organisé, tant du côté du PKK que des militaires turcs -, 27 personnes de la tribu Oramar, classés « *pro-kurdes* », sont massacrés pour avoir refusé de fournir des protecteurs de villages.

POPULATION CIVILE EN ÉTAU

La population civile, prise en étau entre la guérilla et la contre-guérilla d'une armée massivement présente au Kurdistan turc, est la plus malmenée. Et si les militaires, tout en annonçant périodiquement « *en avoir fini avec le terrorisme* », mettent désormais l'accent sur la nécessité d'un développement économique intensif

pour cette région (en 1992, elle ne recevait que 4 % des investissements, tandis que 70 % de son épargne allait à l'ouest du pays), l'état de délabrement économique est tel qu'il pousse des milliers de jeunes ruraux dans les bras du PKK. La revendication nationaliste jouit d'une forte audience au Kurdistan. Les jeunes sont d'ailleurs les premières victimes du conflit. Selon le bilan le plus récent donné par les officiels turcs, la guerre entamée depuis 1984 entre l'armée et le PKK a fait 31 000 morts, dont 17 878 rebelles, 4 660 civils, 3 835 soldats, 247 policiers et 1 218 « protecteurs de village ».

En refusant toute possibilité de compromis sur la reconnaissance des droits - ne serait-ce que culturels -, à sa minorité kurde (entre 12 et 15 millions d'individus), l'Etat turc a, paradoxalement, fait le lit de la formation la plus extrême, marginalisant toutes les autres. En 1993, le président Özal avait, dit-on, tenté d'approcher secrètement le chef du PKK. Sa mort, quelques mois plus tard, réduisit ce projet à néant. Sous la gestion de celui qui choqua l'opinion en reconnaissant un jour publiquement que sa grand-mère ne parlait que le kurde, un léger assouplissement s'était produit.

A son instigation, l'usage privé de la langue kurde a été toléré en avril 1991. Son enseignement reste toutefois banni. Au président Özal qui lui exprimait son projet d'autoriser l'usage du kurde en privé, un député de sa propre formation, l'ANAP (le parti de la mère Patrie), lui avait répondu : « *Qu'est ce que le séparatisme ? Sinon parler le kurde dans les cafés ?* »

Marie Jégo

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, DECEMBER 5-6, 1998

Turk Is Accused

PARIS — Human rights groups asserted Friday that Turkey's new ambassador to France ran a secret political police force before his appointment and asked France to either put him on trial or expel him.

The groups said that Ambassador Sonmez Koksak, who arrived in Paris a few months ago, had been head of Turkey's MIT intelligence organization between 1993 and 1997. He "helped carry out the policy of physically eliminating

Kurdish intellectuals suspected of nationalism," the critics charged.

Danielle Mitterrand, widow of former President Francois Mitterrand and head of France Libertes, said at a news conference that Mr. Koksak, as head of the MIT, was "guilty of the death of thousands of innocent Kurdish intellectuals, lawyers, writers, journalists and union leaders."

A spokesman for the Turkish Embassy declined to comment on the allegations but said of Mrs. Mit-

terrand: "She is always saying whatever comes into her head."

In addition to France Libertes, groups joining in the protest included the International Federation of Human Rights, the International Committee for the Liberation of Kurdish Deputies Imprisoned in Turkey and the MRAP anti-racism organization. (Reuters)

*A Parigi il responsabile della Farnesina torna sul caso del leader curdo
all'assemblea della Ueo*

Dini: "Processeremo Ocalan" *Ma la vedova Mitterrand insiste: "Dategli l'asilo politico"*

di FRANCO FABIANI

PARIGI — Ocalan avrà un processo giusto. Con pieno diritto alla difesa. Ovunque il processo venga celebrato: in Europa — lunedì a Bruxelles i ministri comunitari discuteranno del caso — o in Italia che sia. Ipotesi quest'ultima che Lamberto Dini si guarda bene dall'escludere. «Stiamo lavorando a una soluzione insieme ai tedeschi» ha detto ieri nella capitale francese all'Assemblea parlamentare dell'Ueo (Unione dell'Europa occidentale), dalla quale ha preso commiato al termine dei 12 mesi di presidenza italiana. Negli stessi termini, Dini ha risposto a Danielle Mitterrand, la vedova dell'ex presidente francese che presiede la Fondazione "France liberté", che si occupa di informare governi e opinione pubblica occidentale del dramma curdo, un impegno che ha creato non pochi problemi al marito, quand'era capo dello Stato ed esposto alla collera del governo di Ankara, intollerante anche verso Parigi.

Danielle Mitterrand vuole venire in Italia per incontrare Ocalan e seguire da vicino la sua vicenda. A Dini ha detto che l'arrivo in Italia di Ocalan è «un regalo» un'occasione che consente di portare finalmente alla ribalta internazionale il dramma di un popolo. La signora Mitterrand ha perorato la causa del leader del Pkk e si è detta a favore della concessione dell'asilo politico. Non apprezza l'idea del governo italiano di un processo internazionale sia pur «serio ed equo». Non sarebbe una buona idea. Tanto più che in un processo del genere i turchi non consentirebbero al dibattimento di evadere dalle accuse contro Ocalan e il suo partito e la repressione violenta dei turchi nel Kurdistan non vi avrebbe alcuno spazio.

La risposta di Dini è stata precisa e franca. La lista dei capi d'accusa contro Ocalan «è tale che non permette di far rientrare il suo caso nelle regole per la concessione dell'asilo politico». Le vie d'uscita dalla delicata vicenda sono quindi soltanto due: o un Tribunale internazionale, oppure, dopo il 22 dicembre, lasciarlo in libertà perché in Italia non ha commesso delitti, e mandarlo via come clandestino. Nello stesso momento in cui perorava la causa di Ocalan, la signora Mitterrand lancia una clamorosa iniziativa, chiedendo alle autorità governative di processare o espellere l'ambasciatore di Turchia a Parigi, Sonmer Koksak, ritenuto come uno dei responsabili della repressione contro i nazionalisti curdi. La fondazione "France liberté" afferma che Koksak fu capo della polizia politica turca (Mit) dal 1993 al 1997, periodo in cui questo servizio ha partecipato alla «politica di eliminazione fisica delle élites intellettuali curde sospette di nazionalismo».



Danielle Mitterrand

Nei suoi interventi all'Ueo, Dini aveva anche risposto alle critiche avanzate da una deputata turca all'assemblea dell'Ueo che lamentava la mancata risposta dell'Italia alle richieste di Ankara. L'Italia «comprende quanto intensi siano i sentimenti turchi verso il Pkk che ha scelto di perseguire obiettivi politici con la violenza e con atti di terrorismo. D'altra parte l'Italia è anche il primo paese che ha arrestato Ocalan. Ciò non è stato fatto da paesi vicini alla Turchia (allusione alla Siria e alla Russia) che lo hanno ospitato ben sapendo che la Turchia lo stava ricercando con un mandato di cattura internazionale. Questo riconoscimento «deve essere dato all'Italia e un riconoscimento ancora maggiore deve essere dato al nostro paese se riuscirà a istruire un processo in uno dei paesi europei, incluso il nostro».

la Repubblica

VENERDI 4 DICEMBRE 1998

Monday, December 7, 1998 Published at 03:05 GMT

BBC NEWS

World: Europe

Ocalan offers testimony on Pope assassination



Ocalan says the Pope's assassin has not told the truth

The Kurdish separatist leader, Abdullah Ocalan, who is under house arrest in Italy, has said he is prepared to testify about the attempt to kill the Pope in 1981, and the unresolved murder in 1986 of Swedish prime minister, Olaf Palme.

In an interview with the Italian newsagency ANSA, Mr Ocalan accused the then Turkish military government of collusion in the killings. He said he had no formal proof who carried out the attacks but intended to talk to investigators about the situation in Turkey after the 1980 military coup.

"I don't know details nor do I have specific evidence on the two bloody attacks," he said.

Since his arrest in Rome last month Mr Ocalan has been the focus of a growing diplomatic crisis between Italy and Turkey which is seeking his extradition on charges of terrorism.

Criminal collusion

In the interview with ANSA Mr Ocalan said collusion between the

generals, extreme-right nationalists and Islamic forces in the 1980s led to the release of many criminals who were linked to the nationalist group, the Grey Wolves.



Ocalan's arrest has sparked protests across Europe

He said all of these people were released to carry out "special tasks". They included Mehmet Ali Agca, who is serving a life sentence in an Italian jail for attempting to kill the Pope.

A year after his arrest Mr Agca said that Russia and Bulgaria hired him, although he later recanted, saying he acted alone. Italian courts have since ruled there was no evidence of Soviet-bloc involvement.

Mr Ocalan said Mr Agca "never told the truth about the attack on the Pope", but he dismissed as fabricated, suggestions that his guerrilla movement, the PKK, was involved in the Palme killing.

Arrest warrants

Both the Turkish and German authorities have issued warrants for Mr Ocalan's arrest. However, under Italian law he cannot be extradited to Turkey because the death penalty is in force there, and the German Government has decided not to pursue his extradition for fear of upsetting Germany's large Turkish and Kurdish population.

But the BBC's correspondent in Rome, Frances Kennedy, says the likelihood of Mr Ocalan being granted political asylum is now looking slim, and the Italian Government is seeking to have him tried by some sort of international court.

In a separate statement released to German radio, Mr Ocalan the PKK leader welcomed Italy's proposal that an international court try him. However, he said such a tribunal would have to establish who was to blame for the deaths of thousands of people during the long war between the Kurdish separatists and the Turkish Government.

The Italian opposition meanwhile is calling for the immediate expulsion of Mr Ocalan.

Ocalan: "Processatemi pure ma aiutate il popolo curdo"

di MARCO ANSALDO

ROMA — «Sono disposto a sottopormi a un processo. Potrebbe essere in Italia, come in Olanda o in Austria. Basta che non si affronti solo il mio caso personale, ma l'intero problema curdo. L'Italia può giocare un ruolo fondamentale per far concentrare l'Europa sulla questione del Kurdistan. E l'Occidente convochi una conferenza internazionale. Voglio che la guerra che la Turchia sta facendo contro di noi sia investigata. Furono i generali a far evadere Ali Agca, che non ha mai detto la verità sull'attentato al Papa. Mi piacerebbe fermarmi a Roma, ma non voglio crearvi problemi e non starò qui con la forza». Abdullah Ocalan rivela i dettagli

della sua battaglia politica, e lo fa aprendo le porte della casa alla periferia di Roma dove da due settimane è sottoposto all'obbligo di dimora. Non è lui ad aprire, beninteso. Il benvenuto lo danno due atletici agenti armati fino ai denti che sottopongono chi incontra il leader del Pkk a una meticolosissima perquisizione. Niente macchine fotografiche, niente registratori, e anche la penna viene accuratamente esaminata prima di accedere al salottino dove tra poco comparirà Ocalan. Da fuori, mentre cala il buio, dietro una palma compare la sagoma di un uomo mascherato che imbraccia un mitra. Sopra, il fucile di un cechino assicura che la polizia sta facendo buona guardia. Dentro, è praticamente una



Militari di Ankara durante un'operazione nella Turchia orientale

LUNEDÌ 7 DICEMBRE 1998

la Repubblica

centrale di polizia, fra computer, fax, radio, microfoni, satellitari azionati da un gran numero di agenti in borghese.

Poi compare Ocalan, sorridente, vestito con giacca, camicia azzurra e cravatta a fiori. Spegne il televisore dove c'è una partita del campionato di calcio francese. È più giovanile dell'immagine data dalla tv. Solo le basette sono un po' imbiancate, lo sguardo è attento e vivo. Ai piedi indossa un paio di calze grigie da tennis, griffe italiana, e sandali tedeschi. Al polso un orologio d'oro, che non guarderà mai nelle due ore di intervista. Non sono permessi apparecchi, ma lui registrerà da sé le sue risposte azionando un portacassette. Ci sono due interpreti, e un agente fisso alla porta con la radio accesa. Davanti, un inquietante armadio a triplo specchio. Il leader del Pkk, tranquillo, offre del té. Lontano, si ode un continuo latrare di cani.

Abdullah Ocalan, che cosa chiede all'Italia?

«Domanda molto importante, che riguarda il motivo per cui sono venuto qui. Vede, il mio non deve essere considerato solo come il caso Ocalan. Ma sono qui perché il problema curdo diventi un caso internazionale».

Oggi l'Europa si riunisce sul suo caso.

«È una riunione molto delicata. Io dico che i ministri devono considerare tutto il problema. In Kurdistan c'è una guerra. Questa è una questione europea».

Ma anche turca. Come commenta il cambio della guardia ad Ankara?

«Hanno scelto Ecevit come premier. Perché? E irregolare, è con-

tro la Costituzione. Il primo partito è infatti quello della Virtù. Così i militari hanno indicato un loro uomo».

Che cosa teme?

«Se parliamo del processo, che la Turchia e gli Usa soprattutto cercano di impostarlo su di me, dicendo: è un terrorista. Ma l'Italia può giocare un ruolo importante».

Come?

«Arafat è venuto a Roma prima di fare l'accordo con Israele a Oslo, e poi a Washington. Spero che il vostro paese possa fare da ponte fra me e l'America. Con l'Italia come leader l'Europa può intervenire».

Un processo dove si parla anche dell'Olanda.

«Perché non l'Austria, allora?»

E l'Italia?

«I curdi che vennero in massa qui avevano riposto grandi speranze sull'Italia».

Cioè?

«Fosse per me io preferirei l'Italia, penso però alla mia gente. Per loro non sono solo Ocalan, ma un simbolo, una speranza. La gente si brucia per me, pure i giovani, anche se l'ho proibito».

È una pressione forte?

«È molto difficile, un livello di pressione inimmaginabile. Ho una grande responsabilità, ma mi batto per loro».

Dunque, il processo...

«Lo spirito del processo sarà decisivo, il suo meccanismo, i giudici, il procuratore, il dove e il quando».

Sta preparando le valigie da qui, allora?

«No, l'Italia mi piace. Preferirei lavorare con i vostri politici sulla questione curda. Ma non starò qui con la forza, non voglio porre pro-

blemi, se necessario me ne andrò».

L'Italia propone di processare lei, e poi di affrontare la questione curda.

«Sarebbe un approccio sbagliato e pericoloso. È come tagliare la testa dal corpo del movimento. È un'idea dell'America. Insomma, io sono da 20 anni il leader del Pkk, l'ho creato, fondato, ho combattuto. Ma l'ho fatto per la causa curda. Non si possono separare le cose. Se si farà questo, la Turchia non verrà mai al tavolo della discussione».

Ma lei è un terrorista o un patriota?

«La questione, come ho detto, è più ampia. Non bisogna personalizzare il problema. È ovvio, la guerra ha delle ragioni, delle regole. Non voglio scappare da un processo che sia equilibrato. Mi chiamano terrorista: ma come si può rispondere a uno Stato fascista come quello turco che ammazza di botte la gente per strada? Noi non cerchiamo la violenza, ma una legittimazione politica».

Però l'elicottero con 15 soldati l'avete tirato giù voi nei giorni scorsi. La tregua non c'è più.

«Quella dei turchi era un'operazione militare. O pensa che stessero andando a fare un picnic? Noi stiamo solo facendo operazioni difensive. Al prossimo Congresso del Pkk, in primavera, deciderò anche la futura strategia politica».

Senza di lei il Pkk appare diviso. Pare che abbia eletto un successore, Murat Karayilan.

«È un ottimo comandante, ma il presidente sono sempre io, e il Pkk è più forte di prima perché ora ha un obiettivo più chiaro».

La Turchia quando sarà pronta a una soluzione politica?

«Ci sono alcuni ambienti nella società, e anche fra i militari, che vedono con favore una soluzione. Cerco di fare leva su loro. Nessuno li vede, nessuno li sente, ma io so che ci sono e mi rivolgo a loro».

Che cosa rivelerà ai giudici sull'attentato al Papa?

«Ali Agca non ha mai detto la verità: in Turchia si crearono incredibili collusioni tra i generali, il nazionalismo dell'estrema destra e l'islamismo, che portarono alla scarcerazione di criminali legati ai lupi grigi, come Agca e Oral Celik. Tutti costoro uscirono con compiti ben precisi».

Su questo punto, ieri il giudice Priore che sta indagando sul caso ha detto che dietro la disponibilità di Ocalan ad essere ascoltato potrebbe celarsi il proposito di rimanere in Italia.

Il Pkk è anche sul banco degli accusati per l'omicidio del premier svedese Olof Palme.

«Su questo caso nessuno sa ancora nulla. Le accuse contro il Pkk sono strumentali».

Che cosa sta leggendo in questi giorni?

«Un bellissimo libro sulla storia dell'antica Roma. È come se in questo momento vivessi anch'io quegli stessi avvenimenti».

Ammira qualcuno dei grandi italiani del passato?

«Garibaldi, il suo coraggio militare è incomparabile. E poi Gramsci, perché il modello politico che proponeva è tutt'oggi importante. E anche Machiavelli, uno stratega politico finissimo. Tutte e tre sono per me un grande punto di riferimento».

«Il mio partito è più forte di prima nonostante le voci di divisioni al suo interno»

TURKEY REJECTS COUNCIL OF EUROPE INITIATIVE FOR APO

FM Cem tells Dini that bringing up the issue at the Council of Europe is 'politicizing a judicial matter'

NAZLAN ERTAN

Brussels/Ankara- Turkish Daily News / December 9, 1998

Turkey expressed Tuesday its objection to taking the matter of Abdullah Ocalan to the Council of Europe, saying such a move would "further politicize" a subject that should remain in the judicial field.

The Turkish position, expressed by Foreign Minister Ismail Cem comes after increased Italian efforts to use a 1972 Council of Europe convention enabling the transfer of criminal court procedures to signatory countries. Italy, however, has not signed the convention.

Under this convention, if a certain country is unable or unwilling to carry out a criminal court case on its territory, as Italy appears to be with the Ocalan case, the case might be transferred to a signatory country -- provided that

there is agreement by all sides concerned. Italy was poised to raise the question this week at the meeting of the Council of Europe in Strasbourg.

"Trial in a country other than Italy is something we stand against," Foreign Minister Ismail Cem said Tuesday after a two-hour bilateral meeting with his Italian counterpart Lamberto Dini on the fringes of the NATO foreign ministers meeting in Brussels.

Cem said that either transferring the court case to another country or discussing the matter with the hope of evoking the 1972 convention would "give way to politicizing a matter which should remain in the judicial field."

Cem also pointed out that Turkey's consent was necessary for "transferring the Ocalan court case to a signatory country of the 1972 agreement."

Dini, however, in a joint press conference with Cem said that he hoped the Council of Europe would be able to point out a "procedure" to bring Ocalan before a court.

"Our position is that Ocalan should be brought before a court of justices for the crimes he is alleged to have committed," Dini said, describing Ocalan's Kurdistan Workers' Party (PKK) as a "political movement that used terrorist methods."

The two ministers, despite their claims of a "positive exchange of views" remained sharply divided over the matter. While Dini concentrated on the "urgency of bringing Ocalan before a court anywhere," Cem appeared concentrated on "trying Ocalan in Italy or in Turkey."

"Turkey has the right and the obligation to try a Turkish citizen," Cem said, adding that Italy should not be used as a trampoline to terrorism.

Dini has previously said that if an international tribunal is not established for Ocalan, Italy will have to deport him.

Ocalan on Council of Europe agenda

Despite Turkey's repeated assertions that an initiative on Ocalan within the Council of Europe will not help, on Tuesday Italy put the issue on the council's agenda.

Speaking at the Delegates Committee meeting, which convened on behalf of the Ministers Council, Italy's representative at the council, Antonio Furi Purini, suggested a debate on the Ocalan crisis under the title, Cooperation on Struggling Against Terrorism.

The Delegates Committee members decided to discuss the matter at their session on Thursday.

NATO adopts wording on terrorism

Back in Brussels, Turkey used the opportunity of the NATO foreign ministers meeting to bring up the question of terrorism and call for solidarity against it.

In both oral and written statements to the NATO ministers, Turkey reminded NATO countries of the necessity to cooperate against terrorism. NATO'S final declaration, meanwhile, included a paragraph on terrorism, saying that NATO reiterated its condemnation of terrorism, which threatened peace and stability in the region and the territorial integrity of states.

The declaration also expressed NATO's determination to combat terrorism in accordance with "international commitments and national legislations."

EU unable to agree on text for Ocalan

The European Union foreign ministers, whose meeting in Brussels Monday went into late hours, ended up by abandoning the idea of making a declaration on Ocalan. An earlier "three-point declaration" announced by the Austrian presidency, was killed at the last minute.

The declaration made by Austria -- supported by Italy and Germany -- reiterated the EU's position against terrorism, support for the way Italy treated

the Ocalan problem in line with its domestic laws and support for an international court to try Ocalan.

Yet, around midnight, it was announced that that statement would remain a presidency declaration, as other members have argued that the Ocalan issue, brought on the informal agenda, did not merit an EU declaration.

Speaking to journalists around midnight, Austrian Foreign Minister Wolfgang Schussel said that the EU had to be realistic and that the setting up of an international court was not a simple process.

"Ocalan is not our job," Schussel said. "But we think that the matter should be solved through bilateral and multilateral contacts and that Ocalan should be brought before an international court of justice."

Schussel stressed that the EU was not in a position to decide how Ocalan would be tried or where an international tribunal for him should be set up.

Holland opposes Ocalan's trial there

Meanwhile, Dutch Foreign Minister Jozias van Aartsen has rejected proposals from Italy and Germany that an international tribunal is set up for Ocalan in the Netherlands, Dutch press reports said on Tuesday. The proposal was conveyed to him during the meeting of European Union foreign ministers in Brussels on Monday. EU term president Austria gave support to the suggestion from Rome.

The Dutch foreign minister has reportedly told his counterparts that other international tribunals functioning in the Dutch city of The Hague were based on United Nations agreements and the resolutions of the U.N. Security Council, while the situation in the Ocalan case did not have such a legal basis. He has also maintained that Italy and Germany had put forward the Netherlands option in an attempt to avoid their own legal obligations to try him.

Ocalan's villa raided

In a separate development, Italian police has raided the home in Rome where Ocalan is being kept under house arrest, seizing documents and notebooks.

The raid was carried out on the orders of Italian and French courts in connection to allegations of PKK extortion activities and drug-trafficking. Also on Monday, Ocalan was questioned by a French magistrate in Rome who is investigating extortion attempts by the PKK against Kurdish residents in France.

L'UE soutient le projet de traduire Ocalan devant un tribunal européen

BRUXELLES, 7 déc (AFP) - Les Quinze se sont prononcés lundi en faveur du jugement du chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan, par un "tribunal européen ou international", a annoncé un porte-parole de la présidence autrichienne de l'UE.

De son côté, le ministre italien des Affaires étrangères, Lamberto Dini, a indiqué que l'Italie et l'Allemagne s'efforcent de mettre sur pied un "procès équitable avec la pleine possibilité de se défendre" pour juger le chef du PKK. La faisabilité d'un tel procès sera examinée mardi au Conseil de l'Europe, a-t-il précisé.

Si le procès s'avère impossible à organiser, l'alternative serait une expulsion du chef kurde "car il est entré

en Italie illégalement", a ajouté M. Dini.

Le cas Ocalan a été évoqué par les ministres des Affaires étrangères des Quinze réunis à Bruxelles, qui ont rédigé un communiqué dans lequel ils ont réitéré leur soutien à l'Italie "pour la manière dont elle a traité ce cas dans le cadre de sa législation", a indiqué le porte-parole de Wolfgang Schuessel, ministre autrichien des Affaires étrangères.

Les Quinze ont également tenu à indiquer que "l'UE appuie la lutte contre le terrorisme, y compris celui du PKK", a-t-il ajouté.

Lors du déjeuner des ministres, les ministres italien et allemand ont exposé à leurs collègues la façon dont ils entendaient tenter de régler le cas Ocalan par un procès. Des experts des deux pays se sont réunis ces jours derniers pour évaluer les possibilités.

Selon leur analyse, une procédure pourrait être engagée sur la base sur deux conventions du Conseil de l'Europe, l'une de 1977 contre le terrorisme et l'autre relative aux procès pénaux se déroulant dans un autre pays, datant de 1972.

La possibilité de traduire en justice Abdullah Ocalan dépend encore de plusieurs conditions: d'abord un feu vert du Conseil de l'Europe qui doit examiner mardi la faisabilité du procès dans le cadre de ces conventions. Ensuite, il faudra l'accord de la Turquie, membre du Conseil de l'Europe et qui réclame l'extradition d'Ocalan. Enfin, resterait à trouver un pays disponible pour accueillir le procès, pays qui devrait être signataire et avoir ratifié les conventions.

Les faits reprochés à Abdullah Ocalan relèvent du terrorisme, a souligné M. Dini, qui a réaffirmé que "ce n'est pas un problème bilatéral, mais un problème qui regarde l'Europe".

Le ministre italien a indiqué qu'il doit avoir un contact bilatéral avec son homologue turc ce mardi à Bruxelles en marge d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN.

M. Dini a précisé qu'il espérait avoir une réponse avant le 22 décembre, date-butoir du point de vue de la procédure italienne. Il a précisé que le chef kurde ne peut être extradé vers la Turquie ou l'Allemagne, et qu'il serait donc expulsé s'il ne peut être jugé, l'Italie considérant qu'il est entré illégalement dans le pays. Abdullah Ocalan, assigné à résidence à Rome, s'est dit prêt à comparaître devant un tribunal international, dans un entretien à la chaîne allemande ZDF dimanche.

Le chef du PKK, en rébellion armée contre Ankara, a été arrêté le 12 novembre à Rome, en vertu de deux mandats d'arrêt, l'un turc, l'autre allemand, et assigné à résidence près de Rome en attendant que soit examinée sa demande d'asile politique.

Le chef du parti pro-kurde Hadep entame une grève de la faim

Lun 07 Déc 98 - 16h11 GMT

ANKARA, 7 déc (AFP) - Le président du parti (pro-kurde) de la Démocratie du Peuple (Hadep) Murat Bozlak et ses principaux dirigeants ont entamé lundi une grève de la faim pour protester contre leur détention et "les pressions" exercées sur leur parti, a annoncé le Hadep dans un communiqué.

M. Bozlak est emprisonné à Ankara depuis la mi-novembre, lorsque qu'il avait été arrêté avec plus de 700 militants pro-kurdes, dans toute la Turquie, qui avaient manifesté leur soutien au chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, assigné à résidence près de Rome. La plupart d'entre eux ont par la suite été libérés.

Dimanche, des responsables et militants du Hadep avaient annoncé qu'ils entamaient une grève de la faim pour demander la libération de leurs dirigeants et la fin des "pressions de l'Etat turc" sur leur parti.

Plusieurs membres du Hadep ont été condamnés par des tribunaux turcs pour liens présumés avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) d'Ocalan, qui mène une rébellion armée dans le sud-est de la Turquie depuis 1984. Les violences liées à cette rébellion ont fait quelque 31.000 morts.

Le Hadep a obtenu quelque 4,5% des voix lors des dernières élections législatives en Turquie en 1995. Il n'est pas représenté au Parlement faute d'avoir franchi la barre des 10% des voix.

Turks Fear the Ghost of Sevres Treaty

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — European leaders are focusing new attention on the 14-year Kurdish insurgency in Turkey, and many Turks believe their interest can be explained with a single word. It is a word that burns in the Turkish psyche, even though few non-Turks have ever heard it: Sevres.

"I don't like to say this, but some European countries are longing for a revival of Sevres," Prime Minister Mesut Yilmaz asserted recently. "All these efforts are in vain."

Mr. Yilmaz is serving as a lame duck until a new government can be formed, but his designated successor, Bulent Ecevit, holds the same view. In a warning to European countries that they must not shield Kurdish rebels, he said, "Their ambition for a new Sevres will not be fulfilled."

The Sevres Treaty of 1920, named after the French town where it was signed, ordained that much of what is now Turkey be divided among foreign powers. Its most valuable and productive regions were apportioned to Greece, Italy, France and Armenia, with the strategic Bosphorus and Dardanelles put under international control.

Turkey was left only with Ankara and a swath of land around it, much of it mountainous and inhospitable.

That treaty, imposed on the dying Ottoman Empire, set off a burst of patriotic outrage among Turks. Their empire had been shrinking steadily for more than a century, and they considered Sevres their final humiliation.

Under the leadership of Mustafa Kemal Ataturk, they rose up in rebellion and defeated foreign armies in a spectacular series of battles. In 1923, a new treaty was signed in Lausanne recognizing Turkey's new power and scrapping Sevres.

With the Sevres treaty dead, most of the world forgot it. Turks, though, did not. Many are convinced that the world is still plotting to dismember Turkey. They see every claim for regional or cultural autonomy, including those put forward by Kurdish nationalists, as means to this end. Turkish historians and sociologists call this belief "the Sevres syndrome."

This fear was revived again last month, when the principal leader of Kurdish rebels, Abdullah Ocalan, was arrested in Italy. Not only has Italy refused to extradite him, but some political leaders there and in other countries are showing sympathy for his cause. Many Turks believe that their hidden agenda is to create a Kurdish state in southeastern Turkey, thereby ripping the country apart as envisioned at Sevres.



THE WARM-UP — Foreign Minister Eric Derycke of Belgium, left, with his Finnish counterpart, Tarja Halonen, on Monday before an EU meeting in Brussels to prepare for the summit talks in Vienna this week.

Mr. Ocalan lived in Syria for years, obscure and all but friendless. Turkish leaders thought they had won a great victory earlier this year when they forced Syria to expel him. But suddenly

they find themselves on the defensive.

By turning up in Rome, Mr. Ocalan has become a European figure. His cause is being debated more widely than it ever was while he was living clandestinely in Damascus.

"We want to do the same as the Basques and the Irish Republican Army," he told an interviewer in Rome a few days ago.

This stance is unbearable to many Turks, who consider Mr. Ocalan a terrorist guilty of heinous crimes. They are outraged that some Europeans are treating him as a potential peacemaker.

"He calls himself a guerrilla, but what could he do when his people were being systematically killed?" said Danielle Mitterrand, widow of the former French president and a longtime supporter of the Kurdish cause. She said that if Mr. Ocalan were put on trial, Turkish generals should be put on trial alongside him.

Cardinal Achille Silvestrini of Rome said of Mr. Ocalan: "If so many Kurds are coming to support him, then it cannot be simply a terrorism issue. It is a European issue."

Members of the European Parliament have called for an international conference on the Kurdish issue, a suggestion Turkey rejects unconditionally.

As a way of showing their fury at Italy for refusing to extradite Mr. Ocalan, Turks have done everything from burning Italian neckties to boycotting pizzerias. Signs raised at some of these protests carry slogans like "Turkey Will Never be Divided" and "No to Sevres!"

Some commentators have begun warning that such protests may not be the best way to persuade foreigners that Turkey is mature enough to resolve its Kurdish problem.

"I wonder if it would be useful for us to remember Ataturk's style," Zulfu Livaneli, a columnist, wrote in an Istanbul newspaper this week. "Even in the worst days of the war, he did not directly oppose Western powers even though they were trying to divide Turkey. He did not curse anyone or trample on anyone's flag or fall into the trap of anger or hysteria."

"We are afraid of Sevres," Mr. Livaneli wrote, "but we don't learn from the man who put Sevres in its grave."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, DECEMBER 8, 1998

Le Monde

MARDI 8 DÉCEMBRE 1998

Les Kurdes, au passif de l'héritage d'Atatürk

DE PIERRE LE GRAND à Deng Xiaoping en passant par le khédivé égyptien Mehmet Ali et l'empereur japonais Meiji, une série de grands hommes, ou réputés tels, se sont employés à occidentaliser de force leur pays. Aucun d'eux n'a été aussi loin dans son entreprise que Mustafa Kemal Atatürk, dont une marée humaine vient d'envahir, pour le 60^e anniversaire de sa mort, le grandiose mausolée.

A entendre les muezzins appeler comme autrefois à la prière en arabe, à voir tant de femmes voilées, à constater la vigueur des formations islamistes, à apprendre que le gouvernement Yılmaz a été renversé par le Parlement pour « *abus de pouvoir et liens occultes avec les milieux mafieux* », il doit certes prendre à celui qui aimait se faire appeler le « Gazi » (le Victorieux) des envies de se retourner dans sa tombe. Faut-il en conclure que le kémalisme, en réalité, n'est plus qu'un souvenir ? Assurément non. *Cumhuriyet*, le grand journal d'Istanbul, a raison d'écrire que, pour ses compatriotes, aux prises avec une situation économique difficile et une corruption généralisée, il fait plus que jamais figure de modèle.

Il est vrai que tous ses émules étrangers ont finalement échoué, et que, de l'Afghanistan au Soudan et à l'Algérie, l'intégrisme sévit aujourd'hui sous ses pires aspects. Mais l'essentiel de la marque qu'Atatürk a imposée à son pays semble indélébile. Personne d'ailleurs n'y parle sérieusement de remettre son œuvre en question. Et il n'y a qu'en Turquie que le dirigeant du parti intégriste a pu faire alliance, sans que personne parmi ses partisans s'en choque, avec une femme aussi visiblement occidentalisée que Tansu Çiller, économiste *made in USA*.

Sans Atatürk, sans la guerre tenace qu'il a menée contre le sultan auquel le traité de Sèvres avait imposé, en 1920, dépècement et vassalisation, il n'y aurait plus de Turquie digne de ce nom. Alors qu'aujourd'hui, elle est redevenue une puissance régionale de premier plan, la plus peuplée d'Europe après la Russie et l'Allemagne, qu'elle appartient à l'OTAN, au Conseil de l'Europe, à la CSCE, qu'elle est candidate à entrer dans l'Union européenne. Maintenant que la Russie mériterait de reprendre le surnom d'« homme malade de l'Europe » qu'a longtemps porté l'empire ottoman, Ankara connaît un regain d'influence tant auprès des musulmans des Balkans que des cinq Républiques turcophones de l'ex-Union soviétique et même, malgré le souvenir pesant d'un génocide pour lequel personne n'a encore demandé pardon, en Arménie.

Subsistent encore de l'héritage d'Atatürk deux autres points essentiels : le rôle de l'armée et le problème kurde. C'est à Kemal que la Turquie doit d'avoir l'armée la plus forte de la région, après celle d'Israël, et si l'on tient compte que celle de la Russie est pratiquement inutilisable. Les Etats-Unis, dont l'Anatolie est devenue à tous égards le « porte-avions », ont là une alliée de choix. Ils l'ont toujours ménagée, quelques liber-

tés que prenne la Turquie avec les droits de l'homme, quelque difficulté qu'ils puissent éprouver à justifier l'existence au nord de Chypre d'une République autoproclamée qu'Ankara est pratiquement seule à reconnaître.

LA « TRANSITION DÉMOCRATIQUE » DE L'ARMÉE

Cette armée est seule dans le monde occidental à conserver, par le biais du conseil national de sécurité, des prérogatives politiques. L'actuel président de la République, Suleyman Demirel, le sait mieux que personne pour avoir été par elle deux fois chassé du pouvoir, mis en liberté surveillée pendant trois ans et longtemps écarté de toute activité publique.

Après avoir, à deux reprises, directement exercé le pouvoir, elle a certes opéré elle aussi, un peu à la manière du général Pinochet, une « transition démocratique », mais elle n'a pas hésité l'an dernier à contraindre le premier ministre islamiste Erbakan à démissionner et à dissoudre son parti, pour atteindre, à la laïcité. C'est elle qui, en la menaçant d'une intervention militaire, a contraint récemment la Syrie à expulser le leader kurde « Apo » Öcalan, sans se douter que l'Italie allait défier l'opinion turque en refusant son extradition.

Elle encore qui, après la chute du gouvernement de Mesut Yılmaz, a invité les hommes politiques de tous bords « *à faire preuve de l'attention et de la sensibilité nécessaires, en évitant les déclarations qui pourraient amener les forces armées à intervenir dans la politique* », tout cela parce que le chef du Parti (islamiste) de la vertu s'était permis de faire état de « *signes montrant que les militaires aimaient la politique* » de sa formation. Elle, enfin, qui a invité le nouveau gouvernement à lutter contre le fondamentalisme, l'infiltration du gangstérisme dans l'appareil d'Etat, et, bien entendu, le séparatisme kurde.

Le problème kurde, précisément, doit beaucoup à la manière cynique et extrêmement brutale dont Atatürk l'a traité. On a eu plus d'une fois l'occasion d'évoquer le destin tragique de ce peuple d'aujourd'hui près de 30 millions d'hommes et de femmes, répartis entre la Turquie, l'Irak et l'Iran, et que ses querelles tribales ou claniques, jointes aux calculs des grandes puissances attirées par l'odeur du pétrole, ont toujours empêché de s'unir et d'accéder à l'autodétermination. Ceux de Turquie s'étant fait promettre, par le traité de Sèvres de 1920, un statut d'autonomie locale, ils soutinrent naturellement le sultan contre Kemal, qui voulait dénoncer le traité.

Le « Gazi » réussit néanmoins, en leur faisant de belles promesses, à les enrôler dans sa croisade contre les Grecs qui avaient débarqué à Smyrne. La victoire obtenue, il s'empressa de les oublier. Pour lui, qui entendait bâtir une république mono-ethnique sur les ruines de l'empire multinational des Ottomans, les Kurdes n'étaient, bien qu'ils parlassent une langue tout à fait différente, que des Turcs des montagnes. Il

décima les rangs de leurs intellectuels et écrasa sans pitié trois insurrections. Ce n'est qu'en 1991 que le premier ministre Turgut Özal leur a reconnu le droit de parler leur langue.

TORTS PARTAGÉS

Il n'est certes pas, à ce problème, de solution facile. Il serait trop simple de considérer le PKK, qui a déclenché de longue date la lutte armée contre le pouvoir d'Ankara, comme représentatif de la totalité des Kurdes. Beaucoup d'entre eux, notamment à Istanbul, sont les premiers à se considérer comme des Turcs comme les autres, et ils ont beau jeu de rappeler que l'un d'eux, le général Gürsel, a été président de la République. Le PKK recourt à des méthodes qui justifient sans doute le qualificatif de « *stalinien* » que lui accole Daniel Cohn-Bendit.

Il est clair en même temps que les ratissages opérés par l'armée dans le sud-est de l'Anatolie, où beaucoup de Kurdes vivent dans des conditions misérables, n'ont fait que grossir les rangs des terroristes. Il faudra bien qu'un jour un dialogue s'ouvre là aussi, comme il a fini par s'engager en Palestine, en Irlande du Nord, au Pays basque.

Il y faudrait impérativement quelque médiation. Malheureusement, on ne paraît prêt ni d'un côté ni de l'autre à l'admettre. Dans cette affaire, comme dans celle, voisine, de Chypre, les torts sont sans doute partagés, ce qui ne veut pas dire, bien entendu, qu'ils le soient également. La difficulté est que, dans chaque camp, on croirait perdre la face en la reconnaissant, et ce n'est pas du nouveau chef du gouvernement turc, Bülent Ecevit, responsable, tout homme de gauche qu'il fût, de l'occupation du nord de Chypre, qu'il faut attendre un changement d'attitude.

Il y a eu pourtant jadis un Atatürk et un Venizelos pour réconcilier la Turquie et la Grèce, au lendemain d'une guerre qui paraissait inexorable. Comme il y a eu un de Gaulle et un Adenauer pour faire la même chose entre la France et l'Allemagne. Il faut croire qu'il est des pas indispensables, dans la vie des peuples, que seuls sont à même d'accomplir des hommes alliant une exceptionnelle vision à un caractère également exceptionnel.

André Fontaine

Le Monde

MERCREDI 9 DÉCEMBRE 1998

Les « disparitions » d'intellectuels se multiplient en Iran

Modernistes et libéraux sont visés

CE QUE CHACUN craignait depuis le meurtre, dimanche 22 novembre à Téhéran, de Dariush Forouhar, chef du Parti de la nation iranienne, et de son épouse Parvaneh est en train d'arriver : des intellectuels « disparaissent » ou sont retrouvés morts dans des circonstances obscures. Le Comité iranien contre la répression et le terrorisme d'Etat, l'association Reporters sans frontières, l'Association pour la défense des prisonniers politiques et d'opinion en Iran et la Ligue pour la défense des droits de l'Homme en Iran ont annoncé, lundi 7 décembre, la « disparition » de Mohamad Mokhtari, poète, chercheur et membre de l'Association des écrivains iraniens.

C'est la troisième « disparition » depuis le mois d'août. Le 25 novembre, Majid Sharif, sociologue, était retrouvé mort dans des circonstances non élucidées, six jours après avoir été « porté disparu » ; Pirouz Davani, journaliste et mili-

tant de gauche a « disparu » au début du mois d'août.

L'Association des écrivains iraniens est la bête noire de l'aile la plus obscure du régime de Téhéran. Mohamad Mokhtari, écrivain très respecté, en était un membre actif. En 1994, avec cent trente trois autres intellectuels, il avait signé une pétition réclamant une plus grande liberté d'expression. Cette initiative avait entraîné une criminelle répression contre les intellectuels, qui avait glacé d'effroi tous les « mal-pensants », dont les revendications s'accordaient mal avec le discours populiste des conservateurs.

Majid Sharif était un musulman réformateur, respectueux de l'islam et de la modernité, se situant dans le courant réformiste religieux représenté par un large spectre, allant des partisans de feu Mehdi Bazargan, premier premier ministre de l'ayatollah Khomeiny, jusqu'au penseur réformiste Abdol Karim Sorouch. Dariush Forouhar

se situait, lui dans la ligne de l'ancien premier ministre iranien, Mohamad Mossadegh (au début des années 50), considéré comme le père du nationalisme iranien et dont la mémoire est très respectée en Iran. Les participants aux funérailles des Forouhar avaient scandé son nom et lundi, à l'université de Téhéran, devant le président moderniste, Mohamad Khatami, les étudiants ont à nouveau scandé des slogans mossadeghistes.

Ce sont donc à l'heure actuelle les nationalistes libéraux a-religieux qui sont dans le collimateur des durs du régime, déterminés à empêcher toute libéralisation, même relative, de la vie publique.

A un étudiant qui lui faisait remarquer, que « la répression et l'insécurité » continuaient de régner, le président Khatami, selon l'AFP, a dit « comprendre les préoccupations des jeunes », qu'il a néanmoins invités à ne pas « grossir les problèmes ». Alors que les étudiants lui disaient « n'attendre qu'un mot » pour « entrer en action contre les groupes de pression », la réponse de M. Khatami fut bien en deçà des attentes. « Nous devons être réalistes et comprendre que certains dans notre société ont donné beaucoup d'eux-mêmes pour la révolution et durant la guerre contre l'Irak. Il est normal qu'aujourd'hui ils soient si sensibles », a ajouté M. Khatami, d'après l'AFP.

STATUT DE LA FEMME

Le président iranien répète depuis plus d'un an qu'il est déterminé à faire respecter les droits du citoyen et appelle les Iraniens à revendiquer leurs libertés. Dans

une lettre qu'elle lui a adressée le 25 novembre, l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch citait plusieurs cas de violation de ces droits, dont l'interpellation de l'ancien vice-premier ministre, Abbas Entezam, en septembre, après qu'il eut critiqué publiquement le système pénitentiaire et l'arrestation, en juin, de l'hodjatoleslam Mohsen Saïdzadeh « apparemment à cause de déclarations publiques sur le statut de la femme ». Les condamnations ou les suspensions de journaux, de journalistes et de directeurs de publication se succèdent.

Le système politique iranien est bloqué, explique Nasser Pakdaman, universitaire iranien en exil à Paris. Les débats restent limités au cercle de ceux qu'en Iran on appelle les « initiés », c'est à dire les milieux du pouvoir. Les « initiés » se querellent sur la manière de gérer les choses et M. Khatami se retrouve prisonnier des contradictions de tout « réformateur par le haut », face à des conservateurs battus à la présidentielle mais déterminés à maintenir leur mainmise sur les institutions de l'Etat. Dans la mesure où les différents groupes du pouvoir se neutralisent, chacun a besoin, pour s'imposer, d'alliances extérieures. Les personnalités assassinées ou disparues au cours des derniers mois représentent un possible courant d'appoint. L'objectif de leur élimination est de terroriser et d'empêcher tout éventuel déblocage.

Mouna Naïm

Le président Démirel accuse l'Europe de chercher à diviser la Turquie sous prétexte des Droits de l'homme

Au cours d'une longue interview télévisée à la chaîne publique turque TRT, le 29 novembre, le président turc a commenté les événements consécutifs à l'arrivée en Italie du chef du PKK A. Ocalan. Pour lui "le chef des bandits séparatistes est responsable de la mort de 30 000 personnes, 5000 civils innocents, 5000 membres de forces de sécurité et 20 000 jeunes trompés de l'organisation terroriste". Il s'agit, a-t-il ajouté, des actes de terreur et de banditisme et le monde entier doit condamner la ter-

reur et juger ses auteurs conformément aux conventions internationales.

Évoquant les discussions qu'il venait d'avoir à Vienne avec les autorités autrichiennes qui ont demandé si la situation d'oppression vécue par les Kurdes n'alimentait pas ce terrorisme et si le moment n'était pas venu de reconnaître les droits de la minorité kurde, le président turc a déclaré avec véhémence: "il n'y a ni minorité ni problème kurdes en Turquie. Quelles que soient leurs origines, tous nos citoyens de première classe appartenant à la nation turque. Certains milieux en Europe cherchent à ressusciter l'esprit de Sèvres [NDLR: traité signé en 1920 prévoyant la création d'un Kurdistan] et diviser la République sous prétexte des droits de l'homme et des droits de minorités. La Turquie est un pays puissant; elle est en mesure de faire échouer ces plans".

Le journaliste lui faisant remarquer que la question kurde était soulevée par désormais tous les partenaires et alliés de la Turquie et que celle-ci ne pouvait "déclarer la guerre à 7 États" [N.D.T.: expression turque signifiant faire la guerre à tout le monde], M. Demirel a répondu: "Non. Nous ne ferons pas la guerre mais nous devons les persuader que la Turquie est victime de désinformation, que nous sommes dans notre bon droit, que l'Occident ne peut se passer de nous. Cela demande beaucoup de temps et de patience".

Le président turc n'a pas expliqué comment la Turquie allait réussir cette mission impossible qu'elle n'a pu mener à bien 75 ans. Le journaliste ne lui a pas rappelé non plus sa fameuse déclaration de meeting en 1991 à Diyarbakir; "la Turquie reconnaît désormais la réalité kurde".

9 DECEMBRE 1998



Turkey Works With Italy to Ease Tension

Reuters

BRUSSELS — Italy and Turkey agreed Tuesday to smooth their troubled relations pending a decision by an Italian court on the fate of Abdullah Öcalan, the Kurdish guerrilla leader held in Italy.

Foreign Minister Lamberto Dini of Italy, after a meeting with his Turkish counterpart, İsmail Cem, in Brussels, said, "We have worked together with Mr. Cem to ease tensions."

Mr. Dini said he had also worked "to get a better understanding of the position Italy has taken, and to therefore come back to the climate that existed between our two countries — to the extent possible — before the Öcalan case."

Mr. Dini said Italy was aware of the emotions provoked in Turkey by the capture of Mr. Öcalan, leader of the Kurdish Workers Party, which Ankara holds responsible for the deaths of 29,000 people in a 14-year armed struggle for Kurdish self-rule.

"I think the will of the international community, the way it has been expressed by the United States and by the European Union ministers, is that Mr. Öcalan should be tried before a court, before a tribunal," Mr. Dini said at a joint

news conference after meeting with Mr. Cem at a NATO conference.

"And it is now to be determined where he should be tried," he said. "We have agreed that for the time being the case is in the hands of the Italian magistrates."

"Let's wait and see how that is resolved before we come to take a position on other avenues which have been explored," Mr. Dini said, referring to suggestions that the Council of Europe or the United Nations could provide a forum for judging Mr. Öcalan.

Mr. Cem made clear that Turkey opposed the internationalization of what it considers a strictly legal case. But the two ministers said they would consult further to promote a more constructive dialogue.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,
WEDNESDAY, DECEMBER 9, 1998

KURDS ARE PART OF IRAQI PEOPLE, AZIZ

MOSCOW, December 8 (Itar-Tass) — Iraqi Deputy Premier Tareq Aziz, on a working visit in Russia, met on Tuesday with teachers and students of the Moscow Institute of International Relations, one of prestigious higher educational establishments of Russia.

Tareq Aziz said Iraq had always regarded Russia as a potential ally from the viewpoint of strategic, economic and commercial interests. "We have common objectives and common interests," he said. "Let us preserve, expand and consolidate them. The same purpose is followed by Russian politicians and business people who visit Iraq".

In the question-and-answer session, Tareq Aziz said that "large-scale Russo-Iraqi cooperation in science, culture, high technologies, art, education and sports has been existing for a long time". Thousands of Iraqis studied Russian literature and Russian language in Russia. We are going to resume cooperation in this area," Tareq Aziz said.

Dwelling on Baghdad's stand regarding the Kurds problem, the deputy premier said: "Iraqi Kurds are part of our people and we wish them well. The present Iraqi leadership headed by Saddam Hussain is the only government in the region that recognises Kurds as a nation within the Iraqi people. They also take part in institutions of power in Iraq".

COURRIER INTERNATIONAL

ITALIE-TURQUIE Football

DU 10 AU 16 DÉCEMBRE 1998

Un but partout pour oublier l'affaire Öcalan

LA REPUBBLICA

Rome

Comment peut-on ne pas être pour la Juventus ce soir [2 décembre] ? Quand le ministre de l'Économie turc est limogé pour avoir touché des pots-de-vin de la Mafia et que 23 700 spectateurs furieux hurlent : "Juventus Mafia ! Juventus Mafia !" ; quand les trompettes jouent la marche funèbre pour l'équipe de Turin ; quand les sifflets durent des heures et que le vacarme se mêle à la pluie et au vent glacial soufflant de la mer Noire ; quand les supporters de Galatasaray crient à pleins poumons : "Europe ! Europe ! Ecoute-nous, c'est le bruit de nos pas qui vient de la Turquie !" Ceux-

ci tapent des pieds comme dans un défilé militaire. Les tribunes du stade Ali Sami Yen tremblent sous leur colère, une colère alimentée par le refus italien d'extrader le chef kurde Abdullah Öcalan. A Istanbul, la Juve doit affronter seule une épreuve qu'elle ne voulait pas. Ce qui attend les joueurs est clairement énoncé en grosses lettres sur une banderole : "Welcome to Ali Sami Yen Hell". Bienvenue en enfer, dans un stade qui va régler son compte à l'affaire Öcalan. Qui a dit qu'il fallait séparer le sport de la politique ?

C'est juste sous cette banderole que Zidane touche le ballon pour la première fois. Il est fauché sans ménagement, comme si, avec le champion du monde, c'était tout l'Occident

ingrat, l'Occident qui a blessé l'honneur national, l'Italie "terroriste" qui était fauchée ici. Le climat autour de cette rencontre est si injuste que les Turinois, dans un sursaut d'orgueil, jouent plutôt bien. Survient alors ce qui arrive dans tous les stades du monde : les 23 700 supporters se regardent, les sifflets se font moins vifs, les cris deviennent moins forts. Car la passion nationaliste, ça ne joue pas au foot. On a beau lire dans les journaux "Galatasaray, fais un beau sourire et puis marque un but", sur le terrain, les buts se font attendre. Dans l'ensemble, le match est correct. Dans les tribunes, les politiques sont satisfaits. "C'est une épreuve importante pour la Turquie, le monde nous regarde, veillons à ne pas tout gâcher", tel était

le mot d'ordre lancé par Ankara.

Allah est grand, il est miséricordieux. Un peu comme si le terrain était une énorme éponge destinée à absorber toute la rage et la colère de ces dernières semaines, à atténuer les excès du conflit politique, à éviter de parler des Kurdes, du déploiement des 160 000 soldats [dans le sud-est anatolien] et des affrontements à l'université d'Istanbul. "Pas de place pour les agités" est la recommandation officielle, du moins sous l'œil des caméras de l'Eurovision, qui balaie un incroyable stade où tout est tenu sous contrôle. Les joueurs de la Juve sortent des vestiaires. Cinq cents hommes casqués de blanc dres-

sent aussitôt leurs boucliers argentés pour protéger les footballeurs italiens des pièces de monnaie lancées par le public. Les supporters hurlent, la farce est presque grotesque, les joueurs évoluent entre insultes et railleries. Un peu plus tôt, le journal télévisé national avait annoncé : voilà les "peureux" Italiens, nous allons les écraser, nous les renverrons chez eux, punis, comme devraient l'être leurs dirigeants. L'obsession du complot et de l'humiliation explose, ou plutôt implose, à la soixante-treizième minute, avec le but d'Amoruso. Les 25 700 spectateurs plongent dans le désespoir le plus sombre. Silence total. Le coup de massue. Un policier qui se disait

content d'assister à la rencontre commente un peu amer : "Ce sont les Kurdes qui vont être contents." Une bonne partie des forces de l'ordre qui sont à Istanbul vient des hauteurs du Kurdistan.

Puis c'est l'égalisation, l'explosion de joie, la fête, le bonheur. Le match s'achève sur une non-victoire du Galatasaray et une non-défaite de la Juve : le reflet exact de l'impasse politique dans laquelle se trouvent l'Italie et la Turquie. Le ministre des Sports turc sourit. Même le policier de tout à l'heure est heureux : "Tout s'est bien passé."

Leonardo Coen

Iraqis Block UN's Surprise Check

Baghdad Aides Refuse Inspectors Entry to Ruling Party's Offices

By Barbara Crossette
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — Barely two days into a crucial round of surprise arms inspections, the government of Saddam Hussein barred inspectors Wednesday from the Baghdad city headquarters of his ruling Ba'ath Socialist Party.

A senior Iraqi minister accused the inspectors of violating an agreement on access to certain places deemed sensitive by the Iraqis, usually buildings or compounds close to the leadership.

The minister, Amir Mohammed Rasheed, said at a news conference later that the inspectors had violated Iraqi "sovereignty" by trying to enter the party building without proper notice.

When a team arrived at the party office Wednesday, officials here and in Baghdad said, the inspectors were told they had to produce a list of exactly what they wanted to see.

They refused and were locked out for 45 minutes before leaving the site.

Another Iraqi official complained

that the inspectors had tried to enter the building "in a provocative way and with no notice." UN officials said that "no notice" is the essence of surprise inspections.

Richard Butler, the executive chairman of the UN Special Commission, known as Unsc, which has been in charge of disarming Iraq since 1991, was restrained in reacting Wednesday, although he called the incident at the party office "very serious." He was not asked to report to the Security Council.

Mr. Butler is planning to make a weekly report on general progress or lack of it to the council Thursday, and he is expected then to elaborate on the Wednesday standoff.

In Washington, David Leavy, a spokesman for the National Security Council, said that the Clinton administration expected the Iraqis to cooperate across a full spectrum of activities if they want to have the sanctions imposed in 1990 reviewed by the Security Council — and to avoid another threat of military action.

Mr. Leavy said in an interview that the

United States wanted to hear from Mr. Butler before making a judgment on the level of Iraqi compliance. "But as the president said, if Iraq cannot live up to its obligations, if Butler determines that Unsc can't do its job effectively, we have the forces in the region to respond."

Whenever cornered, Iraq has fallen back in recent years on complaints that the behavior of inspectors is an affront

to the dignity and sovereignty of Iraq. Since June 1996, when Mr. Butler's predecessor, Rolf Ekeus, said he would take Iraq's "legitimate security concerns" into account when conducting searches, Iraq has tried to protect a range of sites — and the list changes — with special treatment.

Mr. Ekeus wrote a directive to inspectors explaining how they should conduct investigations at sites the Iraqis called sensitive, but there was never an agreement to exclude any site from the inspectors' purview. There was agreement only to limit the number of inspectors and to allow a high-level Iraqi official to accompany them through the building to be inspected, which would not be identified before the spot check.

Iraqis also make reference frequently to the agreement signed in February with the UN secretary-general, Kofi Annan, which they interpret as also creating special categories of sites deserving special handling. That agreement allowed inspectors, accompanied by diplomats, to enter presidential properties, but only for perfunctory walk-throughs. Inspectors have not tried to re-enter those buildings.

In a Shift, U.S. Will Press To Overthrow Saddam

By Barton Gellman
Washington Post Service

WASHINGTON — Samuel Berger, the national security adviser, has committed the Clinton administration to work "step by step, in a practical and effective way" to undercut and eventually replace President Saddam Hussein of Iraq.

Mr. Berger linked that goal for the first time with a pledge "to use effective force if necessary," a threat reserved previously for circumstances in which Iraq rebuilt forbidden weapons or menaced its neighbors.

His speech, made at Stanford University on Tuesday, represented the administration's most extended argument for shifting U.S. policy from contain-

ment alone to overthrow of the Baghdad government. Mr. Berger did not use the word "overthrow," which could bring the administration into conflict with international law.

He noted that "change in Iraq will take time" and that policymakers "must not play recklessly with the lives" of Mr. Saddam's opponents, who were crushed in uprisings in 1991 and 1996. But the speech represented a decision by President Bill Clinton and his senior advisers to hazard American prestige on the downfall of the Iraqi leader.

Mr. Berger said more about why than how the administration means to bring

this about. He cited, without elaborating, intentions to "strengthen the Iraqi opposition" and provide "moral and material support."

His groundbreaking language on the use of military power noted only that the government will seek "a better future for Iraq with patience and resolve, with determination to use effective force if necessary, and with confidence that our goals will be met."

In justifying an unusual admission of intent to topple a sovereign government, Mr. Berger shifted emphasis away from the "weapons of mass destruction" that he said remained "America's most vital national interest" in the Baghdad regime. More fundamentally, he said, Mr. Saddam's continuity in power weakens regional friends of the United States who wish to "move toward economic openness, political pluralism and integration with the world economy."

"As long as Saddam remains in power and in confrontation with the world, the positive evolution we and so many would like to see in the Middle East is less likely to occur," Mr. Berger said. "His Iraq remains a source of potential conflict in the region, a source of inspiration for those who equate violence with power and compromise with surrender, a source of uncertainty

for those who would like to see a stable region in which to invest."

The United States has succeeded in an effort to contain Iraq after the Gulf War of 1991, Mr. Berger argued, but he raised doubts whether containment "by itself is sustainable over the long run." The policy is expensive, vulnerable to manipulation by Iraq, unpopular with allies and "we cannot tolerate it endlessly."

He straddled the central policy debate on whether to focus on a coup — as the Central Intelligence Agency has emphasized — or on an insurrection from outside, as congressional leaders now urge. The national security adviser promised backing for the outsiders, to help them "delegitimize Saddam," but he also dangled incentives aimed at appealing to potential rebels at the center of power in Baghdad.

"We would work to ease economic sanctions" against a new government and "work to relieve Iraq's massive economic debts," Mr. Berger said.

Many proponents of overthrow, according to Phoebe Marr, until recently one of the U.S. government's leading experts on Iraq, "have a strategy that emphasizes the periphery, basing the opposition among the Kurds in the north and the Shia in the south."

"That's a flawed strategy," he said.

"They are weak, they're fractured and they're not in power."

"We have to give the center more incentive, and that's exactly what I think Sandy Berger is doing."

■ UN Inspectors Rebuffed

A United Nations weapons inspection team turned back Wednesday after it was refused admission to an office of the ruling Ba'ath Party in Baghdad, state-run Iraqi radio said, according to The Associated Press.

It was the first time a UN team had been blocked from searching for banned weapons since Richard Butler, head of the UN Special Commission that oversees the inspectors, announced this week that "surprise" inspections would resume on Tuesday.

Iraqi radio said that a UN weapons team tried to get into a headquarters "in a provocative manner without previous announcement."

The broadcast, which quoted the official Iraqi press agency, INA, said the Ba'ath Party official in charge of the headquarters demanded that the head of the UN team give him a written declaration "on the banned items" the team was seeking.

"The team rejected this and withdrew," the agency said.

Human rights day: Rights for our own people

- Today is the 50th anniversary of the approval of the Universal Declaration of Human Rights. The day is being celebrated in several activities organized by the by the IHD, THIV, Mazlum Der and the State Ministry Responsible of Human Rights

Ankara - Turkish Daily News

MUSTAFA ERDOGAN

Today is the 50th anniversary of the Universal Declaration of Human Rights. This is the most basic, sacred but at the same time the most violated declaration. On Dec. 10, 1948, the declaration that begins with the line, "All humans are born free, dignified and equal in terms of rights," was approved by a majority in the United Nations General Assembly.

At first, the declaration was made up of abstract notions that were fleshed out by other conventions based on the declaration itself.

Fifty years on, the declaration has led to the forming of a common conscience and efforts to establish international justice. Although human rights are violated in the world millions of times, it carries an historic importance as it is the first constitution of human rights. In various countries throughout the world, the declaration is taken as a basis for parliaments and constitutions. Human rights are defined by the declaration. In our own country, the 1961 Constitution put a large emphasis on human rights. Human rights problems have always been the top issue on the country's agenda. After the Sept. 12, 1980 military coup, the torture of many people drew the attention of the world and it was this that determined Turkey's international relations. The 1982 Constitution needs to be amended in order to improve the legal state of human rights in Turkey.

Turkey is entering a critical period on the 50th anniversary of the Universal Declaration of Human Rights. Human rights violations, the axis of Turkey-European Union relations, has become more critical compared to the past. Today, there is government turmoil, the Kurdish problem, and the fact that Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Ocalan is in Italy. It has been a long wait for those waiting for Turkey to turn its face to the west and to adapt its democratic and legal standards to the European norms. With every new government, a long list of promises are published and it is time that Turkey actually implements them. While government's have changed, each have insisted that Turkey join the European Union. Has this policy now changed? Turkey is forced to ask herself a question, a question which should have been answered years

ago -- a question which has been asked before but needs to be said in a louder voice: Is Turkey willing to become European?

The attitude of the Europe towards the Southeast question, which is the biggest problem in Turkey, has disturbed the nation's authorities.

Ideas put forward by European countries -- the organizing of an international conference on the Southeast problem and the plan to try Ocalan at an international court -- were considered a slap in the face to the Turkish government's wish to have better relations with the union. Turkey found itself in a trapped situation and replied through President Suleyman Demirel saying that we would stay out of the EU.

In fact, the issue should be looked at in a sensible manner and it should be asked whether the Turkish people are thinking in the same way as those who actually govern the nation.

It is necessary to take the human rights question into account, not because other countries demand that we do, but because it is in our people's interest and it is their demand.

We are the real victims of the human rights abuses, abuses that are irrefutable. Saying to Europe, "let the European Union be yours" is a blind approach.

The frightening scenario remains that if the European horizons of Turkey start to darken: "Either we will be Westernized for the sake of our people, in all aspects civilization, or we will be isolated. The option, unfortunately, or simply, does not belong to us..."

IRAK Trois scénarios pour renverser Saddam Hussein

Un putsch ? Saddam semble immunisé. L'assassinat par un proche ? On ne sait jamais. Reste le soulèvement populaire, ce qui suppose une opposition forte et unie. Américains et Britanniques ont encore du pain sur la planche.

THE DAILY STAR

Beirut

Bilal al-Adib est l'un des dirigeants d'Al Dawa, le premier mouvement clandestin chiite, qui, depuis plus de vingt ans, a payé en vain un prix très élevé dans sa lutte violente contre le président Saddam Hussein. Il nous a accordé récemment un entretien à son bureau, situé en plein centre de Téhéran. "Le peuple", commençait-il par nous dire, "ne se lèvera pour terrasser le monstre que le jour où..." Il marqua une pause, cherchant visiblement une expression vraiment éloquente. Puis, avec un geste feint de désespoir, il finit par poursuivre : "... il saura que le monstre est déjà parti". C'est là, dans toute sa logique absurde, le principal dilemme dans lequel est enfermé l'ensemble de l'opposition irakienne, les islamistes tout comme M. Al Adib et jusqu'aux militants laïcs du Parti communiste, en passant par le large éventail des ten-

dances religieuses, idéologiques et fractionnelles.

C'est pourtant vers cette opposition que se tournent désormais les Etats-Unis et la Grande-Bretagne pour traiter le cas du dictateur irakien. Alors qu'il annonçait que Washington avait renoncé in extremis à une action militaire, le président Clinton a exprimé le vœu de voir se constituer un "nouveau" gouvernement "représentatif" à Bagdad. Son administration mettrait en œuvre la loi sur la libération de l'Irak, récemment votée, dont le but est de favoriser le renversement de Saddam Hussein par un soulèvement populaire.

En 1991 déjà, la population a tenté de se révolter, ce fut un bain de sang

Les Américains ont longtemps hésité devant une stratégie aussi active, mais, désespérant de voir se dessiner une autre solution, ils s'y sont apparemment résignés. Leur principal allié en Irak sera évidemment le

Congrès national irakien (CNI), une vaste coalition formée au lendemain de la guerre du Golfe, dont l'objectif est de remplacer la dictature du parti Baas par un nouvel ordre authentiquement "démocratique et pluraliste".

Il existe en gros trois scénarios pour le départ de Saddam. Le premier - celui qui paraît le plus probable même aujourd'hui -, c'est celui de l'assassinat du Président par un membre de son entourage ou d'un événement éminemment imprévisible qui surviendrait dans le premier cercle opaque du pouvoir. Le deuxième scénario est celui du coup d'Etat militaire. Il y a eu jusqu'ici d'innombrables tentatives, avec ou sans le soutien de l'Occident. Mais Saddam Hussein est pratiquement immunisé contre les putschs. Il a peut-être apporté ruines et désolation à son pays, mais, dès lors qu'il s'agit de s'emparer du pouvoir et de le conserver, il est l'un des despotes les plus habiles du XX^e siècle.

La seule voie qui reste est le sou-

lèvement populaire. C'est une solution qui a des chances de succès proportionnelles aux moyens, à la planification et à la préparation que l'on y consacre. Mais trois éléments font qu'elle représente un défi immense. Le premier est l'aura quasi magique d'invulnérabilité de Saddam. Son assurance calme et invincible, l'immunité avérée contre tous les désastres qu'il a attirés sur lui-même, sur son régime et sur son peuple sont telles que, si tout le monde rêve de se débarrasser de lui, chacun n'en est pas moins convaincu que cela restera pour toujours du domaine du rêve. La population tenta bien de se révolter, une fois, dans les jours chaotiques qui suivirent la défaite infligée par l'opération alliée "Tempête du désert" [en 1991]. Le contexte était extrêmement favorable, et, pourtant, dans un terrible bain de sang, Saddam renversa complètement la situation au détriment des chiïtes, au Sud, d'où était partie la rébellion, puis des Kurdes, dans les montagnes du Nord, qui fuirent massivement vers la Turquie et l'Iran.

La deuxième difficulté réside dans le désarroi de l'opposition. Cela aussi est largement l'œuvre de Saddam. A l'intérieur du pays, la moindre velléité d'organisation politique est passible d'emprisonnement, de torture, d'exécution. La dissidence n'est possible que dans l'éloignement handicapant de l'exil. Saddam Hussein a réussi à enfermer une opposition condamnée à la diaspora dans toutes les contractions d'une société naturellement divisée, société qu'il a anéantie par la force brutale à l'intérieur du pays. Les musulmans sunnites du Centre, qui représenteraient 17 % de la population, ont toujours dominé la vie politique. Mais aucun dirigeant n'a jamais exploité leur ascendance traditionnelle comme le fait Saddam. Cela a énormément exacerbé les tensions confessionnelles et ethniques, que ce soit entre la minorité sunnite et les chiïtes, qui représentent au moins 60 % de la population, entre les Kurdes et les Arabes – ou encore chez les chiïtes (ou les sunnites) entre eux. Résultat : à une ou deux exceptions près, l'opposition elle-même est divisée selon des clivages confessionnels et ethniques. Cela est particulièrement vrai pour les chiïtes, dont les principaux dirigeants ne sont pas simplement étroitement dépendants de l'Iran, mais aussi imprégnés de l'intégrisme de ce pays.

L'opposition se montre méfiante à l'égard des intentions américaines

Le plus en vue, l'ayatollah Bakr al-Hakim, chef de l'Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak, rêve d'instaurer une sorte d'Etat islamique sur le modèle khomeiniste. Cela n'est pas du goût des Kurdes, retranchés dans leur enclave du Nord sous la protection de l'Occident, ni de celui des sunnites du Centre, contrôlés par Saddam. Les chefs kurdes ne se joindront pas à une campagne concertée en vue de renverser Saddam sans de solides garanties de la part des autres parties, irakiennes et occidentales, sur leur avenir dans un nouvel ordre fédéral. Une autre grande faiblesse de l'opposition est qu'elle compte dans ses rangs trop peu de sunnites. Kurdes et chiïtes soupçonnent pourtant ces quelques sunnites, disséminés parmi des cliques largement dépassées, de partager la crainte, exploitée avec maestria par Saddam, qu'un Irak démocratique et pluraliste ne mette fin à la domination historique de leur communauté.

Le troisième élément qui affaiblit l'opposition est sa profonde méfiance à l'égard des intentions des Occidentaux et en particulier de celles des Américains. En 1991, la population prit le président Bush au mot quand celui-ci l'appela à se soulever contre le tyran. Mais, alors que les forces américaines avaient profondément pénétré en territoire irakien, elles ne réagirent pas quand Saddam Hussein, pratiquement sous leur nez, reconquit lentement et méthodiquement ses provinces perdues.

Aujourd'hui, il semblerait – du moins, aux yeux d'une partie de l'opposition – que les Etats-Unis se décident enfin à agir. Il ne fait guère de doute que M. Chalabi, le brillant, dynamique, quoique controversé chef du CNI, a de nouveau une chance. C'est lui qui déploya les plus grands efforts, peu de temps après la guerre du Golfe, pour créer un mouvement d'opposition à 100 % irakien, multi-confessionnel et multiethnique.

Etablir des sanctuaires au Nord et au Sud avant de converger vers Bagdad

M. Chalabi est le principal théoricien d'un soulèvement populaire. L'idée fondamentale qu'il défend est que les forces d'opposition doivent conver-

ger de la périphérie vers le centre, du Nord kurde et du Sud chiite vers le fief naturel de Saddam, le Centre sunnite. Et ce en menant une insurrection coordonnée, progressant par étapes, qui encouragerait de plus en plus de personnes, libérées enfin de la peur névrotique qui les paralyse, à se joindre à elle au fur et à mesure qu'elle avance. Grâce à une bonne organisation et à son caractère progressif, elle épargnerait, espère-t-on, l'Irak, la région et le monde des périls que comporte tout soulèvement soudain, non planifié et généralisé, tel celui de 1991. Le premier danger serait un autre échec cuisant ; le second, un succès qui pourrait plonger le pays dans le chaos et la guerre civile, provoquer son éclatement et en faire la proie des puissances voisines rivales qui le convoitent.

Le soutien de l'Occident est absolument vital. Pour le CNI, c'est la condition pour bâtir la confiance mutuelle. Plus l'Occident se montrera généreux sur le plan pratique, plus le CNI s'attachera à démontrer qu'il est un partenaire viable, le mieux placé pour rallier d'autres formations de l'opposition, jusqu'ici profondément sceptiques, à sa cause. Apporter un soutien pratique, c'est fournir l'argent, l'entraînement, la logistique nécessaires à l'établissement de "sanctuaires" dans le Nord tenu par les Kurdes, puis, ce qui est plus difficile, dans le Sud chiite. Ces sanctuaires se situeraient le long des frontières koweïtienne et saoudienne. A la zone méridionale d'exclusion aérienne, où les puissances occidentales ont depuis longtemps interdit aux avions militaires de Saddam Hussein de pénétrer, s'ajouterait une "zone d'exclusion terrestre", où l'artillerie et les blindés de Saddam ne pourraient pas entrer. Le dictateur serait alors impuissant, si l'on en croit le CNI, parce que, s'il utilise le seul moyen qui lui reste, l'infanterie, les soldats désertent pour rejoindre le camp des rebelles. *"Il y a des gens qui ne sont pas d'accord avec nous, note M. Al Habib, mais je sais par l'expérience que j'ai acquise dans le maquis que 500 hommes correctement entraînés, disciplinés et bien dirigés suffiraient pour commencer. En vingt-quatre heures, ils seraient 1 000, et ainsi de suite jusqu'à ce que nous atteignons Bagdad."*

David Hirst

Kurd chief Ocalan softens resignation comments

ROME, Dec 12 (Reuters) -- Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan was quoted on Saturday as saying he would be prepared to step down as head of the Kurdistan Workers' Party (PKK) only if it would bring about the decisive change he felt it needed.

Italian news agency AGI said Ocalan, who was arrested in Rome a month ago, clarified remarks he made to the communist newspaper Il Manifesto in which he had appeared to be on the brink of resigning from the party he founded in 1978.

"I simply meant to say that I came to Italy to begin a peace process...In order to lead to concrete results a radical change is needed in the PKK's capacity for political intervention," AGI quoted him as saying.

It said that in order to achieve that, Ocalan said he would be willing to step aside at a forthcoming PKK congress. "But let us understand each other: only in the sense that such a gesture of mine would contribute to success in the process of change."

Ocalan made similar comments in an interview with the German news weekly Der Spiegel released ahead of publication on Monday:

"Power in the party must be more widely spread, it must not be concentrated entirely in my hands. I could even resign as chairman. That would give me a chance to redefine my role."

Turkey has branded Ocalan, its most wanted criminal, a "terrorist" responsible for more than 29,000 deaths caused by the conflict between Kurd fighters and Turkish forces during the PKK's 14-year-long struggle for self-rule in the southeast.

Ocalan told Der Spiegel he could accept federalism. "But to achieve that the political and military leadership in Turkey must recognise the identity of the Kurds," he said.

Ocalan was arrested in Rome a month ago after flying from Moscow on a false passport. Italy has rejected Turkey's demand for extradition because its constitution forbids handing over suspects to a country where they could face the death penalty.

Germany has an arrest warrant for Ocalan but has decided not to request extradition. Italy wants him tried but would prefer not to do so itself. Ocalan wants political asylum.

"I don't see who else's problem he is but Italy's," outspoken Italian European Commissioner Emma Bonino told reporters in Venice on Saturday. "We arrested him."

Ocalan told Der Spiegel he would in principle be in favour of being tried before an international tribunal. "But in that case, the misdemeanours of both sides would have to be examined. I am against a court being set up just to try Ocalan," he said.

December 12, 1998
Web posted at: 8:33 PM EST (0133 GMT)



Alarm Grows as 3d Iranian Writer Is Found Dead

By Douglas Jehl
New York Times Service

TEHRAN — Three Iranian writers have disappeared in the last month, and now all three have turned up dead. In late November, an opposition leader and his wife were found murdered, stabbed to death in their Tehran home.

Not since the revolution nearly 20 years ago has Iran witnessed such eerie, unexplained violence. And more than at any time since the election of President Mohammed Khatami, hopes that Iran might be moving toward a more tolerant new day are giving way to fears of dark times ahead.

"I, too, may disappear soon," said Firouz Gouran, the host of a weekend gathering that was part protest and part wake. More than 40 writers, poets, and other

secular intellectuals turned up at Mr. Gouran's apartment, but none had dared to make the trip alone.

In an open letter to Mr. Khatami that was drafted during the session Sunday, the intellectuals appealed for government protection.

"We writers wish to call on the chief executive, who is in charge of ensuring the safety of all citizens, to end this horrible situation by any means," they said.

The body of the latest victim, Mohammed Jafar Pouyandeh, a writer last seen Wednesday, was identified by relatives Saturday.

Family members said his body showed signs of strangulation, just as the dissident poet Mohammed Mokhtari, whose body was found last week, was reported to have been strangled.

Another writer, the dissident Majid Sharif, was found dead this month in what friends have said were

INTERNATIONAL HERALD
TRIBUNE, DECEMBER 14, 1998

suspicious circumstances.

The opposition figures, Dariush Forouhar, and his wife, Parvaneh, had both been stabbed more than a dozen times when their bodies were discovered Nov. 21.

The attacks have outraged many people in Iran, and they have prompted calls from Western literary societies, human rights groups, and the State Department for swift government action.

Mr. Khatami also has condemned the killings in strong terms, and he vowed to seek the arrest of those responsible.

But so far the main effect of the murders has been to expose Mr.

Khatami's relative impotence.

Within Iran's fractious power structure, Mr. Khatami commands little authority over security and intelligence forces, which are more closely aligned with the country's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei.

As to who may be responsible for the killings, various theories have been offered from either end of Iran's political spectrum — perhaps a conservative cell, a foreign government or the Iranian intelligence service.

But increasingly, Mr. Khatami's admirers have begun to suggest that undermining the president may be what the

killings are intended to do.

The attacks may be merely the latest phase, they say, in the bitter struggle over the country's course since Mr. Khatami's landslide victory in the 1997 presidential elections on a campaign that promised a move toward political and cultural openness.

"We are sure that they want to close the society as before," said Gholam-Abbas Tavassoli, a leading member of the outlawed but officially tolerated Freedom Movement in an interview Sunday.

Iran Says Its Missile Industry No Longer Needs Outside Help

Reuters

TEHRAN — Hashemi Rafsanjani, a former Iranian president, said on Friday that the United States was no longer able to curb Iran's missile industry because Tehran had largely reached technological self-sufficiency.

Mr. Rafsanjani, who now heads a top state agency, also dismissed charges that Tehran sought to develop biological weapons.

"Missile production has truly become a local technology in Iran," he said. Referring to the United States at a weekly prayer gathering, he continued: "Despite their efforts, it is out of their hands now, thank God, because we have reached the level we needed to get to."

As he spoke, a high-level U.S. team was in Russia, complaining about alleged illicit transfers of Russian missile technology to Iran.

"Iran is today a proper missile producer which does not need any country, not China, not Russia and not others," the Iranian leader said in remarks car-

ried by Tehran radio.

"We started from scratch, sometimes using parts or technology from outside.

"We have also used Western technology, including our scientists who have studied in America itself."

Iran said its navy tested Iranian-made ballistic and cruise missiles at the end of war games in the Gulf on Thursday.

In July, Iran tested the medium-range Shehab-3 missile, which it said had a range of 1,300 kilometers (812 miles).

Israel and the United States have repeatedly expressed concern over Iran's missile capacity, urging Russia and China to stop any transfers of technology to the Islamic republic.

Iranian Scientist Issues Denial

William J. Broad of The New York Times reported earlier from New York:

An Iranian scientist has denied that he tried to recruit biologists who formerly worked on Moscow's germ-warfare program to develop similar weapons for Iran, as American officials and Russian

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,
DECEMBER 12-13, 1998

scientists have reported.

The scientist, Mehdi Rezayat, was identified by The New York Times this week as a key figure in an Iranian purchasing network meant to speed the development of nuclear, chemical and biological weapons.

But he said Thursday that his approaches were entirely peaceful and that he was only trying to acquire the talent and technology to make diagnostic kits for hepatitis and AIDS, and antibiotics and other medicines.

The article, he wrote, "astonished me very much," adding that his only goal was to "fulfill the needs of his country in medical fields."

His comments were contained in a letter faxed Thursday to the television channel MSNBC, which translated and published them and provided a copy to The Times.

Efforts to reach Mr. Rezayat on Thursday were unsuccessful.

L'Iran réfute les propos d'Ocalan sur des bases du PKK sur son territoire

TEHERAN, 14 déc (AFP) - L'Iran a réfuté lundi les affirmations du chef des séparatistes kurdes de Turquie Abdullah Ocalan selon lesquelles son mouvement disposait de bases en Iran.

"Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) n'a jamais eu de bases en Iran", a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hamid Reza Asefi, cité par l'agence officielle IRNA.

M. Ocalan, placée en résidence surveillée à Rome, a affirmé, dans une déclaration publiée lundi par le quotidien arabe al-Hayat, que "le PKK dispose de bases dans le nord de l'Irak et en Iran, après la fermeture de nos bases en Syrie et au Liban". Ankara avait, dans le passé, reproché à l'Iran de "fermer les yeux" sur des infiltrations de maquisards kurdes du PKK à partir de son territoire vers la Turquie. Téhéran a rejeté ces accusations.

Le PKK mène une rébellion contre le pouvoir turc depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est anatolien. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts.

Dancing with crises

- The ruling bloc's incapacity to solve the situation in Turkey is now at an all time high, with political leaders even unable to agree upon a temporary government to last for four months until the early general election
- Even as alarm bells are distressingly going off in the economic arena, members of the media, who take themselves all too seriously, are contributing to the crisis through their evaluations and interpretations, which are far from the realities of Turkey
- It is possible that the choice of words used by Turkey's leading businessmen such as Rahmi Koc and Sakip Sabanci is intentional, aimed at increasing the bargaining power of employers in ongoing or upcoming collective contract agreements
- Demirel has said that 'there is no Kurdish problem in Turkey,' and so solved the issue. Now he can say, 'There's no Kurdish problem in Europe,' and also solve the problem from the point of view of the EU countries!...

Istanbul - Turkish Daily News

GUL DEMIR

Turkey's problems are growing like avalanches, forcing the country towards a crossroad. Each of the problems Turkey faces in economic, domestic and foreign affairs is deemed a "crisis." There are no precautions being taken or any promising developments on the horizon to deal with these problems, which are already being referred to as "fires" by some prominent businessmen.

The ruling bloc's "Inability to Manage Turkey" crisis has reached a new high with the fall of the last coalition government as a result of a vote of no confidence and the great chaos and uncertainty that is accelerating each day. All possible combinations have been tried in forming various coalitions to get by in accordance with the results of the elections held at the end of 1995. However, the ruling bloc's inability to solve the situation is now at an all time high to the extent that political leaders are unable to agree upon a temporary government to bring the country to early general elections to be held on April 18, 1999 -- they cannot form a government for even four months. But then again, it would be assuming too much to say that the political parties have even reached a consensus on holding the general elections on April 18.

It seems that Democratic Left Party (DSP) Chairman and Deputy Prime Minister Bulent Ecevit's efforts will be futile, although he had been appointed the task of forming the new government as per the wishes of President Suleyman Demirel, and those who wanted the advice of the National Security Council (MGK) obeyed without any concessions. Ecevit's attempt to form a government with his own party and the center-right Motherland Party (ANAP) and True Path Party (DYP) was unfruitful. When this solution was definitely rejected by the DYP, it became obvious that Ecevit's decision to form a minority government would also yield no solution.

In this case it seems that the discussions that have become boring four years on as to which party should form alliances with what other party will once again become heated. But this time the situation looks graver and bleaker. The members of the media, who take themselves all too seriously, contribute to the crisis by their evaluations and interpretations, which are far from the realities of Turkey, even as alarm bells are distressingly going off in the economic arena.

That Turkey is in the midst of a large-scale economic crisis has been voiced loudly by many businessmen and economists. While the crisis is trampling on small- and medium-size industries in Anatolia with a loud thump, it is already giving the "watch it, here I come" message to the "industrial giants."

The textile industry, one of the locomotives of Turkey's export economy, has already announced layoffs due to shrinking market shares. Already we are seeing massive layoffs, which according to Confederation of Turkish Labor Unions (Turk-Is) Chairman Bayram Meral, will reach 600,000. The chairman of the Turkish Industrialists' and Businessmen's Association (TUSIAD), Bulent Eczacibasi, has stated that if no precautions are taken against the economic crisis, 300,000 more people will soon be without jobs. The chairmen of the Board of Directors of the two giants of the Turkish economy, Koc and Sabanci Holdings, have also separately made the same statements. Rahmi Koc, noting the negative developments in the automotive industry, said that if the trend of a

"shrinking market" continues they will resort to laying off staff. According to Koc, the "economy is on the knife's edge" and if nothing is done, "it may go bad, as far as having to resort to devaluing the Turkish lira." Sabanci, on the same subject, said that the "automotive industry is on fire, the factories are dormant, there is a need to lay off."

It is possible that the choice of words in these evaluations may be intentional, aiming to increase the bargaining power of the employers in ongoing or upcoming collective contract agreements. However, even though the crisis may not seem as serious as the one in 1994, there are loud and clear indications of a major economic bottleneck.

Some politicians blame the crisis on the mistakes of Prime Minister Mesut Yilmaz, while others blame it on the crisis that surfaced in Russia a few months back. What is obvious is that the economic crisis that is pounding on Turkey's doorstep seems a lot more urgent than the efforts of businessmen who are trying to draw the attention of the country towards a solution for the political vacuum created by the lack of a government in the country. For example, TUSIAD, in restating that early general elections would not bring about the desired government, suggests even more strongly the formation of a "solution government" to sail through the dangerous waters created by the economic crisis.

While Turkey is facing such deep and complex problems domestically, it must now make other urgent decisions that have been put off for too long in its relations with the Western world.

The fact that the leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), Abdullah Ocalan, was forced to leave Syria and seek asylum in the Italian capital of Rome via Russia brought already troubled Turkish-European Union relations to a final, decisive stage. Those in power in Turkey adopted a rather chauvinistic attitude towards Italy, knowing that its domestic legal responsibility as well as its promises as signatory to international agreements and within the scope of EU law would prevent it from extraditing Ocalan to Turkey.

The news media, which is supposed to produce rational, objective and truthful news items (this being its main and only reason to exist -- in Turkey) have willingly taken it upon themselves to provoke people into boycotting Italian goods, further submerging Turkey under this chauvinistic surge. It is possible to see this in the articles in the major dailies regarding the "deep state." The know-it-all pens of the political powers now have to admit that the PKK, which only a month ago they had proclaimed defunct, is now stronger than ever in the international political arena and promises to be a bigger threat than ever.

Although they have not felt the necessity of apologizing for accusing those journalists who voiced the same views earlier of being traitors, they are now making a tragicomic attempt to convince the European Union countries of their "belief" that, "there are no Kurds in Turkey." This is now rapidly climbing to the top of the agenda. One has to interpret this as, "If there's no Kurdish problem in Turkey," there's a Kurdish problem in the EU countries!

For now let it suffice to say that the "Apo Affair," which is the main topic of writing, will once again settle down within a few days at the top of the agenda thanks to rapid developments occurring both in Rome and in various platforms of the EU. Naturally, one has to stress that these developments have become a candidate for creating a deeper and more encompassing crisis than usual in Turkish-EU relations.

In the light of all these evaluations so many of these crises could become headaches for those governing Turkey even though there are short breaks between them. (As yet there is no hopeful, concrete signal as to how these crises can be overcome.) However, if their method is not to solve the country's crises but rather to create a new one, then one has to admit that they certainly have been really quite successful. However, it seems that the "social engineering" calculations concerning the political balances in a country and the reckoning over the "Kurdish problem" by those who think that they can create this by various measures for now seem not to fit the door to the EU. And in this situation the most important job probably falls on President Suleyman Demirel. He has said that "there is no Kurdish problem in Turkey" and so solved the issue. Now he can say "there's no Kurdish problem in Europe" and also solve the problem from the EU countries' point of view!...

Ocalan accuse ses compagnons d'armes des atrocités commises par le PKK

Dim 13 Déc 98 - 22h38 GMT

ANKARA, 13 déc (AFP) - Le leader séparatiste kurde Abdullah Ocalan a rendu responsable ses compagnons d'armes, et en particulier son ancien second Semdin Sakik, jugé en Turquie, des atrocités commises par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dans deux interviews publiées dimanche.

"Dans le combat, la plupart d'entre eux ne se comportent pas mieux que des meurtriers", a-t-il déclaré dans une interview à la télévision kurde par satellite Med-TV.

"S'ils s'étaient bien battus, ils auraient pu remporter la victoire. Je leur répète cela depuis 15 ans (...) Ils ne peuvent pas comprendre mes idées", a affirmé le chef du PKK, qui se trouve en résidence surveillée à Rome, depuis son arrestation dans la capitale italienne le 12 novembre.

"J'ai dit à mes commandants d'arrêter, mais ils ne le font pas", a-t-il souligné, ajoutant qu'il ne voulait "plus travailler avec ces gens-la".

"Je vais attendre encore quelque mois, et s'ils changent, je continuerais à travailler avec eux. S'ils ne le font pas, je partirai", a-t-il encore dit.

Ocalan a également lancé un appel à destination des autres organisations séparatistes kurdes, qui sont pour la plupart opposés à la lutte armée du PKK pour qu'ils s'allient avec lui.

"Je ne veux pas être le chef. Je me suis mis en état d'arrestation. S'ils veulent que je sois à nouveau actif, je le ferai. Je ferai ce qu'ils veulent en faveur d'une solution politique", a-t-il affirmé sur Med-TV.

Par ailleurs, dans une interview publiée dimanche par le journal turc Milliyet, Ocalan s'en est pris à son ancien second Semdin Sakik qu'il accuse de certaines atrocités commises par le PKK.

"C'était un sujet de conflit (à l'intérieur du PKK)", a déclaré M. Ocalan, en réponse à une question sur les assassinats d'instituteurs dans les écoles primaires dans le sud-est de la Turquie où vit la minorité kurde.

"L'un des grands instigateurs de cela était Semdin. Mais nous nous sommes débarrassés d'eux", a ajouté le chef du PKK.

Semdin Sakik, ancien commandant-en-second du PKK, a quitté l'organisation au début de l'année après une dispute avec Ocalan. Il a ensuite été capturé par l'armée turque dans le nord de l'Irak en avril.

La Turquie affirme que plus de cent instituteurs ont été assassinés par le PKK parce qu'ils enseignaient le turc à des enfants kurdes.

"Quand j'entends cela et les meurtres d'autres civils, les femmes et les enfants des villages guards (abritant les milices kurdes pro-turc), j'ai évidemment pensé que cela ne pouvait pas avoir été commis par nos forces", a encore affirmé M. Ocalan.

"Mais quand j'ai vérifié, j'ai trouvé que cela avait été commis par des gens sous son (celui de Sakik) commandement", a-t-il ajouté.

Ocalan a également accusé Sakik du massacre de 30 soldats turcs non armés en mai 1993, après que le PKK eût proposé un cessez-le-feu à la Turquie, affirmant qu'il le respecterait unilatéralement.

Sakik, interrogé sur ce point, a affirmé que l'ordre avait été donné par Ocalan.

"Naturellement je ne pardonne pas le terrorisme. Je n'ai jamais soutenu le terrorisme", a affirmé M. Ocalan.

Le leader kurde a réaffirmé que le PKK abandonnerait sa lutte armée si la Turquie reconnaissait l'identité kurde.

Ocalan, arrêté à Rome en provenance de Russie le mois dernier, est en résidence surveillée. La Turquie réclame son extradition pour le juger de la mort de milliers de personnes depuis le début de la lutte armée du PKK il y a 14 ans. Il a créé le PKK en 1978, organisation qu'il dirige depuis pour obtenir la reconnaissance du Kurdistan.

Abdullah Ocalan : « L'Europe doit faire pression sur Ankara »

Dans une interview au « Figaro », le chef du PKK se dit prêt à être jugé sous certaines conditions.

Abdullah Ocalan est arrivé en Italie le 12 novembre, en provenance de Moscou. Porteur d'un faux passeport au nom d'« Abdullah Sorokokurd », ce qui veut dire « le chef des Kurdes ». L'Italie l'a arrêté pour répondre à un mandat émis par un parquet allemand. Bonn n'a cependant toujours pas demandé son extradition. Le chef du PKK (parti séparatiste kurde) est actuellement assigné à résidence dans une villa du littoral romain. Le 22 décembre, Rome devra choisir entre trois solutions : le déférer devant un tribunal, l'expulser ou lui accorder l'asile politique.

Le FIGARO. - Le juge Jean-François Picard vous a interrogé la semaine dernière sur des accusations d'extorsion portées en France contre votre parti, le PKK. Pourquoi avoir refusé de lui répondre ?

Abdullah Ocalan. - Ce juge part du principe qu'étant leader du PKK je dois être tenu pour responsable de tout ce qui est commis en son nom. Si des délits ont lieu, il appartient à la justice d'enquêter de manière scientifique. Cela ne m'a pas paru être le cas.

- Etes-vous prêt à vous soumettre à un procès en Italie ?

- Si un tel procès prend en considération la question kurde, c'est-à-dire le droit d'un peuple opprimé à se révolter, je suis prêt à m'y soumettre. En revanche, limiter un procès à ma seule personne serait rendre un mauvais service au peuple kurde.

- Et en Allemagne ?

- Je n'ai jamais mis les pieds en Allemagne. Il serait donc assez paradoxal d'être poursuivi pénalement pour des faits commis dans ce pays. En outre, je ne pense pas que les Kurdes allemands, qui sont très nombreux, accepteraient facilement un tel procès. Encore une fois : mon procès ne peut être qu'un procès politique : il

doit poser le problème d'un règlement politique de la question kurde.

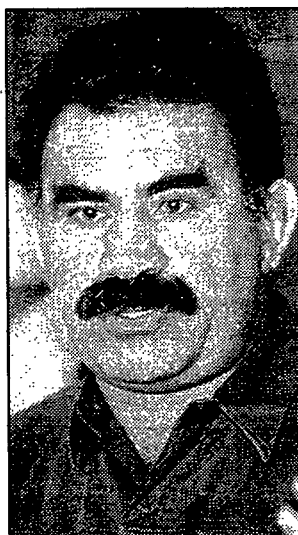
- Quel type d'autonomie revendiquez-vous ?

- Une autonomie qui établisse la souveraineté du peuple kurde, qui lui confère des droits égaux à ceux du peuple turc. Malheureusement, le retour au pouvoir de Bulent Ecevit n'offre pas une telle opportunité. Ecevit est un keymaliste. Il veut résoudre la question kurde de manière militaire. Il ne croit pas en un règlement politique. L'Europe et les Etats-Unis doivent convaincre Ankara que la question kurde est au cœur de toute pacification dans la région.

« Mon parti a atteint l'âge adulte »

- Pourquoi avez-vous démissionné de la présidence du PKK ?

- J'ai 49 ans. Depuis 1973, je suis impliqué au premier chef dans la vie de ce parti. Ma démission est un geste politique. Elle doit permettre une restructuration en profondeur du parti, faire en sorte que le PKK ne soit plus isolé sur la scène internationale. Mon voyage en Europe vise à convaincre les Européens de faire pression sur Ankara pour faire taire les armes. Des pré-



Abdullah Ocalan.

(Photo Romano Sicilani/Epa/Ansa/AFP.)

paratifs sont en cours pour réunir un congrès du PKK. Mon parti a atteint l'âge adulte. De nouveaux éléments s'affirment. Ils sont tout à fait capables de prendre la relève.

- Quels sont vos effectifs sur le terrain ?

- Environ 10 000 combattants. Plus 10 000 prisonniers politiques. Et des milliers de gens qui nous apportent un soutien logistique. Le PKK a le soutien de 70 % de la population kurde. Hors du Kurdistan, il est présent dans de nombreux pays, à commencer par la Russie.

- Nombre de dirigeants européens expriment des réserves à votre égard. Le chef du gouvernement italien, Massimo D'Alema, vous qualifie de terroriste.

- M. D'Alema ne m'a pas qualifié de « terroriste », mais de « personne passant pour terroriste ». Si quelqu'un parle

de moi ainsi, que dire des pays qui aident l'Etat terroriste turc, lui vendent des armes, l'encouragent dans l'assassinat délibéré de notre peuple ?

- Certains vous accusent d'être responsable du meurtre d'Olof Palme, en février 1986, à Stockholm.

- Cette accusation fait partie du complot visant à discréditer le PKK. Nous savons bien que le meurtre d'Olof Palme a été décidé par les éléments les plus intransigeants de l'Otan. M. Palme soutenait ouvertement les mouvements de libération nationale alors que d'autres, comme Ronald Reagan et la junte turque, voulaient à tout prix briser l'émergence d'une prise de conscience nationale du peuple kurde.

- Le ministre des Affaires étrangères, Lamberto Dini, affirme que vous vous êtes rendu en Russie à l'invitation du leader d'extrême-droite Vladimir Jirinowski.

- Dire que j'étais à Moscou à l'invitation de M. Jirinowski est exagéré. Quand j'ai quitté le Moyen-Orient (NDLR : la Syrie), je me suis rendu par avion à Athènes (NDLR : où il n'a pas eu le droit d'entrer), puis de là à Moscou. J'y ai passé quatre semaines. J'étais invité par la commission de géostratégie, qui relève de la Douma et qui est présidée par un proche de M. Jirinowski.

- Que se passera-t-il pour vous après le 22 décembre ?

- J'ai demandé à bénéficier du droit d'asile politique en Italie. Une commission est en train d'étudier cette demande.

Propos recueillis à Rome par Richard HEUZÉ

LUNDI 14 DÉCEMBRE 1998

LE FIGARO

Une vague d'assassinats terrorise les intellectuels iraniens

IL Y A DEUX ANS, l'aile conservatrice du régime les avait jetés en pâture aux extrémistes sanguinaires, dans une série télévisée où ils étaient qualifiés de « libéraux », l'une des pires injures dans la bouche de leurs détracteurs. Aujourd'hui, alors que la République islamique d'Iran est supposée connaître un « printemps » culturel, politique et social, ils sont assassinés, comme aux pires heures obscurantistes des vingt dernières années. « Ils », ce sont les intellectuels laïcs et libéraux.

Mohamad Pouyandeh, critique d'art, traducteur et membre de l'Association des écrivains iraniens, a été retrouvé étranglé samedi 12 décembre, après avoir été porté « disparu » trois jours plus tôt. Avec Majid Charif et Mohamad Mokhtari, Pouyandeh est le troisième intellectuel assassiné en une quinzaine de jours. Le triste cortège avait été ouvert par le meurtre, le 22 novembre, à leur domicile de Téhéran, de Daryush Forouhar, chef du Parti de la nation iranienne, et de son épouse, Parvaneh.

Le « crime » de Pouyandeh et de Mokhtari est sans doute d'avoir été membres du comité chargé d'organiser l'assemblée générale de l'Association des écrivains iraniens, dissoute dès l'avènement de la République islamique, et qui effraie le régime parce qu'elle prône le dialogue, l'abolition de la censure et le respect des libertés. Ledit comité, selon un universitaire iranien en exil en France, a lancé, au printemps, un appel pour une assemblée générale des écrivains, afin d'approuver un projet de charte en dix points, sensée être l'acte de re-

lance de l'Association. Après la publication de leur appel par la presse, les signataires ont été interpellés par les forces de sécurité, qui leur ont signifié qu'ils n'avaient pas le droit de lancer des invitations à des réunions illicites.

PROJET DE CHARTE

Déjà en 1996, après que les élections législatives eurent révélé un affaiblissement relatif des conservateurs et un début d'ingérence de la société civile dans la vie politique, un petit groupe d'écrivains s'étaient réunis pour examiner les conditions de réactivation de l'Association. Après plusieurs mois de discussions, le projet de charte avait été élaboré. Mais les membres du groupe furent interpellés et sommés de mettre fin à leurs activités.

Une cinquantaine d'écrivains ont lancé samedi un appel au président Mohamad Khatami pour qu'il « mette fin à cette situation par tous les moyens ». « Les catastrophes se succèdent et nul n'y remédie. Les récents meurtres d'écrivains sont la preuve que la violence aveugle est à l'œuvre pour éradiquer la liberté, porter atteinte à la sécurité publique et créer des tensions dans la société civile », se sont indignés les signataires. Le Conseil national de sécurité s'est réuni le même jour pour discuter de ces meurtres. Les ministres des renseignements et de l'intérieur ont reçu l'ordre d'« instruire ces affaires avec fermeté et sans répit ». Cent quarante députés ont exhorté M. Khatami à agir. L'aile conservatrice du régime, elle, voit derrière ces meurtres la main de l'étranger et des « ennemis du régime ».

CLIMAT DE HAINE

Cette fraction n'avait pas réagi de la même manière, au cours des années passées, lorsque les hommes de lettres et intellectuels étaient déjà des cibles du terrorisme. Elle avait même créé un climat de haine tel contre les « libéraux » qu'il avait valeur de feu vert à la chasse aux pensants. Ainsi, en 1996, une série hebdomadaire télévisée avait désigné du doigt des intellectuels laïcs et libéraux comme étant des vecteurs par lesquels l'Occident allait « contaminer » la pureté des valeurs révolutionnaires islamiques. Or la Radio-télévision iranienne est directement contrôlée par le Guide de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, figure de proue des conservateurs. La même année, vingt et un écrivains et intellectuels qui se rendaient en autocar en Arménie avaient frôlé la mort dans une probable tentative de meurtre déguisée en accident de la route. Un mois plus tard, treize écrivains étaient interpellés et emmenés pour interrogatoire avant d'être relâchés.

L'Association des écrivains est une cible de choix. Le harcèlement de ses membres s'est intensifié dès 1994, après la publication par 134 écrivains d'un manifeste expliquant qu'un collectif d'écrivains ne devait pas être assimilé à un parti, ni considéré comme une officine de telle ou telle formation politique ou d'un pays étranger. « Notre présence collective est le garant de notre indépendance individuelle et les opinions ou les activités privées de tel ou tel n'ont aucun rapport avec l'ensemble des écrivains ; c'est cela la perception démocratique d'une for-

mation syndicale indépendante (...). Nous sommes des écrivains (...). Considérez notre présence collective comme la présence professionnelle des écrivains », écrivaient-ils.

La presse des durs du régime les avait abreuvés d'injures, les accusant notamment d'être des « communistes et royalistes ennemis de la révolution, qui reçoivent leurs ordres des Occidentaux et des Israéliens ». Quelques semaines plus tard, un romancier libéral, Ali Akbar Saïdi Sirjani, mourait en résidence surveillée, officiellement d'une attaque cardiaque, mais nul n'a jamais cru, à Téhéran, à cette version de la cause du décès, ni aux accusations portées contre Sirjani de « trafic de drogue », « pédophilie » ou encore de liens avec des « éléments contre-révolutionnaires basés à l'étranger » et avec « d'anciens officiers de la Savak », la police politique du régime du shah.

En octobre 1995, l'écrivain Ahmad Mir Alaï était trouvé mort dans une ruelle d'Ispahan. Un mois plus tôt, la maison d'édition Morgh-e-Amin était incendiée pour avoir publié un livre jugé anti-islamique. Ce ne sont là que quelques exemples d'un terrorisme dont les coupables n'ont jamais été traînés en justice. D'où le scepticisme de nombreux Iraniens quant aux enquêtes qui seront menées à propos des meurtres récents. D'autant que, malgré la présence de M. Khatami à la présidence et d'une équipe ministérielle plus ou moins homogène, tous les autres appareils de l'Etat sont tenus par les conservateurs, ceux-là mêmes qui étaient au pouvoir les années passées et qui ont repris l'offensive contre les modernistes.

Mouna Naïm

Washington "sceptique" sur le revirement d'Abdullah Ocalan

WASHINGTON, 14 déc (AFP) - Les Etats-Unis se sont déclarés lundi "profondément sceptiques" devant les déclarations du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan qui se dissociait dimanche soir des atrocités commises par son mouvement.

"Nous sommes très sceptiques, profondément sceptiques sur la déclaration d'Ocalan, maintenant qu'il est aux arrêts et que des discussions ont lieu pour qu'il puisse être jugé", a déclaré le porte-parole du département d'Etat, James Foley.

"Il nous semble qu'il s'agit d'une conversion de circonstance", a-t-il ajouté.

Abdullah Ocalan a décrit dimanche soir sur la télévision kurde Med-TV ses lieutenants comme une bande de meurtriers avec lesquels il ne "voulait plus travailler" à moins qu'ils ne "changent".

Au passage, Ocalan a reconnu les atrocités commises par son mouvement --les meurtres d'instituteurs, de femmes et d'enfants-- celles-là même que dénonce le gouvernement turc en le définissant comme un terroriste.

Rebel Kurd Leader Urges Surrender

By SUZAN FRASER Associated Press Writer

Tuesday, December
15, 1998

ANKARA, Turkey (AP) -- Seeking political credibility for his guerrilla group, a rebel Kurdish leader has called on his fighters to end their armed struggle and help him search for a peaceful way toward autonomy in Turkey.

Abdullah Ocalan, arrested in Italy on terrorism and murder charges, told a London-based Kurdish TV station that a "new era" has begun for his Kurdistan Workers Party, known as the PKK.

"The Kurdish guerrillas have been fighting for 15 years but this cannot continue like this anymore," Ocalan told MED TV by telephone on Sunday. "They should give up their arms and they should go back to their homes."

Nearly 37,000 people have been killed since the PKK launched an armed campaign for autonomy in southeastern Turkey in 1984.

In another interview with the Arabic daily Al Hayat, Ocalan also appealed for joint action by Arab, Muslim and European countries to find a peaceful solution.

But Ocalan, who has asked for political asylum in Italy, made clear the PKK could revert to violence if political solutions fail.

In a show of support for Ocalan, about 8,000 Kurdish prisoners began a nationwide rotating hunger strike in Turkey on Monday, taking five-day turns in rejecting food.

Turkey considers Ocalan (pronounced OH'-jah-lan) a terrorist and wants him extradited to face trial at home. He was detained in Rome on Nov. 12, when he flew in from Moscow.

Italy has refused to extradite him to Turkey where he could face the death penalty and is considering the possibility of a trial in Italy. There appeared to be little concrete European support for a trial before an international tribunal.

In his interview with Al Hayat, Ocalan said he would welcome an international court trial, saying it would be "the proper place to challenge the Turkish military regime's accusations."

Ocalan also said he was prepared to give up his position as president of the rebel group.

"He is giving up the daily running of the organization and intends to be its spiritual and political leader," said Hikmet Tabak, managing director of MED TV, which can be viewed in southeast Turkey via satellite.

Ocalan se dissocie des atrocités du PKK pour se poser en leader politique

Lun 14 Déc 98 - 15h28 GMT

ANKARA, 14 déc (AFP) - Le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan essaie de se dissocier des atrocités commises par son mouvement pour se poser en leader politique face aux Européens, au moment où son sort est entre les mains de l'Italie, estiment les analystes.

Abdullah Ocalan a décrit dimanche soir sur la télévision kurde Med-TV ses

lieutenants comme une bande de meurtriers avec lesquels il ne "voulait plus travailler" à moins qu'ils ne "changent".

"Il sait qu'il y a une chance qu'il soit jugé en Italie", fait remarquer un diplomate occidental pour expliquer ce nouveau développement. "Comment croire que pendant quinze ans, il n'avait aucun contrôle sur son organisation ?"

Le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a été arrêté le 12 novembre à Rome et mis entretemps en résidence surveillée. L'Italie refuse de l'extrader vers la Turquie car la peine de mort y est en vigueur. Le chef de la diplomatie Lamberto Dini a dernièrement évoqué la possibilité qu'il soit jugé en Italie.

"Il veut arriver à se positionner comme un interlocuteur crédible et à se dissocier du terrorisme", souligne un autre diplomate occidental. "Il y a une vague favorable en Europe et le PKK essaie de surfer dessus", estime-t-il en référence aux appels à une conférence internationale pour un règlement de la question kurde, dont Ankara ne veut pas entendre parler.

Au passage, Ocalan a reconnu les atrocités commises par son mouvement --les meurtres d'instituteurs, de femmes et d'enfants-- celles-là même que dénonce le gouvernement turc en le définissant comme un terroriste. "Pour la première fois, en négatif, Ocalan dit: "oui, c'est vrai", souligne ce diplomate.

Il est d'autant plus aisé pour le leader kurde d'en rendre responsable son ancien bras droit, Semdin Sakik, que ce dernier a fait défection au début de l'année, avant d'être capturé par l'armée turque. Il passe actuellement en jugement.

Abdullah Ocalan a également assuré avoir essayé de convaincre en vain ses commandants d'arrêter de se battre. "S'ils s'étaient bien battus, ils auraient pu remporter la victoire. Je leur répète cela depuis quinze ans (...) J'ai dit à mes commandants d'arrêter, mais ils ne le font pas", a-t-il affirmé sur Med-TV.

Pour Dogu Ergil, professeur en sciences politiques et président de la Tosav, une Fondation de recherche sur les problèmes des sociétés, "la lutte armée était un mauvais calcul, parce que vous ne pouvez pas gagner avec la puissante armée turque en face".

Selon lui, "la violence a continué car si Ocalan était hôte de la Syrie, il est devenu son otage (...) le PKK ne pouvait pas renoncer à la violence."

Damas a interrompu toute aide au PKK au terme d'un accord conclu avec la Turquie en octobre sous la menace d'une action militaire turque. Ocalan a alors dû se rendre à Moscou, avant d'atterrir à Rome.

"Mais il y avait déjà une fissure dans l'organisation", estime Dogu Ergil. "La branche armée était hors de contact avec la réalité du monde, et il y a eu un rapprochement entre les sympathisants qui ne pouvaient pas influencer cette branche armée et les civils vivant en Europe", selon lui.

Un porte-parole de l'agence DEM, qui reflète généralement le point de vue officiel du PKK, Devrim Akcadag, a ainsi pris soin de préciser lundi que les critiques d'Ocalan étaient dirigées contre le bras armé de l'organisation, l'ARGK, tentant ainsi également d'en dissocier le courant "politique" de l'organisation.

Abdullah Ocalan quittera l'Italie si aucune solution n'est trouvée

ROME, 15 dec (AFP) - Le chef kurde Abdullah Ocalan a indiqué mardi à Rome dans un entretien à l'AFP qu'il quitterait l'Italie si aucune solution politique n'était trouvée à son cas et indiqué que l'expulsion était pour l'instant l'hypothèse la plus probable.

"Je suis venu ouvertement pour faire de la politique (en faveur des Kurdes), s'il n'y a pas moyen de faire de la politique alors je m'en vais", a-t-il déclaré.

"Je préférerais que l'Italie m'accorde l'asile politique", a-t-il cependant ajouté.

"Mon cas est devenu comme un match de football entre la justice et la politique. On ne sait pas qui va gagner, la justice, la politique ou encore être mis dehors. Probablement ce sera l'+out+", a-t-il dit.

"Si on respecte le droit, j'ai le droit à l'asile politique, mais les pressions surtout américaines ont interféré dans la justice", a-t-il estimé.

Interrogé sur l'hypothèse rapportée par un journal turc et attribuée au Premier ministre turc sortant Mesut Yimaz, selon laquelle Rome pourrait l'expulser vers l'Albanie, il a indiqué que la Turquie "pensait avoir les moyens de former un commando en Albanie" pour l'éliminer. L'Italie a démenti mardi soir cette hypothèse.

Le chef de la rébellion kurde a reçu l'AFP dans une villa modeste d'Infernetto, à une trentaine de km où il est assigné à résidence depuis le 20 novembre. Une dizaine de policiers équipés de gilets pare-balle et de mitraillettes veillent sur sa sécurité dans la maison tandis qu'un barrage filtre les accès.

M. Ocalan a exclu de passer en jugement sans que la question kurde soit abordée.

"J'exclus toute forme de procès qui viserait à mon exécution politique et spirituelle, le seul procès que j'accepterai sera celui où je pourrai défendre le peuple kurde", a-t-il ajouté.

"J'ai quitté le Moyen Orient pour empêcher un complot qui voulait m'éliminer physiquement, je ne peux pas accepter maintenant une exécution politique" a-t-il insisté.

Il a indiqué qu'il quittait la direction du PKK pour pouvoir diriger une coalition kurde plus large.

"Je proposerai lors du prochain congrès du PKK de ne pas me représenter à sa présidence", je "veux jouer un rôle plus grand, je veux passer à une organisation plus importante" a-t-il expliqué.

Il a annoncé la tenue d'un "prochain Congrès d'Union Nationale" intégrant d'autres composantes kurdes comme les composantes socialistes, islamistes et traditionnelles. "Nous avons négligé les autres membres de la communauté kurde" a-t-il souligné.

"Je veux jouer un rôle de rassembleur, de réorganisateur avec l'objectif de négocier, de faire de la diplomatie" a-t-il ajouté.

Il a évoqué les "erreurs commises par certains au sein du PKK" parmi lesquelles il a cité le culte de la personnalité. "Ils me traitent comme un génie, un guide spirituel, veulent faire de moi une icône pour asseoir leur pouvoir" a-t-il expliqué.

"Je ne veux pas permettre ce genre d'action, je ne veux pas être mal compris" a-t-il ajouté. "Le PKK a atteint la maturité, il peut se corriger, ces militants doivent agir indépendamment sans passer par les chefs de tribu" a-t-il observé en soulignant que ces erreurs étaient liées "à la société kurde, patriarcale, tribale, de culture arriérée".

Il a indiqué que le prochain congrès du PKK aura un "contenu social très important" et accordera un rôle central à la femme avec un "congrès de libération des femmes".

Le président du Parti des Travailleurs du Kurdistan a par ailleurs rejeté toutes les accusations portées contre lui

d'avoir commandité des homicides ou des rackets à l'intérieur de la communauté kurde, les qualifiant de "calomnies" d'"accusations diffamatoires".

"Je me considère comme l'un des meilleurs humanistes" a-t-il lancé. Il a déploré le fait que les dirigeants politiques "n'osent pas venir me voir", "je cherche l'interlocuteur", a-t-il dit.

M. Ocalan doit recevoir mercredi matin la visite de la veuve de l'ancien président de la République française, Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France-Libertés.

Le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a été arrêté à Rome le 12 novembre et est assigné à résidence depuis le 20 novembre près de Rome.

«L'adieu aux armes» d'Abdullah Ocalan

Le chef kurde accable ses commandants.

15 DÉCEMBRE 1998



Une Kurde brandit le portrait d'Ocalan, le 17 novembre à Rome.

Placé en résidence surveillée dans une villa de l'Infernetto, à la périphérie de Rome, Abdullah Ocalan, dit «Apo», le chef des rebelles turcs kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste), en guerre contre Ankara depuis 1984, multiplie depuis quelques jours les interviews pour tenter de se crédibiliser comme interlocuteur politique vis-à-vis des Européens. Quelques jours après son arrivée dans la péninsule, celui que les autorités turques considèrent comme leur ennemi public numéro 1 et le chef d'un «sanguinaire groupe terroriste» annonçait déjà, dans une interview à *La Repubblica*, sa condamnation du terrorisme, y compris venant de son organisation. Alors que l'Italie s'apprête à décider, le 22 décembre, sur sa demande d'asile, l'adieu aux armes d'Apo se fait de plus en plus explicite. «S'ils s'étaient

bien battus ils auraient pu remporter la victoire. Je leur répète cela depuis quinze ans», lançait avant-hier Abdullah Ocalan, critiquant ses lieutenants sur les ondes de Med-TV, télévision kurde basée en Belgique, de fait contrôlée par son parti. «J'ai dit à mes commandants d'arrêter mais ils ne le font pas (...). Je vais encore attendre quelques mois et s'ils changent, je continuerai à travailler avec eux. S'ils ne le font pas, je partirai», renchérisait Ocalan qui, quelques jours plus tôt, avait déjà annoncé sa démission du poste de président du PKK.

Les autorités d'Ankara refusent aux Kurdes de Turquie (12 à 15 millions de personnes) toute autonomie et toute reconnaissance de leurs droits culturels. Ocalan assure vouloir maintenant une solution politique à l'intérieur des frontières de la Turquie et tente de se dissocier des atrocités commises

par son mouvement. Dans une interview au quotidien turc *Milliyet*, il a ainsi mis en cause son ancien second, Semdin Sakik, légendaire commandant puis opposant, arrêté par les services turcs au printemps dernier et depuis devenu «repenti». Apo l'accuse d'avoir été le «grand instigateur» des assassinats d'instituteurs dans le sud-est anatolien et de porter la

responsabilité des massacres de civils, y compris femmes et enfants, dans les villages kurdes fidèles aux autorités. La «sale guerre» dans le sud-est anatolien entre l'armée turque et les rebelles du PKK a fait quelque 30000 victimes depuis 1984, en premier lieu dans la population civile prise en étau entre les rebelles et les ratissages militaires qui ont détruit et vidé par la force plus de 3000 villages, faisant quelque 3 millions de personnes déplacées. Le ton nouveau d'Abdullah Ocalan s'explique aisément. Chassé de Syrie en octobre dernier sous pression d'Ankara qui menaçait Damas d'une action armée, refusé d'asile à Moscou malgré le soutien dont il disposait à la Douma chez les communistes et les nationa-

listes, il avait décidé de rejoindre l'Italie, sachant y disposer d'appuis dans la classe politique, notamment parmi les communistes de Rifondazione. Il joue donc maintenant son va-tout, tentant de transformer sa défaite militaire sur le terrain, où agissent encore quelque 5000 à 10 000 de ses combattants, en victoire politique. Diplomates ou spécia-

**«S'ils s'étaient bien battus ils auraient pu remporter la victoire. Je leur répète cela depuis quinze ans.»
Abdullah Ocalan,
leader du PKK**

listes des mouvements de guérilla restent sceptiques sur ses contritions, soulignant qu'Apo exerçait alors un contrôle absolu sur son mouvement. Mais la «fenêtre d'opportunité» pour une solution politique n'est pas moins réelle, d'autant qu'Ocalan, libéré de la tutelle syrienne, peut jouer le jeu. L'Italie ne l'extradera pas puisque la peine de mort est toujours en vigueur en Turquie, mais elle sera vraisemblablement obligée d'organiser son procès puisque l'Allemagne, bien qu'ayant émis un mandat d'arrêt contre le chef kurde, refuse de le faire. Abdullah Ocalan a déjà dit qu'il acceptait un procès s'il devient une occasion de poser publiquement le problème kurde ●

MARC SEMO

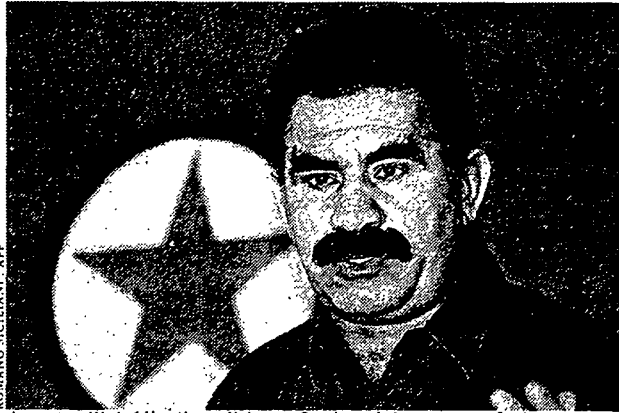
L'Italie relâche Ocalan

Le leader kurde pourrait être jugé dans la péninsule ou expulsé.

Rome de notre correspondant

Arrêté le 12 novembre à l'aéroport de Rome, puis assigné à résidence, le leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan, est désormais libre de ses mouvements. La cour d'appel de Rome a révoqué hier la mesure coercitive, à la suite de la décision allemande de renoncer à présenter une demande d'extradition à l'Italie. Néanmoins, ayant sollicité auprès des autorités transalpines l'octroi d'un statut de réfugié politique ou la concession de l'asile politique, Abdullah Ocalan ne peut pas, en principe, quitter la péninsule.

Mesure tragique. Ankara, qui réclame l'extradition du «terroriste Ocalan» en Turquie, a vigoureusement réagi. «C'est une mesure tragique, a commenté le ministre de la Défense, Ismet Sezgin, cette décision portera préjudice aux relations entre la Turquie et l'Italie. [...] Si Ocalan a été libéré sans conditions, nous



Ayant sollicité l'asile politique, Ocalan doit rester en Italie.

ferons appel auprès d'un tribunal supérieur», a annoncé le Premier ministre sortant, Mesut Yilmaz. Tandis que son successeur présumé, Bulent Ecevit, commentait, de manière plus mesurée: «En Italie, Ocalan était déjà, de facto, un homme libre. Il pouvait parler avec qui bon lui semblait et vivait avec tout le confort nécessaire.»

Deux solutions. Cherchant à apaiser les tensions, le président du Conseil italien, Massimo

D'Alema, a indiqué hier que «pour motif de sécurité et d'ordre public», l'Etat italien maintiendra un dispositif policier autour d'Ocalan. Pour le gouvernement italien, il n'existe que deux solutions: un procès en Italie ou l'expulsion. L'extradition en Turquie reste exclue, la peine de mort y étant toujours en vigueur. Mardi, un journal turc évoquait l'hypothèse d'une expulsion vers l'Albanie. «Au terme des quarante

jours prévus par la loi sur l'immigration, l'expulsion d'Ocalan pour immigration clandestine semble la plus compréhensible. L'Albanie ou un autre pays, la question est prématurée», a commenté le ministre de la Défense, Carlo Scognamiglio.

Expulsion. D'autres membres du gouvernement s'opposent à l'expulsion: le ministre communiste de la Justice, Oliviero Diliberto, qui se retrouve sous enquête pour «abus de pouvoir», suite à une plainte de la Turquie. Le mois dernier, le Garde des Sceaux avait souhaité que le parquet de Rome se prononce pour l'octroi des arrêts domiciliaires à Ocalan.

En visite hier à Rome, la présidente de France Libertés, Danielle Mitterrand, a rencontré le leader du PKK pendant une heure. Elle a déclaré: «L'opinion publique ressentirait comme une injustice un procès à Ocalan, alors qu'il n'est que le produit du terrorisme d'Etat turc.»

ERIC JOZSEF

Irak : les liens complexes entre l'opposition et Washington

VISIBLEMENT, ce n'est pas - ou pas seulement - sur l'opposition irakienne que les Etats-Unis comptent pour parvenir à leur objectif désormais officiellement annoncé de renverser le régime de Saddam Hussein. Leur soutien proclamé à cette opposition est sincère, mais il est peut-être une «couverture politique pour un changement qui se ferait autrement», estime Raid Fahmi, un responsable du Parti communiste irakien. «Ils savent que l'opposition est très disparate, et leur stratégie va vraisemblablement combiner un resserrement de l'étau autour du régime et un allègement maximal des souffrances du peuple irakien par le biais de la formule dite «pétrole contre nourriture», commenté pour sa part un ancien haut responsable de l'administration américaine sous couvert d'anonymat.

Comme pour leur donner raison, la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright a admis, vendredi 4 décembre, dans un discours à l'université d'Emory, à Atlanta, qu'un changement de régime à Bagdad «pourrait prendre du temps» et que «l'un des moyens d'y parvenir» était de travailler avec les formations de l'opposition. L'administration, a ajouté M^{me} Albright, s'emploiera avec le Congrès à mettre en application l'Irak Liberation Act - adopté par le Congrès, ratifié par le président Bill Clinton, et prévoyant l'octroi d'une aide militaire de 97 mil-

lions de dollars (près de 540 millions de francs) à l'opposition. Mais c'est une «affaire compliquée», a-t-elle concédé.

Les Etats-Unis laissent de nombreux opposants perplexes. Même s'ils n'ont pas oublié l'expérience amère du lâchage par les forces américaines des insurrections chiite et kurde du printemps 1991, qui ont été réprimées d'une main de fer par l'armée irakienne, ils prennent acte avec satisfaction de l'infléchissement de la politique américaine à l'égard de l'Irak. «Un pas a été franchi, estime Ahmad Bamarni, proche de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani). Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne affirment clairement à présent qu'ils veulent se débarrasser de Saddam Hussein.» Mouafak El Samarraï, ancien chef des services de renseignements irakiens, ne dit pas autre chose lorsqu'il déclare au quotidien saoudien *Asharq al-Awsat*, que «les administrations américaine et britannique sont sérieuses» lorsqu'elles projettent de renverser le régime irakien.

CHANGEMENT DE CAP

Pour M. Fahmi, il est difficile de déterminer quel a été «le facteur déterminant» du changement d'attitude de Washington, mais il va sans dire que ce changement de cap est devenu «un élément politique structurant» en fonction du-

quel les forces régionales et internationales doivent se situer. Washington dit clairement désormais qu'il n'est plus possible de «faire avec» Saddam Hussein. «Cela doit être pris en considération par l'ensemble du monde», y compris et peut-être d'abord par Saddam Hussein. D'ores et déjà, ajoute cet opposant, le régime paraît déstabilisé. Depuis quelques semaines, il a accentué la répression.

D'après le Centre des droits humains du Parti communiste irakien, un officier supérieur des services du protocole du palais présidentiel irakien, le général Sami, a été exécuté le 19 novembre pour «collusion» avec des partis de l'opposition. Quatre autres personnes, dont deux officiers, Mehdi Saleh Rakan et Omar Taha Al Salem, avaient été exécutés le 12 novembre à Mossoul, dans le nord de l'Irak.

Aucune formation de l'opposition ne veut toutefois être l'instrument d'une conspiration étrangère en Irak. A leur avis, ce sont les Irakiens eux-mêmes qui doivent renverser le régime, mais tout soutien extérieur à une entreprise proprement irakienne est bienvenu. Elles ont d'autant plus de mal à s'emboîter au projet américain que les Etats-Unis n'ont proposé aucun plan concret.

Malgré la publicité qui leur a été faite par le Foreign Office, deux réunions organisées les 23

Liberation

17 DÉCEMBRE 1998

LE MONDE / MARDI 15 DÉCEMBRE 1998 / 15

et 24 novembre à Londres, n'ont débouché sur rien. La première a groupé autour du secrétaire au Foreign Office, Derek Fatchett, seize représentants de l'opposition irakienne; au cours de la seconde, les mêmes - moins un, le représentant du Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak, ayatollah Baqer El Hakim - ont rencontré Martin Indick, le sous-secrétaire d'Etat américain pour le Proche-Orient.

A LA RECHERCHE DE L'HOMME LE PLUS CRÉDIBLE
M. Fatchett et M. Indick, selon des opposants, voulaient davantage écouter que parler, prendre connaissance des vues des uns et des autres et non tirer des plans sur la comète. Et ils eurent droit à une large palette d'opinions, tant sur le

Conseil national irakien (CNI), cette coalition de l'opposition mise sur pied en 1992 à l'instigation des Etats-Unis et qui n'existe plus que sur le papier, qu'à des critiques virulentes sur l'attitude passée des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne ou aux formes de soutien requis par l'opposition - création d'une radio dans le Kurdistan, instauration d'une zone d'exclusion totale de l'armée irakienne dans le sud du pays, extension d'une telle zone vers l'ouest, formation d'un gouvernement en exil, etc.

Tant le secrétaire au Foreign Office que le sous-secrétaire d'Etat américain ont exhorté les opposants à s'unir pour « ne pas être pris de court par les évolutions possibles », résume un opposant. Ils ont affirmé ne pas vouloir se canton-

ner au CNI, que son président, Ahmad Chalabi, l'homme très contesté des Américains aux yeux de nombreux opposants, voudrait pourtant voir ressusciter. Washington et Londres ont assuré leurs interlocuteurs qu'ils veulent prendre en considération toutes les composantes de l'opposition. Ils semblent aussi à la recherche de l'homme le plus crédible autour duquel pourrait se rassembler une majorité, elle aussi crédible, de formations et de personnalités de l'opposition.

Mouna Naim

Ocalan libero, espulsione più vicina

Ma il nodo resta il Paese disposto a ospitarlo: Svezia, Olanda, Baltico, Ucraina o Caucaso?

La Germania rinuncia all'estradiizione, Usa «infastiditi»

ROMA. La decisione della Corte d'Appello di Roma di rimettere in libertà il leader del Pkk, Abdullah Ocalan, ha impresso una brusca accelerazione alla ricerca della soluzione del caso. Il presidente del Consiglio, D'Alema, intervenendo a porte chiuse davanti alle conferenze dei capigruppo di Camera e Senato ha detto che «sono imminenti delle decisioni per ragioni di sicurezza ed ordine pubblico» e che l'ipotesi più concreta è quella di un «allontanamento consensuale» di «Apor» dal territorio italiano «in tempi brevi». E' una questione di giorni, se non di ore. L'allontanamento è l'ipotesi preferita ma non ancora scelta, precisa la Farnesina. Prima infatti bisogna raggiungere un «consenso» fra governo e Ocalan necessario perché il leader curdo ha presentato domanda di asilo e quindi potrebbe opporsi ad una espulsione decisa senza il suo assenso. E' stato lo stesso D'Alema a spiegare il nocciolo della trattativa fra Italia e Ocalan per arrivare all'allontanamento concordato: «Verso dove è una condizione chiave dell'accordo».

Il vertice convocato ieri sera da D'Alema a Palazzo Chigi con i ministri Diliberto, Dini e Russo Jervolino ha affrontato proprio il nodo del «dove», che deve essere sciolto con il via libera di Ocalan e senza l'opposizione della Turchia, con la quale i rapporti sono tornati incandescenti. Ognuno ha le proprie preferenze geografiche sebbene Ocalan ed Ankara concordano sulla soluzione trovata, che riporta giuridicamente la situazione alle 22 del 12 novembre quando Ocalan si presentò alla polizia di frontiera a Fiumicino proveniente da Mosca. Ankara vorrebbe spedirlo in un paese lontano dall'area del Mediterraneo, Ocalan preferisce restare in Europa e lascia

trapelare un'indicazione per la Svezia. L'Italia sta in mezzo, cercando un paese europeo disposto ad accogliere Ocalan in attesa del processo o uno extraeuropeo pronto a dargli asilo. «E' una delle trattative più difficili da costruire», ammette una blasonata feluca. Anche Rifondazione - il partito che ha accompagnato Ocalan in Italia - ha voce in capitolo. «Di sicuro - sottolinea Russo Spina - dovrà essere un paese amico e capace di garantire la sua sicurezza». «Gli deve essere consentito di continuare la sua battaglia politica», aggiunge Ramon Mantovani. Durante tutta la notte ha tenuto banco il toto-destinazione: Svezia o Olanda? Baltico, Ucraina o Caucaso? La soluzione del rebus è vicina. «Secondo noi l'intesa fra Roma e Pkk c'è già», dice una fonte diplomatica turca. «Bisogna accelerare i tempi», incalza D'Alema; nel frattempo, «il dispositivo di sorveglianza sarà mantenuto» all'ora alla villetta dell'Infernetto.

La svolta è giunta con la decisione della Corte d'Appello, che ha colto di sprovvisita sia Palazzo Chigi che la Farnesina. D'Alema ha detto al Senato di «averlo saputo dalle agenzie» ma l'analisi dei fatti è stata immediata. Così la riporta Gian Guido Folloni, ministro dei Rapporti con il Parlamento: «Se la Germania revoca l'ordine di cattura internazionale significa che non ci sono le carte per fare il processo ma anche per l'espulsione ci sono difficoltà giuridiche, perché potrebbe fare ricorso». D'Alema è stato più ancora preciso: «L'espulsione è un provvedimento amministrativo appellabile in sede giurisdizionale». L'accelerazione dei tempi per l'allontanamento non impedisce alla diplomazia italiana di continuare gli sforzi per arrivare al

processo europeo. Il Consiglio Europeo di Strasburgo ha approvato ieri la proposta di Roma di affidare al comitato penale l'incarico di suggerire una soluzione. Il «sì» è stato possibile grazie alla mancata opposizione turca - già preannunciata - ad un processo ordinario in un paese terzo. «Lunedì o martedì avremo la risposta del comitato penale del Consiglio d'Europa» ha assicurato D'Alema. La prospettiva del processo non è tramontata e prescinde da dove si troverà Ocalan al momento del verdetto del Consiglio d'Europa. «Restano possibili il processo e l'espulsione», conferma Dini. D'Alema ha confermato alla Camera anche la volontà di affrontare la complessiva questione dei diritti del popolo curdo in una sede internazionale, l'Onu o il Consiglio d'Europa.

Il Polo si dice soddisfatto per la piega presa dagli eventi. «I fatti ci stanno dando ragione e Ocalan sarà allontanato come chiediamo o presenteremo la nostra mozione sull'espulsione», preannuncia Giuseppe Pisanu (Forza Italia) scommettendo su «qualche novità entro 48 ore». Nella maggioranza intanto di asilo politico non si parla più. «Ipotesi improbabile», taglia corto Folloni.

Maurizio Molinari

LA STAMPA

17 Dicembre 1998

«I magistrati si attengono solo alle leggi. Nessuno li autorizza a fare considerazioni di carattere politico o diplomatico»

INTERVISTA

IL PRESIDENTE DELLA CORTE

PRESIDENTE Figliuzzi, perché il ministro della Giustizia non l'aveva confermato, sia perché i reati contestati, in quel Paese, prevedono la pena di morte, e l'Italia non può estradare una persona che rischia l'esecuzione. La richiesta di estradizione turca, però, è ancora in piedi. «Nemmeno di quella, formalmente, sappiamo niente. Se e quando ci arriverà, la valuteremo. In teoria noi potremmo estradare Ocalan per alcuni reati e non per altri, a seconda che per essi sia prevista o meno la pena di morte. Per adesso, però, non abbiamo ricevuto nulla».

Sembra che la vostra decisione abbia infastidito non poco i politici e i diplomatici che stanno lavorando per trovare una soluzione al caso Ocalan.

«La magistratura non deve e non può fare considerazioni di carattere politico o diplomatico. Ci sono delle leggi, e noi a quelle dobbiamo attenerci. Se avessimo mantenuto l'obbligo di dimora per Ocalan saremmo stati noi giu-

dici a rischiare un procedimento penale, per non averlo liberato».

E che fine ha fatto il mandato di cattura turco? «Guardi che noi quel mandato di cattura non l'abbiamo mai ricevuto. Ci siamo fidati della polizia che ne aveva segnalato l'esistenza, ma già con l'ordinanza del 20 novembre avevamo detto che non era applicabile, sia perché il ministro della Giustizia non l'aveva confermato, sia perché i reati contestati, in quel Paese, prevedono la pena di morte, e l'Italia non può estradare una persona che rischia l'esecuzione».

La richiesta di estradizione turca, però, è ancora in piedi. «Nemmeno di quella, formalmente, sappiamo niente. Se e quando ci arriverà, la valuteremo. In teoria noi potremmo estradare Ocalan per alcuni reati e non per altri, a seconda che per essi sia prevista o meno la pena di morte. Per adesso, però, non abbiamo ricevuto nulla».

Tommaso Figliuzzi, presidente della IV sezione della corte d'appello di Roma, 67 anni, in carriera dal 1957, è un magistrato vecchio stile. Lui rispetta il codice, senza guardare agli effetti collaterali delle sue decisioni. E' stato lui a firmare l'ordinanza che ha reso Abdullah Ocalan un uomo libero: martedì l'Interpol ha comunicato che la Germania aveva dichiarato la

sospensione delle ricerche di Ocalan in campo internazionale, rinunciando così all'estradizione, e ieri la corte d'appello l'ha sciolto da ogni vincolo, visto che la pendenza tedesca era l'unico motivo che consentiva la misura coercitiva in atto». Il provvedimento ha provocato le ire della Turchia e messo in crisi le trattative politico-diplomatiche sul destino del leader curdo. Ma a Figliuzzi e agli altri giudici della corte poco importa di quel che pensano uomini di governo e ambasciatori.

«La magistratura - spiega ancora Figliuzzi - serve proprio a garantire che in nome di altre questioni non si commettano illegalità. Se una persona non deve stare in carcere non ci deve stare e basta. La vicenda dell'estradizione in Germania è definitivamente chiusa, per quella turca si vedrà quando riceveremo gli atti».

Proprio ieri - ma la coincidenza con la liberazione è «assolutamente casuale», assicurano in via Arenula - il ministro della Giustizia ha

trasmesso alla Procura generale di Roma la domanda di estradizione avanzata dalla Turchia, completa dei filmati e delle fotografie sulle presunte responsabilità del leader del Pkk in attività terroristiche. Su questa richiesta si pronuncerà la Procura e poi deciderà la stessa corte d'appello presieduta da Figliuzzi.

Nell'attesa, Abdullah Ocalan può fare ciò che vuole, da ieri mattina non ha più l'obbligo di risiedere all'interno del comune di Roma. Ma per lui la situazione cambia poco

o niente. Il capo del Pkk è ancora asserragliato nella villa dell'Infernetto, dove vive e lavora coi suoi *arkadaf* da quasi un mese. «Ci sono ragioni di sicurezza che gli consigliano di non uscire - spiega Ahmet Yaman, l'esponente del Fronte di liberazione curdo che è andato a prenderlo a Mosca -; del resto lui sarebbe potuto andare in giro per la città anche prima di oggi, e i motivi per cui non l'ha fatto, per ora, rimangono. Poi si vedrà».

Il destino di Ocalan si gioca

tra il processo per il passaporto falso, la richiesta d'asilo politico, le possibilità di processarlo in Italia o di decretarne l'espulsione, l'ipotesi di estradizione in Turchia. «Ma l'espulsione - avvisano gli avvocati-deputati Luigi Saraceni e Giuliano Pisapia - sarebbe una gravissima violazione del nostro ordinamento costituzionale, e farebbe dell'Italia uno Stato in cui si antepongono le convenienze politiche all'osservanza dei principi fondamentali di ogni Stato democratico».

Giovanni Bianconi

«Un processo non sarebbe utile alla pace»

Danielle Mitterrand: occasione storica, l'Europa si muova

«Il governo italiano è sulla via giusta: il problema non riguarda solo voi»

«Autonomia della regione curda senza modificare i confini turchi»



Danielle Mitterrand ha incontrato ieri a Roma il capo del Pkk poi è stata ricevuta da Violante Mancino dai ministri Laura Balbo e Fassino da Bertinotti Occhetto e dal ppi

ROMA. «Ocalan mi ha detto che vuole la pace e che è anche disposto a farsi da parte, se questo servisse per mettere attorno a un tavolo i curdi e il governo turco». Danielle Mitterrand ha incontrato il capo del Pkk di prima mattina, tra le 8,30 e le 9,30 nella villa-bunker dell'Infernetto, poi ha avuto una raffica di colloqui in tutti i palazzi della politica e adesso, alle quattro del pomeriggio, è stanca. Ma anche soddisfatta di questa sua incursione in Italia come presidente di France-Libertés, la fondazione per la difesa dei diritti umani che anima sin da quando suo marito François Mitterrand era presidente della Repubblica. «Mi sembra che il governo italiano sia sulla linea giusta: il problema non riguarda il vostro Paese, ma l'Europa che deve trovare una soluzione».

Una soluzione che per Danielle Mitterrand non può che essere politica. L'avvio di un dialogo di pace come è già avvenuto per l'Irlanda del Nord o per i baschi. Questo, dice, è l'esempio da seguire e d'occasione che il caso Ocalan ha gettato sul tavolo dell'Europa è storica. E' una posizione che France-Libertés predica da tempo: da quando ha raccolto le firme di un gruppo di premi Nobel per la pace, da quando la stessa Danielle Mitterrand è andata in Turchia. Ieri a Roma la sua strada per una composizione negoziata della questio-

ne curda, l'ha ripetuta ai presidenti della Camera, Luciano Violante e del Senato, Nicola Mancino, ai ministri delle pari Opportunità, Laura Balbo, e del Commercio estero, Piero Fassino, a Fausto Bertinotti e ad Achille Occhetto, a un gruppo di parlamentari del ppi. In una rincorsa di colloqui che le ha lasciato appena il tempo per mangiare un piatto di pasta. Senza sale, per la sua dieta.

«A tutti ho detto la stessa cosa, perché quando si parla di pace non ci sono parole diverse per l'uno o per l'altro». Ma il caso Ocalan ha anche un delicato aspetto giudiziario. Quello sul quale stanno lavorando proprio in queste ore le diplomazie europee. E' il problema

del processo. Ne ha parlato con il capo del Pkk? «No. Con Ocalan ho parlato delle basi sulle quali si può costruire una trattativa: l'autonomia della regione curda, senza modificare l'attuale assetto territoriale della Turchia, la fine di una guerra che ha già fatto trentamila morti. Ma se volete la mia personale opinione su un eventuale processo, eccola. Non è con un processo che si può cominciare il cammino della pace. Sarebbe un brutto segno. Potrebbe anche scatenare violenze. E credo che l'opinione pubblica europea cominci a capire che Ocalan è il prodotto di un terrorismo di Stato esercitato da tem-

po contro i curdi».

E' dura Danielle Mitterrand con il «terrorismo di Stato» che innesca altro terrorismo. Ricorda vicende umane che ha vissuto personalmente quando ha visitato la Turchia. Quella del poeta curdo Musa Anter, arrestato e torturato più volte soltanto perché scriveva in curdo. «Mi disse: lei mi vede qui adesso, ma forse domani non sarò più libero. L'hanno trovato ucciso in un fossato a Diyarbakir». O quella di una donna che aveva tentato il suicidio col fuoco di fronte al carcere nel quale erano stati portati i suoi due figli e la più piccola, una bambina di sei anni, era

morta sotto la tortura. Ma tra le vittime, non ci sono anche tanti civili uccisi dal Pkk? «Ho fatto la resistenza durante la guerra e i partigiani avevano le armi, hanno ucciso. Non soltanto tedeschi, anche i francesi collaborazionisti. E' la guerra. E' proprio questo che non vogliamo più. Non vogliamo più la guerra».

Secondo Danielle Mitterrand, ora che una delle parti in conflitto ha scelto la via del negoziato, sarebbe uno sbaglio lasciar cadere

l'occasione. Ma le dichiarazioni di pace di Ocalan sono accettate da tutto il Pkk? O la disponibilità a lasciare il campo, ripetuta negli ultimi

giorni, nasconde una lotta intestina? Danielle Mitterrand, su questo, non si vuole sbilanciare: «Mi ha detto che è pronto a farsi da parte, ma questo non significa che domani sarà sostituito. E sarebbe un errore». Uno dei curdi arrivati con lei dalla Francia suggerisce un'ipotesi: «Ocalan vuole sganciarsi dal Pkk per diventare un Mandela del popolo curdo, il leader di una specie di consiglio nazionale che riunisca anche le altre organizzazioni che si battono per l'autonomia. Il suo non sarebbe un ritiro, ma un rilancio».

Enrico Singer

LA STAMPA

Giovedì 17 Dicembre 1998

Des bombardements massifs pour mettre à genoux Saddam Hussein

Washington et Londres ont déclenché l'opération « Renard du désert » contre Bagdad. Pendant six heures, dans la nuit du 16 au 17 décembre, l'Irak a été bombardé par plus de 300 missiles de croisière américains, selon le Pentagone. Les frappes pourraient durer plusieurs jours

AU PETIT JOUR, le hurlement des sirènes a retenti dans Bagdad, jeudi 17 décembre. Il sonnait la fin de l'alerte, après six heures du bombardement, le plus lourd subi par la ville depuis la fin de la guerre du Golfe, en 1991. Il ne s'agissait pourtant très certainement que d'un répit pour les Irakiens. Dès mercredi soir, Sandy Berger, le conseiller de Bill Clinton pour la sécurité nationale, avait annoncé que les frappes militaires continueraient « jusqu'à l'achèvement des objectifs ». Le secrétaire américain à la défense, William Cohen, s'était montré encore plus précis en évoquant le début du jeûne musulman du ramadan, le 19 décembre. « Nous savons qu'il s'agit d'une obligation religieuse islamique, avait-il noté, mais nous entendons poursuivre notre mission aussi longtemps qu'il le faudra. »

L'Irak se préparait au pire depuis la publication du rapport négatif que Richard Butler, le chef de la Commission spéciale de l'ONU (Unscop) chargée du désarmement, avait consacré à la reprise de la coopération avec les autorités irakiennes. En début de soirée, le pays avait été placé en état d'alerte et la mobilisation générale décrétée.

Peu après minuit (heures lo-

cales), les sirènes hurlent pour la première fois dans la capitale irakienne. Aucune explosion ne s'ensuit. Mais à 0 h 50 de violentes détonations retentissent : la DCA irakienne entre en action. Cinq minutes plus tard, une nouvelle série de déflagrations secoue le centre-ville. Le bombardement vient de débuter.

A 1 h 10, la Maison Blanche confirme avoir donné l'ordre aux forces américaines de frapper. A Londres, Tony Blair, le premier ministre britannique, baptise l'opération en cours « Renard du désert » et confirme le soutien britannique aux frappes américaines. Quelques instants plus tard, dans le bureau ovale de la Maison Blanche, à Washington, le président Clinton prend la parole devant le pays pour justifier sa décision. Dans la foulée, le républicain Bob Livingston annonce le report à « un avenir proche » de la procédure d'impeachment engagée contre le président. A New York, le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni en catastrophe pour une ultime et vaine réunion, a déjà interrompu ses travaux, à la demande du représentant britannique, pour suivre en direct l'attaque américaine diffusée sur les écrans de télévision.

Kofi Annan, le secrétaire général des Nations unies, se retire en faisant part de sa « tristesse » et en songeant au personnel de l'ONU resté à Bagdad. Sur place, à l'hôtel Canal, le QG des Nations unies, déserté depuis mercredi matin par les inspecteurs de l'Unscop, environ deux cents personnes ont été regroupées par le responsable du programme « pétrole contre nourriture », Hans von Sponeck, et par le représentant du secrétaire général de l'ONU à Bagdad, Prakash Shah. Pendant toute la nuit, cinq raids se succèdent. L'attaque est menée à l'aide de plusieurs centaines de missiles de croisière lancés depuis plusieurs bâtiments croisant dans le Golfe, ainsi qu'à partir de bombardiers stratégiques B-52 américains, indique le chef d'état-major américain, le général Henry Shelton, à Washington. William Cohen, assure que « les victimes civiles irakiennes devraient être réduites au maximum ».

UN PREMIER BILAN

Pendant quatre heures le *black-out* sur les informations est total. Les journalistes internationaux présents dans la capitale irakienne sont consignés au centre de presse, sur la rive droite du Tigre. La radio, la télévision et l'agence

officielle de presse INA étant fermées, aucune information officielle ne filtre sur les bombardements ou sur les quartiers touchés de cette vaste métropole qu'est Bagdad. Le silence est enfin rompu à 4 h 30 par le président Saddam Hussein, qui invite la population à la « résistance ».

Peu à peu, des bribes d'informations commencent tout de même à filtrer sur les impacts des frappes. Un palais présidentiel abritant également le siège du gouvernement, près du quartier résidentiel de Karada, aurait été visé par des missiles. Une fumée noire s'échappe du secteur. Des ambulances sillonnent le quartier. Selon certains témoins, des familles commencent à partir vers des zones jugées plus sûres.

A la fin de la nuit, un premier bilan est dressé des victimes des bombardements. Un porte-parole de l'hôpital al-Yarmouk, à l'ouest de Bagdad indique avoir reçu « dans les unités d'urgence, cinq morts et trente blessés, dont des enfants ». Les blessés, parfois grièvement touchés, souffrent de brûlures aux visages et aux mains, à cause de la chaleur dégagée par les missiles, et Bagdad redoute déjà la nouvelle nuit à venir. - (AFP, Reuters.)

LE MONDE / VENDREDI 18 DÉCEMBRE 1998

Les usines d'armement et la défense irakienne : cibles possibles de l'opération "Renard du désert"

PRINCIPAUX CENTRES DE DÉVELOPPEMENT ET DE PRODUCTION :

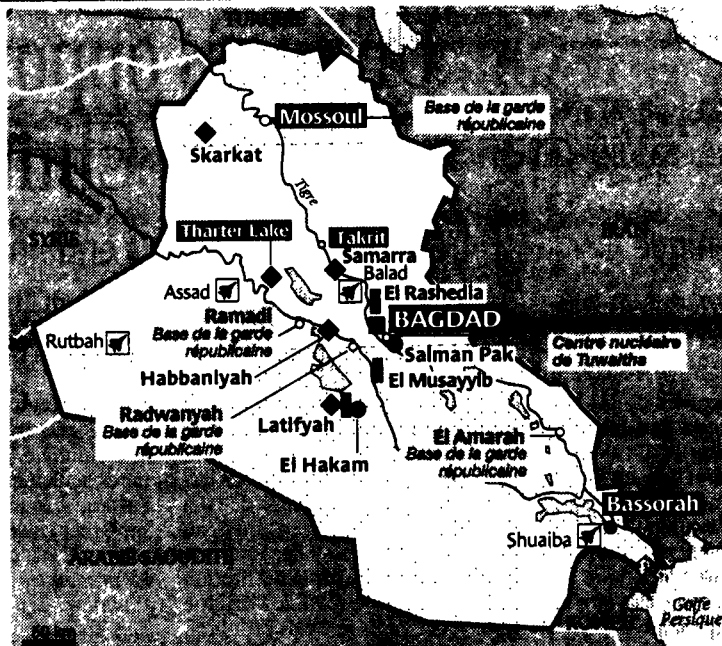
- ◆ ARMES CHIMIQUES
- ARMES BIOLOGIQUES

PRINCIPAUX SITES MILITAIRES

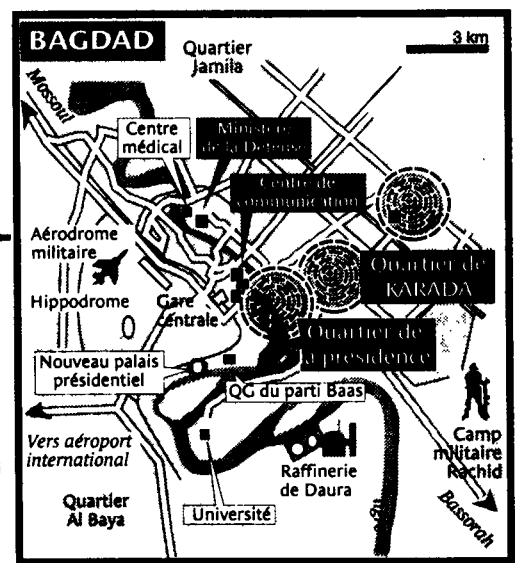
- MISSILES
- ☑ BASE AÉRIENNE

Sites présidentiels (dont 3 à Bagdad et 2 à Takrit)

ZONE D'EXCLUSION AÉRIENNE POUR L'ARMÉE IRAKIENNE



Les principaux quartiers atteints dans la capitale irakienne



ÉDITORIAL

Une très mauvaise décision

LA décision des Etats-Unis de recourir à la force contre l'Irak est mauvaise, sous tous rapports. Elle est mauvaise dans la forme : le Conseil de sécurité n'en a pas été saisi, alors même que Washington prétend agir au nom de la communauté internationale. Elle est mauvaise dans le fond : elle ne repose que sur un rapport douteux du chef de la mission de désarmement de l'ONU en Irak (Unsc), l'Autrichien Richard Butler. Que dit M. Butler ? Que l'Irak n'a pas « pleinement » laissé travailler ses inspecteurs. Que l'Irak a brouillé les transmissions des hélicoptères de l'Unsc, déplacé des documents et fermé certains lieux sus-

pects. Mais il en a toujours été ainsi. Depuis huit ans que l'Unsc travaille en Irak, elle le fait dans des conditions difficiles et hostiles.

Au total, ces quatre dernières semaines, l'Irak n'aurait empêché qu'une demi-douzaine d'inspections de sites sur plus d'une centaine opérée par l'Unsc... Pour justifier un recours massif à la force contre un pays exsangue, l'argument est mince. Il est d'autant plus faible que le jour même où M. Butler rendait son rapport, une autre organisation opérant en Irak, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), remettait aussi le sien avec des conclusions exactement contraires. Les agents de l'AIEA disent, eux, avoir reçu de l'Irak

« le niveau nécessaire de coopération » pour constater ce que personne ne conteste plus guère : le régime de Saddam Hussein est moins que jamais en mesure d'avoir recours à l'arme nucléaire.

De même que personne ne conteste que l'Irak - grâce à l'Unsc - n'a sans doute plus qu'une poignée de missiles à longue portée à sa disposition.

Aucun chef d'état-major dans la région, qu'il soit arabe, iranien ou israélien, ne s'estime militairement menacé par l'Irak. Même si tous savent que Saddam Hussein, qui a déjà prouvé sa capacité de nuisance, cherche sans doute à sauvegarder une partie de ses armes chimiques ou biologiques. Mais quelle incitation a-t-il à se conformer aux résolutions de l'ONU sur son désarmement quand les Etats-Unis disent publiquement que leur objectif est de le renverser ?

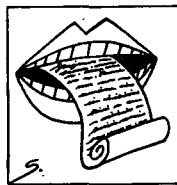
Non fondée dans la forme et dans le fond, la décision de bom-

barder est aussi dangereuse. Elle sonne sans doute le glas de l'Unsc, meilleure garante du désarmement de l'Irak. Au lendemain d'un discours de Gaza qui l'avait réhabilitée, l'image des Etats-Unis au Proche-Orient redevient ce qu'elle était : celle d'une puissance qui utilise deux poids et deux mesures, selon que les résolutions du Conseil de sécurité sont violées par Israël ou par l'Irak. Elle accrédite la perception d'une Amérique acharnée contre un Saddam Hussein, parce que dépitée de n'avoir pu encore le forcer au départ au moyen d'un embargo économique qui enfonce la population irakienne dans la misère.

Pour toutes ces raisons - et sans même évoquer les victimes dites « collatérales », en clair : civiles, des raids -, la décision américaine peut s'avérer catastrophique. Comme l'est, depuis trop longtemps, l'ensemble de la politique des Etats-Unis face à l'Irak.

Bill Clinton : « Dans quatre domaines sur cinq, l'Irak n'a pas coopéré »

LA MISSION des forces armées américaines et britannique est d'« attaquer les programmes d'armement nucléaires, chimiques et biologiques de l'Irak et sa capacité militaire à menacer ses voisins », a déclaré, mercredi 16 décembre, le président Bill Clinton. Voici des extraits de son discours :



VÉRBATIM

« On ne peut

laisser Saddam Hussein menacer ses voisins ou le monde avec des armements nucléaires, des gaz toxiques, ou des armes biologiques.

« (...) Il y a six semaines, Saddam Hussein avait annoncé qu'il ne coopérerait plus avec l'Unsc [la commission chargée du désarmement en Irak] (...). D'autres pays [que l'Irak] possèdent des armements de destruction massive et des missiles balistiques. Avec Saddam, il y a une différence majeure : il les a utilisés. Pas une fois, mais de manière répétée (...).

« Confronté au dernier acte de défiance de Saddam, fin octobre, nous avons mené une intense campagne diplomatique contre l'Irak, appuyée par une imposante force militaire dans la région (...). J'avais alors décidé d'annuler l'attaque de

nos avions (...) parce que Saddam avait accepté nos exigences. J'avais conclu que la meilleure chose à faire était de donner à Saddam une dernière chance (...).

« Les inspecteurs en désarmement de l'ONU ont testé la volonté de coopération irakienne (...). Hier soir, le chef de l'Unsc, Richard Butler, a rendu son rapport au secrétaire général de l'ONU [Kofi] Annan. Les conclusions sont brutales, claires et profondément inquiétantes. Dans quatre domaines sur cinq, l'Irak n'a pas coopéré. En fait, il a même imposé de nouvelles restrictions au travail des inspecteurs (...). Nous devons agir et agir immédiatement (...).

« J'espère que Saddam va maintenant finalement coopérer avec les inspecteurs et respecter les résolu-

tions du Conseil de sécurité. Mais nous devons nous préparer à ce qu'il ne le fasse pas et nous devons faire face au danger très réel qu'il représente. Nous allons donc poursuivre une stratégie à long terme pour contenir l'Irak et ses armes de destruction massive et travailler jusqu'au jour où l'Irak aura un gouvernement digne de sa population (...).

« La dure réalité est qu'aussi longtemps que Saddam reste au pouvoir il menace le bien-être de sa population, la paix de la région et la sécurité du monde. La meilleure façon de mettre un terme définitif à cette menace est la constitution d'un nouveau gouvernement, un gouvernement prêt à vivre en paix avec ses voisins, un gouvernement qui respecte les droits de sa population (...). » (AFP Reuters.)

Saddam Hussein appelle la population à « résister »

Le président Saddam Hussein a reconnu, jeudi 17 décembre, à l'aube que des cibles avaient été touchées en Irak par les frappes américaines et britanniques et appelé l'armée et la population à « résister », dans un message enregistré, sans image, diffusé à l'aube par la radio et la télévision.

« Les lâches ont bombardé plusieurs objectifs sur la terre d'Irak, en pensant qu'ils allaient vous faire plier. Résistez-leur et battez-vous comme vous l'avez toujours fait, combattez les ennemis de Dieu et de la nation et Dieu vous accordera la victoire (...) Comme on s'y attend et comme ils l'ont fait il y a huit ans, les lâches ont bombardé plusieurs cibles sur la terre d'Irak, en pensant qu'ils allaient vous faire plier et entamer votre détermination (...).

Je sais que ce qui vous fait mal ce n'est pas leur agression, mais le fait qu'ils comptent sur leur technologie et n'osent pas vous affronter en face-à-face. Honte aux lâches ! Dieu est le plus grand ! » - (AFP)

La guerre à distance, stratégie privilégiée

LES ÉTATS-UNIS et, dans une moindre mesure, la Grande-Bretagne, n'avaient pas sensiblement dégarni le dispositif militaire qu'ils avaient déployé en novembre et qui avait été engagé puis désactivé au dernier moment. Des renforts américains ont, depuis, été sollicités avec l'arrivée dans le Golfe, avant la fin de cette semaine, d'un second porte-avions, le Carl-Wilson, qui vient se joindre à l'Enterprise déjà sur place. Au total, et

sans compter les forces antérieurement affectées en permanence à la surveillance aérienne au nord et au sud de l'Irak, l'armée américaine inclut plus de 200 avions de combat et quelque 25 navires de guerre américains, avec pas moins d'une douzaine d'avions de combat et deux bâtiments de guerre dépêchés par Londres.

Si le dispositif n'a pas été démonté après novembre, c'est que les états-majors américains ont te-

nu à avoir les moyens d'une frappe brutale et, au besoin, soutenue, c'est-à-dire puissante et renouvelée, avec un délai minimum d'aver-tissement, l'effet de surprise maximum, le choix des armes employées et le meilleur effet possible sur le terrain.

C'est apparemment la seule pa-noplie américaine qui, à ce jour, est entrée en action. Tiré par des na-vires de surface lance-missiles ou par des sous-marins, et largué à partir de bombardiers B-52 ou B1, le missile de croisière Tomahawk est devenu, pour les Etats-Unis, l'arme de prédilection pour ce genre d'interventions. Il permet des raids inopinés, à distance de sécuri-té pour le bateau, l'avion et leurs équipages, puisque la portée du To-mahawk se situe, selon les modèles

en service, entre 450 et 2 500 kilo-mètres par rapport à sa cible. Doté d'une charge classique de 500 kilo-grammes environ et volant à basse altitude à vitesse subsonique - ce qui le rend vulnérable -, grâce à un système de guidage automatique qui lui permet de recalculer sa trajec-toire en interrogeant un satellite, le Tomahawk est donné par ses constructeurs pour une arme de précision de l'ordre de 80 mètres. Mais la réalité est différente. Il peut être dérouté, se dérouter et man-quer sa cible : ainsi l'Iran a-t-il fait savoir qu'un missile s'était abattu à l'aube jeudi, sans faire de victimes, sur une localité frontalière de l'Irak.

DÉFENSE BROUILLÉE

Cela peut expliquer que certains

objectifs sélectionnés, et pas d'autres, sont attribués au Toma-hawk. Selon des sources à Was-hington qui pourraient, cependant, exagérer le volume de cette phase de l'opération « Renard du dés-ert », quelque 300 missiles au-raient été tirés. Il a pu être réservé au Tomahawk des cibles plus in-dustrielles que militaires, comme des usines ou des centres de re-cherche identifiés comme produi-sant des missiles, des gaz ou des munitions. Les objectifs tels que des postes de commandement et de contrôle, des stations-radars, des batteries de défense sol-air ou des garnisons de la Garde républi-caine pourraient avoir été « traités » par des armes plus précises, comme des missiles à plus courte portée guidés par laser.

Des armes de cette catégorie sont plus spécialement transpor-tées par les avions américains (F-117, F-18 ou F-14), basés dans le Golfe ou embarqués sur l'*Enter-prise*, et par les Tornado britan-niques basés au Koweït. Ces raids sont précédés par des avions de guerre électronique, qui brouillent la défense adverse afin de per-mettre la pénétration en toute sé-curité des porteurs de missiles. C'est, semble-t-il, dès fin octobre que les états-majors américain et britannique ont conçu et mis au point, par le détail, leur collabora-tion opérationnelle destinée à ré-duire la capacité militaire ira-kienne.

Jacques Isnard

La France s'oppose à mots couverts

En privé, les diplomates pointent les dangers de l'attaque américaine.

18 DÉCEMBRE 1998

Officiellement, la France «*déplore*». En privé, elle fulmine contre l'opéra-tion britannico-améri-caine. Un brin schizophrène, la France affirme publiquement, comme l'ont fait hier Hubert Védrine et Jacques Chirac, que la «*première responsabilité*» dans cette crise est celle de Sad-dam Hussein ; mais elle pense surtout, sans le dire trop fort pour ne pas compromettre ses relations avec les Etats-Unis et ses chances de jouer un rôle une fois la phase militaire achevée, que cette affaire a été totalement montée par Washington. Et de mettre en cause directement Richard Butler, le chef de l'Un-

com, la commission de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak (lire page 4), pour ses pro-vocations à répétition et sa der-nière volte-face qui a ouvert la voie aux frappes aériennes. Un véritable coup monté sans légi-timité, estime-t-on à Paris.

Chirac prévenu par Blair. A deux reprises cette année, la France a agi pour éviter la confrontation annoncée entre Washington et Bagdad. La der-nière fois in extremis, en oc-tobre dernier, lorsque Saddam Hussein a finalement reculé. A ce moment-là, les responsables français ont compris que pour la crise suivante il serait impos-sible aux diplomates d'agir

avant la frappe. C'est ce qui s'est passé cette semaine, avec le rap-port Butler précédant d'à peine 24 heures l'entrée en piste des bombardiers. Signe de la mar-ginalisation française dans cette nouvelle crise irakienne : les Américains n'ont même pas pris la peine de prévenir les Français, laissant cette tâche à Tony Blair qui a appelé Jacques Chirac une petite demi-heure avant le début de l'opération... L'incompréhension française face au recours à la force ne re-lève pas nécessairement d'une indulgence vis-à-vis de Sad-dam : au contraire, c'est la res-ponsabilité de ce dernier que les déclarations officielles met-

tent en avant. Mais l'analyse prévaut plutôt à Paris que ces bombardements ne serviront - au mieux - à rien, ou - au pire - à compliquer un peu plus une situation qui l'est suffisam-ment. Et, au passage, tuer des milliers de civils irakiens sans pour autant mettre en danger le régime de Saddam Hussein. Jacques Chirac a d'ailleurs tenu à sortir sur le perron de l'Elysée, hier après-midi, pour compa-tir au sort de «*la population ira-kienne qui souffre et va souffrir*», une dimension humaine qui avait été singulièrement «*oubliée*» dans le terne communi-qué français du premier soir. La principale objection ●●●

Londres suit Washington, comme d'habitude

Tony Blair a justifié hier l'engagement militaire et diplomatique de son pays

à côté des Etats-Unis.

Lettres de notre correspondant

Tony Blair s'est de nouveau révélé comme le meilleur ami de Bill Clinton. Le Premier ministre travailliste, soutenu par l'ensemble de la classe politique britannique à l'excepti-on de quelques voix isolées à la gauche du Labour, a justifié hier l'engagement militaire et diplo-matique de son pays à côté des forces américaines. Prenant la parole devant la Chambre des communes, Blair, la voix grave, a indiqué qu'au moment même où il s'adressait aux députés,

des bombardiers Tornado brit-anniques étaient entrés en action au-dessus du territoire irakien. Selon le chef du gou-vernement, écouté religieuse-ment sous les murmures appro-bateurs, l'action militaire conjointe américano-britan-nique était inévitable. Le Pre-mier ministre, qui était déjà in-tervenu mercredi soir un quart d'heure après le déclenchement de l'opération Desert Fox, a ré-pété qu'il n'avait pas de «*diffé-rend avec le peuple irakien*» mais avec Saddam Hussein et «*le ré-*

gime maléfique qu'il représente».

Tony Blair, qui, pour la premiè-re fois depuis qu'il est arrivé au pouvoir, engageait des mili-taires britanniques dans une of-fensive, a confié son «*sens pro-fond de sa responsabilité*».

Selon le Premier ministre tra-vailliste, la décision de bom-barder l'Irak a été prise en commun par Washington et Londres qui se défendait de n'être qu'un accessoire en l'af-faire. Il reste que, avec seule-ment 750 hommes et 12 appa-reils britanniques engagés dans

le Golfe, sur un total de 200 avions, l'importance du soutien de Blair est plus politique et symbolique que militaire. La Grande-Bretagne s'avère une nouvelle fois le seul allié fidèle et inconditionnel des Etats-Unis, à la différence de ses partenaires européens plus réservés. Blair a défendu cette constance at-lantique de la diplomatie bri-tannique, qu'elle soit menée par des conservateurs ou des travaillistes, et affirmé qu'elle

L I B E R A T I O N

n'isolait pas son pays en Europe. Il a répété que le gouvernement socialiste de la France «ne condamnait pas l'opération», comme l'affirmaient méchamment quelques porte-parole de l'aile gauche du Labour. «Blair fait-il toujours ce que Clinton lui dit de faire?», a ainsi lancé le dé-

puté Tony Benn, un vieux héros de la gauche travailliste. *Le Premier ministre ferait mieux de se décider par lui-même.* Un autre député de gauche a critiqué Clinton, «le menteur», et l'aide que lui apportait Blair pour l'extirper de ses ennuis domestiques.

Mais ces critiques sont restées rares, à l'image de la presse qui, dans son ensemble, approuve le Premier ministre. Il demeure que nombre de commentateurs et analystes militaires s'interrogent sur la stratégie à long terme de Clinton et de Blair. Un signe que le soutien

d'aujourd'hui trouverait rapidement ses limites en cas d'opérations militaires prolongées et de pertes importantes dans la population civile irakienne ●

FRANÇOIS SERGENT

Saddam ou la stratégie de la forteresse assiégée

HUIT ANS DÉJÀ. Cela fait huit ans que l'Irak est soumis, de la part des Nations unies, à des sanctions plurielles dont l'objectif officiel est de rendre le gouverne-

ANALYSE

A quoi servent les frappes si elles ne peuvent provoquer la chute du dictateur ?

ment irakien inoffensif vis-à-vis de ses voisins et des siens, mais dont beaucoup - notamment les Etats-Unis et l'opposition irakienne - espéraient qu'elles viendraient à bout du régime de Saddam Hussein. Il n'en a rien été. Le président irakien est toujours là, gouvernant d'une main de fer sinon tout le pays, du moins son centre et en grande partie son Sud. Saddam Hussein aura donc politiquement survécu à deux présidents américains, deux français, trois secrétaires généraux des Nations unies, trois premiers ministres britanniques...

Comment ? En combinant terreur d'Etat et concentration des pouvoirs, à la faveur d'un éclatement apparemment irrémédiable de l'opposition, de la désespérance d'une population que l'embargo prive de tout ou presque et d'une politique à courte vue des Etats-Unis qui, sous le couvert des Nations unies, sont les vrais maîtres du jeu international à propos de l'Irak.

DÉRIVE MONARCHIQUE

Pour avoir lui-même poignardé dans le dos ses amis, M. Hussein n'a jamais fait confiance à personne. Dès son arrivée au pouvoir, il a construit une structure pyramidale du pouvoir et multiplié les services de renseignements - au moins sept -, tout le monde surveillant tout le monde. Mais alors que, jusqu'en 1990, le parti Baas, la tribu des Takriti à laquelle il appartient et le Conseil de commandement de la révolution étaient les piliers du régime, le président irakien, coupé du monde et hanté par l'idée du « complot », a accentué depuis huit ans la dérive familiale, voire quasi monarchique, de son pouvoir. Les purges ont succédé aux

purges, le quarteron de supposés fidèles, tous membres de sa famille, se réduisant lui aussi comme peau de chagrin.

Parce qu'il en avait peur, M. Hussein s'est employé, dès son accession au pouvoir suprême en 1979, à briser l'échine de l'armée en la doublant de services parallèles, la garde spéciale, la garde républicaine et plus récemment, en 1994, les fedayine de Saddam, création de son fils aîné Oudaï, dont l'allégeance tribale, géographique et idéologique au régime est inconditionnelle. Même si une partie des informations qui ont filtré sur de multiples coups d'Etat depuis 1991 relève davantage du rêve que de la réalité, l'exécution de centaines d'officiers et de militaires au cours des huit dernières années laisse penser que Saddam Hussein a eu effectivement du fil à retordre.

CONFLITS FAMILIAUX

Plusieurs conflits sont de notoriété publique : tel celui qui a opposé Oudaï à son ex-beau-frère, Hussein Kamal Hassan, tenu pour le père de l'industrie militaire irakienne, lequel a fait défection en Jordanie en 1995 avant de revenir à Bagdad, où il a été tué par Oudaï et ses hommes d'après la version la plus crédible.

Un autre conflit opposé le même Oudaï à deux de ses oncles, Wathban El Takriti, sur lequel le fils aîné du président irakien n'a pas hésité à tirer, le blessant à la jambe, et Barzan, ancien représentant de son pays aux Nations unies à Genève, que Saddam a rappelé il y a quelques mois à Bagdad, mais qui refuse de rentrer parce qu'il aurait, selon des opposants, peur pour sa vie.

On pourrait multiplier ainsi à l'infini les exemples réels ou imaginaires qui filtrent de Bagdad à propos des querelles au sein de la famille du président. Quoi qu'il en soit, jusqu'à présent, elles n'ont pas réussi à ébranler le régime parce que le maître de Bagdad fait et défait les responsables au gré de ses suspicions, rééquilibrant continuellement son entourage et ne laissant à personne une marge suffisante pour se constituer une assise populaire ou s'attribuer une parcelle de pouvoir.

Même la défection, en 1994, du chef des renseignements militaires, Moafak El Samaraï, n'a pas déstabilisé le régime. Certains proches et membres du clan de ce dernier auraient été exécutés. Ministres, hauts responsables du parti Baas et membres du cercle familial ont été soumis à un jeu de chaises musicales au gré de la conjoncture.

Aux dernières nouvelles, Qoussaï, le second fils du président irakien, serait l'étoile montante. En avril 1998, le rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, Max van der Stoep, faisait état de 1 500 exécutions extrajudiciaires pour des raisons politiques en Irak, notamment en novembre et décembre, lors d'une « campagne de purification des prisons » d'Abou Ghraïeb et Radwanîyé. Les prisonniers auraient été pendus, électrocutés ou passés par les armes.

L'Irak est économiquement à bout de souffle, mais cet étranglement n'affecte que la population. Le régime n'a pas réduit son train de vie. Saddam Hussein a ainsi multiplié les palais présidentiels. Affichant depuis quelques années, avec un opportunisme éhonté, une soudaine dévotion à l'islam et à Dieu, il est en train de faire construire dans le centre de Bagdad la mosquée... « Saddam », supposée être la plus grande du monde et pouvant accueillir 45 000 fidèles.

Dans les premières années qui ont suivi sa mise en quarantaine, le président irakien a fait remettre en marche les infrastructures du pays en cannibalisant ce qui n'avait pas été détruit et en pratiquant une astucieuse économie de la récupération. Mais l'opération avait ses limites. L'usure a fait le reste et, l'embargo ne tolérant les importations qu'au compte-gouttes, tout va désormais à vau-l'eau dans le pays. Les quelque 500 millions de dollars (2,8 milliards de francs) que la contrebande de pétrole rapporterait chaque année vont directement dans les poches de la famille, et singulièrement d'Oudaï.

Depuis avril 1991, deux zones d'exclusion aérienne ont été im-

posées à l'Irak par les forces alliées : au nord du 36° parallèle et au sud du 32° - du 33° depuis septembre 1996. Mais si le président irakien a délibérément renoncé à maintenir une présence administrative et policière dans le Nord (la configuration du terrain n'y est pas à l'avantage de son armée), celle-ci sévit impitoyablement au sol dans le sud du pays, contre une population chiite tenue en suspicion parce qu'elle y est majoritaire, alors que le pouvoir, sunnite, représente une minorité. M. Hussein a fait assécher les marais, privant de leur mode de vie des centaines de milliers d'Arabes des marais, parce que cette région était un lieu de refuge idéal pour les opposants.

L'OPPOSITION ÉCLATÉE

Toutes les frappes qui ont été infligées à l'Irak depuis le cessez-le-feu de février 1991, n'ont pas réussi à déstabiliser M. Hussein. Pas davantage que l'opposition, trop disparate et minée par des divergences internes. Des divergences que l'aide américaine - et plus spécifiquement celle que la CIA a accordée jusqu'à présent à certaines formations - n'a fait que creuser.

L'exemple le plus récent et le plus spectaculaire en est la débandade de tous les agents de la centrale de renseignements américaine dans le Kurdistan, lorsque, en septembre 1996, l'une des deux principales formations kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), appela à l'aide l'armée irakienne pour venir à bout d'un mouvement frère ennemi, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). L'opposition est également éclatée géographiquement : ses principaux représentants sont dispersés entre le Kurdistan, la Syrie, la Jordanie et l'Iran. Ils tirent souvent à hue et à dia, lorsqu'ils ne s'entretuent pas comme le font les formations kurdes.

Aussi, beaucoup s'interrogent aujourd'hui sur l'utilité de frappes contre l'Irak si l'objectif n'est pas de provoquer la chute du dictateur. Mais les Etats-Unis ont-ils aujourd'hui plus que dans le passé la capacité de le faire ?

Mouna Naïm

A Turkish Novelist Spurns the State's

Honors

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Turkey's most prominent young novelist, Orhan Pamuk, has turned down the coveted title of "state artist" awarded to him this month. He said that if he accepted it, he could not "look in the face of people I care about."

Pamuk is one of 85 writers, actors, singers and other cultural figures who were chosen for the honor by President Suleyman Demirel. Several declined, saying they disapproved of the selection process or did not want to be associated with some others on the list. But Pamuk was the only one who said he was doing so for political reasons.

"For years I have been criticizing this society for its approach to the Kurdish problem, for its failure to move toward real democracy, for its violations of human rights and banning of books," Pamuk said in an interview. "Intellectuals, pro-Kurdish writers and even fundamentalists are in jail for writing books or articles. I thought this was a good time to separate myself from this happy public, which lacks a sense of self-criticism and immerses itself in crazy nationalism."

Pamuk, 46, spoke on the eve of publication of his latest book, which is expected to be a best-seller here. The first printing of 50,000 copies, the largest ever for a Turkish novel, is being shipped to bookstores. He said he did not expect his refusal of the prize to hurt his standing here.

"I say no, and they respect that, even in the popular newspapers," he said. "In a sense, they even like it. The only thing that upsets them is that I talk to foreign journalists who, in their words, 'distort our reality.'"

"There is a moral issue here," he added. "This state does not have clean hands. If you accepted a prize from the White House during the Vietnam War, that would of course have political implications. This is a similar situation."



Orhan Pamuk in his study overlooking the Bosphorus in Istanbul: "There is a moral issue here."

The title of state artist has been awarded sparingly in the past. Only 64 people have received it over the last quarter-century. The sudden announcement of such a large group of recipients this year may have been tied to Demirel's desire to broaden his popularity as elections approach.

In recent days, many newspapers and television stations have presented interviews with Pamuk. They concentrated on his new book, but he is regularly asked about his decision to reject Demirel's award. His frank comments, often including the names of Turks he believes are unjustly imprisoned, have brought the issues of free speech and democratic rights to a broad audience.

Many of the artists Demirel chose to honor are pop singers and others whose mass appeal exceeds their intellectual contributions. But several serious artists, including some who are strongly critical of Turkish society, were also included and have decided to accept. Their decisions reflect the conflicts that artists in many countries face when deciding how to deal with governments of which they do not fully approve.

"I have always been at odds with the Turkish state," said one of the winners, Ali Poyrazoglu, an actor and director known for his unconventional life style and political views. "I've been banned, I've been beaten up and I've suffered at the hands of this state. Now, for the first time, the state extends a friendly hand to me. I'm certainly going to shake that hand."

"Those who refuse the prize are not showing any real or radical

rebellion," said Poyrazoglu, who recently appeared in the New York production of the play "Pera Palas." "States are the same all over the world. They are oppressive by their nature, and artists are always opposed to this. So why do people who jump to take prizes from a country like Germany say no to the Turkish one?"

Although the state artist title carries considerable prestige, it has no monetary value except to artists who are already employed by the state. They normally receive salary increases upon winning.

Pamuk, 46, is one of two

Turkish novelists whose works have been widely translated and have won worldwide acclaim. The other, Yasar Kemal, an outspoken advocate of the Kurdish cause whose works depict the exploitation of peasants at the hands of brutal landowners, was named a state artist several years ago and also refused the honor.

Turkey's military has been struggling for 14 years to crush a separatist rebellion by Kurds in the southeastern region of the country.

In an interview in his book-lined study overlooking the Bosphorus, Pamuk said he hoped the controversy over his refusal of the prize would not overshadow the appearance of his new book, "Call Me Crimson." It tells the story of a 16th-century widow who searches for a new husband among the miniaturists and illuminators of the Ottoman court. An English translation is to be published by Knopf next year.

"The book is going to be very much talked about," Pamuk said. "And I don't want that discussion to be damaged or limited in any way by this really tasteless debate."

New Defiance Of Inspectors For UN Cited

By Barbara Crossette
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — U.S. military forces in the Gulf appeared to be on the brink of launching attacks against Iraq on Wednesday in response to Baghdad's latest defiance of United Nations weapons inspectors.

President Bill Clinton, just back from the Middle East, met with his national security advisers in the White House Situation Room. They were expected to confer throughout the day, an adviser said.

Top military officials put the finishing touches on attack plans that were put on hold a month ago. A senior Pentagon official was quoted as having said: "We're in an execute mode. We're ready to go."

U.S. military strength in the Gulf was unusually high as navy aircraft carriers and B-52 bombers overlapped with forces rotating out of the region. Page 4.

But officials cautioned that it was up to Mr. Clinton to give the final go-ahead. As an American military strike loomed, all international arms inspectors were hurriedly evacuated from Iraq on Wednesday, but 142 relief workers remained behind at the UN headquarters in Baghdad because it was considered too risky to move them overland to Jordan at night, officials said in New York.

About 66 UN relief workers were able to leave the country, most for scheduled holiday breaks that a number of them moved up in the face of military action. The remaining foreigners working for the organization and its agencies were sent to UN headquarters at the former Canal Hotel on the edge of Baghdad to sleep in their offices.

President Saddam Hussein of Iraq summoned his inner circle Wednesday to confront what his office called "American and British aggression."

The UN Security Council was called into a special session at the request of Russia, Iraq's

strongest supporter on the council.

In the council and in their capitals, the Russians and French criticized the renewed warnings of military action and recent actions by the chief arms inspector, Richard Butler. As the executive chairman of the UN Special Commission charged with disarming Iraq, Mr. Butler, an Australian, made public a report late Tuesday that was highly critical of Iraqi compliance with arms inspectors since their work resumed on Nov. 17 after a break of more than two weeks caused by an Iraqi ban.

Nizar Hamdoun, Iraq's representative at the UN, said during a break in the closed-door Security Council meeting that Iraq had been "fully cooperating" with inspectors and that Mr. Butler had plotted with the United States to make Baghdad look bad in his report.

"I think that the whole work of Unsc, especially during the last three weeks, was heavily influenced by the United States in order to reach this conclusion in Mr. Butler's report that Iraq was not cooperative," Mr. Hamdoun said.

Mr. Butler's report sparked immediate tough words from Washington and London.

Prime Minister Tony Blair told Parliament in London on Wednesday that the Iraqis had demonstrated a pattern of deceit and obstructionism in dealing with the weapons inspectors.

"The obstruction directly relates to the documents, sites and personnel that would give a clue as to the whereabouts of the weapons of mass destruction and their capacity," he said.

Mr. Blair added that Iraq's broken promises meant that no further authority was needed for attacks.

In Paris, a government spokesman said that the world was again "in a period of alert" for attacks.

"One might fear that the thing that France has sought to avoid since the very beginning cannot be avoided forever," said the spokesman, Daniel Vaillant.

That point was echoed by the U.S. State Department spokesman, James Rubin, who said: "There is no end in sight for this pattern of obfuscation, obstruction or outright violation. We can find no grounds for optimism that the Iraqi leadership, if left to its own devices, will suddenly change course and opt for cooperation."

The timing of any strikes could be complicated by the start of Ramadan, the

Islamic holy month, this weekend. Officials have speculated that the United States would be unlikely to have a confrontation with Iraq during the holiday, fearing to stoke anti-American sentiment.

At the Pentagon, however, officials played down this factor. "The timing with all of these things is inconvenient, but it's not a deciding factor," an official said.

At the UN, Mr. Butler compounded his problems, in Russian and French eyes, by ordering his inspectors to leave Iraq without consulting the Security Council, although he did write a letter explaining his actions. He made the decision after speaking with the U.S. representative at the UN, Peter Burchfield, and with the secretary-general, Kofi Annan, a spokesman for Mr. Annan said Wednesday.

The Russian foreign minister, Igor Ivanov, accused Mr. Butler of going beyond his authority in calling for an immediate evacuation. The French echoed that complaint, which dominated the morning Security Council session.

The International Atomic Energy Agency also withdrew its monitors from Iraq on Wednesday, although relations between the Iraqi government and the agency have been better than those between Iraq and the Special Commission. On Tuesday night, a report by the agency said that Iraq had given nuclear monitors "the necessary level of cooperation" to allow work to be done "efficiently and effectively."

By contrast, Mr. Butler said that Iraq "did not provide the full cooperation it promised on 14 November 1998." On that day, Mr. Saddam backed down from his ban on inspections in the face of an imminent military attack led by the United States.

■ Saddam Consolidates Rule

Mr. Saddam divided Iraq into four military commands and handed their control to four trusted aides, The Associated Press reported from Baghdad, quoting Iraqi state media.

The move was apparently aimed at preventing uprisings against his rule in case attacks lessen his authority.

Court Frees Kurdish Leader Turkey Threatens Retaliation Over Italian Verdict

By Alessandra Stanley
New York Times Service

ROME — An appeals court in Rome freed the Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan on Wednesday, a ruling that further enflamed a bitter diplomatic dispute between Italy and Turkey.

The court determined that Italy had no grounds for detaining Mr. Ocalan, leader of the Kurdish Workers Party. But the Italian prime minister, Massimo D'Alema, quickly said that Mr. Ocalan would nevertheless be kept under police surveillance.

After the court's verdict, Turkish officials, already furious with Italy for refusing to extradite Mr. Ocalan, immediately expressed outrage and renewed threats of economic retaliation against Italy.

"It will damage Turkish-Italian relations and international law," the Turkish defense minister, Ismet Sezgin, told Turkish television reporters.

Italy has refused to extradite Mr. Ocalan, who is wanted in Turkey on terrorism charges, because of a law that bans the extradition of prisoners to countries where they might face

the death penalty.

Mr. Ocalan was arrested by Italian police on Nov. 12 while trying to enter Rome from Moscow on a false passport. Shortly after his arrest, Mr. Ocalan requested political asylum in Italy.

Italy, which quickly found Mr. Ocalan's presence burdensome, has so far proven unable to persuade other European countries to take the Kurdish rebel leader off its hands.

Germany, which issued a warrant for Mr. Ocalan's arrest in 1990 on homicide charges, declined to ask for his extradition, fearful of repercussions from Turkey and from Turks residing in Germany. Chancellor Gerhard Schröder said that an international court should try the guerrilla leader, but did not volunteer Germany as a venue.

Italy has also suggested that an international trial might be a suitable way of bringing Mr. Ocalan to justice, but

was hoping the court could be convened elsewhere in Europe.

On Wednesday, both Mr. D'Alema and his foreign minister, Lamberto Dini, said that Italy would either have make Mr. Ocalan available for trial or expel him. Neither mentioned a third option of granting Mr. Ocalan political asylum.

Early on, Mr. D'Alema, a former Communist, refused to rule out political asylum, a choice favored by some leftists in his coalition. But pressure from

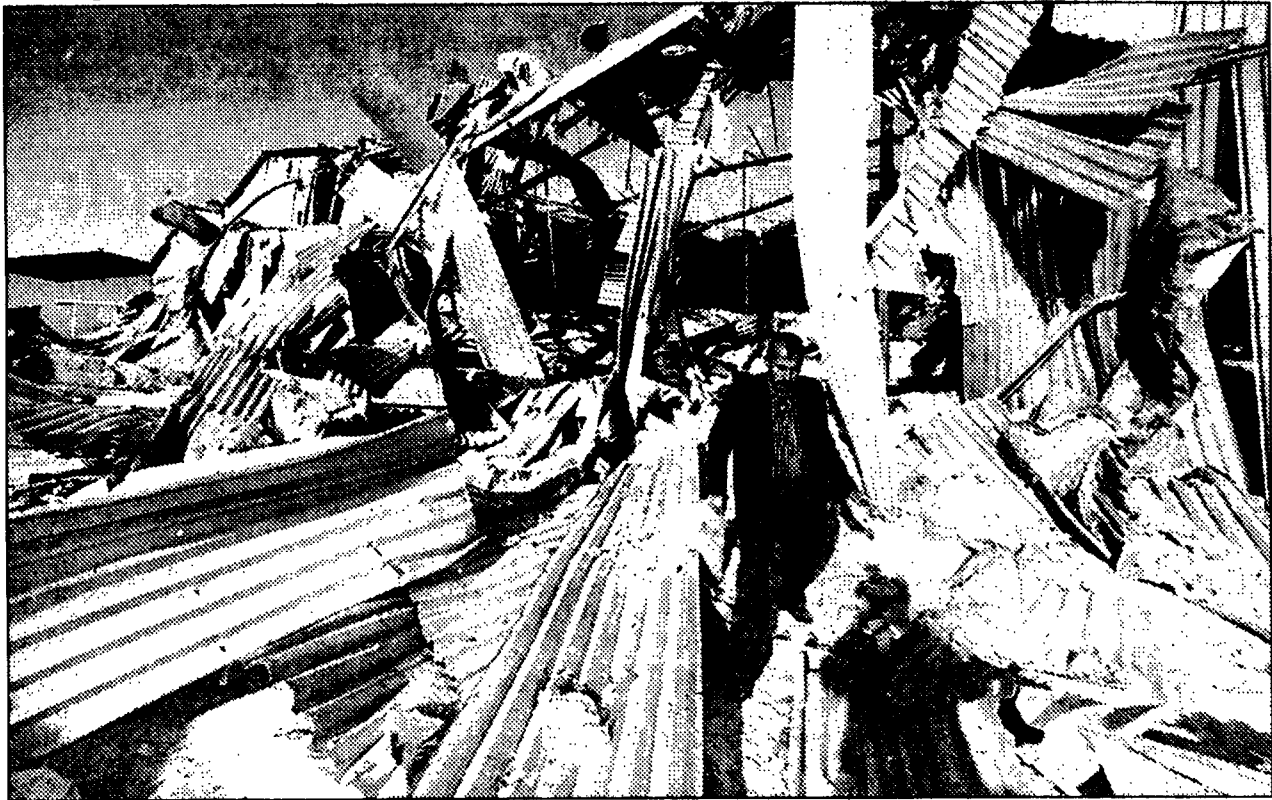
Turkey and the United States, which also regards Mr. Ocalan as a terrorist, has made political asylum less palatable. Human rights groups have also charged Mr. Ocalan with killing civilians.

That pressure led Italy and other countries to consider the option of a trial in an international court. Turkey is vehemently opposed, however, because it is worried that Mr. Ocalan would try to use such a trial as a forum for airing the grievances of the Kurdish separatist movement.

Lawyers representing Mr. Ocalan said that although he was free to leave Rome, Mr. Ocalan had decided to stay in the apartment where he had been held and await a decision on political asylum.

A commission of the Italian Interior Ministry was expected to reach a decision on political asylum by the end of December or early January. But Mr. D'Alema suggested on Wednesday that a verdict might come sooner.

'Severe' Damage as Allies Again Hit Baghdad



Ramzi Haidar/Agence France-Presse

An Iraqi walking through debris left after a U.S. raid hit Tikrit, President Saddam's hometown, near Baghdad.

'Absolutely the Right Thing to Do,' President Says

By Brian Knowlton
International Herald Tribune

WASHINGTON — Just hours before U.S. and British forces launched a second wave of air attacks on Iraq, President Bill Clinton said Thursday that the decision to attack was "absolutely the right thing to do."

Mr. Clinton received a powerful endorsement from Prime Minister Tony Blair of Britain. He said that for the U.S. president to have delayed attacking because the House had been scheduled to debate his impeachment Thursday would have been a "dereliction of his duty."

The first round of cruise missile and bomber attacks, launched shortly after midnight Baghdad time, inflicted "very severe" damage, Defense Secretary William Cohen said Thursday. He said all targets were military or intelligence-related.

Iraq denounced the attack as a "crime against international law" and said dozens of civilians had been killed or wounded.

In the second wave, which began around 10 P.M. Baghdad time Thursday, U.S. and British forces targeted the

Iraqi air defense system, airfields, and military aircraft, some of them in re-

inforced concrete hangars.

Cruise missiles were launched again from navy ships, and air force B-52 bombers flew from Diego Garcia Island in the Indian Ocean to launch others. F-18 fighters, based on the carrier *Enterprise*, released laser-guided bombs, a military official said.

Twelve British Tornados returned unharmed from a bombing sortie to their base in Kuwait, a Royal Air Force spokesman told Reuters.

The military undertaking, ordered out of frustration with Iraq's obstruction of UN arms inspectors, is the largest by U.S. forces since Mr. Clinton took office. It came a month after he had

ordered, then suspended, an earlier attack following an 11th-hour vow of cooperation from Baghdad.

Mr. Clinton, bitterly accused by some Republicans of launching the attack to divert attention from impeachment proceedings, said "it would have been a disaster" if the United States had failed to act. That, he said from the White House, would have left Iraq free to develop weapons of mass destruction unconstrained by any meaningful United Nations arms inspection program.

Mr. Clinton spoke by telephone Thursday to the leaders of Egypt, Jordan and France to seek their support, following other calls Wednesday. Secretary of State Madeleine Albright said she had spoken to the heads of at least 20 countries.

Russia and China harshly criticized the use of force against Iraq. In Moscow, the State Duma, the lower house of Parliament, passed a resolution calling the air strikes "international terrorism."

In a televised news conference from Baghdad, Foreign Minister Mohammed Said Sahhaf said that American and British officials who claimed Iraq had not complied with UN resolutions were "liars."

Mr. Sahhaf said the early morning cruise missile attacks had caused "heavy casualties and collateral damage."

He said missiles had hit the security police and military intelligence headquarters buildings in Baghdad, but gave no details of damage or casualties.

He also said several industrial targets had been hit, including a plant that makes brake fluid for cars, one that produces batteries, and a training center for mechanics. He said all were under the UN monitoring regime, and all had passed earlier inspections.

The news of the air strikes added a stunning dimension to the impeachment drama already gripping Washington, and brought furious criticism of Mr.

Clinton from some congressional Republicans.

In a striking departure from the rule that politics stops at the water's edge, the Senate majority leader, Trent Lott of Mississippi, said shortly before the attacks were launched that he could not support them. "Both the timing and the policy are open to question," he said. On Thursday, he expressed his support for U.S. troops in the Gulf.

Americans strongly supported the military action, according to polls by CBS and ABC. In the CBS poll, about 80 percent said they favored the strike. According to the ABC survey, 62 percent said attacking Iraq was the right thing to do.

The U.S. and British strikes were expected to continue at least into the weekend.

Mrs. Albright said that American officials were "sensitive to the beginnings of Ramadan," the Muslim holy month, which starts this weekend, but that the campaign would "continue to its completion."

Mr. Clinton and Mr. Blair said President Saddam Hussein's failure to cooperate with UN inspectors had made the confrontation inevitable. Mr. Clinton said the attacks were timed to "have maximum impact with minimum risk to our own people."

Some legislators said the attacks could succeed only if they forced Mr. Saddam from power. But Mr. Cohen denied that Mr. Saddam had been personally targeted.

Mr. Cohen said there had been no American casualties. Nor were any British casualties reported.

The surprise attacks on Iraqi targets evidently destroyed large numbers of surface-to-air missiles before they could be moved, reducing the danger to allied pilots.

Mr. Cohen, who spoke even as the second wave of attacks was under way, said that satellite and U-2 spy plane photographs showed that the first wave of strikes had inflicted "severe" dam-

age.

The targets included some of Mr. Saddam's 80 or so presidential palaces in different parts of the country.

General Henry Shelton, chairman of the Joint Chiefs of Staff, said 50 targets were hit in the first wave of attacks. He showed reporters an aerial photo in which a building he said was the military intelligence headquarters had been reduced to rubble.

Some critics of the attack said it was unclear what the U.S.-British strategy would be once the smoke has cleared. Mr. Blair said that if Mr. Saddam "will not see reason," then Britain and the United States would assure that he could not rebuild his military capability.

U.S. Navy ships launched more than 200 guided Tomahawk cruise missiles, and navy EA-6B fighter jets fired HARM missiles at Iraqi radar installations.

Follow-up attacks will involve up to 300 cruise missiles, Pentagon officials told The Associated Press.

Some 2,000 U.S. Army troops and 35 aircraft were en route to the Gulf region on Thursday, Mr. Cohen said. The troops are bound for Kuwait, where they will join 3,000 U.S. soldiers already in place.

"This is a long-term effort," Mr. Cohen said. "It's not going to happen overnight."

Former President Jimmy Carter, who had previously opposed military strikes on Iraq, defended Mr. Clinton.

"The allegations by some members of Congress that the president of the United States and his security advisers would launch an attack on Iraq for political purposes are both unjustified and ill-advised," Mr. Carter said in a statement.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, DECEMBER 18, 1998

Life Goes On In Baghdad, With School And Nuptials

By Howard Schneider
Washington Post Service

BAGHDAD — American and British bombs rocked Iraq's 700-year-old capital on Thursday as the second wave of a joint air campaign swept across the country with the aim of finishing the

work that United Nations weapons inspectors say they have been prevented from doing.

After missions earlier in the evening in the south of Iraq, Operation Desert Fox began concentrating on sights around Baghdad, a cradle of Islamic civilization after its founding and today the political heart of President Saddam Hussein's government.

Brilliant red tracer rounds from Iraqi anti-aircraft batteries lit the sky around 10 P.M., followed by a series of concussions. A few minutes later, a large explosion occurred near an area that includes several public monuments and buildings, followed by a shock wave that carried several hundred meters.

The explosions continued to around 10:30 P.M., then paused for more than an hour.

Iraqi officials were saying late Thursday night that at least one hospital had been damaged in the raid.

The explosions came after what had

been a day of relative normality in Baghdad, despite the night bombing early Thursday on the city's outskirts.

Traffic along main city thoroughfares was lighter than usual for a weekend night, though by sundown carloads of newlyweds rode honking through the city, seemingly oblivious to the fact that another round of strikes was planned for their honeymoon night. Air raid sirens howled several times during the day.

Until the start of the second raids Thursday, damage to the city had been light. None of the major landmarks, government buildings or communications towers in the center of town had sustained any obvious damage, and there had been none of the destruction to electricity, roads and other public works that characterized the first days of the Gulf War.

Public fountains kept running, public school and work hours remained unchanged, and the sculptured flag at the Tomb of the Unknown Soldier remained

lit. Iraqi officials are refusing to discuss casualty numbers from the bombing campaign, which began early Thursday in response to what the U.S. and Britain say was Iraq's refusal to cooperate with United Nations weapons inspectors. Little information has been available here about possible damage in southern Iraq or outside of Baghdad, and after the first bombing in Baghdad government officials overseeing the press had little more dramatic to show than a giant hole in Karada Street, and, at a second site, a house whose windows were blown out and whose doors had been damaged by an explosion of some sort. Neither damage scene seemed compatible with the force of a cruise missile, but residents along Karada Street and the owner of the house at the other site said that bombs of some sort definitely detonated in their neighborhoods.

"What did I do to America?" asked Jassim Zuweiby, lying in a bed at Yarmouk Hospital in western Baghdad, his head bandaged from injuries in the explosion at his home. The incident seriously injured one of his four children, and Mr. Zuweiby said he was at a loss to explain why this was happening. "During eight years we have given everything to Unscop," he said, referring to the UN Special Commission charged with monitoring Iraq's disarmament. Its issuance this week of a report critical of the Baghdad government triggered the air strike. "Ask Saddam Hussein to take revenge for me," Mr. Zuweiby said. "I hate the government of the United States." Iraqi officials reported late Thursday afternoon that the air strike had destroyed a rice warehouse in Mr. Saddam's home city of Tikrit and that a

missile targeted at the southern city of Basra had strayed and exploded on Iranian soil. At a news conference Thursday night, Foreign Minister Mohammed Said Sahhaf echoed the sentiments of the wounded man, contending that the U.S. response was far out of proportion to the problems that had developed between Iraq and the weapons inspection team. In the commission's report to the Security Council, the chief arms inspector, Richard Butler, concluded that by refusing access to buildings like the headquarters of the ruling Arab Ba'ath Socialist Party, Iraq was keeping the commission from finishing the job it was delegated at the end of the Gulf War: to oversee the dismantling of Iraq's chemical, nuclear and biological weapons programs.



Missile Intended for Iraq Hits Iranian Border City

Reuters

TEHRAN — A stray missile from the allied attack on Iraq crashed into a southwestern Iranian border city on Thursday, causing no casualties but prompting a strong diplomatic protest from Tehran. The official Iranian press agency, IRNA, quoted a source in the port of Khorramshahr as saying the missile touched down near the city's central mosque, shattering nearby windows and damaging property within a 200-meter (660-foot radius). "The source told IRNA that the missile had apparently targeted one of the Iraqi installations in the city of Basra, but instead hit Khorramshahr," IRNA said.

The blast spread panic in the city, which was virtually destroyed during the 1980-1988 war between Iran and Iraq, but there were no injuries, the agency said. Iranian television showed a row of apartments whose hallways were strewn with broken glass. The report said the projectile was a cruise missile, but it was unclear whether the weapon's warhead had exploded. State radio said Foreign Ministry officials had lodged a protest over the incident with the ambassador of Switzerland, who represents the United States in Iran, and with the British charge d'affaires. "The Swiss ambassador and British charge were summoned to the Foreign Ministry, where the Islamic Republic

of Iran's strong protest regarding the landing of a missile in Khorramshahr was submitted to them," it said. Ministry officials said they held Britain and America, which launched the joint attack against Iraq in the early hours on Thursday, local time, responsible for any damages or injuries. No comment was available from the Western envoys, but the radio quoted them as saying the missile had deviated from its trajectory and that they expressed their regret. The radio also quoted the Foreign Ministry as saying that Iranians making pilgrimages to holy Shiite Muslim sites in neighboring Iraq were safe and that preparations were under way for their return home.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, DECEMBER 18, 1998

Arabs' Muted Criticism

U.S. Raids Are Unpopular, but So Is Saddam

By Lee Hockstader and Nora Boustany
Washington Post Service

RAMALLAH, West Bank — As far as Anis Abu Hakhneh is concerned, President Bill Clinton's honeymoon with the Arab people this week lasted 48 hours. It began Monday evening when the American leader went to Palestinian-controlled Gaza City and delivered an empathetic, impassioned speech on the plight of Palestinians. It ended Wednesday evening when Mr. Clinton sent U.S. missiles and bombs to obliterate targets in Baghdad. On Thursday, Abu Hakhneh, a courtly 63-year-old barber who wears a tie to work every day, taped a poster of Saddam Hussein in the window of his salon

in Ramallah, just north of Jerusalem. "Clinton gave a very nice speech in Gaza — people liked it," he said. "But it seems like he had a hidden agenda to postpone his day of judgment on his affairs with Monica." He was referring to Monica Lewinsky, the former White House intern. He added, "We don't know what is in his heart." The U.S. strikes, coming on the eve of the monthlong Muslim holiday of Ramadan, are broadly unpopular in the Arab world. Arab public opinion typically sees the United States as exercising a blatant double standard by insisting on Iraq's compliance with United Nations resolutions on weapons of mass destruction while overlooking Israel's defiance of UN resolutions, including the demand that it withdraw unconditionally from

southern Lebanon. But among many Arab governments, Mr. Saddam is scarcely more popular than the American strikes against him, so reactions Thursday to the renewal of war in the Gulf, while generally negative, were muted in some cases. Since the last showdown with Iraq in mid-November, the Clinton administration has coaxed a number of major Arab governments to distance themselves from Iraq. On Thursday, Arab newspapers issued scathing criticism of the U.S. action, but many major Arab leaders measured their words, often expressing concern about the welfare of Iraqi civilians. The secretary-general of the Arab League, Esmat Abdel Meguid, said, "This strike is considered to be an act of aggression against an Arab country that was trying to implement and comply with UN Security Council resolutions." He also asked why Israel, which has suspended implementation of a U.S.-brokered peace agreement, was going

unpunished.

Selim Hoss, the newly designated Lebanese prime minister, condemned the air strikes as "a collective punishment and flagrant violation of all international charters on human rights."

But a senior Arab diplomat in Cairo said that a summit meeting of the 22-member Arab League was unlikely because Arab leaders harbored little sympathy for Mr. Saddam, Reuters reported.

Although Palestinians in several West Bank towns demonstrated in support of Iraq, their leader, Yasser Arafat, who basked in Mr. Clinton's presence in Gaza and Palestinian-controlled Bethlehem this week, was notably silent. That represented an about-face from the Gulf War of 1991, when Mr. Arafat openly sided with Mr. Saddam.

One of Mr. Arafat's top aides, Saeb Erekat, delivered a carefully worded statement on the American action that fell short of outright condemnation.

"We demand an immediate cessation of this strike against Iraq," said Mr. Erekat, a principal Palestinian negotiator with Israel and the United States. "We believe that only through peaceful means can such problems be solved."

Palestinians held their largest pro-Iraq rally in the West Bank town of Nablus, where a couple of thousand Palestinians took to the streets, chanting "Death to America" and "Death to Clinton."

In Amman, Jordan, dozens of women chanted pro-Iraqi slogans and waved placards denouncing the first wave of U.S. attacks.

Several thousand students at Cairo

University also staged demonstrations against the U.S. raids.

At the American University in Beirut, students carried out a sit-in during which they assailed the U.S. attacks as well as the acquiescence of Arab governments. "They bury their heads in the sand out of fear and shame," one poster read.

In Ramallah, a city bustling with color and commerce, Palestinians nearly set fire to the towering municipal Christmas tree when they burned an American flag, along with British and Israeli flags, in a small rally in the central square.

Gulf Arab governments were low-key in their responses, with Qatar and Oman simply expressing concern over the safety of Iraqi citizens.

TURKISH ANGER AS COURT FREES KURDISH LEADER

FINANCIAL TIMES
December 17, 1998

by James Blitz in Rome and Christopher
de Bellaigue in Ankara

A new diplomatic rift opened up between Italy and Turkey yesterday over Abdullah Ocalan, the leader of the Kurdish Workers' party (PKK), after a Rome court freed him with full liberty to travel.

In an unexpected development, Rome's Court of Appeal said the PKK leader could go free because Germany had formally withdrawn an international arrest warrant for him.

Ismet Sezgin, Turkey's defence minister, said the decision was "grave" and "injurious to international law".

The Turkish government claims Mr. Ocalan is responsible for the deaths of 30,000 people in the Kurds' 14-year fight for self-determination.

Hoping to avert an immediate crisis, Massimo D'Alema, Italy's prime minister, indicated that Mr. Ocalan would be "kept under surveillance" on public order grounds. He said decisions regarding his future would be "speeded up" and taken "over the next few days".

Mr. Ocalan's aides also made clear that the PKK leader, who arrived in Italy on November 12 and is Turkey's most wanted man, would not immediately leave a heavily protected villa on the outskirts of the Italian capital.

"He is a free citizen now, but he will stay in his villa in Rome," said Ahmed Yaman, the Italian spokesman of the National Liberation Front of Kurdistan.

Turkey is continuing to press for Mr. Ocalan to be sent to Ankara, but Italy's constitution forbids extradition to countries which retain the death penalty.

In Strasbourg, the Council of Europe's ministerial committee began talks on whether Mr. Ocalan could be tried somewhere in Europe. But in Rome, Mr. D'Alema dashed hopes of a positive outcome to the negotiations.

"Since Turkey [a Council of Europe member] does not favour a trial for Mr. Ocalan outside its territory, that represents a very serious obstacle in the search for any solution," he said.

Instead, a senior government official said the expulsion of Mr. Ocalan to a third country was increasingly emerging as Rome's preferred option to the crisis.

It was not clear which state would be willing to take him. Speculation that he might be deported to Libya, Albania or Sweden has been scotched by government officials in recent days.

Others have spoken of the possibility that he could be sent to Denmark or possibly returned to Russia, which originally deported him last month.

James Rubin, US State Department spokesman, said yesterday the US had been in contact with senior levels of the Italian, German and Turkish governments to express the view that Mr. Ocalan should not be set free.

But the PKK has very strong support among leftwing parties in the Italian government. "We would need to ensure that he fully agreed with the choice of country we send him to," said a senior official.

AU cœur du vieil Istanbul, dans le quartier de Sultan Ahmet, où les splendeurs de l'Empire ottoman s'accordent à celles de l'Empire byzantin, Ragip et Aysé Zarakolu reçoivent dans un sous-sol envahi par les livres. Ragip, tout en barbe et boucles grises, s'excuse de l'inconfort des lieux : en 1995, alors que sa femme et lui étaient en butte aux menaces d'extrémistes proches du pouvoir, les bureaux de leur maison d'édition ont été détruits par une charge explosive. Ils se sont repliés dans ce dépôt où des centaines d'ouvrages attendent d'aller vivre au grand jour le destin incertain des œuvres « subversives ». En Turquie, il est des sujets qu'il vaut mieux ne pas aborder. Chaque jour ou presque en apporte la preuve.

En ce matin de novembre, c'est une fois de plus l'affaire kurde (la crise provoquée par le refus des Italiens d'extrader Abdullah Öcalan, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan) qui déchaîne les passions. Les visiteurs du dépôt s'indignent des arrestations de sympathisants kurdes et de la manière dont la presse et les politiciens attisent la colère populaire. « C'est toujours le même scénario, se lamente Ragip : refus de dialoguer et répression qui aggrave les choses. On a l'impression d'être revenu vingt ans en arrière. C'est décourageant. »

L'histoire a pourtant montré qu'il n'était pas facile de décourager Aysé Nour et Ragip Zarakolu, ces défenseurs des droits de l'homme qui forment depuis vingt ans un duo exemplaire. Une sorte d'indicateur des variations et des vicissitudes de la liberté d'expression en Turquie. Leur association date de 1977. Mais les chemins d'Aysé Nour, fille d'Antiochène, et de Ragip Zarakolu, originaire des îles du Prince, se sont croisés dès 1968 sur les campus où toute une jeunesse manifestait pour la paix au Vietnam. Elle terminait un diplôme de sociologie. Lui préparait un doctorat d'économie et collaborait à des revues gauchistes.

Mais en pleine guerre froide, ce bouillonnement « révolutionnaire » inquiète les militaires. En mars 1971, un coup d'Etat leur donne le pouvoir. Accusés d'être « communistes », de nombreux intellectuels, syndicalistes et militants de gauche sont arrêtés et torturés, certains exécutés. Ragip est condamné à huit ans de prison. Il y restera jusqu'au retour des civils au pouvoir, en 1974. Trois ans plus tard, il rejoint la maison d'édition Belgé (lire Belgué : document, en turc) nouvellement fondée par Aysé Nour.

Les Zarakolu, vigies de la conscience turque



Belgé incarne l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Celui qui affirme la liberté d'opinion et le droit de disséminer « les informations et les idées par quelque moyen que ce soit ». Le moyen des Zarakolu, c'est l'écrit, la littérature, l'édition. Publier des livres, voilà leur cause sacrée. Avec une préférence marquée pour ceux qui montrent « l'autre côté des choses », qui donnent la parole aux sans-voix, aux minorités, aux victimes de l'Histoire. « Il nous a semblé, dit Aysé, que seule une approche pluraliste des problèmes permettait de vaincre l'étroitesse d'esprit et le fanatisme, donnant du même coup la possibilité à la majorité de comprendre la minorité et tous ceux qui sont différents. »

SPÉCIALISÉE dans les problèmes de société, l'histoire et les droits de l'homme, mais également ouverte à la philosophie, à la poésie et au roman, Belgé possède bientôt un cata-

logue où les auteurs régionaux, turcs, grecs, arméniens, juifs, côtoient Gramsci, Marx, Camus, Stuart Mill, Sartre et Pasolini. Un beau choix, nettement marqué à gauche. Et d'autant plus risqué que certains ouvrages touchent à des questions comme le socialisme, le génocide arménien ou le problème kurde dont le pouvoir ne veut entendre parler pour rien au monde.

En Turquie, cette audace a un prix. Certains l'ont payée de leur vie et les Zarakolu ne l'ignorent pas. Surtout pas Aysé, qui est pénalement responsable de la publication. Les procès, la prison et les mauvais traitements toucheront d'abord cette mère qui a été arrêtée et inculpée plus de trente fois et quatre fois incarcérée. Mais c'est ainsi : elle et son mari ont ce besoin irrésistible de s'attaquer aux tabous. D'ouvrir les boîtes de Pandore de la mémoire et de l'Histoire.

Belgé a trois ans, en septembre 1980, lorsque les militaires re-

Depuis vingt ans, les époux Zarakolu s'attaquent aux tabous de la société turque, comme le génocide arménien ou la question kurde. Editeurs de textes dits subversifs, ils ne comptent plus les saisies de livres, les mauvais traitements, les menaces et les incarcérations

prennent le pouvoir dans un pays que la violence politique conduit à la guerre civile. Comme en 1971, la gauche est durement touchée. Des dizaines de maisons d'édition sont fermées, des milliers de livres détruits. Par solidarité, les Zarakolu diffusent des œuvres d'intellectuels emprisonnés, des textes de Camus et Sartre sur la peine de mort. Tendait un miroir à la junte turque, ils montrent comment fonctionnent les dictatures en Grèce, en Amérique latine, en Corée du Sud. Mais le vrai danger vient des ouvrages qui s'attaquent aux tabous intérieurs.

En 1982, le couple fait monter les enchères avec le livre d'un universitaire consacré à l'histoire de la gauche en Turquie... au début du siècle. Aysé est arrêtée et emprisonnée pendant quatre mois sans jugement. Libérée, elle récupère les épreuves du livre confisqué et les remet dans le circuit. Elles sont à nouveau saisies. Le livre est déclaré dangereux pour la sécurité nationale. Tous les exemplaires sont détruits. A la même époque, le récit d'un écrivain grec sur la guerre turco-grecque des années 20, *Salve l'Anatolie pour moi*, fut jugé insultant par

Le Monde

VENDREDI 18 DÉCEMBRE 1998

l'armée et saisi. Mais il arrive que des juges militaires infirment des actes d'accusation trop grossiers, et, dans cette affaire, Aysé Nour sera acquittée. Comme si cela ne suffisait pas à démontrer l'absurdité de certaines charges, l'ouvrage obtient, peu après, le prix de l'Amitié turco-grecque. Comble d'ironie, un an plus tard, les Zarakolu eurent la surprise de recevoir une commande de 160 exemplaires destinés à la bibliothèque de l'armée.

L'histoire n'est pas sans rappeler celle tragique de l'éditeur Mehmet Ali Ermis, victime d'une crise cardiaque alors qu'il déposait devant un tribunal militaire. Il était accusé d'avoir publié un recueil du poète communiste Nazim Hikmet. Considéré, à l'époque, comme le diable incarné, Hikmet est aujourd'hui officiellement honoré comme le plus grand poète turc du XX^e siècle.

Le retour des civils aux affaires puis l'effondrement de l'URSS allaient bientôt estomper le « péril rouge ». L'heure était à la démocratisation et au développement, deux atouts dont la Turquie, qui frappait à la porte de l'Europe, avait bien besoin pour rehausser son image. C'est dans cette période que fut créée l'Association des droits de l'homme de Turquie, dont Ragip et Aysé sont membres fondateurs. Mais la situation n'était pas rose pour autant. Bientôt, un nouvel « ennemi intérieur », le « terroriste » kurde, allait remplacer le communiste.

Dans les années 80, lassés de réclamer la reconnaissance de leur identité et de leurs droits, des Kurdes ont pris les armes. Dans l'est de la Turquie, la sale guerre s'est étendue avec son cortège de morts et d'horreurs. Cela étant, officiellement, il n'y a pas de problème kurde. Il n'y a que des « terroristes ». Pour maintenir cette fiction et imposer la loi du silence, les dirigeants d'Ankara vont se doter, en 1991, d'une loi antiterroriste, dont l'article 8 prévoit que « la propagande écrite et orale, les réunions et manifestations ayant pour but de porter atteinte à l'unité indivisible de l'Etat (...) sont interdites, quelles que soient la méthode, les intentions et les idées ». Un texte

qui va permettre de sanctionner des milliers de personnes accusées de « propagande séparatiste ».

« Avec cette loi, constate Aysé, tous ceux qui expriment certaines idées et qui révèlent certains faits deviennent des auteurs-terroristes, tous ceux qui les impriment des éditeurs-terroristes. » Elle et son mari sont persuadés que rien n'est pire que le silence. Que, pour sortir de

« Dans le subconscient des politiciens et des dirigeants d'Ankara, il y a l'idée que, si l'on donne la liberté aux minorités, elles en profiteront pour se tourner contre l'Etat » Ragip Zarakolu

la logique de guerre, il faut mettre le dossier sur la place publique. En 1990, le couple publie *Le Programme du Parti républicain en 1931 et la question kurde*, du sociologue İsmail Besikci. « Notre but, dit Ragip, était d'amorcer le débat sur la question kurde, tabou numéro un de l'idéologie officielle. » La réaction est brutale : Aysé est condamnée par la Cour de sûreté d'Istanbul à six mois d'emprisonnement et à une forte amende. Deux mille ouvrages doivent être détruits. Mais si le pouvoir pensait la décourager, c'est raté. Entre 1991 et 1995, Belgé publie trois autres livres de Besikci.

En 1993, Aysé est à nouveau condamnée à cinq mois de prison pour un livre intitulé *La Guerre civile kurde*. L'officier qui leur loue la

maison où ils retrouvent chaque soir leurs deux fils, sur la rive asiatique du Bosphore, leur demande de partir. « C'était un militaire assez ouvert, qui avait vécu en Europe, raconte Ragip avec humour. Tant que nous avons publié des ouvrages de gauche, ça allait. Mais dès que nous avons touché à la question kurde, c'est devenu trop pour lui aussi. » Le couple en sera quitte pour un démentagement. Mais ceux qui veulent briser l'omerta et témoigner de certaines réalités s'en tirent rarement à si bon compte.

A la même époque, Ragip et Aysé sont bouleversés par la mort d'un journaliste kurde de dix-neuf ans, Ferhat Tepe, enlevé et exécuté alors qu'il enquêtait sur les violences de l'armée turque. Un autre journaliste, qui avait repris l'enquête et publié un livre intitulé *Anatomie d'un crime* aux éditions Belgé, trouvera lui aussi la mort alors qu'il était détenu par l'armée. Son livre, qui révélait l'identité de militaires impliqués dans la première affaire, fut interdit et Aysé condamnée pour avoir « discrédité des membres des forces armées dans leur lutte contre le terrorisme ».

« Nous avons été condamnés à cause des événements relatés dans ce livre, à cause des crimes de l'armée, des commandos spéciaux, dit Aysé Nour. Alors que des gens étaient jetés depuis des hélicoptères, la justice aurait mieux fait de demander aux procureurs d'enquêter pour trouver les responsables de ces crimes. Au lieu de cela, sous prétexte que le livre s'en prenait aux forces de l'ordre, c'est le traducteur, le livre et moi qui avons été condamnés. »

RAGIP redoute qu'au nom de l'indivisibilité de l'Etat turc les dirigeants d'Ankara « aillent trop loin ». Qu'ils se laissent emporter par le « syndrome ottoman ». « Dans le subconscient des politiciens et des militaires turcs, dit l'éditeur, il y a l'idée que, si l'on donne la liberté aux minorités, elles en profiteront pour se tourner contre l'Etat. Il n'y a pas de réflexion sur les causes des problèmes, sur le point de vue des autres. On règle les problèmes par la force, au besoin par l'extermination. On l'a vu avec les minorités grecques, avec les Bulgares, avec les communistes. On le voit avec les Kurdes. On l'a surtout vu avec les Arméniens. » Ragip et Aysé pensent que le génocide des Arméniens perpétré par les Turcs au début du siècle pourrait se reproduire avec les Kurdes. « Pour éviter le retour de tels crimes contre l'humanité, remarque Aysé, il est essentiel que des lois soient adoptées. Il est aussi essentiel que chaque pays regarde son passé en face et puisse en discuter. » En 1995, joignant une nouvelle fois le geste à la parole, le couple ouvre la boîte de Pandore étiquetée « Génocide arménien ».

La démarche est logique. Mais là encore, quel défi ! Le pavé jeté dans la mare de l'histoire a pour titre *Le Tabou arménien*. Traduction d'un livre du Français Yves Ternon intitulé *Les Arméniens, histoire d'un génocide*, il vaudra à Aysé d'être condamnée, en 1995, par la Cour de sûreté de l'Etat, pour incitation au terrorisme. L'éditrice évi-

tera la prison, mais le livre restera interdit. Qu'importe ! Belgé double la mise avec *Génocide*, de l'universitaire américain Vahak Dadrian. Après des années d'après batailles judiciaires, le livre sera autorisé. Un troisième ouvrage, *Les 40 Jours du Musa Dag*, épopée de la résistance des Arméniens écrite par le juif autrichien Franz Werfel, ne sera même pas poursuivi. Les Zarakolu ont remporté une belle victoire. « Grâce à eux, dit Jean-Claude Kebabdjian, président du Centre de recherches sur la diaspora arménienne (CRDA) de Paris, des intellectuels turcs et arméniens ont amorcé sur la question du génocide un dialogue hier encore impossible. » Ragip voudrait que son pays aille plus loin. Il rêve d'un premier ministre turc allant s'agenouiller devant un monument du génocide arménien.

Vingt années d'obstination, 400 titres parus et des dizaines de procès témoignent du formidable travail des Zarakolu en faveur de la liberté d'expression. En décrochant son prix de la Liberté à Aysé Nour, en octobre, l'Association internationale des éditeurs ne s'y est pas trompée. En décembre, elle et son mari sont venus à Paris pour le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le couple se félicite de ces marques de reconnaissance. Mais il ne perd pas de vue le chemin qui reste à faire. Pour Aysé, on pourra vraiment parler de liberté d'expression en Turquie le jour où İsmail Besikci, qui a passé vingt années de sa vie en prison pour ses idées, sera libéré et pourra dire ce qu'il veut. Mais, à ce jour, le vieux sociologue est toujours prisonnier.

Roland-Pierre Paringaux
Dessin : Nicolas Vial

Moscou multiplie protestations et avertissements

MOSCOU

de notre correspondant

La Russie s'indigne de l'intervention militaire américaine en Irak et l'a fait savoir, jeudi 17 décembre, sur tous les tons. Dans la soirée, Moscou décidait de rappeler « pour consultation » son ambassadeur à Washington, Youli Vorontsov, puis, vendredi matin, son ambassadeur à Londres, Youri Fokine.

Moscou a connu jeudi une journée de fébrile activité diplomatique et de tempête politique. Dès le matin, Boris Eltsine, qui n'avait « pas dormi de toute la nuit », selon un de ses conseillers, est apparu à la télévision entouré du premier ministre

Evgueni Primakov et des principaux responsables militaires. Devant des cartes d'état-major étalées sur son bureau, le président russe a « exigé l'arrêt immédiat de l'intervention militaire des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne ». Notant que la Russie n'avait pas été prévenue de l'opération, M. Eltsine a estimé qu'il s'agissait « d'une violation grossière des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU ».

Toute la journée, les dirigeants russes ont multiplié avertissements et protestations : déclaration commune avec la Chine ; demande d'une réunion exceptionnelle du Conseil de sécurité ; annulation

d'une visite du ministre de la défense au siège de l'OTAN à Bruxelles ; mise en alerte de certaines unités de l'armée russe ; demande du remplacement de Richard Butler, chef des inspecteurs de l'ONU... Jeudi soir, Evgueni Primakov répétait la position russe lors d'un entretien téléphonique avec le vice-président américain Al Gore.

La classe politique russe a été unanime à condamner l'opération américaine et britannique. Les parlementaires de la Douma ont adopté par 394 pour, une contre et deux abstentions un texte qualifiant de « terrorisme international

(...) le bombardement barbare sur la république d'Irak ». Les députés appellent également « à un réexamen sérieux des relations avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'OTAN » et demandent au gouvernement d'augmenter sensiblement les crédits militaires prévus dans le budget 1999.

LE TRAITÉ START II OUBLIÉ

Mais la conséquence la plus importante est le report sine die de la ratification du traité de désarmement Start II. Signé en 1993 par Boris Eltsine et George Bush, ce traité prévoit que les Etats-Unis et la Russie doivent démanteler une partie de leur arsenal nucléaire d'ici à 2007. Dominée par les communistes et les nationalistes, la Douma avait toujours refusé de ratifier ce texte. Le gouvernement d'Evgueni Primakov avait cependant finalement réussi à convaincre les partis d'accepter une ratification en janvier 1999. Le Parti communiste a fait, jeudi, marche arrière, estimant qu'une ratification serait « un non-sens » après « l'agression américaine ».

M. Primakov se voit ainsi mis en difficulté. Recevant il y a deux semaines le premier ministre irakien Tarek Aziz, il insistait sur les nombreux succès diplomatiques obtenus par la Russie, campant dans le rôle de médiateur. L'opération américaine et britannique fragilise cette position. « Cette nuit, la Russie est devenue un pays comme les autres, que les Etats-Unis ne prennent pas en considération », a noté, jeudi, l'homme d'affaires et secrétaire général exécutif de la CEI, Boris Bérézovski.

Gilles Paris

François Bonnet

En Irak, une situation alimentaire de survie

LES VAGUES de bombardements qui se succèdent sur l'Irak depuis le 17 décembre vont-elles mettre un terme au programme « Pétrole contre nourriture » ? Depuis 1997, les autorités irakiennes sont en effet autorisées à vendre des quantités limitées de pétrole pour acheter les vivres et les médicaments dont manque cruellement la population irakienne, à raison de 2, puis un peu plus de 3 milliards de dollars par semestre, et selon une procédure particulièrement lente et complexe.

« Les silos sont pleins », assurent à Bagdad certains observateurs, mais une interruption trop longue se fera rapidement sentir. La chaîne d'approvisionnement est d'ors et déjà perturbée par l'opération « Renard du désert », qui pèse également sur la distribution des vivres. Le porte-parole du programme « Pétrole contre nourriture », George Som-

will, a annoncé, jeudi 17 décembre, qu'il se poursuit, mais à qu'il « en est à son niveau minimum ». Avec le retrait, mercredi, d'un premier groupe du personnel humanitaire des Nations unies, puis, vendredi, d'une centaine d'agents, la question de la poursuite du programme est désormais posée. D'autant que les autorités irakiennes ont toujours accepté à contre cœur la résolution « Pétrole contre nourriture », qui atténuait les effets dramatiques de l'embargo pétrolier sur la population, et qui estompait donc d'autant l'urgence de sa levée.

Contesté, ce programme n'a pourtant pas été sans effet. Selon l'Unicef, les rations alimentaires concoctées avec l'argent récolté par les ventes de brut ont permis d'enrayer la hausse constante de la malnutrition sur les populations les plus fragiles, et en particulier les enfants de moins de cinq ans. Enrayer

seulement. « On en reste au niveau de la survie », estimaient à Bagdad des spécialistes de l'aide humanitaire en novembre. Un précédent existe déjà pour l'Irak : les perturbations liées à la reprise des combats entre factions kurdes dans les trois gouvernorats du Nord, en septembre 1996, avaient entraîné une dégradation des mesures destinées aux enfants de moins de cinq ans.

Depuis février, l'Irak est autorisé à vendre pour 5,2 milliards de dollars de pétrole. Cette augmentation considérable, qui devait lui donner les moyens d'acheter des pièces de rechange pour réparer des infrastructures en déshérence, a été déjà torpillée par la chute des prix du pétrole. Elle est aujourd'hui entièrement remise en cause aux dépens de la population irakienne.

LE MONDE / SAMEDI 19 DÉCEMBRE 1998

Que visent les Etats-Unis dans leur nouvelle offensive en Irak ?

Pour comprendre les enjeux de la nouvelle crise entre les Etats-Unis et Bagdad, notre correspondant à Washington Patrice de Beer et notre bureau parisien ont interrogé trois spécialistes : Richard Haass, ancien conseiller du président George Bush pour le Proche-Orient, et les politologues Ghassan Salamé et Dominique Moïsi. De leurs réponses, deux éléments forts se dégagent : la conviction que les bombardements, au-delà de leur objectif déclaré, visent à affaiblir le régime de manière considérable, et l'idée, émise par deux de nos trois interlocuteurs, que les Américains, éventuellement, une option plus précise de renversement de Saddam Hussein.

RICHARD HAASS

Brooklin Institution.

Ancien conseiller du président Bush pour le Proche-Orient

1 Peut-on sérieusement considérer que le président Clinton a décidé de bombarder l'Irak en priorité pour des raisons de politique intérieure et pour retarder la procédure d'impeachment ?

2 Depuis un mois et jusqu'à l'annonce officielle des bombardements, Bill Clinton et la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright ont multiplié les références au renversement du régime irakien dans leurs interventions. Les bombardements s'inscrivent-ils dans cette optique précise ? Plus généralement, les Américains ont-ils une « stratégie irakienne » clairement définie ?

GHASSAN SALAMÉ

Directeur d'études au CNRS

spécialiste du Proche-Orient

Professeur à l'IEP-Paris

3 Les Etats-Unis sont-ils, comme en 1990-1991, confrontés à l'absence d'alternative politique à Saddam Hussein, ou jouent-ils aujourd'hui sérieusement la carte de l'opposition ?

■ Je ne connais pas les motivations de Bill Clinton mais les Etats-Unis avaient plus de raisons que nécessaire pour attaquer Saddam, qui porte à 100 % la responsabilité de la situation. On aurait d'ailleurs dû attaquer il y a des mois, quand le gouvernement en a eu la possibilité. Certains estiment que nous

DOMINIQUE MOÏSI

Directeur adjoint

de l'Institut français des relations internationales

avons manqué une excellente occasion. La leçon qu'il faut en tirer, c'est de ne pas la rater à nouveau.

■ Le but de ces bombardements est de convaincre les Irakiens, y compris les militaires, qu'ils paient un prix énorme pour le maintien au pouvoir de Saddam. Un objectif secondaire est de stimuler les oppositions internes. Ce qui m'inquiète, c'est que le niveau des bombardements est trop modeste pour parvenir à ces résultats. Les bombardements pourraient créer un contexte favorable au renforcement de l'opposition à Saddam. Mais il faudrait des bombardements plus ambi-

Paris cherche à dégager avec ses partenaires des solutions durables à la crise

Plusieurs dirigeants de partis politiques français dénoncent l'intervention américaine

Tout en imputant clairement la responsabilité de la crise à Saddam Hussein, les autorités françaises réprovent les frappes aériennes. Elles

s'efforcent désormais de dégager, avec leurs partenaires, une formule de sortie de la crise, si possible de nature à éviter toute rechute. Les

responsables de plusieurs partis ont condamné les frappes, en soulignant que seule l'ONU a le pouvoir de décider du recours à la force.

QUE FAIRE une fois que les frappes contre l'Irak auront cessé ? La France, qui n'est pas impliquée dans les bombardements qu'elle réprouve, cherche à apporter une réponse. « *La volonté de la France c'est de tout faire pour faciliter la sortie de cette crise* », a déclaré jeudi le président Jacques Chirac, qui s'y emploie activement en consultation avec les partenaires de Paris.

Trois cas de figure sont envisageables : en vertu du premier, une fois les bombardements arrêtés, les membres de la commission chargée de désarmer Bagdad (Unscop) retourneraient sur place pour reprendre leurs inspections. Rien ne dit que Saddam Hussein l'acceptera, d'autant, indique-t-on à Paris, que le chef de l'Unscop, Richard Butler, a fait de la provocation quasi systématique, au point de donner l'impression d'avoir contribué à monter les derniers incidents avec l'Irak pour justifier des frappes punitives américaines.

Dans une autre hypothèse, le gouvernement irakien, une fois les frappes terminées, serait laissé à

lui-même et donc libre de chercher à reconstituer ses programmes d'armement. Les dangers d'une telle dérive étant évidents, les Nations unies ont la possibilité de décider de passer au contrôle à long terme de l'armement irakien, d'autant que, de l'aveu des inspecteurs du désarmement, il n'existe plus d'armes décelables en Irak, les inconnues étant relatives à des produits facilement dissimulables, sur lesquels les experts ne pourront vraisemblablement jamais mettre la main.

Une troisième voie serait d'envisager la levée de l'embargo pétrolier. Mais cette solution relève de l'utopie vu l'acharnement des Etats-Unis à maintenir Bagdad sous sanctions jusqu'à l'effondrement du régime. Reste le volet humanitaire, essentiel pour Paris, qui souhaite l'amélioration des termes de la résolution 986 de l'ONU, communément appelée « pétrole contre nourriture ».

Convaincue qu'il serait présomptueux de prendre seule une initiative, la France consulte. Un cadre adéquat aurait pu être

l'Union européenne, si les Quinze avaient une politique étrangère commune. Or, sur l'Irak peut-être plus encore que sur d'autres sujets, les Européens ne sont pas sur la même longueur d'ondes.

COMMUNIQUÉ CONSTERNANT

La Grande-Bretagne, seul pays membre de l'UE avec la France à avoir une vraie capacité d'intervention, fait quasi de la surenchère par rapport aux Etats-Unis ; l'Espagne approuve les bombardements, la Grèce les déplore, l'Allemagne est proche des positions françaises lorsque son ministre des affaires étrangères, Joscha Fischer, est à Paris, et alignée sur les Etats-Unis si l'on en croit les déclarations du chancelier Gerhard Schröder. Le communiqué de l'Union européenne, jeudi, est consternant : des bombardements oui, mais pas trop, dit-il en substance, demandant que les frappes soient « limitées dans le temps » avec des cibles « purement militaires ».

Toute solution devra avoir l'aval des Etats-Unis. A ce propos, les dirigeants français ont semblé jeudi

vouloir dissiper les malentendus qui ont pu se faire jour après leur réprobation des frappes américaines. Le chef de la diplomatie, Hubert Védrine, a imputé à Saddam Hussein la « première responsabilité », et M. Chirac a constaté que, « une fois de plus, la responsabilité incombe clairement » à M. Hussein, tout en distinguant le régime de Bagdad de « la population qui souffre et qui va souffrir ».

Les dirigeants de plusieurs partis français se sont exprimés plus vivement. Une délégation du PS a été reçue à l'ambassade des Etats-Unis, où elle a demandé l'« arrêt immédiat des frappes ». François Hollande a souligné que « l'ONU est la seule autorité pouvant décider d'un recours à la force ». Environ deux cents personnes ont manifesté devant l'ambassade, à l'initiative du Parti communiste rejoint par les principales forces syndicales et la gauche non socialiste. « Il faudrait que la France parle d'une voix forte », a déclaré, de son côté, Valéry Giscard d'Estaing.

Mouna Naïm

Le monde arabe « indigné », les Européens divisés

LA RELATIVE embellie dont a pu bénéficier l'image des Etats-Unis dans le monde arabe après la visite du président Bill Clinton à Gaza s'est altérée après le déclenchement des frappes contre l'Irak. Et d'abord dans les territoires palestiniens autonomes, où plusieurs milliers de manifestants, des jeunes surtout, sont descendus dans les rues pour dénoncer les bombardements. « *Mort à l'Amérique !* », scandaient les manifestants à Gaza, Naplouse, Bethléem, Ramallah, Djénine, Hébron et Doura. Ils ont brûlé des drapeaux américains et brandi le drapeau irakien. Un Palestinien a été tué et douze autres ont été blessés par l'armée israélienne qui réprimait les manifestants.

La Ligue arabe, qui regroupe vingt et un membres et l'Organisation de libération de la Palestine, a exprimé son « indignation » face à la perpétuation de « la politique du deux poids deux mesures » pratiquée par les Etats-Unis. La Jordanie, le Qatar, la Syrie, le Liban, la Libye, la Tunisie, l'Algérie et d'autres ont, au moins, déploré le recours à la force et dit leur inquiétude, au plus, dénoncé l'attitude de Washington. L'Arabie saoudite, tout en exprimant sa sympathie pour le peuple irakien, a critiqué « la politique du bord du gouffre » du régime de Bagdad.

L'Irak, dont le territoire a été touché par l'un des missiles dirigés contre l'Irak, a jugé « inacceptable » l'« agression » américaine. Et l'Organisation de la conférence islamique, qui réunit une cinquantaine d'Etats musulmans, a exigé « l'arrêt immédiat » de l'attaque et « le retour au dialogue afin d'éviter au peuple irakien davantage de souffrances ».

« UN DÉFI AU MONDE »

La Turquie, voisine de l'Irak, mais aussi alliée des Etats-Unis, a adopté une position mitigée, se déclarant « attristée » par le déclenchement des frappes. « *Nous avons toujours voulu un retour à la normale en Irak et la levée de l'embargo dès le respect par Bagdad de toutes les résolutions du Conseil de sécurité*, a déclaré un porte-parole du ministère des affaires étrangères. *Nous espérons que le recours à la force ne durera pas trop longtemps.* »

En Asie, la Chine a vivement condamné les frappes, exigé leur arrêt « immédiat » et accusé Washington d'y avoir eu recours principalement pour enrayer le déclin de son influence dans le monde. La Malaisie, les Philippines et la Thaïlande se sont prononcées contre le recours à la force pour régler les problèmes, mais le Japon a

exprimé sa solidarité avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

Les membres de l'Union européenne sont eux aussi divisés. Le secrétaire d'Etat grec à la défense, Dimitris Apostalakis, a rappelé que la Grèce était opposée « aux options militaires de ce genre » et estimé que « les frappes n'étaient pas efficaces pour résoudre une crise ». Mais le gouvernement espagnol a justifié les frappes et « regretté la non-application grave par l'Irak de ses obligations internationales », contraignant ainsi « la communauté internationale à recourir à la force ». « *Le gouvernement irakien savait que la communauté internationale ne pourrait fermer les yeux sur sa mauvaise volonté face aux inspections des Nations unies* », a déclaré Uwe Karsten Heye, porte-parole du chancelier allemand Gerhard Schröder. L'Allemagne a néanmoins souhaité que « l'action militaire prenne fin aussi vite que possible ».

Le premier ministre canadien, Jean Chrétien, « espère que les bombardements ne toucheront pas des objectifs civils ». Il a « déploré l'escalade », mais jugé que c'était « Saddam Hussein qui en était à l'origine » en ne « respectant pas les obligations des Nations unies ». « *C'est un défi au monde* », a-t-il estimé. - (AFP)

tiens, sans limitation de durée. Pourtant, je ne vois pas la nécessité d'envoyer des troupes sur le terrain, une telle décision ne serait pas soutenue par l'opinion américaine.

■ **L'opposition** manque de crédibilité. Elle est divisée et doit être renforcée politiquement. La constitution d'une opposition crédible est une œuvre de longue haleine. Pour le moment, la seule option crédible serait quelqu'un - que nous ne connaissons pas - qui serait issu des milieux militaires ou de sécurité. Nous devons tout faire pour stimuler cette solution. De toute manière, cette personne n'aura jamais une position aussi forte que celle de Saddam. Mais en soi, se débarrasser de Saddam n'est pas la solution, ce n'est que le commencement de la solution.

■ **Je** ne doute pas que le moment a été choisi dans ce cadre-là, que les considérations de politique intérieure ont été déterminantes. Pour le principe de la frappe, paradoxalement, la situation est plus compliquée : le président lui-même n'est pas un va-t-en-guerre

et a joué lors des crises de février et novembre un rôle modérateur. mais il y a des courants différents au sein de l'administration.

■ **Les Etats-Unis** ont une stratégie de prééminence militaire durable dans une zone qui contient les deux tiers des réserves mondiales prouvées de pétrole. Aujourd'hui, les Américains peuvent être accusés, comme le régime irakien, d'ignorer le droit international et les résolutions du Conseil de sécurité. La nature des frappes est fondamentalement punitive, même si les Etats-Unis espèrent qu'elles produiront une éventuelle rébellion au sein de la population. Mais chat échaudé ne se lance pas dans une telle entreprise. La population est tellement diminuée par les sanctions qu'elle porte plutôt sa colère contre elles.

■ **La cause de l'opposition** irakienne était beaucoup plus solide en 1991 qu'aujourd'hui. Saddam Hussein était, aux yeux de sa population, l'auteur indiscutable de la faute qui avait entraîné la

guerre du Golfe. Huit ans plus tard, l'échec de l'opposition au Sud, les guerres intérieures au Kurdistan, ont démonétisé l'opposition, qui s'est encore plus démonétisée par les révélations sur la manipulation de plusieurs groupes en son sein par la CIA. La vraie chance de l'opposition irakienne a été manquée en 1991.

■ **Non**, même sans affaire Lewinski, Clinton aurait bombardé l'Irak. A la limite le calendrier de l'islam et celui de l'impeachment se sont renforcés l'un l'autre. On assiste à une frustration américaine conséquente des événements de février et novembre. On dit souvent qu'il faut montrer sa force pour ne pas l'utiliser. Là, c'est l'inverse : utiliser la force pour maintenir la crédibilité de la diplomatie.

■ **Non**. Il y a une contradiction entre la fin qu'ils visent - le renversement de Saddam -, et leurs moyens : s'en tenir aux seuls bombardements. Le calcul américain est que l'on va détruire à ce point le potentiel de sécurité de Saddam Hus-

sein qu'il deviendra vulnérable de l'intérieur. On espère que de tout cela sorte quelque chose de positif. A priori, de simples bombardements ne feront pas tomber le régime. Mais ils peuvent indirectement conduire à sa perte s'ils l'affaiblissent sérieusement. Quant à une intervention terrestre, elle n'est pas envisageable, surtout dans le contexte actuel de la politique intérieure américaine.

■ **Le vrai dilemme** des Américains est : comment se débarrasser de Saddam sans risque de démembrer l'Irak ? L'opposition actuelle n'est pas crédible. Pourtant, on ne peut pas exclure que les Américains disposent d'une alternative à Saddam. Officiellement, ils le nient, mais sans convaincre. Peut-être ont-ils l'homme qui pourrait se substituer à Saddam. Si c'est le cas, il ne peuvent pas le dire, parce qu'aujourd'hui tout homme politique irakien qui apparaîtrait comme « l'homme des Américains » serait discrédité au départ. Il ne pourrait émerger qu'après la chute du dictateur.

Russia Recalls Envoys to U.S. and U.K.

Strikes on Iraq Could Damage Relations With NATO, Moscow Warns

Compiled by Our Staff From Dispatches

MOSCOW — Russia recalled its ambassadors to Washington and London for consultations on Friday to protest the U.S. and British air strikes on Iraq, and it vowed to rethink its security strategy, including relations with NATO.

Foreign Minister Igor Ivanov also told Secretary of State Madeleine Albright that further air strikes could seriously harm U.S.-Russian relations.

But the Kremlin, its hands tied by a deep economic crisis, said it would not sever relations with its Western partners and that it was vital to avoid a full-scale confrontation.

"Things must be called by their names: A military strike is a military strike," Dmitri Yakushkin, President Boris Yeltsin's press secretary, said at a news conference. "This is impermissible. They must be stopped."

But he added: "There can be no talk of a break in relations with Britain and the United States. We must not let things slide into confrontation."

A Foreign Ministry press release quoted Mr. Ivanov as telling Mrs. Albright in a telephone conversation that "if this action is not stopped, Russian-American relations can seriously suffer."

He urged the United States to abandon the use of force in Iraq and to return to the search for a political solution in the United Nations Security Council.

"Everything must be done to rule out a setback in our relations," Mr. Ivanov said. The press release added, "Mrs. Albright fully agreed with this point of view."

Russia's withdrawal of its ambassadors, Yuli Vorontsov from Washington and Yuri Fokin from London, was one of Moscow's angriest ripostes since the end of the Cold War.

Interfax news agency said it was the first time Moscow had recalled an ambassador to the United States since World War II and the first time it had withdrawn its envoy to Britain since 1971, when London expelled 105 Soviet diplomats.

Russia's protest stems, in part, from its long-standing ties to Iraq. Prime Minister Yevgeni Primakov, a former foreign minister and senior intelligence official, has maintained close relations with Baghdad since Soviet days.

London, unmoved by the Russian protest, made it clear Friday that any diplomatic moves in the crisis would have to wait until the military campaign was over.

Foreign Secretary Robin Cook spoke by telephone with Mr. Ivanov. "They agreed the U.K. and Russia should work together in the postmilitary phase" of the crisis, a British spokesman said. He added that the tone was "friendly throughout."

Russia's Communist-led Parliament registered its dissent by shelving plans to ratify the START-2 treaty slashing strategic nuclear arms. Winning approval of the treaty from Russia has been a major objective of the United States and one that had seemed tantalizingly close. A vote on the treaty, which was widely expected to be approved, was scheduled for next Friday.

The Parliament also overwhelmingly adopted a resolution urging Mr. Yeltsin to abandon UN sanctions against Iraq

unilaterally and to take immediate steps to resume full economic and military cooperation with Baghdad.

It earlier passed a resolution calling the U.S. and Britain "international terrorists."

Duma resolutions are not binding on the president or government and are often ignored.

Russian politicians are for once united in opposition to the attacks and are furious that the United States bypassed the UN Security Council, giving Russia no chance to use its veto as one of the five permanent members.

But Moscow's ability to respond is limited. Its role on the world stage has declined since Soviet days and it is dependent on the International Monetary Fund, in which Washington is influential, for loans to help it through its economic crisis.

Russia's military called into question its embryonic relations with the North Atlantic Treaty Organization on Friday and said the Iraq crisis was forcing it into an overall security rethinking that could create a new Cold War-style divide.

"The situation that has arisen demands careful analysis and a correction to our approaches to the problems of international security," Defense Minister Igor Sergeev said in a statement.

His international cooperation chief, Colonel General Leonid Ivashov, said, "If Russia's opinion continues to be ignored, Moscow will be forced to change its military-political priorities and may become the leader of that part of world society which disagrees with diktat." (Reuters, NYT)

3d Attack Targets Iraqi Military Sites

Results From First Waves of Strikes Are Mixed

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — American and British warplanes launched a third wave of strikes on Iraqi military installations on Friday, as Pentagon officials described light Iraqi resistance but mixed results from the first waves of strikes.

"The United States and British forces are continuing to attack a wide range of military targets," Defense Secretary William Cohen said at a news conference at the Pentagon. "We have ongoing operations."

The new strikes unfolded as the House debated whether to impeach President Bill Clinton on charges of lying under oath about an extramarital affair. And President Saddam Hussein of Iraq took to the airwaves to urge his people to continue their resistance.

Working against feeble Iraqi resistance, American and British forces were, for the most part, hitting their intended targets, according to General Henry Shelton, chairman of the Joint Chiefs of Staff. He said that there had been some glitches, however. Initial bomb-damage assessments indicate that only a small number of the 75 targets attacked were destroyed or severely damaged.

"Not all have gone as planned," General Shelton said.

More than 200 combat aircraft sorties were flown in the second night of attacks, and the United States has hurled more cruise missiles at Iraq — just under 300 — than were launched in the 1991 Gulf War.

For its part, Iraq's armed forces claimed in a communiqué Friday that they had shot down 77 of 305 missiles fired by U.S. and British forces in the first two days of air strikes.

A senior U.S. defense official said that with the success of the strikes so far and the absence of vigorous defense by Iraq, commanders were leaning toward ending the attacks this weekend.

A Pentagon briefing Friday in Washington by military experts indicated that the administration would most likely order a halt to the strikes so that the U.S. military can affirm it has accomplished the objective of reducing Iraq's capability to threaten neighbors with weapons of mass destruction.

But the senior defense official said the United States "reserves the right" to go back in a matter of weeks or months and strike again if intelligence indicates that some key

U.S. and British Forces in Gulf Region

United States

The United States has 24,100 military personnel, 22 navy ships (eight carrying long-range Tomahawk missiles) and 201 military aircraft in the Gulf region, including the following:

Army: 2,400 troops, half in Kuwait

Air Force:

- In Kuwait: 37 airplanes, including 12 F-16s and 10 F-16CGs, and three helicopters
- In Saudi Arabia: 43 airplanes, including 18 F-15Cs and 8 F-16Cs
- In Oman: 4 B-1 bombers
- In Diego Garcia: 25 airplanes, including 15 B-52 bombers

Navy:

- Aircraft carrier battle group in place: USS Enterprise, with 68 aircraft, including 10 F-14s and 30 F/A-18s. Expected to arrive Sunday: USS Carl Vinson and an amphibious ready group
- Six destroyers, 1 attack submarine and 1 missile cruiser, all equipped with Tomahawk launchers; 1 guided missile frigate, 1 amphibious assault ship; other craft

Britain

Planes: In Kuwait, 12 Tornado fighters; in Saudi Arabia, 6 Tornado reconnaissance planes; in Bahrain, 2 refuelers; in Turkey, other aircraft

Ships: 1 frigate, 1 support ship

Sources: NYT, WP

targets remain intact.

Addressing his people for the first time since the air strikes began early Thursday, Baghdad time, President Saddam said: "Continue your resistance and, by God's will, you will be victorious. You are representing justice and all the great characteristics against injustice."

His rhetoric contrasted with the light resistance being put up by Iraqi forces.

"If there is any surprise it's the complete lack of response" by Iraqi forces, said Vice Admiral Scott Fry, an intelligence officer on the U.S. Joint Staff.

In London, Prime Minister Tony Blair gave his most direct warning to date Friday that he and President Clinton were

hoping to oust Mr. Saddam from power. Speaking with journalists in his Downing Street residence, Mr. Blair attacked the Iraqi leader as a liar and said he would continue to pose a threat as long as he remained in office in Baghdad.

"Which is one of the reasons why, without setting it as an objective of this campaign, we are doing all we can to bring about an end to his rule," Mr. Blair said. "There is no doubt about that whatever."

Confirming that British Tornado bombers based in Kuwait were in action for the second successive night, Mr. Blair said that the United States and Britain were on course to achieve their military objectives.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, DECEMBER 19-20, 1998

Anti-American protests, meanwhile, erupted Friday in a half-dozen Arab capitals, with many demonstrators asserting the attacks were President Clinton's way of squirming out of the consequences of his affair with Monica Lewinsky.

In an echo of the Gulf War, Pentagon officials showed aircraft videotape of laser-guided bombs slamming into an array of targets, including radar stations, a missile storage facility and a missile production plant.

As the third wave of strikes continued Friday, Mr. Cohen said that there had been no U.S. or British casualties.

Rear Admiral Thomas Wilson, a senior official on the Pentagon's Joint Staff, said that Iraq had yet to fire any surface-to-air missiles at the attacking aircraft. One reason is Iraqi reluctance to expose hard-to-replace military equipment to attack. Another is the destruction of air-defense radar systems during the first phases of the strike.

"The southern Iraq air defense sys-

tem has been degraded," Admiral Wilson said. "It has not been completely destroyed."

U.S. aircraft drop leaflets over Iraqi forces in southern Iraq that implored them to stay in their bases and not threaten neighboring Kuwait or Saudi Arabia. The messages in Arabic said the forces would be attacked if they mobilized but spared if they stayed put, General Shelton said.

In a reflection of the difficulty of precision air strikes even against light resistance, Admiral Wilson showed charts indicating that only a handful of targets were judged to have been destroyed, with some misses and some moderate damage.

For example, of 27 Iraqi surface-to-air missile facilities attacked, 8 suffered no damage, 2 had light to moderate damage, 2 had severe damage and 1 was destroyed. Damage to the remaining 14 was still being assessed using reconnaissance photographs.

Of 18 command and control facilities, 5 were destroyed, 5 were severely damaged, 2 sustained no damage, 2 had moderate damage and 4 were being assessed.

B-1B bombers, a weapons system that dates from the 1970s, were used for the first time in combat missions, dropping gravity bombs on a variety of targets.

Pentagon officials said that on the first night of raids on Iraq, U.S. missiles demolished military intelligence headquarters in Baghdad and destroyed four barracks of the elite troops responsible for protecting Mr. Saddam and his weapons programs.

Damage at the sites, the officials said, would undermine Iraq's ability to conceal or expand its arsenal of weapons of mass destruction. The attacks also advanced the parallel, undeclared intent of U.S. planners to strike at the foundations of Mr. Saddam's power. (AP, Reuters, WP)

Iraqis Put On a Brave Face but Give Sketchy Details of Air-Raid Damage

By Howard Schneider
Washington Post Service

BAGHDAD — From strident Friday prayers to a newspaper illustration of President Saddam Hussein astride a white charger slaying a serpent with a lance, Iraqis sustained a defiant official face against American and British air attacks that for a second night targeted military and industrial sites throughout the country.

Iraqi officials have been hesitant to provide much detail about the damage done, limiting reporters' access to a handful of civilian facilities that have sustained shattered glass and other minor damage, apparently related to explosions at nearby target sites. The nature of the damage and buildings displayed suggests that the attacks have so far maintained their focus on military, industrial and government targets.

There was damage visible from the street, for example, to the Iraqi Military Industrial Corp., an office in the past associated with Iraq's weapons programs. Though the explosion at the building was visible Thursday night to reporters gathered at the Iraqi Ministry of Information, officials would not allow a tour, or openly acknowledge which building was hit.

On the outskirts of town, United Nations officials decided to evacuate another 100 humanitarian workers after a series of strikes at a nearby government building shook their headquarters at the Canal Hotel.

At a press conference Friday evening, Deputy Prime Minister Tariq Aziz confirmed that several of the country's presidential palaces had been hit, as well as most of the industrial and other sites on a list of facilities that a UN weapons team was monitoring by camera, site visits and other means.

By contrast, the sites to which Iraqi officials are

escorting journalists include the Saddam Teaching Hospital, where glass was shattered by a nearby explosion, a maternity hospital where ceiling tiles were dislodged by the same concussion, and a damaged road and private home.

Those sites included the Baghdad Museum of Natural History, where a piece of a missile crashed through the ceiling, shattering windows and the glass enclosure of two stuffed tigers.

Pieces of the missile were collected by workers from the outside of the building, which is near the Iraqi Ministry of Oil.

At the press conference, Mr. Aziz both called President Bill Clinton a proven liar and said that the bombs being dropped on Iraq spelled a possible end to UN weapons monitoring in the country.

He said Iraq would never again accept the regime of weapons inspections and international trade sanctions imposed on it after the Gulf War as a means of ensuring the country dismantles its biological, chemical and nuclear weapons programs.

"Iraq cannot tolerate both sanctions and Un-scom," he said, referring to the United Nations Special Commission that has been overseeing the UN disarmament program in Iraq.

After saying that the raid was orchestrated by a "Zionist clique" in Mr. Clinton's cabinet, including Secretary of State Madeleine Albright, Defense Secretary William Cohen, and the national security adviser, Sandy Berger, Mr. Aziz said that Iraq no longer had the means to retaliate against Israel.

"When we had the means, we did that," he said. "Unfortunately, and I am saying it as an Arab and an Iraqi, we don't have such means."

In a taped statement aired on Qatar television, Mr. Saddam said there was no compromise being offered or planned.

"We are not frightened by anyone other than God, and we are not going to bow, only to His sacred face," Mr. Saddam said.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, DECEMBER 19-20, 1998

French Leaders Struggle Amid an Anti-U.S. Mood

By Craig R. Whitney
New York Times Service

PARIS — French leaders bit their tongues again Friday and tried to restrain growing indignation over continued British and American bombing raids against Iraq.

Publicly, French officials said that President Jacques Chirac called Prime Minister Tony Blair in London to discuss a new basis for United Nations arms inspections in Iraq, whose refusal to satisfy demands by UN arms inspectors set off the bombing early Thursday.

Mr. Chirac also called President Bill Clinton on Thursday night "to try to find a way out of the crisis," as the French president put it to reporters outside the Elysee Palace.

Privately, Mr. Chirac was said to be seething at his American and British colleagues for tossing diplomacy aside and sending in their cruise missiles and bombers.

Prime Minister Lionel Jospin, a Socialist, expressed himself more openly during a visit to Canada, saying the bombing raids were perhaps "inevitable" but not "necessary."

Only two weeks ago, Mr. Chirac and Mr. Blair stood side-by-side in the Breton port of Saint-Malo and made a historic declaration in support of a European defense capability to match the common European currency that will come into being two weeks from now.

On Friday, French newspapers said

the idea of a common European policy on Iraq was clearly bankrupt.

"London follows Washington, as usual," wrote the center-left daily Liberation, while the center-right daily Le Figaro noted that except for France, most of Europe had lined up with the United States.

"You see today how important it would be to have a common European foreign policy," Foreign Minister Joschka Fischer of Germany said in Copenhagen, according to a Reuters report. "If we had developed a common European foreign policy, I think today we would have very much better feelings in Europe in this very difficult situation."

While Chancellor Gerhard Schroeder said again Friday that Germany held Iraq solely responsible for the resort to force, Mr. Fischer said, "We regret the situation that now force is used, and we hope that politics will come back again and find solutions to fulfill the resolution of the Security Council."

In France, Liberation's main news article accused the chief UN arms inspector, Richard Butler, of distorting inspection findings so as to give President Clinton an excuse to begin the bombing, and an editorial in France's most influential newspaper, Le Monde, called for Mr. Butler's resignation.

But it was not only Mr. Butler whose credibility with the French was clearly at an ebb.

President Clinton's face was greeted

with boos and hisses when it was projected on a screen at the Theatre des Champs-Elysees on Thursday night to introduce a concert capping a year of Gershwin centennial celebrations, with the Orchestre National de France conducted by Seiji Ozawa.

"We're here for the music," Judith Pizar, an American living in Paris who co-organized the event, appealed to the audience.

Well-dressed people of a certain age in the expensive seats gestured and shouted at jeering younger ones high in the upper balconies.

When Mr. Clinton, in a taped welcome to the concert that mentioned Mrs. Pizar, began a sentence with "Hillary and I," there was widespread snickering and laughter.

French officials ascribed derision of President Clinton to the unpopularity of the bombing in Iraq, but his troubles over the Monica Lewinsky affair appear to have eroded respect for him here.

While Mr. Blair went out of his way Thursday in the House of Commons to say that Mr. Clinton was still his friend, Mr. Chirac did not follow suit.

Many French newspapers continued to suggest that the main reason Mr. Clinton had unleashed the bombers was to try to fend off impeachment by the House of Representatives, even though it postponed debate on the issue only by a day. The debate began instead Friday.

Leaders of the three leftist parties supporting Mr. Jospin's governing coalition called for a demonstration Saturday against the bombing at the Trocadero Palace, where the universal declaration on human rights was proclaimed 50 years ago.

Meanwhile, the Dutch police weighed in with truncheons against several hundred Iraqi demonstrators outside the U.S. Embassy in The Hague on Friday afternoon.

UN Weapons Inspector Denies Serving U.S. War Aims

By Barton Gellman
Washington Post Service

WASHINGTON — At about 2 P.M. Tuesday, as the chief United Nations arms inspector, Richard Butler, labored with a fountain pen over his report on Iraq, the White House chief of staff, John Podesta, was informing congressional leaders that U.S. forces would launch an attack on Iraq the following day.

Almost four more hours would pass before Mr. Butler finished drafting his finding of Iraqi obstruction and walked the first copy up to the 38th floor of UN headquarters in New York for Secretary-General Kofi Annan. Yet, aboard Air Force One, en route back from the Middle East, President Bill Clinton had already ordered the bombardment of Iraq that would be dubbed Operation Desert Fox.

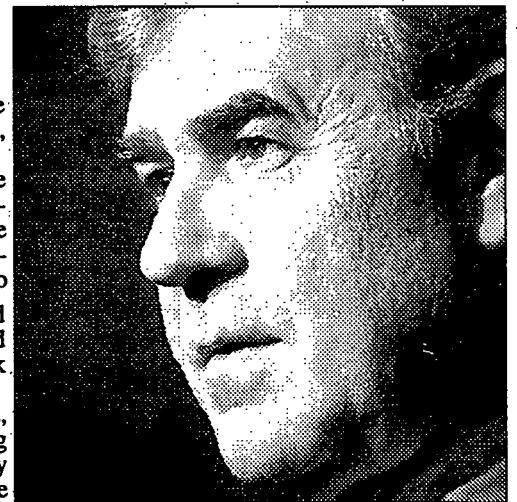
Clinton administration officials acknowledge

that they had advance knowledge of the language Mr. Butler would use and sought to influence it, as one official said, "at the margins."

Because Mr. Butler's report is described as the trigger for the American and British air campaign, this sequence of events has brought fierce attack on the chief of the UN Special Commission, or Unsc. The Russian ambassador to the UN, Sergei Lavrov, backed by China and some of Mr. Annan's senior advisers, has leveled accusations that Mr. Butler drafted his stark conclusions to serve Washington's war aims.

[Iraq's deputy prime minister, Tariq Aziz, accused Mr. Butler on Friday of collaborating with the United States in his finding to justify what Mr. Aziz called "the aggression" by the United States and Britain against Iraq, Reuters reported from Baghdad.

"There was coordination by the U.S. government and Butler about the content of the report



Mr. Butler, whom Iraq accused of being a "pawn in the hands of the United States."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, DECEMBER 19-20, 1998

and the timing of the report," he said, citing U.S. news accounts of contacts between Mr. Butler and U.S. officials before his finding was issued formally.

[He called Mr. Butler a "pawn in the hands of the United States" and said a "Zionist clique" around Mr. Clinton had orchestrated the attacks on Iraq.]

Mr. Butler, an Australian diplomat and an expert on arms control who has served as his country's delegate to the United Nations, came out swinging Thursday against such charges.

"I want to say it as simply and as plainly as I can," he said in New York. "That report was based on the experts of Unscorm. It danced to no one's tune. It was not written for anyone's purposes, including, as some of you have suggested, for the purposes of the United States."

Mr. Butler said "the simple conclusion that Iraq did not keep its promise of full cooperation" is "honest, factual and objective."

A high-ranking U.S. official, speaking on condition of anonymity, used unusually blunt language to criticize "the source of the accusation here, which is the Russians, who have been, unfortunately, apologists for Saddam Hussein for some time." Mr. Butler, the official said, in-

formed the U.S. delegate to the UN, Peter Burleigh, over the weekend that "he had concluded there wasn't cooperation and that Unscorm couldn't do its job." He added, "There's nothing mysterious about it."

Among the circumstances cited by those who suspect Mr. Butler of coordinating with Washington on a rationale for war, three stand out:

• Mr. Butler made four visits to the U.S. mission to the United Nations on Monday, the day before finishing his report.

• Administration officials acknowledge they had advance knowledge of the language he would use.

• Mr. Butler ordered his inspectors to evacuate Baghdad, in anticipation of a military attack, on Tuesday night — at a time when most members of the Security Council had yet to receive his report.

Mr. Lavrov and other diplomats also asserted that Mr. Butler gave far more equivocal progress reports to them, in the days leading up to his written report, than his final conclusion that he was "not able to conduct the substantive disarmament work" because of the "absence of full cooperation by Iraq." One New York-based diplomat said, "What we were told by Butler for

weeks was yes, we've hit some roadblocks, but the inspections are going on."

Ewen Buchanan, the Special Commission's spokesman, said those who "accuse him of being rosy then and gloomy now" overlook "the catalogue of problems that built up over the period." As early as Nov. 19 — four days after Mr. Clinton called off an attack on Iraq — the Baghdad government was telling Mr. Butler that documents known to be in Iraqi archives did not exist. That same week, according to two administration officials, U.S. intelligence intercepted orders by the Baghdad government to its military units to destroy the documents Mr. Butler had requested.

A senior U.S. official, acknowledging that American interaction with Mr. Butler was a natural subject of interest because "Butler is the trigger" for war, insisted that Washington did nothing to toughen the Special Commission's conclusions.

"I would tell you in the strongest possible terms that we reacted to Butler's conclusions and did not shape his conclusions," the official said. "He did share with us his preliminary conclusions. We reacted to them and asked him questions, and we reacted to his final public report with a decision to use force."

Impeachment Crisis Doesn't Prevent Bombing Iraq

By James A. Baker 3d

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, DECEMBER 19-20, 1998

HOUSTON — With his decision to order substantial air strikes against Iraq, President Bill Clinton has finally taken a course of action that should have been pursued earlier this year. Not that this will result in a change of regime in Iraq, nor an end to its efforts to hide or acquire weapons of mass destruction.

But the operation will send a clear signal to would-be proliferators that the United States will continue to lead the global effort to stop the spread of these horrific weapons.

If we do not, no one else will. One result of these air strikes, however, will be a change in policy from containment through weapons inspections to containment by military means. This will require an extended and substantial American military presence in the Gulf, and the shift in policy will not be simple to carry out.

But it is the least objectionable of several bad options. Many voices have called for removing Saddam Hussein.

This is easy to demand but very difficult to accomplish without occupying Iraq — something that those who call for this approach would be reluctant to back.

Many have questioned the wisdom and even the motives of Mr. Clinton's decision, which came as the House of Representatives neared its debate and

vote on impeachment. One reason for these questions, of course, is that Mr. Clinton's credibility for veracity is so low. He may be impeached, after all, for lying under oath.

On the substance of what he has done, however, I believe he has acted correctly. On the timing, the skepticism is quite understandable. But there were at least three good reasons for acting quickly: one, the onset of the Muslim holy season of Ramadan this weekend;

two, the need for surprise, and, three, if too much time had elapsed the administration would undoubtedly have been presented with some phony diplomatic solution (which Iraq would once again have agreed to) that would have given Mr. Saddam time to mobilize world opinion, making it more difficult to strike forcefully and substantially.

This last point is important when we consider that Mr. Clinton has vacillated in previous crises with Iraq. His rhetoric has been strong, but his resolve has been weak. Twice this past year, first in February and then in October, Mr. Saddam stuck his finger in our eye and brought us to the brink of confrontation.

On those occasions, Mr. Clinton did not respond appropriately. Instead of using force, he fell back on diplomatic and political negotiations, and Mr. Saddam played us like a Stradivarius.

In February, the United States spent vast sums moving massive military forces but did not use them. Then, instead of keeping the forces in the area, we brought many of them home and then had to send them back. And this came at a time when most of the international community supported the use of force.

We will probably not get as much support now.

Valid questions have been raised about the timing of this attack. I hope I am right when I say I simply cannot believe that any president would be so craven as to put the lives of American military men and women at risk to protect his political backside.

The fact that these questions are being raised, however, indicates that

Clinton has been weakened in his ability to lead. This is not the fault of the congressional leaders. We are where we are today not because of them but because of the president's willingness to lie under oath. In fact, his leadership troubles go back further than the impeachment hearings. They date at least back to August, when he admitted to the country that he had been lying to everyone for seven months.

In the time since the Monica Lewinsky scandal broke last January, he has been distracted, unable to focus as fully on foreign policy as he should. No president could. With impeachment looming, he is therefore subject to the charge that he has acted against Iraq for partisan reasons.

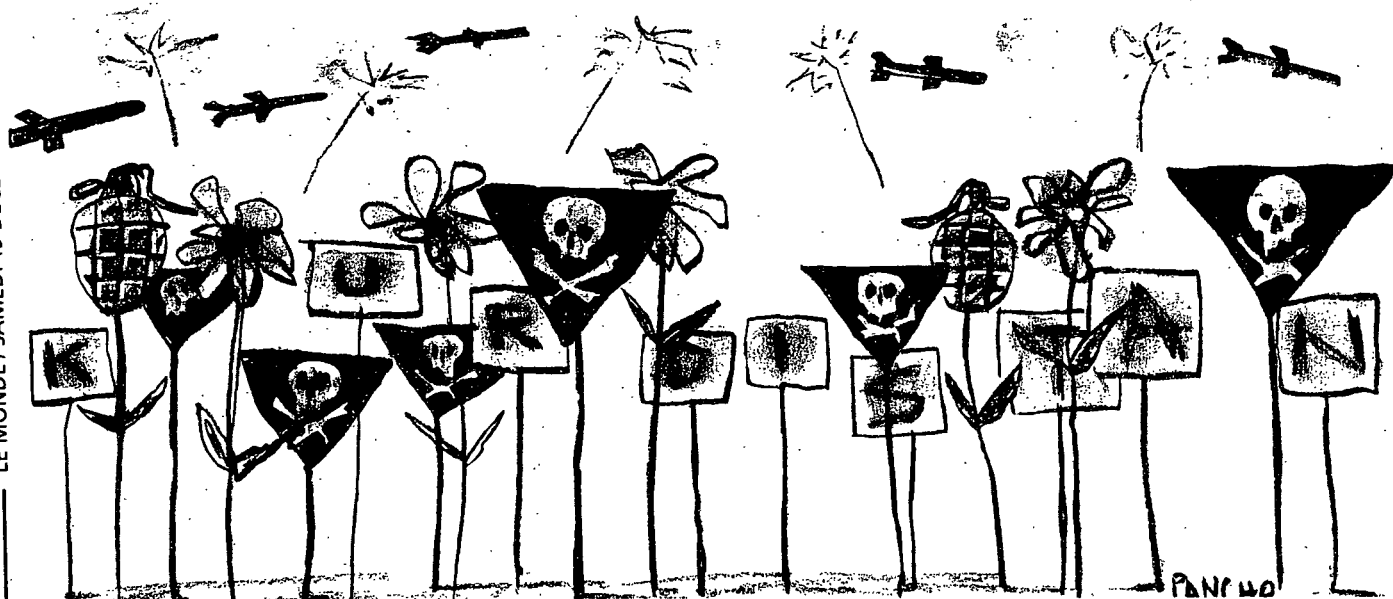
When the commander in chief puts our forces at risk, it is incumbent upon all of us to support our men and women in uniform, and I believe the country will continue to support what he has done in Iraq. House Republicans showed great leadership by moving to postpone and delay the debate and vote on impeachment.

But neither they nor we should put the constitution on hold for too long. The vote in the House should take place as rescheduled. After all, this would not be the first time that Congress has begun impeachment proceedings against a president at a time when American forces were engaged in combat abroad. Our country is strong enough for us to lead the global fight against weapons of mass destruction at the same time we preserve, protect and defend the constitution here at home.

The writer, secretary of state in the Bush administration, contributed this comment to *The New York Times*.

Le sanctuaire du Kurdistan irakien

LE MONDE / SAMEDI 19 DÉCEMBRE 1998



Placés sous la protection des Nations unies – omniprésentes sur le terrain –, les Kurdes irakiens ont moins souffert de l'embargo imposé au régime de Saddam Hussein. Mais l'accord intervenu en septembre entre les deux principaux partis kurdes irakiens pour mettre fin à leur guerre civile n'a pas stoppé l'exode de populations exténuées par des années de terreur

DÉPUIS le début de l'opération « Renard du désert », mercredi 16 décembre, les frappes militaires épargnent le Kurdistan irakien, qui continue de vivre au rythme de sa reconstruction. A Bagdad, on détruit, ici on relève.

Devant les galettes de pain, le riz blanc, le ragoût de légumes et les petits verres de thé sucré, Hussein Salman reçoit, assis en tailleur sur un sol fraîchement cimenté. Autour de sa nouvelle demeure, le village de Perdaoud, « Vieux David » en kurde, renaît des souvenirs. Une trentaine de cubes ocres s'élèvent déjà. Il y a encore huit mois, il n'y avait rien d'autre ici que les blessures profondes laissées à la terre par les engins de terrassement qui avaient tout rasé.

C'était en 1987. Bagdad faisait payer au Kurdistan irakien la trahison de l'alliance avec l'ennemi iranien, au plus fort de la première guerre du Golfe. Après le martyre du village de Halhabja,

gazé, des centaines de villages avaient été rasés et leurs habitants déportés dans des lotissements collectifs, lorsqu'ils n'avaient pas disparu... Quatre ans plus tard, en 1991, les blindés revenaient semer la mort au lendemain d'une insurrection ratée. Bagdad venait d'être défait par la coalition dirigée par les Etats-Unis. Les Kurdes avaient cru pouvoir profiter de l'occasion, mais les vainqueurs de Saddam Hussein au Koweït allaient assister, l'arme au pied, à la répression et à l'exode tragique de centaines de milliers de personnes.

Placés bien tardivement sous la protection des Nations unies, les Kurdes irakiens n'étaient pas au bout de leurs souffrances. Manipulés par les voisins turcs, iraniens et irakiens, leurs deux principaux partis, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), allaient ensuite longuement s'entre-déchirer pour de sordides questions de pouvoir, et surtout d'argent, jusqu'à l'accord de paix conclu en septembre à Washington.

Le peuple martyr devenu peuple désespérant en a-t-il ter-

miné avec cette interminable décade de gazages, de morts et de populations déplacées ? A la faveur d'une heureuse conjoncture, le Kurdistan irakien a vécu son printemps cet automne, au moment où Bagdad redécouvrait les crises avec les Nations unies et, finalement, les bombardements. Le voici un peu moins dépenaillé et surtout provisoirement en paix avec lui-même.

Depuis longtemps déjà, dans la capitale irakienne, la rumeur était insistante : là-haut, « au nord », on vivait désormais mieux, ou moins mal, qu'au centre et au sud, dans les territoires effectivement contrôlés par les autorités centrales. Les frappes de missiles de croisière apportent aujourd'hui une preuve définitive et tragique.

Les études de l'Unicef parlent aussi d'elles-mêmes : les taux de malnutrition enregistrés auprès des enfants de moins de cinq ans sont bien moins élevés dans les trois gouvernorats « autonomes » du Kurdistan irakien, Dohouk, Erbil et Souleymanieh, que partout ailleurs en Irak. Les courbes sont d'ailleurs inverses : depuis 1991, la situation n'a fait que de se dégra-

der au centre et au sud. Au nord, au contraire, depuis 1994, date des premières mesures, les résultats ne cessent de s'améliorer.

L'aide apportée tout d'abord par les organisations non gouvernementales après la crise de 1991, puis par les agences des Nations unies, porte ses fruits. Jusqu'à la crise actuelle, la résolution « Pétrole contre nourriture » décidée en 1996 et acceptée l'année d'après par Bagdad, qui autorise le gouvernement irakien à vendre des quantités limitées de pétrole pour acheter des vivres et des médicaments, a joué en faveur des Kurdes. Conformément à la clé de répartition des sommes collectées, 13 % des recettes sont affectées automatiquement aux trois gouvernorats du Nord, pour trois millions de personnes, alors que les dix-huit millions du Centre et le Sud ne reçoivent « que » 53 % de cet argent. « Un habitant du Nord reçoit environ 40 % de plus qu'un habitant du Centre et du Sud », confirment les services des Nations unies chargés de ce programme humanitaire.

Rapportée à la disette qui frappe le pays, cette « manne » saute aux yeux dans le Nord. « Il y

a au Kurdistan une nouvelle pollution, plaisante Mohammed, qui vit à Erbil. Regardez tous ces panneaux bleus, au bord des routes ! » Unesco, Unicef, Habitat, PAM (Programme alimentaire mondial), HCR, les agences onusiennes sont omniprésentes. On bâtit, on restaure, on développe, on approvisionne, on éduque... et on le fait savoir.

La reconstruction des villages rasés est sans doute l'œuvre la plus symbolique. A Faizawa, comme à Perdaoud, il ne restait plus rien d'autre que le cimetière, perché sur un petit tertre à l'écart des maisons. Les cubes de torchis recouvert de terre battue émergent au milieu des gravats laissés par les bulldozers. La résurrection est d'autant plus significative que la « frontière » du Sud est toute proche. « Ils sont là, sur les collines. Ils nous observent », témoigne un habitant, en jetant par-dessus son épaule un regard sombre vers la ligne d'horizon qui court à 2 ou 3 kilomètres de là. Lorsque les femmes du village se rendent à la ville la plus proche pour y faire les courses, elles sont d'ailleurs invariablement accompagnées par un homme en arme, par précaution.

A Diyana, plus au nord, la frontière la plus proche est celle qui sépare l'Irak de l'Iran, à une soixantaine de kilomètres. Le panneau bleu installé sur la route en amont de la petite ville est celui de l'agence onusienne qui s'occupe de déminage. Un chantier gigantesque. Peintes sur de petits triangles rouges plantés dans le sol, les têtes de mort qui signalent les champs de mines sont encore plus nombreuses que les enseignes des agences de l'ONU. « Mines antichars, mines antipersonnel, on a de tout ici, note, flegmatique, David Bax, des

en vigueur : 150 dollars par mois, est sacrément attractif. « Nous essayons au maximum de "nationaliser" le déminage, parce que, si on s'en tient aux seuls secteurs connus, il faudrait sans doute des centaines d'années pour débarrasser entièrement le Nord de ces engins », poursuit David Bax en montrant du doigt une vaste carte piquetée d'innombrables points rouges.

A une heure de voiture du fort, les chiens chargés du repérage des mines prennent un peu de repos, dans une zone délimitée au cordeau. Il y a là six bergers allemands qui appartiennent à une compagnie sud-africaine. Parmi eux, des « anciens » de l'Angola, du Mozambique et de Bosnie. Mais les chiens kurdes, testés, montrent également de bonnes dispositions. Au loin, une explosion retentit. « Ce n'est rien, ce ne sont que des pêcheurs à la grenade », précise un instructeur australien. Diyana rend philosophe ce spécialiste qui ne compte plus les incursions inopinées de paysans dans les zones à risques. « Ils courent à travers les champs de mines pour aller plus vite ! Heureusement, nous n'avons pas eu un seul problème pour le moment », poursuit-il.

Depuis peu, le Kurdistan politique est à l'unisson de cette restauration. Après quatre années de brouilles, le PDK et l'UPK ont renoué les liens. L'accord de septembre obtenu sous la pression américaine devrait permettre de reprendre un processus interrompu en 1994. De grandes promesses ont été faites : les institutions politiques créées en 1992 sous le couvert de la protection internationale devraient enfin voir le jour. La querelle sur la répartition des recettes douanières de la frontière avec la Turquie, dans une zone tenue historique-

occasion est historique, compte tenu du parrainage américain, poursuit-il. Il était temps, car nous avions un problème d'image à l'extérieur. »

A Souleymanieh, capitale de l'UPK de Jalal Talabani, Sadi Pira, « ministre » des affaires humanitaires, fait lui aussi amende honorable : « En matière d'erreurs, on a tout fait en quatre ans, on a perdu beaucoup d'amis. Maintenant, tout le monde a compris qu'on ne s'en sortira que si nous sommes unis. » « La question kurde est sortie de la lampe d'Aladin, et personne ne pourra la faire rentrer », ajoute-t-il. Malgré les crises et les drames, les liens n'ont jamais été totalement coupés avec Bagdad, et les Kurdes se gardent bien de réagir trop ouvertement aux discours américains prônant désormais le renversement du régime. Les Kurdes ne sont pas disposés non plus à accueillir comme par le passé les groupes d'opposants entraînés par les services américains. La débânde pitoyable qui avait accompagné l'offensive du PDK, soutenue par Bagdad en septembre 1996, est encore dans toutes les mémoires.

Loin des grandes manœuvres rêvées par la Maison Blanche, les Kurdes veulent simplement croire aux proclamations de bonne volonté du PDK et de l'UPK. « La grande leçon de la dernière guerre civile, c'est d'avoir démontré aux deux partis qu'ils ne pouvaient espérer l'emporter l'un sur l'autre et qu'ils devaient obligatoirement coopérer », assure l'un d'entre eux. Ce printemps durera-t-il plus qu'une saison ? La paix kurde reste fragile. Les gouvernorats du Nord profitent de la résolution « Pétrole contre nourriture », mais qu'advient-il si la formule est

chaude. Sanctuaire des troupes du Parti turc des travailleurs du Kurdistan (PKK) en lutte contre Ankara, le Nord du Kurdistan irakien est l'objet d'incursions répétées de l'armée régulière turque. L'accord conclu entre la Turquie et la Syrie, accusée elle aussi d'héberger des rebelles, a encore réduit les capacités de replis du PKK.

L'histoire édifiante de l'école de Sharistani, près d'Erbil, rasée et reconstruite quatre fois en dix ans, force également à la circonspection. Les panneaux bleus des agences des Nations unies, pas plus que les discours et les accords kurdes, ne modifieront d'un coup une société militarisée et un pays encore quadrillé par les multiples check-points tenus par les anciens belligérants du PDK et de l'UPK. Les fanions de couleur qui marquent les territoires, jaunes pour les troupes de Jalal Talabani, verts pour celles de Massoud Barzani, évoquent plus les fiefs de seigneurs de guerre que les partis de gouvernement qu'ils prétendent devenir. A en croire certains observateurs des Nations unies, l'économie de la reconstruction et l'aide alimentaire se trouvent elles aussi souvent placées sous la coupe de deux clans, qui en tirent grand profit.

Un seul point commun rapproche aujourd'hui le sanctuaire du Nord des gouvernorats bombardés du centre et du sud de l'Irak. La même obsession a, en effet, saisi des populations exténuées par tant d'années de souffrances, de guerres et de morts : fuir. Les centaines d'immigrés clandestins arrêtés continuellement aux portes de l'Europe en témoignent : entre les blessures d'hier et les promesses pour demain, les Kurdes irakiens votent déjà depuis longtemps avec leurs pieds.

Gilles Paris
Dessin : Pancho.

« La grande leçon de la dernière guerre civile, c'est d'avoir démontré aux deux partis qu'ils ne pouvaient espérer l'emporter l'un sur l'autre et qu'ils devaient impérativement coopérer »

mines de la guerre avec l'Iran, des mines installées par les peshmergas kurdes pour se protéger des troupes irakiennes, et des mines posées par des peshmergas rivaux de l'UPK ou du PDK... » Près de 2 500 personnes ont déjà été tuées par ces engins, le plus souvent d'origine italienne, depuis 1991.

Une centaine d'hommes patientent aux portes du vieux fort construit en leur temps par les Britanniques au milieu des montagnes. On embauche, et le tarif

ment par le PDK, alors que le bastion de l'UPK se trouve à l'est, du côté de la frontière iranienne, devrait également être réglée.

A Salaheddine, fief haut perché du PDK, au nord d'Erbil, Sami Abdel Rahman, chef du bureau politique du parti de Massoud Barzani, veut faire la preuve de la bonne foi de son parti et de celle de l'UPK. « Les signes positifs ne manquent pas, assure-t-il. Nous collaborons déjà dans de nombreux comités de suivi. » « Cette

remise en cause par les bombardements ? Faudra-t-il également pérenniser la zone de sécurité en vigueur dans le Nord, ce qui revient à remettre en question la souveraineté de Bagdad à l'intérieur de ses frontières ? L'accord conclu en septembre entre l'UPK et le PDK réaffirme des aspirations fédéralistes que le gouvernement central n'a toujours pas acceptées. Au demeurant, la politique de Bagdad à l'égard des Kurdes ne change guère. Au sud de Souleymanieh, des familles chassées de Kirkouk continuent de s'entasser dans le camp de toile de Kanishytan, sans eau ni électricité. Un exemple parmi d'autres de l'arabisation des zones sous contrôle du gouvernement central irakien, dont la presse kurde dresse quotidiennement la chronique.

La frontière avec la Turquie reste par ailleurs toujours aussi

Ocalan, «processo» agli 007

Il governo: il caso sta per chiudersi. Il capo curdo verso la partenza

ROMA — Abdullah Ocalan è un personaggio inserito stabilmente da anni nella top ten del terrorismo internazionale e il suo arrivo in Italia è stato annunciato a mezzo stampa dai giornali turchi e arabi. Ma i nostri servizi segreti, pur messi sulla pista giusta dai quotidiani mediorientali, già all'inizio d'ottobre, non sono stati capaci di trovare una conferma alle indiscrezioni del «possibile trasferimento di Ocalan in Italia in veste di rifugiato politico». In particolare il Sismi, il servizio segreto militare, non è stato in grado, per oltre un mese, né di verificare la «notizia» in Russia né di valutarla nelle sue conseguenze internazionali per il nostro Paese. Eppure, dagli accertamenti compiuti dal Comitato parlamentare di controllo (Copaco) è emerso che è stato proprio il servizio segreto russo a «confezionare» per noi il pacco-dono Ocalan.

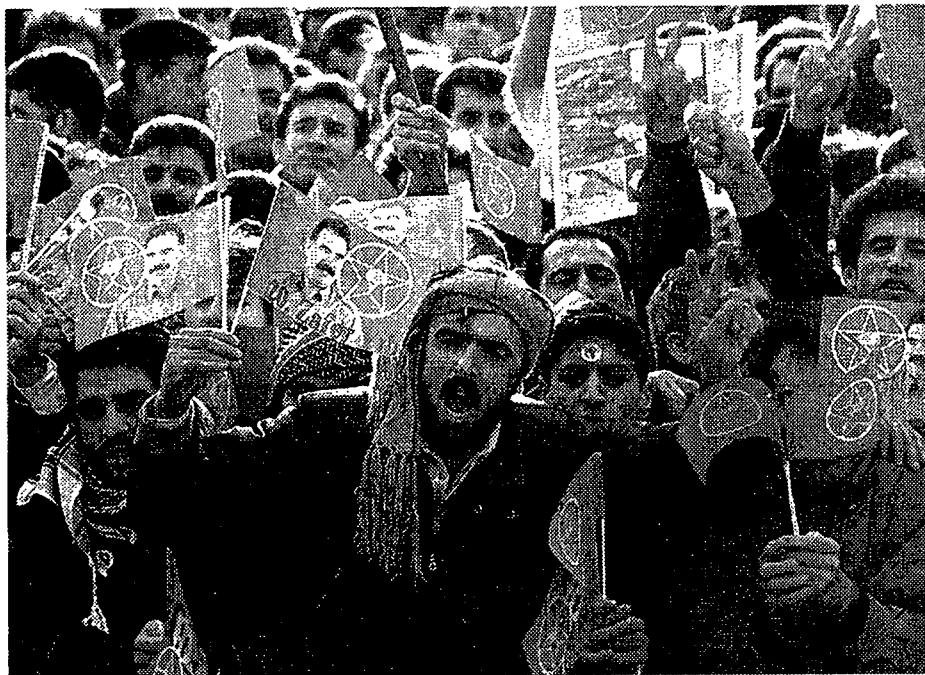
Il leader del Pkk, il partito comunista dei lavoratori curdi, ha infatti viaggiato sull'aereo dell'Aeroflot da Mosca senza regolare biglietto commerciale e senza essere inserito, neppure sotto falso nome, nella lista-passeggeri.

Questa stroncatura senza appello dell'operato dei servizi italiani è stata sottoscritta all'unanimità dal Comitato presieduto da Franco Frattini in una relazione di quasi trenta cartelle dattiloscritte che è stata inviata ieri alle Camere con il nulla osta di Palazzo Chigi.

Il documento mette in evidenza anche la complessiva *défaillance* della «funzionalità del circuito



CHIEDO ASILO
Sopra, il leader del Pkk Abdullah Ocalan. A destra la manifestazione di sabato a Bonn, dove 40 mila curdi hanno chiesto all'Italia di concedere asilo politico a Ocalan. Ma Roma sembra orientata all'espulsione



informativo operante in seno alle istituzioni del nostro Paese».

La Farnesina (che ha ricevuto per i suoi normali canali diplomatici una nota verbale turca su un possibile trasferimento in Italia di Ocalan) si è infatti limitata ad avvisa-

re il ministero della Giustizia e il ministero dell'Interno (e quest'ultimo l'Interpol per l'esecuzione del mandato di cattura turco nell'eventualità che il leader del Pkk si fosse presentato alla nostra frontiera). Ma nessuno dei tre ministeri ha fornito alcuna comunicazione del fatto alla Presidenza della Consiglio.

Ciò avrebbe invece «consentito l'immissione tempestiva della notizia dell'allontanamento di Ocalan dalla Siria all'interno delle strutture preposte alla sicurezza nazionale».

Infine, una volta profi-

latasi concretamente la possibilità dell'arrivo di Abdullah Ocalan in Italia, i servizi «non hanno

assicurato all'esecutivo un quadro conoscitivo adeguato delle possibili conseguenze di tale evento», scrive Frattini.

Insomma, Palazzo Chigi non ha saputo nulla della prima segnalazione di fonte diplomatica, e ha continuato a brancolare nel buio anche dopo. In sostanza — è scritto nelle conclusioni della Relazione del Comitato parlamentare di controllo —, i nostri apparati non sono stati in grado di ricostruire, se non in una forma abbozzata in un appunto del Cesis che risale al giorno precedente, lo sbarco a Fiumicino del leader curdo, «un sistema di conoscenze e di relazioni tra i fatti rilevati, tale da garantire al governo un'adeguata consapevolezza».

Mentre l'affaire Ocalan potrebbe essere giunto al capolinea (il ministro degli Esteri Lamberto Dini ha dichiarato di augurarsi «che la conclusione sia vicina» e lo stesso Ocalan ha dichiarato in un'intervista di essere «pronto a lasciare il nostro Paese») sta per scoppiare, quindi, una nuova polemica sull'utilità dei servizi e sulla loro ormai improcrastinabile riforma, visto che, come afferma sostanzialmente la relazione, non riescono ad andare al di là della lettura dei giornali.

Il Sismi si è «accontentato» delle risposte interlocutorie ottenute dal servizio segreto russo, «limitandosi a insistere presso le sedi già inutilmente consultate» e a proseguire nel monitoraggio delle notizie pubblicate sulla stampa estera. Senza tuttavia riuscire a rendersi indipendente «sul piano dell'acquisizione diretta delle informazioni».

In particolare, una notazione negativa colpisce — sia pure senza riferimenti diretti — l'azione del direttore del Sismi, ammiraglio Gianfranco Battelli, che non ha saputo gestire la situazione in prima persona, lì dove è scritto che invece «la delicatezza del problema avrebbe sicuramente richiesto l'attivazione di canali di collaborazione tra i servizi collegati anche ai massimi livelli di responsabilità dei servizi stessi». Massimi livelli cui appunto può accedere solo il direttore del servizio.

«Per concludere, dunque, sul punto del grado di efficacia dimostrato dai servizi, il Comitato — si legge nell'ultimo capoverso del documento — è dell'avviso che esso non abbia corrisposto alle aspettative dell'organo parlamentare di controllo in una circostanza di tale delicatezza».

M. Antonietta Calabrò

Après trois nuits de terreur, Bagdad est entrée en ramadan. «Il voulait nous humilier un peu plus»

Bagdad envoyé spécial

Samedi à la tombée de la nuit, lorsqu'un tir de canon signalait la fin du jeûne du premier jour de ramadan, Abbas Saleh, coiffeur près du souk aux habits, seul dans son salon, avait dit: «L'année dernière, tous les jeunes seraient sortis pour profiter de la première soirée dans la rue. Voyez ce soir, même la rue Al-Racheed est abandonnée. On n'avait pas vu ça pendant la guerre d'Iran.» En cours d'après-midi, dans un concert de Klaxon fébriles, la cohue habituelle de cette interminable rue de la vieille ville s'était peu à peu dispersée, comme tous les jours depuis mercredi. Alors commençait le suspense, sujet de discussions animées entre Bagdadiens. Il y avait même une dame, Yasmeena, au bout de la rue Al-Racheed, au cœur de l'ancien quartier juif, pour expliquer, évoquant le secrétaire d'Etat à la Défense, William Cohen: «Celui-là ne peut pas oublier que les Cohen sont l'une des plus anciennes familles de Bagdad.»

Dans une ville normalement éclairée de tous ses lampadaires était donc venu le moment de «Iftar», le premier dîner de ramadan. Puis l'heure des taraweeh, première prière, interrompue par les premiers tirs d'artillerie antiaérienne, les explosions. Pendant vingt minutes, des chasseurs britanniques Tornado ont déversé des bombes sur le centre administratif de la capitale et sa banlieue résidentielle. A cet instant, samedi à 21 heures, les gens, ils l'avouèrent seulement plus tard, ont vraiment craint l'enfer.

«Punition du désert». Dans un pays isolé, durement frappé à plusieurs reprises, la politique anglo-saxonne est plus mal comprise qu'ailleurs. Dans une ville traumatisée par la répétition des bombardements, tous les sentiments, notamment ceux d'injustice et d'abandon, prennent une dimension passionnelle. D'autant que le dernier traumatisme datait du matin même. En effet, peu avant l'aube, la «Punition du désert» (surnom de l'opération) s'était achevée par un bombardement assourdissant: vols et déflagrations de missiles, explosions de bombes, rafales de canon antiaérien, hurlements de sirènes, qui, sans causer de dégâts importants, avaient secoué les murs des maisons et les corps des habitants dans tous les quartiers. Frapper pendant le ramadan, samedi soir, même au moyen d'un court bombardement d'aviation, c'était donc, pour les Irakiens, non seulement une insulte mais aussi un signe de la folie meurtrière de l'Amérique. Inutile de préciser que peu de Bagdadiens, qui ont pris l'habitude de se rassembler dans une seule pièce, parfois dans un seul lit, pour affronter les bombardements, ont dormi, cette première nuit de ramadan. D'autant que plusieurs sirènes se sont déclenchées par erreur et que la radio n'a pas annoncé la fin des raids.

«Même si nous croyons en Allah, nous avons très peur des missiles. Celui qui n'a pas peur de mourir par le feu n'est plus un être humain.»
Fadhila

La famille Rida a appris la bonne nouvelle dimanche dans la matinée, par des voisins. Les Rida habitent le quartier Sheikh Marouf, sur la rive droite du Tigre. Quatre jours durant, ils ont vécu dans leur salon. Le père, postier, ne s'est pas rendu au bureau; les enfants, lycéens, ont délaissé l'école. Malgré toutes les apparences d'une ville normale, marché achalandé, établissements publics



Samedi à Bagdad. l'enterrement de 68 victimes civiles des bombardements anglo-américains. Les dernières frappes aériennes remontent au matin même.

ouverts, embouteillages, cohortes de balayeurs dans les avenues, footballeurs dans les stades, Bagdad, de façon volontariste, voulait donner le change d'une vie trop normale pour être vraie. Après toutes les déclarations d'usage de son père sur la vaillance du peuple irakien et son grand leader, Fadhila Rida admit: «Même si nous vivons la guerre depuis des années, même si nous croyons en Allah, nous avons très peur des missiles. Celui qui n'a pas peur de mourir par le feu n'est plus un être humain.»

La peur, qui s'ajoute à la misère dans une partie croissante de la population irakienne, semble d'ailleurs l'objectif principal de ces raids anglo-américains. Il est trop tôt pour faire un bilan militaire, et tout laisse penser que les cibles étaient autant symboliques que stratégiques. A Bagdad, un immeuble du ministère de la Défense, le siège du parti Baas, un palais de la famille Hussein, une caserne de la garde présidentielle ont été quasi détruits ces deux derniers jours. Dans le pays, où le constat est encore plus difficile, on sait que Tirkat, la ville natale de Saddam Hussein, a été fortement endommagé, que la raffinerie de Bassorah, d'où provient le pétrole du marché noir, était hier en flammes et que le port où arrive une grande partie de l'aide humanitaire, Al-Bakar, était lui aussi très touché. Autant de lieux à forte signification punitive, sans

LIBÉRATION

21 DÉCEMBRE 1998

grand intérêt stratégique. Ce qui conforte tous les Irakiens, quelles que soient leurs pensées secrètes sur le régime de Saddam Hussein. Comme le dit Zohra Aziz, une infirmière: «Clinton a tapé pour nous faire mal, nous faire encore plus de mal, en violation de toutes les règles internationales, des accords de l'ONU et du respect religieux. Il savait que ces bombardements ne changeraient rien sur le plan militaire, il voulait seulement nous affaiblir, nous humilier un peu plus.»

Les espions de l'Unscorm. Zohra habite avec ses parents, ses huit frères et sœurs et leurs enfants, dans deux pièces d'une maison du Nouveau Bagdad, rive gauche du Tigre. Elle aussi a appris l'arrêt des frappes dans la rue. Elle précise d'emblée qu'elle ne croit plus à la politique, ce qui nous épargne les traditionnelles louanges à Saddam Hussein. Elle dit: «Et maintenant quoi? Notre ministre de la Défense a dit que plus jamais les espions de l'Unscorm ne mettraient les pieds en Irak.

Du pétrole brûle mais il en dort à ne pas savoir qu'en faire sous terre. Nous autres, les gens, sommes un peu plus pauvres et meurtris, c'est tout.»

Une discussion familiale s'engage, de laquelle, outre les vitupérations habituelles, se dégage une réelle anxiété sur l'avenir. La mère explique: «Samedi, à cause de la guerre, nous avons le pain, puis le fromage blanc de tous les jours. Aujourd'hui, nous avons préparé la dolma avec un potage, des salades et du thé, comme un vrai repas de fête. Nous célébrons l'Ifta avec seulement un jour de retard, grâce à Allah.» Zohra, sa fille, reprend: «Les Irakiens disent toujours qu'ils sont habitués à vivre au jour le jour avec la guerre et l'embargo, et qu'ils résisteront jusqu'au bout aux Américains. Mais nos enfants viennent de vivre quatre nuits de vrai cauchemar à cause des missiles, pour rien. Et ça ne s'oublie pas» ●

JEAN HATZFELD

415 missiles de croisière auraient été tirés et 38% des objectifs détruits.

Frappes massives, efficacité limitée

Au Pentagone, l'évaluation des soixante-dix heures de campagne aérienne contre l'Irak n'est pas terminée. Les spécialistes du renseignement examinent les images fournies par les satellites espions et les avions de reconnaissance. Même si le *battle damage assessment* (évaluation des dommages de guerre) ne doit être achevé que dans les prochains jours, il est possible de dresser un premier bilan de l'opération Renard du désert.

Une centaine d'objectifs, dont treize dans la capitale, ont été «traités» au cours de la campagne aérienne. Il s'agit du système de défense sol-air (32), des

centres de commandement et de contrôle (20), des installations de protection des sites d'armement (18), des usines et des centres de recherches sur les armes de destruction massive (14), des casernes de la garde républicaine et de l'armée (9), de bases aériennes (5) et d'une seule cible économique, un centre pétrolier de Bassorah suspecté de violer l'embargo. L'une des destructions les plus spectaculaires concerne le prototype d'un avion sans pilote, L29, susceptible de répandre des armes chimiques ou bactériologiques.

Sur la base de données partielles portant sur 74 cibles, le taux de

réussite semble assez modeste: 38% des objectifs ont été «détruits ou sévèrement endommagés», contre 62% «modérément ou légèrement». Pour ce résultat, les Anglo-Américains ont dû parfois attaquer les mêmes cibles à plusieurs reprises.

En tout, 415 missiles de croisière ont été tirés contre l'Irak, plus que durant la guerre du Golfe; 325 l'ont été depuis des bâtiments de l'US Navy, et 90 à partir des bombardiers lourds B52 H. La facture de cette salve s'élève à plus de 1,7 milliard de francs... D'autre part, les avions de l'US Navy, de l'US Air Force et de la Royal Air Force ont effectué 650 «sorties». Ils

ont massivement utilisé des armes intelligentes guidées par laser ou par GPS (*global positioning system*). C'est la principale nouveauté par rapport à 1990-1991, quand l'essentiel des bombardements avait été conduit avec des armes traditionnelles.

L'usage massif de ces *smart bombs* semble avoir limité ce que les militaires appellent pudiquement les «dégâts collatéraux»: les Irakiens revendiquent 73 morts essentiellement civils, mais il est vraisemblable qu'ils ne comptabilisent pas les membres des différentes gardes prétoriennes du régime ●

JEAN-DOMINIQUE MERCHET

LIBÉRATION 21 DÉCEMBRE 1998

Renard du désert, c'est fini

New York de notre correspondant

«Et, à partir de là, où va-t-on?» En annonçant la fin des raids sur l'Irak, Bill Clinton a estimé, samedi, que l'opération américano-britannique avait atteint son but. A la veille des discussions qui reprennent aujourd'hui à New York au Conseil de sécurité de l'ONU, il a mis en avant trois points principaux qui, selon lui, définiront désormais la stratégie américaine. Celle-ci comprendra d'abord le maintien d'un encerclement

militaire de Bagdad par le maintien d'une «forte présence militaire dans la région». Outre le maintien du dispositif existant, destiné «à faire respecter les zones d'exclusion aérienne dans le Nord et de la périphérie sud de Bagdad à la frontière koweïtienne», ces forces interviendront, a-t-il affirmé, «si Saddam essaie de fabriquer à nouveau ses armes de destruction massive, s'attaque à ses voisins, défie l'aviation alliée ou s'en prend aux Kurdes».

Parallèlement, les Etats-Unis considèrent comme essentiel le régime de sanctions qui, selon Clinton, a coûté 120 milliards de dollars à Bagdad depuis la guerre du Golfe. En contrepartie, le Président a rappelé son soutien au programme onusien «pétrole contre nourriture», qui «génère plus de 10 milliards

de dollars par an pour des vivres, des médicaments et d'autres biens humanitaires de première nécessité au profit du peuple irakien». Sur ce point, Jacques Chirac a estimé hier qu'il était possible d'aller plus loin: le président français souhaite un nouvel examen du «problème de l'embargo pétrolier [...] politiquement délicat». «Dans la mesure où une décision positive serait prise, cela supposerait naturellement un contrôle effectif des armements, mais aussi un contrôle très strict des recettes que l'Irak tirerait de ses ventes de pétrole», a estimé Chirac.

Le troisième point mis en avant par Bill Clinton, celui d'un retour de l'Unscorm en Irak, est le plus hypothétique. Le vice-premier ministre Tarek Aziz, qui a qualifié le président de la commission, Richard

Butler, de «criminel», a exclu toute coopération avec ses hommes «aussi longtemps que les sanctions ne seront pas levées». Pour Bill Clinton, une telle position ne peut que conduire à une nouvelle escalade militaire. «Si l'Unscorm n'est pas autorisée à reprendre le travail, nous resterons vigilants et prêts à utiliser la force si nous voyons que l'Irak réactive ses programmes d'armement», a-t-il affirmé ●

LUC LAMPRIÈRE

Le Monde

DIMANCHE 20 - LUNDI 21 DÉCEMBRE 1998

Abdullah Öcalan aurait récemment négocié « une solution politique » avec des généraux turcs

Le dirigeant séparatiste kurde de Turquie s'attend à être expulsé d'Italie

Devenu la « patate chaude » de l'Europe depuis son interpellation à Rome, en provenance de Moscou, le 12 novembre, le chef du Parti des tra-

vailleurs du Kurdistan (PKK) a été remis en liberté par la justice italienne le 16 décembre. La cour jugera mardi 22 décembre sa demande d'asile

politique et la demande d'extradition remise par la Turquie. Mais il pourrait être rapidement expulsé, avec son consentement, vers un pays tiers.

ROME

de notre envoyée spéciale

La coïncidence était du goût de la presse turque : c'est au lieu-dit L'Infernetto (le Petit Enfer) et plus précisément via Male (rue du Mal), à 25 kilomètres de Rome, que s'est installé Abdullah Öcalan, dit « Apo » (oncle), le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), l'homme le plus recherché de Turquie. Son assignation à résidence levée par la cour d'appel de Rome le 16 décembre, « Apo » reste sous bonne garde « pour des raisons de sécurité ». Le chef kurde vit dans l'attente de son sort dans une modeste villa de la banlieue romaine. « Où qu'il aille, nous le dénicherons », a déclaré récemment le président turc Suleyman Demirel, qui le tient pour responsable de la mort des trente mille victimes du conflit de quinze ans entre l'armée régulière et le PKK. Trente mille victimes qui, les Turcs le reconnaissent officiellement, sont, pour les deux tiers, constituées de guérilleros kurdes.

A deux rues de la résidence d'« Apo », des policiers en gilet pare-balles, mitraillette au poing, filtrent les allées et venues. Dans la maison aux volets clos, une dizaine de policiers en civil, pistolet à la ceinture, veillent à la sécurité de cet hôte encombrant, devenu un vrai casse-tête pour l'Europe. « Je cause le trouble partout où je passe : en Syrie, à Moscou, maintenant à Rome. Ça n'est pas à cause de ma personne, c'est l'illustration de la tragédie des Kurdes. » Le personnage s'explique avec emphase.

Aux faits qui sont reprochés à Abdullah Öcalan et à son mouvement - exactions sur des civils, meurtres de gardiens de villages (milices kurdes armées et payées

par l'Etat), élimination d'une soixantaine d'instituteurs turcs -, il répond : « Si on reconnaît qu'il y a trente mille victimes, alors il ne s'agit pas de terrorisme, mais d'une guerre entre deux parties. L'armée turque a ravagé le Kurdistan. Quatre peuples dans la région ont souffert du nationalisme turc : les Arméniens, les Assyriens, les Grecs et les Kurdes. Tout le monde sait que plus de trois mille de nos villages ont été détruits. Nos droits sont bafoués par un Etat de gangs et de mafieux. » « Ça n'est pas moi qui le dit, mais un rapport officiel [rédigé en 1997 par l'inspecteur en chef du gouvernement, Kutlu Savas] qui décrit toutes les sales affaires. Mesut Yilmaz ne vient-il pas de perdre son poste de premier ministre pour liens présumés avec la mafia ? », ajoute le baskan (président), qui arbore un costume-cravate, une moustache écourtée et égrène son tesbih (chapelet).

Le chef du PKK ne revendique plus l'indépendance mais la « reconnaissance de l'identité des Kurdes »

Adulé par ses fidèles (« même dans la tombe je resterai pour eux le chef du PKK »), l'homme, qui se compare à Mahomet et assimile son mouvement à l'islam, se cherche aujourd'hui une légitimité politique en rejetant toutes les accusations de violence formulées

contre le PKK sur la branche militaire du mouvement, l'ARGK. Dimanche 13 décembre, dans un discours fleuve de trois heures retransmis par la chaîne kurde de télévision Med-TV, il qualifiait ses compagnons d'armes - en particulier son ancien second, Semdin Sakik, actuellement jugé en Turquie - de « meurtriers », avec lesquels il ne voulait plus travailler. Aujourd'hui, piteux, il s'en défend : « J'ai été mal compris, avance-t-il sans conviction, ça n'est pas du tout ce que je voulais dire... »

Attaché désormais à la recherche d'« une solution politique », le chef kurde ne revendique plus l'indépendance mais la « reconnaissance de l'identité des Kurdes », la création d'« un système fédératif dans le cadre des frontières actuelles de la Turquie, du type de celui que les Etats-Unis ont proposé pour le Kurdistan du Sud [le nord de l'Irak] ». Selon lui, ces formulations lui ont déjà été proposées par des militaires turcs avec qui il était « indirectement » en contact ces deux dernières années, et jusqu'à sa récente « exfiltration » de Syrie, début octobre. Il raconte : « Il y a eu des tentatives similaires à l'époque du président Özal [1989-1993], mais les dernières propositions étaient plus larges. La crise entre la Turquie et la Syrie a tout réduit à néant. » « C'est la preuve que, même chez les militaires, la Turquie n'est pas homogène, poursuit-il. Le mieux serait pour ce pays de se trouver un de Gaulle ou un Lebed. »

Il se dit prêt à comparaître devant un tribunal spécial, « semblable au TPI », et se verrait bien accorder le statut de réfugié politique, « déjà attribué à des centaines de nos militants et que l'on me refuserait,

comme si l'on disait oui aux moutons et pas au berger ». Pourtant, la perspective de l'octroi de ce statut s'éloigne à vue d'œil. Sa comparution devant un tribunal spécial européen - un montage compliqué et politiquement aventureux - est de plus en plus improbable, surtout après le renoncement par l'Allemagne à la demande d'extradition formulée en 1990 par la cour de Karlsruhe. La seule issue plausible serait l'« éloignement consensuel » d'« Apo » du territoire italien, selon le président du conseil italien, Massimo D'Alema. Cette quadrature du cercle implique de trouver au leader kurde un pays qui l'accueille sans susciter la fureur de la partie turque.

Alors que les relations entre Rome et Ankara sont à nouveau sur des braises depuis la remise en liberté de l'« ennemi numéro un » de la Turquie, mercredi 16 décembre, il est à craindre qu'elles ne s'embrasent un peu plus encore dès lors qu'aura été formalisé - vraisemblablement dès mardi 22 décembre - le refus de la cour d'appel de Rome d'extrader Abdullah Öcalan vers la Turquie, où il risque la peine de mort. L'Italie, qui aurait perdu, depuis l'interpellation d'« Apo » à l'aéroport de Rome le 12 novembre, 113 milliards de liras (392 millions de francs, selon l'institut du commerce extérieur) du fait du boycottage de ses produits en Turquie, espère régler l'affaire Öcalan « dans les plus brefs délais », en lui trouvant une nouvelle destination (la presse turque avançait récemment le nom de l'Afrique du Sud). « C'est une question de jours, sinon d'heures », a précisé Massimo D'Alema.

Marie Jégo

Washington et Londres maintiennent une logique de guerre contre l'Irak

Paris souhaite aborder l'« après-frappes » dans une logique de paix. Le Conseil de sécurité de l'ONU devait se réunir lundi 21 décembre. Bagdad a annoncé qu'il n'autoriserait plus les inspecteurs du désarmement à opérer sur son territoire

Le Conseil de sécurité des Nations unies devait tenir, lundi 21 décembre, sa première réunion, depuis la fin, samedi, des frappes américano-britanniques sur l'Irak. Les débats devaient être animés, si l'on en juge d'après les deux logiques qui divisent les cinq membres permanents du Conseil. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne persistent dans le langage de la force. Le président américain, Bill Clinton, et le premier mi-

nistre britannique, Tony Blair, ont en effet annoncé une même stratégie en trois points, dont la philosophie centrale est de maintenir la menace militaire sur l'Irak. La France souhaite au contraire entrer dans un processus de paix. Paris veut que soit amorcée une désescalade, avec une modification du système de surveillance de l'armement irakien, qui passerait au contrôle dit « à long terme », c'est-à-dire continu. La

Russie affirme avoir son propre « plan ». La Chine réclame une reprise en main de l'affaire par le Conseil de sécurité. L'Irak affirme qu'il n'autorisera plus les inspecteurs de l'Unscorm à opérer sur son territoire.

AU-DELA de la surenchère à la compassion soudaine dont sont pris nombre de pays pour le sort du peuple irakien, une question urgente se pose à propos de l'Irak après les bombardements américano-britanniques : par quels moyens continuer de contrôler l'armement de Bagdad ? Etant entendu que l'Irak a d'ores et déjà annoncé que l'Unscorm (la commission chargée du désarmement du pays) « c'est du passé », « tout ce qui a trait aux inspections, à la surveillance et aux armes de destruction massive, c'est du passé ».

Les gouvernements arabes, qui devraient être les premiers concernés par cette affaire, sont d'une inanité atterrante, si l'on exclut l'appel du président égyptien Hosni Mubarak, samedi 19 décembre, au président Bill Clinton, pour qu'il mette fin aux bombardements. Parmi les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine s'est contentée de réclamer une reprise en main de l'affaire par le Conseil. La question irakienne se traite donc principalement à Washington, Londres, Paris et Moscou. La décision ultime sera prise par le Conseil de sécurité.

Du côté des Américains et des Britanniques, la logique de guerre continue de prévaloir. La France a opté pour une logique de paix et entend faire des propositions pour briser la quadrature du cercle. La Russie affirme avoir proposé « un plan ».

● **Les Etats-Unis**, a déclaré, samedi 19 décembre, le président Bill Clinton, maintiendront « une forte présence militaire dans la région » du Golfe pour l'utiliser contre l'Irak « si Saddam [Husseïn] essaie de fabriquer à nouveau ses armes de destruction massive, s'attaque à ses voisins, défie l'aviation alliée ou s'en

prend aux Kurdes ». Les zones d'exclusion aériennes imposées à l'Irak au nord du 36° parallèle et au sud du 33°, seront elles aussi maintenues. Washington veut aussi perpétuer les sanctions imposées par le Conseil de sécurité en 1990. « Elles ont coûté à Saddam [Husseïn] plus de 120 milliards de dollars, ressources qui, autrement, auraient servi à la reconstruction de ses infrastructures militaires », a fait valoir M. Clinton. Washington serait enfin « satisfait du retour de [la Commission spéciale de l'ONU chargée de désarmer Bagdad] l'Unscorm et de l'Agence internationale de l'énergie atomique » en Irak. Mais si l'Unscorm n'est pas autorisée à reprendre son travail, « nous resterons vigilants et prêts à utiliser la force si nous voyons que l'Irak réactive ses programmes d'armement », a affirmé M. Clinton.

● **La Grande-Bretagne** est exactement sur la même longueur d'onde que les Etats-Unis. Elle souhaiterait elle aussi le retour de l'Unscorm. « Si nous pouvions obtenir le retour de l'Unscorm sur des bases claires, très bien », a déclaré dimanche 20 décembre le premier ministre, Tony Blair. Mais nous ne faisons pas reposer notre stratégie là-dessus. Si ce n'est pas possible, nous devons contenir [l'Irak] par la menace de l'usage de la force. »

M. Blair veut lui aussi renforcer le système des sanctions pour empêcher le régime irakien d'exporter illégalement du pétrole, ou de continuer à bénéficier du « trafic suspect » qu'il pratique.

● **La France** est d'un avis radicalement différent. « La communauté internationale doit pouvoir exercer un contrôle efficace sur les armements irakiens et leurs éventuels développements.

Mais cela suppose une nouvelle organisation, une nouvelle méthode », a déclaré dimanche le président Jacques Chirac, qui a indiqué que Paris soumettrait à ses partenaires des « propositions » à ce sujet.

L'économie centrale des réflexions françaises concernant le désarmement tient en ceci : il faut mettre fin à l'inspection des programmes d'armement passés, parce que le tour du sujet a été fait. C'est ce en quoi consistait le travail des inspecteurs, chargés de détruire toutes les armes et programmes d'armement de destruction massive de l'Irak. Comment l'Unscorm, qui a fait un travail remarquable, explique-t-on à Paris, pourrait-elle découvrir maintenant ce qu'elle n'aurait pas découvert en sept ans et que les bombardements, supposés ciblés des Américains et des Britanniques, n'auraient pas achevé ? « Si les Américains disent maintenant qu'il faut simplement continuer comme avant, est-ce que c'est une façon de dire que les bombardements n'ont servi à rien ? », a déclaré au Monde le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine.

Ce qu'il faut donc maintenant, du point de vue de Paris, c'est passer à des précautions pour l'avenir, pour empêcher l'Irak de redevenir une menace. Cela suppose une transparence de la part des Irakiens et un système de contrôle continu, assorti d'inspections surprises. « Il faut, explique M. Védrine, imaginer des mécanismes d'un contrôle continu suffisamment convaincant pour être applicable aux quatre volets » du désarmement, c'est-à-dire le nucléaire, le balistique, le chimique et le bactériologique. « C'est pour cela qu'il faut reconsidérer l'Unscorm, puisqu'une nouvelle phase s'ouvre et que ce

Saddam Hussein salue la résistance de son peuple

Le président Saddam Hussein a rendu hommage, dimanche 20 décembre, à la résistance des forces armées et du peuple d'Irak et souhaité que « Dieu leur accorde la victoire ». « Vous avez répondu aux attentes de vos dirigeants, de votre frère et camarade Saddam Hussein et nous espérons que Dieu vous accordera la victoire », a-t-il déclaré dans son premier discours télévisé à la nation depuis l'arrêt des raids. « Votre courage a réveillé ceux qui dormaient, les faibles qui sont nombreux dans le monde arabe, et il a été reconnu même par vos ennemis », a-t-il ajouté. M. Hussein, qui portait l'uniforme, a rendu hommage aux forces armées pour « leur bravoure face aux ennemis de Dieu et de l'humanité » et aux populations arabes pour « leur soutien à l'Irak face à l'agression ». « Dieu est le plus grand, vive la Palestine, vive les Arabes et honte aux traîtres ! », a conclu le président irakien.

qu'il faut faire est quelque peu différent, il faut reprendre l'orga-

nisation générale » du système de surveillance.

Pour la France, l'instauration d'un contrôle continu permettra de poser à nouveau la question de la levée de l'embargo pétrolier. « Il faudra, a dit M. Chirac, évoquer le problème de l'embargo pétrolier, problème politiquement délicat. Et dans la mesure où une décision positive serait prise », cela supposerait non seulement le contrôle des armements, « mais aussi un contrôle très strict de l'utilisation des recettes que l'Irak tirerait de ses ventes de pétrole ». La réflexion française sur ces sujets est déjà avancée, puisqu'elle

est la continuation du travail que la représentation à l'ONU avait engagé il y a quelques temps, en vue de « l'examen global » des relations avec l'Irak - auquel le Conseil de sécurité se proposait de procéder, si l'Irak coopérait de manière suffi-

sante avec les experts du désarmement.

● **La Russie**, selon son ministre des affaires étrangères, Igor Ivanov, a proposé un « plan concret » de règlement de la crise irakienne. Mais rien n'a filtré de Moscou sur le contenu de

ce « plan », sinon qu'il vise à définir notamment « des avancées politiques permettant de remédier aux conséquences d'un recours à la force contre l'Irak ». Moscou, qui a rappelé pour consultations ses ambassadeurs à Washington et Londres pour protester contre

les frappes, a toujours plaidé pour la réhabilitation du Conseil de sécurité. Celui-ci devait tenir une première réunion lundi.

Mouna Naim

Iraq: Anyone Have a Post-Saddam Recipe?

STOCKBRIDGE, Massachusetts — The real question in the Middle East is not whether the bombing of Iraq was called for. It is what happens after the missile attacks, which were intended to destabilize Saddam Hussein's regime and to help usher in a new Iraqi government.

I have just spent two months traveling in five countries in that region. Both Arabs and Israelis with whom I spoke were worried that the Clinton administration's vague statements in recent months about potential liberalization in Iraq were an indication that Washington had no clear idea what would follow military action.

The Lebanese writer Elias Khoury told me that regimes like the one in Iraq "have not only destroyed their societies but any alternative to their rules, so that the choice may lie between total control and total chaos."

Iraq is a carapace of tyranny that hides an utter void. Three times from 1958 to 1968 a dictatorial regime fell, only to have another quickly and bloodily replace it. But none compares to Saddam Hussein's, which in three decades has destroyed the fabric of communities, businesses and associations that make for a functioning society.

The opposition, with its Sunni, Shiite and competing Kurdish factions, mirrors the ethnic and regional fragmentation that has bedeviled this Franken-

stein's monster of a country since it was cobbled together after World War I from three Ottoman Turkish provinces: Kurdish Mosul in the north, Sunni Baghdad in the center and Shiite Basra in the south.

Until the 1958 army coup that toppled the Hashemite dynasty in Baghdad, a talented prime minister, Nuri Said, held Iraq together by appeasing each ethnic group and playing them off against one another. But today, after the economic and social destruction wrought by Saddam Hussein, Iraq seems even less prepared for democracy than it was in the 1950s.

"Saddam has destroyed everything," an Arab journalist who travels frequently to Baghdad told me. "All that is left is clan loyalty and an angry, disoriented population."

In every country I visited, officials, scholars and military men referred to the history of modern Middle East states, in which the introduction of democratic parliaments has rarely led to stable, pro-Western regimes.

In the late 1940s and '50s, Syria held three democratic elections. All broke down along ethnic and regional lines. The military dictatorships that followed also fell apart because of ethnic and regional conflicts. It has taken Hafez Assad's exceptional cunning and ruthlessness to hold the country together.

In Lebanon in the 1970s, a weak democratic government

By Robert D. Kaplan

could do nothing as social and class grievances, combined with old tribal-religious feuds, led to civil war.

In Jordan today, the royal family prevents a democratic Parliament from undoing the peace treaty with Israel.

Pro-Western Egypt is a military dictatorship; real elections there would probably usher in a fundamentalist regime.

Kamal Salibi, director of the Royal Institute for Interfaith Studies in Amman, told me that "perhaps only the business community can provide an avenue for civil society" in places like Iraq and Syria. Given the circumstances, he said, this might happen only under the aegis of a benign military regime representing the interests of the bourgeoisie, which would hold the country together while starting it on the path of reform.

Even if the Clinton administration had a plan for such a regime to take power in Iraq after Saddam Hussein's fall, the chances of it succeeding would be modest. While the administration's reasons for destroying his ability to maintain weapons of mass destruction are impeccable, without a plan for the future the administration may force a dangerous turning point.

The destruction of Iraq, which is part of an artificial system of Mideast states that arose after the collapse of the Ottoman Empire and the post-World War I peace treaties,

would have far-reaching and unpredictable consequences throughout the region. Neighboring Turkey, Syria and Iran all have diseased political systems that are behind the curve of socioeconomic development in their countries.

Iraq's implosion would revive the ghost of an independent oil-rich Kurdistan in the north, a region ceded away by Turkey's founder, Mustafa Kemal Ataturk. Many Turks want it back. Thus a new war could erupt between Turkey and the Kurds. Because little political consensus exists in Turkey on this issue, a weakened Iraq would lead to a further militarization of Turkey, where the Parliament is already becoming a sideshow to the general staff.

Bombing Iraq is a much bigger gamble than embracing the recent Wye Plantation accords. The Israeli-Palestinian peace process merely seeks a legalistic framework for the two separate societies that already exist. But by trying to topple Saddam Hussein, the White House is betting, whether it admits it or not, that it has the historical wisdom and the appetite for power required to steer the larger Middle East toward a new political order.

The writer, a correspondent for The Atlantic Monthly and author of "The Arabists: The Romance of an American Elite," contributed this comment to The New York Times.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, DECEMBER 22, 1998

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

DECEMBER 22, 1998

U.S., Britain and Iraq Sort Through Damage

Compiled by Our Staff From Dispatches

BAGHDAD — U.S. and British air strikes demolished Iraq's two main factories for producing parts for short-range missiles permitted by the United Nations, officials said Monday.

Speaking at a news conference in Baghdad, Deputy Prime Minister Tariq

Aziz also said that the four nights of strikes had killed 62 soldiers and wounded 180 others. He said civilian casualties were "much, much higher," but he did not give figures.

"The serious damage was in civilian sites," he said, calling it "the American way of war."

He added that Iraq remained on high

alert and that he believed the attacks could resume.

In halting the strikes Saturday, President Bill Clinton said the assault had severely damaged President Saddam Hussein's ability to build weapons of mass destruction. Mr. Clinton ordered the strikes after a report by the chief United Nations weapons inspector, Richard Butler, said Iraq was obstructing the inspectors' work.

The attacks on the factories near Baghdad appeared to be part of a strategy to destroy installations that could be used to produce weapons of mass destruction. Besides the missile facilities, nearly all of Iraq's other mil-

itary factories were attacked and many sustained heavy damage, Iraqi officials said.

Mr. Aziz, however, maintained that the strikes had failed to dent the Iraqi military might, and he accused Mr. Clinton and Prime Minister Tony Blair of Britain of lying about the raids' success.

Britain brushed aside criticism of its participation in the raids and said it was confident of forging a diplomatic consensus that would keep Mr. Saddam isolated.

"There should be no carrots without sticks," Deputy Foreign Minister Derek Fatchett said.

Mr. Blair defended the strikes vigorously in a CNN interview. He said the way forward now was to contain Mr. Saddam, if necessary through military force, to tighten sanctions and to investigate whether it was possible to put a "proper" regime into Baghdad. "We will do whatever we can to bring about the downfall of Saddam," he said.

Military officials in Washington said that it could take several months to determine whether the air strikes, against about 100 targets in Iraq, had achieved the goal of degrading Mr. Saddam's

warmaking capability. Officials said about three-quarters of the targets had sustained damage.

"We consider this a very successful attack at this point," said General Henry Shelton, chairman of the Joint Chiefs of Staff.

Still, Pentagon officials have cautioned that pictures of bomb damage are often deceptive and that Iraq might have to be attacked again.

Rear Admiral J. Cutler Dawson Jr., commander of the eight-vessel battle group supporting the aircraft carrier Enterprise in the Gulf, praised the accuracy of his pilots and denied claims by Iraq that hospitals or other civilian sites could have been hit by misdirected U.S. strikes.

The air wing commander on the ship, Captain Tom Hagen, told the Enterprise crew that preliminary analyses showed that 72 percent of the air strikes were on target.

That estimate did not take into account Tomahawk cruise missile strikes and only included the more than 300 missions flown off the Enterprise during the four nights of attacks. An additional 350 sorties were flown off the ground, including flights by B-1 and B-2 bombers and British Tornado fighter-bombers.

In Baghdad, there were few signs of damage as life returned to normal Monday, although reporters were restricted in their movements around the city.

Iraqi authorities have not taken foreign journalists to sites where there were significant civilian casualties, as they have in the past — a possible indication that civilian casualties either were not high or were scattered.

Mr. Aziz said that of the 62 members of the military who were killed, 38 were from the elite Republican Guard.

"What they really destroyed are barracks of the Republican Guard and the Special Republican Guard," Mr. Aziz said. "Barracks and buildings cannot be moved and cannot be protected. These barracks and buildings can and certainly will be rebuilt."

Iraqi officials said that among the sites attacked were the al-Nasser missile parts factory in Taji, 60 kilometers (40 miles) north of Baghdad, and the al-Nida factory, south of the capital.

The officials said the attacks had virtually halted Iraqi efforts to produce short-range missiles. They said the speed of the attacks took them by surprise and said workers did not have enough time to remove crucial equipment from either factory.

(AP, Reuters, AFP, WP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY-FRIDAY, DECEMBER 24-25, 1998

France Proposes New System for Monitoring Iraq

By Craig R. Whitney
New York Times Service

PARIS — In the wake of the British and U.S. bombing of Iraq, France is proposing that the United Nations set up a new system for monitoring Iraq's arms programs and let it export oil, but make sure none of the revenue is used to buy weapons.

In an interview Tuesday night, Foreign Minister Hubert Vedrine said: "We think that seven years of monitoring by the UN Special Commission, plus the strikes that have taken place, have created a new situation.

"The objective we all have in the Security Council is for Iraq not to become a danger again, and with everything that has been inspected and monitored, and all that has been destroyed, we think we can move from inspecting the past, so to speak, to making the future safer."

"We think that should be done by the Security Council because its authority and its role have been put at a disadvantage," he added, echoing criticism by Prime Minister Lionel Jospin of the way the British and U.S. bombing had bypassed the Security Council. "The United States itself speaks of

unity being necessary in the Security Council," Mr. Vedrine said. "If we really think the Security Council is important, we have to make it the key player again."

Asked to explain French ideas for a new system of UN monitoring, first called for by President Jacques Chirac on Sunday after the bombing ended, Mr. Vedrine said:

"First, we need a system of surveillance of arms, to verify that Iraq doesn't have more arms than it is allowed and doesn't embark again on a policy of acquiring weapons of mass destruction. We don't pretend to have a

detailed plan worked out, and we'll have to talk with all our partners in the Security Council. But there should be both technical means, cameras, etc., and on-the-spot inspections, but we think that can't be done by the UN Special Commission in its present form the way it has been done in the past."

Asked whether, like Russia, France believed that the commission's head, Richard Butler, should be replaced, Mr. Vedrine did not answer directly. "The question of personalities has been posed by several members of the Security Council, particularly by Russia, quite clearly, but I think you have to consider

the question of personalities as a function of the job that has to be performed," he said.

"Second," he went on, "our thinking is that if we can agree on an effective system of continuous monitoring, one that provides adequate guarantees, we should be able to lift the embargo on

Iraqi oil sales — I'm not saying lift all the sanctions, there are other sanctions besides oil, and that's another problem."

But, he said, "The oil embargo has already been modified with the petroleum-for-food program. What happens to revenue from those sales is quite closely monitored, making sure they are used for the population and not for buying arms, for example. It shouldn't be that much more complicated to monitor the revenue from sales if the oil embargo is lifted. That's a sensitive issue, it's not something the Iraqis want."

"We haven't made detailed proposals, we're simply in the process of discussion," said Mr. Vedrine, who has been on the telephone in recent days with the U.S. secretary of state, Madeleine Albright, and the British foreign secretary, Robin Cook.

"We have expressed some ideas, but we think it has to be discussed with our Security Council partners," he said.

U.S. official: 'Saddam is a real threat for Turkey'

SAADET ORUC

Ankara - Turkish Daily News

- Within a few weeks intensive discussions will be held over the implementation of the Iraqi Liberation Act

"Saddam Hussein should know that we will use force if he continues to threaten his neighbors," said a U.S. official speaking in Ankara on Tuesday, emphasizing the fact that the Iraqi leader is a real threat to his neighbors, including Turkey.

The official said that Iraqi support for the PKK has reached a critical point. "The presence of the PKK is not only a threat to other Kurdish groups but also a support for the Baghdad administration," he said.

"There were two main aims of the operation against Iraq, the first was related to the weapons of mass destruction and the second was over Saddam posing a threat against his neighbors and we achieved our two goals," the diplomat said while briefing a group of reporters.

Admitting that the continuation of United Nations sanctions against Iraq posed hardships not only for the Iraqi people, but also for Turkey, the U.S. official reasserted their support for the oil-for-food operation.

No U.S. aid for peshmerga army

An American official said on Tuesday that the United States is not providing financial aid to the Iraqi Kurdish groups' military forces, but talked about an increased U.S. military force against the Iraqi threat.

"The Kurdistan Democratic Party (KDP) already had a militia force. But we have never provided military aid to this militia army," an American official talking in Ankara said when questioned about whether the United States provides military aid to Iraqi Kurdish military groups.

Asked by the Turkish Daily News, KDP officials said that since 1991 membership in their militia has been increasing.

"There is nothing related to the establishment of a new army. The increase is only an enlargement of our existing forces," a KDP official said.

A detailed Washington Post story, datelined Zakho in Northern Iraq, described a military training complex and the military training activities of young peshmergas, the name given to guerrilla fighters by the Iraqi Kurds. The story reported that the military complex has been guaranteed U.S. protection against an Iraqi attack.

"The Congress has authorized us to provide used military equipment to the Iraqi opposition, but we are still discussing this," a U.S. official said while talking about a possible U.S. role in the formation of an Iraqi opposition army. The official went on to say that in the coming weeks there will be intensive discussions over the implementation of the Iraqi Liberation Act.

"An opposition military force will be established inside and outside Iraq," Ahmad Chalabi of the Iraqi National Congress (INC) told the Turkish Daily News in an earlier telephone interview.

According to Chalabi they have many supporters within the Iraqi army. The alternative to Saddam will be a genuinely democratic government, not a new dictator, Chalabi stressed.

Chalabi claimed that Iran was supportive of the Iraqi opposition groups.

Chalabi was referring to discussions held in London last month between 16 Iraqi opposition groups and the U.S. State Department's Martin Indyk.

The future of Iraq

U.S. diplomats in Ankara told a group of reporters on Tuesday that the future of Iraq lays in the hands of the Iraqis.

"We are in touch with all of the opposition groups, not only from the north but also from the south and other regions of Iraq, but the decision should be made by the Iraqis, we don't have a candidate [to offer to the Iraqis as their new leader]. They should decide on their own," the officials said, in response to a TDN question over the visit made by some Iraqi opposition figures to Washington last week.

MFA: VOA interview with PKK's Ocalan banned from airwaves

- A four-minute report by the Turkish service of VOA was scheduled to be broadcast on Thursday evening

SAADET ORUC & ALPARSLAN ESMER

Ankara - Turkish Daily News

A telephone interview with Abdullah Ocalan conducted by Voice of America (VOA) from Washington has been banned from the airwaves, officials at the Turkish Ministry of Foreign Affairs said in response to a question posed by the Turkish Daily News.

The interview was reported by the Kurdish service of the VOA in its evening news bulletin (on Tuesday) and was scheduled to be broadcast on Thursday by the Turkish service of the VOA, after the TDN went to print.

In response to a TDN question, U.S. Embassy officials confirmed that on Dec. 22, the VOA Kurdish Service conducted a telephone interview from Washington, which the embassy learned about on Wednesday. The TDN later discovered that the interview was conducted "in Turkish," by a Kurdish service member "who is fluent in Turkish."

"VOA ran it as a news item on Tuesday night. We have a text of the news item. Ambassador Mark Parris contacted the Turkish Ministry of Foreign Affairs and told them that VOA is an independent radio station. The U.S. government does not sanction or endorse any VOA news reports," said a U.S. Embassy official.

"Under its charter, VOA is only required to present U.S. policy in clearly labeled editorials. All the news is independent," the official stated. Turkey, however, doubts the independence of VOA, Foreign Ministry officials stated.

Immediately after Ocalan was captured in Rome on Nov. 12, the VOA broadcast an editorial, categorizing Ocalan as a terrorist leader.

"It is neither U.S. practice nor policy to provide an international platform from which terrorists can expound their views or try to justify their criminal actions. No one should doubt our views on Ocalan; the United States considers him a terrorist who should be brought to justice for his crimes," a U.S. official stressed.

Foreign Ministry spokesman Necati Utkan said in a written statement that Ambassador Parris had contacted them and had spoken about the uneasiness created by the broadcast of the interview.

"Parris said that the broadcast of such an interview is a contradiction to U.S. policy on the terrorist group and confirmed the U.S. position that Ocalan should be brought to justice for his crimes," Utkan stated.

L'Italie à la recherche d'un pays d'accueil pour Ocalan Par Alain JEAN-ROBERT

ROME, 24 déc (AFP) - L'Italie était toujours jeudi à la recherche d'un pays d'accueil pour le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Ocalan, arrêté à Rome le 12 novembre dernier.

Le départ d'Italie du chef kurde est "la conclusion la plus probable" avait indiqué dès mercredi le président du Conseil italien Massimo D'Alema, et jeudi, le ministre de la Justice, le communiste Oliviero Diliberto a rejeté la demande turque de remettre aux arrêts le chef du PKK.

Selon le garde des sceaux italien, Ocalan est un "citoyen libre".

Aux arrêts domiciliaires après son arrestation à l'aéroport de Rome-Fiumicino d'où il était arrivé de Moscou, Ocalan a été remis en liberté le 16 décembre par la Cour d'Appel de Rome.

La Turquie ne renoncera jamais à poursuivre le chef du PKK où qu'il se trouve, a déclaré le ministre turc de la Justice, Hasan Denizkurdu. "Nous le traquerons où qu'il aille", a affirmé le ministre turc. Ankara considère le chef du PKK comme responsable de la mort de 30.000 personnes dans les violences liées à la rébellion armée du PKK menée depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde.

La Turquie a réclamé l'extradition d'Ocalan à l'Italie mais la constitution italienne empêche l'extradition dans un pays où la peine de mort reste en vigueur.

Lundi dernier, le substitut du procureur général de Rome avait cependant estimé dans un réquisitoire que l'extradition d'Ocalan vers la Turquie était "recevable" à certaines conditions. Les conclusions du procureur avaient été contestées par les avocats italiens d'Ocalan, Mes Luigi Saraceni et Giuliano Pisapia, qui avaient estimé au contraire que leur client ne courrait aucun risque d'être extradé. La Cour d'Appel de Rome doit se prononcer définitivement sur la demande d'extradition turque d'ici environ un mois.

Sans attendre la décision du tribunal, des tractations sont menées depuis plusieurs jours afin de trouver un pays d'accueil pour Ocalan.

Le chef kurde ne viendra pas en Russie, a déclaré jeudi le ministère russe des Affaires étrangères. Selon l'entourage d'Ocalan, ce dernier voudrait rester en Europe, ce qui semble difficile, la plupart des pays ayant décliné l'offre. L'Estonie, un moment évoquée, a notamment démenti vouloir accueillir M. Ocalan, ainsi que la Norvège dont le porte-parole du ministère des Affaires Etrangères a indiqué à l'AFP que son pays n'avait pas accordé l'asile politique au leader kurde.

L'avocate allemande du chef kurde, Me Britta Boehler a cependant estimé que la situation de son client devait "s'éclaircir" d'ici vendredi. Le chef du Front de Libération du Kurdistan (ERNK, branche politique du PKK), Ahmet Yaman a indiqué de son côté que le départ du chef kurde était imminent.

La villa d'Infernetto, près de Rome, où réside le leader kurde était toujours gardée jeudi en milieu d'après-midi par une dizaine d'agents des forces de l'ordre et des policiers d'élite. Le chef kurde était toujours dans la villa, ont précisé ses avocats.

Les tractations en cours ont mis en fureur les autorités turques. M. Denizkurdu, cité par l'agence italienne AGI, a accusé l'Italie de "massacrer la justice". "Depuis qu'Ocalan est arrivé en Italie, tous les principes de la justice ont été violés", a-t-il ajouté.

L'affaire Ocalan a sérieusement envenimé les relations entre Rome et Ankara, deux capitales qui appartiennent à l'OTAN. Les produits italiens sont frappés d'un boycottage "spontané" par les consommateurs turcs. Selon une source italienne à Ankara, ce boycottage a déjà coûté à l'Italie 200 millions de dollars de pertes commerciales sans compter les contrats annulés des sociétés italiennes par leurs partenaires turcs.

L'Italie est un des principaux partenaires commerciaux de la Turquie et plus de 130 sociétés italiennes dont Fiat, Benetton et Pirelli ont des investissements en Turquie.

Rival Iraqi Kurds plan meeting to further peace agreement

ANKARA, Turkey (AP) -- Two Iraqi Kurdish leaders are to meet soon in a U.S.-brokered bid to settle their often violent rivalry, which has hampered plans for a strong opposition to Saddam Hussein, an official said Friday.

Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, and Massoud Barzani, who heads the Kurdistan Democratic Party, are to discuss ways of implementing an agreement signed in Washington in September.

The meeting is to take place "in the coming days" in Salahuddin, a town close to the main Iraqi Kurdish city of Irbil, said Shazad Saib, the Turkey-based representative of Talabani's group.

Under the Washington agreement, the two leaders agreed to hold regional elections next summer, and to share revenues and power -- two issues at the heart of their differences.

It would be the first time the two leaders have met face to face in northern Iraq since fighting began in 1994, although they have met several times abroad since the Washington agreement.

The two groups are hostile to the Baghdad regime but have been more focused on battling each other, undermining efforts to form a strong opposition that could weaken Saddam's regime.

The Kurdish groups are protected in a safe haven north of the 36th parallel, by a U.S.-led air force based in southern Turkey.



December 26, 1998
Web posted at: 1:38

► KURDES

EN TAULE POUR UN POSTER

POUR ÊTRE condamné pour terrorisme, c'est simple. Pas besoin de savoir pétrir des bombes. Il suffit d'être kurde et vaguement soupçonné d'appartenir au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

Jedi dernier, le tribunal correctionnel de Paris a ainsi condamné quinze immigrés kurdes à des peines de prison allant jusqu'à cinq ans ferme. Sans aucune preuve matérielle de leur culpabilité.

Aucun des accusés n'a été reconnu coupable d'attentats. D'ailleurs, le PKK n'a pas pour habitude d'en commettre en France. Après trois ans d'instruction, d'écoutes, de filatures, les flics n'ont rien trouvé : aucune arme, aucun échantillon d'explosif... Mais

cette absence de preuves est miraculeusement devenue un élément à charge. « Pourquoi il n'y a rien ? Parce que c'est comme ça que ça fonctionne, une organisation clandestine », triomphait le substitut Anne Obez-Vogien lors du procès.

Les quinze hommes ont donc été condamnés au nom de leurs relations présumées avec une société parisienne, Medya, supposée servir de couverture au PKK. Preuve irréfutable : au siège de la boîte, les enquêteurs ont découvert un poster d'Abdullah Ocalan, leader du PKK.

Dans cette conception de la justice, tous ceux qui ont, un jour, affiché un poster du Che dans leur chambrette devraient également se retrouver à Fresnes pour « associa-

tion de malfaiteurs en vue de la préparation à un acte de terrorisme ». Avant d'être extradés en Bolivie. Mais ce sont là les méthodes de la justice antiterroriste en France — contre lesquelles la Fédération internationale des droits de l'Homme s'appête à rendre un rapport saignant.

Un des « malfaiteurs » kurdes a pourtant échappé au procès. Le 27 octobre 1997, après dix-huit mois de préventive, Ramazan Alpaslan s'est pendu dans sa cellule. La veille du jour où le parquet voulait ordonner sa remise en liberté.

Décidément, en plus d'être terroriste, le Kurde est fourbe et malin. Il se suicide avant de commettre un attentat. Pour brouiller les pistes. **JOËLLE LEVERT**

4 CHARLIE HEBDO Mercredi 23 décembre 1998

INTERNATIONAL
HERALD TRIBUNE,

Independent In Turkey to Form Cabinet

The Associated Press

ANKARA — President Suleyman Demirel asked an independent lawmaker in Turkey's cabinet to form a new government Wednesday after a veteran leftist leader failed to gather enough support in Parliament.

Mr. Demirel picked Yalim Erez, the industry and trade minister, in hopes he could draw wide support from Turkey's bickering political parties.

Mr. Erez said he would search for consensus, asserting, "I am at an equal distance to all of the parties."

"Today is not a day for political squabbles and small political calculations," he said. "Turkey has no more patience for a government crisis."

The government of Mesut Yilmaz, who is now acting prime minister, collapsed last month in a vote of no-confidence over a corruption scandal.

Bulent Ecevit of the Democratic Left

DECEMBER 24-25, 1998

Party abandoned efforts to form a new government Monday after failing over a three-week-period to receive enough backing for a majority in Parliament.

Mr. Demirel turned to an independent lawmaker instead of a party leader after most parties, unable to overcome their differences to form alliances, said they would support a government led by a low-profile figure until elections in April.

The president bucked the long-standing tradition of designating the leader of the largest party in Parliament as prime minister, which would have brought the Islamic-oriented Virtue Party to power.

The military would have been certain to oppose such a government. Turkey's generals pressured the Welfare Party, the

predecessor of the Virtue Party, out of power in June 1997, accusing it of trying to raise the profile of Islam in society.

Mr. Erez appears to have been chosen in part because he sided with the pro-secular establishment. He resigned from a ministerial post that he held during an earlier coalition between his center-right True Path Party and the Welfare Party in April 1997, two months after the military warned the government to abide by Turkey's strictly secular constitution.

On Tuesday, Turkey's top general, Huseyin Kivrikoglu, issued a statement reminding the country that the armed forces were committed to protecting secular traditions.

Mr. Erez, 54, is of Kurdish origins.

Kurdish rebels have fought a 14-year guerrilla war for autonomy in Turkey's southeast. Mr. Erez raised controversy in 1995 when he advocated social and economic measures to improve life in the Kurdish-dominated southeast. Lately, the military itself has supported the idea.

Turkey has had other prominent government leaders of Kurdish origins, including the current speaker of the Parliament, Hikmet Cetin, and a late president, Turgut Ozal.

Mr. Erez, a businessman-turned-politician, must now undergo a vote of confidence in Parliament to determine whether he can command a majority of votes. He said he would start negotiations on a new coalition Monday.

«Renard du désert» affaiblit l'opposition irakienne

Déjà déconsidérée, elle passe pour le «parti de l'étranger».

Les avions des Nations unies ont bien été interdits d'atterrissage et de décollage sur le sol irakien, a confirmé hier l'ONU. Le représentant spécial de Kofi Annan, qui devait se rendre à Bahreïn, a ainsi dû quitter Bagdad par la route. Pour justifier ce refus, Bagdad a évoqué des problèmes de sécurité liés aux frappes aériennes. Pendant ce temps, le secrétaire américain à la Défense, William Cohen, avertissait les Irakiens que Washington pourrait les frapper à nouveau, tout en indiquant une réduction de presque 9000 hommes leurs effectifs dans le Golfe.

L'opération «Renard du désert» n'est pas avare de paradoxes: elle a renforcé un régime qu'elle voulait déstabiliser, plaçant une nouvelle fois en porte-à-faux une opposition déjà largement décrédibilisée. En prenant comme cible la Garde républicaine, garde pré-torienne de Saddam Hussein (qui avait écrasé avec une incroyable férocité l'insurrection chiite en 1991), Washington a clairement montré que le but des frappes n'était pas seulement les programmes d'armements de destruction massive. Clinton l'a reconnu en déclara-

rant samedi que les forces américano-britanniques avaient aussi «infligé des dégâts significatifs» aux «structures militaires et de sécurité». Par ailleurs, les responsables militaires américains ont expliqué avoir concentré leur frappes contre la Garde républicaine en prévenant par des lâchers de tracts les unités de l'armée régulière qu'elles n'étaient pas visées, le but avoué étant de diviser l'armée.

«Dispersion». Même s'il y a eu des «dégâts significatifs» dans les casernes de ces forces d'élite, dans ses systèmes de communication et dans les quartiers généraux des *moukhabarat* (la police politique), comme Bagdad l'a reconnu, les bombardements sont loin d'avoir mis le rais à genoux. Le commandant en chef des forces américaines dans le Golfe, le général Zini, a ainsi admis que des «dispersion» de soldats de la Garde républicaine avaient été observés juste avant les frappes, sous-entendant qu'elles avaient été peu meurtrières. Le bilan officiel irakien fait état de 20 tués et 69 blessés dans les régiments de la Garde républicaine et de 18 morts et 30 blessés dans les brigades spéciales chargées de la protection rapprochée de Saddam. Les effectifs de la Garde républicaine sont évalués entre 50000 et 70000 hommes.

Dès lors, pour l'opposition, le rapport de forces demeure inchangé. Pire, le régime a profité des frappes pour la faire apparaître comme «le parti de l'étranger». Elle peut donc craindre les effets de la propagande sur une population aux sentiments souvent nationalistes, même si, nuance Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, cette même propagande «est usée jusqu'à la corde et n'aura donc qu'une prise limitée sur les Irakiens».

«Infiltrée par la CIA». Dès l'intervention américano-britannique, une partie de l'opposition s'en est démarquée. L'ayatollah Mohammad Baqer Hakim, leader chiite, l'a même sévèrement condamnée, estimant qu'elle ne profitait qu'aux Etats-Unis et ne faisait qu'aggraver les peines du peuple irakien». Quant au Congrès national irakien (CNI), rassemblement de multiples formations, il s'est gardé de se prononcer, sans doute pour ne pas afficher ses divisions.

«L'opposition est usée par les dissensions et son déficit en crédibilité. Le CNI est un magma où l'on trouve n'importe quoi. Des ex-militaires, des prokurdes, des chiites, des anciens baassistes, des ex-membres des services de sécurité et même des... constitutionnalistes monarchistes. Elle est totalement infiltrée par la CIA et sert à la consommation intérieure

des Etats-Unis, pour essayer de montrer qu'il y a une alternative à Saddam», analyse une source diplomatique. «De toute façon, on ne renverse pas Saddam Hussein avec seulement 97 millions de dollars [somme allouée par le Congrès américain à l'opposition et distribuée à discrétion par la Maison Blanche, ndlr], ajoute-t-elle. «Américains et Britanniques souhaitent que quelqu'un de l'intérieur renverse Saddam, en janvier, mais il ne s'agit que d'un espoir, il n'y a aucun plan», souligne de son côté Neil Patrick, directeur du programme Proche-Orient au Royal United Services Institute for Defence Studies de Londres.

Le discrédit dont souffre l'opposition va encore s'accroître au sein du monde arabe. «La dimension que les Anglo-Américains ne prennent jamais en compte, c'est la dimension émotionnelle de ces frappes dans les pays arabes», indique la même

source diplomatique. Pour Mohammed Ismail, porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan à Paris, «Saddam a toujours entraîné Washington vers une frappe limitée qui n'aboutisse pas à sa chute et qui rehausse sa popularité dans le monde arabe. C'est aujourd'hui le cas». «Une fois encore, sa politique du bord de l'abîme se révèle le payante», déplorait-il au lendemain des frappes ●

JEAN-PIERRE PERRIN

L'Irak défie le dispositif américano-britannique des zones d'exclusion aérienne

Bagdad tire des missiles sur des chasseurs alliés. Les Etats-Unis ont répliqué avec des avions F-16

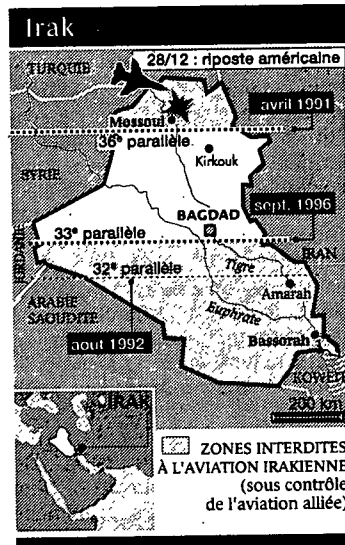
Un nouvel incident a mis aux prises l'Irak et les Etats-Unis, lundi 28 décembre. Des avions F-16 ont riposté à des tirs de missiles sol-air dans le

nord du pays : quatre soldats irakiens auraient été tués. Bagdad a affirmé avoir abattu un appareil américain mais Washington a démenti

cette information. L'Irak a assuré, dimanche, ne plus reconnaître les zones d'exclusion aérienne instituées à la fin de la guerre du Golfe.

DIX JOURS après la fin de l'opération « Renard du désert », un nouvel incident a mis aux prises l'Irak et les Etats-Unis, lundi 28 décembre, dans le nord du pays. Des chasseurs F-16 américains partis de la base d'Incirlik, en Turquie, ont bombardé une batterie antiaérienne dans le nord de l'Irak après avoir, selon Washington, essuyé des tirs de missiles sol-air. Selon Bagdad, quatre militaires irakiens ont été tués et sept autres blessés. L'Irak a affirmé qu'un avion américain avait été abattu mais les Etats-Unis ont démenti cette information.

L'incident de lundi survient deux jours après un premier accrochage, samedi, qui avait opposé des Tornados britanniques à une batterie irakienne dans le sud du pays. Les avions avaient repéré à distance des tirs de missiles sol-air, mais ils n'avaient pas riposté. Dimanche, le vice-président irakien Taha Yassine Ramadan avait déclaré que son pays ne reconnaît plus les zones d'exclusion aériennes imposées par les Occidentaux au lendemain de la guerre du Golfe. Ces



zones ont été instituées, sans l'aval des Nations unies, en avril 1991 dans le nord et en août 1992 dans le sud. Au nord, la zone d'exclusion aérienne débute à partir du 36° parallèle. Elle a été instituée dans le cadre de l'opération « Provide Comfort », rebaptisée « Nor-

thern Watch » après le retrait des avions français, en décembre 1996. Au sud, la zone d'exclusion a pris tout d'abord effet à partir du 32° parallèle, puis à partir du 33° en septembre 1996, en riposte à l'intervention des forces irakiennes aux côtés du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) contre l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dans le nord du pays. Les deux zones couvrent environ la moitié du pays.

Les zones d'exclusion ont été décidées par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France pour protéger les populations civiles irakiennes des représailles du pouvoir central après l'écrasement dans le sang de la révolte des populations du sud et du nord du pays. Elles ont toujours été considérées par les autorités de Bagdad comme une atteinte à sa souveraineté.

Le bilan de ces zones d'exclusion aérienne est pour le moins mitigé. En 1996, elles n'ont pas permis d'éviter l'intervention de l'armée irakienne dans le Kurdistan irakien. Dans le sud, elles n'ont pas davantage évité les représailles pon-

ctuelles de l'armée dans les zones où l'opposition armée au régime est la plus active. Ces zones ont même constitué une pomme de discorde pour ceux qui les avaient instituées puisque la décision américaine de repousser les limites de la zone sud en 1996 a été critiquée par les Français qui se sont retirés ensuite de la zone nord. Après des années de déliquescence, le potentiel aérien irakien s'est par ailleurs considérablement réduit : selon certaines sources, l'armée irakienne ne disposerait guère plus d'une vingtaine d'appareils en état de marche.

De nombreux incidents ont opposé par le passé des avions américains ou britanniques à des batteries antiaériennes. Conforté par l'échec relatif de l'opération « Renard du désert », ces quatre jours de bombardement qui ont entraîné le gel des opérations de désarmement et accentué les dissensions au sein du Conseil de sécurité, Bagdad en profite pour hausser symboliquement le ton.

Gilles Paris

Turquie

Le Parlement renvoie Yilmaz

Le Premier ministre turc est débarqué en raison de ses liens présumés avec un chef mafieux

En pleine affaire Ocalan et à cinq mois d'élections législatives pourtant déjà anticipées, la Turquie a trouvé le moyen de se payer une énième crise gouvernementale. Cette fois, c'est l'ex-Premier ministre Mesut Yilmaz qui en est à l'origine. Sa coalition tripartite n'a pas résisté le 25 novembre à une motion de censure déposée par le Parlement et il a dû céder sa place à Bulent Ecevit, un vieux

routier de la politique turque (73 ans), chef du DSP, le Parti de la Gauche Démocratique. Il est vrai que l'accusation de collusion avec la mafia que traînait Yilmaz ne lui laissait guère d'espoir de rester longtemps à son poste.

C'est d'ailleurs dès le 11 novembre que son avenir gouvernemental s'est largement assombri. Les sociaux-démocrates du CHP (Parti Républicain

du peuple) avaient en effet décidé de lui retirer leur soutien après qu'un industriel et patron de presse, Korkmaz Yigit, eut décidé de mettre en avant les liens troubles entre le chef du gouvernement et un chef mafieux notoire, Alaattin Cakici. Ce dernier, emprisonné depuis le 17 août sur la Côte d'Azur et sur le point d'être extradé, est soupçonné d'être intervenu en faveur de Yigit pour qu'il puisse décrocher le

rachat en juillet dernier d'une banque d'Etat turque, la Türk Ticaret Bankasi (TTB). Lors de son interrogatoire cet été, Cakici avait en outre révélé être en relation soutenue avec les milieux politiques, et en particulier avec Mesut Yilmaz, avec qui il aurait eu plusieurs contacts directs.

Le 13 octobre, un député du CHP remettait au Premier ministre la copie d'un enregistrement téléphonique dans lequel Korkmaz Yigit demandait à Cakici d'écartier les concurrents de la

course au rachat de la TTB. Ce coup de tonnerre a entraîné dès le lendemain le gel du processus de privatisation et le renvoi du dossier devant la justice. Mais l'homme d'affaires a aussitôt contre-attaqué en accusant Mesut Yilmaz d'avoir fermé les yeux sur les

conditions plus que douteuses de cette privatisation, conditions qu'il devait peut-être connaître, vu ses relations présumées avec Cakici... Il n'en a pas fallu davantage pour que l'opposition détruise la fragile alliance au pouvoir et que la Turquie se dote d'un nouveau

gouvernement, le 56^{ème} depuis 1923, alors que la suspicion sur les rapports entre politiciens turcs et mafia n'a jamais été aussi grande.

Christophe Diremszian

Ocalan, l'hôte gênant de

Depuis l'arrestation du chef du PKK sur son sol le mois dernier, Rome recherche toujours une porte de sortie convenable pour ses intérêts et ceux du leader kurde. L'Union européenne, appelée à la rescousse, reste bien timide. **l'Europe**

Que va faire l'Italie d'Abdullah Ocalan ? Comment peut-elle se débarrasser de ce fardeau diplomatique, politique et judiciaire qui ne cesse de peser sur ses relations avec la Turquie depuis six semaines ? Depuis l'arrestation du leader du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) le 12 novembre à Rome et son assignation à résidence huit jours plus tard, de nombreuses solutions ont été passées en revue par les autorités italiennes, dont celle d'un tribunal international chargé de juger "Apo", surnom d'Ocalan, pour ses actes commis depuis le début de la rébellion kurde dans le sud-est de la Turquie en 1984. Cette idée est la première à être soutenue, au moins du bout des lèvres, par l'Union Européenne qui aura mis beaucoup de temps pour s'intéresser à ce dossier, au grand regret des Italiens qui auraient sûrement aimé que la solidarité des Quinze se manifeste plus vite.

Car Ankara n'a pas attendu pour réclamer, sitôt son interpellation connue, l'extradition d'Ocalan, considéré là-bas comme un "terroriste" responsable de plus de 30 000 morts dans la rébellion qui dure depuis 14 ans. Devant le refus italien (la Constitution nationale interdit cette mesure si le suspect risque la peine de mort) et la perspective d'un asile politique, la Turquie se lance dans une vaste campagne anti-italienne à base de chantage économique, de pression populaire et de déclarations diplomatiques à l'emporte-pièce. Manifestations en série, boycott et destruction des produits les plus divers issus de la péninsule... Les services de l'ambassade italienne à Ankara ont estimé le manque à gagner à plus d'un milliard de francs, sans compter les menaces sur un gros contrat d'aéronautique militaire négocié avec le géant Agusta et, dans un autre registre, les propos de l'ex-futur Premier ministre Mesut Yilmaz qui a menacé Rome de "la haine éternelle" de la Turquie...

Du côté de l'Europe, il a semblé d'abord urgent de rien faire. Problème à caractère "bilatéral", estime-t-on du côté de l'Autriche qui assure la présidence tournante de l'Union. En plein rapprochement avec Ankara, le cas Ocalan ne tombe vraiment pas à pic. Ce n'est que le 24 novembre, soit douze jours après le début de la crise, que la Commission européenne se manifeste en estimant que "tout boycott décidé par les autorités turques (...) représenterait une brèche dans l'accord d'association de 1963 mais aussi dans l'accord d'union douanière de 1995". Ankara, qui vient de dégeler ses relations avec les Quinze après les bons points économiques décernés par cette même Commission le 5 novembre, comprend alors qu'il vaut mieux ne pas tout gâcher. Mesut Yilmaz reconnaît pour la première fois que l'extradition d'Ocalan serait difficile à obtenir, d'autant que l'Allemagne, qui reconsidère aussi ses rapports avec les autorités turques, avait fait part de son côté de sa "grande préoccupation" devant les agissements d'Ankara.

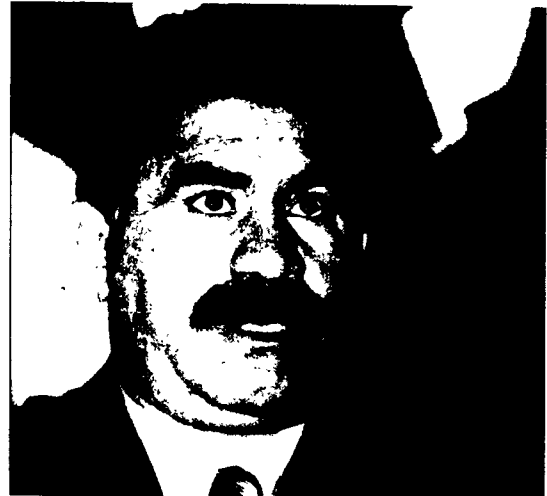


Photo Sipa Press

Abdullah Ocalan, leader du PKK

Des Allemands frileux

Les Italiens attendaient cependant davantage de Bonn qui avait lancé un mandat d'arrêt international contre Ocalan en 1990 dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat d'un opposant kurde en Allemagne en août 1984 et qui pouvait donc aussi réclamer son extradition. Mais le chancelier Gerhard Schröder a vite fait ses calculs : 2 millions de Turcs sur son territoire plus environ 400 000 Kurdes égalent une paix civile menacée à coup sûr. Prudent, il a donc préféré renoncer à cette possibilité pour évoquer simplement avec son homologue italien Massimo D'Alema la recherche d'une "solution politique" qui passerait notamment par la convocation d'un tribunal "européen ou international" chargé de juger Ocalan.

Cette solution arrangerait bien l'exécutif des Quinze car elle aurait l'avantage de renvoyer le problème au Conseil de l'Europe. Deux conventions sur la lutte contre le terrorisme adoptées par cet organe (qui n'a rien avoir avec l'UE), datant de 1972 et 1977, pourraient en effet servir de base juridique à la mise sur pied de ce tribunal, si la Turquie, membre du Conseil, donne son feu vert. Or pour Ankara, c'est l'extradition ou rien, car le gouvernement turc redoute par-dessus l'internationalisation du conflit kurde que ne manquerait pas de créer la tenue d'un procès déjà accepté par le leader du PKK. Cette juridiction d'exception étant mal partie, il ne resterait à l'Italie qu'à juger Ocalan elle-même ou l'envoyer dans un pays tiers qui reste à déterminer. Reste à connaître toutefois la décision de la commission du ministère de l'Intérieur italien chargée de rendre son avis le 22 décembre sur la demande d'asile politique d'Ocalan. Si celle-ci est acceptée, les relations italo-turques devraient prendre un nouveau coup de froid, sauf si l'Europe s'engage de façon plus volontaire qu'elle ne le fait actuellement.

Christophe Diremszian

Décembre 1998

ARMÉNIE

تركيا: الحزب الشعبي الديموقراطي الكردي يحشد ٢٠ ألفاً من مناصريه وسط أنقرة

ويواجه الخمسة عقوبة بالسجن أكثر من ٢٢ عاماً حاداً أدنى إذا دينوا. وقد يحظر الحزب الشعبي الديموقراطي إذا ثبتت التهم. وينادي الحزب بتسوية سلمية للصراع الذي أدى إلى قتل أكثر من ٢٩ ألف شخص. وفاز بنحو ٣٠ في المئة من الأصوات جنوب شرقي البلاد في الانتخابات العامة التي جرت عام ١٩٩٥، ولكن شعبيته أقل بكثير في مناطق أخرى. وزعمت تركيا الشهر الماضي تحقيق فوز كبير في حربها ضد الكردستاني عندما وقعت سورية المجاورة على اتفاق تتعهد فيه بعدم منح الثوار ماوى أو مساندتهم.

لجنوب شرقي البلاد الذي تقطنه غالبية كردية. وقال: «منعوني من دخول ديار بكر ولكني سأنهب في يوم من الأيام». ومنعت السلطات الإقليمية بوزلاك الشهر الماضي من زيارة ديار بكر. وتتمتع السلطات الإقليمية التي تحارب الحركة المسلحة للثوار الأكراد المستمرة منذ ١٤ عاماً بسلطات موسعة للحفاظ على الأمن. وتجري محاكمة بوزلاك وأربعة مسؤولين آخرين كبار من الحزب بتهم الانتماء إلى حزب العمال الكردستاني المتمرد الذي يقاوم لتحقيق الحكم الذاتي جنوب شرقي البلاد.

■ أنقرة - رويترز - احتشد عشرون ألفاً عضو من أكبر الأحزاب الكردية في تركيا، وزعماء يواجهون عقوبات بالسجن لعلاقتهم مع الثوار الأكراد في اجتماع عام أمس الأحد تحت حراسة مشددة من الشرطة. ووقفت عربات مدرعة للشرطة خارج صالة الألعاب الرياضية في أنقرة حيث عقد الاجتماع، وفتش الضباط أعضاء الحزب الشعبي الديموقراطي أثناء دخولهم المبنى. وقال مراد بوزلاك زعيم الحزب لحوالي ٢٠ ألف من الأعضاء إنه مصمم على محاربة قرار يمنعه من دخول ديار بكر، المركز الإداري

AL HAYAT MONDAY 2 NOVEMBER, 1998

صحف تركية: معسكران جديان لـ «الكردستاني» في العراق

■ أنقرة - أ ف ب - أكدت صحف تركية أمس الأحد أن معسكرين للتدريب يضمان قرابة ألف من متمردى «حزب العمال الكردستاني» أقيما أخيراً في الأراضي العراقية.

(أكتوبر) الماضي وجود أي اتصال بين بغداد و«حزب العمال الكردستاني»، وذلك في معرض رده على تصريحات السفير التركي في الأردن أحمد شوها عمز التي جاء فيها أن «الكردستاني» يتهيأ لمغادرة سورية إلى العراق.

ونقلت صحيفتا «صباح» و«يني يوزييل» عن مصادر دبلوماسية أن هذين المعسكرين اللذين يعملان منذ قرابة شهر، يقعان بين مدينتي أربيل وكركوك بين خطي العرض ٣٥ و٣٦، وهي المنطقة الخاضعة لسيطرة بغداد.

وقالت المصادر أن تمركز «حزب العمال الكردستاني» في العراق يزعج تركيا التي ستقوم باتصالات مع الحكومة العراقية في هذا الشأن. ونفى العراق في العاشر من تشرين الأول

للجيش في تونجلي زرع مقاتلو حزب العمال الكردستاني على الأرجح فأصاب أربعة عسكريين بجروح بينهم ضابط. وأعلن حزب العمال هدنة من جانب واحد غير مشروطة اعتباراً من مطلع أيلول (سبتمبر) لكن السلطات التركية رفضتها على الفور.

شرقي الأناضول. وأسفرت أعمال العنف المرتبطة بهذا التمرد عن قتل حوالي ٢١ ألف شخص. ويشن الجيش التركي منذ الأحد عملية واسعة النطاق في إقليم تونجلي (شرق) تدعمه المروحيات، وأشار بيان أمس إلى قتل عشرة من المتمردين الأكراد. وبدأت العملية في أعقاب انفجار لغم في مصفحة

العام الحالي جنوب شرقي تركيا. وأوضحت الوكالة أن ٢٨٠ عنصرًا من قوات الأمن قتلوا أيضاً في هذه المعارك. وأضافت الحصيلة أن ٢٧ متمرداً جرحوا في المواجهات في حين استسلم ١١١ غيرهم. وكان حزب العمال الكردستاني بدأ في ١٩٨٤ تمرداً مسلحاً بهدف إنشاء دولة كردية مستقلة جنوب

١٦٨٤ قتيلًا من عناصر حزب العمال الكردستاني منذ بداية العام

■ أنقـره - أ ف ب - أفادت حصيلة أوردتها وكالة أنباء «الأناضول» أمس الثلاثاء أن الجيش التركي قتل ١٦٨٤ من متمردى حزب العمال الكردستاني (الانفصالي) في مواجهات مسلحة منذ بداية

بارزاني يطلع أنقرة على اتفاهه مع طالباني ويلتقي اجاويد وقادة في الجيش والاستخبارات

□ أنقرة - رشيد غيورديك

للمقاتلين الأكراد وإبعاد عبدالله أوجلان زعيم حزب العمال من أراضيها. وقدم أوجلان، الذي يعتقد أنه يتوارى في موسكو، طلباً إلى البرلمان الروسي لمنحه اللجوء السياسي، وأيد الأخير أمس هذا الطلب ودعا الرئيس بوريس يلتسن إلى المصادقة عليه.

من جهة أخرى، يتوقع أن يصل وزير الدفاع الأميركي ويليام كوهين غداً إلى أنقرة ضمن جولته للتشاور مع حلفاء الولايات المتحدة في شأن الأزمة مع العراق ولطلب تأييدها في حال القيام بتحرك ضد بغداد.

ورغم أن تركيا مستاءة من تقارير أفادت أن بغداد سمحت لحزب العمال الكردستاني بإقامة معسكرات تدريب في مناطق تخضع لسيطرتها، فإن من المتوقع أن تقاوم ضغوط واشنطن لتقديم دعم ملموس لضربة عسكرية محتملة ضد العراق.

وشعرت تركيا بأنها همشت في عملية السلام بين الطرفين الكرديين التي كانت لعبت فيها دوراً رئيسياً إلى جانب الولايات المتحدة وبريطانيا، وعبرت بوضوح عن استيائها معترضة علناً على ما تضمنه الاتفاق الأخير بين بارزاني وطالباني من إشارة إلى إقامة «عراق فيديرالي» في المستقبل.

وتخشى أنقرة أن يؤدي منح حكم ذاتي واسع أو حقوق فيديرالية للأكراد العراقيين في النهاية إلى نشوء دولة مستقلة تشجع الانفصاليين الأكراد في تركيا.

ويستند الجيش التركي إلى دعم الحزب الديموقراطي في العمليات العسكرية المتكررة التي ينفذها في شمال العراق لملاحقة مقاتلي «العمال الكردستاني» المتمركزين هناك. كما اجبرت تركيا سورية الشهر الماضي على إنهاء دعمها اللوجستي

■ التقى زعيم الحزب الديموقراطي الكردستاني مسعود بارزاني أمس نائب رئيس الوزراء التركي بولند اجاويد. كما أجرى محادثات مع مسؤولين في وزارة الخارجية التركية خلال غداء عمل. ومن المقرر أن يلتقي أيضاً مسؤولين في الجيش والاستخبارات التركية إضافة إلى دبلوماسيين غربيين. ويتوقع أن يطلع أنقرة على تفاصيل عملية المصالحة بين حزبه والاتحاد الوطني الكردستاني بزعامة جلال طالباني في أعقاب الاتفاق الذي وقعه الطرفان في واشنطن في أيلول (سبتمبر) الماضي.

ومن المقرر أن يجتمع بارزاني وطالباني في أنقرة السبت المقبل، في إطار ما يبدو أنه محاولة جديدة من قبل تركيا لضمان استمرار عزل الطرفين عن حزب العمال الكردستاني الذي يتمركز في شمال العراق.

AL HAYAT THURSDAY 5 NOVEMBER, 1998

تأجيل عقد اجتماع خماسي بسبب بيان اقترحه انقرة "الديمقراطي الكردستاني" تركيا اكثر تفهماً للفيديالية كمبدأ لحل المشكلة الكردية في العراق

□ امستردام، انقرة - اسماعيل زاير

عبرت مصادر تركية رسمية عن ارتياحها للتفسيرات التي قدمها رئيس الحزب الديمقراطي الكردستاني مسعود بارزاني بشأن مضمون «اتفاق واشنطن» الذي أرسى أساس المصالحة بين حزبه والاتحاد الوطني الكردستاني بزعامة جلال طالباني، ولا سيما بعد غضب انقرة مما وصفه بأنه «تهميش» لتركيا من قبل واشنطن ولندن اللتين لعبتا دوراً أساسياً في الوصول الى تفاهم بين الحزبين المتحاربين. كما تحتفظ انقرة على عدد من عناصر «اتفاق واشنطن»، ولا سيما ما يتصل بالعمل بالفيديالية كمبدأ للإدارة السياسية في العراق، وجراء انتخابات عامة في المناطق التي تخضع لسيطرة الأحزاب الكردية منذ اقامة منطقة الحماية الدولية قبل نحو خمس سنوات.

وقال هوشيار زيارى مسؤول العلاقات

الدولية في الحزب الديمقراطي لـ «الحياة» ان الجانب التركي أكثر تفهماً الآن للنقاط التي كانت موضع اعتراض رسمي ولا سيما الفيديالية كمبدأ لحل المشكلة الكردية وجراء انتخابات في المناطق التي هي تحت سيطرة الأحزاب الكردية منذ خمس سنوات.

وابلغ بارزاني المسؤولين الاتراك، ولا سيما بولند أجاويد، أكثر المشككين بالاتفاق ان الفيديالية «خيار سياسي يفضلته الاكراد العراقيون لكن تنفيذه لن يحدث من جانب واحد، وهو سيجري في ظل عراق ديمقراطي وبما يتناسب مع التطورات السياسية اللاحقة».

ويمهد التطور الاخير الطريق امام المحادثات التي ستتم في انقرة غداً السبت بين الحكومة التركية من جهة وكل من بارزاني وطالباني من جهة ثانية. ويتوقع ان تسفر هذه المحادثات عن تطبيع علاقات طالباني مع

الجانب التركي بعد فترة من التوتر الشديد بسبب اتهامات تركية له بمساعدة وايواء انصار حزب العمال الكردستاني التركي الذي يحارب الحكومة. ومن الجدير بالذكر ان احد نصوص اتفاق واشنطن يشير الى التزام الطرفين الكرديين منع دخول اعضاء حزب العمال الى المناطق الكردية العراقية.

من ناحية أخرى، تبذرت الآمال الغربية في عقد اجتماع خماسي يضم الى الحزبين الكرديين ممثلين عن كل من الولايات المتحدة وبريطانيا وتركيا خلال وجود الزعيمين الكرديين في العاصمة التركية. وقالت مصادر سياسية لـ «الحياة» ان الاجتماع الخماسي «تأجل عقده الى إشعار آخر بسبب طرح تركيا فكرة اصدار بيان سياسي مشترك باسم المجتمعين، بل سلمت للاطراف المعنية بالاجتماع مسودة مقترحة للبيان، الا ان العواصم الغربية تبدو أكثر حماساً لمناقشة القضايا العملية والتطبيقية لاتفاق واشنطن قبل التوجه الى اعلان سياسي آخر. لكن المصادر ذكرت ان زيارة وزير الدفاع الاميركي وليام كوهين لتركيا والتي يبدأها اليوم الجمعة، يمكن ان تساهم في دفع المحادثات الجارية وزيادة درجة التنسيق بين الاطراف المعنية بالملف.

انباء صحافية ذكرت ان عدهم ٢٥ الفاً.

ونقلت صحيفتنا «حرية»، و«ميلييت»، عن مسؤولين عسكريين لم تكشفوا هوياتهم ان العملية بدأت في وقت متقدم من يوم الخميس الماضي وان جنوداً تساندتهم طائرات نفثة وعموية يحاولون حصر نحو ٤٠٠ من مقاتلي حزب العمال الكردستاني الذين تسللوا الى مناطق شمال العراق التي يسيطر عليها الاكراد من سورية التي اضطروا الى مغادرتها بعد الضغوط التركية على دمشق الشهر الماضي.

وتطارد القوات التركية التي نخلت الأراضي العراقية على جبهة عريضة الانفصاليين أيضاً لإبعادهم عن الحدود لإحباط خططهم لشن هجوم شتوي. وكانت تركيا شنت هجوماً مماثلاً العام الماضي.

وكالسابق يقوم مقاتلوا الحزب الديمقراطي الكردستاني

العراقي المتحالف مع تركيا بمساعدة القوات التركية في هجومها الحالي. وذكرت الصحيفتان التركيتان ان الجنود الاتراك توغلوا الى عمق اقصى ٣٠ كيلومتراً في بعض النقاط وان الاشتباكات كانت كثيفة قرب حاج عمران المتاخمة للحدود الإيرانية. وازدادت الأنباء ان هدف الهجوم التركي هو وادي خواكورك. وازدادت الأنباء ان قوات

بارزاني وطالباني يبحثان في انقرة تطبيق اتفاق واشنطن

قوات تركية تساندها طائرات تتوغل في شمال العراق

□ انقرة - رشيد غيورديليك



مسعود بارزاني وجلال طالباني في بداية لقائهما في انقرة امس. (رويترز)

فيما كان كبار زعماء العراقيين الاكراد يؤكدون للمسؤولين الاتراك ان الحكم الذاتي الذي يسعون اليه لن يضر بأمن تركيا، بدأ ان القوات التركية تريد التاكيد من ذلك بنفسها. ان نشرت أكثر صحيفتين انتشاراً في البلاد انباء عن توغل عدد كبير لقوات تركية قوامها نحو ٢٥ الف رجل في شمال العراق يساندتهم السلاح الجوي للقيام بعمليات ضد مقاتلي حزب العمال الكردستاني الانفصالي.

وأكد وزير الدفاع التركي عصمت سيزغين امس حدوث التوغل، ونقلت عنه وكالة انباء الاناضول الحكومية قوله خلال زيارته الحالية لبلغاريا ان هدف العملية في شمال العراق هو القضاء على اعضاء المنظمة الانفصالية الذين فروا من سورية، وامتنع سيزغين عن الإقصاد عن عدد العسكريين المشاركين في العملية لكنه نفى

محمولة بطائرات هليكوبتر تشن عمليات في مناطق أري، وغالياريس، وبستا، وغير وتشومان فيما يحاول ثوار حزب العمال الكردستاني الهرب الى منطقة سوران الآمنة نسبياً التي يسيطر عليها الاتحاد الوطني الكردستاني. وقالت «حريت» ان طائرات حربية تركية من طراز «اف - 16» تنطلق من ديار بكر وتشن غارات جوية في الليل،

للمرة الاولى. في غضون ذلك اجتمع زعيم الحزب الديمقراطي الكردستاني مسعود بارزاني وزعيم الاتحاد الوطني الكردستاني جلال طالباني امس في انقرة للبحث في تنفيذ اتفاق تقاسم السلطة والعوائد المالية الذي وقع في واشنطن في 17 ايلول (سبتمبر) الماضي برعاية الولايات المتحدة.

والتقى بارزاني الموجود في تركيا منذ الثلاثاء الماضي مع مسؤولين في الحكومة وقادة عسكريين لتهدئة مخاوفهم من احتمال قيام دولة كردية منفصلة في شمال العراق. وبرغم انه قال ان العراقيين الاكراد يصرون على «حقوق فيديرالية» إلا انه اكد انه لا يمكن قيام فيديرالية إلا بالتفاوض مع حكومة العراق

المركزية، وبعد ان تكون للعراق حكومة ديموقراطية. وقال هوشيار زيباري الناطق باسم بارزاني ان «الزعيمين اكدوا أهمية العمل معاً لإرساء السلام والاستقرار في شمال العراق». وبموجب الاتفاق يعتزم الفصيلان انشاء إدارة مشتركة للمنطقة الجبلية تنتخب في تموز (يوليو) 1999.

طهران تنتقد تأكيد أنقرة استخدام حزب العمال الأراضى الإيرانية

□ طهران - «الحياة»

■ انتقدت وزارة الخارجية الإيرانية وزير الدفاع التركي عصمت سزغين واتهمته بالتدخل في الشؤون الداخلية لإيران. ورفضت طهران بشدة تصريحات أدلى بها الوزير التركي أخيراً في شأن اتخاذ عناصر حزب العمال الكردستاني

الأراضى الإيرانية منطلقاً لهجمات ضد القوات التركية. ووصفت هذه التصريحات بأنها «ادعاءات واهية». وقال الناطق باسم وزارة الخارجية الإيرانية محمود حمدي في بيان تلقت «الحياة» نسخة عنه ان «مواقف وزير الدفاع التركي تبعث على الأسف».

ونفى حمدي «المزاعم عن قيام المعارضين الأتراك بعمليات مسلحة انطلاقاً من الأراضى الإيرانية».

وشدد على ان «مواقف سزغين تعتبر نوعاً من التدخل في الشؤون الداخلية لإيران، وهي لا تتسجم مع وضع العلاقات القائمة بين البلدين». وأشار إلى اللجنة الأمنية التركية - الإيرانية، وقال انها «الموقع المناسب لطرح المسائل الأمنية، وكل استخدام اعلامي لترويج ادعاءات واهية هو عمل غير مبدئي».

AL HAYAT TUESDAY

12 NOVEMBER,

اختتم محادثاته مع المسؤولين الأتراك معلناً فتح صفحة جديدة مع أنقرة

طالباني يأمل بنهاية سلمية للأزمة بين بغداد وواشنطن

□ أنقرة - رشيد غيورديليك

وأضاف طالباني: «بغداد يجب ان تحل هذه المشكلة مع الأمم المتحدة بالطرق الدبلوماسية والسياسية ويجب ألا تعطي «الحياة» امس انه يأمل بنهاية سلمية للمواجهة الحالية بين العراق والولايات المتحدة».

غير ان مصادر كردية عراقية عبرت عن خشيتها من احتمال أن تؤدي ضربات أميركية محتملة الى اندفاع عسكري عراقي الى المناطق الكردية في الشمال. وقال الزعيم الكردي في مقابلة قصيرة مع «الحياة» بعد محادثاته مع زعماء الحكومة التركية والقادة العسكريين الأتراك وديبلوماسيين غربيين في أنقرة: «نحن لا نؤيد مواجهة عسكرية وضربات عسكرية. نعتقد بان نظام الحكم العراقي يجب ان يتقيد بقرارات الأمم المتحدة ويحترم الاتفاق مع (الأمين العام للأمم المتحدة) كوفي انان».

كردية ان المبالغة في شدة الضربات العسكرية قد تدفع طمانة تركيا وتبديد مخاوفها من الزعامة العراقية الى ارسال قوات الى المنطقة الكردية. وقال احد المصادر: «ثمة أميركية. وصرح اجاويد بعد اشاعات عن تحضيرات في بغداد للزحف الى السليمانية ودهوك راضية عن تفسيرات الزعيمين وزاخو بحجة حماية خط أنابيب النفط (الممتد من كركوك الى يومورتاليك). وزاد المصدر ان غير مباشر الى بغداد، مشيراً الى الأكراد سيحاولون المقاومة بكل تقارير عن منحها ملجأ لمقاتلي ما لديهم من وسائل محدودة إذا حزب العمال الكردستاني. وقال: «الاجراءات التي اتخذناها ضد

واختتم طالباني محادثاته امس باجتماع مع رئيس الوزراء التركي مسعود يلماز الذي قال ان تركيا عازمة على تثبيت الاستقرار «الضرورية».

في شمال العراق «والذي يعد اخراج مقاتلي حزب العمال التركي من الأهمية متزايد لثن عمليات عسكرية بالنسبة اليه». وأكد نائب رئيس الوزراء التركي بولند اجاويد نجاح

محادثاته مع اجاويد ساعدت في فتح صفحة جديدة في العلاقات التي كانت متوترة بين تركيا والاتحاد الوطني الكردستاني. وأضاف ان المحادثات ساعدت أيضاً في تبديد مخاوف تركيا من «الفيديرالية» التي قال انها ليست شيئاً للمستقبل القريب وانما امر لا يتحقق الا في اطار عراقي ديموقراطي وفي ظل حكومة منتخبة ديموقراطياً.

وقال طالباني لـ «الحياة» انه غير متفائل: «لا اعتقد بان نظام الحكم الحالي مستعد للاعتراف بالفيديرالية. اعتقد انه مستعد فقط للاعتراف بالحكم الذاتي الذي هو غير مقبول لدى الأكراد. واقع الامر ان التطهير العرقي في كركوك ومخمور وخانقين هو العقبة الرئيسية في طريق اتفاق (مع بغداد) ولا يوجد تغيير في عقلية الحكومة في بغداد».

وقال نائب رئيس الوزراء الاسرائيلي: «وأوضح المسؤول ان «الآلية الوحيدة التي اتفق عليها الطرفان السوري والتركي تضمنت تعيين مسؤولين امينين في السفارتين (في انقرة ودمشق) واقامة خط ساخن بين السلطات الأمنية». وأن هذه الآلية «لم تتضمن زيارة مفتشين اترك سوريت للتأكد من إغلاق معسكرات حزب العمال، لأن هذا الأمر يمس السيادة ولا يمكن سورية ان تعطي أي شيء يمس السيادة». ونفى ان تكون دمشق «وعدت بتسليم عناصر حزب العمال الى تركيا لأن هؤلاء سوريون واعتقلوا لانتمائهم الى حزب محظور، ولا يمكن سورية ان تسلم مواطنيها الى بلد آخر بل سيحاكمون وفق القوانين السورية».

AL HAYAT FRIDAY 13 NOVEMBER, 1998

مسؤول سوري لـ «الحياة»:

لن نسلم تركيا معتقلين من «الكردستاني»

□ دمشق - ابراهيم حميدي

■ أكد مسؤول سوري رفيع المستوى لـ «الحياة» ان بلاده «لم تقدم الى تركيا أي شيء يمس السيادة» خلال المفاوضات الأمنية لنزع فتيل الأزمة بين البلدين، وان «الخط الساخن» بدأ العمل بين السلطات الأمنية التركية والسورية. ونفى ان تكون بلاده تعهدت تسليم عناصر من حزب العمال الكردستاني (بزعماء عبدالله أوجلان) معتقلين في

السجون السورية، أو «وقف حشد المواقف العربية والاسلامية ضد التحالف العسكري» بين أنقرة وتل ابيب. وزاد: «لا يمكن دمشق ان تسلم مواطنيها الى بلد آخر». وأشار المسؤول الى ان أحد المواضيع التي وضعها وزير الخارجية السوري فاروق الشرع على جدول أعمال اجتماع وزراء خارجية دول «اعلان دمشق» هو «التحالف العسكري التركي - الاسرائيلي». وأوضح المسؤول ان «الآلية الوحيدة التي اتفق عليها الطرفان السوري والتركي تضمنت تعيين مسؤولين امينين في السفارتين (في انقرة ودمشق) واقامة خط ساخن بين السلطات الأمنية». وأن هذه الآلية «لم تتضمن زيارة مفتشين اترك سوريت للتأكد من إغلاق معسكرات حزب العمال، لأن هذا الأمر يمس السيادة ولا يمكن سورية ان تعطي أي شيء يمس السيادة». ونفى ان تكون دمشق «وعدت بتسليم عناصر حزب العمال الى تركيا لأن هؤلاء سوريون واعتقلوا لانتمائهم الى حزب محظور، ولا يمكن سورية ان تسلم مواطنيها الى بلد آخر بل سيحاكمون وفق القوانين السورية».

تركيا وسورية: أزمة من دون معنى!

من السياسة الخارجية التركية تحت عنوان «المنافرة»، أو «تحويل الانتباه»، فيما ان اولويات الدولة بوضوح هي ارساء أسس سياسية للنمو الاقتصادي والازدهار. لكن متطلبات نظام كهذا صعبة المثال، إذ تتضمن تسوية مع الاقلية الكردية، وحكومة نزيهة يقيدها القانون، ومؤسسة عسكرية بعيدة عن السياسة.

أما عن «الخطر» الذي يعقله الاسلام السياسي في تركيا، فإن التحدي الأكبر لمستقبل تركيا يأتي من استخدام العنف لكتفها. فالحقيقة المؤسفة هي ان السياسيين الذين يزايدون على بعضهم في الادعاء بالورع والتقوى يخفون عادة بواقفهم الحقيقية التي لا علاقة لها بالقيم الروحية، وهو امر يصح على الولايات المتحدة كما على كل انحاء العالم، من ضمنه العالم الاسلامي. ومادامت الفئات مستعدة لانترام اصول العمل السياسي المتحضر، أي تسلم الحكم ديموقراطياً ومغابرة بالطريقة نفسها، فإن الضرر من وصول هذه الفئات الى السلطة والفتوح رباؤها ومن ثم اخراجها ديموقراطياً اقل فتوح رباؤها ومن ثم تحويل قادتها الى ضحايا أو شهداء. فهذا الوضع الاخير هو ما ادى في ايران بعد 1979 الى قيام السلطة المطلقة التي لا يقيدها أي اعتبار ديموقراطي.

في مجال العلاقات التركية - السورية، على الطرفين التصرف بالكثير من المسؤولية وضبط النفس. وينبغي لأنقرة ان تتذكر ان اطلاق الحرب اسهل بكثير من وقفها ثم الاضطرار الى التعامل زمنياً طويلاً مع نتائجها الغير متوقعة. بالمقابل على سورية ان تتخلص من عقليتها السبعينات وتنتهي سياستها المتهوره في ابواب مرتكبي اعمال العنف في دول اخرى.

الحقيقة التي لا لبس فيها هي ان غزواً تركيا لسورية كان سيجعل تركيا في حال من العزلة الكاملة. وستعبر الولايات المتحدة عن القلق. وتتعقد الدول العربية مؤتمر قمة يعلن الاستنكار اللفظي، فيما يجمع ابطال حرب الشيشان ما يكفي من الدراهم لارسال برقية تعبر عن الصدمة والاستنكار. كل هذه المخاطرة، من أجل أقل من القليل. لماذا؟

* عضو اللجنة الاستشارية الوطنية التابعة لمجلس سياسة الشرق الأوسط في واشنطن. شريك في «أرميتاج وشركاؤه»، أرلينغتون، فرجينيا.

للعالم ما لديه من نضج سياسي واستقرار وموثوقية.

لا يعني هذا ان الشكاوى التركية لا تستند الى اساس. ولأنقرة الحق في انزعاجها من دعم دمشق لحزب العمال الكردستاني. وتبرز الأزمة الحالية ان دمشق في هذا المجال تخاطر بالكثير من دون أي أمل بمرجح، وهو ما يشابه الى حد ما سياستها في جنوب لبنان. ان غرض الدبابيس في جلد الفيل لعبة ممتعة للاعبها، كما أنها لا تضر كثيراً بالفيل، ولا خطر منها على اللاعب ما دام الفيل يختار التفاوضي عنها.

لكن لماذا قرر الفيل، في هذا الوقت بالذات، عدم التفاوضي؟ هناك عدد من الاحتمالات يتبادر الى الذهن، من بينها اثنان هما الأكثر شيوعاً: ان تركيا تستعمل الأزمة مع سورية للتعبير عن غضبها له المصالحة، بين اسرود العراق التي تمت تحت رعاية اميركا. او ان تركيا تخشى مدى التخوف الذي تحمله الى سورية العلاقة العسكرية مع اسرائيل. وليس هناك ما يدعو الى تكذيب أي من التفسيرين.

هناك قضايا اخرى ربما ساهمت في قرار تهديد سورية. من هذه الانتخابات التشريعية المقبلة وتساعد التوتر في قبرص. فالظاهر، فيما يخص الانتخابات، ان العسكريين مضمونون على منع عودة الفئات التي اخرجوها من السلطة عن طريق انقلابهم قبل اكثر من سنة. كما يرغب العسكريون بالتأكيد في صرف نظر الناخبين عن اعتقال رئيس بلدية اسطنبول الواسع الشعبية. وهل من وسيلة افضل لتحويل الانتباه عن خطر الحرب؟

أما عن قبرص فإن تركيا حجة قوية عندما تقول ان نشر الصواريخ الروسية المضادة للجو يشكل استفزازاً لها ويهدد استقرار المنطقة. لكن استعمال القوة لتدمير الصواريخ، او منع وصولها، او اتخاذ اي خطوات عسكرية مضادة بعد نشرها، سيؤدي الى تعبئة اللوبي اليوناني القوي في الولايات المتحدة وينسج الكثيرين من اعضاء الكونغرس على فرض العقوبات على تركيا. من هذا المنظور، هل دور حساسيات القيادة التركية على ان مواجعتها الصاخبة مع سورية ستكسبها مساندة اللوبي الاسرائيلي، الاقوى بكثير من اليوناني، وان هذا سيؤدي الى تاييدها في ما يخص قبرص؟ بكلمة اخرى، هل ان المواجعة مع سورية، التي لا تحظى بأي تعاطف في الكونغرس، مناورة لتحقيق مكسب في قبرص؟ المؤسف ان في امكاننا ادراج الكثير

فردريك هوف *

■ تهديد تركيا بغزو سورية بسبب قضايا الاكراد والاسكندرون والمياه بين، من جهة، قوة تركيا، وضعفها من الجهة الثانية. ان وزن تركيا وتماسك مؤسساتها العسكرية، التي تشكل العمود الفقري للبلاد، يجعلها قوة اقليمية كبيرة الأهمية. لكن نجد في الوقت نفسه ان تعاطف الدور الذي تلعبه المؤسسة العسكرية في الشؤون الداخلية يضعف النظام الديموقراطي ويعرض للخطر الثقافة السياسية العلمانية التي تكرس المؤسسة نفسها ل حمايتها. ان التهديد الذي وجه الى سورية لاسرود وخطير، وقد يشغل تركيا عن قضايا اساسية. بعد 75 سنة من زوال الخلافة العثمانية لا يزال الكثير من المناطق التي كانت خاضعة لاسطنبول تبحث عن صيغة لشريعة سياسية قابلة للدوام. أي ان السؤال: «ماذا يمكن ان يحل محل الخلافة العثمانية؟» لا يزال حتى الآن من دون جواب نهائي. ويمكن القول ان لبنان اصبح، صورة مصغرة للامبراطورية العثمانية، لكن مع فرق واحد (هو ما جلب الدمار الى لبنان)، هو الافتقار الى «سلطان». الانطباع العام ان هذا البحث عن الشرعية في مرحلة ما بعد الخلافة اقتصر على الدول العربية، لكن يبدو الآن ان تركيا نفسها تدخل هذه المرحلة المضطربة، مرحلة البحث عن الهوية السياسية.

من الجائز الآن ان صيغة كمال اتاتورك، أي الدولة التركية العلمانية المتجهة الى الغرب، هي مرحلة انتقالية وليس وجهة نهائية. ان المؤسسة العسكرية التركية، التي كانت كفاتها المهنية دوما موضع اعجاب دول حلف الاطلسي، تعرض الازمة الاتاتوركجي الى الخطر، عن طريق الفشل في التوصل الى تسوية للقضية الكردية، ومعاملة الاسلام السياسي على انه المرض بدل كونه عرضاً من الاعراض، واتخاذ سياسة التهديد العسكري تجاه كل الدول المجاورة تقريباً. ان من الصعب ان نتصور ان هجوماً تركيا على سورية سيخدم مصالح انقرة، مثلاً فيما يخص قبولها في الاتحاد الاوروبي، او في طموحها لتكون الحسب الرئيسي لنفط بحر قزوين، ناهيك عن نفوذها ضمن حلف الاطلسي. وليس من المعقول ان تكون لغامرة عسكرية كهذه الاولوية بالنسبة الى بلد يريد ان يظهر

ايطاليا: خلافات حادة في شأن اوجلان تهدد الائتلاف الحاكم

الخميس الماضي في مطار روما قادماً من موسكو، وتقدم بطلب رسمي للجوء السياسي.

وتباينت آراء الأحزاب الخمسة التي تقود التحالف في شأن الطلب التركي بتسليم عبدالله اوجلان.

وايد منح اللجوء السياسي للزعيم الكردي الحزب الشيوعي، وجماعة الخضر المشاركان باربعة

□ روما - موسى الخميسي

■ يواجهه رئيس الوزراء الايطالي ماسيمو دالما اول تحدٍ يهدد بانفراط الائتلاف الحكومي بسبب الخلاف في شأن زعيم حزب العمال الكردستاني عبدالله اوجلان الذي الفت السلطات الامنية الايطالية القبض عليه ليلة

المعقول تسليم اوجلان الذي يواجه حكم الاعدام في تركيا. وتجمع امس (السبت) المثات من المواطنين الاكراد القادمين من انحاء ايطاليا واوروبا امام مبنى وزارة العدل وسط العاصمة الايطالية واعلنوا انهم سيقومون بتظاهرة سلمية كبيرة اليوم الاحد للإعراب عن تضامنهم مع الزعيم الكردي، ولتطالب الحكومة الايطالية بعدم تسليم زعيمهم الى الحكومة التركية.

وفي اتصال هاتفي مع «الحياة»، أكد جوليانو بيزابيا، محامي اوجلان ان «القضية قضائية ولا علاقة للسياسيين بها». وعن طلب تركيا تسليمها اوجلان، أكد بيزابيا ان «تسليم المطلوبين الى تركيا يعارض والقوانين السائدة في ايطاليا، بسبب وجود حكم الاعدام».

وزارات في حكومة الائتلاف، في حين ابدى زعماء حزب اتحاد الديموقراطيين معارضتهم، ولم يحدد حزب اليسار الديموقراطي الذي يقود التحالف موقفه الرسمي من هذه القضية التي وصفتها اجهزة الإعلام الايطالية بانها اشبه بالسير على الجمر.

ولم يقدم وزير العدل الايطالي اوليفيرو ديلبيريتو، وهو شيوعي أي إيضاح للطلب التركي، إلا انه بين بان القضية تحتاج الى دراسة وتقويم. في حين أكد وكيل وزارة العدل فرانكو كورليونو ان قضية زعيم حزب العمال الكردستاني «معددة وتتعلق بحياة انسان»، ووضح كورليونو وهو من جماعة الخضر التي ساندت مع الشيوعيين الايطاليين نضال حزب العمال الكردستاني، ان «من غير

عمليات انتحارية واعتصامات للأكراد في أنحاء العالم

روما: داليفا يرفض «الابتزاز» ويغلق الباب أمام تسليم أوجلان

□ روما - موسى الخميسي
□ انقره، موسكو -
«الحياة»

■ رفض رئيس الوزراء الإيطالي ماسيمو داليفا ما وصفه بـ «الابتزاز» من أي جهة، في ما يتعلق بطلب تركيا تسليمها زعيم حزب العمال الكردستاني عبدالله أوجلان، وجاء كلامه في جلسة برلمانية خصصت أمس للبحث في قضية أوجلان، أكد خلالها أن القوانين الإيطالية لا تسمح بتسليم الزعيم الكردي إلى بلد يطبق عقوبة الإعدام. وعكس التوجه إذ وصف زعيم «رابطة الشمال» ومبرتو بوسي أوجلان بأنه «بطل من أبطال العصر يجب الدفاع عنه».

وظهر أمس تنسيق الماني - إيطالي جبال القضيبة إثر محادثات أجرتها وزيرة الداخلية الإيطالية روزا روسي بيرقولينو

مع نظيرها الألماني جوشكا فيشر، صرحت على أثرها بأن الحكومة الألمانية «تبدى تفهماً كبيراً للموقف الإيطالي»، ولا تنوي التقدم بطلب لتسليمها أوجلان الذي كانت صدرت بحقه مذكرة توقيف المانية.

وسعى الرئيس التركي سليمان ديميريل إلى تأكيد أن أوجلان سيحظى بمحاكمة نزيهة في حال سلمته إيطاليا إلى انقره. وراى ديميريل الذي زار العاصمة النمساوية فيينا أمس ان «لا مشكلة كردية في تركيا بل مشكلة مشتركة مع الإرهاب» محاولاً انزعاج الطابع السياسي عن قضية أوجلان.

وجاء ذلك في وقت صعد الأكراد في أنحاء العالم تحركاتهم للمطالبة بمنح اللجوء السياسي في إيطاليا لأوجلان وعدم تسليمه إلى تركيا. ونظموا أمام مستشفى تشيليو العسكري في روما

مهرجاناً ضخماً قدر عدد المشاركين فيه بسبعة آلاف شخص. وفي الوقت نفسه، شهدت اسطنبول تظاهرة تانيد لأوجلان اعترضها متطرفون اترك فيما اقدمت امرأة من انصار الزعيم الكردي على تفجير عبوة ناسفة ربطتها الى جسمها امام مركز الليك التركي في منطقة بوكسيكوفيا قرب الحدود مع ايران فقتلت على الفور واصيب مئيدان وعسكريان بجروح. ونظم معتقلون من انصار أوجلان اضطرابات في السجون التركية.

وفي موسكو، تدخلت الشرطة لمنع كرديين من الانتحار أمام مقر مجلس النواب احتجاجاً على مطاردة زعيم الكردستاني، ونقل الاثنان الى المستشفى بعدما قاما بسكب الوقود على ملابسهما واضرما النار فيها وهما يهتفان «يحيا أوجلان».

وواصل حوالي ١٥٠ كردياً في قبرص اضراباً عن الطعام لليوم الرابع على التوالي اسماً تاييداً لأوجلان، ما اضطر الشرطة الى نقل بعضهم الى المستشفى وبينهم نساء واطفال. وواصل الأكراد في لبنان اضرابهم عن الطعام الذي بدأه قبل يومين. وأبدى وزير شؤون المهجرين وليد جنبلاط تأييده لمطلبهم خلال زيارة تفقدية لهم أمس.

ومثل زعيم الكردستاني امام المحققين في روما أمس وأكد انه ضد الإرهاب، وانه وشعبه «ضحايا الإرهاب التركي» الذي يجرمهم حقوقهم في تقرير المصير. وأكد رداً على استيضاح من جانب ممثل النيابة العامة انه «يطلب اللجوء في إيطاليا ولا يريد ان يسلم الى أي دولة أخرى».

وفي مجلس النواب الإيطالي، قدم داليفا مبررات لاعطاء أوجلان حق اللجوء السياسي على اساس ان تركيا تطبق عقوبة الإعدام. ودعا انقره الى «معالجة المسألة الكردية بالسبل السياسية والتفاوض والاعتداء بنموذجي القضية الأيرلندية والباسك في اسبانيا».

وأشار رئيس الوزراء الإيطالي إلى ان فرنسا اعطت اللجوء السياسي لطلوبين لدى القضاء الإيطالي واعتبر ان هذه الخطوة هي «تقليد اوروبي كبير ولا تشكل عملاً عدائياً ضد تركيا لكنها احترام لقوانيننا وقيمنا». ورحب بالواقع الجديد الذي عبر عنه أوجلان في رغبته نذب الإرهاب.

رابع لقاء بين خدام وطالباني يركز على تصورات اميركا المستقبل العراق

□ دمشق - ابراهيم حميدي

■ تابع زعيم الاتحاد الوطني الكردستاني جلال طالباني أمس محادثاته مع المسؤولين السوريين واجتمع مع نائب الرئيس السوري السيد عبدالحليم خدام للمرة الرابعة منذ بدء زيارته لدمشق الخميس الماضي. وأوضح ممثل الاتحاد في دمشق السيد دانا مجيد لـ «الحياة» ان المحادثات تناولت «تطورات الأزمة بين العراق والامم المتحدة، والعلاقات

بين سورية والاتحاد» مشيراً إلى ان طالباني اطلع خدام على «تفاصيل اتفاق واشنطن» الذي وقع في ايلول (سبتمبر) بين طالباني وزعيم الحزب الديموقراطي الكردستاني مسعود بارزاني، برعاية الادارة الاميركية. ووضحت مصادر عراقية لـ «الحياة» ان «تكتيف المحادثات بين خدام وطالباني يعود الى تغيير المعطيات بالنسبة الى الأزمة، والى رغبة سورية في الاطلاع من طالباني على التصورات الاميركية مستقبل

الوضع في العراق». وهذه اول زيارة لزعيم الاتحاد الى دمشق منذ الاقتتال بين حزب طالباني وبارزاني الذي بدأ في آب (اغسطس) ١٩٩٦، عندما «عاتب» الاتحاد المسؤولين السوريين بسبب عدم تقديم دعم له في مواجهة حزب بارزاني. واجتمع طالباني أيضاً مع الامين العام المساعد لحزب «البعث» السيد عبدالله الاحمر، وقادة الاحزاب العراقية المعارضة وممثلها. وقال بيان جبر ممثل «المجلس الأعلى للثورة الاسلامية

في العراق» (بزعامه محمد باقر الحكيم) ان لقاء طالباني تناول «البحث في مشروع ميداني للاطاحة بنظام صدام حسين». وزار طالباني اول من أمس السفارة التركية واجتمع مع السفير جينغ دوعاتبه والمستشار عمر اون هون. وقالت مصادر الاتحاد ان «تقارير الخارجية التركية الى السفارة تفيد ان زيارة طالباني الاخيرة لانقرة كانت ايجابية جداً» علماً ان تركيا انزعجت من توقيع اتفاق السلام بين بارزاني وطالباني.

يلماز يرفض لقاء داليفا في اسطنبول: «فليات الى انقره»

تركيا تعتقل ٧٠٠ من أنصار أوجلان وروما تحشد تأييداً أوروبياً

□ روما - موسى الخميسي
□ انقره، واشنطن -
«الحياة»

■ شنت انقره حملة ضد الأكراد وانصارهم واعتقلت ٧٠٠ شخصاً أمس فيما رفض رئيس الوزراء التركي مسعود يلماز

التجاوب مع رغبة نظيره الإيطالي ماسيمو داليفا عقد لقاء بينهما خلال زيارة الأخير لاسطنبول لحضور مباراة في كرة القدم بين

فريقي «يوفنتوس» الإيطالي و«غلطة سراي» التركي، في ٢٥ الشهر الجاري. وقال يلماز للصحافيين أمس: «إذا أراد التحالفات فليات الى انقره»، تعليقاً على رغبة داليفا التحدث معه في شأن زعيم حزب العمال الكردستاني عبدالله أوجلان الذي باتت روما تستعد لمنحه اللجوء السياسي بعد تعهده نذب العنف. وجاء كلام يلماز منسجماً مع التوتر الظاهر في الموقف التركي

«الديموقراطية للشعب، مراد بوزلاك وأكثر من ٧٠٠ آخرين كانوا اضربوا عن الطعام تعبيراً عن تأييدهم لأوجلان. وأوعزت السلطات التركية الى شركات السياحة المحلية مقاطعة ايطاليا، ما حدا بعدد منها الى الغاء رحلات الى هناك.

الاميركية جيمس روبن مساء اول من امس. لكنها في الوقت نفسه، حضت تركيا على اتخاذ اجراءات لضمان حقوق الانسان في اراضيها. وفي غضون ذلك، صععدت انقرة حملتها ضد انصار اوجلان. واعتقلت زعيم حزب

الداعية الى تسليم اوجلان الى انقرة حيث يواجه عقوبة الاعدام لاتهامه باعمال ارهابية. وشككت واشنطن في صدقية اعلان اوجلان نبذ العنف على اساس انه «سبق له وأعلن ذلك ثم عاد عن مواقفه»، حسبما ورد على لسان الناطق باسم الخارجية

نتيجة رفض ايطاليا تسليمه الى تركيا وسعيها الى حشد تايبيد اوروبي لموقفها الداعي الى معالجة القضية الكردية عبر مؤتمر دولي. وفي الوقت نفسه، ابدت اميركا تايبيدها للموقف التركي واعلنت انها ابليت الحكومة الايطالية بوجهة نظرها

AL HAYAT FRIDAY 20 NOVEMBER, 1998



ذاكرة القرن العشرين

٢٠ تشرين الثاني (نوفمبر) ١٩٤٥

الأكرد مستقلون وأحرار في جمهورية ماهاباد

■ قبل ذلك بأشهر قليلة كانت أصوات المدافع قد تعالت في سماء طهران معلنة انتهاء الحرب العالمية الثانية، التي كانت شريحة كاملة من الإيرانيين - هي الشريحة المرتبطة بسلطة الشاه - اعتبرتها واحدة من أخطر المراحل التي مرت على إيران في تاريخها. إذ صاحب سنوات تلك الحرب قلق وتغيرات أساسية، ناهيك عن تنازل الشاه رضا عن الحكم لابنه محمد رضا شاه، بعد أن أجبره الحلفاء على ذلك عقاباً له لناصرته المانيا. بعد ذلك رحل رضا شاه، وسارت الحرب الى نهاية. وأحس الإيرانيون أن بإمكانهم أن يعودوا إلى حياتهم الطبيعية وأن يستأنفوا النمو الذي بدأوه، وأن يكملوا مسيرة رضا شاه نحو التقدم وما إلى ذلك.

غير أن حسابات ذلك الحقل لم تنطبق على حسابات البيدر. فالواقع أنه في الوقت نفسه الذي خيل فيه للإيرانيين أن مشاكلهم العويصة انتهت مع انتهاء الحرب، بدأت سلسلة من المشاكل الجديدة. وهذه المشاكل كانت ذات سمات داخلية، لكنها كانت - في حقيقة أمرها - ذات أبعاد خارجية. إذ حين أعلن الأكرد عن انفصالهم في «کردستان» عن السلطة المركزية، وحين ثارت أذربيجان الإيرانية منفصلة بدورها عن حكومة طهران، متخذة من تبريز عاصمة لدولة خاصة بها، كان من الواضح أن «تطلعات الانفصاليين الداخليين» تتلاقى ما هنا، مع تطلعات قوة خارجية معينة هي الاتحاد السوفياتي الذي، انطلاقاً من يالطا، كما من المآثر التي حققها خلال معارك الحرب ومن تحالفه مع الإنكليز، رأى أن في امكانه أخيراً أن يلعب ورقته الأساسية في السياسة الداخلية لإيران، أملاً في أن يستولي على هذا البلد بالتدرج، ويحقق حلم القياصرة القديم بالوصول إلى المياه الدافئة.

في العشرين من تشرين الثاني (نوفمبر) ١٩٤٥، أي بعد ثلاثة أشهر من إحساس الإيرانيين بعودة السلام والوحدة إلى ربوع بلادهم، أعلنت ماهاباد، الجمهورية الكردية الانفصالية في الشمال الإيراني، وصار بإمكان أكرد المنطقة أن يعلنوا أمام العالم أجمع، وبكل فخر أن «ليس ثمة أي جيش تابع لأية سلطة أجنبية» في ماهاباد. وكانوا يعنون بهذا، أمرين: من ناحية أنهم حققوا «استقلالهم الوطني» بأنفسهم، ومن ناحية ثانية ان الجيش الإيراني انسحب كلياً.

لغة رسمية، إضافة إلى أن يكون الموظفون في المناطق الكردية من الأكرد أبناء تلك المناطق، إضافة أيضاً إلى سلسلة من الإصلاحات الاجتماعية. في ذلك الحين لم تكن المسألة المطروحة مسألة الاستقلال التام عن الدولة المركزية في طهران، وكان زعيم الحركة الكردية مثقفاً ورجل دين محترماً يدعى غازي محمد ولكن بعد ذلك بفترة أمام النجاحات التي تحققت في ماهاباد، وأمام الدعم الذي قدمه الاتحاد السوفياتي، تحولت المسألة من مسألة إصلاحات وحكم ذاتي إلى مسألة استقلال تام.

والحال ان الحلم الكردي الذي تمثل في «جمهورية ماهاباد» لم يعمر طويلاً، كما لم تعمر أطول أي من تلك المحاولات الاستقلالية في شمال إيران، وذلك لأن الاتحاد السوفياتي سرعان ما بدأ يفاوض، وبدأ يتخلى عن حمايته للانفصاليين بالتدرج. وهكذا، بفضل ضغوط بريطانية، ومناورات دبلوماسية قادها الوزير الإيراني غافام الذي زار موسكو لتلك الغاية، انتهى الحلم الكردي، وتأجل تأسيس الوطن الذي به حلم الأكرد طويلاً

إبراهيم العريس

وغير بعيد عن ماهاباد، وفي منطقة سادها الشعور الوطني والفرح لاول مرة منذ زمن طويل، تمكنت جماعات كردية استقلالية هي الأخرى من السيطرة على مدينة سراب الصغيرة.

بقي أن نذكر أنه قبل ذلك بأسابيع، كان زعيم كردي كبير هو مصطفى البارزاني (الصورة) ترك كردستان العراقية مع نحو ألفين من أبناء شعبه (رجالاً ونساءً وأطفالاً) متوجهين إلى الجانب الإيراني من الوطن الكردي. ووراء ذلك كله كانت هناك موسكو بالطبع، ورغبة موسكو في أن تكون عراية العديد من الانشقاقات الإيرانية. إذ تحت رعاية موسكو كان أكرد إيران، كما هي حال مجموعات من أكرد العراق، قد انتظموا ليؤسسوا «حزب كردستان الديموقراطي» الذي حل في العمل السياسي، على ذلك النحو، محل «كومالا» وهي حركة وطنية كانت مجموعة من المثقفين الأكرد أسستها في العام ١٩٤٢.

تأسيس الحزب الجديد، كان يأخذ في اعتباره أن العمل الكردي بات بحاجة لأن يخرج من دوائر المثقفين الضيقة، ليدخل في صلب التحرك الجماهيري. ومن هنا كان أول ما راح الحزب ينادي به فور تأسيسه، الحصول على الحكم الذاتي، والاعتراف باللغة الكردية

'تعهدنا للأتراك حماية حدودنا في مواجهة حزب اوجلان'

طالباني لـ "الحياة" : ليس لدى واشنطن مخطط لتغيير النظام العراقي

□ دمشق - ابراهيم حميدي



■ أكد زعيم الاتحاد الوطني الكردستاني السيد جلال طالباني وجود «رغبة جديدة» لدى الأميركيين في «إزاحة» نظام الرئيس صدام حسين لكن كيفية تنفيذ هذه الرغبة ليست واضحة وليست مقررة حتى الآن. وأوضح في حديث إلى «الحياة» أن ليس هناك «مخطط اميركي» نافياً أي اتصالات بالاميركيين للمشاركة في أي «خطة» في هذا المجال. وقال ان الاميركيين «نصحونا بعدم استفزاز النظام العراقي».

وقال طالباني انه تعهد وزعيم الحزب الديموقراطي الكردستاني مسعود بارزاني للمسؤولين الأتراك «حماية حدودنا كأي نظام يحترم نفسه» وعدم السماح لحزب العمال الكردستاني بزعامة عبدالله اوجلان باتخاذ كردستان العراق قواعد عسكرية ضد تركيا.

وكان طالباني يتحدث في ختام زيارة لدمشق هي الاولى منذ سنتين. وقال ان العلاقات بين حزبه وسورية «جيدة جداً» وان لقاءاته الأربعة مع نائب الرئيس السيد عبدالحليم خدام أدت إلى «تمتين هذه العلاقات وتطورها» مشيراً إلى ان الطرفين «ضد ضربة عسكرية للعراق» وان «الحل السياسي يرتكز إلى ركنين: عدم توجيه ضربة» و«امتثال العراق للقرارات الدولية». وأكد الاتفاق مع المسؤولين السوريين على الوقوف ضد «أي مشروع خارجي أو مؤامرة خارجية» بسبب الإقتناع بان «الضربات العسكرية لن تؤدي إلى تغيير في العراق بل إلى زيادة معاناة شعبه».

وقال رداً على سؤال: «هناك مشروع اميركي وليس هناك مخطط اميركي» للتغيير في بغداد. ذلك ان «الكونغرس أقر أخيراً مشروع العمل لتحرير العراق» وبعدها وقعه الرئيس بيل كلينتون صار قانوناً ملزماً للإدارة الأميركية. ونصت المادة الأولى من هذا القانون على ازالة الديكتاتورية وإقامة بديل ديموقراطي في العراق. ونص أيضاً على مواد للمساعدة العسكرية والمالية. وأعرب عن اقتناعه بعدم وجود «مخطط اميركي محدد لإسقاط النظام الديكتاتوري في العراق» أي ان الأميركيين غير متفقين على آلية إسقاط النظام.

وسئل هل بحث المسؤولون الأميركيون معه في «أي آلية» خلال توقيع اتفاق السلام مع بارزاني في واشنطن منتصف ايلول (سبتمبر) الماضي، فأجاب: «لم يتطرقوا معنا إلى أي مشروع لإسقاط النظام» بل العكس، «نصحونا بعدم استفزاز (النظام) العراقي» ولم يجر بحث موضوع الإسقاط أو موضوع التحالف معنا

عسكرية ضد هذه الدول وضد تركيا. وزاد ان «تنفيذ ذلك متروك لنا».

وسئل أيضاً هل هذا يعني انكم أصبحتم في جبهة واحدة مع الأتراك ضد حزب العمال فأجاب: «إنني أرفض هذه الصيغة. نحن والحزب الديموقراطي تعهدنا أننا سنحامي حدود بلادنا كأي نظام يحترم نفسه. لا توجد دولة تقبل بان تأتي قوة مسلحة على أرضها وتقاتل في بلد آخر. وهذا مغاير للقانون الدولي وحكم الجوار ومنطق الأمن والتعايش السلمي». وتابع: «المطلوب منا ليس ان نقاتل مع تركيا بل ان نضمن سلامة الحدود التي نسيطر عليها».

وكان حزبا طالباني ووجلان يرتبطان بعلاقات جيدة في مواجهة حزب بارزاني، لكن العلاقات جمدت في الأشهر الأخيرة. وقال زعيم الاتحاد: «إذا سمحنا بقواعد عسكرية لحزب العمال في كردستان العراق ضد تركيا يجب ان نسمح للجيش التركي بان يدخل بلادنا ضد هذه القواعد» لافتاً إلى ان الأتراك قدموا تظفيبات بعدم التوغل في شمال العراق إذا استطعنا ضمان أمن الحدود الأيرانية - العراقية والتركية - العراقية. وأضاف: «نطاق عملنا هو كردستان العراق ومشروعنا ينتهي عند الحدود العراقية» ولسنا حزبا كردستانياً ايرانياً أو تركيا، وبالتالي يجب ان تكون ساحة حزب العمال كردستان تركيا وليس كردستان العراق».

وسئل طالباني هل انتقال اوجلان إلى أوروبا يخدم القضية الكردية، فأعتبر ذلك «يتوقف على نتيجة العمل. إذا سلم اوجلان إلى تركيا فهذه ضربة كبيرة للحركة التي يقودها» وإذا أعطى اللجوء السياسي فهذه مسألة ثانية. ورأى ان وصول اوجلان إلى روما «أثار المسألة الكردية في أوروبا» ولا أدري إذا كان ذلك في خدمة القضية أو يضرها، مذكراً بان «المصالحة الكردية أبرزت القضية الكردية على طاولة جميع رؤساء الدول الأوروبية».

في طهران («الحياة») قال ممثل الاتحاد الوطني الكردستاني بهروز كلالي لـ «الحياة» إن طالباني سليلتي غداً الرئيس السوري حافظ الأسد ثم يزور إيران الاثني بعدما كان مقرراً أن يصل إليها اليوم.

وأشار إلى ان طالباني «اضطر إلى تأجيل زيارته لطهران بسبب لقائه الأسد». واعتبر كلالي ان «الاتحاد الوطني ينظر بأهمية إلى هذا اللقاء الذي يؤكد عمق العلاقات بين سورية والاتحاد».

وتكر ان طالباني سليلتي في طهران مسؤولين إيرانيين وأوساطاً دبلوماسية أوروبية وعربية كي يطلعها على حيثيات اتفاق المصالحة مع بارزاني.

ضد الحكومة العراقية أبداً. وتابع ان المسؤولين الأميركيين «ركزوا على ضرورة تطبيق الاتفاق وعندما نفذوه وجعل كردستان العراق نموذجاً للديموقراطية والازدهار والتنمية» سيكون ذلك نموذجاً لسائر أنحاء العراق، وسيشجع العراقيين على المطالبة بالديموقراطية وحقوق الإنسان».

لكن زعيم الاتحاد لاحظ ان الإدارة الأميركية بدأت في الأيام الأخيرة «تحدث لغة جديدة» إذ ان الرئيس الأميركي قال لأول مرة: نريد إزاحة نظام صدام وإقامة بديل ديموقراطي، وقال انه يريد ان يدعم المعارضة العراقية بخاصة المعارضة الكردية. هذه كلمات (صارت) جيدة لكن كيفية تنفيذ هذه الرغبة ليست واضحة وليست مقررة حتى الآن».

وسئل هل اجرت واشنطن اتصالات معه بعد المستجدات الاخيرة فقال: «لم يجر أي اتصال بنا» حول هذا الموضوع. لكنه لفت إلى ان اجتماعات ستعقد الشهر المقبل في انقرة أو في لندن أو شمال العراق «ستركز على ضرورة الإسراع في تطبيق اتفاق المصالحة في واشنطن».

ورأى طالباني في حضور الأتراك هذه الاجتماعات «مؤشراً إلى تغيير الموقف التركي من اتفاق واشنطن» لافتاً إلى ان التغيير حصل بعد «التطمينات» التي قدمها وبارزاني إلى انقرة، بما فيها «منع اتخاذ (حزب العمال) كردستان العراق قواعد عسكرية ضد تركيا وبعبارة صريحة تأمين حماية الحدود التركية والأيرانية ومنع أي حزب بما في ذلك حزب العمال من اتخاذ كردستان العراق قواعد

واشنطن تنصح روما بالتعاون مع أنقرة وبون

أوجلان يكشف ملامح انتقاله الى موسكو

□ واشنطن -

رفيق خليل الملعوف
□ موسكو - «الحياة»

■ كشف الزعيم الكردي عبدالله أوجلان تفاصيل وصوله الى روسيا ومغادرتها وذكر ان «الموساد» الاسرائيلية رصدت وجوده فيها.

وقال في حديث الى صحيفة «كوميرسانت»، امس الثلاثاء انه غادر سورية في التاسع من الشهر الماضي واقام في منطقة اودينتسوفو بضواحي موسكو. وأضاف انه أجرى اتصالاً هاتفياً من هناك برصدته «الموساد» وأبلغت به الأتراك. وتابع انه تجول في عدد من مناطق روسيا ودول الكومنولث قبل توجهه الى روما، وقال انه حينما وصل الى مطارها كشف هويته وطلب اللجوء السياسي. وأكد ان القضية الكردية دخلت مرحلة سياسية جديدة. وقال ان حربه مستعد للتوصل الى حل سلمي، ولكنه حذر من ان «جيش تحرير كردستان (...) اثبت خلال الشهرين الاخيرين انه متمكن من

أداء مهمته». الى ذلك، جددت ادارة الرئيس بيل كلينتون امس دعوتها ايطاليا الى التعاون مع تركيا والمانيا للتوصل الى حل لقضية زعيم حزب العمال الكردستاني عبدالله أوجلان ضمن اقالته الى العدالة كونه يرأس منظمة موضوعية على قائمة الازهاب الاميركية. وكانت السلطات الايطالية اعتقلت أوجلان منتصف الشهر الحالي ورفضت تسليمه الى السلطات التركية التي طالبت باسترداده وتدرس حالياً اعطاءه حق اللجوء السياسي. وجاء التحرك الاميركي بعد التوتر الذي شهدته العلاقات بين روما وانقرة حول مصير أوجلان والتي باتت تهدد التعاون بين دول حلف شمال الاطلسي (الشق الجنوبي منه). وبدأت ادارة الرئيس كلينتون تؤيد الموقف التركي وتحض ايطاليا على تسليم أوجلان إما الى انقرة او الى المانيا التي سبق وأصدرت محكمة مذكرة توقيف بحق. وقال الناطق باسم وزارة

الاطيالية، وان نائبها ستروب باليوث الذي كان في المنطقة أيضاً قام باتصالات بهذا الشأن. وطرح روبن للمرة الأولى دوراً لمانيا يمكن ان تلعبه للخروج من المازق الراهن بين ايطاليا وتركيا. عندما قال ان الادارة تعمل عن كثب مع الدول الثلاث للتوصل الى حل يضمن احالة أوجلان الى العدالة. والمعروف ان الحكومة الالمانية مترددة في طلب استرداد أوجلان لمحاكمته نظراً الى وجود أعداد كبيرة من الأتراك الأكراد لديها. وأضاف روبن ان الاتصالات مع المانيا نابعة من وجود مذكرة توقيف المانية بحق أوجلان. والمعروف ان ايطاليا ترفض الآن تسليم أوجلان الى تركيا لشكوكها في مصداقية النظام القضائي هناك، ناهيك عن ان القساؤون يمنعونها من تسليم اي متهم الى دولة لديها قانون الإعدام وتركيا واحدة منها. ولا يستبعد مراقبون ان تقبل ايطاليا تسليم أوجلان الى المانيا اذا طلبت الأخيرة ذلك. وقال روبن ان الادارة تعتقد ان المطلوب «خلق أجواء» تؤدي الى محاكمة أوجلان، وتعرف ان «العواطف مستعرة لدى كل الأطراف في هذه القضية الحساسة والمؤلمة». وشدد على القول ان الادارة «مصممة على بذل كل ما في استطاعتها لتشجيع خلق جو يؤدي الى احالة (أوجلان) الى العدالة».

الخارجية جيمس روبن في بيان له بعد ظهر الإثنين ان الادارة تريد مرة اخرى تهنئة ايطاليا، على تحمل مسؤوليتها بالقبض على السيد أوجلان... وكما قلنا مراراً منذ ذلك الوقت، تريد الولايات المتحدة ان يحال أوجلان امام العدالة وبشكل يسد المتطلبات القانونية الدولية والمحلية للدول المعنية». وأضاف: «نعمل عن كثب مع كل من ايطاليا وتركيا والمانيا لمراجعة كل الخيارات». وشدد على القول ان حزب العمال هو منظمة ارهابية. وان المطلوب محاسبة أوجلان. وأضاف: «نعتقد ان هناك دليل واضح يربط أوجلان بعدد من الاعمال الارهابية المحددة». وان الولايات المتحدة «الدولة التي لديها قلق جدي من أعمال العنف التي يقوم بها الارهابيون حول العالم، نعتقد ان الارهاب من اي نوع أمر غير مقبول وان على المجموعات الدولية ان تلتزم بالعمل على احوال العدالة، وكشف روبن ان وزيرة الخارجية مادلين أولبرايت أجرت اتصالات في شأن أوجلان مع وزير الخارجية

وزير الخارجية الايطالي يعارض منح اللجوء لأوجلان

شرودر يدعم ايطاليا في مواجهة التهديدات التركية

□ بروكسيل -

اسماعيل زابير
□ روما - «الحياة»

■ وضعت المانيا ثقلها وراء ايطاليا في مواجهة التهديدات التركية بمقاطعة المنتجات الايطالية اذا لم يتم التوصل الى اتفاق على محاكمة زعيم حزب العمال الكردستاني عبدالله أوجلان، الذي تنظر روما في طلبه اللجوء السياسي.

وجاء الدعم على لسان المستشار الألماني غيرهارد شرودر الذي زار مقر المفوضية الأوروبية في بروكسيل امس الخميس والتقى رئيسها جاك سانتيز، في مهمة عمل للتهديد لتسلم المانيا الرئاسة الدورية للاتحاد الأوروبي، في بداية السنة المقبلة. ورسم الموقف الألماني صورة قوية وموحدة لدول الاتحاد

الأوروبي التي «تفرض التهديدات التركية بقوة وتؤيد موقف ايطاليا ازاء أوجلان». وهو موقف عبر عنه سانتيز قبل يومين، داعياً الى التضامن مع ايطاليا في معالجتها للملف الحساس. وتضمنت مواقف سانتيز التي اعلنت بحضور رئيس الوزراء الايطالي ماسيمو دالما، التهيئة لاتخاذ اجراءات انتقامية من تركيا اذا نفذت تهديداتها بمقاطعة الرسمية. وقالت مصادر ديبلوماسية في بروكسيل لـ «الحياة» ان «دراسة مستفيضة ومتأنية تجرى للبحث في الصغ القانونية التي سترتكز اليها دول الاتحاد الأوروبي في رسم اجراءاتها المضادة التركية». وأعاد المستشار الألماني التذكير بان المعالجة المباشرة لملف أوجلان تبقى مسألة ايطالية. وليس من المستحب تحويل الملف

الى مسألة «أوروبية». ويحمل هذا الخطاب رسالة محددة الى تركيا تؤكد على ان استقلالية القرار الايطالي وضرورة التفاهم والحوار مع روما لحل هذه المشكلة. واعتبرت المصادر السياسية في بروكسيل ان الحصر الأوروبي على تفهم الموقف التركي ازاء «النشاطات السياسية والعسكرية» لحزب العمال الكردستاني الذي يقوده أوجلان «تقف عند حدود التهديد بمقاطعة دولة من الدول الاعضاء في الاتحاد». ورات المصادر ان التصريحات التركية المتصلبة قد تكون بهدف الاستهلاك السياسي المحلي ولمصالح داخلية أكثر من كونها سياسية خارجية دائمة. وتوقعت ان تخفف تركيا لهجة التصعيد خلال الأيام القليلة، خصوصاً مع

سقوط حكومة مسعود يلماز. من جهة اخرى، أبدى وزير الخارجية الايطالي لامبرتو ديني معارضته منح أوجلان اللجوء السياسي. وقال في مقابلة مع صحيفة «كوريريلا دي لاسيرا» امس ان «المراسم التي تؤخذ على أوجلان لا تسمح له بان يكون في عداد المضطهدين». وأضاف ان «اللجوء السياسي يمنح للمضطهدين بسبب افكاره. والحال مختلفة جداً مع أوجلان الذي تؤخذ عليه أعمال ارهابية». وتابع الوزير الايطالي ان «هناك موافق للمجلس الأوروبي تتعلق بالارهاب وتنص على محاكمة الأشخاص الملاحقين لاعمال من هذا النوع». واعتبر ديني ان تسليم أوجلان الى المانيا التي كانت قدمت مذكرة توقيف بحق، يبقى الحل الأفضل. واعتبر ان «المانيا مسؤولة اخلاقية في هذه القضية». مقارناً بين حال الزعيم الكردي والجنرال التشيلي اوغوستو بينوشيه الذي رفض مجلس اللوردات البريطاني اول من امس التسليم بحصانته بعدما كان القضاء الاسباني قدم مذكرة لتسلمه.



عبدالله اوجلان في صورة التقطت له اخيراً في روما. (رويترز)

«عدم الجلوس الى طاولة المفاوضات يعني العودة الى اظهار قدراتنا العسكرية.

بلادها هو «لأجل العمل على دعوة الأتراك الى التفاوض من أجل تحقيق السلام». وأشار الى أن

اليسار الايطالي يتراجع عن منحه اللجوء وروما تتجه الى اعادته الى موسكو

بيرلوسكوني لـ «الحياة» : اوجلان خطر على ايطاليا وأوروبا

□ روما - موسى الخميسي
اللجوء السياسي وتأييد فكرة تشكيل محكمة دولية بالاتفاق مع المجموعة الأوروبية، لمحاکمته .

أما الموقف اليميني فعبر عنه زعيم المعارضة سيلفيو بيرلوسكوني الذي قال رداً على سؤال لـ «الحياة» ان اوجلان «شخص غير مرغوب في وجوده اطلاقاً على الأراضي الايطالية ويشكل بقاءه في ايطاليا خطراً على أمن بلادنا وأوروبا». وأضاف بيرلوسكوني ان «من الواجب تسليم اوجلان الى تركيا أو ترحيله الى حيث أتى، أي موسكو».

وفي وقت رفض رئيس الوزراء التركي مسعود يلماز أي مبادرة أوروبية لوساطة في القضية الكردية، لم يستبعد رئيس الوزراء الايطالي ماسيمو داليمو معارضة تركيا فكرة تقديم اوجلان الى محكمة دولية، في حين أكد الزعيم الكردي في رسالة وجهها الى السلطات الايطالية ان بقاءه في

□ روما - موسى الخميسي

■ اتجهت روما أمس نحو إبعاد زعيم حزب العمال الكردستاني عبدالله اوجلان الى موسكو، عملاً بقانون ايطالي يقضي بإبعاد طالب اللجوء الى حيث أتى بعد ٤٠ يوماً من دخوله البلاد.

وغادر وزير الخارجية الايطالي لامبرتو ديني الى موسكو أمس لإجراء محادثات في هذا الشأن اليوم مع رئيس الوزراء الروسي يفيغيني بريماكوف. وعلمت «الحياة» من مصادر دبلوماسية في روما ان ديني يتسلح بفكرة ان السلطات الروسية كانت تعلم بان الزعيم الكردي يحمل جواز سفر مزوراً عندما غادر أراضيها، ما يشكل انتهاكاً للقوانين الدولية.

وبدا ان الأوساط السياسية اليسارية في روما بدأت تتعدد شيئاً فشيئاً عن فكرة منح اوجلان

الجلبي يتحدث عن تعهد خطي من آل غور بحماية الشمال والمعارضين

طالباني لـ «الحياة» : المؤتمر الوطني لم يعد صالحاً والمعارضة تبحث عن صيغة بديلة

السيد محمد باقر الحكيم والاتحاد الوطني الذي يتزعمه طالباني». ويتوقع ان يلتقي الحكيم الجلبي اليوم. وشددت المصادر على ان فصائل «المعارضة الإسلامية» في طهران ترى ان «المعركة الحقيقية هي بين نظام الحكم في بغداد والشعب، وليست بين النظام واميركا، وان المعارضة العراقية الحالية لا تمثل كل الشعب». وتصر المعارضة «الإسلامية» على ضرورة ان «تتبن الإدارة الاميركية موقفها بوضوح، سيما ما يتعلق باستعدادها لتبني كفاح الشعب لإسقاط النظام». وتتهم المعارضة العراقية، في ايران، الإدارة الاميركية بأنها «لا تعير أي اهتمام لانتهاكات حقوق الانسان في العراق أو مطالب الشعب الحقيقية وهي تتعاطى بشكل انتقائي وغامض مع القضايا الرئيسية للعراق».

الوطني لم يستطع ان يحافظ على وحدته وصدقته في العمل».

واكدت مصادر قيادية في فصائل المعارضة التي تتخذ من طهران مقراً لها ان رئيس اللجنة التنفيذية للمؤتمر أحمد الجلبي طرح مسألة عقد اجتماع اللجنة التنفيذية قريباً. وقالت المصادر ان الجلبي أكد ان لديه «رسالة خطية من نائب الرئيس الأميركي آل غور أكد فيها نيابة عن الرئيس بيل كلينتون ان الإدارة الأميركية ستعمل على احلال بديل ديمقراطي في العراق وحماية المنطقة الشمالية والمعارضة». وتابعت ان الجلبي أقر بان علاقته بالكونغرس أفضل من علاقته بالإدارة، لكنه قال ان «الحكومة تريد ان تفتح معه صفحة جديدة». واعتبرت هذه المصادر ان الجلبي الذي «جاء يطلب منه الى طهران يريد ان يحتمي بالمعارضة القوية سيما المجلس الأعلى الذي يقوده

□ طهران - غسان بن جدو

■ قال الأمين العام للاتحاد الوطني الكردستاني جلال طالباني لـ «الحياة» ان المعارضة تبحث اقتراحاً لتطویر صيغة جمعها في هيكل تنظيمي يتجاوز صيغة «المؤتمر الوطني العراقي الموحد»، وأشار الى وجود اقتراح لأن تعقد اللجنة التنفيذية للمؤتمر الوطني اجتماعاً للبحث في هذه المسألة، لكنه أكد عدم تحديد موعد حتى الآن، وتوقع ان يعقد الاجتماع في لندن.

وشدد طالباني قبل ان يغادر طهران عائداً الى كردستان العراق، امس، على ان المؤتمر الوطني العراقي «لم يعد الوعاء المناسب والأساسي لجمع المعارضة العراقية»، وذكر أسباباً لهذا «منها ان أطرافاً عدة في المعارضة خرجت من المؤتمر، كما ان المؤتمر

موسكو ترفض استعادة اوجلان

□ موسكو - جلال الماشطة
□ روما - «الحياة»

■ أجمعت مصادر روسية واخرى قريبة من حزب العمال الكردستاني على استبعاد ان توافق موسكو على عودة زعيم الحزب عبدالله اوجلان اليها كونها لا تعترف بأنه مر في اراضيها اساساً.

وجاء ذلك في وقت بدا الايطاليون حائرين في ايجاد مخرج لوجلان الذي تحول القوانين الايطالية دون تسليمه الى تركيا حيث يواجه الاعداء، فيما لا توجد محكمة دولية مؤهلة لمحاكمة أفراد بتهم تتعلق باعمال «ارهابية»، حسبما تنسبه انقره الى الزعيم الكردي.

واعترفت وزيرة الداخلية الايطالية روزا روسو جيرفولينو امس بان لا تصور لدى حكومتها في شأن المحكمة الدولية التي «لا تعدو كونها فكرة سياسية لا يمكن تحقيقها اذا عارضتها تركيا». وعن مصير منح اللجوء الى اوجلان، قالت الوزيرة انه سيدرس بحلول ٢٢ الشهر المقبل، مشيرة الى ان الزعيم الكردي «لم يقدم بعد اي طلب رسمي في هذا الشأن».

وحتى ساعة متأخرة مساء امس، لم يرشح شيء عن المحادثات التي اجراها وزير الخارجية الايطالي لامبرتو ديني في موسكو مع رئيس الوزراء الروسي يفغيني بريماكوف، فيما اعترف وزير

الخارجية الروسي ايغور ايغوروف بأنه تبادل مع نظيره الايطالي معلومات في شأن قضية اوجلان.

وقالت مصادر مطلعة في موسكو ان ديني رغب في سماع الرواية الروسية حول ملابسات انتقال اوجلان الى روما، خصوصاً في ظل إصرار الروس على إنكار معرفتهم بأنه مر في اراضيهم بجواز سفر مزور، لتفادي عودته الى روسيا في حال تعذر منحه اللجوء في ايطاليا، حسبما تقتضي القوانين في روما.

وأبلغ مصدر دبلوماسي روسي «الحياة» ان موسكو تعتبر عودة اوجلان اليها «عاملاً يهدد العلاقات مع انقره، كما انها «تخشى من ان يؤدي ذلك الى فتح جبهة جديدة ضد الروس في القوقاز، بتحريك من الاتراك».

وحمل الأكراد واشنطن مسؤولية الضغوط التي تمارس على ايطاليا لتضييق خياراتها في شأن اوجلان. ونظم عدد منهم تظاهرة أمام مقر السفارة الاميركية في موسكو امس، مطالبين الولايات المتحدة بالكف عن دعم «المخططات التركية الهادفة الى تصفية اوجلان جسدياً». وأبلغ مصدر قريب من اوجلان «الحياة» امس ان زعيم الكردستاني يستعد لاحتمال مثوله أمام محكمة اوروبية بفضل ان تكون في ستراسبورغ وتعد تحت اشراف دول الاتحاد الأوروبي وهو واثق من اثبات براءته.

انقرة: الجيش يخيب امل «الفضيلة» في امكان منحه تأييداً سياسياً

■ انقرة - أ ف ب - نددت المؤسسة العسكرية العلمانية في تركيا امس الاثنين بتصريح لزعيم حزب «الفضيلة» (الاسلامي) رجائي قطان الذي نقلت الصحف عنه السبت الماضي انه «تلقي اشارات ايجابية» من العسكريين تتعلق بالاسلوب الجديد المعتدل لحزبه.

ورد الجيش التركي بشدة في بيان على هذا التصريح من دون تسمية زعيم حزب «الفضيلة». وقال ان «تفضيل الجيش لأي حزب سياسي ليس وارداً اطلاقاً». وأضاف البيان ان «الجيش التركي يحرص بشدة على عدم التدخل في السياسة (...) وعلى الجميع تجنب الادلاء بتصريحات تهدف الى اقحام الجيش في مواقف سياسية».

وجاء بيان الجيش في وقت يسعى الرئيس سليمان ديميريل الى تشكيل حكومة جديدة بعدما سحب البرلمان الثقة من حكومة مسعود يلماز في ٢٥ الشهر الجاري.

ومعلوم ان حزب «الفضيلة» حل محل «الرفاه» الذي حلته المحكمة الدستورية في كانون الثاني (نوفمبر) ١٩٩٨ بسبب نشاطاته التي تتعارض مع نظام الدولة العلماني. وكان «الرفاه» قاد ائتلاًف حكومياً في ١٩٩٦ - ١٩٩٧. واضطر زعيمه نجم الدين اربكان الى الاستقالة من رئاسة الوزراء بسبب الضغوط القوية التي مارسها الجيش والاساط العلمانية المعارضة لتولي اسلاميين السلطة والتي اتهمته بتشجيع الاصولية الاسلامية في تركيا.

ويقضي التقليد ان يتم تكليف قطان تشكيل حكومة كونه زعيم اكبر كتل سياسي في البرلمان لكن الرئيس لم يعط بعد اي مؤشر الى ذلك، في انتظار محاولة ايجاد ائتلاف علماني لتشكيل حكومة.

ديني: أوجلان توجه الى روسيا بدعوة من جيرينوفسكي



■ روما - أ ف ب - كشف وزير الخارجية الايطالي لامبرتو ديني ان زعيم حزب العمال الكردستاني عبدالله اوجلان توجه الى روسيا في تشرين الأول (اكتوبر) الماضي بدعوة من الزعيم القومي المتشدد فلاديمير جيرينوفسكي.

وقال ديني امام لجنة الشؤون الخارجية في مجلس النواب الايطالي امس ان اوجلان توجه بعد طره من سورية الى روسيا في التاسع من تشرين الأول (اكتوبر) الماضي، بدعوة من جيرينوفسكي. وأضاف: «عندما علمت الحكومة الروسية بوجود اوجلان علتي اراضيها قررت طرده».

ويذكر ان اوجلان اعتقل في ١٢ تشرين الثاني (نوفمبر) الماضي في مطار فيوميتشينو في روما وكان قادماً من موسكو. وزار ديني موسكو منذ عشرة ايام وبحث وضع زعيم حزب العمال الكردستاني مع السلطات الروسية.

كردي يحرق نفسه امس امام السفارة الفرنسية في قبرص احتجاجاً على تحقيق يجريه الفرنسيون مع اوجلان. (ا ف ب)

توقع فشل التفاهم بين طالباني وبارزاني أكد أن حزبه نقل قواعده إلى العراق وإيران وأن علاقته مع بغداد لا تتضمن أي تنسيق سياسي أو عسكري

أوجلان - "الحياة": أنا وشعبي أبرياء ومنتظر "ديغول" تركيا

□ روما - موسى الخميسي



AL HAYAT MONDAY 14 DECEMBER, 1998

خاصة للنظر في قضيتي، إذ يكفي تطبيق المعاهدة الدولية المتعلقة بالإرهاب الموقعة في ستراسبورغ في ٢٧ كانون الثاني (يناير) ١٩٧٧ والتي صدقت عليها إيطاليا في ٢٦ تشرين الثاني (نوفمبر) ١٩٨٥.

قواعد الكردستاني

● هل صحيح ان قيادة حزب العمال الكردستاني انتقلت بقواعدها حالياً إلى كل من إيران وشمال العراق وأن اخاك عثمان أوجلان هو المكلف رسمياً بتطوير العلاقات مع إيران؟

● لنا قواعد في شمال العراق ولنا قواعد في بعدما اغلقت قواعدها في سورية ولبنان. وعلاقتنا سيئة مع الحزب الديمقراطي الكردستاني (بزعامه مسعود بارزاني) وطيبة مع حزب الاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامه جلال طالباني).

● تتحدث وسائل الاعلام الغربية عن علاقات طيبة وعمليات تنسيق بين عثمان أوجلان ونظام الرئيس صدام حسين؟

● لنا علاقات مع الحكومة العراقية، لكن ليس على صعيد التنسيق السياسي والعسكري.

● حزب العمال الكردستاني يخوض منذ عام ١٩٨٤ كفاحاً مسلحاً لإقامة دولة كردية مستقلة في جنوب شرقي الأناضول ذي الغالبية الكردية، وتحالياً أعلنتم عن رغبتكم في إقامة «حكم ذاتي» في كردستان، لكن من دون المساس بوحدة أراضي تركيا وسلامتها، ما هو السبب في تغيير موقفكم؟

● من خلال مساعيها للحل السياسي والذي سيقيناه مؤتمر الحزب المقبل الذي سيعقد خلال الأيام القليلة المقبلة، طالبنا بفتح حوار سياسي تحت اشراف مراقبين من الأمم المتحدة والاتحاد الأوروبي. ووجدت نفسي امام خيارين: إما العودة إلى زرع السلاح لاستئناف الدفاع عن النفس أو الاستنجاد بأوروبا. وفضلنا الخيار الثاني وهو خيار سلام لا رجعة عنه ويحظى بتأييد الشعب الكردي بكل توجهاته السياسية. ونحن نريد أن نعمل مثل (ثوار) الباسك والجيش الجمهوري الإيرلندي، ونطالب بحكم ذاتي وبالحرية. واقترح السلام الذي تقدمنا به يتناول ست نقاط هي:

- ١- وقف العمليات العسكرية ضد القرى والأحياء والمدن الكردية.
 - ٢- عودة جميع اللاجئين الأكراد إلى ديارهم.
 - ٣- تحقيق حكم ذاتي للمنطقة الكردية من دون المساس بوحدة أراضي دولة تركيا وسلامتها.
 - ٤- الاعتراف بحق الأكراد بكل الحريات الديمقراطية التي يتمتع بها المواطنون الأتراك.
 - ٥- الاعتراف بالهوية واللغة والثقافة الكردية.
 - ٦- إقرار التعددية والحريات الدينية.
- ديغول تركي
- هل تتقون بالمؤسسة العسكرية التركية

● ما هو رأيكم باقتراح وزير العدل الإيطالي أوفيرو ديلبيرو محاكمتمك أمام هيئة محلفين دولية كبرى كحل يضمن من جهة الاحترام المطلق لحقوقكم، ومن جهة أخرى، اجراء محاكمة ستكون مناسبة لكم لشرح دوافعكم أمام الرأي العام العالمي؟

● سنرحب بمثل هذه الفكرة ما دامت قادرة على تعزيز الاهتمام العالمي والأوروبي على أعلى مستوياته.

● هنالك من يقول إن التردد هو جزء من مخاوف الحكومات الأوروبية من أعمال انتقامية قد يقوم بها أعضاء حزبكم؟

● هذه ادعاءات يرد منها تمير مخططات المؤسسة العسكرية التركية المعادية لشعبنا، والتي تحاول على الدوام اظهارنا كاعتى المجرمين وأكثر الناس المظلومين للعدالة، واننا قتلة النساء والأطفال.

● الا تعتقد ان التصعيد في الموقف التركي المتشدد للمطالبة بمحاكمتمك في تركيا هو بمثابة ورقة ضغط للمساومة مع أوروبا من أجل قبول تركيا للدخول في الاتحاد الأوروبي؟

● هذا صحيح. فهي مع تاجنيج التعصب والعنصرية لدى الشعب التركي ضد الشعب الكردي الأعزل، وهي تحاول وبأي ثمن الضغط على الاتحاد الأوروبي من أجل قبولها.

● يصير القضاة الفرنسيون على ضلوع حزب العمال الكردستاني في اغتيال معارضين للحزب داخل الجالية الكردية في فرنسا، ووجود روابط بينكم وبين أربعة أكراد مسلحين في فرنسا بتهمة ابتزاز أموال من مواطنين لحساب حزبكم؟

● إن حزبنا لا يستخدم وسائل مثل النهب والابتزاز. ونفيت كل التهم الموجهة إلى حركتنا أمام القاضي الفرنسي جان فرانسوا ريكار. وأنا أعتقد أن كل هذه الاتهامات هي جزء من مؤامرة تستهدف تشويه سمعة حركتنا وقادتها.

الرحلة من موسكو

● ما هو رأيكم بادعاءات القضاة الإيطاليين بأن هناك من قدم لكم المساعدة في رحلتكم من موسكو في ١٢ تشرين الأول (أكتوبر) الماضي، وأن الحكومة الإيطالية كانت علي علم؟

● انفي نفياً قاطعاً أن الحكومة الإيطالية، أو أي من عضو فيها، كان على علم بقدمي إلى إيطاليا. جئت إلى هنا بهدف فتح طريق جديد وايجاد ظروف جديدة للحل السياسي. وكان معي في الطائرة الروسية المتجهة من موسكو إلى روما الرفيق الشيوعي رومان مانوفاني، ولم يقدم لي أي مساعدة لا هو ولا غيره. كما أنني كنت أحمل في جيبتي جواز سفر مزور، لم اظهره مخافة أي مخالفة

طالب زعيم حزب العمال الكردستاني عبدالله أوجلان بمبادرة عربية - إسلامية لمناقشة قضية الشعب الكردي تتزامن مع مساعي بعض الدول الأوروبية لعقد مؤتمر دولي لإيجاد حل عادل لقضية أربعين مليون كردي. ووجه نداء إلى الرئيس المصري حسني مبارك ومنظمة المؤتمر الإسلامي لبدل الجهود في هذا السبيل.

● وجاء ذلك في مقابلة أجرتها معه «الحياة» في مقر اقامته في ضواحي روما وذلك في أول لقاء مع صحيفة عربية منذ مدة. وقال إن لحزبه قواعد في شمال العراق وإيران بعد اغلاق قواعده في سورية ولبنان.

● واعترف بعلاقات مع بغداد تخلو من أي تنسيق سياسي وعسكري، وأشار إلى ان علاقات حزبه «سيئة» مع الحزب الديمقراطي الكردستاني بزعامه مسعود بارزاني و«جيدة» مع الاتحاد الوطني الكردستاني بزعامه جلال طالباني، وتوقع فشل الاتفاق الذي أبرمته واشنطن بين الحزبين أخيراً.

● ورفض أوجلان محاكمة ايطالية، مطالباً بمحاكمة دولية للنظر إذا كانت هناك حال حرب بين الأكراد والحكومة التركية. وقدم مبادرة سلام مع الأتراك من ست نقاط وأعرب عن أمه في ظهور جنرال تركي على نسق الزعيم الفرنسي الراحل الجنرال شارل ديغول يعطي الأكراد ما اعطاه الأخير للجزائريين. وقال: «أنا وشعبي أبرياء».

● وتحدث عن ملابس مفادته موسكو إلى روما. واتهم رئيس الوزراء الروسي يفيغيني بريماكوف بتنفيذ مؤامرة طرده من روسيا. وفي ما يأتي نص المقابلة:

● كل الدلائل تشير إلى أنه وبعد انتهاء مدة الإقامة المشروطة عليكم في ٢٢ الشهر الجاري، لا بد من محاكمتمك في إيطاليا من النيابة العامة في روما، فما هو موقفكم من ذلك؟

● أنا أؤيد اجراء محاكمة دولية لأنها باعتبارها المكان الملائم لمواجهة الاتهامات الموجهة إلي من قبل المؤسسة العسكرية التركية والتي أنا وشعبي أبرياء منها. ذلك لأن المحكمة الدولية ستنجح الفرصة للوصول إلى قرار بشأن ما إذا كانت هناك حال حرب في تركيا بين الحكومة والأكراد. وما إذا كان القانون الدولي الخاص بالحرب ينطبق على هذه القضية. أنا ضد أي محاكمة شخصية وهو المطلب الذي تريده تركيا والذي يتمثل في عدم رغبتها في أن أمثل أمام محكمة سليمة ومضمونة وعادلة.

● وكيف سيكون رفضكم للمثول أمام محكمة إيطالية؟

● لدينا كل الوسائل للتصدي والرفض، لأننا نعرف جيداً أن أوروبا تستطيع وإبرادة سياسية، إنشاء محكمة

في تحقيق حكم ذاتي للأكراد، وتركيا تقول على الدوام ان لا وجود لمشكلة كردية، بل هناك ارهاب؟

● نحن مع الأمل ومع امكان ظهور جنرال تركي على وزن وفكر ووعي الجنرال الفرنسي (شارل) ديغول الذي اعترف بحق الشعب الجزائري وحرية واستقلاله... إذن ننتظر «ديغول تركي»، وللاسف أقول إن كل الحكومات المتعاقبة على دفة الحكم التركي من يمين إلى وسط إلى ما يطلق عليه يسار أوروبي إلى حكم إسلامي، لم تعترف هذه الحكومات بحقوق الشعب الكردي. إن هنالك حال حرب في تركيا بين الحكومة والأكراد. ويجب على الجميع ان يوقفوا هذا النزيف الدموي. قضية الحكم الذاتي التي اقترحناها، سيقرها الشعب الكردي فهو صاحب الحق في التصويت عليها وقبولها. وتوجد وسائل ديموقراطية متعارف عليها عالمياً لإقرار مثل هذه الصيغة وأخذ موافقة الأكراد عليها.

● نعود إلى قضية تسفيرك من موسكو إلى روما، إذ تقول أوساطك إنها مؤامرة تركية - روسية، ما هو رأيك؟

● نعم... إنها مؤامرة نفذها (رئيس الوزراء الروسي يفيغيني بريماكوف شخصياً، فهو الذي رفض قرار مجلس الدوما الذي دعا الرئيس الروسي بورييس يلتسن إلى منحي اللجوء السياسي. وخضع بريماكوف للضغوط التركية المتعسفة، فتركيا باتت اليوم في موقف قوي أزاء أوروبا عبر تلويحها بالهجرة الكردية. وعبرت عن ثماتها بالدول الأوروبية التي كانت على الدوام تنتقد الإجراءات والسياسات التركية المناهضة لحقوق الإنسان. تركيا قالت بالحرف الواحد: سنقدم أوروبا وستقدم روسيا، رابعة شعار «من يمنح الكردي حق

اللجوء عليه أن يتحمل النتائج».

● في حال عدم منح حق اللجوء السياسي في إيطاليا، فهل توافق على السفر إلى بلد آخر مثل ليبيا كحل وسط لتفادي تأزيم العلاقات مع انقرة؟

- نحن بانتظار وليس لدينا ما نستعجل من أجله. وليبيا لها مواقف صديقة من قضية الشعب الكردي وحقوقه المشروعة، وأنا أقول وبكل سرور إن هذا البلد وقيادته برئاسة الأخ معمر القذافي هي محط اعتزاز كبير من قبل شعبنا الكردي وقياداته في الداخل والخارج. وأنا أثق بقوانين إيطاليا بوصفها دولة ديموقراطية تحترم حقوق الإنسان.

البايا واولف باله

● الأوساط السياسية في إيطاليا والعالم تحاول معرفة المزيد عن محاولة اغتيال البايا وعملية اغتيال رئيس وزراء السويد السابق اولف باله، هل لديكم ايضاحات جديدة في هذا الشأن؟

- لم يعد يخفى على أحد أن محاولة اغتيال قدااسة البايا من قبل علي اغا وهو أحد أعضاء عصابات «الذئاب الرمادية» الفاشية التركية، كانت في ضوء مخطط قام به جنرالات الجيش التركي يستهدف رأس الكنيسة الكاثوليكية لأنه متعاطف مع قضايا الشعوب المضطهدة، وبرز مطالب بمنح هذه الشعوب حريتها وسبق له وأن أعرب مرات عدة عن تضامنه مع قضية الشعب الكردي. وعلي اغا لم

يعترف حتى الآن من المسؤولين الحقيقيين الذين دفعوه لاقتراف جريمته المنكرة. كذلك الحال مع الراحل اولف باله الذي قتلته مخططات الجنازات التركية، لأنه كان متعاطفاً مع قضية شعبنا وكان يطالب بعقد مؤتمر دولي لمناقشة محتنتنا، فقتلوه واتهمونا بتنفيذ مثل هذا الفعل الخسيس. إنه شيء محزن ومضحك في وقت واحد.

● طالبت صحيفة «تركيش ديلي نيوز» التركية في الأسبوع الماضي بضرورة الانتشار السريع للجيش التركي على الحدود مع سورية للضغط على دمشق لإعادته إلى سورية للحد من التطورات السريعة للمسألة الكردية في أوروبا.

- إنهم يتخبطون... وما علينا إلا الضحك على هذه العقول التي يناقض بعضها البعض، انهم اشبه بمن يطلق النار على الآخرين، إلا أن هذه النار ترجع إلى صدره.

العرب والمسلمون

● القضية الكردية وصلت إلى أعلى مستوى من الاهتمام العالمي والأوروبي في الوقت الحاضر، ما هو موقف الحكومات العربية والإسلامية وهل تلعب هي الأخرى دوراً إيجابياً لمصلحة قضية شعبكم؟

- أصبنا بالاحباط من مواقف العديد من المؤسسات والمراجع الدينية الإسلامية، التي كان الأولى بها هي دون

غيرها، أن تتخذ مواقف إيجابية من قضية أكثر من أربعين مليون كردي تستلج حقوقهم القومية والإنسانية كل

يوم. فالمجازر والابادة وقمع حرية الشعوب لا يمكن تبريرها بأي شكل من الأشكال ولا يمكن أن يصمت عليها أي انسان مؤمن. استغل هذا اللقاء مع صحيفة «الحياة»، لوجه نداء إلى الزعيم المصري حسني مبارك وقيادته وإلى رئاسة المؤتمر الإسلامي ليزيل الجهود من أجل خلق مبادرة عربية - إسلامية تتزامن مع مساعي بعض الدول الأوروبية لإيجاد حل عادل لقضية شعبنا. وأنا كلي ثقة باستجابة مصر لما تتمتع به من موقع عربي وعالمي متميز، لهذا النداء.

وساسعى من جانبي إلى توفير كل مستلزمات نجاح مثل هذه المبادرة وكل ما تحتاجه الحكومة المصرية والأحزاب السياسية وكل القوى الخيرة في هذا البلد العزيز.

كما أوجه ندائتي من خلال «الحياة» إلى قيادة المؤتمر الإسلامي للتتحرك السريع من أجل عقد ندوة إسلامية سنساهم بها وبكل ثقلنا من أجل مناقشة آفاق محنة الشعب الكردي. تركيا ومنذ ٧٥ سنة تتحدث عن حرية التعبير والفكر والصحافة وهي تتشدد بهذه المقولات نظرياً إلا أنها تتأخر عملياً على الاتيان بالنقيض.

كردستان العراق

● ما هو رأيكم بالاتفاق الأخير بين الحزبين

الكرديين: «الاتحاد الوطني» و«الديموقراطي الكردستاني» الذي رعته واشنطن أخيراً؟

- واشنطن تعمل كل ما يصب في مصالحها الذاتية. وهذا الاتفاق الأخير بين الحزبين سيكون مصيره الفشل، بسبب التحولات الأخيرة التي شهدتها القضية الكردية، وبالذات بعد لجوئي إلى إيطاليا وسوف نرى نتائج خراب هذه العلاقة من جديد بين هذين الحزبين، بعدما سعت انقرة إلى تحريك الحليف الأكبر لها وهو الولايات المتحدة لعقد صلح بينهما. الآن الأمور تغيرت تماماً وفلت زمام الأمر من حكومة انقرة في التحرك كما تشاء.

● هل تعتقد أن الوقت حان الآن لعقد مؤتمر دولي تحضره كل الأطراف المعنية أي العراق وإيران وتركيا وسورية ودول الاتحاد السوفياتي السابق التي فيها أقلية كردية إضافة إلى الاتحاد الأوروبي وأميركا؟

- اعتقد بأن أوروبا حالياً مهية تماماً

للدعوة لمثل هذا المؤتمر، خصوصاً أن البرلمان الأوروبي أيد مثل هذا المؤتمر، كما أن إيطاليا هي الأخرى متحمسة وكذلك الفاتيكان ودولاً عالمية كثيرة. أفاق محنة الشعب الكردي. تركيا ومنذ ٧٥ سنة تتحدث عن حرية التعبير والفكر والصحافة وهي تتشدد بهذه المقولات نظرياً إلا أنها تتأخر عملياً على الاتيان بالنقيض. اراهابي... انهم الآن في مواجهة التحدي الأوروبي.

طهران رفضت عرضاً من واشنطن للتعاون على اسقاط صدام

□ طهران - غسان بن جدو

أكدت مصادر سياسية موثوقة بها في طهران لـ «الحياة»، ان الإدارة الأميركية عرضت على الحكومة الإيرانية قبل اسبوعين من بدء العملية العسكرية ضد العراق «التعاون لاسقاط الرئيس صدام حسين» وشددت على أن طهران رفضت العرض، وأكدت الأمر مصادر دبلوماسية أوروبية تعتبر حكوماتها قريبة إلى واشنطن ولندن. وقالت لـ «الحياة» ان الموقف الإيراني «فاجأ» واشنطن التي أصيبت بخيبة أمل ظاهرياً، لكنها قد تكون ابتهجت بهذا الرفض كي تصوغ أي وضع بديل في العراق طبقاً لمصالحها وخططها، وهي في ذلك تفضل التنسيق مع دول اقليمية أخرى وابعاد إيران كلياً.

وقال مستشار مركز الدراسات الاستراتيجية للشرق الأوسط في طهران السيد محمد علي مهدي

لـ «الحياة» عن امكانية التعاون بين بلاده وأميركا في تغيير النظام العراقي ان «هذا الأمر ليس وارداً أبداً، فنحن كدولة إسلامية وجمهورية إسلامية لا يمكن أن نتعاون مع أي كان ضد دولة إسلامية أخرى». وأضاف: «بحسب بعض المعلومات المتوافرة فإن رسائل أميركية وجهت إلى المسؤولين الإيرانيين عبر قنوات ثالثة تعرض التعاون لاسقاط النظام في بغداد، لكن الحكومة الإيرانية أكدت رفضها أي تعاون، والسبب مبدئي لأن العراق بلد مسلم والشعب العراقي شعب مسلم، ولا يمكن أن نفترض أي تعاون مع الآخرين خصوصاً مع دولة عظمى غير مسلمة ضد مصالح العالم الإسلامي، أو أي بلد وشعب مسلم». وشدد على أن ما حصل ضد العراق «مؤامرة خطيرة ظاهرها معاقبته لعدم تعاونه مع فرق التفتيش».

النواب المحافظون يطالبون أميركا بتعويضات

■ طهران - أف ب، رويترز - طالب ١٥٦ نائباً من أصل ٢٧٠ عضواً في مجلس الشورى الإيراني الولايات المتحدة أمس بدفع تعويضات وتقديم اعتذارات بعد سقوط صاروخ أطلق على العراق، في خرمشهر الإيرانية. ودعوا في مذكرة وزارة الخارجية الإيرانية إلى ان «ترفع القضية إلى الأمم المتحدة للحصول على تعويضات واعتذارات». واتهم النواب، الذين ينتمون بغالبيتهم إلى الأكثرية المحافظة المعارضة لتطبيع العلاقات مع واشنطن «أميركا المجرمة» بالتعبير عن «نداء الصداقة (لايران) بإطلاق الصواريخ». واتهم نائب رئيس مجلس الشورى حسن روحاني الولايات المتحدة بـ «أضعاف» الأمم المتحدة ومجلس الأمن. وقال لدى افتتاح جلسة المجلس: «بمعزل عن أهداف الضربات الأحادية الجانب، أضعفت الولايات المتحدة الأمم المتحدة ومجلس الأمن وأساعت إلى صدقيتهما» بواشنطن ولندن لأنهما «تحركتا من دون أي استشارة وضررتا بالقوانين والقرارات الدولية عرض الحائط».

وكان الرئيس الإيراني سيد محمد خاتمي دعا أول من أمس، خلال محادثاته مع سيرغي بريخودكو، مبعوث الرئيس الروسي إلى وقف الهجوم الأميركي - البريطاني، قائلاً ان «إيران تريد أن تتوقف العمليات العسكرية، كما دعت العراق إلى الامتنثال لقرارات مجلس الأمن» وأعرب عن قلقه مما يلاقه شعب العراق، وقال ان هذه العمليات من شأنها فقط زيادة التوتر في المنطقة».